HISTOIRE DE L'EUROPE

ET

DE LA FRANCE

DE 1610 A 1789

CLASSE DE SECONDE

DU MÊME AUTEUR

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Cours d'histoire, rédigé conformément aux programmes de 1882. 3 vol. in-16 avec cartes et gravures, cartonnés.

Cours élémentaire. Récits et entretiens sur notre histoire nationale, jusqu'à la guerre de Cent ans (1328), avec un complément jusqu'à nos jours. 1 vol., 60 c.

Cours moyen. Histoire élémentaire de la France, répondant au certificat d'études primaires. 1 vol., 1 fr. 10

Cours supérieur. Notions élémentaires d'histoire générale et d'histoire de France. 1 vol., 1 fr. 80

Histoire et Civilisation de la France, contenant les matières indiquées pour le programme du certificat d'études primaires (cours élémentaire et moyen). 1 vol. grand in-16, avec 109 gravures en noir, 12 cartes et 10 planches en couleurs, cartonné, 1 fr.

Le même ouvrage, divisé en 2 cours.

Cours élémentaire. Histoire de France jusqu'à la guerre de Cent ans avec une revue générale de la suite de l'histoire. 1 vol. in-16 avec 41 gravures et cartes en noir et 2 gravures en couleurs, cart., 40 c.

Cours moyen. Histoire de France depuis la guerre de Cent ans, précédée d'une révision du cours élémentaire. 1 vol. in-16 avec 68 gravures et cartes en noir et 9 gravures en coul., cart. 80 c.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPÉCIAL

(*Anciens programmes*)

Cours d'histoire, rédigé conformément aux programmes de 1882. 4 vol. in-16, avec cartes et gravures, cartonnés :

Récits et biographies d'histoire de France (Cours préparatoire) 1 vol., 2 fr.

Histoire ancienne, grecque et romaine (1re année). 1 vol., 3 fr.

Histoire générale, depuis l'invasion des Barbares jusqu'en 1610 (2e année) 1 vol., 3 fr.

Histoire générale de 1610 à 1875 (3e année) 1 vol., 3 fr. 50

Cours d'histoire, rédigé conformément aux programmes du 10 août 1886. 6 vol. in-16, cartonnés :

Histoire de France et notions sommaires d'histoire générale. Moyen âge (1re année). 1 vol., 2 fr. 50

Histoire de France et notions sommaires d'histoire générale. Temps modernes (2e année). 1 vol., 3 fr.

Histoire de France et notions sommaires d'histoire générale. Époque contemporaine (3e année). 1 vol., 3 fr.

Histoire de la civilisation, depuis les origines jusqu'à nos jours (4e, 5e et 6e années). 3 vol. Chaque volume, 3 fr.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE MODERNE

Voir l'annonce sur la couverture.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DES JEUNES FILLES

Cours d'histoire, rédigé conformément aux programmes de 1882, à l'usage de l'enseignement secondaire des jeunes filles 5 vol. in-16, cartonnés en percaline.

Histoire nationale et notions sommaires d'histoire générale, depuis les origines jusqu'au milieu du XVe siècle (1re année). 1 vol., 3 fr. 50

Histoire nationale et notions sommaires d'histoire générale, depuis le milieu du XVe siècle jusqu'à la mort de Louis XIV (2e année). 1 vol., 3 fr. 50

Histoire nationale et notions sommaires d'histoire générale, depuis la mort de Louis XIV jusqu'en 1875 (3e année). 1 vol., 4 fr.

Histoire sommaire de la civilisation depuis les origines jusqu'à Charlemagne (4e année). 1 vol., 4 fr.

Histoire sommaire de la civilisation depuis Charlemagne jusqu'à nos jours (5e année). 1 vol., 4 fr.

23353. — Imprimerie A. Lahure, rue de Fleurus, 9, Paris.

HISTOIRE DE L'EUROPE

ET

DE LA FRANCE

DE 1610 A 1789

PAR

G. DUCOUDRAY

Agrégé d'histoire

CLASSE DE SECONDE

CONFORME AUX PROGRAMMES DE 1891

Pour l'enseignement secondaire moderne

8769

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1892

EXTRAITS
DES PROGRAMMES OFFICIELS
DE
L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE MODERNE

(CLASSE DE SECONDE)

Histoire de l'Europe et de la France de 1610 à 1789.

La France, de l'avènement de Louis XIII à la mort de Mazarin. — Les Etats de 1614. — Richelieu : lutte contre les protestants et les grands. Accroissement de l'autorité monarchique. Marine et colonies. — Minorité de Louis XIV; Mazarin, la Fronde.

La politique européenne. — La maison d'Autriche. Les catholiques et les protestants en Allemagne. — La guerre de Trente ans : intérêts des puissances qui y sont engagées; les armées et les bandes; grands généraux, principales actions militaires.

La paix de Westphalie et la paix des Pyrénées.

L'Angleterre sous les Stuarts. — La Révolution de 1648. — Cromwell. La Restauration.

Etat de l'Europe vers 1660. — Décadence de l'Espagne. Prospérité de la Hollande. Prépondérance de la Suède dans le nord. La paix d'Oliva.

Mouvement intellectuel. — Sciences et philosophie : Bacon, Galilée, Descartes, Spinoza. — Lettres : l'influence espagnole, Cervantès et Lope de Vega. — L'Académie française : Corneille, Pascal. — Les arts : Poussin, Le Sueur.

La société française. — L'hôtel de Rambouillet. La misère au temps de la Fronde : saint Vincent de Paul.

Louis XIV, la monarchie absolue. — Théorie du roi sur le pouvoir royal. La cour, les conseils, les secrétaires d'Etat. Colbert, Louvois, Vauban. Les affaires religieuses : la déclaration de 1682; la révocation de l'édit de Nantes.

La politique de Louis XIV. — Lionne et Pomponne. — Guerre de Hollande. — Formation de la ligue d'Augsbourg.

La Révolution d'Angleterre. — Les Stuarts et le Parlement : Whigs et Tories. Déclaration des droits : avènement de Guillaume III.

Les coalitions contre Louis XIV. — La succession d'Espagne.

EXTRAITS DES PROGRAMMES OFFICIELS

Dernières années de Louis XIV. — La cour; Port-Royal; détresse financière; testament et mort du roi.

Le mouvement intellectuel. — Les lettres : les grands classiques. — Les arts : Le Brun, Mansart. Le Louvre, Versailles. — Les sciences.

Commencement d'opposition : Fénelon et le duc de Bourgogne. Vauban. — Bayle.

L'Europe vers 1715. — L'Europe occidentale après les traités d'Utrecht et de Rastadt. L'Europe orientale après les traités de Carlowitz, de Passarowitz et de Nystadt. Pierre le Grand.

La France, de 1715 jusqu'au milieu du XVIIIe siècle. — La Régence et les essais de réforme. Law. Fleury. D'Argenson. Machault.

Les affaires européennes. — Règlement de la succession d'Espagne, des successions de Pologne et de Toscane. Les Bourbons d'Espagne en Italie. Stanislas Leczinski en Lorraine.

Autriche et Prusse pendant la première moitié du XVIIIe siècle. — L'Etat prussien. Frédéric II et Marie-Thérèse. Guerres de la Succession d'Autriche et de Sept ans : exposé général de la politique. Indication des principales actions militaires. Rôle de la France dans ces guerres.

Les affaires maritimes et coloniales. — Rivalité de la France et de l'Angleterre en Amérique et aux Indes. L'empire anglais. Voyages de découvertes.

L'Europe orientale. — La Russie. Catherine II. Conquêtes sur la Turquie. Partages de la Pologne.

La fin du règne de Louis XV. — Le Parlement. — Choiseul et Maupeou.

Le mouvement intellectuel et politique. — Les lettres et les arts, les sciences, les philosophes et les économistes en France. Les livres, la presse, les salons; les parlements.

Le gouvernement parlementaire en Angleterre. — Rois. Parlement et ministres; triomphes des Whigs : les libertés politiques, la presse.

Mouvement de réforme en Europe. — Influence des idées françaises. Charles III en Espagne; Pombal en Portugal; Léopold de Toscane et Beccaria en Italie; Gustave III en Suède.

Joseph II en Autriche. — Frederic II en Prusse. — Situation de la Prusse en Allemagne à la fin du règne de Frédéric II.

Préludes de la Révolution française. — La France à l'avènement de Louis XVI. — Etat des esprits à cette époque; opposition entre les idées et les institutions. — Essais de réformes : Turgot. Malesherbes. Necker. Désordres financiers. Les Etats généraux.

La guerre d'indépendance en Amérique. — Les colonies anglaises d'Amérique; leur soulèvement. — Intervention de la France. — Constitution américaine de 1887.

Vue générale sur l'Europe en 1789. — *Conclusion du cours.*

CARTES ET GRAVURES

CONTENUES DANS CE VOLUME

Cartes

Gravures

HISTOIRE DE L'EUROPE

ET

DE LA FRANCE

DE 1610 A 1789

LIVRE PREMIER

L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN — LA RÉVOLUTION D'ANGLETERRE

CHAPITRE PREMIER

LA FRANCE. LOUIS XIII. RICHELIEU.

SOMMAIRE. — I. État de l'Europe en 1610. — L'Europe et la France en 1610. — Le dix-septième siècle. — II. La France. — Louis XIII (1610-1643), régence de Marie de Médicis (1610-1617). — La France et la maison de Bourbon. — Louis XIII (1610-1643), régence de Marie de Médicis; le Parlement. — Marie de Médicis; Concini. — États généraux de 1614. — Mort de Concini (1617); Albert de Luynes. — III. Le ministère de Luynes. — De Luynes; la guerre civile. — Guerre contre les protestants. — IV. Le ministère de Richelieu. — Avènement du cardinal de Richelieu au ministère; ses plans (1624). — Richelieu et les grands; supplice de Chalais (1626) et de Bouteville (1627). — Richelieu et les protestants; siège de la Rochelle (1628); paix d'Alais (1629). — Guerre de Mantoue; victoire du Pas de Suse (1629). — La journée des Dupes (1630). — Révolte et supplice de Henri de Montmorency (1632); conspiration et supplice de Cinq-Mars (1642). — Administration intérieure; création des intendants (1637). — Mort de Richelieu (1642).

LECTURES. — La mort du maréchal d'Ancre. — Le cardinal de Richelieu. — Le supplice du duc de Montmorency.

I. — État de l'Europe en 1610.

L'Europe et la France en 1610. — L'année 1610 est une date importante de l'histoire, parce qu'elle ouvre une période nouvelle des temps modernes.

L'Europe est à peu près constituée. La grande monarchie de Charles-Quint qui avait menacé son indépendance, était décidément partagée en *deux* monarchies, encore redoutables par leur alliance, mais non plus étroitement unies. La **branche espagnole** de la **maison d'Autriche** tenait la péninsule Ibérique tout entière (*Espagne* et *Portugal* depuis 1580). Elle possédait encore les provinces françaises de *Roussillon*, de *Cerdagne*, de *Franche-Comté*, d'*Artois*, de *Flandre*, puis les dix *provinces belges*. En Italie, elle tenait le *Milanais*, le *royaume de Naples*, la *Sicile* et la *Sardaigne*.

Enfin ses immenses colonies : dans l'Amérique du Nord, le *Mexique*, la *Floride* ; dans l'Amérique centrale, le *Yucatan*, le *Honduras*, plus les *Antilles* (Cuba, Haïti, Porto-Rico, la Jamaïque, la Guadeloupe), s'étaient augmentées des colonies portugaises, qui, des *Açores*, des côtes du *Sénégal* et de la *Guinée*, se prolongeaient sur la côte orientale d'Afrique par *Sofala*, *Quiloa*, *Mozambique*, *Mélinde*, l'île de *Socotora*, jusqu'à l'Asie, où s'échelonnaient les comptoirs d'*Aden*, *Ormuz*, *Calicut*, *Cochin*, *Diu*, *Goa*, l'île de *Ceylan*, *Negapatam*, *Malacca*, *Macao*, et se prolongeaient jusque dans l'*Océanie*, encore à peine connue (*Ternate*, *Timor* venant s'ajouter aux colonies espagnoles des *Philippines*).

La monarchie d'Espagne était certainement la plus puissante et la plus riche en apparence. Mais l'ambition de Philippe II lui avait porté un coup fatal, et la décadence s'accentuera sous ses successeurs, *Philippe III* (1598-1621), *Philippe IV* (1621-1665), *Charles II* (1665-1700).

La **branche allemande** de la **maison d'Autriche** dominait tout le centre de l'Europe par ses *États héréditaires* (*Autriche*, *Styrie*, etc.), ses couronnes électives (*Bohême*, *Hongrie*) et la suprématie que lui assurait la couronne impériale sur tous les princes de l'*Allemagne*. Par le *Tyrol*, elle donnait presque la main aux Espagnols, qui occupaient le nord de l'Italie ; par la *Souabe* autrichienne, le *Brisgau*, l'*Alsace*, elle enveloppait et menaçait la France. Mais cette maison, dirigée par un faible empereur, *Rodolphe II* (1576-1612), avait peine à maintenir son autorité sur tant de pays divers, et, de plus, les troubles religieux recommençaient à désoler l'Alle-

magne, divisée entre deux lignes, l'*Union évangélique* et la *Ligue catholique*.

Les querelles religieuses agitaient aussi les *treize* cantons de la **Suisse**, et ce pays qui, après avoir conquis son indépendance, avait un moment joué un rôle dans les affaires européennes, allait de plus en plus se consacrer à ses affaires intérieures.

L'**Italie** avait perdu son indépendance. Elle subissait au nord et au midi la domination espagnole. Et les États demeurés libres : *grand-duché de Toscane, États de l'Église*, républiques de *Gênes* et de *Venise*, duchés de *Parme*, de *Modène*, de *Mantoue*, de *Montferrat*, de *Savoie*, ne pouvaient, à cause de leur faiblesse, que se laisser conduire, soit par les rois d'Espagne, soit par les princes allemands.

Les anciens royaumes déclinaient. De nouveaux États grandissaient. Des terres noyées de la **Hollande**, une république forte et vigoureuse avait surgi. Dès 1609, les Hollandais avaient enfin forcé Philippe III à conclure avec eux une trêve, reconnaissance tacite de leur liberté. Ne pouvant *s'agrandir du côté de la terre, ayant peu de ressources dans leurs campagnes, les Hollandais se lancèrent hardiment sur* les mers. Une ardeur immense s'empara de ce petit peuple de pêcheurs et de marchands. Il développa sa marine, eut des établissements dans l'Inde, en Océanie (*Java*), et devint rapidement une des puissances les plus riches, les plus redoutables de l'Europe.

L'**Angleterre**, elle aussi, sous le règne de la fière *Élisabeth*, avait développé sa marine, son commerce, ses colonies. Elle commençait à être une puissance industrieuse et riche. Sans doute cette prospérité allait être arrêtée par des troubles politiques et religieux qu'amena le déplorable gouvernement des *Stuarts : Jacques Ier* (1603-1625), *Charles Ier* (1625-1649). Mais deux révolutions successives devaient amener l'établissement d'un gouvernement libre et vraiment moderne.

On voyait sortir de l'ombre les **États scandinaves** (*Danemark, Suède* et *Norvège*), qui profitèrent des divisions de l'Allemagne pour s'agrandir à ses dépens. Protecteurs des

princes protestants, ils interviendront dans la guerre de Trente Ans, mais leur grandeur sera éphémère.

La **Russie**, quoique affranchie des Mongols depuis le xvᵉ siècle, ne comptait pas encore. C'était la **Pologne** qui semblait appelée à dominer l'est de l'Europe. Agrandie de la *Lithuanie* depuis 1569, elle s'étendait de l'extrémité des *Carpathes*, au sud, jusqu'à la mer *Baltique*, au nord; de l'*Oder*, à l'ouest, jusqu'aux sources du *Dniéper* et du *Volga*, à l'est. La brillante cavalerie polonaise avait acquis une glorieuse réputation par ses luttes acharnées contre l'ennemi commun de l'Europe chrétienne : l'**Empire ottoman**.

Ce dernier empire, si fort, si menaçant au xviᵉ siècle, commençait à décliner. Le flot de l'invasion musulmane qui avait, par deux reprises, battu les murs de Vienne, avait décidément reculé. Mais les Turcs occupaient encore, au nord du Danube, le banat de *Temesvar*, une partie de la vallée de la Drave, le pays entre la *Save* et la *Drave*. Et, durant deux siècles encore, ils opposeront une résistance opiniâtre à tous les efforts des puissances orientales qui chercheront à les rejeter dans la péninsule des Balkans et même hors de cette péninsule.

Le dix-septième siècle. — Le xviiᵉ siècle va voir s'établir un système d'*équilibre* entre les diverses puissances de l'Europe. Les guerres deviennent plus remarquables par les forces mises en mouvement, la *stratégie*, la *tactique*. Contraste bizarre, les siècles où les guerres ont fait les plus affreuses moissons d'hommes voient en même temps l'humanité améliorer sa condition matérielle et morale. Le xviiᵉ siècle réalisera des progrès politiques, scientifiques, intellectuels qui contribueront surtout à le classer parmi les grands siècles.

II. — La France. — Règne de Louis XIII. — Régence de Marie de Médicis (1610-1617).

La France et la maison de Bourbon. — Henri IV avait inauguré d'une façon brillante la maison de *Bourbon*. Trois souverains de cette famille, après lui, remplirent à eux

seuls les deux siècles qui séparent son règne de la révolution de 1789. *Louis XIII*, ou plutôt Richelieu, *Louis XIV*, aidé de ses grands ministres, réalisent le rêve, sans cesse poursuivi par les rois, d'une France entièrement soumise et d'un pouvoir universellement respecté. Le gouvernement, malgré ses nombreuses erreurs, était alors en avance sur la société en bien des points : de là le progrès imposé, réglé par l'administration; de là l'initiative des ministres substituée à celle des citoyens; de là un despotisme qui fatiguera visiblement, sous *Louis XV*, les générations plus éclairées.

Le règne des princes de la maison de Bourbon, qui marque, à l'intérieur, le triomphe complet de la royauté et l'union intime, sous un maître, de toutes les parties de la France, est en outre une brillante époque où la France exerce en Europe la prépondérance. Une, elle devient forte. Soumise au dedans, fière au dehors, elle étend ses frontières, fait craindre ses armes, en même temps que rayonne le génie de ses écrivains.

Louis XIII (1610-1643); régence de Marie de Médicis; le Parlement. — Henri IV, qui avait épousé, en 1600, *Marie de Médicis*, ne laissait qu'un fils, *Louis*, âgé de neuf ans. Suivant l'usage, la reine devait être régente, mais aucune loi précise ne lui conférait ce droit. Sans perdre de temps, afin d'écarter les princes du sang, notamment le prince de Condé, le duc d'Épernon courut au Parlement et, l'épée au côté, somma les magistrats, avec un air de maître, de déclarer Marie de Médicis régente. Les magistrats obéirent, heureux au fond qu'on invoquât leur autorité, et rédigèrent un arrêt conforme à la sommation qui leur était faite.

Le *Parlement de Paris* fut l'une des institutions les plus remarquables, quoique la plus étrange peut-être de l'ancienne monarchie. Remontant aux origines mêmes de la royauté capétienne, mais ayant commencé sous le règne de saint Louis à tenir régulièrement ses archives en 1254, date qu'on peut regarder comme son vrai point de départ, le Parlement de Paris n'était autre que l'ancienne cour féodale du roi. Composé des grands officiers du roi, des vassaux du domaine royal, des *pairs* ou grands vassaux, le Parlement

comptait des seigneurs et des clercs. Il n'avait pas d'attributions nettement définies et pouvait ainsi les réclamer toutes. Conseil politique, tribunal privilégié pour beaucoup de seigneurs, les églises, les communautés, tribunal d'appel, arbitre entre les juridictions multiples dont la féodalité avait embarrassé le territoire, le Parlement connaissait des affaires les plus importantes au civil comme au criminel. Son droit d'*enregistrer* et de *vérifier* les édits relatifs aux impôts, aux créations d'*offices* nouveaux le constituait en autorité administrative supérieure. Il fut amené par là à faire des *remontrances*, autorisées à partir de Louis XI et toujours redoutées, quoiqu'elles fussent, au fond, sans efficacité[1].

Bien que composé de fils de légistes, corps de magistrats ayant, surtout depuis l'édit de la *Paulette* (sous Henri IV), la propriété de leurs charges payées à beaux deniers comptants, le Parlement se comparait volontiers au Sénat romain. Voici la royauté elle-même qui lui défère la question de la régence, réservée d'habitude aux États généraux. Elle semble lui reconnaître des droits politiques et qualité pour représenter la nation. Ce précédent ne sera point perdu. Au XVIIe siècle le Parlement essayera de jouer un grand rôle politique et y réussira un moment.

Marie de Médicis ; Concini. — Sans esprit bien qu'Italienne, sans distinction comme sans beauté, Marie de Médicis était une femme vaine, frivole et pourtant ambitieuse. Elle n'avait point l'intelligence et la finesse héréditaires dans la famille des Médicis, dont elle ne suivit les traditions que pour la protection des arts. Elle n'était point femme à comprendre, encore moins à continuer le gouvernement de Henri IV. Elle disgracia Sully et accorda toute sa faveur à un Florentin, *Concini*, qui la dominait par sa femme Léonora Galigaï.

---

1. Le parlement comprenait : la *Grand'Chambre* ou des jugements sur plaidoiries, une Chambre des *Requêtes* et des Chambres des *Enquêtes*, dont le nombre s'éleva jusqu'à cinq. Elles jugeaient les procès d'après enquête, sur instruction par écrit et rapport. La *Chambre criminelle* ou *Tournelle*, ainsi appelée du local qu'elle occupait dans une tour du palais, jugeait les causes criminelles

Des princes et des seigneurs (prince de Condé, ducs de Mayenne, de Vendôme, de Longueville, de Luxembourg, de Nevers, de Retz) se firent distribuer des pensions, gaspillèrent l'épargne laissée par Henri IV dans les caves de la Bastille, puis se révoltèrent pour obtenir davantage, *traité de Sainte-Menehould* (1614).

États généraux de 1614. — Afin de colorer leur révolte du prétexte du bien public, les seigneurs demandèrent la convocation des *États généraux*, sur lesquels la régente comptait, de son côté, pour résister aux prétentions exagérées des grands.

Depuis l'époque où Philippe le Bel les avait rassemblés pour la première fois en 1302, on ne les avait réunis que douze fois dans l'espace de trois cents ans. Les élections se firent régulièrement et furent favorables à la régente. Le *clergé* comptait 140 membres, la *noblesse* 130, et le *tiers état* 192, ce qui portait à 464 le nombre des députés. Ils se réunirent à Paris, au couvent des Augustins, dans trois salles particulières. On pouvait espérer d'heureux résultats de cette assemblée, tenue à une époque relativement calme. L'expérience de l'absolutisme avait été assez longue, et en présence d'une reine étrangère, d'un favori italien, il semblait que les États pouvaient revendiquer hautement le gouvernement de la France. Mais cette session, qui paraissait devoir être grandiose, allait, vaine et stérile, entraîner la ruine même de l'institution des États généraux.

Le clergé proposa d'abord la rédaction d'un *cahier commun;* le tiers état ne comprit pas ce que pouvait avoir d'avantageux la fusion des cahiers, et la cour se hâta de signifier à l'assemblée d'avoir à dresser les cahiers par *Ordres*. Lorsqu'il s'agit de signaler les abus, chacun des Ordres privilégiés s'attacha à se défendre sans se préoccuper de l'intérêt public.

Les conflits s'engagèrent surtout entre le tiers et la noblesse. Le règne de Henri IV avait développé la richesse de la bourgeoisie, et celle-ci naturellement tenait un langage plus fier qu'autrefois. « La noblesse, osa dire le député du tiers, *Savaron*, s'est retirée elle-même de l'honneur; elle sert le roi à prix d'argent. » Le président de la noblesse, le

baron de *Senecey*, se plaignit à la régente de l'insolence du tiers, qui avait osé appeler les seigneurs « ses frères aînés ». Il ne pouvait supporter l'orgueil de ces « valets », qui se prétendaient égaux à leurs maîtres.

Après plusieurs semaines de discussions irritantes eut lieu, le 23 février 1615, la présentation des cahiers. *Richelieu*, évêque de Luçon, porta la parole au nom du clergé, et son discours habile le signala déjà comme un homme politique. *Robert Miron* prononça, au nom du tiers, un discours des plus éloquents et peignit sous les plus tristes couleurs la situation du peuple. Les progrès du tiers état s'affirmaient, ses réclamations devenaient sérieuses; aussi, après avoir obtenu quelques subsides, la reine renvoya-t-elle brusquement les députés avec quelques promesses; les députés du tiers trouvèrent la salle fermée et essayèrent en vain de recouvrer le droit de siéger : ils durent se disperser; *ce furent les derniers États généraux avant ceux de* 1789.

Les seigneurs prirent de nouveau les armes, parce qu'ils étaient mécontents du mariage du jeune roi avec une infante d'Espagne, *Anne d'Autriche*. Mais Marie de Médicis acheta la paix à *Loudun*[1] (1616), et, quand ils eurent reçu de grosses pensions, les seigneurs crurent avoir assez fait pour le peuple. Concini leur donnait l'exemple : marquis d'Ancre[2], maréchal de France, il amassait une fortune scandaleuse. Toutefois le prince de Condé le gênait. Revenu à la cour, celui-ci paraissait vouloir prendre en main le pouvoir et comptait sur l'appui des princes. Concini, d'accord avec la reine-mère, osa faire arrêter le premier prince du sang et l'envoyer à Vincennes. Mais son triomphe fut court.

Mort de Concini (1617) ; Albert de Luynes. — Majeur depuis 1614, le jeune roi Louis XIII ne paraissait pas pressé de prendre le pouvoir. D'un caractère peu gai, timide, ayant toujours l'air ennuyé, il n'était distrait que par l'exercice du cheval, le maniement des armes et les plaisirs de la chasse.

---

1. Chef-lieu d'arrondissement de la Vienne.

2. Ancre, bourg de la Somme, dont le nom fut changé en celui d'*Albert* après la transmission du marquis à Albert de Luynes.

Il se prit d'amitié pour un pauvre gentilhomme, *Albert de Luynes*, qui excellait à dresser les oiseaux de proie destinés à la chasse appelée la volerie. On avait créé en sa faveur une charge de « maître des oiseaux du roi ». Or ce gentilhomme, peu à peu, profita de son intimité avec Louis XIII pour éveiller dans l'âme de ce jeune homme tenu en tutelle le désir de régner. Il lui représenta que le vrai roi c'était Concini, et qu'il fallait se défaire de cet étranger si insolent. Le capitaine des gardes, *Vitry*, en ayant reçu l'ordre, arrêta le maréchal d'Ancre sur un petit pont, à l'entrée du Louvre, et le tua d'un coup de pistolet[1]. « Maintenant je suis roi! » s'écria Louis XIII. Le corps du maréchal avait été saisi par la foule et déchiré par les rues. Léonora Galigaï fut conduite au supplice comme sorcière. La reine-mère, frappée de stupeur, dut se retirer à Blois (1617).

---

1. **Lecture** : ***La mort du maréchal d'Ancre.*** — « Le maréchal d'Ancre logeait à Paris, hors et près du Louvre, où il ne venait guère que pour voir la reine, et, comme le roi ne voulait pas qu'il fût tué chez sa mère, il fallait qu'il se chargeât lui-même de l'attirer dans son appartement, ou qu'on le prît au passage, depuis la porte du château jusqu'à l'escalier de la reine ... Ce matin-là (24 avril), le roi était de bonne heure levé. Il avait annoncé une partie de chasse, pour laquelle on lui tenait un carrosse et des chevaux prêts, au bout de la galerie qui joint le Louvre et les Tuileries; son projet était, dit-on, de s'en servir pour la fuite, si le coup venait à manquer. Le baron de Vitry avait placé dans la cour du Louvre, en différents postes, les gens de main qu'il avait choisis, non pas gardes du corps obéisssant régulièrement à un ordre de leur chef, mais bons et notables gentilshommes, faisant service volontaire, comme il était d'usage aux actions d'éclat; de ce nombre étaient son frère et son beau-frère. La grande porte du Louvre était fermée; mais l'ordre avait été donné de l'ouvrir quand le maréchal paraîtrait et de la pousser aussitôt derrière lui; quelques hommes sûrs devaient renforcer là les archers de garde, et l'un d'eux, placé au-dessus du passage, était chargé d'annoncer par un signal que la victime entrait dans le piège. Vers dix heures, le maréchal d'Ancre sortit de son logis et vint au Louvre, accompagné de cinquante personne environ, qui presque toutes le précédaient. Après avoir passé la porte, il se trouvait sur un pont dormant joignant un pont-levis qui menait à la basse cour; ce fut là que le baron de Vitry le rencontra, après avoir traversé, sans dire mot, l'escorte qui marchait devant lui, et lui dit

III. — Le ministère de Luynes.

De Luynes; la guerre civile. — Il n'y eut en somme rien de changé : de Luynes remplaça Concini, devint duc et pair, et Louis XIII ne fut pas plus roi qu'auparavant. Albert de Luynes se fit donner la plus grande partie des biens de Concini, prit ses charges et ses dignités, et ne songea qu'à enrichir sa famille. Les seigneurs se révoltèrent deux fois pour soutenir la cause de Marie de Médicis, qui s'était évadée du château de Blois. Ces guerres ne furent marquées que par la rencontre des *Ponts-de-Cé*, sur la Loire (7 kilomètres au sud d'Angers) (1620), et se terminèrent par la paix d'*Angoulême*, que négocia Richelieu : en récompense il obtint le chapeau de cardinal. Marie de Médicis revint à Paris, où elle avait fait élever, sur l'emplacement d'un hôtel du duc de Luxembourg, un palais qui garda ce nom et qui rappelait les palais de Florence. Elle l'environna de magnifiques jardins.

---

brusquement qu'il avait l'ordre de l'arrêter. Le maréchal n'eut le temps que de faire un mouvement de surprise et de s'écrier dans la langue de son pays : « Moi ! » Aussitôt cinq coups de pistolet partirent : trois seulement l'avaient atteint et il était tombé sur les genoux : les derniers venus le frappèrent à l'envi de leurs épées ; le baron de Vitry s'assura de sa mort en l'étendant d'un coup de pied. Aussitôt on le dépouilla de ses habits, un des meurtriers prit son épée, un autre son anneau, celui-ci son écharpe, celui-là son manteau, et tous coururent porter au roi ces dépouilles, dont il leur fit don

« Le roi était renfermé dans son cabinet des armes, assez inquiet de l'événement, lorsque le colonel des Corses, Jean-Baptiste d'Ornano, qu'il avait mis du complot et attaché spécialement à la garde de sa personne, vint lui en apprendre le succès. Alors il se sentit en merveilleuse envie de guerroyer ; il demanda sa grosse carabine, prit son épée, et, entendant les cris de « Vive le roi ! » qui retentissaient dans la cour, il fit ouvrir les fenêtres de la grande salle, s'y montra, soulevé par le colonel corse, et criant : « Grand merci, mes amis, maintenant je suis roi ». Puis il donna l'ordre qu'on lui allât chercher les vieux conseillers de son père. Des gentilshommes partirent à cheval pour les avertir et pour répandre dans la ville la nouvelle que « le roi était le roi », car le mot avait réussi. » (Bazin, *Histoire de France sous Louis XIII.*)



Louis XIII et Albert de Luy

Guerre contre les protestants. — Les protestants, toujours en défiance contre les catholiques, avaient partagé le pays où ils dominaient, en *provinces*, en *cercles*, et, avec leurs assemblées régulières, leurs places de sûreté, tendaient, à la faveur des troubles civils, à *former un État dans l'État*.

Il y avait là un réveil de la féodalité, sous ombre de religion. De Luynes, qui s'était fait donner l'épée de connétable, quoiqu'il n'eût jamais fait la guerre, conduisit le roi et l'armée dans le Midi, où se trouvaient réunies les forces des protestants. Mais, inexpérimenté, il échoua au siège de *Montauban* et mourut avant la fin de la guerre [1] (1621). Le roi imposa l'année suivante aux réformés la paix de *Montpellier*, qui ne leur laissait d'autres places fortes que Montauban et la Rochelle (1622).

IV. — Le ministère de Richelieu.

Avènement du cardinal de Richelieu au ministère; ses plans (1624). — Un conseiller de Marie de Médicis, revenu en faveur avec elle, l'évêque de Luçon [2], *Armand du Plessis de Richelieu* [3], avait obtenu le chapeau de cardinal et l'entrée au conseil (1624).

Altier, mais habile, il se détacha bientôt de la reine mère et s'imposa à Louis XIII, sous le nom duquel il régna véritablement. Le roi ne l'aimait point, mais sentait la différence qu'il y avait de lui aux intrigants qui n'avaient en vue que leur propre fortune. Jamais prince plus timide ne soutint plus fermement un ministre énergique en paraissant toujours prêt à l'abandonner. Aussi Richelieu ne craignit-il pas de faire tomber de hautes têtes, presque toutes justement.

---

1. La seigneurie de Luynes, qui fut érigée en duché-pairie par Louis XIII, était située près de Tours.
2. Luçon, chef-lieu de canton de la Vendée.
3. Richelieu, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Chinon (Indre-et-Loire).

Richelieu se proposa trois choses distinctes et qu'il mena de front : 1° *détruire l'organisation des protestants comme parti politique;* 2° *forcer les grands seigneurs à l'obéissance;* 3° *reprendre au dehors les plans de Henri IV et relever l'influence de la France*[1].

Richelieu et les grands : supplice de Chalais (1626) et de Bouteville (1627). — Richelieu débuta en enlevant aux Espagnols la *Valteline* (vallée supérieure de l'Adda), par

---

1. **Lecture : *Le cardinal de Richelieu.*** — Armand-Jean du Plessis de Richelieu, né en 1585, était un fils cadet d'une noble maison du Poitou. L'héritage et le titre paternels devant passer à l'aîné, le jeune du Plessis fut destiné à l'état ecclésiastique et vint étudier en Sorbonne, à Paris, où il soutint ses thèses avec éclat. Les évêchés se trouvaient souvent de véritables fiefs, propriété de telle ou telle famille. Il en était ainsi de l'évêché de Luçon, auquel la famille de Richelieu fournissait des titulaires. Le roi y nomma le jeune abbé, qui partit pour Rome afin d'obtenir la bulle pontificale. Mais le jeune abbé n'avait pas l'âge requis : il se vieillit puis, les bulles obtenues, alla se jeter aux pieds du pape et confessa sa faute. Le pape pardonna. « Ce jeune évêque, disait-il, est doué d'un rare génie, mais il l'a fin et rusé ».

Le nouvel évêque de Luçon n'était pas riche. « Je suis extrêmement mal logé, écrivait-il, car je n'ai aucun lieu où je puisse faire du feu, à cause de la fumée. Je vous assure que j'ai le plus vilain évêché de France, le plus crotté et le plus désagréable. » Il n'y résida pas longtemps. Devenu député du clergé aux États de 1614, il se fit remarquer par la harangue qu'il prononça au nom de son Ordre, et gagna la confiance de la reine Marie de Médicis, qui le prit comme aumônier. Concini fut bien aise, pour couvrir sa nullité, de recourir aux lumières du jeune prélat, qu'il fit entrer au conseil.

La chute de Concini entraîna la disgrâce de Richelieu. Mais il savait plier devant l'orage. Il suivit la reine mère dans son exil, s'entremit entre elle et son fils, négocia une entrevue à Courcières, près de Tours, puis la paix d'Angoulême. Il reçut en récompense le chapeau de cardinal. La mort de son frère aîné, tué en duel, l'avait rendu héritier du titre ducal de sa famille. En 1624 il entra enfin, sur les instances de Marie de Médicis, au conseil du roi, et malgré les répugnances de Louis XIII. « Cet homme, disait-il un jour à la reine mère, je le connais mieux que vous : il est d'une ambition démesurée. » Richelieu cependant, souple et patient, réussit à vaincre la défiance du roi, et sa vive intelligence le fit bientôt l'âme du gouvernement.

laquelle l'Espagne et l'Autriche essayaient de rejoindre leurs possessions. « Le roi a changé de conseil, écrivait-il à un ambassadeur, et le ministère de maxime. On enverra une armée dans la Valteline. » Ce pays fut rendu aux Suisses.

Le grand air du cardinal, son amour de la domination, lui avaient tout de suite aliéné les courtisans. Groupés autour de la reine mère jalouse de son ancienne créature, de la jeune reine *Anne d'Autriche*, du frère de Louis XIII, l'étourdi et inconstant *Gaston d'Orléans*, les courtisans et quelques seigneurs trament des complots et menacent Richelieu dans son pouvoir, dans sa vie même. Richelieu se montra impitoyable. Le jeune *comte de Chalais* fut exécuté à Nantes avec des circonstances horribles : les amis du comte avaient fait sauver le bourreau; un prisonnier se chargea de l'exécution avec un mauvais couperet de tonnelier. La tête de l'infortuné Chalais ne tomba qu'au vingt-sixième coup (1626).

L'année suivante, le cardinal donna encore un terrible exemple. Un édit avait défendu le duel, qui causait alors la mort de beaucoup de gentilshommes. Le comte de *Bouteville*, duelliste obstiné, brava l'édit et se battit, au grand jour, en pleine place Royale[1], assisté du comte des Chapelles, contre deux autres seigneurs dont l'un fut tué; Richelieu, malgré les instances des plus puissantes familles, fit décapiter Bouteville et le comte de Chapelles (1627), montrant que nul seigneur n'était au-dessus de la loi.

Richelieu et les protestants; siège de la Rochelle (1628); paix d'Alais (1629). — Se sentant plus libre, il voulut achever rapidement la soumission des protestants, contre lesquels une première expédition en 1625 avait été sans résultat. *La Rochelle*, leur place forte et leur port de mer, semblait la capitale d'une nouvelle Hollande.

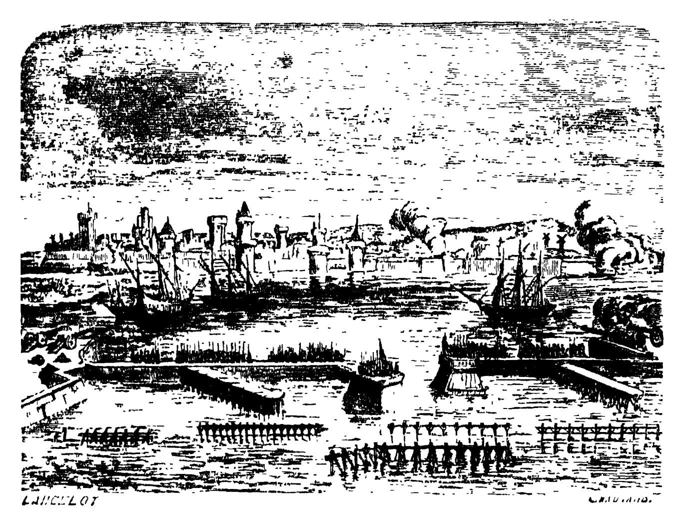
1. Aujourd'hui la place des Vosges. — Le comte de Bouteville, renommé déjà pour son humeur belliqueuse, était revenu exprès des Pays-Bas pour se battre contre le baron de Beuvron. Beuvron n'avait pas été blessé et put s'échapper, mais son second, Bussy d'Amboise, fut tué par le comte des Chapelles, second de Bouteville. Ceux-ci avaient d'abord réussi à s'enfuir, mais ils furent arrêtes en Champagne.

Richelieu vint l'assiéger avec le roi. Les seigneurs ne se dissimulaient pas que cette place leur était utile en tenant la royauté en échec. « Nous serons assez fous pour prendre la Rochelle », disait Bassompierre en riant, mais la noblesse aimait la guerre et elle accourut. La Rochelle était soutenue par les Anglais, qu'il fallait déloger de l'île de *Ré*. Le cardinal de Richelieu anime tout de son ardeur; le mot d'ordre est « passer ou mourir ». Enfin on parvient, malgré la flotte anglaise, à jeter dans l'ile 6000 soldats; les Anglais, vaincus dans une bataille sanglante, sont obligés de se retirer et d'abandonner la Rochelle à ses seules ressources.

On ne pouvait la réduire tant que son port serait ouvert aux flottes anglaises; il fallait le fermer et dompter la mer. Le cardinal de Richelieu commanda de construire en avant une digue d'environ 4700 pieds de long. Du côté de la terre une circonvallation s'étendait sur plus de trois lieues, garnie de treize forts. On le voyait diriger lui-même les travaux comme aurait pu le faire un ingénieur expérimenté, en même temps qu'il se montrait général, intendant des vivres, comptable sévère. Les flots soulevés par la tempête renversèrent l'ouvrage. Richelieu le fit recommencer La flotte anglaise parut deux fois en vue de la ville: deux fois elle fut écartée par l'artillerie qui tonnait de tous les forts de la digue. Cependant la Rochelle, sans secours, sans vivres, tenait par son seul courage. La mère et la sœur du duc de Rohan, souffrant comme les autres la plus dure disette, encourageaient les citoyens. Des malheureux, prêts à expirer de faim, déploraient leur état devant le maire *Guiton*, qui répondit: « Quand il ne restera plus qu'un seul homme, il faudra qu'il ferme les portes ». Il avait fait placer sur la table du conseil son poignard, menaçant d'en percer quiconque parlerait de se rendre. L'espérance renaît dans la ville à la vue de la flotte anglaise qui paraît de nouveau. Mais la flotte ne peut percer la digue. Quarante pièces de canon, établies sur un fort de bois, dans la mer, écartaient les vaisseaux. Louis XIII se montrait bravement sur ce fort exposé à toute l'artillerie de la flotte ennemie.

La famine vainquit enfin le courage des Rochelois; les

porches ou galeries en arcades qui bordaient les rues étaient parcourus par des « ombres d'hommes errants », et encombrés de cadavres qu'on n'avait plus le courage d'ensevelir. Après une année entière de résistance, malgré le poignard du maire qui restait toujours sur la table de l'hôtel de ville, les habitants furent obligés, avec le maire Guiton, de se



Les digues devant la Rochelle.

rendre (28 octobre 1628). Les fortifications de la Rochelle furent rasées.

Le duc de Rohan tint encore la campagne avec l'armée protestante dans les provinces du Midi, mais il ne tarda pas à consentir à la paix d'**Alais** (1629). *Les protestants cessèrent de former un parti politique*, et Richelieu les laissa pratiquer leur culte en liberté.

Guerre de Mantoue: victoire du Pas de Suse (1629). — Richelieu se retourne aussitôt contre l'Italie, où il veut établir comme duc de Mantoue un prince français, le duc de Nevers. Louis XIII, toujours conduit par le cardinal,

force au milieu des Alpes, dans une brillante action, le défilé qu'on appelle le *Pas de Suse*, que défendaient les troupes du duc de Savoie (1629). L'année suivante, le maréchal de Montmorency gagne, par sa valeur impétueuse, la bataille de *Veillane*[1] (1630). Casale[2], assiégé par les Espagnols, fut secouru, et la paix de *Cherasco* signée, grâce à l'intervention d'un envoyé du pape, *Jules Mazarin*. Le duc de Nevers obtenait le duché de Mantoue, et la France gardait Pignerol.

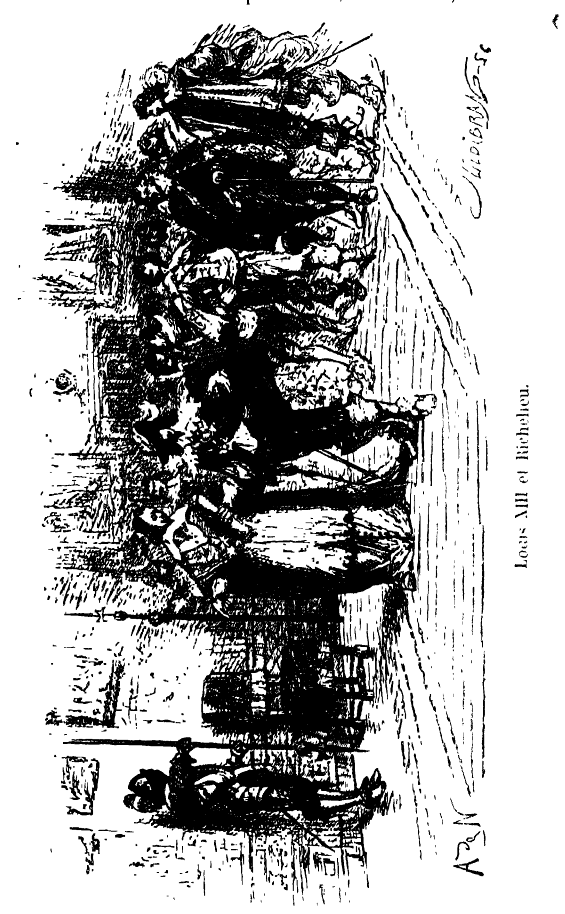
La journée des Dupes (1630). — Durant cette guerre, « un grand orage de cour », selon le mot de Richelieu lui-même, s'amoncela contre le ministre. Louis XIII avait dû abandonner l'armée ; il était tombé malade et l'on crut à Lyon qu'il allait mourir. Les ennemis du cardinal, assidus auprès du roi, reprirent de l'empire sur lui et, quand ils le virent rétabli, le pressèrent de renvoyer un ministre trop puissant. Richelieu, en effet, avait des gardes; son faste effaçait la dignité du trône; tout l'extérieur royal l'accompagnait, et toute l'autorité résidait en lui. Louis XIII, de retour à Paris, céda aux intances de sa mère, de sa femme, de son frère et des courtisans. Marie de Médicis exigea de son fils la disgrâce de Richelieu, le sommant de choisir « entre elle et un valet ». Louis céda et promit de renvoyer Richelieu. La cabale triomphait, et la foule des courtisans se pressait joyeuse dans les salons du Luxembourg. Richelieu désespérait. Cependant il tenta un dernier effort pour se défendre : il alla trouver le roi dans sa petite maison de chasse de Versailles, et un court entretien rétablit son crédit et son prestige. Ses ennemis, trop prompts à se réjouir, furent tout honteux; le vide se fit tout à coup au Luxembourg. Ce jour-là a gardé le nom de *journée des Dupes*, car les adversaires de Richelieu avaient été dupes de leurs illusions.

La reine mère, Marie de Médicis, fut reléguée à Compiègne; elle s'enfuit de là en Belgique, où, quelques années

1. Veillane ou Avigliana, bourg du Piémont à 24 kilomètres ouest de Turin.

2. Casale, sur la rive droite du Pô, ville forte du Piémont

après, elle mourut dans l'abandon et la misère. Le garde des sceaux Marillac fut emprisonné; son frère, le maréchal



Louis XIII et Richelieu.

de *Marillac*, jugé comme coupable de concussions à l'armée d'Italie, périt deux ans plus tard sur l'échafaud.

Révolte et supplice de Henri de Montmorency (1632)[1]; conspiration et supplice de Cinq-Mars (1642). — Malgré ces leçons, le frère du roi, Gaston d'Orléans, ne cessait

---

1. **Lecture : *Le supplice du duc de Montmorency*.** — « Le même jour, qui était le 29 octobre, les chambres étant assemblées au Parlement, M. le garde des sceaux s'y rendit, accompagné de six maîtres des requêtes, et l'on y examina le procès. La nuit suivante, tous les gens de guerre qui étaient aux environs de Toulouse eurent l'ordre d'entrer dans la ville et se mirent en bataille dans toutes les places et carrefours, jusqu'au nombre de douze mille hommes. Sur les sept ou huit heures du matin, M. le comte de Charlus alla prendre M. de Montmorency à l'hôtel de ville et le mena au palais dans son carrosse. Il le conduisit jusqu'à la chambre où Messieurs étaient assemblés et, après l'avoir mis sur la sellette, il se retira. Les juges baissèrent tous les yeux lorsqu'il entra, et la plupart tenaient leur mouchoir à leur visage, comme s'ils eussent voulu cacher leurs larmes, qu'ils ne pouvaient faire paraître en cette occasion avec bienséance. La sellette était placée au milieu du parquet et on l'avait extraordinairement élevée, en sorte qu'elle était presque à la hauteur des juges. Il était sur la sellette nu-tête, sans être lié, contre l'usage du parlement de Toulouse, où nul ne paraît sur la sellette que les fers aux pieds.

« Après l'interrogatoire, on le fit retirer et les juges allèrent aux voix. Il n'y avait pas beaucoup à délibérer en une pareille cause : un des commissaires vota en pleurant pour la mort. Toute la compagnie ayant ôté le bonnet sans dire un mot, M. le garde des sceaux conclut de même et fit dresser l'arrêt. Alors tous les juges se retirèrent en grande hâte dans leurs maisons, pour donner toute liberté à leurs larmes, qu'ils avaient été contraints de retenir par cérémonie, dans le siège de la justice. L'arrêt ayant été porté au roi, Sa Majesté ne put elle-même s'empêcher de s'attendrir, et elle changea deux articles de l'arrêt : l'un, que l'exécution qui devait se faire dans les Halles se ferait à huis clos dans l'hôtel de ville, et l'autre que M. de Montmorency pourrait disposer de ses biens, qui avaient été confisqués : ce qu'il fit ensuite par un testament qu'il donna à M. de Saint-Preuil pour le porter à Sa Majesté, le priant de lui demander pardon de sa part. Et il voulut, par une action digne d'un vrai chrétien, témoigner à son plus grand ennemi qu'il renonçait en mourant à tout ressentiment et à toute haine, ayant chargé le même M. de Saint-Preuil d'offrir à M. le cardinal de Richelieu un tableau de saint François, pour marque qu'il mourait son serviteur.

« Sur le midi, les deux commissaires et le greffier criminel se ren-

d'exciter ses amis contre le cardinal. Il entraîna dans son parti le maréchal **de Montmorency**, gouverneur du Languedoc. Montmorency lève une armée. Gaston court le rejoindre. Mais dans une courte action, à *Castelnaudary*, les révoltés furent vaincus. Gaston s'enfuit. Montmorency, blessé,

---

dirent dans la chapelle de l'hôtel de ville, où l'on fit venir M. de Montmorency, lequel se mit à genoux au pied de l'autel et, ayant levé les yeux sur le crucifix, il ouït prononcer son arrêt. S'étant ensuite levé, il dit à ceux qui étaient présents : « Priez Dieu, Messieurs, qu'il me « fasse la grâce de souffrir chrétiennement l'exécution de ce qu'on vient « de lire. »

« L'exécution devait avoir lieu à trois heures. M. de Montmorency se fit couper les cheveux par derrière, et étant nu, en caleçon et en chemise, il traversa, au milieu des gardes, qui le saluèrent à son passage, une allée qui conduisait dans la cour de l'hôtel de ville, à l'entrée de laquelle il rencontra l'échafaud, qui pouvait être de quatre pieds de hauteur. Lorsqu'il fut monté, accompagné de son confesseur et suivi de son chirurgien, il salua la compagnie, qui n'était que du greffier du Parlement, du grand prévôt, des archers et des officiers du corps de ville, qui avaient eu ordre de s'y trouver. Il les pria de vouloir bien témoigner au roi qu'il mourait son très humble sujet et avec le regret extrême de l'avoir offensé, dont il lui demandait pardon, aussi bien qu'à toute la compagnie. Il s'informa où était l'exécuteur, qui ne l'avait pas encore approché, et, ne voulant plus souffrir, par humilité, que son chirurgien le touchât, mais s'abandonnant absolument entre les mains du bourreau afin qu'il l'ajustât, qu'il le liât, le bandât, et qu'il lui coupât encore les cheveux, qui ne l'étaient pas assez, il dit qu'un grand pécheur comme lui ne pouvait mourir avec assez d'infamie. Enfin, il se mit à genoux proche du billot, sur lequel il posa son cou en se recommandant à Dieu, et l'exécuteur à l'instant lui coupa la tête, chacun s'étant détourné, tous fondant en larmes, et les gardes mêmes jetant les plus grands soupirs.

« Ainsi mourut Henri de Montmorency, duc et pair, maréchal et autrefois amiral de France, gouverneur du Languedoc, petit-fils de quatre connétables et de six maréchaux, premier chrétien et premier baron de France, beau-frère du premier prince du sang et oncle du fameux prince de Condé, après avoir gagné deux batailles, l'une navale contre les hérétiques, par laquelle il disposa la prise de la Rochelle, et l'autre sur terre, contre l'Empire, l'Italie et l'Espagne, par laquelle il força les Alpes et disposa la délivrance de Casal. » (Pointis.)

fut pris. Le cardinal, décidé à frapper les esprits par un grand exemple, fit juger par le parlement de Toulouse le plus puissant des seigneurs et tomber sur l'échafaud une des plus illustres têtes de la noblesse (1632). Henri de Montmorency mourut avec une véritable grandeur d'âme.

Le cardinal ne se départit de sa sévérité pour personne. Le duc de Lorraine vit son duché occupé militairement (1634). Le comte de Soissons, qui se révolta avec l'appui du duc de Bouillon, triompha des troupes royales au combat de la *Marfée* (1641), mais il fut tué, et le duc de Bouillon se hâta de demander la paix, qu'il obtint aux plus dures conditions.

Richelieu avait placé auprès du roi comme grand écuyer un jeune seigneur, le marquis de *Cinq-Mars*[1], pour mieux être informé de ce qui se passait à la cour. Léger et frivole, Cinq-Mars crut pouvoir aspirer aux plus hautes dignités et se laissa entraîner par les ennemis de Richelieu. Il trahit celui qui l'avait élevé, participa aux complots formés contre le cardinal et favorisés par les Espagnols, auxquels Richelieu faisait alors subir de grandes pertes (1642). Richelieu eut connaissance d'un traité secret signé par Cinq-Mars avec l'Espagne; alors le roi livra son favori à la vengeance du cardinal.

On vit Richelieu, qui était alors dans le Midi, revenir à Lyon en remontant le Rhône et traînant dans un bateau qui suivait le sien Cinq-Mars et de Thou, fils d'un célèbre historien, coupable seulement de n'avoir pas révélé les projets de son ami. Cinq-Mars et de Thou furent traduits devant une commission composée de juges dévoués. De Thou ne pouvait être judiciairement convaincu de complicité. Un des juges, Laubardemont, rapporta une ancienne ordonnance de Louis XI, ignorée de tous, qui assimilait les non-révélateurs aux auteurs du crime qu'ils n'avaient pas dénoncé. En même temps, par une manœuvre indigne, il dit à l'oreille de Cinq-Mars que son ami avait tout confessé; celui-ci dès lors ne cacha plus rien des circonstances les plus compro-

1. Cinq-Mars, bourg de l'arrondissement de Chinon (Indre-et-Loire).

mettantes pour son compagnon. Tous deux furent condamnés à mort. Ils montrèrent à leurs derniers moments un calme et une résignation qui achevèrent d'exciter profondément en leur faveur la compassion du peuple. Ils disputaient sur l'échafaud, élevé sur la place des Terreaux, à qui mourrait le premier, Cinq-Mars y prétendant comme étant le plus coupable, de Thou, comme le plus vieux. Le père jésuite qui les assistait mit fin aux débats en disant à de Thou : « Puisque vous êtes le plus vieux, vous devez vous montrer le plus généreux ». Cinq-Mars fut décapité le premier (12 septembre 1642).

Administration intérieure; création des intendants (1637). — Richelieu, par ces supplices multipliés, effraya la noblesse et la courba sous sa main de fer. Pour rendre l'autorité royale absolue, il ne réunit point les États généraux et les remplaça par des assemblées de *notables* fort restreintes et absolument à sa discrétion. Il réduisit le **Parlement** au silence.

Par une ordonnance rendue à la suite d'une assemblée de notables en 1626, il prescrivit la *démolition des forteresses féodales*. En 1637 il créa les **intendants**, qui enlevèrent aux gouverneurs de province tout le pouvoir civil et financier et les réduisirent à un rôle de parade. Ces officiers, nommés et révoqués par le ministre, et appartenant pour la plupart à la noblesse de robe ou à la bourgeoisie, devinrent les instruments aveugles de la volonté royale[1].

De l'assemblée des notables de 1626 et de l'examen des cahiers des États de 1614 sortit une grande ordonnance, rédigée par une commission que présidait le garde des sceaux

---

1. Ce n'était pas une nouveauté. Il existait déjà depuis longtemps des *intendants de justice et de police* dans les provinces, mais ces intendants n'étaient que des commissaires extraordinaires. Richelieu régularisa ces commissions, les rendit fixes et ajouta aux attributions des intendants la surveillance des bureaux de finances. En un mot, il concentra entre leurs mains tous les pouvoirs. De plus les charges d'intendants ne s'achetaient pas, et ces officiers étaient à la nomination du roi. Il faut rapporter ce changement considérable à l'année 1637 et non 1635, comme on l'a dit longtemps.

Michel de Marillac et que pour cela on appela plus tard par dérision le *Code Michau*. Cette ordonnance était un véritable code en effet, malgré la confusion qui y régnait comme dans toutes les ordonnances de l'ancienne monarchie. Elle ne comptait pas moins de 461 articles et embrassait toutes les parties de la législation : droit civil, droit criminel, police générale, affaires ecclésiastiques, instruction publique, justice, finances, commerce, armée, marine. C'est un des plus vastes monuments de l'ancien droit français.

Richelieu avait appliqué son génie et sa puissante volonté à relever la *marine* française, qui eut dès lors 38 vaisseaux. Il organisa aussi l'*armée*, abolit la charge trop indépendante de *connétable*, pourvut à l'entretien des troupes par des taxes spéciales, et l'armée comprit non plus des bandes, mais **vingt-neuf régiments**, désignés par des noms de provinces ou les noms des colonels auxquels ils appartenaient : c'est de cette époque que date la puissance militaire de la France, et c'est un cardinal qui l'a fondée.

On doit aussi à Richelieu de grandes améliorations intérieures, de beaux établissements, l'**Académie française**, chargée de régler la langue et le goût littéraire (1635) ; l'**Imprimerie royale**, le **Jardin des Plantes**. Il reconstruisit **la Sorbonne**, où se donnait l'enseignement des *Facultés* de théologie et des *arts*, et dans l'église de laquelle se trouve son tombeau, dû au ciseau de Girardon. Il avait fait bâtir pour lui le **Palais-Cardinal**, qu'il légua à Louis XIII et qui devint le *Palais-Royal*.

Richelieu pensionnait des savants et des écrivains, entre autres **Corneille**, qu'il voulait égaler et dont il se montra jaloux. Le siècle de Louis XIV commençait déjà. **Balzac** et **Voiture** donnaient, l'un plus de gravité, l'autre plus d'élégance à la langue. La *marquise de Rambouillet* réunissait chez elle de beaux esprits et tenait ce qu'on appela des *ruelles*. A Port-Royal[1], de pieux solitaires cultivaient les

---

1. L'abbaye de Port-Royal était située près de Chevreuse (Seine-et-Oise), à 25 kilomètres sud-ouest de Paris. Elle fut détruite par ordre de Louis XIV, en 1709.

lettres aussi bien que la vertu. **Descartes**[1] renouvelait la philosophie en publiant le discours de la *Méthode* (1637). Pierre Corneille, né à Rouen en 1606, faisait en 1636 représenter à Paris sa belle tragédie du *Cid*, qu'on accueillit avec enthousiasme. En 1639 et 1640 Corneille écrivit encore *Horace*, *Cinna*, *Polyeucte*, trois chefs-d'œuvre.

Mort de Richelieu (1642). — Si, à l'intérieur, Richelieu déploya une trop grande énergie et prépara le gouvernement absolu de Louis XIV, on ne peut que louer sa fermeté au dehors. « Jusqu'où allait la Gaule, disait-il, jusque-là doit aller la France. » Ce ne fut pas sa faute s'il ne réalisa pas cette parole. Il prit surtout part à la grande lutte qui armait alors une moitié de l'Europe contre l'autre et connue dans l'histoire sous le nom de guerre de Trente Ans. Richelieu y intervint, comme nous le dirons au chapitre suivant, à partir de 1635, et, lorsqu'il mourut, en 1642, il avait déjà assuré à la France l'*Alsace*, l'*Artois* et le *Roussillon*.

Richelieu, en 1642, affaibli par la maladie plus que par l'âge, avait dû quitter l'armée occupée à achever la conquête du Roussillon. Tandis qu'à Lyon avait lieu le supplice de Cinq-Mars, le cardinal s'acheminait vers Paris, tantôt sur un bateau, tantôt porté par des gardes dans une magnifique litière où se trouvaient, outre son lit, des sièges pour deux personnes qui l'accompagnaient dans sa route. Les porteurs ne marchaient que tête découverte; la litière était si vaste et si haute qu'on abattait, pour la faire passer, des pans de murailles lorsque les portes des villes étaient trop étroites. Le cardinal arriva ainsi à Paris le 17 octobre au milieu de la foule étonnée et terrifiée en présence d'un tel triomphateur.

Cependant sa santé, minée par les travaux, par les soucis du pouvoir, faisait prévoir une fin prochaine. Louis XIII vint lui rendre visite et essaya de lui donner quelques consola-

1. René Descartes, né à la Haye en Touraine en 1596, philosophe et savant, retrouva par la seule force de la méditation les lois du raisonnement philosophique et formula cet axiome : « *Je pense, donc je suis* ». Il se servit de cette première vérité pour établir l'existence de l'âme. Il mourut en Suède, où l'avait appelé la reine Christine (1649).



Pierre Corneille.

tions : « Sire, dit le cardinal, voici le dernier adieu. En prenant congé de Votre Majesté, j'ai la consolation de laisser son royaume plus puissant qu'il n'a jamais été, et vos ennemis abattus. » Aux derniers moments, Richelieu, qui ne voulait plus être flatté, fit signe à celui des médecins en qui il avait le plus confiance : « Parlez-moi, dit-il, à cœur ouvert, non en médecin, mais en ami. — Monseigneur, dans vingt-quatre heures vous serez mort ou guéri. — C'est parler, cela, dit Richelieu. Je vous entends. » Et il se recueillit pour mourir. « Voilà mon juge qui doit bientôt prononcer mon arrêt, dit-il en recevant l'hostie ; je le supplie de me condamner si pendant mon ministère j'ai eu d'autre objet que le bien de l'État, le service de mon souverain, la gloire de Dieu et les avantages de la religion. » En entendant ces dernières paroles, l'évêque de Lisieux dit tout bas : « Voilà une assurance qui m'épouvante ». Richelieu expira le 4 décembre 1642. Quelques mois après, Louis XIII le suivait au tombeau (mai 1643).

RÉSUMÉ

Henri IV étant mort, sa veuve **Marie de Médicis** fut déclarée *régente* par le **Parlement** (1610). Marie donna sa faveur à un Italien, **Concini**, dont la fortune scandaleuse excita les révoltes des seigneurs. Réunis en 1614, les **États généraux** ne purent réformer le royaume, et ne devaient plus être rappelés qu'en 1789. Les seigneurs se révoltèrent encore, et Marie acheta la paix à *Loudun* (1616).

La chute de Concini, tué en 1617, marqua la fin de la régence de Marie de Médicis. Louis XIII toutefois ne régna que de nom, et le pouvoir passa à **Albert de Luynes**, qui se fit nommer connétable, mais mourut bientôt en combattant les protestants soulevés dans le Midi (1621).

En 1624 arriva enfin au ministère le cardinal de **Richelieu**, qui rendit au gouvernement toute sa vigueur. Richelieu règne en réalité sous le nom de Louis XIII et jusqu'à sa mort, en 1642. Il a un plan bien net à l'extérieur comme à l'intérieur. L'occupation de la *Valteline* en Italie intimida les Espagnols, et les supplices

des *comtes de Chalais* (1626) et de *Bouteville* (1627) démontrèrent aux grands qu'ils ne pourraient plus se mettre au-dessus des lois.

Richelieu fit une rude guerre aux protestants, qui essayaient de former un État dans l'État : il assiégea et prit **la Rochelle** en dépit des flottes anglaises qui essayaient de la secourir (1628), et par la paix d'**Alais** (1629) ruina le parti protestant comme parti politique.

Richelieu ne perdait pas de vue les intérêts de la France au dehors ; une guerre rapide et heureuse, dite de *Mantoue*, établit comme duc de Mantoue un prince français (1629-1630), mais le cardinal n'était pas encore libre de poursuivre ses plans, parce qu'à l'intérieur il avait toujours à se défendre contre les intrigues et les complots des grands.

Sur le point de succomber, il se releva en 1630 ; la journée dite *des Dupes* raffermit son pouvoir : il fit exiler la reine mère Marie de Médicis et exécuter le maréchal de Marillac. En 1632 il donna encore un terrible exemple en faisant décapiter à Toulouse le maréchal *Henri de Montmorency*, qui s'était révolté avec le frère du roi, Gaston d'Orléans, et qui avait été fait prisonnier au combat de *Castelnaudary*. En 1642 le supplice de *Cinq-Mars* et de *de Thou* acheva d'épouvanter la noblesse.

Richelieu avait porté en outre un rude coup à la puissance des nobles, en ordonnant la démolition des *châteaux* (1626), en créant les **intendants** (1637). Il entreprit de nombreuses réformes dans l'administration et la justice, releva ou, pour mieux dire, créa la *marine*, organisa l'*armée*.

On lui doit aussi une foule d'établissements utiles qui durent encore, et il protégea les poètes, entre autres *Corneille*.

La période française de la guerre de Trente Ans, qui commence en 1635, accrut encore le prestige de Richelieu et, s'il ne la vit pas finir, il avait du moins obtenu déjà d'importants résultats et préparé la réunion à la France de l'*Alsace*, de l'*Artois* et du *Roussillon*.

CHAPITRE II

GUERRE DE TRENTE ANS. — TRAITÉS DE WESTPHALIE, ACQUISITION DE L'ALSACE.

SOMMAIRE. — I. Les causes et les préliminaires de la guerre de Trente Ans — Caractère de la guerre de Trente Ans. — Causes principales de la guerre de Trente Ans. — Causes secondaires et immédiates. — Troubles de Bohême; défenestration de Prague (1618); commencement de la guerre de Trente Ans. — L'empereur Ferdinand II (1619-1637). — II. Périodes palatine et danoise. — Période palatine (1618-1625) — Période danoise (1625-1629). — Édit de restitution (1629). — III. Période suédoise. — Gustave-Adolphe; intervention de la Suède (1630-1635). — Bataille de Leipzig (1631). — Bataille de Lutzen; mort de Gustave-Adolphe (1632). — Mort de Waldstein (1634). — IV. Période française durant le ministère de Richelieu. — Intervention de la France (1635-1648); Richelieu. — Invasion de la Picardie; prise de Corbie (1636). — Acquisition de l'Alsace. — Conquête de l'Artois; prise d'Arras (1640) — Conquête du Roussillon; prise de Perpignan (1642). — V. Période française durant la minorité de Louis XIV. — Bataille de Rocroi (1643) — Turenne et Condé en Allemagne; victoires de Fribourg (1644) et de Nordlingen (1645) — Turenne en Allemagne; les généraux suédois — Victoire de Condé à Lens (1648). — Traités de Westphalie (1648).

LECTURES. — Bataille de Lutzen. — Turenne. — Condé à Rocroi et à Fribourg.

I — Les causes et les préliminaires de la guerre de Trente Ans.

Caractère de la guerre de Trente Ans. — La guerre de Trente Ans, l'un des plus graves ébranlements dont l'Europe ait gardé le souvenir, fut à la fois la suite des guerres religieuses en Allemagne et le commencement des grandes guerres européennes. Sortie de troubles dont la Réforme était cause, elle se compliqua d'intérêts politiques, grâce à l'ambition de la maison d'Autriche qui se réveillait en même temps que le fanatisme. Commencée en Bohême, elle se con-

tinua en Danemark, révéla la puissance d'un nouvel État du nord, la Suède, et se termina par l'intervention de la France. Elle ensanglanta l'Europe, de la Hongrie à la mer Baltique, de la mer du Nord au Danube, aux Alpes, aux Pyrénées. Elle vit se former les grandes armées, se perfectionner la tactique et s'illustrer une foule de généraux qui rivalisèrent de science autant que de bravoure. Elle vit commencer aussi la diplomatie qui conclut les alliances, prépara les traités et devint, elle aussi, une science non moins vaste que la science de la guerre. Enfin un célèbre écrivain allemand, Schiller, s'est fait l'historien de cette guerre mémorable dont nous pouvons à peine esquisser les principaux traits.

Causes principales de la guerre de Trente Ans. — La paix d'Augsbourg, en 1555, avait sans doute mis fin aux guerres de religion, mais ces guerres devaient se rallumer comme un incendie que ranime un feu négligé sous la cendre. D'après la clause du **réservat ecclésiastique**, tout évêque-prince qui se convertirait au protestantisme devait renoncer aux domaines ecclésiastiques. Clause juste, mais qui soulevait dans la pratique de nombreuses difficultés, car les dignitaires ecclésiastiques, en renonçant à la religion qui leur avait valu une fortune et une souveraineté temporelles, ne voulaient point renoncer à cette souveraineté et à cette fortune. Contrairement à la clause de réservat, ils prétendaient *séculariser* les domaines de l'Église, rendre au monde (*au siècle*), en se les appropriant, les biens qu'ils avaient reçus comme membres du clergé. Ils abandonnaient volontiers la mitre, non la couronne.

Ces usurpations, que les luthériens approuvaient quand elles tournaient à leur profit, leur devenaient indifférentes quand elles étaient le fait des calvinistes. Les luthériens ne consentaient point à faire bénéficier le calvinisme des privilèges accordés par la paix d'Augsbourg à la religion de Luther. Seconde cause de troubles en même temps que de faiblesse pour le parti protestant divisé.

La maison d'Autriche résolut de profiter de ces dissensions intestines du parti protestant. D'une part elle veilla à

la stricte exécution de la clause du réservat, de l'autre elle chercha à arrêter les progrès du calvinisme en renouvelant les persécutions. Redevenue le champion du catholicisme, elle s'efforça, d'abord de le maintenir dans ses États héréditaires, puis de lui faire regagner le terrain qu'il avait perdu en Allemagne.

Sous ce zèle religieux se cachait aussi l'ambition de reconquérir l'ascendant que Charles-Quint avait exercé. Possesseurs héréditaires de vastes contrées dans les Alpes et dans la vallée moyenne du Danube, les princes autrichiens cherchaient à appesantir leur puissance sur l'Allemagne dont ils n'étaient que les souverains élus. Ils voulaient assimiler leur empire électif à leur patrimoine, imposer aux nombreux souverains de l'Allemagne une obéissance complète : en un mot, unifier, sous leur sceptre, tout le pays compris entre le Rhin, l'Oder, les Carpathes et les Alpes. C'est contre cette ambition que se révolta l'Allemagne, habituée à ses États multiples, attachée à ses souverainetés locales, essentiellement *particulariste*, comme l'on dit, rebelle par tradition comme par nature à l'idée d'unité, jalouse de sa liberté à la fois politique et religieuse. La guerre de Trente Ans fut donc surtout la lutte de l'Allemagne contre la maison d'Autriche dont l'ombre grandissante voulait s'étendre jusqu'aux rives de la mer du Nord et de la Baltique.

Causes secondaires et immédiates. — Comme il arrive toujours, de petits conflits précédèrent et amenèrent la grande lutte.

Les protestants essayèrent d'envahir les riches principautés ecclésiastiques, mais ils ne purent séculariser l'électorat de *Cologne*, ni les biens du chapitre de *Strasbourg*. Ils ne purent dominer à *Aix-la-Chapelle*, et leurs succès dans la ville de *Donauwœrth* attirèrent sur la malheureuse cité les horreurs de la guerre.

En 1609 la *succession des duchés de* **Clèves** et de **Juliers**, que se disputaient des prétendants catholiques et protestants, faillit déjà amener un conflit général. Henri IV allait prendre part à cette querelle afin d'assurer ces duchés à une maison protestante et d'arrêter les progrès de la maison

d'Autriche, lorsqu'il périt assassiné. Sa mort suspendit la lutte, mais l'Allemagne paraissait déjà divisée en deux camps : l'**Union évangélique** (1608), qui avait pour protecteur l'électeur palatin Frédéric IV; la **Ligue catholique** (1609), dirigée par le duc Maximilien de Bavière. Mais le signal de cette guerre si compliquée et si étrange devait venir d'ailleurs, de la Bohême.

Troubles de Bohême; défenestration de Prague; commencement de la guerre de Trente Ans. — Ardent foyer des discordes religieuses, la Bohême n'avait jamais, depuis la guerre des Hussites, retrouvé le calme. La Réforme avait rencontré en ce pays, si troublé par les querelles théologiques, un terrain favorable, et les princes de la maison d'Autriche, rois de Bohême, entravaient le plus possible les progrès de la religion protestante. La démolition de temples protestants devint la cause, en 1618, d'une agitation que dirigeait le comte de Thurn. C'était l'un des plus riches seigneurs et même il portait légalement le titre de *défenseur* du royaume, c'est-à-dire avait mission de veiller à l'observation des **lettres de majesté** que les Bohémiens avaient arrachées en 1609 à l'empereur Rodolphe II.

Entrant, à la tête de bandes nombreuses, dans la ville de Prague, le comte de Thurn se rend fièrement au château, pénètre dans la salle du conseil où se tenaient les gouverneurs autrichiens, et les fait jeter par les fenêtres dans les fossés, où l'eau amortit la violence de leur chute et d'où ils purent s'échapper. C'était, paraît-il, la coutume en Bohême de manifester ainsi le mécontentement populaire : la *défenestration de Prague* n'était chose nouvelle ni extraordinaire, mais elle devint le point de départ de la guerre qui, durant trente années, remua profondément l'Allemagne et l'Europe.

L'empereur Ferdinand II (1619-1637). — Ce qui donna de l'importance à ces troubles, pourtant si fréquents, de la Bohême, ce fut l'arrivée au trône d'un prince énergique, décidé à combattre l'hérésie et à imposer son autorité à l'Allemagne. Les successeurs du frère de Charles-Quint, *Ferdinand Ier*, avaient été d'une insigne faiblesse. *Maximilien II*,

Rodolphe II, *Mathias*[1] avaient laissé partout les protestants reprendre confiance et hardiesse. *Ferdinand de Styrie*, cousin des deux derniers empereurs, et qui commença une nouvelle branche, avait été l'instigateur, même avant son élévation au trône, des mesures de persécution; il résolut d'employer toutes ses forces pour rétablir le catholicisme et le prestige de la maison d'Autriche. Obstiné, intelligent, rusé, perfide même, il cherchera à triompher par tous les moyens et ne reculera pas. L'électeur palatin se lève pour défendre les protestants : mais il est terrassé, c'est la *période palatine*, commencée dès le soulèvement de Prague (1618-1625). Le roi de Danemark prend à son tour en main la défense du protestantisme et de l'Allemagne; à son tour il s'avoue vaincu : c'est la *période danoise* (1625-1629). Arrive du nord le roi de Suède, Gustave-Adolphe, qui, un moment, par la rapidité de ses coups, semble près d'abattre la redoutable maison d'Autriche. Gustave tombe au milieu de ses victoires, et la Suède fléchit : c'est la *période suédoise* (1630-1635). C'est alors que la maison de France, dernier espoir de l'Europe menacée dans son indépendance, ranime la Suède, entraîne la Hollande et prend en main la cause des libertés germaniques. La *période française* (1635-1648) commence. Ferdinand II rencontre un rival digne de lui en Richelieu et succombe avant que la lutte soit terminée.

II. — Périodes palatine et danoise.

Période palatine (1618-1625). — Rien n'eût fait prévoir tout d'abord qu'elle pût durer aussi longtemps. Dès le début de la guerre de Trente Ans, Ferdinand semblait perdu. Les Bohémiens étaient descendus en masse sur *Vienne*, où l'empereur se trouvait assiégé. Il est de plus assiégé dans son propre palais par les protestants de la ville, qui font cause commune avec les Bohémiens. Ferdinand ne cède ni aux menaces ni aux violences. Il ne cède pas et ne fuit pas.

---

1. Ferdinand Ier (1556-1564); Maximilien II (1564-1576); Rodolphe II (1576-1612); Mathias (1612-1619).

Bientôt les secours lui arrivent : des cuirassiers fidèles, conduits par un Français, Dampierre, pénètrent dans la ville, et Ferdinand redevient maître de son palais. Les autres généraux menacent Prague, et les Bohémiens partent aussitôt pour défendre leurs foyers. Ferdinand redevient maître de sa capitale. Il court à Francfort chercher la couronne impériale qu'on voulait enlever à sa famille, mais la Bohême lui échappe, la Hongrie se soulève.

Les Bohémiens ont tout à fait rejeté la maison d'Autriche : ils ont donné la couronne à l'électeur palatin, ***Frédéric V***, dont la femme, princesse d'Angleterre, excite l'ambition. Frédéric V devient le chef de la ligue protestante, mais ses lenteurs, son insouciance le perdent. Ferdinand gagne des alliés, se délivre des Hongrois, que leur chef *Betlem Gabor* avait amenés devant Vienne, et ses lieutenants remportent, près de Prague, sur les Bohémiens, la victoire de la **Montagne Blanche** (1620). Frédéric, qui donnait un festin pendant cette bataille, est réduit à s'enfuir. La Bohême est soumise ; les principaux chefs de la révolte montent sur l'échafaud. L'électeur palatin est mis au ban de l'Empire ; pour avoir voulu gagner une couronne, il perd ses États héréditaires. En vain sa cause est-elle soutenue par de hardis guerriers, **Ernest de Mansfeld**, **Christian de Brunswick**, qui recrutent des armées d'aventuriers et tiennent en échec les généraux de Ferdinand et ceux de la ligue catholique. La diète de *Ratisbonne* (1623) prononce la déposition de Frédéric V : son titre électoral est transféré à Maximilien de Bavière, chef de la ligue catholique, et la Bavière s'accroît du Haut-Palatinat[1].

Période danoise (1625-1629). — Ferdinand abuse de sa victoire et les protestants se reprochent bientôt de n'avoir pas secondé l'électeur palatin. Le roi de Danemark *Christian IV*, voyant les dangers que court la religion réformée, s'offre comme chef. *Mansfeld*, *Christian de Brunswick*, qui n'ont pas déposé les armes, s'élancent de nouveau en Alle-

---

1. Le Haut-Palatinat renfermait les villes d'*Amberg*, *Donanstauf*, *Ratisbonne*, etc.

magne. Mansfeld veut aller rejoindre les Hongrois et Betlem Gabor. De l'embouchure de l'Elbe à la Hongrie il marche audacieusement, suivi à peu de distance par le général de Ferdinand, **Waldstein** (ou Wallenstein), qui commence sa réputation en contenant ce redoutable adversaire. Mansfeld ne trouve pas en Hongrie l'appui qu'il a espéré, licencie son armée et meurt bientôt. Le roi Christian IV engage une lutte inégale contre l'un des plus habiles capitaines de l'époque, le Bavarois **Tilly**, général de la ligue catholique : il est défait à **Lutter** (1626), où son armée perd ses drapeaux et son artillerie.

Waldstein revient de la Hongrie et envahit les États des princes alliés du Danemark. L'empereur lui donne les dépouilles des ducs de Mecklembourg, et Waldstein s'établit dans les provinces riveraines de la Baltique. Enfin, le roi de Danemark signe la paix à **Lubeck**, abandonnant ses alliés aux vengeances de Ferdinand et l'Allemagne à la fureur des soldats de Waldstein (1629).

Édit de restitution (1629). — Vainqueur, Ferdinand II ne garde plus de ménagements. Il publie (1629) un édit de *restitution* qui ordonnait de rendre tous les domaines ecclésiastiques usurpés depuis le traité d'Augsbourg. Son armée, ou plutôt celle de son général Waldstein, se répand dans le nord de l'Allemagne et, sous le prétexte d'exécuter l'édit, commet les plus odieux ravages. L'empereur compte ainsi dompter tous les princes et asseoir à jamais sa domination sur toute l'Allemagne. Mais Richelieu veille. Il envoie à la diète de Ratisbonne son fidèle confident et conseil, le P. Joseph, ce moine qu'à cause de son influence on surnommait l'*Éminence grise*. Le P. Joseph était si habile que l'empereur disait en riant. « Ce moine a réussi à mettre dans son capuchon les sept bonnets d'électeurs. » Dirigeant les princes allemands, il fit décider le renvoi de Waldstein, contre lequel s'élevaient les clameurs de l'Allemagne (1630).

III. — Période suédoise.

Gustave-Adolphe; intervention de la Suède (1630-1635). — En même temps que sa diplomatie désarme l'empereur par l'entremise des princes allemands, Richelieu appelle du fond du Nord un vengeur de l'électeur palatin et du roi de Danemark, *Gustave-Adolphe*, roi de Suède depuis 1611[1]. « C'était, dit Schiller, le premier général de son siècle et le plus brave soldat d'une armée qu'il avait créée lui-même. Il avait inventé un nouvel art militaire. Il diminua les escadrons, incommodes par leur étendue, pour rendre les mouvements de la cavalerie plus faciles et plus prompts. Les armées ne formaient qu'une seule ligne de bataille, il les rangea sur deux lignes, de sorte que la seconde pût avancer lorsque la première était forcée à la retraite. L'Europe apprit de lui, pour la première fois, l'importance de l'infanterie. L'Allemagne entière admira la discipline qui distinguait si glorieusement les armées suédoises sur son territoire. Supportant, comme le dernier de ses soldats, toutes les incommodités de la guerre, présent partout, oubliant la mort qui l'environnait, il se montrait toujours sur le chemin du péril. Sa valeur naturelle lui fit trop souvent perdre de vue ce qu'il devait au général, et la mort d'un simple soldat termina la vie d'un roi.

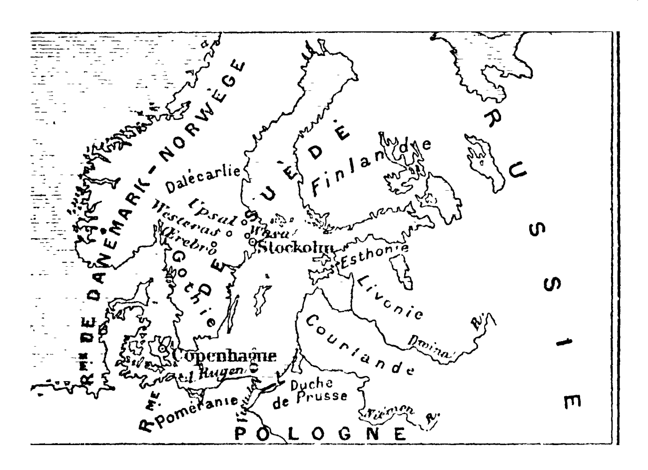
« Mais le lâche comme le brave suivait un tel guide à la victoire, et à son regard attentif n'échappait aucune des actions héroïques que son exemple avait fait naître. La gloire d'un

---

1. *La Suède depuis Gustave Wasa.* — La Suède, depuis Gustave Wasa (mort en 1560), n'avait cessé de guerroyer contre le Danemark, la Pologne et la Russie. La démence et les cruautés d'*Eric XIV* (1560-1568) amenèrent sa déposition Son troisième frère, *Jean III*, fut reconnu roi et mourut en 1591. Il avait épousé Catherine Jagellon, qui l'avait excité à rétablir la religion catholique, mais cette réaction religieuse ne réussit point. Le fils issu de ce mariage était devenu roi de Pologne en 1587. Son oncle Charles s'empara du gouvernement et finit par se faire reconnaître roi sous le nom de *Charles IX*; il résista victorieusement aux attaques des Polonais et des Russes : ce fut le père de ***Gustave-Adolphe***, qui lui succéda en 1611, à l'âge de dix-sept ans.

tel souverain alluma dans sa nation un sentiment élevé d'elle-même qui doubla son ardeur; fier d'un pareil monarque, le paysan de la Finlande et de la Gothie se dépouilla gaiement de ce que lui laissait sa misère ; le soldat répandit son sang avec joie; et l'essor élevé que donna à la nation le génie d'un seul homme survécut encore longtemps à son créateur[1]. »

Gustave-Adolphe préluda par de nombreuses guerres avec ses voisins à la grande entreprise qui devait illustrer son nom : guerres contre le Danemark, guerres contre les Russes, qu'il éloignait des côtes de la Baltique; guerres contre les



La Suède au dix-septième siècle.

Polonais, dont le roi Sigismond lui disputait la couronne de Suède. Richelieu l'arracha à ces guerres stériles, lui ménagea une trêve avec le roi de Pologne, lui fournit des subsides, et le lança sur l'Allemagne, où le parti protestant pliait devant la maison d'Autriche déjà deux fois attaquée et deux fois victorieuse.

Gustave-Adolphe n'eut pourtant pas l'appui de tous les

1. Schiller, *Histoire de la guerre de Trente Ans.*

princes protestants. L'électeur de Brandebourg n'osait se prononcer et lui refusait le passage. Mais le roi de Suède s'empare de Stettin, d'Usedom, de Stralsund et s'établit solidement en *Poméranie*. L'empereur Ferdinand ne s'inquiéta pas d'abord de cette intervention du roi de Suède, de « ce roi de neige qui, disait-on à Vienne, fondrait aux rayons du soleil impérial. Le général de la ligue catholique, Tilly, faisait alors le siège de *Magdebourg*, place qui commande la vallée de l'Elbe et opposait une résistance acharnée. Gustave voulait délivrer cette ville, mais les hésitations de l'électeur de Brandebourg l'obligeaient à menacer Berlin. Puis l'électeur de Saxe lui fermait ses États. Gustave bouillait d'impatience. « Eh quoi! s'écriaït-il, voir brûler la maison de son voisin sans vouloir aider à éteindre le feu! un tel aveuglement ne se comprend point! Ils laisseront donc périr cette malheureuse ville! » Magdebourg succombe en effet. Tilly a redoublé ses attaques, livré l'assaut, et la ville est prise, pillée, horriblement saccagée. Lorsque Gustave arriva, il ne trouva plus que des ruines.

Bataille de Leipzig (1631). — Le sac de Magdebourg lui donne des alliés, les hésitations cessent, l'électeur de Saxe joint son armée à la sienne (1631). Gustave-Adolphe court alors à la recherche de Tilly : il veut venger le sac de Magdebourg. Le 7 septembre 1631, les Suédois et les Saxons se trouvent en présence de l'armée de Tilly dans les plaines de *Breïtenfeld*, près de **Leipzig**. Familiarisé avec la tactique des Grecs et des Romains, Gustave l'adapte avec un génie merveilleux aux conditions que l'emploi des armes à feu impose aux guerres modernes. Il forme ses troupes en bataillons moins épais, faciles à manier, dédouble ses lignes, se sert à propos de sa cavalerie et ne néglige rien pour établir son artillerie sur les hauteurs. Habile à profiter de tous les accidents de terrain, il étonne l'ennemi par sa tactique nouvelle et déconcerte l'expérience de Tilly. Ses coups sont rapides, décisifs. Les soldats de Tilly s'enfuient, et Gustave remporte une victoire dont le retentissement est grand en Europe.

Richelieu ne cache point sa joie; il croit déjà voir Gustave

sur la route de Vienne. Mais le roi de Suède a d'autres plans. Avant d'entreprendre cette marche sur Vienne, il veut rallier à lui toute l'Allemagne. Au lieu de se diriger vers le Danube, il court au Weser, au Rhin. Il met la main sur les riches électorats ecclésiastiques dont il a promis les dépouilles à ses soldats. Il franchit le Rhin. Il chasse du Bas-Palatinat les Espagnols alliés de l'Autriche, arrive jusqu'à l'Alsace, puis, continuant le cercle qu'il veut tracer, il passe dans la vallée du Necker, de là dans celle du Danube. La Bavière, soutien principal de la ligue catholique, est à sa discrétion. Tilly accourt pour la délivrer. Il veut disputer aux Suédois le passage du *Lech*. Gustave franchit la rivière sous le feu de l'artillerie ennemie. L'armée de Tilly est dispersée, Tilly blessé mortellement. C'est ce qu'on appelle la bataille du **Lech** ou de **Rain** (15 avril 1632). La route de Vienne, par la vallée du Danube, est ouverte, et Gustave-Adolphe donne rendez-vous sous les murs de cette ville à l'électeur de Saxe, qui de son côté s'avance, mais trop lentement, par la Bohême.

Bataille de Lutzen ; mort de Gustave-Adolphe (1632). — En ce danger extrême, l'empereur Ferdinand II s'humilie non devant le roi de Suède, mais devant son sujet Waldstein, créé naguère duc de Friedland. Ce général qu'il avait été heureux d'écarter parce qu'il le trouvait trop fier, il est obligé de le rappeler. Waldstein seul peut le sauver et ne ménage point son maître. Il veut bien créer une armée, rallier ses mercenaires qui lui sont tout dévoués, mais il dicte ses conditions : il sera le vrai souverain de ses troupes et presque l'égal de l'empereur. A sa voix les aventuriers qu'il avait comblés de biens accourent, et en quelques mois Waldstein se trouve à la tête d'une armée capable d'arrêter l'ennemi.

Des deux adversaires qui sont en face de lui, Waldstein choisit d'abord le plus faible : il marche contre l'électeur de Saxe, reprend la ville de Prague, délivre la Bohême, écarte ainsi une des branches de la pince gigantesque qui menaçait Vienne. Puis il va porter secours à l'électeur de Bavière et force Gustave-Adolphe à remonter au nord de ce pays vers Nuremberg. Gustave essaye d'attirer Waldstein à une bataille ;

mais l'habile général l'évite et, durant deux mois, contraint le roi de Suède à user ses troupes en marches inutiles. Puis Waldstein se jette sur la Saxe. Gustave, ajournant encore sa marche sur Vienne, va porter secours à son allié et bientôt se retrouve, presque à son point de départ, dans cette Saxe d'où il s'est élancé vainqueur l'année précédente. Il a refermé, mais trop tôt à son gré, le cercle qu'il avait dessiné. Waldstein ne peut plus refuser la bataille, et les deux généraux se mesurent enfin, le 16 novembre 1632, dans la plaine de **Lutzen.**

Peu de batailles furent aussi acharnées. Les Suédois franchirent avec ardeur les fossés derrière lesquels Waldstein avait retranché ses troupes, s'emparèrent des batteries qu'il avait élevées. Gustave-Adolphe, vainqueur à l'aile droite, allait poursuivre l'ennemi, lorsqu'on le prévint que son infanterie pliait à gauche. Il y courut, mais, par cette journée brumeuse, Gustave-Adolphe s'avança presque seul trop près des ennemis; il fut atteint de plusieurs balles et expira. Un combat sanglant s'engagea sur son corps. Les Suédois surexcités redoublèrent d'efforts. Bernard, duc de Saxe-Weimar, l'un des plus habiles lieutenants de Gustave-Adolphe, prit le commandement et ne tarda pas à enfoncer les lignes des Impériaux. En vain Waldstein reçut-il à ce moment des renforts que lui amenait un de ses généraux. Les Suédois dispersèrent ces nouvelles troupes et restèrent maîtres du champ de bataille. Victoire qui leur coûtait cher et devait être le terme des succès de la Suède, puisque le héros auquel elle les devait était tombé enseveli dans son triomphe [1].

---

1. **Lecture : *Bataille de Lutzen.*** — « Enfin paraît ce jour si redouté; mais un brouillard impénétrable suspend l'attaque jusqu'au moment où les armées peuvent se découvrir. Le roi se jette à genoux devant le front de bataille, toute l'armée suit son exemple et commence aussitôt un cantique touchant que la musique militaire accompagne. Alors Gustave-Adolphe monte à cheval, et, vêtu seulement d'un habit de drap avec un collet de cuir (les douleurs d'une ancienne blessure ne lui permettaient pas de porter de cuirasse), il parcourut les rangs, pour

Mort de Waldstein (1634). — La mort de Gustave-Adolphe arrêta l'offensive hardie des Suédois. Toutefois ils

---

inspirer à ses braves troupes une sérénité et une confiance que son cœur plein de pressentiments démentait lui-même. Environ à onze heures, le brouillard commence à se dissiper et découvre l'ennemi : on voit en même temps les flammes de Lutzen, que le duc avait fait incendier pour ne pas être tourné sur ce point. Alors retentit le signal de l'attaque; la cavalerie s'élance contre l'ennemi, et l'infanterie marche vers les fossés.

« Reçus par un feu terrible de mousqueterie et par celui de la grosse artillerie placée sur le revers, ces braves bataillons poursuivent leur attaque avec la même intrépidité; les mousquetaires ennemis abandonnent leurs postes, et les fossés sont franchis; on s'empare de la batterie même, que l'on dirige sur-le-champ contre les Impériaux. Les Suédois avancent avec une impétuosité irrésistible; la première des cinq brigades de Friedland est enfoncée; bientôt après, la seconde, et déjà la troisième commence à tourner le dos, mais l'esprit toujours présent du duc s'oppose aux progrès de l'ennemi. Avec la vivacité de l'éclair il est là pour réparer le désordre de son infanterie . un mot de sa bouche arrête les fuyards. Soutenues de trois régiments de cavalerie, les brigades déjà battues font de nouveau face à l'ennemi et pénètrent avec fureur dans ses rangs. Alors s'engage le combat le plus sanglant ; la proximité de l'ennemi ne permet pas l'usage de l'arme à feu Enfin les Suédois, fatigués, vaincus par le nombre, plient jusqu'au delà des fossés, et la batterie déjà une fois emportée est abandonnée dans leur retraite.

« Cependant l'aile droite du roi, conduite par lui-même, a attaqué l'aile gauche de l'ennemi. Déjà le premier choc des cuirassiers finlandais a dispersé les corps légers des Polonais et des Croates, et leur désordre porte aussi la frayeur et la confusion dans le reste de la cavalerie. A cet instant on annonce au roi que son infanterie se retire au delà des fossés, et que son aile gauche, inquiétée d'une manière terrible par l'artillerie des moulins, commence également à plier. Avec la présence d'esprit la plus prompte, il charge le général Horn de poursuivre l'aile de l'ennemi déjà battue, et part à la tête du régiment de Steinbock pour arrêter le désordre de son aile gauche. Son fier coursier le porte comme un trait au delà des fossés, mais le passage est plus difficile pour les escadrons qui le suivent, et quelques cavaliers seulement, parmi lesquels on nomme François-Albert, duc de Saxe-Lauenbourg, sont assez lestes pour demeurer à ses côtés. Il pousse directement vers l'endroit où son infanterie est assaillie avec le plus de fureur, et, tandis

ne renoncèrent pas à l'Allemagne. Oxenstiern, qui exerçait le pouvoir au nom de la reine Christine, fille de Gustave-

---

qu'il jette ses regards autour de lui pour reconnaître dans l'armée ennemie un jour sur lequel il puisse diriger son attaque, sa vue courte le conduit trop près d'elle. Un caporal des Impériaux remarque que tout cède avec respect à celui qui s'avance le premier, et sur-le-champ il commande à un mousquetaire de le coucher en joue. « Tire sur celui-là, lui dit-il, ce doit être un homme d'importance » ; le coup part et le roi a le bras fracassé. Dans ce moment arrivent ses escadrons, et un cri confus, dans lequel on ne distingue que ces paroles : « *Le roi saigne ; le roi a reçu un coup de feu !* » répand parmi eux l'horreur et l'effroi. « Ce n'est rien, suivez-moi ! » s'écrie Gustave en recueillant toutes ses forces ; mais, vaincu par la douleur et prêt à s'évanouir, il prie, en langue française, le duc de Saxe-Lauenbourg de le tirer sans éclat de la foule Tandis que celui-ci se porte avec le roi vers l'aile droite, en faisant un long détour pour dérober à l'infanterie découragée ce spectacle désolant, Gustave reçoit dans le dos un second coup, qui lui enlève le reste de ses forces. « J'en ai assez, mon frère, dit-il d'une voix mourante, cherche seulement à sauver ta vie. » En même temps il tombe de cheval, et, percé encore de plusieurs coups, abandonné de toute sa suite, il rend le dernier soupir entre les mains des Croates. Bientôt son cheval, baigné de sang, fuyant seul dans la plaine, découvre à la cavalerie suédoise la perte de son roi. Furieuse, elle accourt, elle pénètre pour arracher à l'ennemi cette proie sacrée ; un combat meurtrier s'engage autour de son cadavre, et le corps défiguré est enseveli sous un monceau de morts.

« Cette nouvelle terrible parcourt en peu de temps toute l'armée suédoise ; mais, au lieu d'abattre le courage de ces braves cohortes, elle le renouvelle, elle l'échauffe, elle le porte jusqu'à la rage En même temps, le duc Bernard de Weimar se met à la tête de l'armée orpheline des Suédois, que ses talents le rendent digne de commander, et l'esprit de Gustave-Adolphe conduit de nouveau ses bandes victorieuses. L'ordre est rétabli à l'aile gauche : le duc Bernard enfonce la droite des Impériaux et s'empare de l'artillerie des moulins, qui avait vomi sur les Suédois un feu si meurtrier. De son côté, le centre de l'infanterie suédoise, sous la conduite de Bernard et de Kniphausen, marche de nouveau contre les fossés, qu'elle franchit heureusement, et pour la seconde fois les sept canons sont emportés. Alors l'attaque recommence avec une nouvelle fureur contre les gros bataillons du centre ; leur résistance devient toujours plus faible, et le hasard même conspire avec la bravoure sué-

Adolphe, avait compris la grandeur des plans de son maître; il maintint les armées suédoises dans le nord de l'Allemagne, toujours prêtes à marcher à l'appel des princes protestants. La Suède devenait une puissance allemande.

Ferdinand II, plus rassuré, ne craignit point de se délivrer du général qui seul avait été capable d'arrêter l'élan de Gustave-Adolphe. L'orgueil de Waldstein choquait son orgueil. Le faste royal que déployait son sujet; l'autorité souveraine que celui-ci exerçait sur son armée, justifiaient les soupçons qui ne cessaient d'exciter contre le duc de Friedland les courtisans jaloux. Ferdinand II prononce sa déchéance, et ordonne de le saisir mort ou vif. Waldstein se préparait à résister, lorsque à Œgra il périt assassiné par des hommes qu'il avait comblés de ses bienfaits (1634).

Les Suédois voulurent profiter de la faute de Ferdinand II, qui venait de se priver de son meilleur défenseur, mais

---

doise pour achever la défaite. Le feu prend aux caissons des Impériaux et, avec un fracas horrible, il fait voler dans les airs les grenades et les bombes. L'ennemi, épouvanté, se croit surpris par derrière, tandis que les brigades suédoises l'attaquent en front. En vain l'arrivée d'un nouveau secours, conduit par Pappenheim, suspendit le désastre imminent. Pappenheim est tué et la terreur se répand dans les rangs des Impériaux L'infanterie suédoise saisit avec la plus ferme résolution ce mouvement d'épouvante. Afin de remplir les vides que la mort avait laissés dans le premier corps de bataille, les deux lignes se réunissent et hasardent enfin l'attaque décisive. Pour la troisième fois l'infanterie franchit les fossés, et pour la troisième fois les canons placés sur le revers tombent entre ses mains. Enfin le brouillard et la nuit mettent au combat un terme que la fureur lui refuse. Plus de neuf mille hommes des deux armées restèrent sur place; le nombre des blessés fut encore beaucoup plus considérable, et, parmi les Impériaux surtout, il se trouva à peine un seul homme qui fût revenu sain et sauf du combat. Toute la plaine, depuis Lutzen jusqu'au canal, était couverte de blessés, de mourants et de morts. Des deux côtés, une grande partie de la noblesse la plus distinguée avait péri; l'abbé de Fulde même, qui s'était mêlé comme spectateur dans la bataille, paya de sa vie sa curiosité et son zèle pour sa croyance. L'histoire ne parle pas de prisonniers : nouvelle preuve de la fureur des deux partis, qui n'accordaient et ne demandaient aucun quartier. » (Schiller, *Histoire de la guerre de Trente Ans.*)

ces guerres avaient révélé de nombreux capitaines, ***Gallas***, *Piccolomini*. Les Suédois, malgré l'expérience et la bravoure de *Bernard de Saxe-Weimar*, perdent la sanglante bataille de **Nordlingen** en Bavière (1635). Plus de douze mille soldats restent sur la place ; quatre-vingts pièces de canon tombent aux mains des Impériaux. Oxenstiern est découragé. L'électeur de Saxe fait la paix avec l'empereur. Mais Richelieu ne peut laisser ainsi triompher la maison d'Autriche. Au moment où la guerre semble terminée, il la ranime. Il jette enfin dans la balance l'épée de la France. La période française commence. Ni Richelieu ni Ferdinand II n'en verront la fin.

IV. — Période française durant le ministère de Richelieu.

Intervention de la France (1635-1648) ; Richelieu. — La lutte s'étend et change de caractère. Elle n'est plus allemande : elle est européenne. Dès que la France intervient, l'Espagne se prononce pour l'Autriche. L'union des deux maisons se reforme ; l'ancienne rivalité de la France contre l'Autriche-Espagne recommence.

Contraste étrange ! c'est un prince de l'Église, un cardinal, qui dirige cette guerre contre deux maisons catholiques, avec l'aide des protestants d'Allemagne, de la Suède protestante, de la Hollande protestante [1]. Richelieu sépare la religion de la politique. Il a les vues d'un homme d'État. Il reprend la politique de François Ier et de Henri IV et va élever au plus haut point de grandeur la maison de Bourbon, comme il en avait conçu le dessein en arrivant au ministère.

Invasion de la Picardie ; prise de Corbie (1636). — Tandis que les généraux suédois reprennent l'offensive en Allemagne, les Français s'avancent dans la vallée de la Meuse pour aller donner la main aux Hollandais, et ils gagnent la victoire d'**Avein** (1635), près de Liège. Mais les Hollandais

---

1. Traités de *Compiègne* avec la Suède, de *Saint-Germain* avec Bernard de Saxe-Weimar, de *Wesel* avec le landgrave de Hesse, de *Paris* avec la Hollande, de *Rivoli* avec le duc de Savoie.

étaient peu sincères dans leur alliance : ils ne prêtèrent pas un concours efficace aux Français, et les généraux impériaux profitèrent de leurs lenteurs pour passer derrière l'armée victorieuse et pénétrer dans nos provinces.

Par deux points la France fut envahie : au nord et à l'est, en Picardie et en Bourgogne. La ville de **Corbie**, sur la Somme, tomba entre les mains des Espagnols (1636). Une panique indicible se répandit jusqu'à Paris. Richelieu lui-même trembla, car il entendait monter les clameurs de tous ses ennemis. Cependant le P. Joseph raffermit son courage et l'engagea à se montrer. Richelieu sort et va à l'hôtel de ville pour réclamer l'appui du peuple. Le patriotisme est, surexcité. Les volontaires affluent, et le maréchal de la Force reçoit leurs noms sur le perron de l'hôtel de ville. Nobles, magistrats, ouvriers se cotisèrent pour les frais de la guerre, et bientôt Louis XIII put partir avec une belle armée pour reprendre Corbie. Là encore Richelieu échappa à un grand danger. Gaston d'Orléans voulait se délivrer du ministre par un assassinat, mais il n'osa donner le signal. La ville de Corbie fut enlevée, le Nord sauvé.



Le mousquet à mèche
au dix-septième siècle

Deux petites villes, *Verdun-sur-Saône* et *Saint-Jean-de-Losne*, sauvèrent l'est et la Bourgogne par leur héroïque résistance aux attaques de Gallas. Les habitants de Verdun-sur-Saône délibérèrent froidement sur ce qu'il faudrait faire si leur ville était forcée. Ils décidèrent que dans ce cas ils la détruiraient et périraient jusqu'au dernier plutôt que de se rendre. Le maréchal de Rantzau arriva à temps pour délivrer la courageuse cité.

Acquisition de l'Alsace. — Richelieu avait acheté l'armée de Bernard de Saxe-Weimar, qui entendait travailler

non pour la Suède, mais pour son compte. Richelieu lui fournissait l'argent, mais il avait stipulé qu'en cas de mort ses conquêtes reviendraient à la France.

Bernard de Weimar jeta les yeux sur l'**Alsace**, riche plaine si bien encadrée par les Vosges et arrosée par le Rhin. Il enleva à la maison d'Autriche les villes qu'elle y possédait, gagna la victoire de **Rheinfeld** (1638), s'empara de *Brisach* et, au moment où il espérait achever de se tailler une principauté, il mourut à l'âge de 36 ans (1638). Richelieu hérita, suivant son traité, de ses conquêtes et de son armée. L'Alsace redevint française.

Conquête de l'Artois; prise d'Arras (1640). — D'un autre côté, Richelieu travaillait à enlever à l'Espagne un pays qui avait déjà été une première fois réuni à la France sous Louis XI, l'**Artois**. Une armée conduite par les maréchaux de *Châtillon* et de la *Meilleraye* vint mettre le siège devant la ville d'*Arras*, réputée imprenable. Une armée espagnole s'avança pour faire lever le siège, et les deux maréchaux, indécis, demandèrent au cardinal s'il leur fallait sortir de leurs lignes et livrer bataille. Le cardinal répondit que « le roi, en leur confiant le commandement de ses armées, les avait crus capables, qu'ils étaient libres ou non de sortir de leurs lignes, mais qu'ils répondaient sur leur tête de la prise de la ville ». Arras fut pris (1640).

En même temps une armée française, en Italie, gagnait les victoires de **Casale**, de **Turin** et d'**Ivrée**, et contenait la maison de Savoie dans l'alliance française.

Les Suédois, toujours fidèles alliés de la France et guidés par de dignes élèves de Gustave-Adolphe, ne cessaient en Allemagne de tenir en échec les armées impériales. *Banner*, le second Gustave, faisait des pointes hardies sur Vienne. Le comte de **Guébriant**, auquel Richelieu avait donné le commandement de l'armée léguée par le duc Bernard de Saxe-Weimar, profitait de ces succès pour faire d'habiles et glorieuses campagnes dans la vallée du Rhin. Il remporta à *Kempen*[1], dans l'électorat de Cologne, une

1. Kempen, aujourd'hui ville des États prussiens (Province Rhé-

victoire qui lui valut le bâton de maréchal de France (1642).

Conquête du Roussillon; prise de Perpignan (1642). — La France était victorieuse partout. Sa flotte, conduite par un prélat guerrier, *Sourdis*, archevêque de Bordeaux, allait porter l'épouvante sur les côtes du royaume de Naples. Elle soutenait la *Catalogne*, révoltée contre le roi d'Espagne, Philippe IV, et le *Portugal*, qui depuis 1640 cherchait à s'affranchir du joug espagnol[1].

Le soulèvement de la Catalogne et du Roussillon (1640) fournissait au cardinal de Richelieu l'occasion de refermer une autre porte de la France déjà fermée par Louis XI, mais rouverte par Charles VIII. Il s'appliqua à faire rentrer le Roussillon dans l'unité française et à reprendre ainsi les passages des Pyrénées orientales. Quoique affaibli par la maladie, il se dirigea vers le Midi, pour mettre, avec le roi, le siège devant *Perpignan*; la ville, bloquée, affamée, se rendit après quelques mois de résistance (1642).

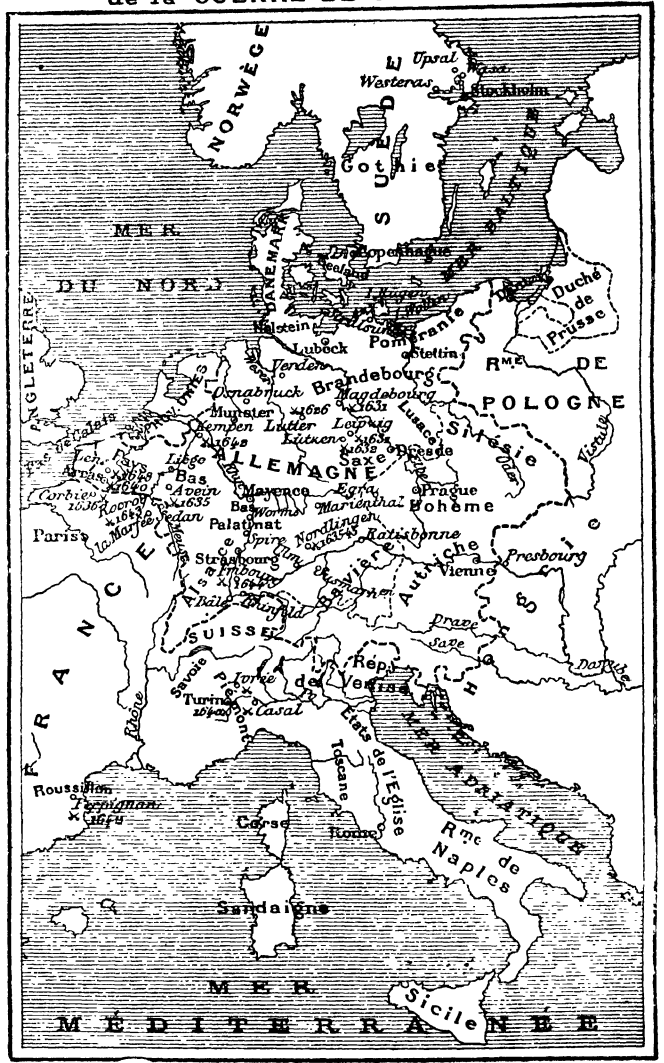
Ni le cardinal ni le roi n'avaient pu attendre la fin du siège. Richelieu avait été obligé de demeurer à Tarascon, et Louis XIII, malade lui-même, était reparti pour son château de Saint-Germain. La découverte de la conspiration de Cinq-Mars avait encore accru leurs embarras, mais le supplice du grand écuyer à Lyon inspira la terreur, et Richelieu revint à Paris, où il ne tarda pas à mourir, au mois de décembre 1642.

---

nane). Malheureusement, Guébriant, un de nos grands hommes de guerre, périt l'année suivante, au siège de Rothwell (aujourd'hui ville du Wurtemberg).

1. Le Portugal avait été réuni à l'Espagne par Philippe II en 1580. Le duc de Bragance, descendant de l'ancienne famille royale, parvint à rendre au pays son indépendance et fut proclamé, en 1640, roi sous le nom de Jean IV. C'est encore la maison de Bragance qui règne en Portugal et une de ses branches qui règne au Brésil.

Carte pour servir à l'histoire
de la GUERRE DE TRENTE ANS.



V. — Période française durant la minorité de Louis XIV.

Bataille de Rocroi (1643). — Richelieu n'avait pas eu le temps d'achever la longue guerre dans laquelle nous étions engagés. Louis XIII le suivit quelques mois après au tombeau (mai 1643). Cette double mort releva le courage des Espagnols ; le trône passait à un enfant de cinq ans, la régence à une femme. Les ennemis reprirent l'offensive du côté de la Champagne et assiégèrent *Rocroi.*

Louis, duc d'Enghien (ou Anguien), fils du prince de Condé, commandait de ce côté[1] : il avait reçu comme dot de son mariage avec une nièce de Richelieu la direction d'une armée, et il en était digne. Ayant la ressemblance, il a aussi l'audace de l'aigle. Cinq jours après la mort du roi, malgré l'avis de ses plus vieux officiers, il ose attaquer une armée presque double de la sienne et composée en grande partie de ces vieilles bandes espagnoles dont, depuis Pavie, la réputation était si grande. Les Espagnols, suffisamment couverts par les marais et les bois dont Rocroi est entouré, pressaient vivement le siège. Le duc d'Enghien sonde ces bois, ces marais, trouve un défilé laissé ouvert à dessein, s'y lance tête baissée et se range à la vue de l'ennemi, qui désirait aussi la bataille. On se canonna d'abord jusqu'à la nuit, et le lendemain (19 mai 1643) on s'ébranle pour un choc décisif.

Le duc d'Enghien avec Gassion, qui gagna ce jour-là le bâton de maréchal, enfonce l'aile gauche des Espagnols ; les deux chefs, manœuvrant habilement, se séparent ; Gassion poursuit les fuyards, Enghien se jette sur le centre ennemi. Or, à ce moment, l'aile droite des Espagnols, victorieuse, écrasait les Français, dont les chefs étaient mis hors de combat. Enghien voit le danger et le prévient. Avec une hardiesse qui tient du génie et un bonheur qui tient du pro-

1. Ce nom d'Enghien venait d'une baronnie belge (Enghien, près de Mons), dont la maison de Condé perpétua et illustra le titre. Le duc d'Enghien, né en 1621, à Paris, ne porta le titre de prince de Condé (Louis II) qu'en 1646, à la mort de son père (Henri II).

dige, il passe avec sa cavalerie derrière les lignes ennemies et court attaquer l'aile droite espagnole, qui se croyait maîtresse du champ de bataille. Cette manœuvre, dont on n'avait point eu d'exemple, décida du succès; il fallait le compléter. Les gros bataillons de l'infanterie espagnole, jusque-là invincibles, se forment en carrés; dès que les nôtres appro-



Le prince de Condé.

chent, les carrés s'ouvrent, démasquant dix-huit pièces de canon, qui vomissent la mort de toutes parts. Mais les bandes espagnoles sont entourées; Gassion a rejoint le duc d'Enghien. Toute l'armée française se précipite contre les quatre mille vieux soldats soutenus par leur général, le comte de Fontaines (Fuentès), qui, perclus, porté dans une chaise, conservée aujourd'hui dans un de nos musées, se fait tuer plutôt

que de céder. Enfin, pour éviter un carnage inutile, des officiers espagnols demandent quartier. Enghien s'avance pour les écouter; soit erreur, soit exaltation, les soldats espagnols continuent le feu. Alors nos troupes indignées se précipitent de nouveau avec fureur, et cette glorieuse journée se termine par le carnage le plus affreux, que le duc d'Enghien réussit à grand'peine à arrêter. Sept mille ennemis jonchaient le champ de bataille; deux cents étendards étaient le trophée de cette victoire d'un général de vingt-deux ans.

Turenne et Condé en Allemagne; victoires de Fribourg (1644) et de Nordlingen (1645). — Ce succès n'est que le premier anneau d'une chaîne de victoires qui immortalisent le jeune duc d'Enghien. Les Français venaient d'être rejetés hors de l'Allemagne. Condé repassa le Rhin et marcha contre les Impériaux avec Henri de la Tour-d'Auvergne, vicomte de **Turenne**[1]. C'était le frère de ce duc de Bouillon, prince de Sedan, qui avait pris part aux complots contre Richelieu.

---

1. **Lecture : *Turenne*.** — Henri de la Tour-d'Auvergne, vicomte de Turenne (bourg de l'arrondissement de Brive, Corrèze), était le deuxième fils du duc de Bouillon et naquit à Sedan en 1611. Tout jeune il avait manifesté un vif amour des combats. Par une froide soirée d'hiver il s'échappa du château. Sa mère, saisie d'une inquiétude mortelle, envoya à sa recherche. Son père, le duc de Bouillon, averti, s'écria : « Je gage que ce diable à quatre est sur les remparts, à quelque bivouac, à se faire raconter des histoires de guerre ». Le duc alla de bivouac en bivouac, et bientôt rencontra son fils qui, de lassitude, dormait sur l'affût d'un canon. « L'ennemi ! l'ennemi ! » lui cria son père. Turenne s'éveilla aussitôt et se mettait dans l'attitude du combat, lorsque son père l'entoura de ses bras en lui disant : « Prisonnier! prisonnier! » Fort grondé, Turenne s'excusa en répondant : « Je voulais, mon père, en me couchant sur la dure par cette nuit glacée, m'essayer aux fatigues de la guerre et voir si je serais capable de faire bientôt mes premières armes sous vos ordres ».

Il alla d'abord combattre en Hollande sous ses oncles Maurice et Henri de Nassau, puis prit part aux guerres qui eurent lieu sous Louis XIII en Italie. Il fut nommé colonel en 1630, puis maréchal de camp en 1635, et bientôt parvint au premier rang des capitaines dans la période française de la guerre de Trente Ans.

Mais Turenne était resté fidèle à Louis XIII et avait fait apprécier dans les combats sa science militaire, qui lui avait valu la dignité de maréchal de France.

Turenne et Condé viennent attaquer l'armée ennemie retranchée sur les hauteurs de **Fribourg**[1] (en Brisgau, aujourd'hui ville du grand-duché de Bade) et commandée par le célèbre général bavarois *Merci*. Cet habile capitaine, qu'on ne pouvait jamais surprendre en défaut, avait accumulé autour de lui les redoutes, les abatis d'arbres. Trois

---

1 **Lecture : *Condé à Rocroi et à Fribourg*.** — « Aussitôt qu'il eut porté de rang en rang l'ardeur dont il était animé, on le vit presque en même temps pousser à l'aile droite des ennemis, soutenir la nôtre ébranlée, rallier le Français à demi vaincu, mettre en fuite l'Espagnol victorieux, porter partout la terreur et étonner de ses regards étincelants ceux qui échappaient à ses coups. Restait cette redoutable infanterie de l'armée d'Espagne, dont les gros bataillons serrés, semblables à autant de tours, mais à des tours qui sauraient réparer leurs brèches, demeuraient inébranlables au milieu de tout le reste en déroute, et lançaient des feux de toutes parts. Trois fois le jeune vainqueur s'efforça de rompre ces intrépides combattants, trois fois il fut repoussé par le valeureux comte de Fontaines, qu'on voyait porté dans sa chaise et, malgré ses infirmités, montrer qu'une âme guerrière est maîtresse du corps qu'elle anime ; mais enfin il faut céder. C'est en vain qu'à travers les bois, avec sa cavalerie toute fraîche, Beck précipite sa marche pour tomber sur nos soldats épuisés ; le prince l'a prévenu : les bataillons, enfoncés, demandent quartier ; mais la victoire va devenir plus terrible pour le duc d'Enghien que le combat. Pendant qu'avec un air assuré il s'avance pour recevoir la parole de ces braves gens, ceux-ci, toujours en garde, craignent la surprise de quelque nouvelle attaque ; leur effroyable décharge met les nôtres en furie ; on ne voit plus que carnage ; le sang enivre le soldat ; jusqu'à ce que le grand prince, qui ne peut voir égorger ces lions comme de timides brebis, calma les courages émus et joignit au plaisir de vaincre celui de pardonner....

« Dès cette première campagne, après la prise de Thionville, digne prix de la bataille de Rocroi, il passa pour un capitaine également redoutable dans les sièges et dans les batailles....

« Il fallait montrer à l'Allemagne comme à la Flandre le défenseur intrépide que Dieu nous donnait : pour éprouver sa vertu, la guerre va épuiser toutes ses inventions et tous ses efforts. Ce n'est pas seulement

jours durant, les assauts continuèrent. Enghien entraîna ses soldats par son ardeur, jeta même, dit-on, sa canne par-dessus les palissades ennemies pour se forcer à l'aller reprendre, et emporta enfin la position (août 1644). Le résultat de cette victoire fut la prise des villes de *Philipsbourg*, de *Worms*, de *Mayence*.

Turenne conduit son armée très avant en Allemagne, un échec à *Marienthal* le force à reculer; Enghien arrive à son

---

des hommes à combattre, c'est des montagnes inaccessibles, c'est des ravins et des précipices, d'un côté; c'est, de l'autre, un bois impénétrable, dont le fond est un marais; et, derrière des ruisseaux, de prodigieux retranchements. C'est partout des forts élevés et des forêts abattues que traversent des chemins affreux, et au dedans c'est Merci avec ses braves Bavarois, enflés de tant de succès et de la prise de *Fribourg*; Merci qu'on ne vit jamais reculer dans les combats; Merci que le prince de Condé et le vigilant Turenne n'ont jamais surpris dans un mouvement irrégulier, et à qui ils ont rendu de grands témoignages que jamais il n'avait perdu un seul moment favorable, ni manqué de prévenir leurs desseins, comme s'il eût assisté à leurs conseils. Ici donc, durant huit jours et à quatre attaques différentes, on vit tout ce qu'on peut soutenir et entreprendre à la guerre. Nos troupes semblent rebutées, autant par la résistance des ennemis que par l'effroyable disposition des lieux; et le prince se vit quelque temps comme abandonné. Mais on ne l'eut pas plus tôt vu pied à terre forcer le premier ces inaccessibles hauteurs, que son ardeur entraîna tout après elle. Merci voit sa perte assurée; ses meilleurs régiments sont défaits, la nuit sauve les restes de son armée. Que des pluies excessives s'y joignent encore, afin que nous ayons à la fois, avec tout le courage et tout l'art, toute la nature à combattre. Quelque avantage que prenne un ennemi habile autant que hardi, et dans quelque affreuse montagne qu'il se retranche de nouveau, poussé de tous côtés, il faut qu'il laisse en proie au duc d'Enghien, non seulement son canon et son bagage, mais encore tous les environs du Rhin. Philipsbourg est aux abois en dix jours, malgré l'hiver qui approche. Worms, Spire, Mayence, Landau, vingt autres places de nom ouvrent leurs portes. Merci ne les peut défendre et ne paraît plus devant son vainqueur : ce n'est pas assez, il faut qu'il tombe à ses pieds, digne victime de sa valeur. *Nordlingen* en verra la chute : il y sera décidé qu'on ne tient non plus devant les Français en Allemagne qu'en Flandre, et on devra tous ces avantages au même prince. » (Bossuet, *Oraison funèbre du prince de Condé*.)

secours et remporte, avec lui, la victoire de **Nordlingen** dans la vallée du Danube (1645). Merci y périt.

Turenne en Allemagne: les généraux suédois. — Turenne reste à la tête des armées d'Allemagne et, par de savantes campagnes, fait admirer la précision de ses calculs et la profondeur de sa science. Il cherchait toujours à donner la main aux Suédois, qui, tantôt vainqueurs, tantôt repoussés, ne lâchaient point prise.

Dans leurs rangs, les grands capitaines se révélaient et se remplaçaient les uns les autres; à *Banner*, mort en 1641, avait succédé *Torstenson*, vieux, paralytique, mais qui étonna l'Allemagne par la rapidité de ses coups. De la Silésie il court au Jutland pour combattre le roi de Danemark qui s'était déclaré pour l'Autriche; du Jutland il retourne à la Moravie et pousse ses troupes presque aux murs de Vienne (1645) Il meurt. *Wrangel* lui succède. Cette fois les Suédois auront des alliés. Jusqu'alors les Français n'avaient pu les joindre. Turenne, dont les troupes ont déjà forcé le duc de Bavière à se détacher de l'Autriche, parvient à se réunir avec *Wrangel* à Hanau. Le duc de Bavière ayant manqué à ses engagements et renoué son alliance avec l'Autriche, Turenne et Wrangel se portent vers le Danube, le passent à Ulm et triomphent à *Susmarhausen* (1648).

Turenne franchit le Lech et se dirige vers l'Inn. Il se voit sur le point de réussir dans cette marche toujours essayée, toujours suspendue, sur Vienne. Encore une fois cette marche fut arrêtée par le débordement de l'Inn. Un siècle et demi devait se passer avant que les Français réussissent à pénétrer dans Vienne. Mais cette marche de Turenne n'en effraya pas moins l'empereur Ferdinand III, qui régnait depuis 1637 et qui n'hésita plus à conclure les négociations entamées depuis longtemps déjà. Il se hâta même, quand il apprit les revers essuyés par ses alliés les Espagnols.

Victoire de Condé à Lens (1648). — C'était Condé que Mazarin avait envoyé contre les Espagnols. Jaloux du prestige qu'assuraient à un prince du sang tant de succès militaires, Mazarin avait rappelé Condé de l'Allemagne. Il lui avait donné d'abord l'ingrate mission d'aller dans les montagnes de la

Catalogne prendre la ville de *Lérida* (1647). Condé avait échoué, et en son absence les Impériaux avaient repris l'avantage en Flandre : ils avaient pénétré en Artois. Mazarin rappela aussitôt Condé, qui, traversant encore la France, cette fois du sud au nord, remporta une éclatante victoire près de **Lens.** « Amis, dit-il à ses soldats avant l'action, souvenez-vous de Rocroi, de Fribourg et de Nordlingen. » Cette journée, décisive et brillante (20 août 1648), amena la signature des traités de *Westphalie*, qui terminèrent la guerre de Trente Ans et créèrent, pour ainsi dire, une Europe nouvelle.

Traités de Westphalie (1648). — Depuis 1640 on négociait à *Munster* en Westphalie. La France y était représentée par d'habiles diplomates, d'*Avaux*, *Servien*, que dirigeait Mazarin, et qui surent tirer bon parti des victoires des généraux français. Les traités de Westphalie sont les premiers traités généraux qui réglèrent la situation des puissances de l'Europe. Conclus à la suite d'un véritable *congrès*, ils cherchèrent à établir entre les nations rivales une balance des forces, qu'on a appelée l'**équilibre européen.**

La *France* obtint la renonciation de l'Empire à tous droits sur les évêchés de **Toul**, **Metz** et **Verdun**, réunis à la couronne depuis Henri II. Elle demeurait maîtresse de l'**Alsace**, moins *Strasbourg*, qui restait ville libre. La France, toutefois, payait pour dédommager l'Autriche une somme de trois millions de livres tournois. Jamais acquisition ne fut donc plus légitime : au droit de race, de conquête, s'ajoutait encore le rachat.

L'*Allemagne* s'engageait à n'avoir plus de villes fortifiées de *Bâle* à *Philipsbourg*, et cette dernière ville recevait une garnison française.

Nos alliés retiraient encore plus d'avantages de la paix de Westphalie. La **Suède** prenait pied en Allemagne : elle recevait la *Poméranie* et dominait la rive méridionale de la Baltique. Elle recevait l'archevêché de *Bremen*, l'évêché de *Verden*, et tenait les embouchures de trois grands fleuves allemands, l'Oder, l'Elbe et le Weser. Elle acquérait trois voix à la diète allemande.

Grâce à l'appui de la France, l'Électeur de **Brandebourg**

voyait ses États singulièrement agrandis par le territoire de l'archevêché de *Magdebourg* (Elbe), des évêchés de *Camin* (Oder) et de *Minden* (Weser), des comtés de la *Mark* et de *Ravensberg* (Rhin). La **maison palatine** recouvra une partie de ses domaines et la dignité électorale. Comme on n'enleva point au duc de Bavière son titre électoral, le nombre des Électeurs se trouva porté à *huit*. Le duc de **Saxe** reçut des territoires, pris au détriment des domaines ecclésiastiques, dont beaucoup furent *sécularisés*.

La *Hollande* et la *Suisse* étaient reconnues comme républiques indépendantes.

Des clauses spéciales réglèrent la *constitution* de l'Allemagne, où le régime féodal triomphait. Les traités de Westphalie reconnaissaient *l'indépendance des États*, des *villes impériales* et le droit des souverains de conclure des alliances étrangères. Ils consacraient ainsi l'affaiblissement de l'Empire, la division de l'Allemagne, et ouvraient ce pays à l'action dissolvante de ses voisins, dont quelques-uns, comme la Suède, étaient même entrés dans la place. Au moment où la France arrivait à l'extrême concentration de ses forces sous l'autorité absolue d'un monarque, l'Allemagne retombait dans le chaos féodal. Aussi ces traités que nous célébrons, sont-ils regardés par les Allemands comme les plus funestes de leur histoire, et ils ne les ont que trop vengés en 1870.

La guerre de Trente Ans avait été politique et religieuse. Les traités de Westphalie rétablirent la paix religieuse en renouvelant les stipulations de la paix d'Augsbourg. La *tolérance* fut proclamée; les princes furent libres d'adopter dans leurs États la religion qui leur conviendrait. La *Chambre impériale* fut composée moitié de protestants, moitié de catholiques. Le triomphe de la tolérance était le seul résultat heureux, pour l'Allemagne, de cette lutte qui avait accumulé les malheurs et les ruines.

L'Espagne refusa d'accéder aux traités de Westphalie. Elle comptait sur une guerre civile qu'elle savait près d'éclater en France : mais cette guerre ne la sauvera pas.

RÉSUMÉ

La guerre de Trente Ans, religieuse et politique, eut pour causes : le *réservat ecclésiastique* et l'avidité des Réformés, qui, en abjurant la religion catholique, entendaient conserver, malgré la paix d'Augsbourg, les domaines ecclésiastiques; puis les progrès du *calvinisme*, et enfin l'*ambition de la maison d'Autriche*, qui entendait établir à son profit l'unité religieuse et politique de l'Allemagne.

Cette guerre, commencée en Bohême par la **défenestration de Prague** (1618), se divise en quatre périodes : **palatine** (1618-1625), **danoise** (1625-1629), **suédoise** (1630-1635), **française** (1635-1648).

L'Électeur palatin fut défait à la bataille de la **Montagne-Blanche** (1621); le roi de Danemark à celle de **Lutter** (1626); le roi de Suède, Gustave-Adolphe, intervint à son tour, gagna les batailles de **Leipzig** (1631), du **Lech** (1632) et de **Lutzen** (1632), mais il périt à cette dernière, et les Suédois furent ensuite défaits à **Nordlingen** (1635).

Richelieu alors jette dans la balance l'épée de la France. Ses armées gagnent la bataille d'**Avein**, mais le pays est envahi, **Corbie** est pris (1636). La panique dure peu et les Français reprennent Corbie. Bernard de Weimar, à la solde de Richelieu, conquiert l'**Alsace**, dont la France hérite (1639). Les Français sont victorieux en Italie, en **Artois**, province qui est conquise (1640), ainsi que le Roussillon (1642).

Les Espagnols tentent de profiter de la mort de Richelieu et de Louis XIII; ils sont battus à **Rocroi** (1643) par le duc d'Enghien, puis à **Fribourg** (1644), à **Nordlingen** (1645). Turenne s'avança très loin en Allemagne pour donner la main aux généraux suédois, et Condé, par une dernière victoire, à **Lens**, hâta la conclusion de la paix de **Westphalie**.

Cette paix donnait à la France l'**Alsace**, à la Suède des possessions en Allemagne, et affaiblissait la maison d'Autriche en consacrant la division de l'Allemagne. Elle fit triompher la tolérance religieuse.

Tableau récapitulatif de la guerre de Trente Ans.

Causes . . .
1° Le réservat ecclésiastique.
2° Progrès du calvinisme.
3° Ambition de la maison d'Autriche.
4° Causes immédiates : usurpation des domaines ecclésiastiques, succession de Juliers, troubles religieux en Bohême ; défenestration de Prague (1618).

	PÉRIODE PALATINE 1618-1625.	PÉRIODE DANOISE 1625-1629.	PÉRIODE SUÉDOISE 1630-1635.
	Chefs : Électeur palatin, Frédéric V. Le comte de Thurn. Mansfeld. Christian de Brunswick. — Ferdinand II. Maximilien de Bavière.	*Chefs* : Christian IV, roi de Danemark. Mansfeld. Christian de Brunswick. — Ferdinand II. Tilly. Waldstein.	*Chefs* : Gustave-Adolphe, roi de Suède. Bernard de Saxe-Weimar. — Ferdinand II. Tilly. Waldstein. Gallas. Piccolomini.
1618	Défenestration de Prague.		
1620	Bataille de la Montagne-Blanche.		
1623	Diète de Ratisbonne. Frédéric dépouillé de ses domaines.		
1626	. . . .	Bataille de Lutter.	
1629	. . . .	Paix de Lubeck.	
1631	. . . .	. . . .	Bataille de Leipzig.
1631	. . . .	. . . .	Bataille de Rain ou du Lech, mort de Tilly.
1632	. . . .	. . . .	Bataille de Lutzen, mort de Gustave-Adolphe.
1635	. . . .	. . . .	Bataille de Nordlingen, défaite des Suédois.

PÉRIODE FRANÇAISE

DATES	HOLLANDE	ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE ET PAYS-BAS	FRANCE
1635	Victoire des Français à *Avein*.	Campagnes de Banner (1635-1641).			
1636	. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	Prise de *Corbie* par les Impériaux. Sièges de Verdun-sur-Saône et de Saint-Jean-de-Losne
1637	. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	Reprise de *Corbie* par les Français.
1638	. . . .	Victoire de Bernard de Weimar à *Rheinfeld*.			
1639	. . . .	Conquête de l'Alsace.			
1640	. . . .	. . . .	Victoires d'Harcourt à *Casale*, à *Turin*, à *Ivrée*.	Prise d'*Arras* par les Français. Conquête de l'Artois.	
1641	. . . .	Victoire de Guébriant à *Kempen*.	La Savoie retenue dans l'alliance française.		
1642	. . . .	Campagnes de Torstenson.	. . . .	Prise de *Perpignan* par les Français. Conquête du Roussillon.	
1643	. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	Invasion de la Champagne. Bataille de *Rocroi*, Condé.
1644	. . . .	Bataille de *Fribourg* Condé et Turenne			
1645	. . . .	Bataille de *Nordlingen*. Condé et Turenne. Campagne de Wrangel.			
1646	. . . .	. . . .	. . . .	Siège de *Lérida*, Condé.	
1647	. . . .	Victoire de *Susmarhausen*. Turenne. Marche sur Vienne.	. . . .	Victoire de *Lens* en Artois. Condé.	

CHAPITRE III

L'ANGLETERRE SOUS LES STUARTS — RÉVOLUTION DE 1640
CROMWELL

SOMMAIRE. — I. LES STUARTS EN ANGLETERRE. — Les traditions anglaises. — Jacques Ier (1603-1625). — Conspiration des poudres (1605); lois rigoureuses contre les catholiques. — Les presbytériens. — Les puritains. — Jacques Ier et le Parlement. — Charles Ier (1625-1649). — Gouvernement personnel de Charles Ier (1629-1640). — II. LA RÉVOLUTION DE 1640. LA GUERRE CIVILE. — Le Long Parlement (1640-1649) — La guerre civile (1642-1645). — Les Indépendants; Olivier Cromwell. — Progrès de la puissance de Cromwell, coup d'État contre le Parlement; le *Rump* (1648). — Mort de Charles Ier (9 février 1649) — III. CROMWELL. — Dictature de Cromwell (1649-1653); Cromwell Lord Protecteur (1653-1658). — Cromwell et l'Irlande. — L'acte de Navigation et les colonies anglaises — Mort de Cromwell (1658).

LECTURES. — Mort de Charles Ier. — Olivier Cromwell.

I. — LES STUARTS EN ANGLETERRE.

Les traditions anglaises. — L'Angleterre s'était tenue en dehors du grand conflit qui avait bouleversé l'Europe, parce qu'elle était troublée par de graves querelles intérieures. Elle faisait sa révolution et constituait un gouvernement où les caprices d'une volonté unique seraient contenus, ses défaillances réparées par la volonté d'une assemblée élue, en un mot un gouvernement équilibré, pondéré, qui devait servir de modèle aux autres peuples.

Si l'Angleterre se montra au dix-septième siècle plus avancée que les autres pays, il faut se rappeler ses vieilles traditions de liberté. « Dès le moyen âge, a dit le plus grand des historiens modernes, Macaulay, le pouvoir de la royauté était limité par trois grands principes constitutionnels, si anciens que personne ne peut dire à quelle époque ils ont commencé d'exister. Premièrement, le roi ne pouvait faire aucun acte législatif sans le consentement de son Parlement; secondement, il ne pouvait pas imposer de taxes sans le vote de ce même Parlement; troisièmement, il était tenu

de gouverner selon les lois du pays, et, s'il violait ces lois, ses agents et ses conseillers étaient responsables[1]. »

Si les Tudors éludèrent, ils ne heurtèrent point ces maximes. Ils appesantirent leur tyrannie sur les individus, mais ne vexèrent point à la fois toute la nation. Ils avaient asservi le Parlement, mais le réunissaient. Le caractère énergique de Henri VIII, de Marie Tudor, d'Élisabeth, imposait aux populations, et leur politique nationale, surtout pendant le règne d'Élisabeth, les séduisait. Toutefois les progrès du commerce rendirent la bourgeoisie plus jalouse de garanties devenues précieuses à cause de la grandeur des intérêts à protéger. Plus riche, la bourgeoisie commençait, dès le règne d'Élisabeth, à veiller sur sa bourse, et cette reine altière n'avait évité des conflits que par une stricte économie. La question de la sécurité religieuse s'ajouta à celle de la sécurité financière et politique, et la solution, chèrement achetée, fut le gouvernement libre qui régit aujourd'hui l'Angleterre, et dont l'amour fait le fond de tout Anglais.

Toute une dynastie, la famille des Stuarts, s'épuisa à lutter contre l'esprit nouveau. La Révolution anglaise dura quatre règnes, coupés par un essai de république et terminés par l'exil de cette famille aussi coupable qu'infortunée.

Jacques Ier (1603-1625). — A la fière et impérieuse Élisabeth succéda le fils de Marie Stuart, Jacques Ier, prince brave en paroles, timide dans ses actes; savant théologien, roi incapable, obstiné et intrépide dans les discussions, tremblant devant une épée nue; « *capitaine ès arts*, comme disait spirituellement Henri IV, et *clerc aux armes* ».

« Jacques taquinait et alarmait ses parlements en leur disant sans cesse qu'ils n'exerçaient leur privilège que par

---

1. Lord Macaulay, *Histoire d'Angleterre depuis l'avènement de Jacques II*. On ne saurait trop recommander la lecture de cet ouvrage, le modèle de l'histoire telle que la demande notre époque, c'est-à-dire à la fois philosophique et narrative, pleine de faits, d'idées, de peintures et surtout de portraits.

son bon plaisir de roi, et que ce n'était pas plus leur affaire de rechercher si ses actes étaient légaux que de rechercher si ceux de la Divinité elle-même étaient légitimes. Cependant il tremblait devant eux, il livrait à leurs vengeances tous ses ministres successivement, et, cédant à leurs importunités, se laissait entraîner par eux à des actes directement opposés à ses plus forts penchants. Son attachement pour d'indignes favoris, et la sanction qu'il donnait à leurs actes de tyrannie et de rapacité, entretenaient le mécontentement public. Sa couardise, sa puérilité, sa pédanterie, la gaucherie de sa personne, de ses manières, son accent provincial, en faisaient un objet de dérision; même dans ses vertus et dans ses qualités il y avait quelque chose de complètement antiroyal. Pendant le cours de son règne, toutes les respectueuses croyances qui, si longtemps, avaient environné le trône de vénération et de prestige, allèrent perdant graduellement de leur force[1]. »

Conspiration des poudres (1605); lois rigoureuses contre les catholiques. — Sous le règne du fils de Marie Stuart, les catholiques avaient espéré un peu de repos et de liberté. Mais Jacques était anglican, et il maintint les lois pénales relatives aux catholiques. Les plus fougueux conspirèrent et placèrent des barils de poudre sous la chambre où se réunissait le Parlement. Roi, ministres, lords, députés auraient péri sans une dénonciation (1605). Cette conspiration, dite *des poudres*, excita l'indignation et la terreur. Après les supplices vinrent les lois les plus rigoureuses. Écartés des fonctions publiques, des professions libérales, juges, avocats, médecins, les catholiques perdirent même quelques droits civils, car ils ne pouvaient être tuteurs. Soumis à une surveillance tyrannique, éloignés de la capitale, ils ne purent résider à moins de quinze kilomètres de Londres. Pour avoir des domestiques catholiques, il fallut payer un droit élevé, et payer encore pour inviter un catholique à sa table. Les catholiques formèrent dès lors une

---

1. Macaulay.

classe inférieure, qui n'a été relevée de cette flétrissure que dans notre siècle.

Les presbytériens. — Or, à la même époque, les protestants se divisaient. L'anglicanisme, nous l'avons dit, mêlait les doctrines protestantes aux rites catholiques. « La constitution, les doctrines, les offices et cérémonies de l'Église anglicane gardent encore aujourd'hui les marques visibles du compromis qui lui donna naissance. Elle occupe un juste milieu entre les Églises de Rome et de Genève. Les professions de foi de ses docteurs et ses traités, composés par des protestants, établissent des principes théologiques auxquels Calvin ou Knox auraient à peine trouvé un mot à changer. Ses prières et ses oraisons, tirées des anciens bréviaires, sont telles en général, que le cardinal Fisher et le cardinal Pole auraient pu de tout cœur les adopter. » (Macaulay.)

Il était bien difficile de maintenir un pareil compromis, surtout en présence des Églises calvinistes d'Écosse, de Hollande, de Suisse, avec lesquelles l'Église d'Angleterre semblait d'accord. Les rois penchaient naturellement du côté de la hiérarchie : le peuple inclinait à se régler en tout sur les calvinistes. Jacques Ier surtout, imbu des maximes d'autorité, entendait conserver et imposer même la hiérarchie anglicane, l'épiscopat. Les *presbytériens* rejetaient l'autorité des évêques et ne reconnaissaient que la direction de simples pasteurs, libres de tout lien; ces doctrines conduisaient à rejeter l'autorité des officiers royaux, et d'ailleurs, le roi se trouvant le chef de la religion du pays, instituant les évêques, méconnaître son pouvoir religieux, c'était affaiblir son autorité tout entière, c'était se révolter. Les dissidences dans la foi amenaient donc des dissidences politiques. La nécessité de conquérir la liberté religieuse fit apprécier celle de conquérir la liberté politique : de là le caractère grave, fanatique, ardent de la révolution anglaise.

Les puritains. — Les anglicans fortifiaient la hiérarchie et ramenaient peu à peu les usages romains; les presbytériens se voyaient, dans leur éloignement de ces usages, débordés par les *puritains*. Les persécutions subies par les

séparatistes avaient été assez dures pour les irriter, et pas assez pour les détruire. Selon l'habitude des sectes opprimées, ils prenaient leurs sentiments de vengeance pour des émotions pieuses, entretenaient par la lecture et la méditation leur disposition naturelle à concentrer en eux et à caresser l'idée des injures subies, et, lorsqu'ils avaient bien travaillé à se remplir de haine contre leurs ennemis, s'imaginaient ne haïr que les ennemis de Dieu.

« Les puritains extrêmes commençaient à ressentir pour l'Ancien Testament une prédilection qu'ils ne s'avouaient peut-être pas à eux-mêmes, mais qui se manifestait dans tous leurs sentiments et toutes leurs habitudes. Le vêtement, l'allure, le langage, les études, les amusements de cette secte rigide furent réglés sur des principes pareils à ceux des pharisiens. C'était pour eux un péché que de suspendre des guirlandes à un arbre de mai, de boire à la santé d'un ami, de lâcher un faucon, de chasser un cerf, de jouer aux échecs, de boucler ses cheveux, d'empeser sa fraise, etc. La science et l'éloquence furent regardées avec soupçon, sinon même avec aversion, par la nouvelle école de protestants. Le puritain accompli était immédiatement reconnaissable au milieu des autres hommes par sa démarche, son costume, ses cheveux plats, l'aigreur solennelle de sa figure, ses yeux levés en haut, son accent nasillard, et, avant tout, par son jargon particulier. Il employait en toute occasion les images et le style de l'Écriture.

« Ainsi le schisme religieux et politique qui avait pris naissance au seizième siècle ne fit que s'élargir de plus en plus pendant le premier quart du dix-septième siècle. Des théories qui menaient droit au despotisme turc étaient à la mode à Whitehall; des théories tendant au républicanisme étaient en faveur auprès d'un grand nombre de membres des Communes. Les prélatistes, violents, zélés comme un seul homme pour la prérogative royale, et les puritains, violents, zélés comme un seul homme pour les privilèges du Parlement, se trouvaient en présence, pleins d'une animosité bien plus grande que celle qui, dans la génération précé-

dente, avait existé entre les catholiques et les protestants. » (Macaulay.)

Jacques Ier et le Parlement. — Jacques se piquait de théologie et ne voulait point tolérer ces dissidences religieuses. Il était imbu de la doctrine du droit divin et professait hautement que son autorité était absolue. Il mit donc contre lui tous ceux qui rejetaient le culte anglican et tous ceux qui avaient conservé les vieilles traditions de la liberté. Regardant le Parlement comme un instrument dont il pouvait faire ce qui lui plaisait, Jacques le brisait lorsque l'instrument résistait. Trois fois (1610, 1614, 1622) il cassa le Parlement et provoqua de nouvelles élections, qui, trois fois, lui envoyèrent des députés de plus en plus animés de dispositions hostiles, de plus en plus résolus à contrôler sévèrement l'administration royale, à dénoncer les abus, les vexations, à surveiller l'emploi des subsides qu'ils votaient et que Jacques gaspillait en prodigalités insensées, à combattre les favoris, d'abord *Robert Carr*, créé comte de Somerset, puis *George Villiers*, créé duc de **Buckingham**, et scandalisant par ses folies non seulement l'Angleterre, mais l'Europe.

Jacques, pour ne pas se mettre à la discrétion de ses sujets, évita les guerres, abandonna le parti protestant en Europe, laissa dépouiller son propre gendre l'Electeur palatin, renonça à toute influence extérieure. Il laissa cependant à son fils Charles une guerre avec l'Espagne, provoquée par les folies du favori Buckingham, et il s'était vu obligé, pour obtenir des subsides, de faire des concessions, de consentir à ce que la perception et l'administration de l'impôt fussent confiées à des commissaires du Parlement. Pour avoir voulu trop l'abaisser, Jacques l'avait grandi, et son fils en allait être la victime.

Charles Ier (1625-1649). — Charles, monté sur le trône en 1625, venait d'épouser une princesse française et catholique, Henriette, fille de Henri IV, sœur de Louis XIII. « Il avait reçu de la nature une intelligence infiniment plus remarquable, une volonté infiniment plus forte, un caractère beaucoup plus ferme et plus pénétrant que son père.

Il avait hérité de ses doctrines politiques et était beaucoup plus disposé que lui à les mettre en pratique. Comme son père, il était un partisan zélé de l'épiscopat. Il serait injuste de refuser à Charles quelques-unes des qualités d'un bon et même d'un grand prince. Il parlait et écrivait, non comme son père, avec une exactitude et une correction de professeur, mais comme parlent et écrivent les gentilshommes intelligents et d'une noble éducation. Son goût en littérature et en art était excellent, ses manières dignes, sans être cependant gracieuses, sa vie domestique, irréprochable. L'absence de bonne foi fut la principale cause de ses malheurs et la plus grande tache qui déshonore sa mémoire. Un incurable penchant le portait aux moyens ténébreux et tortueux. » (Macaulay.)



Charles Ier.

De 1625 à 1629 Charles essaya de gouverner d'accord avec son Parlement. A la guerre contre l'Espagne il avait ajouté une guerre contre la France, pour soutenir les protestants de la Rochelle. Deux fois néanmoins, et coup sur coup, dès le début de son règne (1625, 1626), il renvoya la Chambre des communes, qui demandait toujours la réparation de ce qu'elle appelait les *griefs de la nation*, et l'éloignement du favori Buckingham. Celui-ci périt assassiné par un fanatique, John Felton (1628), au moment où il allait prendre le commandement de la flotte destinée à secourir la Rochelle, assiégée par le cardinal de Richelieu. La flotte partit cependant, mais, arrêtée par la digue que les Français avaient construite, elle ne put empêcher la Rochelle de succomber. Les Anglais ressentirent vivement cet échec. Charles se vit enfin obligé de réunir un troisième Parlement

et d'accepter la loi célèbre connue sous le nom de **pétition des droits** (1628), et qui est la seconde grande charte de l'Angleterre. « En ratifiant cette loi, il s'engageait à ne lêver jamais d'impôts sans le consentement des Chambres, à ne jamais emprisonner personne, excepté selon les formes de la loi, à ne jamais soumettre son peuple à la juridiction des cours martiales. »

Gouvernement personnel de Charles Ier (1629-1640). — Charles tint sa parole quelques semaines, puis renvoya le Parlement et songea sérieusement à n'en plus réunir. De mars 1629 au mois d'avril 1640, les Chambres ne furent pas convoquées. Charles fit la paix avec l'Espagne et la France, et pourvut aux dépenses du gouvernement en levant les taxes de son autorité privée. Thomas Wenworth, **comte de Strafford,** l'excitait à poursuivre ce système à outrance, et alla réprimer tous les soulèvements en Irlande. L'archevêque de Cantorbéry, **Laud**, suivait un système aussi despotique pour établir partout la hiérarchie et la liturgie anglicanes. La *Chambre étoilée* servit la tyrannie politique; la *Haute Commission*, la tyrannie religieuse. Les odieux supplices infligés au docteur Leighton, à l'avocat Prynne, au ministre Burton, la mutilation du visage qu'ils supportèrent héroïquement pour leurs opinions religieuses (on leur coupa le nez, les oreilles), excitèrent la plus vive indignation.

Le courage pacifique de Hampden donna un exemple bien grand de résistance légale à l'illégalité. « Les anciens princes n'avaient levé l'argent des vaisseaux (*ship money*) qu'en temps de guerre : on l'exigeait maintenant au sein de la paix la plus profonde. Les anciens princes n'avaient, même dans les guerres les plus périlleuses, levé le *ship money* que dans les provinces des côtes : maintenant on l'imposait aux comtés de l'intérieur. Les anciens princes n'avaient demandé le *ship money* que pour la défense de la nation : il était levé maintenant, de l'aveu des royalistes eux-mêmes, non à l'effet d'entretenir une marine, mais dans le but, de fournir au roi des subsides qu'il pourrait élever, à sa discrétion, à n'importe quelle somme, et dépenser, à sa discrétion, à l'exécution de n'importe quel des-

sein. L'alarme et l'exaspération s'emparèrent de la nation entière John *Hampden*, gentilhomme opulent et bien né du comté de Buckingham, très considéré dans son voisinage, mais d'une réputation peu grande encore dans le royaume, eut le courage de prendre l'initiative de la résistance, d'affronter le pouvoir du gouvernement et de prendre pour son compte les dépenses et les périls d'un débat sur la prérogative que le roi voulait s'arroger. L'affaire fut plaidée devant les juges de la cour de l'Échiquier. Les arguments dirigés contre les prétentions de la couronne étaient si forts que, malgré la servilité et la dépendance des juges, la majorité contre Hampden fut la plus faible possible[1]. » (Macaulay.)

II. — La révolution de 1640. — La guerre civile.

Le Long Parlement (1640-1649). — Cependant l'Angleterre pliait. Les plus exaltés quittaient le pays et s'en allaient chercher dans les forêts d'Amérique la liberté religieuse et politique qui présida ainsi à la naissance des États-Unis. Le système de Charles eût peut-être réussi avec le temps, mais Laud compromit tout en voulant imposer l'anglicanisme à l'Écosse, où dominait la religion presbytérienne. L'Écosse se souleva. Les presbytériens se liguèrent pour la défense de leur foi et jurèrent le *Covenant* (union politique et religieuse). Il fallut de l'argent pour combattre les rebelles. Il fallut enfin réunir le Parlement, qui revint plus irrité que jamais (avril 1640). Le roi le renvoya encore une fois, mais la guerre d'Écosse le mettait à la discrétion des députés : il les rappela. « En novembre 1640, dit Macaulay, se réunit ce Parlement célèbre qui, en dépit de bien des fautes et de bien des malheurs, a de justes titres à la reconnaissance de tous ceux qui, dans toutes les parties du monde, jouissent des bienfaits du gouvernement constitutionnel. » Ce fut le *Long Parlement*.

Il s'empara, pour ainsi dire, de l'autorité, décida qu'il ne

1. Hampden périt dans un des premiers combats de la guerre civile (1643).

s'écoulerait jamais entre deux parlements un intervalle de plus de trois ans, balaya la chambre de l'Étoile et la Haute Commission, délivra les prisonniers politiques, décréta d'accusation Laud et Strafford, et obtint du roi la déclaration que *la Chambre des communes*, alors en fonctions, *ne pourrait être renvoyée sans son consentement.* C'était proclamer son indépendance, temporaire sans doute, mais réelle.

Le procès de Strafford fut instruit avec activité et porté devant la Chambre des lords, qui parut sensible à la noble attitude et à l'éloquente défense de l'accusé. Les preuves légales de haute trahison manquaient. Strafford paraissait sauvé. La Chambre des communes, qui voulait sa tête, le mit hors jugement, hors la loi, par un bill, nommé le *bill d'attainder*, arme terrible dont disposaient les Chambres pour frapper ceux que l'on ne pouvait convaincre et tous ceux que les tribunaux ne pouvaient condamner. Strafford demanda lui-même à Charles de ratifier le bill. Charles accepta ce généreux sacrifice, et Strafford, lorsqu'on vint lui annoncer cette nouvelle, ne put s'empêcher de murmurer tristement : « Ne vous fiez ni aux princes ni aux fils des hommes, parce que le salut n'est pas en eux. *Nolite confidere principibus et filiis hominum, quia non est salus in illis.* » On voulait lui faire prendre une voiture pour échapper aux violences du peuple. « Non, dit-il, je sais regarder la mort en face et le peuple aussi. Que je meure par la main du bourreau ou par la main de ces gens-là, si cela peut leur plaire, rien ne m'est plus indifférent. » Il sortit à pied; en passant devant les fenêtres de la prison de Laud, il s'agenouilla, demandant la bénédiction de l'évêque; celui-ci passa ses mains tremblantes à travers les barreaux et tomba évanoui. Strafford se releva ferme et courageux. Son assurance ne se démentit point sur l'échafaud (12 mai 1641). Laud devait l'y suivre quatre ans après, et Charles lui-même, huit ans plus tard.

La guerre civile (1642-1645). — Charles, de plus en plus irrité contre le Parlement, qui de plus en plus se défiait de lui, songeait à tirer l'épée. Un immense soulèvement en Irlande, où quarante mille protestants anglais

périrent, raviva les défiances : on accusa le roi et la reine de l'avoir excité. Il fallait une armée, et le Parlement craignait de donner à Charles les moyens de le réduire. La Chambre commençait d'ailleurs à se diviser. Les conservateurs s'effrayaient et se ralliaient au roi : on les appela les *Cavaliers*. L'opposition, de plus en plus violente, comprenait les plus ardents puritains, appelés *Têtes rondes* (parce qu'ils portaient leurs cheveux coupés très courts; les Cavaliers les portaient au contraire longs et flottants). Le roi voulut dompter cette opposition et se préparait une armée. La Chambre des communes le prévint en votant un bill fameux, le *bill de la milice* (7 décembre), en vertu duquel l'organisation de l'armée et la nomination de ses chefs n'auraient lieu dorénavant qu'avec le concours du Parlement. Le 3 janvier 1642 le roi voulut faire saisir cinq députés, et se rendit lui-même à la Chambre pour les arrêter. Il échoua. La ville de Londres se souleva. Charles alors (10 janvier 1642) quitta la capitale et alla déployer sur les tours du château de Nottingham l'étendard royal, appelant à lui les amis de la royauté. Pour lui combattaient la noblesse, le clergé et tous les partisans de l'Église anglicane, les catholiques ralliés à sa cause par la reine. Le Parlement était soutenu par les presbytériens, les petits propriétaires campagnards, les marchands. Le Parlement avait pour lui Londres et les comtés environnants, la flotte, la navigation de la Tamise, un grand nombre de villes importantes et de ports de mer. Le roi comptait sur la fidélité des comtés du Nord et de l'Ouest.

La lutte fut d'abord favorable à Charles, près de **Worcester** et d'**Edge-Hill**; la bravoure de sa noblesse triomphait de l'inexpérience des soldats du Parlement. Il ne sut pas profiter de ses avantages et, au lieu de marcher sur Londres, s'attarda au siège de *Glocester*. L'armée parlementaire accourut et le força de lever le siège. Puis le comte d'Essex, qui commandait les parlementaires, remporta une victoire près de **Newbury** (1643). L'Écosse, jusqu'alors indécise, se prononça pour le Parlement, qui promettait la réunion des deux Églises presbytériennes d'Angleterre et d'Écosse.

Les Indépendants; Olivier Cromwell — Une secte surtout prenait part à la guerre avec énergie, la secte des *Indépendants.* Ils rejetaient toute hiérarchie, toute autorité religieuse : chaque congrégation exerçait le pouvoir spirituel. De là aussi négation de toute autorité monarchique. Ils étaient, suivant leur expression, *réformateurs depuis la racine jusqu'aux branches*, *radicaux*, comme nous dirions aujourd'hui, songeant à établir une république. Ce parti ardent prenait de jour en jour plus d'ascendant, car, dans les révolutions, les hommes qui ne reculent devant aucune conséquence de leurs doctrines l'emportent toujours sur les opinions modérées et timides.

« L'âme de ce parti était **Olivier Cromwell**[1]. Élevé dans des habitudes paisibles, il avait, à plus de quarante ans, accepté une commission dans l'armée parlementaire. Il vit qu'il était nécessaire de reconstituer l'armée du Parlement. Il vit aussi qu'il avait pour cela d'abondants et d'excellents matériaux, moins brillants à la vérité, mais plus solides que ceux dont les escadrons du roi étaient composés. Il fallait trouver des soldats qui ne fussent pas des mercenaires, des soldats d'une condition honorable, d'un caractère grave, craignant Dieu, et zélés pour les libertés publiques. C'est de tels hommes qu'il remplit son régiment (qu'on appela les Côtes de fer), et, tout en les soumettant à une discipline plus rigide que l'Angleterre n'en avait encore connu, il versa dans leur nature intellectuelle et morale des stimulants d'une puissance terrible.

« Les événements de l'année 1644 prouvèrent pleinement la supériorité de ses talents. Dans le Sud, où commandait Essex, les forces parlementaires essuyèrent une succession

---

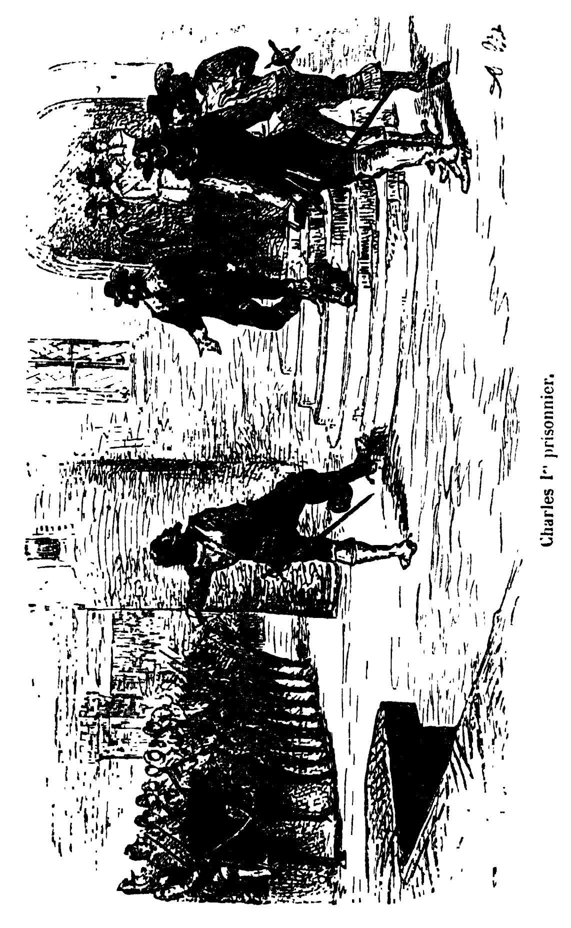
1. Cromwell naquit en 1599, dans une ferme des bords de l'Ouse, près de Huntingdon. Son père Robert Cromwell était un propriétaire dont les aïeux avaient été enrichis, sous Henri VIII, par suite de la confiscation des biens des couvents. Cromwell avait dix-huit ans lorsqu'il perdit son père et épousa quelques années après (1620) la fille d'un riche marchand, Élisabeth Bourchier. Il dut faire élever les six sœurs que lui avait laissées son père, et vécut en faisant valoir ses belles propriétés qui lui assuraient l'aisance. Il devint député au Parlement en 1628.

de honteux désastres; mais, dans le Nord, la victoire de **Marston-Moor** (comté d'York, 2 juillet 1644) compensa amplement toutes les autres pertes : il fut notoire que la bataille, perdue par les presbytériens, avait été regagnée par Cromwell et la valeur inflexible des soldats disciplinés par lui. On changea le système militaire et les généraux Fairfax, brave soldat, mais d'une intelligence étroite et d'un caractère irrésolu, fut nominalement le général en chef des troupes, dont Cromwell fut le chef réel. Cromwell se hâta d'organiser toute l'armée sur les mêmes principes que son régiment. Aussitôt que cette opération fut terminée, l'issue de la guerre fut décidée. Les Cavaliers avaient maintenant à affronter un courage naturel égal au leur, un enthousiasme plus fort que le leur, une discipline qui leur faisait entièrement défaut. Il passa bientôt en proverbe que les soldats de Fairfax et de Cromwell étaient d'une autre race que les soldats d'Essex. C'est à **Naseby** (14 juin 1645) qu'eut lieu la première grande rencontre entre les royalistes et l'armée renouvelée du Parlement. La victoire des Têtes rondes fut complète et décisive. Elle fut suivie d'autres triomphes qui se succédèrent rapidement. En quelques mois l'autorité du Parlement fut établie sur tout le royaume. » (Macaulay.)

Charles se réfugia en Écosse, comptant, malgré ses fautes, trouver un appui, au moins un asile, dans ce pays, berceau de sa famille. Les Écossais le retinrent prisonnier et, en 1647, le vendirent indignement aux Anglais pour 400 000 livres sterling.

Progrès de la puissance de Cromwell; coup d'Etat contre le Parlement; le Rump (1648). — L'armée, toute-puissante, ne tarda pas à imposer ses volontés au Parlement. Cromwell avait fait voter par les députés le *bill du renoncement*, par lequel ils renonçaient aux fonctions lucratives. Le comte d'Essex et les autres seigneurs avaient dû, pour conserver leur siège à la Chambre, renoncer à leur commandement. L'armée avait été placée sous les ordres de Fairfax, qui subissait entièrement l'influence de Cromwell. Celui-ci aurait dû, comme les autres députés, résigner son commandement, mais il sut éluder le bill qu'il avait imposé aux

autres et remplit l'armée des Puritains, des Indépendants les plus exaltés. Cette exaltation avait même donné naissance à



Charles Ier prisonnier.

une secte nouvelle, celle des *Niveleurs*, qui voulaient courber toutes les têtes sous le même niveau, et dont les doctrines

auraient ruiné la discipline, si Cromwell n'eût dompté ces fanatiques. Le Parlement, composé principalement de presbytériens, commençait à s'inquiéter de la puissance des puritains : il voulait licencier une partie de l'armée, mais celle-ci, loin de céder, montra que le Parlement serait bientôt obligé de lui céder. Des Indépendants enlevèrent le roi, avec lequel les presbytériens semblaient vouloir se réconcilier; puis les soldats marchèrent sur Londres et se rendirent maîtres de la ville (1647).

Cromwell craignait toujours que le roi ne lui échappât. Il favorisa son évasion, mais c'était un piège, et Charles, réfugié dans l'île de Wight, où commandait un ami de Cromwell, se trouva plus étroitement gardé. Cette fuite du roi, que l'on avait crue réelle, ranima l'espoir des royalistes; des soulèvements éclatèrent. Les Écossais, honteux de leur trahison, reprirent les armes pour l'effacer. Cromwell les battit à *Preston* (1648), et tous les autres soulèvements furent rigoureusement réprimés. Cromwell absent, le Parlement négociait avec le roi. Il préférait au despotisme militaire le rétablissement de l'autorité royale. Il déclara, à la majorité, que les concessions de Charles offraient des bases suffisantes pour la paix. Alors l'armée marcha de nouveau sur Londres et purgea le Parlement, c'est-à-dire chassa la plus grande partie de ses membres (6 décembre 1648). Ce Parlement tronqué ne compta plus que quatre-vingts membres au lieu de cinq cent six et reçut le nom méprisant de *Rump* (*croupion*). La mort du roi fut décidée.

Mort de Charles Ier (~~9 février~~ 30 Janvier 1649)[1]. — Charles, qui

---

1. **Lecture : *Mort de Charles Ier*.** — Le roi, le ~~9 février~~ 30 Janvier de cette année 1649, sur les dix heures du matin, fut conduit de Saint-James à pied par dedans le parc, au milieu d'un régiment d'infanterie, tambour battant et enseignes déployées, avec sa garde ordinaire, armée de pertuisanes. Quelques gentilshommes le suivirent en cet état, allant devant et après lui, la tête nue. Juxson, docteur en théologie, qui était évêque de Londres, le suivait, et le colonel Thomlinson. Tous deux l'accompagnèrent, parlant à lui la tête nue. Il vint depuis ledit parc de Saint-James, au travers de la galerie de White-Hall, jusqu'à sa chambre où pendant sa puissance il couchait ordinairement. De là il entra dans

avait malheureusement par sa duplicité empêché toute négociation de réussir, se releva quand il se vit perdu. La Chambre des lords refusa de le juger: on la renvoya. Aucune cour de justice ne se crut le droit de lui faire son procès : on forma alors une commission extraordinaire, remplie des ennemis les plus acharnés du roi. Ces fanatiques « donnèrent à un prince connu jusqu'alors de son peuple surtout par ses défauts, l'occasion de déployer sur un grand théâtre, aux yeux de toutes les nations et de tous les siècles, quelques-unes des qualités qui attirent irrésistiblement l'admiration ·

---

un cabinet où il avait accoutumé de prier Dieu, et y demeura quelque temps à faire sa prière. Il refusa de dîner, parce que, ayant communié une heure auparavant, il avait bu un peu de vin, et il crut qu'il suffisait pour le conduire à la mort, et pour aller jusqu'au lieu où il la devait recevoir Il fut accompagné de Juxson, du colonel Thomlinson, et de quelques autres officiers qui avaient charge de le suivre. Sa garde du corps et ses mousquetaires étaient rangés depuis sa chambre jusqu'à la salle des banquets. Au dehors de cette salle, sur la place publique, l'échafaud était dressé. Il était couvert de noir : le billot était au milieu, et la hache à côté. Plusieurs compagnies de cavalerie et d'infanterie étaient rangées aux deux côtés de l'échafaud, avec une grande confusion de peuple, qui fort paisiblement voulait assister à ce spectacle. Le roi, étant arrivé sur l'échafaud, jeta les yeux attentivement sur la hache et le billot, et demanda au colonel Haker s'il n'y en avait point de plus haut. Puis il leur parla à tous avec une grande tranquillité d'esprit

Puis, se tournant vers le peuple, il lui dit · « Messieurs, je pense que ma conscience et ma religion est fort bien connue de tout le monde, et partant je déclare devant vous tous que je meurs chrétien, professant la religion de l'Église anglicane, en l'état que mon père me l'a laissée; et je crois que cet honnête homme (montrant le sieur Juxson) le témoignera ». Puis, se tournant vers les officiers, il dit : « Messieurs, excusez-moi en ceci, ma cause est juste, et mon Dieu est bon; je n'en dirai pas davantage ». Puis il dit au colonel Haker : « Ayez soin, s'il vous plaît, qu'on ne me fasse pas languir ». Et alors, un gentilhomme approchant de la hache, le roi lui dit : « Prenez garde à la hache, je vous prie; prenez garde à la hache ». Ensuite de quoi le roi parlant à l'exécuteur, lui dit : « Je ferai ma prière fort courte, et alors j'étendrai les bras... ». Puis le roi demanda son bonnet de nuit à l'évêque Juxson, et, l'ayant mis

et l'amour du genre humain, le courage élevé d'un brave gentilhomme, la patience et la douceur d'un chrétien pénitent. Bien plus, ils exécutèrent leur vengeance de telle sorte que cet homme, dont toute la vie se composait d'une succession d'attaques contre les libertés de l'Angleterre, semblait maintenant mourir martyr de ces mêmes libertés. Ce roi captif exprima lui-même les sentiments de son peuple opprimé, refusa virilement de se justifier devant une cour illégalement formée, appela de la violence militaire aux principes de la constitution, demanda de quel droit la Chambre des communes avait été diminuée de ses membres les plus

sur sa tête, il dit à l'exécuteur : « Mes cheveux vous empêchent-ils? » Lequel le pria de les mettre sous son bonnet : ce que le roi fit, aidé de l'évêque et de l'exécuteur. Puis le roi, se tournant derechef vers l'évêque, lui dit encore une fois : « Ma cause est juste, et mon Dieu est bon ». Alors Juxson lui dit : « Il n'y a plus qu'un pas, sire, et ce pas est fâcheux, mais il est court; et vous pouvez considérer qu'il vous transportera promptement de la terre au ciel, et là vous trouverez beaucoup de joie ». Le roi lui répondit : « Je vais d'une couronne corruptible à l'incorruptible, où il ne peut pas y avoir de trouble, ni aucun trouble du monde. — Oui, lui dit Juxson, vous changez votre couronne temporelle en une éternelle : c'est un fort bon échange. » Le roi dit ensuite à l'exécuteur : « Mes cheveux sont-ils bien? » Puis il ôta son manteau, et donna son cordon bleu, qui est l'ordre de la Jarretière, audit Juxson, disant : « Souvenez-vous »; et le reste il le dit plus bas. Puis le roi ôta son pourpoint, et, demeurant avec sa camisole, remit son manteau sur ses épaules. Puis, regardant le billot, il dit à l'exécuteur : « Il vous le faut bien attacher. — Il est bien attaché », lui répondit-il. Et le roi continuant lui dit : « On le pouvait faire plus haut. — Il ne le saurait, sire, pour être bien » A quoi le roi ajouta : « Quand j'étendrai les bras, alors... ». Après quoi, ayant dit deux ou trois mots tout bas et debout, les yeux et les mains levés au ciel, il s'agenouilla incontinent, mit son cou sur le billot; et alors, l'exécuteur remettant encore ses cheveux sous son bonnet, le roi lui dit, pensant qu'il l'allât frapper : « Attendez le signe. — Je le ferai, sire » lui répondit cet homme. Puis, faisant une petite pause, le roi peu après étendit les bras, et l'exécuteur sépara sa tête d'un seul coup. Quand la tête fut tranchée, l'exécuteur la prit et la montra au peuple, et son corps fut mis en un coffre couvert pour ce sujet de velours noir.

respectables, de quel droit la Chambre des lords avait été privée de ses fonctions législatives, et avertit ses auditeurs, fondant en larmes, qu'il ne défendait pas seulement sa cause, mais la leur. » (Macaulay.)

Condamné à mort, Charles ne manifesta aucun trouble. On dressa l'échafaud sur la place de White-Hall, en face même de son propre palais. Il y monta avec calme (9 février) et donna lui-même le signal du coup fatal.

III. — Cromwell.

Dictature de Cromwell (1649-1653)[1] ; Cromwell Lord Protecteur (1653-1658). — Il n'y avait plus de roi. Il n'y aura bientôt plus de Parlement. Cromwell toutefois n'était point encore le maître. L'Irlande, l'Écosse se soulevaient et appelaient le jeune fils de Charles. Nommé lord lieutenant d'Irlande, Cromwell se hâta d'aller écraser cette révolte, et fit une guerre d'extermination.

Puis il reparut en Angleterre, où le rappelaient les progrès des Écossais. Il fut vainqueur à *Dunbar* (1650). Néanmoins les Écossais ne se tinrent point pour domptés et couron-

1. **Lecture** : ***Olivier Cromwell.*** — « Un homme s'est rencontré d'une profondeur d'esprit incroyable, hypocrite raffiné autant qu'habile politique, capable de tout entreprendre et de tout cacher, également actif et infatigable dans la paix et dans la guerre, qui ne laissait rien à la fortune de ce qu'il pouvait lui ôter par conseil et par prévoyance, mais au reste si vigilant et si prêt à tout, qu'il n'a jamais manqué les occasions qu'elle lui a présentées ; enfin un de ces esprits remuants et audacieux qui semblent être nés pour changer le monde. Que le sort de tels esprits est hasardeux, et qu'il en paraît dans l'histoire à qui leur audace a été funeste ! Mais aussi que ne font-ils pas, quand il plaît à Dieu de s'en servir ! Il fut donné à celui-ci de tromper les peuples et de prévaloir contre les rois. Car, comme il eut aperçu que dans ce mélange infini de sectes, qui n'avaient plus de règles certaines, le plaisir de dogmatiser sans être repris ni contraint par aucune autorité ecclésiastique ni séculière était le charme qui possédait les esprits, il sut si bien les concilier par là, qu'il fit un corps redoutable de cet assemblage monstrueux. Quand une fois on a trouvé le moyen de prendre la multitude

nèrent solennellement Charles II (1651), qui avait adhéré à leur ligue, ou *covenant*. Ils envahirent ensuite l'Angleterre, et Charles II essaya de marcher sur Londres, mais ses dernières espérances furent ruinées à la journée de *Worcester* (3 septembre 1651). Le jeune prince n'échappa à ses ennemis qu'après une course errante de plusieurs mois et grâce au dévouement d'hommes du peuple attachés à sa cause. Il ne fut point trahi, malgré le prix magnifique auquel on avait mis sa tête.

Cromwell se trouva alors tout-puissant, car il dominait l'armée et l'armée dominait le pays.

Vainqueurs de l'Écosse et de l'Irlande, les soldats n'étaient guère disposés à se soumettre à l'ombre du Parlement qu'ils avaient jusqu'alors maintenue. Cromwell chassa ce débris détesté et méprisé du Long Parlement sans rencontrer la moindre résistance (1653). Paraissant tout à coup au milieu de la salle des séances, il dit : « Le temps est venu, le Parlement est assez mûr pour être dissous ». Puis, injuriant les membres, leur jetant à la face leurs fautes et leurs vices, il s'écria : « Allons, allons, nous en avons assez, je vais finir tout cela et faire taire les bavards ». Alors, s'avançant au milieu de la Chambre, frappant du pied le parquet, il donne

---

par l'appât de la liberté, elle suit en aveugle, pourvu qu'elle en entende seulement le nom. Ceux-ci, occupés du premier objet qui les avait transportés, allaient toujours, sans regarder qu'ils allaient à la servitude ; et leur subtil conducteur, qui, en combattant, en dogmatisant, en mêlant mille personnages divers, en faisant le docteur et le prophète aussi bien que le soldat et le capitaine, vit qu'il avait tellement enchanté le monde qu'il était regardé de toute l'armée comme un chef envoyé de Dieu pour la protection de l'indépendance, commença à s'apercevoir qu'il pouvait encore les pousser plus loin. Je ne vous raconterai pas la suite trop fortunée de ses entreprises, ni ses fameuses victoires dont la vertu est indignée, ni cette longue tranquillité qui a étonné l'univers. C'était le conseil de Dieu d'instruire les rois à ne point quitter son Église. Il voulait découvrir, par un grand exemple, tout ce que peut l'hérésie ; combien elle est naturellement indocile et indépendante ; combien fatale à la royauté et à toute autorité légitime. » (Bossuet, *Oraison funèbre de la reine d'Angleterre.*)

l'ordre aux mousquetaires d'entrer. Il prend la masse d'argent symbole du pouvoir des Communes et dit : « Que ferons-nous de ce joujou ? emportez-le ». Il fait sortir tous les députés, ferme les portes et prend les clefs. Le lendemain,



Cromwell chasse le Parlement.

dit-on, sur la porte de la Chambre on trouva un écriteau : « *Maison à louer* ». Cromwell essaya bien de constituer un autre Parlement, peuplé de ses créatures, mais ces assemblées ou se prenaient au sérieux et irritaient leur maître, ou se rendaient ridicules par leur fanatisme biblique, et nui-

saient au pouvoir. Cromwell s'en délivra. Il gouverna l'Angleterre avec le titre de *Lord Protecteur* et avec l'autorité d'un roi (1653). La secrète ambition de son cœur eût été de rétablir la monarchie au profit de sa famille, mais il recula devant les opinions républicaines de l'armée, son unique appui. Les soldats voulaient bien servir la tyrannie, mais non l'orgueil de leur chef.

Cromwell et l'Irlande. — Bien que vaincue, l'Irlande s'agitait encore. Cromwell poursuivit sa mission avec une cruauté sans égale. Aux massacres de la guerre, à la destruction des villes, il fit succéder une persécution méthodique, le bannissement, la transportation de milliers de familles, la confiscation des terres. Il imprima à l'émigration anglaise et calviniste une vive impulsion. On vit rarement travailler avec plus de sang-froid, de ténacité, à l'extermination d'une race, à la ruine d'une religion. Et les Irlandais ne furent pas détruits, et la population celtique prima encore la population saxonne, la religion catholique la religion protestante ! Exemple frappant de la vitalité d'un peuple, de la force d'un sang généreux et d'un esprit vraiment national. Toutefois cette politique atroce de Cromvell désola l'Irlande : elle commença cette longue série de souffrances d'un peuple appauvri qui de temps en temps jette un cri de détresse, car souvent il meurt de faim.

L'acte de Navigation et les colonies anglaises. — La fermeté de Cromwell dans sa politique extérieure a fait oublier aux Anglais son despotisme intérieur. L'influence anglaise se releva dans le monde.

Par l'*acte de Navigation* (1651), Cromwell porta un coup sensible à la puissance commerciale des Hollandais. Cette loi, complétée en 1660, sous Charles II, réservait le cabotage aux navires britanniques, *ainsi que le commerce des colonies anglaises*. Tous les produits d'Asie, d'Afrique et d'Amérique ne purent être amenés que par la *marine britannique*, obligée, de plus, d'aller les chercher dans les lieux mêmes de production. Les Européens ne gardèrent que le droit d'importer en Angleterre, sur leurs propres navires, les produits de leur propre sol ou de leur propre travail.

Un vaisseau étranger ne pouvait transporter en Angleterre les marchandises d'un autre pays que le sien, et il y eut un système de surtaxes qui forçait les peuples n'ayant point de marine à emprunter pour leur commerce des navires britanniques.

Cette loi, qui, maintenue jusqu'à nos jours, a valu à l'Angleterre son étonnante prospérité commerciale, frappait surtout les Hollandais, qui faisaient principalement un commerce de commission, de transport. Une guerre éclata où la marine hollandaise, si forte et si brillante qu'elle fût, se vit égalée et vaincue par la marine anglaise. Les célèbres amiraux *Tromp* et *Ruyter* furent battus par l'amiral anglais *Blacke* (1652-1653). Les deux républiques conclurent en 1654 une paix qui ne terminait point leur rivalité commerciale.

Cette guerre glorieuse fortifia Cromwell, qui traitait en roi avec les rois de l'Europe. Il négociait, menaçait, voyait son alliance partout recherchée et achetée par le cardinal Mazarin au prix de *Dunkerque*. Bien qu'uni à des princes catholiques, il n'en suivait pas moins une politique toute protestante, selon les traditions d'Élisabeth. Il parlait même, si on persécutait les protestants, de faire tonner les canons anglais à Rome, au château Saint-Ange.

Mort de Cromwell (1658). — Prospère, redoutée, l'Angleterre n'en frémissait pas moins sous la domination de Cromwell, qui eut à réprimer des insurrections, à déjouer des conspirations. L'austérité des puritains, leurs ordonnances aussi bizarres que sévères, fatiguaient le pays, et Cromwell se trouvait obligé de céder à un zèle religieux qu'il savait bien impolitique. Le Protecteur, craint, admiré même, se savait détesté : il était découragé, bien qu'il eût réussi dans son œuvre, triste bien qu'il eût obtenu au delà de ses désirs. « Menacé par de continuels complots, effrayé de vivre au milieu des haines innombrables qu'il avait soulevées contre lui, épouvanté du prix immense que l'on pouvait attacher à sa mort, redoutant la main d'un ami, le glaive d'un émissaire de Charles ou d'un fanatique, il portait sous ses vêtements une cuirasse, des pistolets, des poi-

gnards, n'habitait pas deux jours de suite la même chambre, craignait ses propres gardes, s'alarmait de la solitude, sortait rarement, par de brusques apparitions, au milieu d'une escorte nombreuse, changeait et mêlait sa route, et, dans la précipitation de ses voyages, portait quelque chose d'inquiet, d'irrégulier, d'inattendu, comme s'il avait toujours eu à déconcerter un plan de conspiration ou à détourner le bras d'un assassin[1]. » Cromwell mourut le 3 septembre 1658.

Cromwell n'avait cherché ni à établir un gouvernement républicain, ni à fonder une dynastie. Son autorité absolue fut toute personnelle ; son administration ne fut, à vrai dire, qu'un interrègne brillant entre celle du roi dont il avait fait tomber la tête et du fils de ce roi qui n'allait pas tarder à être rappelé.

RÉSUMÉ

Si la dynastie des *Tudors* avait été tyrannique, elle avait cependant laissé subsister en apparence les anciennes formes d'un gouvernement libre. La dynastie des **Stuarts**, arrivée au trône en 1603, attaqua jusqu'aux principes de ce gouvernement et voulut rompre avec les traditions séculaires de liberté. Elle s'obstina à cette lutte, qui amena deux révolutions.

Jacques Ier (1603-1625) était à la fois despote et théoricien. Il voulut établir en *droit* le pouvoir déjà absolu en *fait*. Il voulut en outre fortifier l'anglicanisme, alors que les **presbytériens** étaient devenus nombreux. Tout d'abord, quoique fils d'une princesse catholique, il persécuta les catholiques. Ceux-ci conspirèrent, et la découverte de la conspiration des *Poudres* (1605) amena une sorte de proscription des catholiques, qui formèrent dès lors comme une classe inférieure privée de droits civils. Jacques persécuta ensuite les presbytériens et les puritains, et renvoya plusieurs fois le Parlement. Il abandonna le rôle de défenseur du protestantisme en Europe et laissa à son fils Charles un royaume profondément troublé.

Charles Ier (1625-1649) se montra non moins entêté que son père dans la défense de ses prérogatives et de son pouvoir absolu.

1. Villemain, *Histoire de Cromwell.*

Il fut cependant obligé d'accepter en 1628 la **pétition des droits**, mais bientôt il renvoya le Parlement et gouverna seul, de mars 1629 au mois d'avril 1640. L'Angleterre parut plier sous le despotisme politique et religieux de Charles, servi par le *comte de Strafford* et l'archevêque *Laud*. Cependant le pays se lassait, et *Hampden* opposa une résistance légale à la levée illégale de la taxe des vaisseaux (*ship-money*). Mais Laud veut rétablir l'anglicanisme en Écosse; ce pays se soulève et organise une ligue, un *covenant*. Charles est obligé de rappeler les Chambres; c'est le **Long Parlement** (1640-1649).

Le Long Parlement fait tomber la tête de Strafford (1641) et attire à lui tout le pouvoir. Charles se décide à la guerre (1642): Il remporte quelques succès, grâce à l'ardeur de ses partisans ou *Cavaliers*. Mais l'armée du Parlement s'organise bientôt, et les *Têtes rondes* reprennent l'avantage. Un parti énergique, celui des *Indépendants*, dont **Olivier Cromwell** est l'âme, donne à la guerre une vive impulsion.

Cromwell, qui a discipliné l'armée parlementaire, remporte les victoires de **Marston-Moor** (1644) et de **Naseby** (1645). Charles s'enfuit en Écosse, mais il est livré aux Anglais, et bientôt Cromwell parvient à se rendre maître de la personne du roi. Les Écossais se repentent de leur trahison, mais ils sont battus à **Preston** (1648). Cromwell alors *purge* le Parlement et, sûr de ne plus rencontrer d'opposition, fait instruire le procès du roi. Charles Ier monte sur l'échafaud le 9 février 1649.

Cromwell, lord-lieutenant d'Irlande, écrase les Irlandais qui se sont soulevés en faveur du roi et du catholicisme. Les Écossais proclament Charles II, mais Cromwell les bat à **Dunbar** (1650), à **Worcester** (1651). Cromwell, qui s'est débarrassé du *rump*, ou des débris du Parlement conservé jusqu'alors, gouverne l'Angleterre de 1653 à 1658 sous le titre de *Lord Protecteur*. Il traite l'Irlande d'une manière impitoyable. Il pousse l'Angleterre dans la voie de la puissance maritime et fonde cette puissance par l'**acte de Navigation** (1651). Une guerre heureuse contre la Hollande l'affermit. Cromwell, quoique régicide, s'allie aux rois de l'Europe et vend ses secours à Mazarin au prix de Dunkerque. Mais il meurt (1658) sans avoir cherché à établir ni un gouvernement ni sa dynastie.

CHAPITRE IV

MINORITÉ DE LOUIS XIV — MAZARIN — LA FRONDE — TRAITÉ DES PYRÉNÉES

SOMMAIRE. — I. La régence d'Anne d'Autriche. La Fronde. — Anne d'Autriche (1643-1661). — Embarras financiers; rôle du Parlement de Paris. — La Fronde. — La journée des Barricades (26 août 1648). — II. Guerre civile et guerre étrangère. — Le prince de Condé. — Combat de la porte Saint-Antoine (1652). — Guerre avec l'Espagne. — Traité des Pyrénées (1659). — Mort de Mazarin (1661)

LECTURE. — Le cardinal Mazarin.

I. — La régence d'Anne d'Autriche. — La Fronde.

Anne d'Autriche (1643-1661). — Tandis qu'en Angleterre la royauté était vaincue, elle allait au contraire triompher en France, et les mouvements que l'exemple des Anglais allait exciter ne devaient contribuer qu'à rendre la monarchie plus forte.

A la mort de Louis XIII, qui laissait un héritier âgé de cinq ans, la reine Anne d'Autriche prit en main la régence et, quoique la majorité de son fils eût été déclarée en 1651, garda l'autorité jusqu'en 1661. Anne fit casser par le Parlement le testament du feu roi, qui lui avait imposé un conseil de régence, et obtint le pouvoir sans condition. Les magistrats prirent acte de ce service qu'on réclamait d'eux pour la seconde fois comme d'un second hommage à leur puissance.

Une régence confiée à Anne d'Autriche, l'ennemie de Richelieu, souriait à la noblesse, qui comptait annuler tous les effets de la politique du grand cardinal. Ces espérances furent trompées. Anne d'Autriche choisit pour ministre, et bientôt pour maître, un ami, un émule de Richelieu, le cardinal **Mazarin**, qui devait le continuer avec moins de grandeur, mais aussi avec moins de dureté à l'intérieur, et avec autant d'éclat à l'extérieur.

Toutefois Mazarin ne ressemblait en rien à Richelieu, qui « des marches du trône avait plutôt foudroyé que gouverné ». Doué de beaucoup d'esprit, actif, il était souple et patient. Sa devise était : « Le temps et moi ». Il faisait de nombreuses libéralités pour se faire pardonner son origine étrangère Ami du luxe, non du faste, il ne cherchait pas à en imposer à la noblesse, qu'il essayait plutôt de séduire. Il se faisait petit; on le crut faible et les troubles recommencèrent[1].

Embarras financiers; rôle du Parlement de Paris. — Les libéralités de Mazarin et de la reine épuisaient le Trésor, qui devait en outre suffire aux dépenses d'une grande guerre. Mazarin n'avait pas le génie d'ordre de Sully, et fut obligé d'aggraver les impôts, d'en rétablir d'anciens. Un vieil édit défendait de bâtir, en dehors de la ville, dans une certaine zone. Mazarin fit *toiser*, mesurer les terrains qu'on avait pris pour bâtir, et exigea des sommes proportionnées à l'étendue des constructions; ce fut l'*édit du toisé*. L'*édit du tarif* frappa les marchandises entrant dans Paris. D'autres

---

1. **Lecture : *Le cardinal Mazarin*.** — Né à Rome, en 1602, d'une famille sicilienne assez obscure, Mazarin avait d'abord étudié chez les jésuites et se distingua de bonne heure aux représentations du collège, par cet art de comédien qu'il déploya plus tard sur le théâtre politique. Ami des plaisirs et du jeu, on le vit s'attacher à une grande famille, celle des Colonna, accompagner un jeune prince de cette maison aux universités d'Espagne, jouer à Madrid comme à Rome, mais étudier néanmoins, et à son retour prendre le grade de docteur. Il laissa bientôt les livres pour l'épée et partit capitaine dans le régiment d'un Colonna. Il plut ensuite aux Sachetti, aux Barberini, les gagnant tous par son intelligence, son activité et par l'agrément autant que par l'utilité de ses services. Il débuta ensuite dans la diplomatie comme attaché de légation, en effaçant ses maîtres. C'est à lui qu'on dut la fin de la guerre de Mantoue en Italie : il arrêta, au péril même de sa vie, les armées prêtes à engager une grande bataille, et fit conclure, par la médiation du pape, une paix durable (1630-1631). Richelieu l'apprecia, l'attira en France (1634) et obtint pour lui, en 1640, le chapeau de cardinal, bien qu'il ne fût pas prêtre. Mazarin était étranger, mais l'histoire le place au rang des plus grands ministres français.

mesures atteignirent les magistrats du Parlement, qui alors prit fait et cause pour le peuple.

Le Parlement avait vu sa puissance politique grandir, parce que les rois ne se souciaient point de convoquer les États généraux. Il avait, deux fois déjà, tranché la grave question de la régence. Il se considéra comme le vrai représentant de la nation tout entière, lui qui ne personnifiait en réalité que la *noblesse de robe*[1]. Voyant que ses remontrances n'aboutissaient point, il appela à faire cause commune avec lui la *Chambre des Comptes*, le *Grand Conseil*, la *Cour des aides*; il rendit, dans la salle de Saint-Louis, un **Arrêt d'union** qui faisait *de toutes ces cours souveraines un corps puissant* et qui leur attribuait le droit de rédiger une nouvelle règle fondamentale de la monarchie (mai 1648).

La Fronde. — La reine interdit ces assemblées; puis, au milieu de ces troubles, le mot de *fronde* devint un mot de ralliement. Suivant certains mémoires (Mademoiselle de Montpensier), Bachaumont aurait mis ce mot à la mode en se servant de l'expression « je fronderai ». Selon d'autres, le mot aurait été une allusion peu bienveillante à la timidité des magistrats, que l'on comparait à des enfants jouant « à la fronde », se jetant des pierres dans les fossés, mais prompts à se disperser dès que paraissait le lieutenant civil. Quoi qu'il en soit, on chanta bientôt :

> Un vent de Fronde
> S'est levé ce matin;
> Je crois qu'il gronde
> Contre le Mazarin.

Quelle que soit l'origine de ce mot, la Fronde fut une guerre civile commencée pour des causes sérieuses, mais conduite d'une manière si frivole qu'on la compara à un jeu d'enfants. On oublia la grandeur des intérêts qui s'agitaient, les souffrances qu'elle causa, la guerre étrangère qui vint s'y mêler. Première tentative essayée pour établir un gou-

1. Nom qu'on donnait à la nouvelle noblesse formée par les magistrats et en opposition avec la noblesse d'épée, l'ancienne noblesse.

vernement régulier, et en même temps dernier réveil de la féodalité, elle marqua la fin des guerres civiles sous la monarchie et fut comme un lointain prélude de la Révolution de 1789.

La journée des Barricades (26 août 1648). — Mazarin profita de la victoire de *Lens* pour frapper ses ennemis intérieurs. Le jour même où l'on chantait le *Te Deum*, il fit arrêter trois des plus opiniâtres magistrats : Novion-Blancménil, Charton et Broussel (26 août 1648). Paris se souleva aussitôt, des barricades se formèrent. Le Parlement alla au Palais-Royal réclamer la liberté de ses membres. Il n'obtint rien. Comme il revenait, le président Mathieu Molé est menacé par la populace : « Tourne, traître, lui dit-on, et, si tu ne veux être massacré, toi et les tiens, ramène-nous Broussel ou Mazarin en otage. — Quand vous m'aurez tué, répondit froidement Mathieu Molé, il ne me faudra que six pieds de terre. » Il retourna du même pas au Palais-Royal, et, cette fois, grâce à l'émeute qui grandissait, il réussit. Un des chefs de cette nouvelle révolution était Paul de Gondi, coadjuteur de l'archevêque de Paris, bientôt cardinal de Retz, ambitieux turbulent qui voulait prendre la place de l'habile Mazarin.

Mais le Parlement poursuit l'œuvre qu'il a entreprise; par sa *Déclaration du* 16 *octobre* 1648 il intervient dans le gouvernement de l'État, et revendique sa souveraineté en matière de procès; aucun de ses arrêts ne pourrait être cassé. Des princes, Conti, frère de Condé, le duc de Longueville, le duc de Beaufort, le duc de Bouillon, le vicomte de Turenne, le duc de la Rochefoucauld, soutiennent le Parlement. Anne d'Autriche, effrayée, quitte Paris en secret avec le jeune roi (6 janvier 1649); elle s'enfuit à Saint-Germain, où la cour coucha presque sur la paille, en plein hiver.

La guerre commença. On nomma dans la Grand'Chambre les généraux d'une armée qu'on n'avait pas. On leva douze mille hommes par arrêt du Parlement : chaque porte cochère fournit un homme et un cheval : cette troupe fut appelée la cavalerie des *portes cochères.* Le coadjuteur avait un régiment à lui, qu'on nommait *régiment de Corinthe*, parce

que le coadjuteur était archevêque titulaire de Corinthe.
Des femmes romanesques ou intrigantes, les duchesses de



Les barricades lors de la Fronde.

Longueville, de Chevreuse, de Bouillon, viennent avec leurs enfants habiter l'Hôtel de Ville et se présentent comme gages

de la bonne foi de leurs maris. « On vit alors », écrit Paul de Gondi, « on vit un mélange d'écharpes bleues de dames, de cuirasses, de violons dans les salles de l'Hôtel de Ville, de tambours et de trompettes sur la place, spectacle qui se trouve plutôt dans les romans qu'ailleurs. » Les bourgeois partent en campagne ornés de rubans, se font battre, et rentrent dans Paris, au milieu des huées et des chansons. Ce fut la première période de la Fronde, dite *Fronde parlementaire*, période à moitié bouffonne où tout se tournait en raillerie, et qui aboutit à la paix de *Rueil* (11 mars 1649).

II. — Guerre civile et guerre étrangère.

Le prince de Condé. — Le prince de Condé avait défendu Mazarin et la cour. Son orgueil choqua ensuite le ministre et la reine. L'éloignement dans lequel on voulut le tenir le décida à se rapprocher des seigneurs du parti de la Fronde. Mazarin fit alors (18 janvier 1650) arrêter le vainqueur de Lens, son frère Conti et le duc de Longueville. Il les fit conduire à Vincennes, et de là au Havre. Mais les seigneurs partisans de Condé soulevèrent les provinces : une autre Fronde commença, la *Fronde féodale*, la *jeune Fronde*. Turenne se joignit aux Espagnols, mais il fut battu près de *Rethel* par le maréchal du Plessis-Praslin (décembre 1650).

Mazarin, pourtant si habile, ne sut pas regagner les parlementaires après avoir mécontenté les seigneurs. Paul de Gondi, n'obtenant pas le chapeau de cardinal qui lui avait été promis, et se croyant joué, rapprocha les princes et le Parlement : il unit les deux Frondes. L'exil de Mazarin fut réclamé par les magistrats comme par les seigneurs avec une unanimité qui força le ministre à plier. Mazarin alla lui-même délivrer le prince de Condé, et se retira à Cologne (6 février 1651), attendant la division de ses ennemis.

Cette discorde ne tarda pas à se produire. Les seigneurs ne voulaient que recouvrer leur ancienne indépendance. Condé se brouilla avec les parlementaires et résolut de se rendre le maître du pouvoir avec l'appui des Espagnols. Il alla en même temps soulever la Guyenne, l'Anjou et le Poi-

ton. Mazarin rentre aussitôt en France avec une petite armée, et promène le jeune roi (qui a été déclaré majeur) dans les provinces du Centre pour affermir leur fidélité. Condé accourt du Midi et surprend les quartiers de l'armée royale à **Bléneau** (Yonne), le 7 avril 1652; mais Turenne, que Mazarin a ramené au parti du roi, était là. A la vue de la disposition des troupes ennemies, Turenne dit : « Monsieur le prince est arrivé; c'est lui qui commande son armée ». Il conduisit alors l'armée royale avec prudence et arrêta les succès de Condé. Celui-ci se dirigea alors sur Paris; Turenne le suivit.

Combat de la porte Saint-Antoine (1652). — La haine que les Parisiens nourrissaient contre Mazarin les disposait à souhaiter le succès de Condé. Le 2 juillet 1652, les deux grands généraux se mesurèrent devant la porte **Saint-Antoine**. L'armée de Condé, fort maltraitée, trouva un refuge dans Paris grâce à Mademoiselle de *Montpensier*, fille de Gaston d'Orléans, qui lui fit ouvrir les portes et vint elle-même faire tirer le canon de la Bastille contre les troupes royales. Faisant allusion à des ambitions qu'on soupçonnait et à des projets de mariage entre le jeune roi et Mademoiselle, Mazarin ne put s'empêcher de dire : « Ce coup de canon a tué son mari ».

Condé resta peu de temps à Paris, où il laissa s'accomplir un odieux massacre des partisans de Mazarin à l'Hôtel de Ville, et alla rejoindre les Espagnols. Le Parlement comprit enfin que les seigneurs ne luttaient que pour satisfaire leur orgueil, leur esprit d'aventure, et se souciaient peu des libertés publiques. Il négocia avec la cour, obtint une satisfaction par l'éloignement momentané de Mazarin (août 1652), et le roi entra dans Paris après avoir publié une amnistie. Au mois de mars 1653, Mazarin revint triomphant; le Parlement s'inclina devant lui: la véritable guerre de la Fronde était terminée.

Guerre avec l'Espagne. — Toutefois on peut la regarder comme se prolongeant jusqu'en 1659; mais cette dernière période fut plutôt la continuation de la lutte contre l'Espagne. Condé, devenu le chef des Espagnols qu'il avait tant de fois vaincus, perdit son bonheur au milieu des armées

étrangères. Il fut chassé de la Picardie par Turenne (1653), forcé de lever le siège d'**Arras** (1654), et fut enfin battu, près de Dunkerque, à la journée des **Dunes** (1658), qui décida l'Espagne à demander la paix (1659).

La Fronde eut pour résultat de démontrer l'impuissance de la noblesse à renouer ses anciennes ligues, et la division des classes en France. Louis XIV sortit triomphant de cette lutte, qui le disposa à abuser de sa victoire et à exercer un pouvoir absolu. Le Parlement, un moment maître de l'autorité, se vit réduit à ses fonctions judiciaires, humilié même par Louis XIV au point d'être obligé plus tard d'apporter ses registres pour qu'on y déchirât tous ses arrêts rendus pendant la Fronde. Cette guerre, si sérieuse dans ses motifs, mais si follement conduite, aboutit donc à un asservissement de la noblesse, de la magistrature, du peuple, asservissement qui enfla l'orgueil de Louis XIV.

Traité des Pyrénées (1659). — Mazarin, pour triompher de l'Espagne, n'avait pas hésité à s'allier avec le régicide Cromwell. L'Espagne, découragée, épuisée, consentit à signer le traité des Pyrénées. Ce fut dans l'île des Faisans, au milieu de la rivière la Bidassoa, qui sépare la France de l'Espagne, qu'eurent lieu entre le cardinal Mazarin et don Louis de Haro les conférences qui amenèrent le *traité des* **Pyrénées** (1659) et le *mariage du roi de France avec l'infante d'Espagne*.

Par le traité des Pyrénées, la France garda **l'Artois**, la **Cerdagne**[1], le **Roussillon**. Une dot considérable était assurée à l'infante *Marie-Thérèse*; mais Mazarin subordonna au payement de la dot la renonciation que fit la princesse à ses droits à la couronne d'Espagne. Mazarin savait bien que l'Espagne ne pourrait point payer. Son but, en concluant ce mariage, était de préparer pour l'avenir la réunion des Pays-Bas, de la Franche-Comté et de l'Espagne à la France. Louis XIV ne perdra point de vue ces projets.

Mort de Mazarin (1661). — Mazarin survécut peu à ce

1. La Cerdagne française, située sur le versant nord des Pyrénées orientales, avait pour chef-lieu Montlouis.

glorieux traité. Il mourut le 16 mars 1661, à Vincennes, plein de puissance et laissant à Louis XIV une autorité affermie, un royaume agrandi. Il avait continué les traditions de Richelieu en pensionnant les gens de lettres; il créa une bibliothèque, la *bibliothèqne Mazarine*, et construisit le collège des *Quatre-Nations* (aujourd'hui le palais de l'Institut). Il avait pu dire avec raison que, « si son langage n'était pas français, son cœur l'était ».

RÉSUMÉ

La régence d'**Anne d'Autriche** n'avait pas été aussi heureuse à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le cardinal **Mazarin** avait laissé s'accroître les embarras financiers : il dut aggraver les impôts (édits du toisé, du tarif), et le Parlement, qui se croyait autorisé à représenter la nation, fit une vive opposition au ministre.

Une véritable guerre civile, la **Fronde**, commença en 1648, par la *journée des Barricades*. La régente s'enfuit de Paris, où les magistrats du Parlement, unis à de grands seigneurs, dominèrent.

La convention de **Rueil** (1649) ne fut qu'une trêve, et les troubles recommencèrent lorsque Mazarin fit arrêter le prince de Condé, qui pourtant avait défendu la cour (1650). Mazarin fut obligé de délivrer Condé et de quitter le royaume (1651).

Mais il ne tarda pas à revenir. Condé avait soulevé la Guyenne et traité avec l'Espagne. La cour lui opposa Turenne, qui sauva l'armée royale à **Bléneau** et aurait gagné la bataille de la **Porte Saint-Antoine** (1652) sans l'intervention de Mlle de Montpensier, qui fit tirer les canons de la Bastille sur les troupes royales. Mais le Parlement abandonna les princes et fit sa soumission (1652).

Condé n'en continua pas moins la lutte, soutenu par l'Espagne. Turenne défit les Espagnols à la bataille des **Dunes** près de Dunkerque (1658), et le roi d'Espagne signa la paix des **Pyrénées** (1659), cimentée par le mariage du roi de France avec l'infante d'Espagne.

Mazarin mourut en 1651, laissant la France agrandie de l'**Alsace** (traité de Westphalie), de l'**Artois**, de la **Cerdagne** et du **Roussillon** (traité des Pyrénées).

CHAPITRE V

ÉTAT DE L'EUROPE VERS 1660

SOMMAIRE. — I. L'ÉTAT POLITIQUE DE L'EUROPE EN 1660. L'Europe en 1610 et en 1660. — Décadence de l'Espagne. — Asservissement de l'Italie. — Décadence de l'Empire allemand. — La maison de Prusse. — Le Danemark. — La Suède ; la paix d'Oliva. — La Russie. — La Pologne. — La Turquie. — Prospérité de la Hollande. — L'Angleterre, ses premières colonies; l'Acte de navigation. — Les gouvernements. — II. LE MOUVEMENT INTELLECTUEL DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. — La première moitié du dix-septième siècle. — François Bacon. — L'astronomie : Kepler (1571-1630); Galilée (1566-1642); Newton (1642-1727). — Les sciences physiques; la méthode expérimentale de Bacon. — Galilée; Torricelli; Pascal; Mariotte. — La philosophie : Descartes (1596-1650). — Spinosa. — Le mouvement littéraire; la littérature espagnole. Cervantès (1547-1616); Lope de Vega (1562-1635); Calderon (1600-1681). — La littérature française et les auteurs de la première moitié du dix-septième siècle; le siècle de Richelieu. — Pierre Corneille (1606-1684). — Les fondations littéraires. — Pascal (1632-1662). — Les arts. — La peinture française; Nicolas Poussin (1594-1665); Claude le Lorrain (1600-1682); le graveur Càllot (1592-1635). — Lesueur (1617-1655). — Le mouvement intellectuel; la société française au XVIIe siècle; la conversation; l'esprit. — La misère au temps de la Fronde. — Saint Vincent de Paul.

I. — ÉTAT POLITIQUE DE L'EUROPE EN 1660.

L'Europe en 1610 et en 1660. — En un demi-siècle, la situation politique de l'Europe s'était bien modifiée. La maison d'Autriche perdait presque son autorité en Allemagne, tout en gardant le titre impérial. La maison d'Espagne avait dû renoncer à quelques-unes de ses provinces annexes. La Hollande semblait appelée à devenir un État de premier ordre. Gustave-Aldophe avait en quelque sorte révélé la force de la Suède. L'Angleterre, sous Cromwell, avait déjà affirmé sa volonté d'être une grande puissance maritime. Enfin la France, si longtemps réduite à lutter contre de redoutables voisins pour son existence même et ses frontières, s'était hardiment mise au premier rang. Elle allait encore grandir sous Louis XIV.

Décadence de l'Espagne. — L'Espagne avait renoncé à l'*Artois*, au *Roussillon*. Elle avait reconnu l'indépendance de

la république des *Provinces-Unies*. Le *Portugal* lui avait échappé en 1640. Peu à peu les provinces annexes se détachaient. Encore s'il n'y eût eu que cette amputation de branches parasites; mais l'arbre lui-même souffrait.

La politique étroite et fanatique des souverains espagnols avait amené une énorme diminution de la population et porté un coup sensible à l'agriculture par l'expulsion de 200 000 Morisques et par une continuelle émigration en Amérique. De vastes espaces dans les provinces avaient été convertis en solitudes. Les Espagnols avaient renoncé aux travaux industriels et ne rêvaient que de l'or américain. En attendant, ils se trouvaient obligés de demander à l'étranger presque tous les objets fabriqués. L'or apporté par les galions d'Amérique coulait rapidement entre les doigts des Espagnols et allait enrichir les nations industrieuses et commerçantes. Le despotisme, appuyé par l'Inquisition, qui faisait de la religion un instrument politique, n'avait jamais abouti à une dégradation plus profonde d'un peuple si fier, et à une misère plus profonde d'un peuple maître encore de riches mines d'or et d'argent.

Philippe IV régnait encore, mais il avait été tenu durant vingt ans, de 1621 à 1641, sous la tutelle d'*Olivarès*, ministre entreprenant et brouillon qui au moins avait essayé de lutter pour conserver la grandeur ancienne. Après la disgrâce d'Olivarès les revers s'étaient multipliés. Après la mort de Philippe IV (1665), l'Espagne descendra encore plus bas, si bien qu'elle sera livrée à une dynastie étrangère. La maison de Bourbon médite déjà de s'y implanter.

Asservissement de l'Italie. — L'Italie n'avait même pas cherché à profiter de la décadence de la monarchie espagnole. Il y avait bien eu quelques mouvements isolés, une révolte en Sicile conduite par le batteur d'or *Giuseppe d'Alesio*, puis celle du pêcheur *Masaniello* à *Naples* (1647). Ces mouvements populaires, n'étant soutenus par aucun des princes italiens, ne pouvaient aboutir. Le grand-duc de *Toscane* était dévoué à l'Espagne et les alliances de famille arrêtaient les autres. *Venise*, encore maîtresse du Frioul, de l'Istrie, des côtes de la Dalmatie, s'occupait exclusivement de son commerce avec

le Levant et de sa guerre toujours honorablement prolongée contre les Turcs. Les papes ne songeaient nullement à combattre la prépondérance espagnole qui ne les gênait point.

En vain la France essaya-t-elle de réveiller les idées d'indépendance. Elle n'y réussit pas, mais elle prit de nouveau pied en Italie. Une branche française de la maison de Gonzague avait obtenu le *Montferrat*, *Mantoue* et *Guastalla*. L'Italie allait continuer d'être un champ de bataille où les Français lutteront contre les Espagnols et les Allemands.

Décadence de l'Empire allemand. — La guerre de Trente Ans a affranchi l'Allemagne du Nord de la domination de la maison d'Autriche. Le titre d'empereur devient purement honorifique. Les princes allemands ont obtenu les prérogatives souveraines, et peuvent contracter des alliances. C'est la dissolution même de l'empire. L'Allemagne n'est qu'une poussière d'Etats.

La maison de Prusse. — Toutefois, au milieu de ces *électorats* (Brandebourg, Saxe, Hesse, Palatinat, Bavière, Trèves, Mayence, Cologne), de ces landgraviats, de ces duchés (Saxe, Mecklembourg, Brunswick, Oldenbourg, Nassau, Bade, Wurtemberg, Hesse, etc.), de ces villes impériales (Brême, Hambourg, Lubeck, Augsbourg, Ulm, Constance, etc.), un État se distingue, le *Brandebourg*. L'électeur de Brandebourg réunit en 1618 à ses domaines le *duché de Prusse* et devient *duc de Prusse*. Il obtient, aux traités de Westphalie, grâce à l'appui de la France, les duchés de *Clèves*, les comtés de la *Mark* et de *Ravensberg*, qui lui ouvrent la vallée du Rhin. Il hérite de la Poméranie en 1637. Enfin les territoires de *Verden*, de *Halberstadt*, de *Minden*, font de l'électeur *Frédéric-Guillaume* le plus puissant des princes protestants de l'Allemagne du Nord; c'est le grand électeur. L'État rival de l'Autriche se dessine déjà.

Le Danemark. — Le Danemark avait un moment profité des divisions de l'Allemagne; mais, jaloux de la grandeur de la Suède, il était retourné à l'alliance autrichienne. Cette alliance ne le sauva pas des invasions suédoises. Après le traité de Westphalie, le roi de Suède, *Charles-Gustave*, franchit le *Sund* glacé, épouvante Copenhague et arrache aux

Danois, par le traité de *Roskild* (1658), quelques provinces de Norwège, la libre navigation à travers le Sund et l'indépendance du duché de Holstein.

La Suède; la paix d'Oliva. — La Suède paraissait donc encore devoir maintenir le rang qu'elle avait conquis. La fille de Gustave-Adolphe. *Christine*, avait remis, par une abdication volontaire, le sceptre à son cousin Charles-Gustave *Charles X* (1654-1660) et ce prince avait partout repris l'offensive contre les ennemis de la Suède : les Danois, les Polonais, les Russes. Il avait repoussé les prétentions du roi de Pologne, Jean Casimir, et s'était emparé de *Varsovie* (1656). Il avait fallu une coalition de toutes les puissances voisines avec l'Allemagne pour l'obliger à lâcher sa proie. Il s'était vengé sur le Danemark en 1658, en lui imposant l'humiliant traité de Roskild; mais sa mort subite marqua le terme des succès de la Suède.

Les Suédois se virent obligés de signer avec la Pologne le traité d'**Oliva** (1660). Ce traité leur assurait la *Livonie* et maintenait encore leur prépondérance sur les côtes de la Baltique. Ils conservaient l'*Ingrie*, une partie de la *Carélie* prise aux Russes, avec lesquels ils signèrent le traité de *Kardis* (1661). Ils conclurent avec le Danemark le traité de *Copenhague*, qui leur maintint les avantages de la paix de Roskild. Mais ce furent les derniers traités avantageux. *Charles XI* succède à Charles-Gustave (1660-1697) et maintiendra encore la grandeur suédoise. Son fils *Charles XII*, pour vouloir trop gagner, perdra tout.

La Russie. — La Russie monte au contraire. En 1613 était arrivée au trône des *tsars*, à Moscou, la maison de *Romanof*. C'est de cette maison qu'on peut faire vraiment dater l'histoire de la Russie. *Michel Romanof* (1613-1645) lutte avec succès contre les *Cosaques* et les *Polonais*. Il commence l'organisation militaire, établit des fonderies de canons, appelle des étrangers qui développent l'industrie. Il noue même des relations avec les puissances occidentales.

Son fils *Alexis Mikaïlowitch* (1645-1676) reprit l'offensive contre les Polonais, recouvra *Smolensk* et *Kiev*. Il préparait déjà le règne de Pierre le Grand (1689).

La Pologne. — Malgré l'étendue du territoire qu'elle possédait encore, la Pologne s'était singulièrement affaiblie depuis 1610. Ses luttes contre la Suède et contre les Russes l'épuisaient; Charles X de Suède avait pris Varsovie.

La constitution, féodale sous une apparence monarchique, la livrait aux discordes intérieures, et la royauté *élective* favorisait les ambitions des étrangers.

La Turquie. — Les Turcs, malgré un mouvement de recul bien accentué, conservaient encore le banat de *Temesvar*, des districts de la *Hongrie*, la *Valachie*, la *Moldavie*. Ils dominaient jusqu'au Dniester, et les côtes de la mer Noire leur appartenaient tout entières. Leur puissance européenne s'appuyait aussi sur leur puissance asiatique. Ils n'avaient pas même renoncé à prendre l'offensive. En 1660, ils avaient encore refoulé les Autrichiens en Hongrie; en 1663, ils s'avancèrent jusqu'à Presbourg. Ils menacèrent Vienne, et l'Autriche se trouve heureuse du secours envoyé par Louis XIV. Les troupes françaises contribuèrent à la victoire de *Saint-Gothard* (1666). Des Français vont soutenir aussi les Vénitiens dans l'île de *Candie* (1667). Louis XIV a repris les idées de croisade abandonnées sous François Ier, l'allié des Turcs.

Prospérité de la Hollande. — La république des *Provinces-Unies* avait fait reconnaître son indépendance aux traités de Westphalie, et la France avait beaucoup contribué à la faire entrer dans le cercle des puissances européennes.

En peu de temps, les Hollandais avaient pris sur mer la place des Espagnols et des Portugais. Ne pouvant plus aller à Lisbonne acheter pour les revendre les produits de l'Inde, ils résolurent d'aller dans l'Inde même. Dès 1602 se constitua la *Compagnie des Indes orientales*. Les Hollandais se substituèrent aux Portugais dans les comptoirs de l'*Hindoustan*, s'établirent à *Ceylan*, s'emparèrent des *Moluques*, puis des magnifiques *îles de la Sonde, Java, Sumatra, Célèbes, Amboine, Tidor*. Ils fondèrent dans l'île de Java (1619) une ville à laquelle ils donnèrent fièrement leur vieux nom historique, *Batavia*, la ville des Bataves. Ils commercèrent dès 1609 avec le Japon. Ils ne manquaient pas, sur la route, de s'assurer des points de relâche et des comptoirs sur les

côtes d'Afrique, pour l'exploitation desquelles se forma la *Compagnie des Indes occidentales* (1621). Cette compagnie occupa aussi plusieurs points des côtes orientales de l'Amérique du Nord et fonda la *Nouvelle-Amsterdam* là où s'élève aujourd'hui New-York.

Les Hollandais, au XVII[e] siècle, possédaient une flotte marchande qui dépassait toutes les autres flottes réunies. *Amsterdam* remplaçait Anvers, que ruinait la fermeture de l'Escaut. Elle devenait la Venise du Nord. Les Hollandais apportaient seuls à l'Europe les épices, les cannelles, les bois de santal, l'indigo, le thé de la Chine, les laques, les porcelaines et les soieries du Japon. Ils avaient, dans la Baltique, étouffé par leur concurrence le commerce des villes hanséatiques. Tous les peuples du continent étaient leurs tributaires, et les pêcheurs de la Zélande, si longtemps obscurs et pauvres, changeaient en tonnes d'or leurs tonnes de harengs.

L'Angleterre ; ses premières colonies ; l'Acte de Navigation. — Les Anglais cependant avaient fini par s'apercevoir qu'ils habitaient une île et cédèrent à l'attrait de la mer, auquel ils étaient jusque-là restés insensibles.

Si disposés qu'ils fussent à imiter les Hollandais, les Anglais toutefois ne pouvaient rivaliser avec eux. Ce fut Cromwell qui les y obligea. Par l'*Acte de Navigation* (1651), complété sous Charles II en 1660, le commerce de *cabotage* (ou des côtes) fut réservé aux navires britanniques, ainsi que celui des *colonies anglaises*. D'un seul coup, les Hollandais se trouvaient exclus des ports et des colonies. Pour les frapper plus rudement encore, l'Acte de Navigation décida que les produits d'Asie, d'Afrique, d'Amérique, ne pourraient être amenés que *par la marine anglaise*. Les Hollandais luttèrent tant qu'ils purent pour échapper au danger qui menaçait leur commerce, mais ils échouèrent. Ces guerres mêmes sous Charles II firent passer aux Anglais les comptoirs hollandais, qui devinrent les États de *New-York*, de *New-Jersey*, de *Delaware*.

Puis l'intolérance de Jacques I[er] amena sur les côtes à demi désertes de l'Amérique du Nord des puritains qui vinrent y chercher la sécurité de leurs biens et de leur foi, la liberté

de leurs discussions et de leurs prières. Au sud des colonies protestantes du *Massachusetts* (1618), *New-Hampshire*, *Maine*, *Connecticut*, *Rhode-Island*, s'établit un Irlandais catholique, lord Baltimore, qui, en vertu d'une charte royale, fonda la colonie de *Maryland*. L'essor donné par Cromwell à la marine amena la conquête de la *Jamaïque*.

Les gouvernements. — L'Angleterre avait ainsi commencé sa grandeur maritime et coloniale au milieu même des troubles civils. Elle conquérait, elle colonisait, tout en se renouvelant. En effet, la révolution de 1640, arrêtée par la restauration des Stuarts en 1660, n'allait pas tarder à recommencer. Mais le gouvernement qui en sortira, ne sera ni celui des vieilles monarchies européennes, ni celui des républiques. L'Angleterre donnera un modèle nouveau, qui sera peu compris des autres nations.

La monarchie absolue triomphait en France, en Espagne, en Italie, en Autriche, dans les principautés allemandes, dans l'État russe. Elle tendait à devenir absolue dans les États scandinaves. La Pologne, la Suisse, la Hollande donnaient seules l'exemple de gouvernements libres, républicains ou demi-républicains.

II. — LE MOUVEMENT INTELLECTUEL DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XVIIe SIÈCLE.

La première moitié du XVIIe siècle. — Le XVIIe siècle a brillé d'un tel éclat, surtout dans les lettres et dans les arts, qu'on le considère surtout à ce point de vue et qu'on tend à prendre en un sens trop littéral le nom que Voltaire lui a donné et que la postérité a conservé de *siècle de Louis XIV*. On oublie facilement que ce prodigieux épanouissement de l'esprit littéraire avait commencé dès le XVIe siècle même et l'on néglige volontiers le mouvement scientifique, non moins intéressant pourtant que le mouvement littéraire et artistique.

François Bacon. — En Angleterre, *François Bacon* (1561-

1626), membre du Parlement, grand chancelier d'Angleterre sous Jacques I[er], ramena les esprits vers la philosophie et la science. S'efforçant d'embrasser d'ensemble le monde intellectuel et physique, il avait conçu le plan d'un immense ouvrage, la *Grande Restauration des sciences*, dont il n'exécuta que trois parties. La principale fut le *Novum Organum* (1620), par lequel il ouvrit une nouvelle voie au raisonnement, toujours embarrassé dans la méthode d'Aristote. A la *déduction* il opposa l'*induction*. Aux arguments rigoureusement enchaînés, mais partant le plus souvent de principes hypothétiques, il substitua le raisonnement gradué, fondé sur l'observation des faits, sur l'*expérience*, n'avançant que pas à pas, du *connu* à l'*inconnu*. Les anciens procédaient en descendant du général au particulier : Bacon remonta du particulier au général, méthode dont s'inspirèrent Descartes pour créer la philosophie et les savants pour trouver les lois du monde physique. Bacon a redressé l'esprit humain. « L'art qu'il a inventé, dit Macaulay, c'est d'inventer les arts. »

Les principes de Bacon furent en Angleterre presque aussitôt appliqués à la philosophie par *Hobbes* (1588-1680), qui, observant ce qui tombait sous les sens, commença à formuler la philosophie matérialiste.

L'astronomie : Kepler (1571-1630) ; Galilée (1564-1642) ; Newton (1642-1727). — Au XVI[e] siècle, Tycho Brahé avait encore mêlé l'astrologie à l'astronomie. Un de ses disciples, *Kepler*, né dans le Wurtemberg (1571-1630), calcula au lieu de rêver. S'efforçant de trouver l'unité et l'harmonie dans le désordre apparent du monde, il toucha de bien près à la loi de gravitation universelle. Il trouva au moins quelques lois qui portent son nom, comme celle des ellipses. Il fit de curieux travaux sur la lumière, la réfraction, les éclipses, les comètes.

Galilée, né à Pise (1564-1642), construisit la première lunette astronomique grossissant cent fois le diamètre, étudia la Lune, les étoiles, les planètes, découvrit les quatre satellites de Jupiter, les taches du Soleil, la rotation du Soleil sur son axe et, reprenant le système de Copernic, affirma le

mouvement de rotation de la Terre. La superstition étroite était encore si puissante que Galilée, protégé pourtant par des papes éclairés, fut condamné par le tribunal de l'Inquisition à se rétracter, ce qui n'empêcha point la Terre de tourner, et Galilée lui-même, dit-on, se relevant après avoir abjuré son erreur prétendue, murmura : « Et pourtant elle tourne ! *E pur si muove !* »

Galilée avait marqué la place de la Terre dans le système solaire. L'Anglais *Newton*, fils d'un simple fermier (1642-1727), mais doué d'une aptitude extraordinaire pour les mathématiques, trouva la loi qui retenaient attachés la Terre et les corps célestes. Il prouva que le Soleil agit sur les planètes, que les planètes agissent les unes sur les autres proportionnellement à leurs masses, et formula la loi universelle en ces simples paroles : « La force d'attraction d'un corps est égale à la masse divisée par le carré de la distance ». Ce principe, qui est devenu le point de départ de toutes les études astronomiques, ne fut pas d'abord bien compris, et cependant c'était la plus étonnante découverte qu'on pût faire. L'homme arrivait à surprendre le secret de l'univers. Les cieux étaient ouverts comme un livre. On y lut dès lors aisément. Il y avait déjà un observatoire à *Copenhague* (1632), à *Dantzig* (1641), à *Altorf*, en Bavière (1667). On commença à élever celui de Paris en 1667.

Huygens[1], savant universel, fabriquait lui-même ses télescopes, qui surpassaient tout ce qu'on avait fait en ce genre. Aussi fut-il le premier à voir la planète de Saturne entourée d'une bande lumineuse : c'était l'*anneau* (1655) ; puis il découvrit un des satellites.

Les sciences physiques ; la méthode expérimentale de Bacon. — Ces travaux des astronomes et des mathématiciens ne pouvaient qu'aider les sciences physiques. Bacon les avait remises en honneur : il les avait surtout en vue dans les écrits où il exaltait la dignité des sciences. Il conseillait aux savants d'observer la nature, de décomposer, d'analyser les phéno-

1. Né à la Haye (1629-1695).

mènes et de trouver les lois par les faits. « Regardez et comprenez », disait-il : service immense qui oblige l'historien à mettre le nom de Bacon en tête de la liste des physiciens et des naturalistes, aussi bien que des philosophes, quoique personnellement il eût été un médiocre érudit et, au point de vue moral, une conscience plus que médiocre.

Galilée ; Torricelli ; Pascal ; Mariotte. — Quelques génies cependant n'avaient pas attendu les écrits de Bacon pour s'adresser à l'expérience. On reste confondu lorsqu'on pense quels faits simples et journaliers ont souvent conduit l'homme aux plus belles découvertes. *Galilée* regarda une lampe qui oscillait dans la cathédrale de Pise (1583). Il observa que, même cette oscillation diminuant, les arcs, quoique plus petits, étaient tous décrits dans le même espace de temps. Il formula la loi de l'*isochronisme* des oscillations du *pendule ;* puis détermina la loi de la *pesanteur*. Un jardinier de Florence, ayant construit une pompe plus longue que les pompes ordinaires, remarqua avec surprise que l'eau ne s'y élevait jamais au-dessus de trente-deux pieds; Galilée chercha en vain à expliquer le fait. Son disciple *Torricelli* l'éclaircit, et ses expériences sur la pesanteur de l'air l'amenèrent à construire ses *tubes,* qui furent l'origine des *baromètres*.

Pascal reprit les expériences de Torricelli, fit mesurer la hauteur de la colonne de mercure à Clermont et au sommet du Puy de Dôme (1648), et trouva que la hauteur était inversement proportionnelle à l'élévation du pays. Il vérifia le fait par de nouvelles observations, à Paris, à la tour Saint-Jacques la-Boucherie. *Descartes,* si savant qu'il fût en physique, était plutôt mathématicien et s'égara dans un système chimérique des *tourbillons,* qui cependant, au point de vue historique, ne doit pas être dédaigné, car il mit peut-être Newton sur la voie de ses découvertes.

La philosophie : Descartes (1596-1650). — En France, *Descartes* (1596-1650), appliquant aux phénomènes de la conscience les lois de l'observation scientifique que Bacon venait de formuler en Angleterre, arriva, à force d'induc-

tions, à reconstruire la science de l'âme et du monde. Avec une énergie incroyable d'abstraction, il s'isola et douta du monde extérieur, de lui-même, mais ne put douter qu'il pensât, car douter n'était pas un acte matériel : « *Je pense, donc je suis* ! » Et, sûr de ce point d'appui, il prouva l'existence de Dieu, celle de l'âme, enchaînant rigoureusement les idées et révélant dans son *Discours sur la méthode* la véritable méthode philosophique. Si les doctrines particulières à Descartes ont été abandonnées, il a fourni l'instrument de l'information philosophique et les lois à l'aide desquelles les philosophes modernes ont pénétré dans le monde abstrait plus avant que les philosophes anciens, trop épris de la déduction et de l'hypothèse. La philosophie cartésienne conservait d'ailleurs le caractère chrétien, marque des auteurs du XVIIe siècle. Assez hardi pour raisonner en dehors de la religion, Descartes n'avait pour but que de fournir à la religion l'appui du raisonnement humain.

Spinosa. — En Hollande, un docteur juif, Baruch *Spinosa* (1632-1677), expliqua la doctrine de Descartes, mais en tira des conséquences toutes différentes. Ne voyant dans le monde que la substance, il prétendait que Dieu ne peut exister sans la nature, de même que la nature ne peut exister sans Dieu. Il aboutissait ainsi au panthéisme. Il niait le libre arbitre. Ses ouvrages principaux, outre l'exposition des *Principes de Descartes*, sont un *Traité théologico-politique* ou commentaire de la Bible au point de vue rationnel, et le traité de l'*Ethique*. C'était déjà un précurseur des philosophes du siècle suivant.

Le mouvement littéraire : la littérature espagnole. Cervantès (1547-1616)[1]. — Le mouvement philosophique n'était qu'à son point de départ. Les lettres brillaient d'un vif éclat qui devait encore augmenter. La Renaissance littéraire avait produit des œuvres fortes et originales, mais peu réglées. Le

1. Miguel de Cervantès Saavedra, né à Alcala de Hénarès. Son œuvre principale, *Don Quichotte* (car Cervantès composa un grand nombre de *nouvelles* et de *comédies*), fut publiée en 1605 et 1615. L'espagne pourtant fut longue à reconnaître la gloire de Cervantès, qui vécut pauvre

XVIIe siècle allait tendre et arriver, en littérature, à la perfection.

L'Espagne la première réussit à produire des œuvres maîtresses, capables de s'imposer à l'Europe et à la postérité. De la foule des poètes et des écrivains se dégagea le nom de *Cervantès* (1547-1616), qui porta le dernier coup aux fastidieux romans de chevalerie. Ce vaillant soldat, qui avait perdu la main gauche à la bataille de Lépante, et qui toute sa vie eut à supporter de dures épreuves, s'était indigné de l'engouement de ses contemporains pour des romans de chevalerie, dont l'extravagance allait croissant. Il trouva là le sujet d'une admirable parodie et, dans sa *Merveilleuse Histoire de don Quichotte de la Manche*, mit en scène un pauvre hidalgo dont les romans avaient tourné la tête. S'il n'y eût eu toutefois dans l'œuvre de Cervantès qu'une satire littéraire, peut-être, en dépit des mérites du style, n'eût-elle pas survécu; mais Cervantès, à un esprit mordant, à une imagination vive, à un rare talent de peindre les paysages et les caractères, a joint une profondeur d'observation qui fait de son roman une satire de l'humanité. A travers les épisodes singuliers, les aventures burlesques et désopilantes de don Quichotte et de son compagnon Sancho Pança, Cervantès sème les maximes les plus sages, les remarques les plus fines sur les passions et les vices de la société de son temps et des hommes de tous les temps. Walter Scott a dit de son livre que c'était un des chefs-d'œuvre de l'esprit humain.

Lope de Vega (1562-1635). — Cervantès avait essayé de donner au théâtre espagnol la forme que sa science et son intelligence lui désignaient comme la forme idéale. Il n'y réussit point et cessa de travailler pour le théâtre quand il vit les prodigieux succès de *Lope de Vega* (1562-1635). D'une imagination merveilleuse, d'une fécondité inépuisable (car il a, dit-on, composé jusqu'à quinze cents pièces), Lope de Vega, qui fut soldat, prêtre et moine, unit le drame historique et religieux aux comédies d'intrigues, dites de cape et d'épée. Bien que composées d'une série d'aventures invraisemblables, ces dernières comédies séduisaient la foule par la clarté de l'exposition, la vivacité et le naturel du dialogue.

Quant aux tragédies historiques, Lope de Vega ne songea point à s'astreindre à l'imitation des anciens. Il mit l'histoire sur la scène sans se préoccuper des unités de temps et de lieu. Son école, quoique ayant débuté au xviie siècle, prospère durant tout le xviie siècle et jette assez d'éclat sur l'Espagne pour assurer à la littérature espagnole une influence marquée sur les littératures des autres pays, surtout la littérature française.

Calderon (1600-1681). — L'école de Lope de Vega multipliait les drames religieux et profanes, les comédies : *Guilhem de Castro*[1] emprunta aux romances populaires son magnifique drame du *Cid*, qui inspira Corneille. *Alarcon*[2], par ses comédies, donnait également des modèles, que Corneille imita dans le *Menteur*.

Calderon de la Barca[3], soldat, puis prêtre, fut le plus fertile et le plus grand poète dramatique de l'Espagne. Un intérêt puissant et passionné animait ses drames profanes, où il exaltait le sentiment de l'*honneur*, si cher aux Espagnols. Ses comédies abondaient en intrigues compliquées, en surprises. Il varia à l'infini les mètres dont il se servait. Il abusa de l'esprit, et les beautés, souvent de premier ordre, qui éclairent ses pièces, étaient gâtées par le mauvais goût dont l'Espagne ne pouvait se débarrasser.

La littérature française et les auteurs de la première moitié du XVIIe siècle ; le siècle de Richelieu. — L'Espagne avait, au temps des guerres de religion, envoyé ses armées en France. Les rapports entre les deux pays étaient devenus si fréquents, que le goût espagnol, les modes espagnoles avaient séduit les Français. On traduisit, on imita les auteurs espagnols. Mais si cette influence espagnole est incontestée et avouée par les auteurs français eux-mêmes,

---

1. Guilhem de Castro, né à Valence (1569-1631).
2. Juan Ruiz de Alarcon, né au Mexique, venu en Europe vers 1621.
3. Caldéron de la Barca, né à Madrid (1600-1681), a écrit beaucoup de drames religieux ou actes sacramentaux (*autos*), de drames profanes et de comédies.

qui demandèrent quelques-unes de leurs belles inspirations aux romans et aux tragédies populaires au delà des Pyrénées, la littérature française ne se faisait pas moins remarquer par son originalité. Elle procédait de la littérature de la renaissance et l'influence des classiques anciens fut plus efficace, plus durable que l'influence des auteurs espagnols.

Balzac (1597-1654) et *Voiture* (1598-1648) furent les écrivains qui donnèrent les premiers, au XVIIᵉ siècle, à la prose française de l'ampleur et de la grâce. Toutefois le vrai créateur de la prose fut *Descartes* dans son *Discours sur la méthode*, si concis, si clair, si bien enchaîné, si fortement écrit (1636).

Pierre Corneille (1606-1684). — A la même heure, pour ainsi dire, *Pierre Corneille* (1606-1684) créait la tragédie et, du même coup, fixait la langue de la poésie française. Le *Cid*, tragédie empruntée à un drame espagnol, mais transformé par le génie de Corneille (1636), excita une admiration que les siècles n'ont pas affaiblie. Les chefs-d'œuvre succédèrent aux chefs-d'œuvre de 1636 à 1640 (*Horace*, *Cinna*, *Polyeucte*).

Les fondations littéraires. — Corneille fut protégé et encouragé, peut-être aussi jalousé par Richelieu. Le rigide cardinal ambitionnait la gloire des lettres aussi bien que celle de la politique. Mais il en obtint une plus sérieuse par les institutions et les établissements profitables à la littérature et aux sciences.

Richelieu présida à la formation de l'**Académie française**, chargée de régler la langue et le goût littéraire (1635). Il fonda l'*Imprimerie royale*, le *Jardin des plantes*. Il reconstruisit les bâtiments de la *Sorbonne*, où se donnaient les enseignements des *Facultés de théologie et des arts*.

Pascal (1623-1662). — Richelieu était mort, Louis XIV ne régnait encore que de nom lorsque *Blaise Pascal*, connu déjà par son rare génie scientifique, révéla un écrivain de premier ordre, mordant, spirituel. Ses *Provinciales* (1656-1657), œuvre de polémique pourtant, dirigées contre les Jésuites et consacrées à des discussions théologiques, sont restées un chef-d'œuvre de la langue par leur légèreté, leur

finesse, leur agrément. Ce n'est plus la langue encore peu souple de Descartes, mais la langue aisée, gracieuse, aimable, telle qu'elle devait demeurer, en un mot la langue française. Les fragments d'un grand ouvrage que Pascal méditait, et que la mort l'empêcha d'achever, forment le beau livres des *Pensées*.

Les arts. — Les arts commençaient déjà à briller, comme les lettres, d'un vif éclat.

L'architecture française se modelait toujours sur l'architecture italienne, sans la suivre dans ses écarts. Les Français empruntèrent aux beaux monuments de l'Italie la coupole, d'abord modeste à l'église de la *Sorbonne*, plus vaste et plus hardie au *Val-de-Grâce*. Les architectes qui élevèrent les églises françaises de cette époque furent *Jacques de Brosse*, *François Mansart*, *Jacques Lemercier*, *Gabriel Leduc*.

L'architecture civile fut plus heureuse. Jacques de Brosse construisit (vers 1611) pour Marie de Médicis le palais du *Luxembourg*, dont les façades rappellent l'architecture de la cour intérieure du palais Pitti. Richelieu fit construire le *Palais Cardinal* (devenu le Palais-Royal), Mazarin le *Collège des Quatre-Nations* (aujourd'hui l'Institut). *Lemercier*[1] continua les embellissements de *Fontainebleau* ; il développa pour le *Louvre* les plans de Pierre Lescot, et construisit le pavillon central couronné d'un dôme quadrangulaire. *Levau*[2] modifia d'une manière moins heureuse les plans de Philibert Delorme pour la continuation du palais des *Tuileries*.

La peinture française; Nicolas Poussin (1594-1665) ; Claude le Lorrain (1600-1682); le graveur Callot (1592-1635). — Les Français, au XVIe siècle, avaient été instruits, mais aussi supplantés dans leur propre pays par les Italiens ; au XVIIe ils rivalisèrent avec eux. *Simon Vouet*[3], après qua-

1. Lemercier (1585-1654).
2. Levau (1612-1670).
3. Simon Vouet (1590-1649), peintre de Louis XIII. On a de lui la *Présentation au Temple*, la *Mise au tombeau*, la *Madone*, la *Charité romaine*.

torze ans de séjour à Rome, en rapporta des modèles de l'école bolonaise et mérita d'être lui-même le modèle des peintres suivants.

Nicolas Poussin, génie grave et austère, homme instruit en anatomie et en philosophie, familier avec l'histoire et la poésie, a montré combien la science relevait et nourrissait l'art. Dans les sujets religieux, dans les tableaux profanes, dans les paysages, car il cultiva pour ainsi dire avec un égal bonheur tous les genres, Poussin a porté à la perfection l'ordonnance et la composition du sujet, l'expression des sentiments, le style, toujours noble, des personnages. C'est un des plus brillants disciples qu'aient eus les grands maîtres italiens, et en même temps, artiste original, il garda dans les peintures la logique et le goût de notre pays. C'est le prince de l'école française[1].

Glaude Gelée, dit le Lorrain, fut, lui aussi, français et italien. Son talent poétique, épris à la fois de la nature et de l'idéal, se complut dans les paysages, dans les marines, les uns respirant le calme et la fraicheur, les autres étincelant des feux du soleil. On l'a surnommé « le Raphaël du paysage[2] ». Un ami de Poussin, Moïse Valentin, ou *Valentin*

---

1. Paris possède de Nicolas Poussin les toiles : la *Cène*, *Saint François-Xavier dans les Indes*, *Apparition de la Vierge à saint Jacques* Mais cet artiste préférait les tableaux dits de chevalet, et il faut citer parmi les tableaux bibliques et religieux : *Rébecca à la fontaine*, *Moïse exposé sur le Nil*, *Moïse sauvé des eaux*, la *Manne dans le désert*, le *Jugement de Salomon*, les *Quatre Saisons* représentées par les quatre tableaux : *Adam et Eve*, *Ruth et Noémi*, le *Retour des envoyés à la Terre promise*, le *Déluge*, qui est un de ses chefs-d'œuvre. Le Louvre possède aussi l'*Adoration des Mages*, le *Repos en Égypte*, les *Aveugles de Jéricho*, le *Ravissement de saint Paul aux cieux*. Comme tableau d'histoire profane, Paris a l'*Enlèvement des Sabines*; comme tableaux mythologiques, la *Mort d'Eurydice* et le *Triomphe de Flore*. Une de ses plus gracieuses pastorales est l'*Arcadie*. Londres possède deux tableaux, représentant des *Bacchanales* et la *Formation de la Grande Ourse*.

2. Claude Gelée, né en Lorraine (1600-1662). Le Louvre a de lui plusieurs paysages, une vue du Campo Vaccino à Rome et des marines. Londres, Madrid, Saint-Pétersbourg et beaucoup de galeries particulières s'honorent de posséder quelques toiles de Claude le Lorrain.

dit de *Boullongne* (1600-1634), sortit de la tradition française pour se faire l'imitateur du bouillant Caravage et l'émule de Ribera.

Callot[1] n'a peint que quelques tableaux, mais il a excellé dans la *gravure* à l'eau-forte : son imagination vraiment intarissable a fait revivre le monde de son temps ou du moins le monde des misères, les *gueux*, les *scènes de guerre et de pillage*. Les quinze ou seize cents gravures qu'il a laissées sont des chefs-d'œuvre et des documents historiques qui révèlent le fond de cette société du XVIIe siècle encore bien grossière et bien farouche en dépit de l'élégance des classes supérieures.

Lesueur (1617-1655). — Eustache *Lesueur* se forma lui-même en France, où il resta et où il mourut à l'âge de trente-huit ans, après avoir accompli un œuvre considérable, qui est presque tout entier au musée du Louvre. Sa peinture est bien française : clarté des sujets, noble ordonnance des scènes, sentiment de délicatesse de l'expression, mesure et harmonie dans le coloris, grâce séduisante. Plus que tous les autres artistes, Lesueur était pénétré des idées religieuses auxquelles il demanda son inspiration. C'est au milieu des Chartreux qu'il peignit les 22 pages du grand poème mystique de l'*Histoire de saint Bruno*. Il avait cependant sacrifié aussi à la mythologie et il avait peint à l'hôtel Lambert (dans l'île Saint-Louis), le *salon de l'Amour* et le *salon des Muses*. Lesueur, écarté de la cour par Lebrun, et peu connu de son temps, a grandi aux yeux de la postérité, qui a rabaissé son émule trop exalté par les contemporains et par lui-même[2].

Le mouvement intellectuel ; la société française au XVIIe siècle ; la conversation ; l'esprit. — L'amélioration des conditions matérielles de la vie, la sécurité, la tranquil-

---

1. Jacques-Claude Callot (1592-1635).

2. Eustache Lesueur (1617-1655). Le Louvre a de lui cinquante ouvrages : l'*Histoire de saint Bruno* en 22 tableaux, l'*Histoire de l'Amour* enlevée à l'hôtel Lambert, une *Descente de croix*, la *Messe de saint Martin*, le *Martyre des saints Gervais et Protais* (vaste toile), la *Prédication de saint Paul à Éphèse*, etc.

lité protégées par un pouvoir dont on ne songeait point à blâmer la force, le luxe croissant avec l'industrie, modifiaient l'espect de la société. Les nobles, ne guerroyant plus entre eux, se visitaient. La cour, peuplée de seigneurs qui rivalisaient d'élégance et de beau maintien, donnait le ton à la ville; les femmes prenaient l'empire, imposaient la politesse, et l'esprit chevaleresque s'adoucissant aboutissait à la galanterie. Ce fut en France surtout, dès le règne de Louis XIII, que se formèrent ces réunions de la classe noble et de la bourgeoisie riche où l'on s'appliquait à bien causer, risque à médire, à parler un langage choisi souvent jusqu'à la prétention et à la préciosité, à joindre à l'étalage des habits les gestes gracieux, à se divertir par des madrigaux, à s'enthousiasmer pour des sonnets, à critiquer, babiller pour le plaisir de babiller, et à perdre l'esprit en cherchant à en montrer. Les dames trônant en grand habit dans leurs *ruelles* ornées de belles tapisseries, présidaient des cercles de dames et de beaux diseurs qui les enivraient de louanges et luttaient, pour les captiver, dans l'art d'aiguiser les pensées, d'arranger les mots et d'exprimer noblement les choses vulgaires. L'*hôtel de Rambouillet* devint le modèle de ces réunions savantes et légères, que présidait *Julie d'Angennes*, duchesse de Montausier, où se rendaient les seigneurs, les écrivains les plus illustres, et où la société française se dépouillait de la rudesse, se raffinait, enrubannait ses gaietés, épurait sa langue. La conversation devint la principale affaire, et l'intelligence particulièrement agile et délicate des femmes donna à cette conversation une allure si vive, un tour si fin, si agréable, qu'il valut à l'esprit français d'être admiré de ceux-là même qui ne pouvaient y atteindre.

La misère au temps de la Fronde. — Il ne faudrait pourtant pas voir que les côtés brillants de cette société. Il s'en fallait que les classes inférieures, que les campagnes fussent heureuses. On ne s'en préoccupait point, et de plus les guerres intérieures venaient encore ajouter à leurs misères.

En plein XVIIe siècle on pouvait se croire revenu aux guerres des Anglais ou aux Grandes Compagnies, aux luttes des Bourguignons et des Armagnacs. Les terres sont tombées en

friche sur une foule de points du royaume et des villages entiers abandonnés de leurs habitants; les routes couvertes de milliers de malheureux expirant de faim; l'infection répandue partout dans les campagnes par des cadavres sans sépulture; les pillages, les meurtres, les horreurs de tout genre commises par la violence impunie de la soldatesque; Paris lui-même affamé et ensanglanté par des scènes d'anarchie.

Dans les campagnes on ne laboure plus, ou on s'attroupe pour aller à la charrue en armes; en Picardie des populations entières vivent dans des grottes ou dans des carrières; les loups se multiplient et prennent possession des villages déserts. Les décès dépassent les époques d'épidémie. A Dreux, où le poète Rotrou est magistrat municipal, « les cloches, écrit-il quelques heures avant de mourir lui-même, sonnent pour la vingt-deuxième personne qui est morte aujourd'hui ». Disons toutefois qu'en pleine paix, sous l'ancien régime, on n'évitait pas toutes ces misères. Cet excès de maux redoubla le zèle de saint Vincent de Paul, dont l'admirable charité pouvait seule lutter conte eux.

Saint Vincent de Paul (1576-1660). — Vincent de Paul, ou, comme on disait alors, M. Vincent, était fils d'un paysan du plus pauvre pays de France, les Landes. On a vu partout sa figure aux lignes vulgaires, qui de toutes les grâces humaines n'a gardé que le sourire. Il enseigna tout en faisant ses études, pour venir en aide à ses parents. Dans une excursion sur mer à Marseille pour aller recueillir la succession que lui laissait une personne charitable, il est fait captif par les Turcs et emmené comme esclave à Tunis; il y convertit le dernier de ses trois maîtres, un renégat italien, va avec lui et sa femme à Rome, devient aumônier de la reine de Navarre, précepteur du jeune Paul de Gondi (cardinal de Retz), qui ressemble si peu à son maître, et par l'influence de cette famille alliée à l'archevêque de Paris, commence ses établissements de charité. Ses premières institutions datent de 1617, dans la petite paroisse de Châtillon-les-Dombes (Ain). En 1625, il institue ses *Pères de la Mission*, ou Lazaristes; de 1630 à 1638, ce sont les *Filles de la Charité*, avec l'aide de *Louise de Marillac*, veuve Legras;

on voit encore cette pieuse veuve l'assister dans l'œuvre si difficile et si généreuse des *Enfants trouvés*, 1638 à 1648 Pour fonder ces institutions admirables, Vincent de Paul n'a que les aumônes sans cesse sollicitées des grandes familles Les dames lui apportent leurs bracelets, leurs anneaux, leurs bijoux. Et le bon M. Vincent provoque ainsi de touchants élans de charité qui plaident en faveur de ce siècle si rude en apparence.

Mais son admirable rôle civique n'éclate que pendant la Fronde et lui mérite les noms de « grand aumônier de la France, de ministre de la charité chrétienne, de Père de la Patrie », que lui décernent les magistrats qui implorent ses secours. Pendant cette effroyable période, il s'improvise « directeur de l'assistance publique » : il donne des avis à la régente sur l'état des campagnes; il prend, de sa seule autorité, des mesures d'intérêt général.

Une situation aussi déplorable demandait des remèdes énergiques. Aussi lorsque vint la paix, la plupart des villes qui avaient été prises au dépourvu organisent-elles leurs hôpitaux pour l'avenir. Paris crée son *hôpital général* (1653) ou sorte d'administration de l'assistance publique.

RÉSUMÉ

En 1660 la guerre de Trente ans est terminée, la *France* domine l'*Europe*.

L'*Espagne* décline : elle perd ses provinces extérieures.

L'Italie reste asservie.

L'*empire allemand*, épuisé par la guerre de Trente ans, languit.

La maison de *Prusse* s'y élève et commence ses agrandissements.

Le rôle du *Danemark* est terminé.

La *Suède* est encore puissante, elle possède des territoires en Allemagne.

La Pologne est troublée par des guerres.

La *Turquie* commence à reculer, mais la *Russie* pointe déjà et prépare son éclatant avènement.

La *Hollande* s'enrichit et ses flottes couvrent les mers.

L'*Angleterre*, malgré sa révolution, devient une puissance maritime et coloniale.

L'Europe d'ailleurs continue le grand *mouvement économique* du XVIe siècle et aussi le *mouvement intellectuel.*

La première moitié du XVIIe siècle (Descartes, Corneille, Pascal) annonce déjà un grand siècle littéraire.

Les sciences se mettent en marche aussi (Galilée, Kepler, Torricelli, Bacon, Descartes, Pascal, etc.).

LIVRE II

LE RÈGNE ET LES GUERRES DE LOUIS XIV

CHAPITRE VI

LOUIS XIV — COLBERT — LOUVOIS — VAUBAN

SOMMAIRE. — I. Le gouvernement de Louis XIV. La monarchie absolue ; le caractère et les théories de Louis XIV. — La cour. — Le gouvernement ; le pouvoir central ; les conseils ; les secrétaires d'État. — Le gouvernement provincial ; puissance des intendants. — II. Les grands ministres. Colbert. — Colbert le surintendant Fouquet. — Les finances. — Agriculture ; industrie. — Le système protecteur. — La réglementation ; les corporations. — Le commerce ; la marine marchande. — Commerce intérieur. — La marine militaire ; l'inscription maritime. — Les colonies. — Travaux législatifs ; arts et lettres. — Mort de Colbert (1683). — III. Louvois. — Louvois ; organisation de l'armée — IV. Vauban. — Vauban. — Les fortifications.

LECTURES. — Portrait de Louis XIV par Saint-Simon. — Colbert. — Riquet ; le canal du Midi.

I. — Le gouvernement de Louis XIV.

La monarchie absolue ; le caractère et les théories de Louis XIV. — La Fronde fut la dernière tentative des seigneurs pour revenir à l'indépendance féodale, et du Parlement pour établir un contrôle de la royauté. La monarchie française devint absolue, et Louis XIV compléta l'œuvre de Richelieu.

À la mort du cardinal Mazarin, les ministres vinrent trouver le jeune roi et lui demander à qui ils s'adresseraient pour les affaires : « À moi », répondit-il, frappant d'étonnement les conseillers de la reine mère et Anne d'Autriche elle-même, qui ne croyaient pas que cette résolution de se passer

de premier ministre tiendrait plus de quelques jours. Louis XIV la maintint toute sa vie et fut lui-même son premier ministre, assidu au travail et absolu dans ses volontés.

Il plut tout d'abord par sa belle taille, la majesté de sa démarche, son grand air lorsqu'il passait à cheval devant les troupes, la politesse de ses manières, qui devint une règle pour la cour[1]. A ces avantages physiques il joignait une

---

1. **Lecture : *Portrait de Louis XIV par Saint-Simon*.** — « Né avec un esprit au-dessous du médiocre, dit Saint-Simon, mais un esprit capable de se former, de se limer, de se raffiner, d'emprunter d'autrui sans imitation et sans gêne, il profita infiniment d'avoir toute sa vie vécu avec les personnes du monde qui toutes en avaient le plus, et des plus différentes sortes, en hommes et en femmes de tout âge, de tout genre et de tous personnages. Sa première entrée dans le monde fut heureuse en esprits distingués de toute espèce. Ses ministres, au dedans et au dehors, étaient alors les plus forts de l'Europe, ses généraux les plus grands, leurs seconds les meilleurs, et qui sont devenus des capitaines en leur école, et leurs noms, aux uns et aux autres, ont passé comme tels à la postérité d'un consentement unanime. Les mouvements dont l'État avait été si furieusement agité au dedans et au dehors, depuis la mort de Louis XIII, avaient formé quantité d'hommes qui composaient une cour d'habiles et illustres personnages et de courtisans raffinés. On peut dire du roi qu'au milieu de tous les autres hommes, sa taille, son port, les grâces, la beauté et la grande mine qui succéda à la beauté, jusqu'au son de sa voix et à la grâce naturelle et majestueuse de toute sa personne, le faisaient distinguer jusqu'à sa mort comme le roi des abeilles.... Les ministres, les généraux, ses maîtresses, ses courtisans, s'aperçurent, bientôt après qu'il fut le maître, de son faible plutôt que de son goût pour la gloire. Ils le louèrent à l'envi et le gâtèrent. Les louanges, disons mieux, les flatteries, lui plaisaient à tel point que les plus grossières étaient bien reçues, les plus basses encore mieux savourées. La souplesse, la bassesse, l'air admirant, dépendant, rampant, plus que tout, l'air de néant, sinon par lui, étaient les uniques voies de lui plaire.... Ce n'est point trop de dire que, sans la crainte du diable, que Dieu lui laissa jusque dans ses plus grands désordres, il se serait laissé adorer et aurait trouvé des adorateurs; témoin entre autres ces monuments si outrés, pour en parler sobrement : sa statue de la place des Victoires, et sa païenne dédicace, où j'étais, où il prit un plaisir si exquis; et de cet orgueil vint tout le reste qui le perdit. » (*Mémoires du duc de Saint-Simon.*)

grande application aux affaires, un esprit juste, une persévérance rare dans ses entreprises. Mais son orgueil était extrême. Il croyait ne tenir sa puissance que de Dieu et disait : « *L'État, c'est moi* ».

Ce n'était pas là simplement une maxime inspirée par l'orgueil : mais une théorie raisonnée que Louis XIV a exposée dans les *Mémoires* qu'il écrivit pour le dauphin. Héritier des traditions monarchiques de huit siècles, Louis XIV appuyait son pouvoir sur l'autorité divine. « Celui qui a donné des rois aux hommes, disait-il, a voulu qu'on les respectât comme ses lieutenants, sans réserve ; à lui seul d'examiner leur conduite. » Bossuet, dans sa *Politique tirée de l'Écriture sainte*, expliqua et vanta la politique même de Louis XIV et confondit le roi avec la divinité. Saint-Simon n'exagère pas quand il dit que, si le roi n'avait eu peur du diable, il se serait fait adorer.

Il s'ensuivait que le roi, selon les propres expressions de Louis XIV, « représentait la nation entière, chaque particulier ne représentant qu'un seul individu ». « Tout ce qui se trouve dans l'étendue de nos États, ajoutait-il, de quelque nature que ce soit, nous appartient au même titre. » Il est donc à la fois maître de ses sujets et propriétaire de leurs biens. Théorie déjà mise en pratique par François Ier, qui avait confondu le trésor public avec le sien. La nation est donc identifiée en son chef et ne peut vouloir autre chose que lui, comme le roi ne peut agir selon d'autres intérêts que ceux de la nation, puisqu'il agirait alors contre son propre intérêt. Il n'oubliait qu'une chose, l'imperfection de l'homme, toujours prêt à prendre ses caprices pour des raisons et ses passions pour des devoirs. Tout se fera désormais pour le service du roi : la justice, les armées, les finances, la monnaie ne seront jamais appelées que *royales*. La noblesse combattra et mourra pour la gloire du roi, qui personnifie pour elle la patrie.

La cour. — C'est là ce qui explique l'empressement et l'assiduité des seigneurs à la cour, et en même temps la servitude que s'impose Louis XIV d'être toujours en représentation. Cette royauté dont il est si fier, il faut qu'il la montre et la fasse rayonner sans cesse autour de lui. Il ignore l'inti-

mité de la vie privée, et ne se reconnaît pas le droit de se retrancher de la société de ses nobles, la seule qui compte pour lui. Aussi quitte-t-il le Louvre, car les souvenirs de la Fronde lui rendent importun le séjour de Paris, et se crée-t-il à Versailles une vaste résidence où il peut à son aise déployer son faste et loger ses courtisans.



Château de Versailles, cour royale.

Dès le matin il fait ouvrir les portes de sa chambre royale aux seigneurs les plus qualifiés qui ont le privilège des *grandes entrées*. D'autres y pénètrent plus tard : ce sont les *petites entrées*. La foule demeure dans la magnifique antichambre de l'*œil-de-bœuf*, attendant que la toilette royale soit terminée. Louis XIV, toujours richement vêtu, traverse les galeries encombrées de seigneurs qui rivalisent de luxe et de flatterie, et se rend à sa chapelle. A l'aller comme au retour, il distribue des saluts et des sourires qui font bien des jaloux.

Il donne une audience, dans son cabinet, à ceux qui l'ont sollicitée. Puis il entre au conseil jusqu'à son dîner (à une heure de l'après-midi). Il mange seul à une table; mais à d'autres tables se trouvent les princes et les seigneurs invités La cour bourdonne à l'entour et remarque les moindres détails. C'est le frère du roi, quand il est présent, qui offre à Louis XIV la serviette. Après le dîner, toute cette foule descend, à la suite du roi, le grand escalier de marbre qui conduit aux jardins. « Le chapeau, Messieurs, dit le roi. » C'est la permission pour les seigneurs de se couvrir. La promenade est souvent remplacée par la chasse, et c'est un honneur recherché que d'y prendre part. Au retour, après un second conseil où les ministres ont apporté les dépêches de la journée, les salons et les galeries de Versailles s'allument pour les concerts, les jeux, les bals. C'est une fête continuelle jusqu'à dix heures, où a lieu le souper avec la famille royale et avec un grand apparat. Quand le roi se retire, il est suivi des petites entrées, des grandes entrées pour la prière. Et c'est une marque de distinction d'être désigné par le roi pour tenir le bougeoir tandis que l'aumônier lit la prière. Les grandes entrées restent jusqu'à ce que le roi se soit mis au lit, et c'est alors seulement que les seigneurs peuvent prendre quelque repos pour recommencer le lendemain « cette mécanique », comme l'appelle Saint-Simon, et qui ne laissait pas d'être fatigante.

Louis XIV connaissait tous les personnages de sa cour: il notait les absences qui n'étaient point motivées ou autorisées : il ne considérait point les tièdes et les indifférents, et, quand un seigneur qui négligeait trop la cour sollicitait quelque grâce, Louis XIV répondait: « Je ne le connais point ». Aussi la flatterie devenait-elle outrée. Un jour que l'abbé de Polignac suivait le roi dans le jardin de Marly, la pluie vint à tomber. Louis XIV fit remarquer honnêtement à l'abbé qu'il se trouvait en costume bien léger pour recevoir la pluie. L'habile courtisan répondit au roi: « Sire, la pluie de Marly ne mouille point ».

Le gouvernement; le pouvoir central; les conseils; les secrétaires d'État. — Le gouvernement de Louis XIV fut

essentiellement *personnel* et il ne souffrit qu'aucune autorité s'élevât à côté de la sienne. Il ne convoqua point les *États généraux*. Il humilia le *Parlement*, réduit à la besogne obscure des procès. Chaque jour le roi présidait un des différents *conseils* entre lesquels étaient réparties les affaires, *conseil des dépêches* (pour les affaires étrangères et intérieures), *conseil des finances*, *conseil du commerce*, *conseil de la guerre*, *conseil de conscience* (pour les questions religieuses), *conseil privé ou des Parties*, ou *conseil d'État*, véritable tribunal qui prononçait sur les plaintes des particuliers et qui évoquait même certains procès enlevés à leurs juges naturels. Enfin, au-dessus de tous, se trouvait le *conseil d'en haut*, composé des princes du sang et des grands officiers que le roi y appelait, et délibérant sur les plus graves affaires politiques. Mais ces conseils n'avaient aucune parcelle du pouvoir exécutif : ils donnaient des avis, que le roi suivait ou non, à son gré.

Le pouvoir exécutif était entre les mains des ministres ou *secrétaires d'État*, que Louis XIV choisissait en dehors de la grande noblesse, afin de les replonger au besoin « dans le néant d'où il les avait tirés ». Les quatre secrétaires d'Etat (maison du roi, affaires étrangères, guerre, marine) concentraient entre leurs mains presque toute l'administration et se partageaient, d'une manière quelque peu bizarre et incohérente, les affaires et les provinces. Louis XIV supprima la surintendance des finances et n'eut qu'un *contrôleur général*, plus facilement révocable. Il maintint, pour la justice, la dignité inamovible de *chancelier*, garde des sceaux; mais il exilait le chancelier qui avait encouru sa disgrâce et lui reprenait les sceaux, en lui laissant un vain titre. Cette administration centrale demeura à peu près la même jusqu'à la fin de l'ancienne monarchie. Louis XIV avait donné la règle dont on ne se départit point.

Le gouvernement provincial; puissance des intendants. — Louis XIV fortifia l'action du pouvoir central sur les provinces. Il annula autant qu'il put les *États provinciaux*, ne les réclamant que pour leur arracher des subsides. Il avait rétabli les **intendants**, supprimés pendant la Fronde,

et qui devinrent les agents les plus dévoués du despotisme royal. Partout ils s'appliquèrent à ruiner le pouvoir des *gouverneurs*, réduits à un rôle de parade. « Hélas! écrivait Mme de Sévigné, ces pauvres gouverneurs, que ne font-ils pas pour plaire à leur maître? Avec quelle joie, avec quel zèle ne courent-ils point à l'hôpital pour son service! Comptent-ils pour quelque chose leur santé, leurs plaisirs, leurs affaires, leur vie, quand il est question de lui obéir et de lui plaire? Hélas! ils sont si passionnés pour sa personne, qu'ils ne souhaitent que quitter ces grands rôles de comédie pour venir le regarder à Versailles quand même ils ne devraient pas en être regardés! »

Aucun pays ne possédait une administration centrale et provinciale aussi savante, malgré les incohérences qu'on y remarquait. Et cette administration achevait de constituer l'**unité politique**. Si les agents du roi n'avaient en vue que son pouvoir, ils n'en travaillaient pas moins à abaisser les barrières que les siècles avaient élevées entre les diverses parties de la France.

II. — Les grands ministres : Colbert.

Colbert[1] ; le surintendant Fouquet. — Louis eut le bonheur de rencontrer et le mérite d'apprécier des ministres

1. **Lecture : *Colbert.*** — Colbert était né en 1619 à Reims, où son père tenait une boutique à l'enseigne du *Long-Vêtu*. Il entra au service de Le Tellier, puis à celui de Mazarin. Profitant de sa position, il fit avec beaucoup de sollicitude, mais honnêtement, ses propres affaires et celles de sa famille, qu'il parvint à placer très avantageusement. « Je réponds que Colbert est à moi, disait le ministre, et qu'il noierait toutes les personnes qu'il aime pour mes intérêts; il fait profession d'honneur et prétend faire ses affaires en avançant les miennes. » Recommandé par Mazarin mourant au roi Louis XIV, il devint bientôt l'homme le plus important et, jusqu'en 1683, dirigea en réalité presque toute l'administration.

Colbert apporta dans l'exercice de son ministère, ou plutôt de ses ministères, une intégrité qu'on ne connaissait plus. Il avait, dit un contemporain, « le visage naturellement renfrogné. Ses yeux creux, ses sourcils épais et noirs lui faisaient une mine austère et lui rendaient l'abord sau-

d'un rare génie. *Colbert* rétablit les finances, développa notre industrie et notre commerce. *Louvois* organisa l'armée. Un grand ingénieur, le maréchal de *Vauban* fortifia les places et perfectionna l'art de prendre les villes. Et d'illustres

---

vage et négatif, mais, dans la suite, en l'apprivoisant, on le trouvait assez facile, expéditif, et d'une sûreté inébranlable. Esprit solide, mais pesant, né principalement pour le calcul, il était expert à débrouiller tous les embarras. Ce financier austère et dur, « cet homme de marbre », comme l'appelle Gui Patin, avait des sentiments élevés et généreux. « Il faut, écrivait-il à Louis XIV, épargner cinq sols aux choses non nécessaires et jeter les millions quand il s'agit de votre gloire. Un repas inutile de 3000 livres me fait une peine incroyable, et lorsqu'il est question de millions d'or pour les affaires de Pologne, je vendrais tout mon bien, j'engagerais ma femme et mes enfants et j'irais à pied toute ma vie pour y fournir. » « Je voudrais, disait-il dans une autre circonstance, que mes projets eussent une fin heureuse, que l'abondance régnât dans le royaume, que tout le monde y fût content, et que, sans emploi, sans dignité, éloigné de la cour et des affaires, l'herbe crût dans ma cour. »

Colbert n'aimait pas les oisifs; lorsqu'il eut achevé de replanter le jardin des Tuileries, il voulut le fermer au public. « Ce sont des fainéants qui viennent ici », dit-il. Charles Perrault lui répondit qu'il y venait surtout des personnes relevant de maladie, pour prendre l'air, qu'on y causait d'affaires, de mariages et de toutes choses qui se traitent plus convenablement dans un jardin que dans une église, où il faudrait, à l'avenir, se donner rendez-vous. « Je suis persuadé, ajouta Perrault, que les jardins des rois ne sont si grands et si spacieux qu'afin que tous leurs enfants puissent s'y promener. » Le jardin ne fut point fermé.

Le neveu de Colbert, Desmarests, venait tous les matins travailler avec le ministre; il arriva un jour en retard d'un grand quart d'heure et rejeta la faute sur les suisses qui l'avaient fait attendre à la porte du château, qui n'était pas ouverte. « Il fallait vous présenter un quart d'heure plus tôt », répondit Colbert. Pour arrêter les dépenses du roi, Colbert refusa, tant qu'il put, d'entrer dans la voie si commode mais si glissante des emprunts. En citoyen honnête, il reproche amèrement au premier président Lamoignon d'avoir approuvé le premier emprunt contracté en 1672 : « Vous ne connaissez pas comme moi l'homme auquel nous avons affaire, sa passion pour la représentation, pour les grandes entreprises ! Voilà donc la carrière ouverte aux emprunts, par conséquent à des dépenses et à des impôts illimités ! Vous en répondrez à la nation et à la postérité ! »

généraux, *Turenne*, *Condé*, ne demandaient qu'à gagner de nouvelles victoires.

Mazarin avait dit au roi avant de mourir : « Sire, je vous dois tout. Mais je crois m'acquitter en quelque sorte en vous donnant Colbert ». Fils d'un marchand de drap de Reims, Colbert s'était élevé aux plus hauts emplois par son travail, par sa science du calcul. Il devint *contrôleur général des finances*, ce qui lui donnait aussi autorité dans les questions



Colbert.

d'agriculture et d'industrie, *secrétaire d'État de la maison du roi*, titre qui le rendait maître de la police intérieure du royaume, en même temps que directeur des grands travaux pour les palais et les monuments, et distributeur des générosités royales. Il fut aussi *secrétaire d'État de la marine*. En un mot, il réunissait des attributions multiples, aujourd'hui partagées entre plusieurs ministres, et qui faisaient de lui l'auxiliaire le plus important de Louis XIV, le vrai chef de l'administration.

Colbert dénonça d'abord à Louis XIV les pilleries du surintendant *Fouquet*, dont la fortune scandaleuse avait été amassée aux dépens du trésor royal. Fouquet osa même donner à Louis XIV, dans son château de Vaux[1], une fête dont la magnificence étonna le roi. Fouquet fut arrêté (1661), jugé, condamné au bannissement; mais le roi aggrava la peine en la changeant en détention perpétuelle[2].

Les finances. — Colbert débrouilla d'abord tous les embarras que les surintendants et les trésoriers avaient mis exprès dans les affaires pour pêcher en eau trouble. Il améliora la *comptabilité* et créa ce qu'on appellerait aujourd'hui le **budget**, en dressant chaque année un *état de prévoyance* où il marquait les *revenus* et les *dépenses* probables, affectant certaines recettes à certaines dépenses. Il avait obtenu aussi que Louis XIV ne signât aucun ordre de dépense en dehors du conseil des finances. Il prêchait l'économie, non l'avarice. Il diminua les *tailles* qui pesaient sur le peuple et augmenta les revenus en supprimant les pensions, les exemptions d'impôts obtenues pendant la Fronde et en demandant des ressources nouvelles aux *aides* ou impôts indirects (taxes sur les cafés, les tabacs, etc.) Il s'opposa tant qu'il put au système déplorable des **emprunts**, qui favorisait trop les goûts de Louis XIV pour la dépense.

Agriculture; industrie. — Colbert s'appliqua autant que Sully à *soulager l'agriculture*[3] par la réduction de l'impôt des tailles, par la défense de saisir les bestiaux pour le payement des charges publiques, par la diminution du prix du sel. Il favorisa le développement de la population en accordant des exemptions de taille aux familles nombreuses. Il encouragea la culture du chanvre, du mûrier, et essaya même celle du coton.

Mais ce fut l'industrie qui le préoccupa surtout. Elle était presque nulle alors, et la France se voyait distancée par la

---

1. Près de Melun (Seine-et-Marne).
2. Fouquet mourut dans la forteresse de Pignerol, en 1680, après dix-neuf ans de captivité.
3. C'est à tort qu'on a dit qu'il avait sacrifié l'agriculture à l'industrie.

Flandre, la Hollande, l'Angleterre. Colbert résolut d'affranchir le pays du tribut qu'il payait aux étrangers et de le rendre manufacturier. Il stimula par des subventions l'initiative individuelle. Les *draps* fins, qu'on tirait auparavant d'Angleterre et de Hollande, furent fabriqués à *Abbeville*, à *Sedan*; les manufactures *de soie*, perfectionnées, produisirent un commerce de plus de cinquante millions de ce temps-là. On commença dès 1666 à faire d'aussi belles *glaces* qu'à Venise, qui en avait toujours fourni toute l'Europe. Les tapis de Turquie et de Perse furent surpassés à la Savonnerie[1]. Le vaste enclos des *Gobelins*[2] était rempli alors de plus de huit cents ouvriers; les meilleurs peintres dirigeaient l'ouvrage, ou sur leurs propres dessins, ou sur ceux des anciens maîtres d'Italie. Outre cette belle manufacture de tapisseries aux Gobelins, on en établit une autre, à *Beauvais*, on releva celle d'Aubusson[3]. Pour les *dentelles* on fit venir trente principales ouvrières de Venise et deux cents de Flandre, et on leur donna trente-six mille livres pour les encourager. Les riches étoffes, où la soie se mêle avec l'or et l'argent, se fabriquèrent à *Lyon*, à *Tours*. La suppression de dix-sept fêtes diminua le nombre trop considérable des jours de chômage.

Le système protecteur. — Les encouragements ne suffisaient pas; il fallait une sorte de contrainte. Colbert voulut empêcher les marchandises étrangères d'inonder les marchés et éleva contre elles des murailles de *tarifs*; c'est ce qu'on nomme le **système protecteur**, ainsi appelé parce qu'il *protège une industrie naissante* contre la concurrence de rivaux plus avancés. Les draps étrangers, les produits manufacturés de l'Angleterre ou des autres pays, ne purent arriver sur les marchés français que grevés de droits acquittés à la frontière.

Ce système était bon dans la mesure et dans les circonstances où l'appliqua Colbert, car, sans lui, nos manufac-

1. A Chaillot, près de Paris. Cette manufacture fut ensuite réunie à celle des Gobelins.

2. Faubourg Saint-Marceau, à Paris.

3. Chef-lieu d'arrondissement de la Creuse.

tures n'auraient pu se développer et nous serions demeurés tributaires de nos voisins plus habiles. Aussi Colbert peut-il être justement appelé le *créateur de l'industrie française.*

Par les tarifs de 1664 et 1667, laines, tapis d'Angleterre, tapisseries d'Oudenarde, tapisseries d'Anvers et de Bruxelles, draps de Hollande et d'Angleterre, draps d'Espagne, huiles de poisson, étaient frappés de droits qui augmentaient leur prix dans d'énormes proportions et valaient presque une exclusion absolue. Exemptés de ces droits, les fabricants français, qui, jusqu'alors, n'avaient pu lutter contre les industries rivales, se virent singulièrement favorisés et se mirent à fournir au pays ce qu'on avait demandé aux pays voisins.

La réglementation; les corporations. — Colbert tenait tant au perfectionnement de l'industrie, qu'il voulut aussi la protéger contre les fraudes. Il remit en vigueur les règlements des *corporations* du Moyen Age et intervint, par de nouvelles ordonnances, dans le détail de la fabrication. Longueur, largeur, poids des étoffes, qualité des matières premières, tout cela fut fixé d'une façon précise, et les *jurés* des corporations étaient obligés de veiller à la stricte observation des édits. Un habit du dauphin, ayant été fait avec des étoffes pour lesquelles on avait cru devoir passer outre aux règlements, fut saisi par ordre de Colbert et brûlé publiquement. Le but du ministre était d'assurer une fabrication loyale et de donner aux marques françaises une valeur qui les fît rechercher même des étrangers. Réglementation naïve qui nuisait à l'industrie plus qu'elle ne lui servait, car elle empêchait toute nouveauté, décourageait toute initiative et rendait stationnaire le travail que la libre concurrence aiguillonne.

Le commerce; la marine marchande. — Par le même système qui avait développé l'industrie, Colbert créa la marine marhcande. Il lui appliqua la **protection**. Les Hollandais, vrais rouliers des mers, avaient accaparé tout le commerce maritime. Colbert les écarta par les tarifs de 1664 et de 1667, qui imposaient aux navires étrangers entrant dans les ports français un droit de *cinquante sous* par tonneau;

tarifs que Louis XIV appuya en 1672 par la guerre entreprise contre la Hollande. Les armateurs français purent construire des navires, d'autant que le ministre leur accordait des primes, et ils allèrent chercher dans les ports d'Afrique, d'Asie et d'Amérique les marchandises précieuses qu'on ne recevait jusqu'alors qu'indirectement. C'était sans doute une imitation de l'*acte de Navigation* de Cromwell, mais ces tarifs, moins rigoureux, sans détruire le commerce étranger, *créaient*, on peut le dire, le *commerce français*.

Commerce intérieur. — A l'intérieur, Colbert appliqua un système contraire. Il y avait des barrières : il les abaissa. Les provinces réunies à la couronne avaient gardé, d'après les traités, leurs coutumes et aussi leurs *douanes*. Il fallait payer autant de droits de douanes qu'on traversait de provinces. Pour descendre ou remonter la Loire, il fallait acquitter vingt-huit droits de péage. Colbert songea à l'abolition de ces douanes intérieures qui rendaient nos provinces comme étrangères les unes aux autres. *Douze* provinces consentirent au changement et *n'eurent qu'une même ligne de douanes*. C'est ce qu'on appela les provinces des *cinq grosses fermes*, du nom de cinq impôts *affermés* et désignés par cette expression.

Colbert abaissa les barrières naturelles en même temps que les barrières historiques. Le percement, l'entretien des *routes* furent l'objet de son active sollicitude. On creusa le *canal d'Orléans*; plusieurs autres canaux furent étudiés, et le plus beau de tous commencé et terminé en quinze ans (1665-1680), le fameux **canal du Languedoc**, dû à l'habileté et au dévouement du célèbre ingénieur **Riquet**[1]. Ce canal réunissait la Garonne à l'Aude et opérait ainsi la jonction de la Méditerranée à l'Océan.

---

1. **Lecture : *Riquet ; le canal du Midi*.** — Riquet appartenait aux Riquetti de Florence, dont une autre branche a donné à la France les Mirabeau : il s'appelait aussi, par ironie du sort, de Bonrepos, car personne ne se reposa moins que lui. Simple receveur des gabelles, il avait son habitation au pied de la Montagne-Noire, là où les travaux pouvaient être tentés. Il se mit à l'œuvre, prit ses mesures, dressa ses

Colbert fit instituer aussi un *conseil de commerce*, que Louis XIV présida régulièrement tous les quinze jours, et déclara *Marseille* et *Dunkerque ports francs*, afin d'y attirer les étrangers.

La marine militaire; l'inscription maritime. — En développant la marine marchande, Colbert avait, du même coup, assuré le développement de la marine militaire. Celle-ci avait été, nous l'avons dit, organisée par Richelieu, mais

---

plans, s'essaya dans ses jardins aux conduites d'eau, au percement des collines. « Il n'avait pour tout instrument qu'un méchant compas de fer. » Dans les mains d'un bon ouvrier, peu importe l'outil. Heureusement pour Riquet, Colbert était ministre. Son œuvre fut comprise et encouragée. Mais l'argent manque Les États du Languedoc refusent de participer à la dépense. Riquet offre alors d'exécuter à ses frais la première partie du canal; on lui abandonna seulement les fermes des gabelles pendant six ans. Enfin le premier coup de pioche fut donné en 1667, et Riquet a dès lors une armée de 8 à 10 000, quelquefois 19 000 travailleurs sous sa direction.

Il n'est pas au bout des difficultés. C'est à une sorte de comédie jouée avec Colbert qu'il doit recourir pour amener les fermiers généraux du Languedoc à financer. Puis le roi avait nommé un intendant pour surveiller les travaux du canal, et les États un autre; Riquet avait fort à faire pour conserver et appliquer ses propres plans. Les deux intendants déclarèrent l'exécution d'un souterrain impossible. Riquet envoie en grand secret ses terrassiers sur les lieux et, en six jours, termine le travail. Le célèbre ingénieur donna sa vie à son œuvre, une vie de persévérance, d'habileté, de foi admirable; puis, nouveau Moïse, il mourut de fatigue, à l'entrée de sa terre promise, au moment où le canal tout entier allait être ouvert. Toute sa fortune s'y était engloutie et y roulait d'une mer à l'autre. Ce ne fut que quarante ans plus tard que ses héritiers commencèrent à retirer quelque bénéfice de l'œuvre gigantesque de leur aïeul.

En 1667 Riquet écrivait à Colbert : « Mon entreprise est le plus cher de mes enfants; j'y regarde la gloire, votre satisfaction, et non pas le profit. Je souhaite de laisser de l'honneur à mes enfants et je n'affecte point de leur laisser de grands biens. » Aussi le bonheur ne lui a pas manqué. Lorsque Vauban, envoyé par Louis XIV pour examiner le canal, fut interrogé par le roi sur la beauté du travail, il répondit ces simples paroles : « Sire, il n'y manque qu'une chose : c'est la statue de Riquet ». Toulouse lui en a élevé une en 1853.

la flotte, négligée par Mazarin, était à moitié ruinée. Colbert fit reprendre les constructions navales et une grande activité régna dans les ports, qui furent eux-mêmes améliorés et agrandis. **Brest** devint, grâce à sa magnifique rade dont on comprenait l'importance, le premier port de guerre sur l'Océan, **Toulon** le premier sur la Méditerranée, et bientôt de nombreuses et belles escadres, avec des vaisseaux dont quelques-uns portaient cent canons, en sortirent pour lutter contre les marines espagnole et hollandaise. Richelieu avait eu 38 bâtiments de guerre : sous Colbert ce chiffre s'éleva à 120, et l'année de sa mort il était de 176.

Il fallait des matelots. Colbert les demanda aux navires marchands. Il essaya en 1665 un système heureux. Tous les marins furent inscrits sur des listes et divisés en *trois classes*. Chaque classe servait, de trois années l'une, sur les bâtiments de l'État, et les matelots obtenaient certains avantages en retour de cette obligation qu'on leur imposait. En 1668 une ordonnance établit définitivement le régime des classes pour toutes les provinces maritimes du royaume; et ce fut l'**inscription maritime**, *qui encore aujourd'hui assure le recrutement régulier de nos flottes.*

Les colonies. — Les progrès de la marine marchande nécessitaient et ceux de la marine militaire permettaient des *colonies*. Henri IV et Richelieu avaient déjà tourné de ce côté l'activité française. Colbert reprit, développa leur œuvre et fonda en réalité l'*empire colonial* de la France. Cet empire comprenait : en Amérique, le *Canada*, l'*Acadie*, *Terre-Neuve*, les îles de la *Martinique*, la *Grenade*, la *Guadeloupe*, *Marie-Galante*, *Saint-Christophe* et *Saint-Martin*, *Sainte-Croix*, la *Tortue*, une partie de *Saint-Dominque*, la *Guyane*; en Afrique, quelques établissements au *Sénégal* et dans l'île de *Madagascar*, les îles de *France* et *Bourbon*. De hardis voyageurs, surtout *Robert Cavelier de la Salle*, venaient de découvrir et de nous donner la riche vallée du *Mississipi*, le roi des fleuves (1680). Un établissement fut fondé à l'embouchure du Mississipi, et le pays reçut, en l'honneur du roi, le nom de **Louisiane**.

Colbert forma une *Compagnie des Indes Occidentales* ou de

l'*Amérique*, puis une *Compagnie des Indes Orientales*, à laquelle il prit surtout de l'intérêt. Publicité, promesses, recommandations, contrainte même, rien ne fut ménagé pour attirer les capitaux dans la caisse de cette compagnie, que le roi combla de privilèges et d'argent. En 1673 la Compagnie du Sénégal obtint la faculté exclusive d'un commerce honteux, alors pratiqué par toutes les nations, la traite des nègres. La Compagnie du Nord, dirigée contre les Hollandais, la Compagnie du Levant, formée pour exploiter le commerce de la Turquie, ne réussirent pas mieux que leurs sœurs des Indes. La cause était dans leur organisation compliquée, luxueuse, tracassière, et jusque dans les avantages qu'on leur accordait, jusque dans leurs monopoles.

Travaux législatifs; arts et lettres. — Il faut encore tenir compte à Colbert de la part qu'il prit aux travaux législatifs qui ont marqué le règne de Louis XIV. En 1667 fut publiée l'*Ordonnance civile, qui demeura jusqu'à la Révolution le code de la France*; puis l'*ordonnance d'Instruction criminelle* (1670), qui réglait la procédure, mais laissait encore subsister trop de traces de la législation du Moyen Age. Les ordonnances des *Eaux et Forêts*, du *Commerce*, de la *Marine*, témoignaient de l'active sollicitude de Colbert pour tous les intérêts du pays.

Il eut encore l'honneur d'être l'intermédiaire du roi pour ses générosités envers les gens de lettres et les artistes. Sur le modèle de l'Académie française il établit pour les érudits l'*Académie des inscriptions et belles-lettres* (1663), pour les savants l'*Académie des sciences* (1666), puis l'*Académie de musique* et l'*École de Rome* pour la peinture.

Mort de Colbert (1683). — Malgré tant de services, Colbert mourut disgracié du roi (1683) et triste de n'avoir pu l'empêcher de se jeter dans des dépenses exagérées. « Si j'avais fait pour Dieu ce que j'ai fait pour cet homme, disait-il, je serais sauvé dix fois. »

Le peuple même, mécontent des derniers édits financiers dont Colbert n'était certes point responsable, voulait outrager les restes de ce grand ministre, trop dur et trop inflexible à la vérité pour être populaire. Il fallut enterrer la nuit le

créateur de notre industrie, de notre commerce, de notre marine et de nos finances.

III. — Louvois.

Louvois; organisation de l'armée. — Le ministre dont l'influence balançait celle de Colbert dans les conseils de Louis XIV et avait fini par l'emporter, c'était le marquis de *Louvois*. Fils de Michel Le Tellier, secrétaire d'État de la guerre, puis chancelier, Louvois succéda à son père dans la charge de *ministre de la guerre* (1666) et ne négligea rien *pour organiser l'armée*.



Fusilier au temps de Louis XIV.

Les régiments étaient recrutés, habillés, nourris par leurs chefs, qui en étaient propriétaires et recevaient seulement du roi une somme déterminée. Des princes, de grands seigneurs, étaient ainsi *propriétaires de régiments* qui y restaient agglomérés en armée jusqu'à ce que la fin de la guerre ou une nécessité d'économie les fît dissoudre. Les chefs de tout rang, capitaines, colonels, généraux, spéculaient sans honte; nulle mesure régulière n'assurait les subsistances, l'habillement, ni même l'armement; aucune règle ne déterminait l'avancement des officiers; la discipline très relâchée des troupes, obligées de vivre de maraude, en faisait un vrai fléau pour le pays.

1° Louvois obligea les propriétaires de régiments à les tenir complets, à veiller à leur subsistance, à leur habillement, qui fut *uniforme* dans chaque régiment; de là l'origine de l'uniforme [1].

1. Chaque régiment eut son uniforme particulier, qui devint sa marque distinctive.

2° Il rétablit la *discipline*, à laquelle furent soumis les officiers, de si haute naissance qu'ils fussent.

3° Les officiers généraux avancèrent, selon la durée des services, selon l'*ordre du tableau*[1]. Louvois rabaissait ainsi les gens qui se croyaient nés, comme le duc et pair Saint-Simon, pour commander aux autres et, en leur qualité de grands seigneurs, n'aimaient pas « à rouler pêle-mêle avec tout le monde ».

Enfin Louvois imposa la *marche au pas*, et commença à remplacer la pique et le mousquet par le *fusil* armé de la baïonnette. Il créa des *magasins de vivres* pour l'approvisionnement des armées en campagne, des *hôpitaux militaires*, et, sur les conseils de Louis XIV, fit construire le magnifique *Hôtel des Invalides*.

IV. — Vauban.

Vauban. — En même temps, Vauban fortifiait nos villes frontières. « Né le plus pauvre gentilhomme du royaume », comme il le disait lui-même, Sébastien le Prestre, seigneur de Vauban, n'avait qu'une chaumière de paysan : une seule chambre, une grange et une écurie; on la montre encore dans le Morvan bourguignon[2]. Orphelin à l'âge de dix ans, il reçut quelques leçons du pauvre curé de son village, pour lequel il travaillait en échange de l'abri qu'il avait reçu chez lui. Parmi les éléments que celui-ci enseigna à son intelligent élève, se trouva la pratique de l'arpentage, qui peu à peu conduisit Vauban à s'occuper tout seul de fortifications.

A dix-sept ans il s'engagea dans les troupes de Condé pendant la Fronde, et fut fait prisonnier. Mazarin, ayant entendu dire que le jeune soldat s'entendait en fortifications, le convertit facilement à la cause royale. On l'attacha comme aide à un homme médiocre qui passait pour le premier ingénieur du temps, et Vauban eut bientôt dépassé son maître.

---

1. C'est-à-dire une liste d'ancienneté, un tableau d'avancement.

2. Vauban naquit en 1633 à Saint-Léger-de-Fougeret, appelé depuis 1867 Saint-Léger-Vauban (Yonne).

En 1667 il fut nommé par Louis XIV commissaire général des fortifications du royaume.

Les fortifications. — Au Moyen Age les villes et les châteaux avaient rivalisé à qui se protégerait par les murailles les plus hautes et les plus épaisses. Les progrès de l'artillerie rendirent ces murailles inutiles. On sauta alors à l'idée opposée, et Vauban contribua beaucoup à préciser le système des *fortifications rasantes*, c'est-à-dire presque au niveau du sol. Ces murs bas, en terre, n'offraient presque point de prise aux boulets; ils défendaient suffisamment le fossé et abritaient les batteries qu'on élevait pour répondre aux canons de l'assaillant et l'obliger à les éloigner de telle sorte qu'ils ne pussent bombarder la ville. Vauban appliqua rigoureusement la géométrie au dessin des fortifications : il multiplia les angles, les formes d'étoiles, de manière que le feu des pièces pût se porter dans toutes les directions possibles et couvrir tout le front des remparts. Les villes importantes eurent des citadelles détachées qui servaient de refuge même après la capitulation de la cité.

Vauban inaugura un nouveau système, celui des fortifications *rasantes*, presque au niveau du sol, présentant au boulet le moins de surface possible : système qui fait un si grand contraste avec les tours et les remparts pittoresques du Moyen Age.

Sa vie militaire est des mieux remplies : « Il a fait réparer 300 places fortes anciennes, en a fait construire 33 neuves; il a conduit 53 sièges et s'est trouvé en personne à 143 engagements de vigueur ». Il porta l'art de la défense au degré de perfection où il avait aussi porté l'art de l'attaque, de sorte que dans l'armée il y avait deux dictons militaires : « *Ville assiégée par Vauban, ville prise; ville fortifiée par Vauban, ville imprenable* ».

Vauban, pour lui-même hardi jusqu'à la témérité, ménageait le sang des autres. « Il vaut mieux, disait-il, brûler plus de poudre et verser moins de sang. » « Sire, disait-il encore à Louis XIV, j'aime mieux conserver 100 soldats à Votre Majesté que d'en tuer 3000 aux ennemis »; et une autre fois : « Vous gagnerez un jour, mais vous perdrez 1000 hommes, ne le faites pas »; ou : « Vous perdrez tel

homme qui vaut mieux que le fort, n'attaquez pas ». « C'était, nous dit Saint-Simon, qui n'a pas l'habitude de flatter, le plus honnête homme et le plus vertueux homme de son siècle, le plus simple, le plus vrai, le plus modeste. » C'était aussi un grand citoyen, dévoué à son pays, et pour lequel le sévère Saint-Simon créa le nom de *patriote*.

RÉSUMÉ

Le règne de Louis XIV marque le triomphe de la monarchie **absolue**.

Louis XIV concentre entre ses mains l'autorité et personnifie l'**État**. Il domine et asservit les seigneurs, qu'il retient à sa cour par des chaînes dorées.

Louis XIV gouverne avec l'aide de **conseils** et de **secrétaires d'État.**

Son action s'étend sur toutes les provinces par les **intendants**, qui enlèvent tout pouvoir aux *gouverneurs*.

Cette action fut d'abord bienfaisante, grâce aux grands ministres dont Louis XIV sut se servir. **Colbert** se distingua par son habileté à *mettre l'ordre dans les* **finances**, à *ranimer* l'**agriculture**, à *créer* l'**industrie manufacturière**, à *stimuler le commerce*.

Il écarta les marchandises étrangères par un système de tarifs qu'on appela le **système protecteur**, perça des *routes*, creusa des canaux, entre autres le canal du *Languedoc*.

Colbert peut être regardé aussi comme le *créateur de notre* **marine** et de notre **puissance coloniale**.

Il prit part aux travaux législatifs, fit publier l'*Ordonnance civile* (1667), l'*Ordonnance criminelle* (1670). Il distribuait aux écrivains, aux savants, les libéralités de Louis XIV.

Louvois organisa l'*armée*, rétablit la *discipline*, régla l'*avancement des officiers*, l'*habillement* des troupes, leur armement, établit des magasins de vivres et fonda l'*Hôtel des Invalides*.

Vauban, ingénieur et général, inventa un système nouveau de fortifications : il excellait à prendre les places et à les défendre. Il organisa aux frontières une triple ligne de forteresses, qui rendirent de grands services dans les guerres de Louis XIV et dans celles du dix-huitième siècle.

CHAPITRE VII

GUERRE DU DROIT DE DÉVOLUTION ET GUERRE DE HOLLANDE
TRAITÉS DE NIMÈGUE
RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

SOMMAIRE. — I. La guerre de Flandre. — Politique extérieure de Louis XIV; ses premiers actes. — Guerre de Dévolution (1667-1668); traité d'Aix-la-Chapelle (1668). — II. La guerre de Hollande (1672-1678). — Invasion de la Hollande par les Français (1672). — Première grande coalition contre Louis XIV (1673); bataille de Senef (1674). — Invasion de l'Alsace par les Impériaux (1674); sa délivrance par Turenne (1675). — Mort de Turenne (27 juillet 1675). — Guerre de sièges; prise de Valenciennes et de Cambrai (1677); de Gand (1678). — Victoires navales (1676); Duquesne. — Traités de Nimègue (1678). — III. Apogée de la puissance de Louis XIV. — Gloire de Louis XIV. — Les Chambres de réunion; réunion de Strasbourg à la France (1681). — Bombardement d'Alger. — Bombardement de Gênes. — IV. Affaires religieuses. La révocation de l'édit de Nantes. — Déclaration de 1682. — Révocation de l'édit de Nantes. — Conséquences de la révocation de l'édit de Nantes.
LECTURES. — La mort de Turenne. — Parallèle de Condé et de Turenne par Bossuet. — Le doge de Gênes. — Les Dragonnades.

I. — La guerre de Flandre.

Politique extérieure de Louis XIV; ses premiers actes. — Louis XIV montra tout de suite avec quelle vigueur il saurait faire respecter la France. L'ambassadeur espagnol à Londres ayant voulu prendre le pas sur l'ambassadeur français, Louis XIV exigea de son beau-père, le roi d'Espagne Philippe IV, une réparation éclatante (1662). A Rome, les gens de l'ambassadeur français ayant été insultés par les soldats de la garde corse, le pape Alexandre VII dut élever une pyramide rappelant l'offense et la satisfaction (1664).

Le roi aida la *maison de Bragance* à affermir l'indépendance du Portugal. D'un autre côté, il participa à la victoire de *Saint-Gothard*[1], qui sauva l'Autriche envahie par les Turcs (1664). On le craignait partout.

---

1. Bourg de Hongrie.

Guerre de Dévolution (1667-1668); traité d'Aix-la-Chapelle (1668). — Louis XIV voulut tirer parti de sa puissance et, à la mort du roi d'Espagne, Philippe IV (1665), réclama les Pays-Bas, au nom de sa femme Marie-Thérèse, en vertu d'un droit particulier au Brabant et qu'on appelait le **droit de dévolution**[1]. Son meilleur argument était sa belle armée de cinquante mille hommes, commandée par *Turenne* et *Condé*; le roi n'eut qu'à se présenter en Flandre pour occuper **Lille** et toutes les villes les unes après les autres (1667). Pendant l'hiver, le roi et le prince de Condé parurent tout à coup en *Franche-Comté* (1668) et s'emparèrent de la province en moins de trois semaines.

Mais Louis XIV s'arrêta quand il vit une **triple alliance** formée par la *Hollande*, l'*Angleterre*, la *Suède*, et alors il signa le traité d'**Aix-la-Chapelle** (1668), qui ne lui laissa que ses principales conquêtes en Flandre : *Bergues*, *Douai*, *Lille*.

II. — La guerre de Hollande (1672-1678).

Invasion de la Hollande par les Français (1672). — Irrité contre les Hollandais, qui avaient interrompu ses succès, Louis XIV était en outre blessé de leur fierté républicaine et voyait en eux des rivaux de notre commerce. Excité par Louvois, ayant même l'approbation de Colbert, il retourna contre eux leurs alliés, la Suède et l'Angleterre, puis envahit leur pays (1672).

---

1. C'était une règle des successions privées dans le Brabant. Quand un homme veuf, ayant des enfants, se remariait, la propriété de ces biens immeubles était *dévolue* aux enfants, et cette propriété ne pouvait passer aux enfants du second lit. Or Philippe IV s'était marié deux fois, d'abord avec Élisabeth de France, puis avec une fille de l'empereur d'Allemagne. Marie-Thérèse était née du premier mariage, Charles II du second. Charles II héritait de l'Espagne, mais Louis XIV prétendait que Marie-Thérèse devait profiter du *droit de dévolution* spécial au Brabant, et il réclamait presque tous les Pays-Bas. L'Espagne répondait que la coutume invoquée par Louis XIV était de *droit privé* et non de droit public, et qu'elle ne pouvait s'appliquer à la succession à la couronne.

L'armée française, comptant près de cent mille hommes, peut, grâce à des alliances avec les princes allemands, se porter par la vallée de la Moselle dans la vallée du Rhin et tourner les provinces belges qui appartenaient à l'Espagne, restée neutre. Elle passa sur la rive droite, à Wesel, et arriva ainsi au point où le Rhin se divise en plusieurs branches, dont la principale est le Wahal, qui entraîne la plus grande partie des eaux. L'armée repassa à gué, à *Tolhuys*, le Rhin affaibli par cette division, et se trouva au cœur même de la Hollande. Ce passage du Rhin, que Boileau célébra avec un enthousiasme permis à la poésie, ne fut qu'une opération facile, mais habilement conçue et brillamment exécutée. Condé y montra la fougueuse bravoure qui lui était ordinaire. Ce passage eut surtout de l'importance par suite des résultats. Presque toutes les villes surprises se rendirent sans résistance. Un officier écrivait à Turenne : « Si vous voulez m'envoyer cinquante chevaux, je pourrai prendre avec cela deux ou trois places ». « Quatre cavaliers allant en maraude, raconte Voltaire, s'avancèrent jusqu'aux portes de Muyden, où sont les écluses qui peuvent inonder le pays et qui n'est qu'à une lieue d'Amsterdam. Les magistrats de Muyden, éperdus de frayeur, vinrent présenter leurs clefs à ces quatre soldats; mais enfin, voyant que les troupes n'avançaient point, ils reprirent leurs clefs et fermèrent leurs portes. Un instant de diligence eût mis Amsterdam entre les mains du roi. »

Vaincus presque sans combat, les Hollandais demandent la paix. Louis XIV, enivré par l'orgueil, s'obstine à leur imposer des conditions inacceptables : il ne peut prévoir l'avenir où les Hollandais lui opposeront à leur tour la même inflexibilité. Le parti de la guerre l'emporte alors à la Haye : une révolution éclate; le premier magistrat du pays, le grand pensionnaire **Jean de Witt**, est massacré avec son frère **Corneille de Witt**; on proclame *stathouder*[1] le jeune **Guillaume de Nassau**, prince d'Orange. Celui-ci fait ouvrir les écluses d'Amsterdam. Les campagnes qui, en Hollande,

1. Commandant en chef.

se trouvent au-dessous du niveau de la mer et que des digues protègent à grand'peine, sont envahies par les eaux, et la flotte hollandaise vient se ranger autour d'Amsterdam. Les Français sont obligés de reculer devant l'inondation. Cette résolution patriotique des Hollandais sauva leur pays.

– **Première grande coalition contre Louis XIV (1673); bataille de Senef (1674).** — Guillaume en même temps appelle les autres puissances à son secours; le roi d'Espagne, l'empereur d'Allemagne concluent avec les Hollandais la ligue de *la Haye* (1673).

Alors Louis XIV, obligé de faire face à de nouveaux ennemis, renonce à la Hollande et ne garde que la place de *Maestricht*, sur la Meuse. Tenant tête à cette première coalition, la France fournit six campagnes, qui comptent parmi les plus belles de notre histoire militaire.

L'Espagne, en accédant à la coalition, offrait à Louis XIV l'occasion de nouvelles conquêtes : il se jeta une seconde fois sur la **Franche-Comté**. *Besançon* fut pris en neuf jours et la province entière réduite en six semaines (1674).

Puis le prince de Condé alla combattre, dans les Pays-Bas, Guillaume d'Orange, et lui livra une bataille sanglante, à *Senef*[1] (1674), où il demeura vainqueur grâce à sa ténacité et à son ardeur. Il n'avait pourtant que de jeunes troupes. Mme de Sévigné écrit plaisamment à sa fille : « Despréaux (Boileau) a été voir M. le Prince. M. le Prince voulut qu'il vît son armée. « Eh bien, qu'en dites-vous? dit M. le Prince. « — Monseigneur, dit Despréaux, je crois qu'elle sera fort « bonne quand elle sera majeure. » C'est que le plus âgé n'a pas dix-huit ans. » Ces jeunes soldats se battirent pourtant comme des vétérans. « De tous les combats que donna le grand Condé, dit Voltaire, ce fut celui où il prodigua le plus sa vie et celle de ses soldats. Il eut trois chevaux tués sous lui. Il voulait, après trois attaques meurtrières, en hasarder encore une quatrième. Il parut, dit un officier, qu'il n'y avait plus que le prince de Condé *qui eût envie de se battre.* »

---

1. Ville de Belgique (Hainaut, à 20 kilomètre de Charleroi.)

Invasion de l'Alsace par les Impériaux (1674); sa délivrance par Turenne (1675). — Turenne, de son côté, déployait dans la vallée du Rhin ce que l'art de la guerre peut avoir de plus grand et de plus habile. Il entra et s'avança fort loin en Allemagne, mais se vit bientôt obligé de reculer devant une armée double de la sienne.

Soixante-dix mille Allemands, passant par Strasbourg, ville libre et neutre, pénétrèrent dans l'Alsace, cette province encore à peine rattachée à la France. A la cour on croyait la province perdue, et le ministre Louvois ordonna à Turenne de se retirer en Lorraine. Mais le maréchal, « qui, selon Napoléon, eut cela de particulier, de croître toujours d'audace à mesure qu'il vieillissait », écrivit au roi : « Je connais la force des troupes impériales, les généraux qui les commandent, le pays où je suis; je prends tout sur moi et je me charge des événements. » Dès lors, tenant tête aux ennemis ou se repliant devant eux, se couvrant tantôt des rivières, tantôt des montagnes, il gagne l'hiver, puis se retire en Lorraine par le col de Saverne.

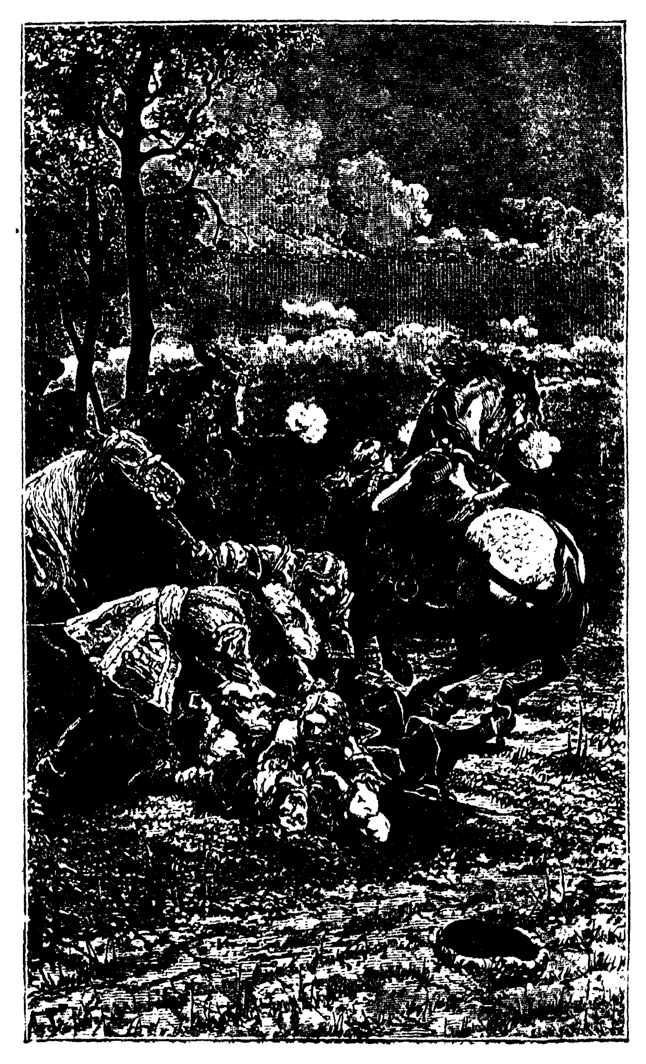
Joyeux, les coalisés crurent avoir triomphé de sa constance et se répandirent avec sécurité dans leurs cantonnements d'Alsace, se dispersant pour vivre plus à l'aise. Or, derrière l'épais rideau de la chaîne des Vosges, Turenne prépare une nouvelle campagne. Au milieu de décembre, par un froid rigoureux, il met en marche ses soldats par petites colonnes, les engage dans des sentiers impraticables et leur fait suivre des chemins qui semblent ne les mener nulle part. Il longe ainsi toute la chaîne des montagnes au lieu de la traverser, et malgré les neiges et les fondrières il arrive en vingt-deux jours à l'extrémité sud, à *Belfort*. Il entre en Alsace avant que les ennemis soient avertis de sa marche, concentre son armée avant qu'ils soient réunis, les bat à **Mulhouse** avant qu'ils soient revenus de leur surprise, puis à **Colmar**, à **Turkheim** et les rejette au delà du Rhin. *En quinze jours il avait délivré l'Alsace.* Ce fut un cri de joie par toute la France, et Turenne, retournant à Paris, vit les populations courir à sa rencontre pour remercier le grand capitaine qui venait de sauver le pays d'une invasion.

Mort de Turenne (27 juillet 1675)[1]. — Mais au moment où ce savant homme de guerre était le plus nécessaire, il nous fut enlevé. Il avait continué ses succès et avait de nouveau pénétré en Allemagne. Au mois de juillet 1675, après d'habiles manœuvres, il se félicitait d'avoir obligé son digne adversaire, Montecuculli, à s'arrêter et à livrer bataille. Les deux armées s'observaient depuis huit jours. La partie était sur le point de se terminer et Turenne se croyait en mesure de la gagner. Il n'avait pu, lui d'ordinaire si modeste, s'empêcher de s'écrier en voyant les ennemis : « Je les tiens! » Le 27 juillet Turenne prenait ses dernières dispositions pour attaquer le village de *Salzbach*; il visitait les postes avancés, lorsque le lieutenant général Saint-Hilaire s'avança vers lui,

---

1. **Lecture : *La mort de Turenne*.** — Mme de Sévigné a consacré plusieurs de ses lettres au triste événement qui priva la France d'un de ses plus grands capitaines. Nous citons la plus complète et la plus attendrie.

« Il croyait donner la bataille, et monta à cheval à deux heures le samedi, après avoir mangé. Il avait bien des gens avec lui ; il les laissa tous à trente pas de la hauteur où il voulait aller. Il dit au petit d'Elbeuf : « Mon neveu, demeurez là, vous ne faites que tourner autour de moi, vous me feriez reconnaître. » Il trouva M. d'Hamilton près de l'endroit où il allait, qui lui dit : « Monsieur, venez par ici ; on tirera où vous allez. — Monsieur, lui dit-il, je m'y en vais : je ne veux point du tout être tué aujourd'hui ; cela sera le mieux du monde. » Il tournait son cheval, il aperçut Saint-Hilaire, qui lui dit, le chapeau à la main : « Jetez les yeux sur cette batterie que j'ai fait mettre là ». Il retourne deux pas, et, sans être arrêté, il reçut le coup qui emporta le bras et la main qui tenaient le chapeau de Saint-Hilaire, et perça le corps après avoir fracassé le bras de ce héros. Ce gentilhomme le regardait toujours ; il ne le voit point tomber, le cheval l'emporta où il avait laissé le petit d'Elbeuf ; il n'était point encore tombé, mais il était penché le nez sur l'arçon : dans ce moment, le cheval s'arrête ; il tomba entre les bras de ses gens ; il ouvrit deux fois de grands yeux et la bouche, et puis demeura tranquille pour jamais : songez qu'il était mort et qu'il avait une partie du cœur emportée. On crie, on pleure ; M. d'Hamilton fait cesser ce bruit et ôter le petit d'Elbeuf, qui était jeté sur ce corps, qui ne voulait pas quitter et qui se pâmait de crier. On jette un manteau ; on le porte dans une haie ; on le garde à petit bruit ; un carrosse vient ; on l'emporte



Mort de Turenne.

le chapeau à la main, en le priant d'examiner une batterie nouvelle qu'il venait de faire placer. A ce moment un boulet emporte le bras de Saint-Hilaire et frappe Turenne, qui tombe mort. Le fils de Saint-Hilaire se précipite en larmes sur son père qu'on soignait, mais celui-ci, s'inquiétant peu de lui-même, répondit : « Ce n'est pas moi, mon fils, c'est ce grand homme qu'il faut pleurer ». Le général ennemi, informé, ne put s'empêcher de dire : « Il est mort aujourd'hui un homme qui faisait honneur à l'homme ».

Les soldats, désespérés, s'écrièrent qu'ils avaient perdu leur père ; les généraux, devenus timides, n'osèrent plus attaquer les ennemis et repassèrent le Rhin. En France le deuil fut universel, et Louis XIV voulut que Turenne fût enterré à à Saint-Denis comme le connétable du Guesclin. « Ce fut,

---

dans sa tente : ce fut là où M. de Lorge, M. de Roye et beaucoup d'autres pensèrent mourir de douleur, mais il fallut se faire violence et songer aux grandes affaires qu'il avait sur les bras. On lui a fait un service militaire dans le camp, où les larmes et les cris faisaient le véritable deuil : tous les officiers pourtant avaient des écharpes de crêpe ; tous les tambours en étaient couverts, qui ne frappaient qu'un coup ; les piques traînantes et les mousquets renversés ; mais ces cris de toute une armée ne se peuvent pas représenter, sans que l'on en soit ému. Les deux véritables neveux (car pour l'aîné il faut le dégrader) étaient à cette pompe, dans l'état que vous pensez : M. de Roye tant blessé s'y fit porter ; car cette messe ne fut dite que quand ils eurent repassé le Rhin. Je pense que le pauvre chevalier était bien abîmé de douleur. Quand ce corps a quitté son armée, ç'a été encore une autre désolation ; partout où il a passé, ç'a été des clameurs, mais à Langres ils se sont surpassés : ils allèrent tous au-devant de lui, tous habillés de deuil, au nombre de plus de deux cents, suivis du peuple ; tout le clergé en cérémonie ; ils firent dire un service solennel dans la ville, et en un moment se cotisèrent tous pour cette dépense, qui monta à 5000 francs, parce qu'ils reconduisirent le corps jusqu'à la première ville et voulurent défrayer tout le train. Que dites-vous de ces marques naturelles d'une affection fondée sur un mérite extraordinaire ? Il arrive à Saint-Denis ce soir ou demain ; tous ses gens l'allaient reprendre à deux lieues d'ici ; il sera dans une chapelle en dépôt, en attendant qu'on prépare la chapelle. Il y aura un service en attendant celui de Notre-Dame, qui sera solennel. » (*Lettres de Mme de Sévigné.*)

selon l'éloquente expression de Saint-Simon, la récompense de ses vertus militaires et de la mort qui le couronna par un coup de canon, à la tête de l'armée. »

Guerre de sièges; prise de Valenciennes et de Cambrai (1677); de Gand (1678). — Les Français, privés de Turenne, avaient été obligés de se replier en deçà du Rhin. Le maréchal de *Créqui* fut également battu dans la vallée de la Moselle, et pris dans la ville de *Trèves* malgré une défense héroïque. Il fallut envoyer le prince de Condé rétablir les affaires de ce côté; ce fut sa dernière campagne[1]; après avoir refoulé l'ennemi, il se retira malade dans son domaine de

---

1. **Lecture : *Parallèle de Condé et de Turenne par Bossuet*.** — « Ç'a été, dit Bossuet, un grand spectacle, de voir dans le même temps et dans les mêmes campagnes ces deux hommes, que la voix commune de toute l'Europe égalait aux plus grands capitaines des siècles passés. Que de campements, que de belles marches, que de hardiesses, que de précautions, que de périls, que de ressources! Vit-on jamais en deux hommes les mêmes vertus avec des caractères si divers, pour ne pas dire si contraires? L'un paraît agir par des réflexions profondes, et l'autre par de soudaines illuminations : celui-ci par conséquent plus vif, mais sans que son feu eût rien de précipité; celui-là d'un air plus froid, sans jamais rien avoir de lent, plus hardi à faire qu'à parler, résolu et déterminé au dedans lors même qu'il paraissait embarrassé au dehors. L'un, dès qu'il parut dans les armées, donne une haute idée de sa valeur, et fait attendre quelque chose d'extraordinaire; mais toutefois s'avance par ordre, et vient comme par degrés aux prodiges qui ont fini le cours de sa vie; l'autre, comme un homme inspiré, dès sa première bataille s'égale aux maîtres les plus consommés. L'un, par de vifs et continuels efforts, emporte l'admiration du genre humain et fait taire l'envie; l'autre jette d'abord une si vive lumière qu'elle n'osait l'attaquer. Et afin que l'on vît toujours dans ces hommes de grands caractères, mais divers, l'un, emporté d'un coup soudain, meurt pour son pays, comme un Judas Machabée; l'armée le pleure comme son père, et la cour et tout le peuple gémit; sa piété est louée comme son courage, et sa mémoire ne se flétrit point par le temps; l'autre, élevé par les armes au comble de la gloire comme un David, comme lui meurt dans son lit en publiant les louanges de Dieu, et instruisant sa famille, et laisse tous les cœurs remplis tant de l'éclat de sa vie que de la douceur de sa mort. » (Bossuet, *Oraison funèbre du prince de Condé.*)

Chantilly, où il vécut jusqu'en 1686, se reposant des combats par des entretiens littéraires avec les hommes illustres de l'époque.

Privé de ses plus grands capitaines, Turenne et Condé, Louis XIV ne se soucia plus de risquer des batailles, et la guerre se borna à des sièges, auxquels il aimait à paraître quand tout était calculé pour la prompte reddition de la ville. Avec Vauban et le maréchal de Luxembourg, digne élève de Condé, il s'empara de **Valenciennes, de Cambrai** (1677). Son frère, le duc d'Orléans, guidé par le maréchal de Luxembourg, assiégea Saint-Omer et gagna la victoire de **Cassel** (1677). Puis Louis XIV alla assister à la prise d'une des places les plus importantes des Pays-Bas, de la ville de **Gand** (1678), et ces succès de la France découragèrent les coalisés.

Victoires navales (1676); Duquesne. — D'ailleurs ces succès avaient été complétés par une série de victoires remportées par les flottes françaises dans la Méditerranée.

Les Siciliens, révoltés contre l'Espagne, avaient appelé les Français, qui vinrent occuper Messine. Les Hollandais envoyèrent alors au secours des Espagnols leur fameux amiral **Ruyter**; mais celui-ci trouva bientôt un habile adversaire dans le chef d'escadre **Duquesne**, qui livra un glorieux combat près de l'île de *Stromboli* (1676), puis en vue d'*Agosta*, non loin de Syracuse, Ruyter fut mortellement blessé. Duquesne et Vivonne, puis le jeune **Tourville**, qui débutait sous leurs auspices, écrasèrent enfin les flottes ennemies près de *Palerme*, et les Français demeurèrent maîtres de la mer (1676). Louis XIV s'honora en ordonnant que le navire qui rapportait en Hollande le corps de Ruyter fût accueilli dans les ports français et que les honneurs militaires fussent rendus au vaillant amiral ennemi.

Traités de Nimègue (1678). — La coalition, voyant qu'elle ne pouvait abattre Louis XIV, amena l'Angleterre, effrayée d'ailleurs des progrès de notre marine, à se déclarer contre la France (janvier 1678). Mais alors le roi demanda la paix; un congrès se réunit à *Nimègue*, et les différentes puissances signèrent avec Louis XIV des traités, dits *traités* de **Nimègue**, qui lui laissaient ses conquêtes en **Flandre**

et la **Franche-Comté** avec les territoires qui en dépendaient.

III. — Apogée de la puissance de Louis XIV.

Gloire de Louis XIV. — Le roi, jeune encore, venait de gagner deux provinces et de braver l'Europe; il tenait une cour magnifique où se succédaient les fêtes, les carrousels, les divertissements. Flatté jusque dans ses vices, Louis XIV voyait les courtisans approuver ses scandales et honorer ses favorites, Mlle de la Vallière, Mme de Montespan. Paris, en souvenir de ses victoires, lui dressait des arcs de triomphe, qui sont aujourd'hui la *porte Saint-Denis* et la *porte Saint-Martin.* En 1686 le duc de la Feuillade inaugura une statue sur la *place des Victoires* et, à la tête du régiment des gardes, se prosterna devant cette image comme devant une divinité.

Les Chambres de réunion; réunion de Strasbourg à la France (1681). — Louis XIV avait agrandi et enrichi la France. Mais il effraya l'Europe par son ambition. Interprétant à son profit certaines clauses du traité de Nimègue, il établit des *Chambres de réunion* pour rechercher les dépendances des pays qui lui avaient été cédés.

Louis XIV désirait surtout posséder **Strasbourg**, demeuré ville libre au milieu de l'Alsace, qui était devenue française. Le parti français, très puissant à Strasbourg, favorisa les desseins de Louis XIV, et Strasbourg ouvrit ses portes sans qu'il fût besoin de tirer un coup de canon (1681). Cette ville, jadis romaine et franque, rentrait dans la patrie française; il a fallu la dévaster par les obus incendiaires, en 1870, pour l'en arracher.

Bombardement d'Alger. — Les Barbaresques continuaient d'infester les côtes de la Méditerranée. Notre flotte, qui avait déjà fait ses preuves dans la guerre de Hollande, alla châtier ces odieux pirates. **Alger** fut bombardé deux fois (1681-1683), et de nombreux chrétiens délivrés bénirent le nom de Louis XIV. Cependant, raconte Voltaire, « parmi les esclaves délivrés se trouvaient des Anglais qui, étant déjà sur nos vaisseaux, soutenaient que c'était en considération du

roi d'Angleterre qu'ils étaient mis en liberté. Alors le capitaine français fit appeler les Algériens et, remettant les Anglais à terre : « Ces gens-ci, dit-il, prétendent n'être délivrés qu'au nom de leur roi ; le mien ne prend pas la liberté « de leur offrir sa protection, je vous les remets ; c'est à vous « de montrer ce que vous devez au roi d'Angleterre. » Les Anglais furent tous remis aux fers. *Tunis* et *Tripoli* se virent également punies. Dans ces expéditions on employa des *galiotes* à bombes, dues à l'art savant de Petit-Renaud. Ces galiotes, bien améliorées dans notre siècle, sont devenues nos redoutables canonnières.

Bombardement de Gênes. — La ville de *Gênes*, en Italie, fournissait des munitions de guerre aux Barbaresques ; elle accueillit mal les représentations de Louis XIV : il la fit alors bombarder, et le *doge*, le chef de la république, qu'une loi empêchait de quitter la ville, dut venir à Versailles s'humilier devant le roi[1] (1684).

IV. — Affaires religieuses. — La révocation de l'édit de Nantes.

Déclaration de 1682. — Les rois avaient le droit de percevoir les revenus de certains évêchés pendant la vacance du siège : on appelait ce droit la *régale*. Louis XIV l'étendit à tout le royaume : de là un différend avec le pape Inno-

1. **Lecture : *Le doge de Gênes.*** — La ville de Gênes, une des plus remarquables de l'Italie, avait bravé la puissance de Louis XIV. Le roi ordonna de la bombarder, et le fils de Colbert, le marquis de Seignelay, conduisit avec *Duquesne*, une flotte qui cribla de boulets les palais de marbre de l'opulente cité. Les Génois offrirent les satisfactions qu'on leur demandait, mais Louis XIV exigea en outre que le *doge* (le chef) de la république vînt lui-même à Versailles solliciter son pardon. Or une loi défendait au doge de quitter le territoire de la république. Il fallut passer outre et faire le voyage de Versailles.

Ce château venait, pour ainsi dire, de sortir de terre comme par enchantement, et le marquis de Seignelay promena avec complaisance le doge Impériale Lascaro dans les salles et les merveilleuses galeries. Seignelay, lui ayant demandé ce qu'il y trouvait de plus étonnant, en reçut cette fière réponse : « *C'est de m'y voir* ».

cent XI. Jaloux de ses prérogatives, le roi fit limiter les droits du Saint-Siège sur l'Eglise de France et formuler, par l'Assemblée du clergé réunie en 1682 sous la présidence de Bossuet, quatre propositions résumant les théories de l'*Église gallicane* sur l'autorité du Saint-Siège. Les principales de ces propositions déclaraient que Dieu n'avait donné à saint Pierre et à ses successeurs *aucune puissance ni directe ni indirecte sur les choses temporelles*, et approuvaient les décrets du concile de Constance reconnaissant les conciles œcuméniques (universels) supérieurs au pape dans les questions spirituelles.

Louis XIV voulut en outre qu'à Rome le quartier de notre ambassadeur conservât le privilège d'être un asile : il blessa à la fois le pape et la justice en maintenant par la force un abus auquel avaient renoncé les autres souverains.

Révocation de l'édit de Nantes. — Plus il résistait au pape dans l'ordre politique, plus Louis XIV voulait témoigner de son attachement au catholicisme. Il ne voulait point souffrir qu'il y eût deux religions dans son royaume. Bien que les protestants vécussent en sujets soumis et actifs, bien qu'ils eussent entre les mains presque tout le commerce et l'industrie du royaume, il ne put se déterminer à maintenir la promesse que leur avait faite Henri IV et qu'avait maintenue le cardinal de Richelieu, même après ses victoires, de leur laisser le libre exercice de leur culte. Louis XIV vieillissait déjà, devenait malade, et tombait sous l'influence de Mme de Maintenon, femme habile et insinuante, qu'il épousa secrètement après la mort de la reine Marie-Thérèse. Colbert était mort presque disgracié, et Louvois, l'homme impitoyable, poussait Louis XIV aux violences. Pour forcer les protestants à se convertir, on logea chez eux des gens de guerre; comme les dragons se signalèrent par leurs excès, on a donné le nom de *Dragonnades* à cette persécution d'un nouveau genre. Les conversions arrivèrent par milliers, grâce à ces *missionnaires bottés*, comme on appelait les soldats, et grâce aux supplices affreux dont étaient menacés les dissidents. Lorsque la terreur régna dans les pays protestants et qu'on eut obtenu des Réformés la pratique apparente du

catholicisme, Louis XIV porta le dernier coup en révoquant l'*édit de Nantes* (1685). L'exercice du culte protestant fut interdit, ses ministres furent bannis du royaume[1].

Conséquences de la révocation de l'édit de Nantes. — Malgré la surveillance rigoureuse exercée pour empêcher l'émigration, et les supplices qui la punissaient, une foule de disciples suivirent leurs pasteurs exilés et allèrent chercher au loin une terre où leur conscience fût libre. On calcule que, dans les dernières années du règne de Louis XIV, trois cent mille Réformés passèrent la frontière, en dépit des ordonnances les plus sévères. Des provinces perdirent un tiers de leur population, et surtout de la population industrielle. Ce furent principalement la Hollande, la Prusse et l'Angleterre qui profitèrent de ce que nous laissions échapper. Londres eut un faubourg peuplé d'artisans français, et Berlin, qui en accueillit un grand nombre, leur dut l'origine de sa fortune industrielle.

Les carrières libérales perdirent également beaucoup d'hommes distingués. L'armée vit douze mille soldats et six cents officiers porter à l'étranger, avec leur bravoure,

---

1. **Lecture : *Les Dragonnades*.** — Louvois écrivait à l'intendant du Poitou : « Je vous envoie un régiment de cavalerie. Sa Majesté trouve bon que le plus grand nombre des cavaliers et officiers soient logés chez les protestants, mais Elle n'estime pas qu'il faille les y loger tous. Si, suivant une répartition juste, les religionnaires en devaient porter dix, vous pouvez leur en faire donner vingt. » L'intendant du Béarn écrivait dans son journal : « Il s'est converti 600 personnes dans « cinq villes ou bourgs, sur le simple avis que les compagnies étaient « en marche. De 4000 religionnaires qu'il y avait à Orthez, il s'en « convertit 2000 avant l'arrivée des troupes, en sorte que pendant le « séjour que j'y fis avec des missionnaires ils se convertirent tous, « à la réserve de vingt familles opiniâtres. » Les nouvelles des conversions ainsi arrachées arrivaient par milliers à la cour. Louvois écrivait à son père, le chancelier le Tellier : « Il s'est fait 60 000 conversions « dans la généralité de Bordeaux, et 20 000 dans celle de Montauban. « La rapidité dont cela va est telle, qu'il ne restera pas 10 000 religion- « naires dans toute la généralité de Bordeaux, où il y en avait 150 000 « le 15 du mois passé. »

un sentiment implacable de vengeance : sentiment qui anima aussi leurs descendants. Parmi les chefs de l'armée allemande qui envahit la France en 1870, on remarquait des généraux au nom français, et ce n'étaient pas les moins acharnés.

RÉSUMÉ

Par ses premiers actes vis-à-vis de l'Espagne, vis-à-vis du Saint-Siège, Louis XIV montra combien il saurait imposer le respect de la France.

Puis, à la mort de son beau-père, il réclama, en vertu du *droit de* **dévolution**, les *Pays-Bas* espagnols, entra en Flandre, soumit **Lille** (1667), conquit en plein hiver la **Franche-Comté** (1668), et ne s'arrêta que devant une **triple alliance** formée par la *Hollande*, l'*Angleterre* et la *Suède*. La paix d'**Aix-la-Chapelle** (1668) lui laissa ses principales conquêtes en *Flandre*.

Louis XIV ne pardonnait point aux Hollandais d'avoir arrêté le cours de ses victoires. Il passa le Rhin, envahit leur pays (1672) et en était déjà maître, lorsque les Hollandais, par une révolution, proclamèrent stathouder **Guillaume d'Orange**, ouvrirent les écluses et inondèrent leur contrée.

Les autres puissances soutiennent la Hollande et forment (1673) la première grande coalition, dite de **la Haye**. Louis XIV fait alors une seconde fois la conquête de la **Franche-Comté** (1674) ; mais au nord il faut la sanglante victoire de **Senef**, gagnée par Condé, pour contenir les ennemis (1674). Puis l'*Alsace* est envahie, et il faut, pour la délivrer, une admirable campagne de **Turenne** (1675).

Ce grand capitaine meurt la même année, et la guerre se réduit alors à des sièges, qui ont pour résultat la prise de **Valenciennes**, de **Cambrai** (1677). La victoire de **Cassel** (1677), la prise de **Gand** (1678), maintiennent l'avantage à Louis XIV.

Les succès de Duquesne et de la marine française dans la Méditerranée (combats de *Stromboli*, d'*Agosta*, de *Palerme*, 1676) rendent les Français maîtres de la Méditerranée. Les coalisés alors se décident à signer les traités de *Nimègue*, et Louis XIV garde, avec la *Flandre*, la *Franche-Comté* (1678).

C'est l'apogée de sa puissance. Louis XIV est l'arbitre de l'Eu-

rope. Il continue ses conquêtes en pleine paix, au moyen des *Chambres de réunion*, et prend possession de **Strasbourg** (1681). Il fait deux fois bombarder **Alger** pour châtier les pirates barbaresques ; il fait aussi bombarder Gênes.

Mais Louis XIV se laissa bientôt entraîner dans les difficultés religieuses. Pour affirmer son indépendance vis-à-vis du Saint-Siège, il fait formuler par la *Déclaration du clergé*, en 1682, les libertés de l'*Église gallicane*. Puis, pour montrer qu'il reste attaché au catholicisme, il essaye de détruire en France le protestantisme et révoque l'**édit de Nantes** : politique funeste qui excita contre lui l'Europe protestante et commença à l'intérieur la ruine de notre industrie.

CHAPITRE VIII

LIGUE D'AUGSBOURG — RÉVOLUTION DE 1688 EN ANGLETERRE RIVALITÉ DE GUILLAUME III ET DE LOUIS XIV

SOMMAIRE. — I. La restauration des Stuarts en Angleterre. — Le rappel de Charles II en Angleterre (1660). — Le règne et les fautes de Charles II (1660-1685). — L'acte d'*Habeas corpus* (1679). — Les Whigs et les Tories. — Jacques II (1685-1688). — II. La Révolution de 1688. — Fuite de Jacques II (1688) ; Guillaume d'Orange. — Déclaration des droits ; la monarchie constitutionnelle. — La littérature anglaise aux seizième et dix-septième siècles. — Conséquences de la révolution de 1688. — III. Guerre de la ligue d'Augsbourg (1688-1697). — Nouvelle ligue contre Louis XIV (1686) ; guerre en Allemagne (1688) ; dévastation du Palatinat (1689). — Guerre maritime ; Tourville ; combats de Bantry, de Beachy-Head (1690), de la Hougue (1692). — Jean Bart ; Duguay-Trouin. — Guerre aux Pays-Bas ; le maréchal de Luxembourg ; batailles de Fleurus (1690), de Steinkerque (1692), de Neerwinden (1693). — Guerre en Italie ; Catinat ; bataille de Staffarde (1690) ; le duc de Savoie en Dauphiné ; bataille de la Marsaille (1693). — Paix de Ryswick (1697).

LECTURES. — Portrait de Guillaume d'Orange par Macaulay. — Tourville ; bataille de la Hougue. — Jean Bart et Duguay-Trouin. — Le maréchal de Luxembourg ; bataille de Fleurus. — Bataille de Steinkerque. — Catinat.

I. — La restauration des Stuarts en Angleterre.

Le rappel de Charles II en Angleterre (1660). — La déclaration de guerre faite par Louis XIV au protestantisme

allait amener comme représailles la seconde révolution d'Angleterre et les guerres qui en furent la suite.

Les Stuarts, en effet, avaient été rétablis en Angleterre peu de temps après la mort de Cromwell. Le terrible Protecteur, mort en 1658 sans avoir pu fonder ni une dynastie ni une république, avait laissé un fils, *Richard*, incapable de jouer son rôle et de conserver son lourd héritage. Richard Cromwell gouverna cinq mois sous le titre de *Protecteur* et abdiqua. L'anarchie seule lui succéda. Les presbytériens étaient las du joug des Indépendants et de la domination militaire : ils se rapprochèrent des épiscopaux, des royalistes, des Cavaliers. Le grand parti qui avait battu en brèche l'autorité de Charles Ier avait été victime de son propre triomphe, puisqu'une minorité exaltée, une secte particulière, les Indépendants, l'avait écarté ; alors il donna la main à ses anciens ennemis, et, ce jour-là, une restauration fut proche. Un général habile et dissimulé, **Monk**, l'opéra. A la tête de régiments dévoués aux Stuarts, il marcha sur Londres et rappela le *Long Parlement* tel qu'il était en 1648 avant les mutilations opérées par Cromwell, c'est-à-dire au complet. Cette assemblée avait seule le droit de se dissoudre ; satisfaite de ce retour à la légalité, elle prononça sa dissolution. Un nouveau Parlement rappela Charles II, qui rentra sans *conditions écrites* dans sa capitale le 20 mai 1660.

Le règne et les fautes de Charles II (1660-1685). — Il ne tenait qu'au prince ainsi rétabli de rendre impossible le retour des révolutions. Il parut d'abord profiter des leçons de l'expérience et se montra docile aux conseils du Parlement : aussi on ne murmura point contre les vengeances qu'il exerça et le supplice de quelques régicides. Mais la coalition des Têtes rondes et des Cavaliers, à laquelle il devait son retour, ne tarda pas à se briser, et Charles, prince léger, frivole, dissipé, faux et dissimulé, ne tarda pas à irriter par les scandales de sa cour luxueuse à la fois les fidèles serviteurs de la couronne et ses anciens ennemis.

Il commit surtout la faute de ranimer la question religieuse, cause première du soulèvement de 1640. Une étrange fatalité semblait peser sur cette famille incorrigible dont on

plaindrait plus les malheurs si elle les avait moins mérités. Charles II, quoique ayant dû son retour principalement aux presbytériens, bien que lié par des promesses formelles de tolérance à leur égard, rétablit la hiérarchie anglicane et recommença les persécutions. Il fit voter un *bill d'uniformité* qui imposait la même liturgie à tous les ministres ou pasteurs de l'Église réformée. Deux mille ministres presbytériens aimèrent mieux abandonner leurs *bénéfices* et leurs *églises* que de souscrire à ce bill qui blessait leur conscience (1662), et l'on appela leur éloignement la *Saint-Barthélemy* des presbytériens.

Charles, pour satisfaire la jalousie commerciale des Anglais contre la Hollande et obtenir en même temps des subsides dont il espérait détourner une partie au profit de ses plaisirs, recommença (1665-1667) contre les Hollandais la guerre qui avait si bien réussi à Cromwell. Les flottes anglaises livrèrent dans la Manche et la mer du Nord de brillants combats aux flottes hollandaises que conduisaient le célèbre **Ruyter** et **Corneille Tromp**, le fils de celui qui avait déjà illustré ce nom : une de ces batailles navales dura quatre jours. Mais les fléaux semblèrent se réunir pour accabler l'Angleterre : une peste horrible s'abattit sur le pays en 1665, un incendie épouvantable, le sinistre le plus effrayant dont on ait gardé le souvenir, détruisit presque la ville de Londres et consuma treize mille maisons (1666). Enfin l'amiral hollandais Ruyter pénétra dans la Tamise (1667) et s'avança presque en vue de Londres, qui entendit le canon ennemi : il fallut barrer le fleuve par des chaînes et des vaisseaux coulés à fond, pour arrêter cette audacieuse invasion. Charles II se hâta de signer la paix de *Bréda* (1667).

Le mécontentement fut augmenté par la mauvaise administration de cinq ministres corrompus qui formèrent (1670-1673) la *cabale* (*cabal*, formé des lettres initiales de ces ministres). Charles se tourna alors vers la France et rechercha l'appui de Louis XIV, auquel il avait déjà vendu Dunkerque. Louis XIV lui fournit l'argent nécessaire à ses prodigalités, de façon qu'il ne fût pas à la discrétion de son Parlement, mais aussi il soudoyait en secret les membres

de l'opposition, afin de retenir le roi dans sa dépendance. Toutefois ceux-ci, de plus en plus nombreux, empêchèrent Charles II de se joindre à Louis XIV dans la guerre que celui-ci déclara à la Hollande. Ils s'appliquaient surtout à écarter les catholiques, dont la cour de Charles se remplissait, et le bill du **test** (épreuve) imposa à tout fonctionnaire un serment incompatible avec la foi catholique (1673). La Chambre des communes même, irritée et alarmée des succès des armées et des flottes de Louis XIV, allait contraindre Charles II à se joindre à la Hollande contre la France et à combattre le roi qui le pensionnait, lorsque la paix de Nimègue fut signée à propos pour lui épargner cette humiliation (1678).

La question de succession commençait à préoccuper les esprits. Le duc d'York, frère du roi, dont on avait cependant marié la fille à un prince protestant, Guillaume d'Orange, venait de se convertir au catholicisme. On profita d'une prétendue conspiration dénoncée et l'on peut même dire inventée par un intrigant, *Titus Oates* (1678), pour renouveler les anciennes persécutions. Le Parlement exclut le duc d'York de la succession au trône (1679).

L'acte d'Habeas corpus (1679). — Charles II, fils d'une mère catholique, frère d'un catholique déclaré, était soupçonné de pencher vers la religion romaine et rencontrait dans le Parlement une opposition de jour en jour plus forte. C'étaient pourtant les mêmes députés qui l'avaient rappelé et qui siégeaient depuis dix-huit ans. Charles renvoya ce Parlement, mais les députés furent réélus. Alors, profitant de sa puissance, la nouvelle assemblée s'appliqua à restreindre les prérogatives royales, à donner des garanties à la liberté civile par le fameux acte d'**Habeas corpus**.

D'après ce bill, qui est resté une des lois fondamentales de l'Angleterre, *on ne pouvait refuser à aucun prisonnier, dans les vingt-quatre heures de son arrestation, de le conduire devant un juge* qui vérifiait la cause de son emprisonnement. Si le prisonnier était renvoyé absous, il ne pouvait être repris pour le même motif. Si la cause de l'emprisonnement paraissait suffisante, on devait accepter une caution si l'ac-

cusé en offrait, et le laisser en liberté jusqu'au jugement, sous la garantie de cette caution.

Toutefois la politique absolutiste de Charles II, dans les dernières années de son règne, paraissait réussir, tant le pays craignait un nouvel ébranlement. Le roi réprima avec cruauté un soulèvement de puritains en Écosse ; à la suite d'un autre complot, le complot de *Rye-house* (nom d'une ferme d'un conjuré), il terrifia l'opposition par le supplice de sir Algernon *Sidney* et du célèbre lord *William Russel*, « dont tout Anglais, a dit le célèbre orateur Fox, portera le nom gravé dans son cœur à côté de celui d'Algernon Sidney » (1683). Lorsque Charles II mourut, le pouvoir royal était affermi, et le duc d'York, malgré l'exclusion prononcée contre lui, monta sur le trône (1685).

Les Whigs et les Tories. — Les exécutions qui avaient assombri les dernières années du règne déjà si triste de Charles II avaient décimé le parti whig, dont Russell et Sidney étaient les chefs honorés. Cette dénomination de **Whig** remontait aux divisions que la révolution anglaise avait amenées dans la nation. Les partis aux prises se lançaient, dans leurs pamphlets, de mutuelles injures. Les royalistes donnaient à leurs ennemis le nom de Whigs, appliqué en Écosse aux plus fougueux défenseurs du Covenant, à ceux qui étaient mis hors la loi. A leur tour, ils recevaient de leurs adversaires le nom de **Tories**, appliqué en Irlande aux catholiques mis hors la loi et aux bandits. Les partis adoptèrent ces noms, dont ils se glorifièrent. Les *Tories* furent les défenseurs de l'Église anglicane et de la prérogative royale. Les *Whigs* s'honorèrent de défendre la liberté religieuse et politique. Les Tories, partisans de l'autorité, les Whigs, zélés pour la liberté, se partagèrent l'Angleterre et recrutèrent, les uns comme les autres, des adhérents à la fois dans l'aristocratie et dans le peuple ; c'est là ce qui a fait la force de ces deux grands partis qui ne furent jamais assimilés à une classe.

En France, la noblesse, comblée de biens par la royauté dès qu'elle se montra soumise, soutint la monarchie absolue ; le peuple se trouva seul à réclamer la liberté. Il s'ensuivit un déchirement cruel, et la nation sembla sur le point de

périr dans la tourmente. En Angleterre il n'y eut point opposition de classes, haine de castes, mais simple antagonisme entre deux partis qui possédaient chacun des éléments communs, et qui pouvaient, vainqueurs, trouver en eux les ressources d'un vrai gouvernement. Ces deux partis, malgré leur animosité, étaient chacun l'image de la nation entière, et, s'accordant à mettre au-dessus de toutes les discussions le principe monarchique et l'intérêt du pays, se résignaient à la défaite sans renoncer à la revanche, se combattaient sans se détester, se remplaçaient au pouvoir sans se décimer, se réconciliaient devant l'ennemi national et préféraient toujours la grandeur de l'Angleterre au succès de leur cause.

Les Whigs, proscrits à la fin du règne de Charles II, vont reprendre l'avantage, grâce à la politique insensée de Jacques II et, lorsqu'ils seront vainqueurs sans effusion de sang, garderont le pouvoir avec autant de modération que de fermeté. Le temps effacera les haines des premières luttes. L'esprit libéral influera même jusque sur les Tories, qui, malgré leur préférence pour les traditions d'autorité, seront aussi jaloux que les Whigs des libertés de l'Angleterre.

Jacques II (1685-1688). — Jacques II ne mit que trois ans à ruiner la situation que lui avait léguée son frère. Il crut pouvoir braver l'opinion du public anglais en professant ouvertement la religion catholique et en gouvernant sans réunir les Chambres. Il suivit la politique rigoureuse et atroce que Charles II avait adoptée dans ses dernières années. Il réprima quelques soulèvements avec une cruauté qui a rendu odieux les noms des ministres de ses vengeances, le colonel Kirke et le chef de la justice Jeffries. Le duc de Monmouth, fils naturel de Charles II, qui s'était révolté et avait été battu à *Sedgemoor*, fut exécuté avec des circonstances atroces. Sa tête ne tomba qu'au cinquième coup (1685). Jeffries était plus expéditif que le bourreau Ketch, dont le nom proverbial en Angleterre désigna longtemps ses successeurs. Il écrivait : « J'ai commencé ma besogne avec les rebelles et j'en ai dépêché quatre-vingt-dix-huit ». Pour récompense de ses services, Jeffries reçut la dignité de chancelier.

La perspective du rétablissement du catholicisme réunit

tous les partis contre Jacques II. Il avait dispensé les catholiques du bill du *test*, il rappelait les jésuites. Il envoyait des ambassadeurs au pape Innocent XI pour réconcilier solennellement l'Église d'Angleterre avec le Saint-Siège. Les catholiques éclairés s'effrayaient eux-mêmes de la politique inconsidérée du roi, qui allait par son aveuglement porter le dernier coup à leur religion en Angleterre. Le pape le blâmait. Jacques ne s'appuyait plus que sur Louis XIV et sur son armée permanente, qu'il avait portée au chiffre, immense pour l'Angleterre, de 40 000 hommes.

II. — La révolution de 1688.

Fuite de Jacques II (1688) ; Guillaume d'Orange. — Les Anglais, fortement attachés au protestantisme depuis plus



Fuite de Jacques II.

d'un siècle, ne voulaient pas laisser détruire l'œuvre de Henri VIII, d'Édouard VI et d'Élisabeth. Menacés dans leur

religion et leurs libertés, ils appelèrent le gendre même de Jacques II, **Guillaume d'Orange**[1], regardé en Europe comme le plus vaillant champion du protestantisme. De plus Guillaume était l'adversaire le plus acharné de la France et de Louis XIV.

Guillaume hésitait à répondre à l'appel des Anglais, mais la naissance d'un prince de Galles, héritier de Jacques II, qui lui enlevait l'espoir de succéder légalement à son beau-père, le détermina. Le 15 novembre 1688, Guillaume débarqua à Torbay avec une petite armée de quinze mille hommes. Ce fut le signal d'un soulèvement général. Guillaume avait mis sur ses étendards : « *Je maintiendrai les libertés de l'Angleterre et la religion protestante* ». Jacques,

---

1. **Lecture** : ***Portrait de Guillaume d'Orange par Macaulay***. — « Guillaume d'Orange était dans sa trente-septième année, mais de corps et d'esprit il paraissait moins jeune qu'on ne l'est ordinairement à cet âge ; on peut même dire qu'il ne fut jamais jeune... Dès qu'on songe à lui, on se représente un homme mince et débile, avec un front large et élevé, un nez recourbé comme le bec d'un aigle, un œil d'aigle aussi, brillant et perçant sous un sourcil un peu sombre et pensif; une bouche accentuée et un peu boudeuse, des joues pâles, maigres et profondément sillonnées par l'inquiétude et la maladie. Il eût été difficile que ce visage pensif, sévère et solennel appartînt à un homme d'un naturel heureux et gai ; mais il indiquait d'une manière évidente une capacité à la hauteur des entreprises les plus difficiles et un courage à l'épreuve des revers et des dangers.

« ... A dix-huit ans il siégeait parmi les fondateurs de la république, aussi grave, aussi prudent, aussi sage que le plus ancien d'entre eux. A vingt et un ans, dans un jour de découragement et de péril, on le mit à la tête du gouvernement. A vingt-trois ans il était renommé dans toute l'Europe comme soldat et comme politique : il avait mis sous ses pieds les factions intérieures ; il se trouvait à la tête d'une puissante coalition, et sur les champs de bataille il avait lutté, toujours avec honneur, sinon avec succès, contre quelques-uns des plus grands capitaines de l'époque.

« Comme son bisaïeul, le prince taciturne qui fonda la République batave, il occupe un rang plus élevé parmi les hommes d'État que parmi les guerriers, et cependant ses penchants personnels étaient plutôt ceux d'un guerrier que ceux d'un homme d'État.... Il étonnait de vieux marins

abandonné de tout le monde, s'enfuit de sa capitale, y fut ramené, mais Guillaume d'Orange favorisa sa fuite et sa retraite en France. Jamais révolution n'avait été plus prompte.

Déclaration des droits ; la monarchie constitutionnelle. — Le Parlement proclama roi Guillaume d'Orange, mais lui imposa la fameuse *Déclaration des droits* (février 1689). Cette déclaration précisait les droits de la nation et de la couronne : elle donnait toute leur extension aux principes anciens : que *la perception des taxes devait être autorisée par le Parlement*, que seul le Parlement pourrait permettre la levée d'une *armée permanente*, que *les Chambres seraient fréquemment réunies*, que les députés jouiraient de

---

par son sang-froid, qu'il conservait sur une mer furieuse, en vue d'une côte hérissée d'écueils. Dans l'action, son intrépidité, remarquable au milieu de tant de milliers de braves guerriers, lui attira les applaudissements des armées ennemies et ne fut jamais mise en doute, même par l'injustice des partis hostiles. Pendant ses premières campagnes, il s'exposa toujours comme un homme qui cherche la mort ; toujours le premier à l'attaque et le dernier à la retraite, on le vit combattre au plus fort de la mêlée, l'épée à la main ; on le vit, le bras percé d'une balle et la cuirasse couverte de sang, ne pas lâcher pied et agiter en l'air son chapeau sous une grêle de balles. Ses amis le suppliaient de ménager une vie si précieuse à son pays, et, après la sanglante journée de Senef, son plus illustre adversaire, le grand Condé, disait que le prince d'Orange s'était comporté en tout comme un vieux général, hormis qu'il s'était exposé comme un jeune soldat....

« Le courage audacieux était d'autant plus remarquable chez Guillaume, qu'il contrastait avec une organisation physique singulièrement débile. A peine échappé aux dangers d'une enfance chétive et maladive et arrivé à l'âge d'homme, il vit la petite vérole s'ajouter aux souffrances que lui faisaient endurer la phtisie et son asthme chronique. Fatigué par une toux continuelle, il ne parvenait à dormir que la tête soulevée par une quantité d'oreillers et ne pouvait respirer que dans l'air le plus pur ; de fréquentes migraines le tourmentaient et un exercice violent le fatiguait promptement. Néanmoins, pendant toute une vie qui ne fut qu'une longue maladie, la vigueur de l'âme suffit toujours, dans les grandes occasions, pour soutenir un corps affaibli et souffrant. » (Macaulay, *Histoire d'Angleterre depuis l'avènement de Jacques II*.)

la plus grande *liberté de discussion*, et que tous les Anglais auraient le *droit de pétition*. C'était le *gouvernement constitutionnel* ou parlementaire. L'Angleterre avançait en cela sur l'Europe de plus d'un siècle.

Mais la révolution anglaise ne peut être comparée à la révolution française, comme nous le verrons plus tard. Celle-ci a agi sur le monde entier; celle-là fut essentiellement locale. Religieuse et politique, la révolution d'Angleterre a substitué une dynastie à une autre, assuré le triomphe de l'anglicanisme, renouvelé les anciennes garanties de liberté individuelle, rétabli l'influence du Parlement, mais elle n'a pas changé la constitution sociale du pays. L'aristocratie anglaise garda toute sa puissance territoriale, et l'inégalité des conditions subsista. Le Parlement ne représenta pas toute la nation, parce que l'élection reposait sur une base étroite. L'Angleterre restait et demeure encore sous l'influence de l'aristocratie.

La littérature anglaise. — On ne saurait oublier que cette époque de troubles et de lutte fut celle où la littérature anglaise se développa et produisit les plus belles œuvres dont elle s'honore. Sous Élisabeth et Jacques Ier avait vécu le plus grand poète de l'Angleterre, **Shakespeare** (1564-1616).

L'Angleterre put citer parmi ses poètes *Ben Johnson* et surtout **Milton**, qui vécut au milieu des orages de la révolution (1608-1674), et, devenu aveugle, n'en composa pas moins la belle épopée du *Paradis perdu*, dont le calme divin contraste avec l'agitation de la société du temps. On a justement surnommé Milton l'Homère anglais. Puis vint **Dryden**[1], qui florissait sous le règne de Charles II, et plus tard, mais appartenant déjà au dix-huitième siècle, **Addison**[2] et **Pope**[3].

En même temps l'Angleterre avait donné à la philosophie moderne un de ses plus beaux génies, **François Bacon**[4], le

1. Dryden (1631-1701), auteur de nombreuses satires politiques.

2. Addison (1672-1719), poète et rédacteur de *Revues*, genre nouveau qui se créait alors.

3. Pope (1688-1744), poète classique, célèbre par son épître morale, l'*Essai sur l'homme*.

4. Bacon (1560-1626).

prédécesseur de Descartes. Bacon vivait sous Élisabeth et Jacques Ier. Son caractère ne répondait point à son talent, et il fut accusé de concussion dans la charge de chancelier qu'il occupa. Il ouvrit aux sciences une voie nouvelle, en démontrant que le moyen de les développer, c'était de s'appuyer uniquement sur l'expérience, qu'il fallait renoncer aux conjectures, observer les faits, étudier la nature, et que des observations sortirait bientôt un ensemble de lois, de connaissances réelles. Un autre philosophe, **Locke**[1], contemporain et apologiste de la révolution de 1688, a été, par son fameux livre sur l'*Entendement humain*, le prédécesseur des philosophes français du dix-huitième siècle.

Conséquences de la révolution de 1688. — La révolution d'Angleterre allait avoir sur la politique générale de l'Europe une grande influence, en ce qu'elle enlevait à Louis XIV son allié et en ce qu'elle plaçait à la tête d'un grand pays, notre rival, le plus acharné de nos ennemis. Le protestantisme venait de remporter une sérieuse victoire, et cela au lendemain du jour où Louis XIV avait cru devoir renouveler en France les plus odieuses persécutions contre le calvinisme, au moment où il reprenait le rôle de Philippe II. Comme ce roi d'Espagne, il allait rencontrer dans un autre Guillaume d'Orange la pierre d'achoppement de sa fortune.

III. — Guerre de la ligue d'Augsbourg (1688-1697).

Nouvelle ligue contre Louis XIV (1686) ; guerre en Allemagne (1688) : dévastation du Palatinat (1689). — Déjà, à la suite des conquêtes faites en pleine paix par Louis XIV, une ligue avait été formée à *Augsbourg*, en 1686, entre l'empereur Léopold, l'Espagne, la Hollande, même la Suède. L'avènement de Guillaume III au trône d'Angleterre ajouta à cette coalition la Grande-Bretagne, et lui donna un chef, une âme, Guillaume d'Orange.

Louis avait déjà commencé la lutte sur terre en réclamant le *Palatinat* au nom de la princesse palatine, qui avait

1. Locke (1632-1704).

épousé le duc d'Orléans, frère du roi de France. Mais la révolution d'Angleterre fit changer les plans et le théâtre de la guerre. Alors, du côté du Rhin, pour tenir éloignés les ennemis, Louvois voulut faire du Palatinat un désert et ordonna une dévastation méthodique (1689). Les villes de *Mannheim*, de *Spire*, d'*Heidelberg* furent livrées aux flammes : ces incendies, ces ravages, exécutés de sang-froid, ces maux incalculables causés à un pays naturellement fertile, excitèrent un vif sentiment d'horreur contre les Français, et les Allemands conçurent dès lors un sentiment de haine qui rendit les guerres plus acharnées.

Guerre maritime; Tourville; combats de Bantry; Beachy-Head (1690), de la Hougue (1692). — Louis XIV avait accueilli le roi détrôné Jacques II, qu'il avait magnifiquement installé au château de Saint-Germain : il lui donna une armée et une flotte qui devait le transporter en Irlande.

Nos vaisseaux, commandés par Château-Renaud et l'illustre **Tourville**[1], triomphèrent des vaisseaux anglais aux combats

---

1. **Lecture. *Tourville; la bataille de la Hougue*** — Le comte de Tourville descendait d'une noble famille de Normandie. On l'avait fait recevoir chevalier de Malte à quatorze ans A dix-huit ans il s'embarqua. Le capitaine de vaisseau consentit à grand'peine à se charger de ce jeune homme, élégant, aux traits fins, à l'air délicat; on n'était pas sorti du port que le navire fut assailli par des corsaires algériens : il fallut se battre, et le jeune « Adonis » (car le capitaine l'avait appelé ainsi, le comparant à un personnage de la mythologie grecque, type de la beauté) lutta avec l'énergie d'un vieux marin et ne craignit point les blessures : il en reçut trois. Dès lors il acquit une prompte réputation, puis, à l'école de Duquesne, de d'Estrées, il apprit la grande guerre, et la fit lui-même avec éclat.

En 1692 Tourville, encore rayonnant de la gloire de Bantry et de Beachy-Head, est chargé d'ouvrir le passage à un nouvel armement que préparait Louis XIV. Tourville eut ordre de chercher l'ennemi sans attendre l'escadre de la Méditerranée : avec quarante-quatre vaisseaux, il rencontre la flotte alliée, qui en compte quatre-vingt-dix-neuf.

Les instructions sont formelles : il faut combattre. Tourville montre l'ordre du roi, et tous les officiers s'apprêtent, sans aucune illusion, à faire leur devoir. On espérait seulement la défection d'une partie de la flotte anglaise : aucun vaisseau ennemi ne tourna et l'action s'engagea

de **Bantry**, sur la côte sud-ouest de l'Irlande, et de **Beachy-Head**, sur la côte de la Manche, comté de Sussex (1690). Mais Jacques, arrivé en Irlande, perdit du temps, et son armée fut battue sur les bords de la rivière de la **Boyne**.

Louis réunit un nouvel armement. Tourville, pour ouvrir le passage, eut ordre de chercher l'ennemi, sans attendre l'escadre de la Méditerranée; avec quarante-quatre vaisseaux il rencontre la flotte alliée, qui en compte quatre-vingt-dix-neuf. Les instructions sont formelles : il faut combattre. Tourville montre l'ordre du roi, et tous les officiers s'apprêtent, sans aucune illusion, à faire leur devoir. On espérait seulement la défection d'une partie de la flotte anglaise (29 mai 1692).

Tourville soutint une journée entière l'effort de deux flottes supérieures à la sienne, mais il ne pouvait le lendemain recommencer le combat. Il se retira. Or il n'y avait point de ports sur la Manche. Cherbourg n'avait pas de rade. La plus grande partie de la flotte échappa pourtant, se dirigeant sur Saint-

---

(29 mai 1692). Dans ces immenses batailles on visait surtout à s'emparer du vaisseau amiral. Tourville, monté sur *le Soleil-Royal*, courut les plus grands dangers; avec son corps de bataille il lutta sans fléchir depuis dix heures du matin; à sept heures du soir, une division de 25 vaisseaux ennemis qu'on avait réussi jusque-là à paralyser, vient fondre sur le corps de bataille et met Tourville entre deux feux. Le jour était fini, mais la lune en son plein éclairait le tableau. *Le Soleil-Royal* de Tourville et *l'Ambitieux* sont surtout en butte aux plus grands et plus persévérants efforts des Anglais. C'est à qui emportera, coulera ou brûlera ces deux citadelles flottantes. Leurs hautes mâtures ont croulé, leurs voiles sont déchirées; entièrement désemparés, les deux vaisseaux tiennent toujours et, de leurs doubles bordées qui ne se lassent pas, ils refoulent le cercle de leurs ennemis. Mais ce cercle est inépuisable, il a des seconds, des arrière-rangs. Heureusement, les lieutenants de Tourville, qui voient sa détresse, accourent · Coëtlogon, Gabaret, la Galissonnière, etc. En vain l'ennemi renouvelle ses attaques, on les repousse; en vain il lance des brûlots, on les écarte. Assez avant dans la nuit, un brouillard épais succéda au vif éclat de la lune; la bataille s'arrêta : elle durait depuis quatorze heures. Les Français, malgré la prodigieuse inégalité de leurs forces, avaient fait éprouver aux ennemis des pertes plus grandes qu'ils n'avaient eu à en supporter eux-mêmes.

Malo. Mais douze vaisseaux qui avaient doublé la pointe de Barfleur furent obligés de s'échouer dans la rade de la **Hougue** (sur la côte orientale de la presqu'île du Cotentin, département de la Manche) et furent brûlés par leurs équipages; ce fut ce qu'on appela, en exagérant le mal, le désastre de la Hougue. L'expédition de Jacques II n'en était pas moins encore une fois manquée.

Jean Bart; Duguay-Trouin[1]. — Tourville vengea digne-

---

1. **Lecture : *Jean Bart et Duguay-Trouin*.** — Ces hardis capitaines se conduisent eux-mêmes, n'écoutent que leur instinct et leur courage, vrais fils des anciens pirates, toujours en mouvement comme l'Océan qui les ballotte, insaisissables comme les lames qu'ils défient; se riant des tempêtes, se plaisant au fracas de l'artillerie; ayant toujours pour règle d'attaquer, même avec des forces inférieures, et pour habitude de vaincre; avides de butin, moins pour eux-mêmes que pour leurs compagnons; Bretons ou Basques, Gascons ou Normands; tous formés de bonne heure à la rude école du marin, tous animés de ce patriotisme ardent que de longues luttes contre les Anglais ont développé sur nos côtes. Bien que notre siècle ait justement rejeté leur genre de guerre, véritable piraterie autorisée, nous sommes encore sensibles à la gloire des Jean Bart, des Duguay-Trouin, et de leurs émules, les Ducasse, les Forbin, les Saint-Paul et les Cassard.

Si Jean Bart et Duguay-Trouin débutent comme corsaires, ils meurent chefs d'escadre. Tous deux fils d'armateurs, l'un de Dunkerque, l'autre de Saint-Malo, ils se font une prompte réputation par leurs courses infatigables et heureuses, leurs actions brillantes : l'un et l'autre, tour à tour prisonniers en Angleterre, s'évadent avec le même succès et franchissent la Manche avec la même audace sur un simple canot. Jean Bart entre comme lieutenant dans la marine royale en 1679. Duguay-Trouin, plus jeune, n'y entre qu'à la fin de la guerre de la ligue d'Augsbourg. Leurs noms toutefois retentissent ensemble pendant cette guerre. Trouin, avec son navire, soutient seul un combat acharné, pendant douze heures, contre six navires anglais. Bart s'en va chercher dans le Nord un convoi de blé vivement attendu de la France affamée; il le rencontre, mais déjà pris et escorté de huit vaisseaux de guerre hollandais; avec six frégates il attaque les huit vaisseaux, les bat, en prend trois et rentre triomphant avec le convoi de blé (1694). En 1696 quatorze vaisseaux bloquent Dunkerque pour empêcher Jean Bart de sortir : il sort néanmoins; il a bien passé quelques années auparavant, malgré trente-sept vaisseaux; il rencontre une flotte marchande hollandaise bien escortée : il prend

ment ce malheur, l'année suivante, par sa victoire de Lagos, sur les côtes de Portugal. Il défit l'escorte d'une riche flotte marchande et causa à l'ennemi un dommage de plus de trente-six millions (juin 1693). Toutefois on ne livra plus de grandes batailles navales. La mer appartient dès lors à de hardis capitaines qui se conduisent eux-mêmes, n'écoutant que leur instinct et leur courage, tels que *Jean Bart* et *Duguay-Trouin*.

Guerre aux Pays-Bas; le maréchal de Luxembourg;

---

cinq vaisseaux et vingt-cinq bâtiments marchands; survient une flotte hollandaise; Jean Bart renvoie ses prisonniers sur les cinq vaisseaux dont il s'est rendu maître et brûle les autres navires en présence des ennemis stupéfaits. Duguay-Trouin, non plus que lui, ne compte ses adversaires, et, comme lui, marque chaque année par des prises nombreuses qui ruinent bien plus encore l'ennemi qu'elles n'enrichissent les armateurs. Jean Bart meurt en 1702 prématurément, car il n'avait que cinquante ans. Duguay-Trouin lui survit et fournit une brillante carrière pendant la nouvelle lutte que Louis XIV soutient de 1702 à 1714 contre l'Europe coalisée. Le premier, grâce à l'originalité de son audace, à la brusquerie de ses manières, que l'on a exagérées, à ses aventures, que l'on a embellies, est demeuré plus populaire. Le second avait peut-être plus d'étendue d'esprit et, en 1711, conduisit avec un merveilleux talent une expédition contre la capitale de la colonie portugaise du Brésil, *Rio de Janeiro.*

Tous deux nous ont laissé le secret de leurs succès : courage et abnégation. Jean Bart, fait prisonnier par trahison, menace de mettre le feu aux poudres du bâtiment sur lequel on l'a attiré, si on ne le délivre pas aussitôt. Duguay-Trouin, luttant contre six vaisseaux anglais, force l'épée à la main ses matelots à retourner à un combat dont ils ne veulent plus. Un officier se plaignait d'avoir été mal secondé par son équipage. « Mon cher, lui répond Duguay-Trouin, c'est que vous n'aviez pas de courage pour eux tous. » Jean Bart transportait le prince de Conti en Pologne; on rencontra des forces ennemies bien supérieures, mais on leur échappa. « C'est bien heureux, dit le prince, car nous étions pris. — Non, répondit Jean Bart. — Comment auriez-vous fait? — Plutôt que de me rendre, dit froidement le capitaine, j'aurais fait mettre le feu au vaisseau : nous aurions sauté, mais ils ne nous auraient pas pris. » Le prince frémit à cette révélation : « Le remède est pire que le mal, dit-il : je vous défends de vous en servir tant que je serai sur votre vaisseau. »

Duguay-Trouin et Jean Bart reçurent de Louis XIV grades, pensions,

batailles de Fleurus (1690), de Steinkerque (1692), de Neerwinden (1693). — Mais les actions décisives se livrèrent sur terre, aux Pays-Bas. Le maréchal duc de **Luxembourg**, négligent, paresseux, savait réparer ses fautes sur le champ de bataille même par des éclairs de génie. Il remporta une victoire signalée à **Fleurus**[1] (1690), prit **Mons** et **Namur** sous les yeux de Louis XIV et malgré l'armée de Guillaume d'Orange.

En 1692, surpris dans une position défectueuse à **Stein-**

---

honneurs, lettres de noblesse. Ces intrépides marins chancelaient un peu sur le parquet des galeries de Versailles, mais ils excitaient la plus vive curiosité. « J'ai vu Jean Bart ! » disait-on. Dans les rues de Versailles, une dame de distinction perça la foule pour considérer Duguay-Trouin. « Monsieur, dit-elle, je voulais voir un héros une fois dans ma vie. » L'un et l'autre savaient donner des leçons aux courtisans. On demandait à Jean Bart comment il avait fait pour sortir de Dunkerque à travers trente-sept vaisseaux : il range les seigneurs, s'élance, joue des coudes et des jambes, les écarte rudement et passe en disant : « Voilà comment j'ai fait ! »

1. **Lecture :** ***Le maréchal de Luxembourg. Bataille de Fleurus.*** — Luxembourg était un fils posthume de ce comte de Bouteville que Richelieu avait fait décapiter parce qu'il avait bravé l'édit royal contre les duels, et sa famille était alliée aux Montmorency. Il avait fait l'apprentissage de la guerre sous le grand Condé, qu'il avait suivi dans ses campagnes et même dans sa révolte contre la régente Anne d'Autriche. En 1656 il avait épousé l'héritière de la maison du Luxembourg et avait pris ce nom qu'il devait rendre glorieux. Son nom, son ardeur, son ambition compensèrent les désagréments d'une figure fort rebutante, mais d'une figure à laquelle on s'accoutumait. Malgré une bosse médiocre par devant, mais très grosse et fort pointue par derrière, il avait un feu, une noblesse et des grâces naturelles qui brillaient dans ses plus simples actions. « Rien de plus juste, dit Saint-Simon, que le coup d'œil de M. de Luxembourg, rien de plus brillant, de plus avisé, de plus prévoyant que lui devant les ennemis ou un jour de bataille, avec une audace, et en même temps un sang-froid qui lui laissait tout voir et tout prévoir au milieu du plus grand feu et du plus grand danger, et c'était là où il était grand. Pour le reste, la paresse même. »

En 1690 Luxembourg gagna sur les troupes de Guillaume d'Orange la bataille de *Fleurus*, puis investit Mons. Louis XIV assista au siège de la ville, qui capitula (1691). Luxembourg prit encore sous les yeux du roi Namur, la plus forte place des Pays-Bas.

kerque, il change en quelques heures l'ordre de son armée, rétablit le combat et gagne la victoire[1].

Enfin, en 1693, la sanglante bataille de **Neerwinden** acheva de justifier la réputation qu'il avait acquise de *tapissier de Notre-Dame*, à cause des nombreux drapeaux qu'il y avait envoyés. On raconte que le prince d'Orange s'étonnait pendant l'action que son artillerie n'ébranlât point notre cavalerie, qui l'essuya six heures durant sans broncher : il vint aux batteries en colère, accusant le peu de justesse de ses pointeurs. Quand il eut vu l'effet, il tourna bride et s'écria : « Oh! l'insolente nation! » La victoire de Neerwinden fut la dernière du maréchal de Luxembourg, qui mourut deux ans après (1695).

Guerre en Italie : Catinat; bataille de Staffarde (1690); le duc de Savoie en Dauphiné; bataille de la Marsaille (1693). — Le maréchal de *Catinat*, l'un des meilleurs capitaines, et certes le plus modeste, le plus intègre, avait été envoyé en Italie pour combattre le duc de Savoie, qui, maître du Piémont, s'était joint aux ennemis de Louis XIV : il remporta la victoire de **Staffarde** (village du Piémont, près du Pô) [1690] et conquit le Piémont.

1. **Lecture : *Bataille de Steinkerque.*** — Cependant le maréchal de Luxembourg avait affaire à un adversaire infatigable que ses défaites ne décourageaient pas. Luxembourg, trompé par de faux avis, fut surpris le 3 août 1692 à Steinkerque. Son armée endormie fut attaquée : lui-même était malade. Il fallait des prodiges d'habileté pour ne pas être vaincu · il en fit. Immédiatement il prend de bonnes dispositions, établit son armée sur un terrain favorable et raffermit ses troupes ébranlées. Philippe d'Orléans, duc de Chartres, un petit-fils et un petit-neveu du grand Condé, Louis de Bourbon et le prince de Conti, et un petit-fils de Henri IV, le duc de Vendôme, étaient à l'armée. Ces jeunes princes, remplis d'ardeur, chargèrent avec la maison du roi : ils s'étaient peu préoccupés du soin de nouer les longues cravates de dentelle qu'on portait alors : ils les laissèrent flotter, et, pour faire honneur aux princes, la mode vint de les laisser flottantes. Les femmes portèrent des ornements faits sur ce modèle et qu'on appela des *steinkerques*. Cette charge décisive, appuyée par les troupes du maréchal de Boufflers, assura la victoire aux Français. Guillaume d'Orange perdit dans cette action environ sept mille hommes.

Mais les coalisés soutinrent le duc de Savoie : celui-ci força les Français à passer les Alpes ; lui-même envahit le Dauphiné. Toute la noblesse du pays se trouvait sur les frontières du nord, mais une jeune fille d'une des grandes familles de la contrée, *Philis de la Charce*, se mit à la tête des paysans, fit fortifier les passages et organisa si bien la résistance que le Dauphiné fut sauvé (1692).

Catinat[1] reparut alors en Italie et remporta une victoire

---

1 **Lecture : *Catinat*.** — Catinat (1639-1712) fut un de ces hommes qui servent avec éclat et semblent ignorer le mérite de leurs services. C'est une des plus nobles figures du règne de Louis XIV. Fils d'un conseiller au Parlement et d'abord avocat, il était entré comme simple soldat dans l'armée ; il avait gagné tous ses grades par des actes de bravoure. Il s'était proposé Turenne comme modèle. Sa prudence et son goût pour la méditation l'avaient fait surnommer le *Père la Pensée*.

Dans la guerre de la ligue d'Augsbourg il avait été envoyé en Italie pour combattre le duc de Savoie, qui, maître du Piémont, s'était joint aux ennemis de Louis XIV. Il remporta la victoire de *Staffarde* (1690) et conquit le Piémont. En 1693 il reparut en Italie et remporta, à *la Marsaïlle*, une victoire décisive qui força le duc de Savoie à se retirer de la coalition et à conclure la paix.

Lorsque Louis XIV engagea encore la guerre contre toute l'Europe (1701-1714) pour assurer à son petit-fils Philippe d'Anjou le trône d'Espagne, Catinat fut encore envoyé en Italie. Mais il éprouva quelques revers, et, comme son esprit d'indépendance déplaisait à la cour, il fut disgracié.

Catinat n'avait jamais d'ailleurs importuné Louis XIV par ses sollicitations. Revenant d'une glorieuse campagne, il la raconte au roi. Louis XIV l'interrompt et lui dit : « C'est assez parler de mes affaires, comment vont les vôtres ? — Sire, très bien, grâce aux bontés de Votre Majesté. » Louis XIV ne put s'empêcher de remarquer que c'était le premier homme auquel il eût entendu tenir un tel langage.

« Catinat, dit Saint-Simon, mourut dans un âge très avancé, sans avoir acquis aucune richesse, et dans sa petite maison de Saint-Gratien, près Saint-Denis, où il s'était retiré. Il y rappela par sa simplicité, par sa frugalité, par le mépris du monde, par la paix de son âme et l'uniformité de sa conduite, le souvenir de ces grands hommes qui, après les triomphes les mieux mérités, retournaient tranquillement à leur charrue, toujours amoureux de leur patrie et peu sensibles à l'ingratitude de Rome qu'ils avaient si bien servie. »

décisive à la **Marsaille**[1] (1693), et le duc de Savoie se retira un des premiers de la lutte (traité de Turin, 1696).

Paix de Ryswick (1697). — Les ennemis, aussi fatigués que Louis XIV de cette guerre sans pitié, consentirent à la paix, qui fut signée au château de *Ryswick*, en Hollande (1697).

La France conserva *Strasbourg*, mais restitua la Lorraine et les villes conquises dans les Pays-Bas et en Italie. Louis XIV dut abaisser son orgueil au point de *reconnaître Guillaume III comme roi d'Angleterre*. De plus, il rendit aux Hollandais les avantages commerciaux que Colbert leur avait enlevés et ils purent mettre garnison dans les villes frontières des Pays-Bas, comme précaution contre une nouvelle agression de la France.

RÉSUMÉ

En Angleterre, la mort de Cromwell avait ramené l'anarchie. L'armée se divisa, et aussitôt un général, **Monk**, fit rappeler **Charles II** (1660).

Charles II, pour ne pas se mettre à la discrétion de son Parlement, se fit pensionner par Louis XIV. Il reprit bientôt à l'égard des *presbytériens* la politique intolérante de son prédécesseur. Le Parlement, de son côté, par le bill du **test** (1673), écarta les catholiques des fonctions publiques par un serment incompatible avec leur foi. Il exclut de la succession au trône le duc d'York comme catholique et, par le bill d'**Habeas corpus**, assura des garanties à la liberté individuelle (1679). Charles II cependant, par des supplices (Sidney, Russel), parvint à maintenir son despotisme, et le nouveau parti libéral, dit déjà des **Whigs**, plia devant les **Tories**.

Mais le duc d'York, en 1685, succède à Charles II sous le nom de **Jacques II**. malgré le bill d'exclusion qui l'avait frappé. Il veut rétablir le catholicisme et le pouvoir absolu. *Anglicans* et *presbytériens* se réunissent de nouveau ; Cavaliers et Têtes rondes se liguent pour renverser les Stuarts. Ils appellent **Guillaume d'Orange**, gendre de Jacques II et stathouder de Hollande.

---

1. Marsaglia, Marsaille (Piémont)

Jacques II s'enfuit et la **Déclaration des droits** imposée à Guillaume III (1689) fonda définitivement le **gouvernement constitutionnel.**

L'ambition et les violences de Louis XIV avaient déjà déterminé le commencement de la guerre dite de la **ligue d'Augsbourg** (1686), lorsque la révolution de 1688 en Angleterre lui donna une impulsion nouvelle. Louis XIV en effet voulut rétablir sur le trône d'Angleterre Jacques II Stuart, renversé par Guillaume d'Orange.

Jacques II, auquel les victoires navales de **Bantry** et de **Beachy-Head** avaient ouvert la route, fut battu en Irlande sur les bords de la **Boyne** (1690). Tourville avec la flotte française soutint le magnifique combat dit de la **Hougue** en 1692, mais ne put de nouveau forcer le passage de la Manche et, dans la retraite, perdit douze vaisseaux. On ne livra plus de grandes batailles navales, et la guerre maritime se réduisit à une guerre de courses, où se distinguèrent **Jean Bart** et **Duguay-Trouin.**

Louis XIV prit sa revanche sur terre : Luxembourg gagna, aux Pays-Bas, les victoires de **Fleurus** (1690), de **Steinkerque** (1692), de **Neerwinden** (1693)

En Italie, Catinat gagna les batailles de **Staffarde** (1690) et de la **Marsaille** (1693). Ces succès amenèrent la paix de **Ryswick** (1697), qui laissait à Loui XIV au moins la ville de **Strasbourg.**

CHAPITRE IX

GUERRE DE LA SUCCESSION D'ESPAGNE — TRAITÉS D'UTRECHT.

SOMMAIRE. — I. LA SUCCESSION D'ESPAGNE. — Le testament de Charles II (1700). — Fautes de Louis XIV; nouvelle coalition contre la France (1701). — Situation de la France — II. GUERRE DE LA SUCCESSION D'ESPAGNE. — Période de victoires (1701-1703) — Révolte des Camisards (1702-1704). — Période de revers ; défaites de Blenheim (1704); de Turin (1706); de Ramillies (1706); d'Oudenarde (1708). — Invasion de la France; siège de Lille; le maréchal de Boufflers (1708). — L'hiver de 1709; bataille de Malplaquet (septembre 1709). — Changements survenus en Espagne; victoire de Villaviciosa (1710). — Changements en Angleterre ; disgrâce de Marlborough (1710). — Changements en Allemagne ; l'archiduc Charles empereur (1711). — Deuils dans la famille de Louis XIV, victoire de Denain (1712). Traités d'Utrecht et de Rastadt. — III. DERNIÈRES ANNÉES DE LOUIS XIV. — La seconde partie du règne de Louis XIV. — Police ; lettres de cachet. — Impôts. — Querelles religieuses; Port-Royal. — Souffrances du pays. — Dernières années du règne de Louis XIV.
LECTURES. — Villars. — Boufflers au siège de Lille.

I. — LA SUCCESSION D'ESPAGNE.

Le testament de Charles II (1700). — Ce qui avait hâté la conclusion de la paix de Ryswick, c'était la prévision de la mort du roi d'Espagne, Charles II, toujours languissant[1]. Charles II n'avait point d'héritier, et Louis XIV, fils d'une infante espagnole, Anne d'Autriche, époux d'une infante espagnole, Marie-Thérèse, songeait à la succession.

L'empereur d'Allemagne, *Léopold*, qui avait également épousé une infante espagnole, réclamait aussi cet héritage. Toutefois Marie-Thérèse, étant l'aînée, avait les droits les plus sérieux; on n'opposait à Louis qu'une renonciation nulle, puisque la dot n'avait point été payée.

Louis XIV d'abord, pour plus de sûreté, signa avec Guillaume d'Orange des *projets de partage* qui n'assuraient pas

1. L'Espagne, depuis Philippe II, n'avait fait que décliner de plus en plus sous les règnes de *Philippe III* (1598-1621) et de *Philippe IV* (1621-1665). Ces princes, gouvernés par des favoris, le premier par le duc *de Lerme*, le second par *Olivarès*, avaient laissé dépérir l'agriculture, l'industrie, le commerce, l'armée, la marine, et cette décadence s'était encore aggravée sous le règne de Charles II, prince maladif qui mit trente ans à mourir.

grand avantage à la France, mais que la maison d'Autriche n'accepta pas, car elle espérait toujours la succession tout entière. Charles II en effet, indigné de ce démembrement projeté de sa monarchie, était disposé à la laisser à l'archiduc Charles, en faveur duquel il avait même testé. Mais plus il allait s'affaiblissant, plus il subissait l'influence de ses conseillers, gagnés à la cause française par l'habile marquis d'Harcourt, ambassadeur de Louis XIV. Il signa enfin un dernier testament en faveur du *duc d'Anjou*, second fils du dauphin et petit-fils de Louis XIV. Le vrai motif qui avait décidé Charles II, c'est qu'un démembrement était moins à craindre avec un prince français soutenu par Louis XIV. En outre, Charles imposait comme condition la séparation des deux couronnes, et le duc d'Anjou, second fils du dauphin, ne paraissait alors avoir aucune chance de devenir héritier du trône de France.

Lorsque, après la mort de Charles II (1er novembre 1700), on connut le testament, Louis XIV hésita longtemps à l'accepter, lié qu'il se trouvait par les traités de partage. Jamais délibération plus grave n'avait agité les conseils du roi. Enfin, le mardi 16 novembre, Louis, à son lever, fit entrer l'ambassadeur d'Espagne dans son cabinet, où se trouvait le duc d'Anjou, et lui dit de saluer son nouveau maître. Faisant alors ouvrir toutes grandes les portes de son cabinet et présentant son petit-fils aux seigneurs de la cour, ce prince dit avec solennité : « Messieurs, voilà le roi d'Espagne ». Puis, se tournant vers le duc d'Anjou, il le pria de se souvenir sur le trône d'Espagne qu'il était prince de France. L'ambassadeur espagnol fit observer que le voyage allait devenir aisé, « que les Pyrénées étaient fondues ». On en a fait le mot célèbre : « Il n'y a plus de Pyrénées ».

Les Espagnols accueillirent avec enthousiasme le jeune duc d'Anjou, qui fut proclamé roi sous le nom de *Philippe V*. L'Angleterre, la Hollande, le reconnurent. L'empereur Léopold seul armait.

Fautes de Louis XIV; nouvelle coalition contre la France (1701). — Louis XIV avait atteint son but, et l'Europe mécontente se taisait; mais par ses fautes le roi pro-

voqua une nouvelle coalition. 1° Il viola le traité de Ryswick en remplaçant les garnisons hollandaises des places fortes belges par des garnisons françaises 2° Il conserva au duc d'Anjou, par des lettres patentes, malgré le testament, ses droits à la succession au trône de France. 3° A la mort de Jacques II il salua son fils roi d'Angleterre, quoiqu'il eût reconnu ce titre, par le traité de Ryswick, à Guillaume III. Celui-ci forma une nouvelle ligue.

Trois hommes célèbres la dirigèrent : le grand pensionnaire de Hollande *Heinsius*; *Churchill*, duc de Marlborough, habile général qui gouvernait l'Angleterre par sa femme, favorite de la reine Anne; le prince *Eugène de Savoie*, dont Louis XIV n'avait pas voulu faire un colonel, et qui s'était mis au service de l'Autriche.

Situation de la France. — Louis XIV survivait aux grands ministres, aux grands capitaines qui lui avaient assuré tant de succès. Il en était venu à croire que ses choix donnaient du génie et que ses ordres forçaient la victoire. La révocation de l'édit de Nantes avait ruiné l'industrie. Tant de guerres avaient épuisé les finances; c'est dans ces conditions que Louis allait de nouveau entreprendre de lutter seul contre toute l'Europe.

II — Guerre de la succession d'Espagne.

Période de victoires (1701-1703). — Le commencement de cette longue guerre fut pourtant heureux. Le *duc de Vendôme* répara habilement les fautes que le maréchal de Villeroi, pris dans la ville de *Crémone*, avait commises en Italie, et lutta avec avantage contre le prince Eugène de Savoie, sur lequel il gagna le combat de *Luzzara* (1702).

En Allemagne, Villars remporta, à force d'élan et de bravoure, la victoire de **Friedlingen**[1] (1702). Il se joignit ensuite au prince électeur de Bavière pour marcher sur Vienne, et gagna la bataille d'**Hochstett**[2] (1703). Dans la vallée du

1. Bourg du grand-duché de Bade, entre Fribourg et Huningue.
2. Ville de Bavière sur le Danube.

Rhin, Tallard remportait une autre victoire, à **Spire** (1703), et écrivait à Louis XIV : « Votre armée a pris plus d'étendards et de drapeaux qu'elle n'a perdu de simples soldats ».

Révolte des Camisards (1702-1704). — Mais ce fut là le terme des succès de la France. Villars fut obligé d'aller dans les Cévennes étouffer une révolte de protestants qui menaçait de devenir redoutable. Poussés à bout par la persécution, les protestants des Cévennes méridionales et de la Lozère prirent les armes, conduits par un chef qui se fit bientôt une renommée, *Jean Cavalier*. Il fallut les talents et l'habileté de Villars pour mettre fin (1704) à cette guerre civile, dite des *Camisards* (ce mot vient, dit-on, de *camisade*, attaque nocturne), qui venait s'ajouter à la guerre étrangère.

Période de revers : défaites de Blenheim (1704); de Turin (1706); de Ramillies (1706); d'Oudenarde (1708). — Tandis que Villars[1] était occupé dans les Cévennes, le duc de Marlborough, par une marche des plus hardies, était arrivé de la Meuse au Danube et avait joint ses forces à celles du prince Eugène. Tous deux, réunis, battirent les maréchaux Tallard et Marsin, à **Blenheim**, dans les plaines mêmes d'Hochstett (1704), où les Français avaient été victorieux l'année précédente, et ceux-ci furent chassés de l'Allemagne.

---

1. **Lecture** : ***Villars* (1653-1734).** — Villars, né à Moulins, en 1653, sorti d'une famille noble, s'était signalé très jeune au passage du Rhin, dans la guerre de Hollande (1672). A Maestricht il repoussait une charge ennemie à la tête de quelques gendarmes. « Qui donc commande ces gendarmes? demanda Louis XIV. — C'est Villars, lui répondit-on. — Il semble, reprit le roi, dès qu'on tire en quelque endroit, que ce petit garçon sorte de terre pour s'y trouver. » A *Senef* on aperçoit un grand mouvement dans l'armée ennemie. « Ils fuient! s'écrie l'état-major du prince de Condé. — Non, dit Villars, ils changent de front. — Jeune homme, reprend le prince, qui vous en a tant appris? vous avez raison. » Villars avait la bravoure fastueuse et théâtrale. A un siège il monte à l'assaut, couvert d'un habit étincelant de broderies d'or. Saint-Simon, qui ne l'aimait pas, s'étale complaisamment sur ses défauts; il reconnaît pourtant ses qualités. « Il en avait de capitaine », dit-il. Ses projets étaient hardis, vastes, presque toujours bons; nul autre n'était plus propre à l'exécution et aux divers maniements de troupes. Il fut le vrai héros de la guerre de succession d'Espagne.

Puis la fortune tourna contre nous en Italie, où le duc de Savoie, notre allié, avait fait défection. La Feuillade et Marsin perdirent la bataille de **Turin** (1706). Il fallut sortir de l'Italie, comme on était sorti de l'Allemagne.

En Espagne, les Anglais s'étaient emparés de *Gibraltar* (1704), et en 1706 le roi Philippe V ne put empêcher son compétiteur l'archiduc Charles d'entrer à Madrid.

Enfin, dans les Pays-Bas, le maréchal de Villeroi perdit la bataille de **Ramillies** (1706), et, malgré son habileté, le duc de Vendôme ne fut pas plus heureux à la bataille d'**Oudenarde** parce que son action était contrariée par la timidité du jeune duc de Bourgogne qui commandait en chef (1708). Il fallut sortir des Pays-Bas, comme on était sorti d'Allemagne et d'Italie. La France se trouvait découverte.

Invasion de la France; siège de Lille; le maréchal de Boufflers[1] **(1708).** — Ainsi, malgré quelques succès de

---

1. **Lecture :** ***Boufflers au siège de Lille.*** — Le maréchal de Boufflers défendit Lille avec une vigueur qui a rendu son nom célèbre. C'est une des belles figures de notre histoire et elle mérite qu'on s'y arrête : « L'ordre, dit Saint-Simon dans ses Mémoires, l'exactitude, la vigilance, c'était où il excellait. Sa valeur était nette, modeste, naturelle, franche, froide. Il voyait tout et donnait ordre à tout sous le plus grand feu, comme s'il eût été dans sa chambre. Sa bonté et sa politesse, qui ne se démentait en aucun temps, lui gagnait tout le monde ; son équité, sa droiture, son attention à prendre conseil, sa patience à laisser débattre avec liberté, sa délicatesse à faire toujours honneur de leurs conseils, quand ils avaient réussi, à ceux qui les lui avaient donnés et des actions à ceux qui les avaient faites, lui dévouèrent tous les cœurs. Les soins qu'il prit en arrivant pour faire durer les munitions de guerre et les vivres, l'égale proportion qu'il fit garder en tous les temps du siège, en la distribution du pain, du vin, de la viande et de tout ce qui sert à la nourriture, où il présida lui-même, et les soins infinis qu'il fit prendre et qu'il prit lui-même des hôpitaux, le firent adorer des troupes et des bourgeois.

« Accessible à toute heure, prévenant pour tous, il fatiguait pour tous, se trouvant partout, et sans cesse voyait et disposait par lui-même. Il couchait tout habillé aux attaques et il ne se mit pas trois fois dans son lit depuis l'ouverture de la tranchée. On lui reprocha qu'il s'exposait trop ; il le faisait pour tout voir par ses yeux et pourvoir à tout à

Villars sur les bords du Rhin en 1707, la France était vaincue et ne tarda pas à être envahie. Les coalisés vinrent mettre le siège devant **Lille**. Le maréchal de *Boufflers* tint deux mois dans la ville, puis se retira dans la citadelle, où il résista encore deux mois. A bout de munitions et de vivres, il ne livra la citadelle que sur un ordre écrit de la main du roi. Le prince Eugène rendit les plus grands honneurs à Boufflers, qui demeura libre et fut créé par Louis XIV pair de France.

L'hiver de 1709; bataille de Malplaquet (septembre 1709). — Lille et la Flandre n'en étaient pas moins au pouvoir des coalisés. Des cavaliers ennemis se répandirent dans le nord de la France et poussèrent l'audace jusqu'à venir enlever, sur le pont de Sèvres, un officier du roi qu'ils prirent pour le dauphin.

L'hiver de 1709 fut horrible. « Une gelée, qui dura près de deux mois de la même force, avait, dès ses premiers jours,

---

mesure, il le faisait ainsi pour l'exemple et pour sa propre inquiétude que tout allât et s'exécutât bien. Il fut légèrement blessé plusieurs fois, s'en cachait tant qu'il pouvait et n'en changeait rien à sa conduite journalière, mais, un coup à la tête l'ayant renversé, il fut porté chez lui malgré lui. On le voulut saigner, il s'y opposa, de peur que cela lui ôtât des forces, et voulut sortir. Sa maison était investie, il fut menacé, par les cris des soldats, qu'ils quitteraient leurs postes s'ils le revoyaient de plus de vingt-quatre heures; il les passa assiégé chez lui, forcé à se faire saigner et à se reposer. Quand il reparut, on ne vit jamais tant de joie. »

Boufflers, malgré l'héroïsme de sa défense, ne put sauver la ville; mais l'ennemi, pour rendre hommage à sa valeur, lui accorda la capitulation la plus honorable. Boufflers ne crut pas tout terminé. Il avait tenu deux mois dans la ville. Il se retira dans la citadelle, où il tint encore deux mois. A bout de munitions et de vivres, il ne livra la citadelle que sur un ordre écrit de la main du roi. Le prince Eugène, qui commandait l'armée ennemie, rendit les plus grands honneurs à Boufflers, qui demeura libre et fut créé par Louis XIV pair de France. Sa réception au Parlement fut un triomphe : « En y allant il trouva, dit Saint-Simon, par les rues et dans le palais, sur tout son passage, une grande foule de peuple criant et applaudissant : je ne vis jamais spectacle si beau ni si satisfaisant, ni homme si modeste. »

rendu les rivières solides jusqu'à leur embouchure, et les bords de la mer capables de porter des charrettes. Un faux dégel fondit les neiges, il fut suivi d'un subit renouvellement de gelée aussi forte que la précédente, trois autres semaines durant. Cette seconde gelée perdit tout. Les arbres fruitiers périrent; il ne resta plus ni noyers, ni oliviers, ni pommiers, ni vignes. On ne peut comprendre la désolation de cette ruine générale. Chacun resserra son vieux grain. Le pain enchérit outre mesure.... Les payements les plus inviolables commencèrent à s'altérer. En même temps les impôts haussés, multipliés, exigés avec les plus extrêmes rigueurs, achevèrent de dévaster la France. Grand nombre de gens qui, les années précédentes, soulageaient les pauvres, se trouvèrent réduits à subsister à grand'peine et beaucoup de ceux-là à recevoir l'aumône en secret. Il ne se peut dire combien d'autres briguèrent les hôpitaux, combien d'hôpitaux ruinés renvoyaient leurs pauvres à la charge publique, et combien d'honnêtes familles expiraient dans les greniers. Il ne se peut dire aussi combien tant de misère échauffa le zèle et la charité, ni combien immenses furent les aumônes[1]. »

Louis XIV, courbant son orgueil devant tant de malheurs, demanda la paix. Les coalisés, le croyant réduit à toute extrémité, n'en devinrent que plus acharnés : ils voulurent le forcer à chasser lui-même Philippe V d'Espagne. « Mieux vaut faire la guerre à mes ennemis qu'à mes enfants! » répondit-il, et il releva la tête; il écrivit à tous les gouverneurs, aux évêques, une lettre noble et patriotique. Le peuple comprit que Louis XIV ne luttait plus que pour l'honneur national. On oublia toutes les souffrances.

Les soldats de Villars n'avaient point de pain et ils étaient gais. « Quand des brigades marchent, écrivait Villars, il faut que les brigades qui ne marchent pas jeûnent. On s'accoutume à tout. Je crois cependant que l'habitude de ne pas manger n'est pas bien facile à prendre. » Attaqués à **Malplaquet**[2] (sept. 1709), les soldats jetèrent le pain qu'on venait

---

1. Mémoires du duc de Saint-Simon.
2. Village du département du Nord, à 28 kil. nord-ouest d'Avesnes.

de leur distribuer, pour courir plus légèrement au combat. Ils furent vaincus, mais causèrent à l'ennemi plus de mal qu'ils n'en reçurent. L'espoir revint à la France.

Changements survenus en Espagne ; victoire de Villaviciosa (1710). — Trois changements importants, l'un dans



Philippe V le soir de Villaviciosa.

la situation militaire, les deux autres dans la situation politique de l'Europe, relevèrent encore l'espoir que la France concevait d'une paix prochaine et honorable.

D'abord, la situation militaire s'était améliorée en Espagne. Là, du reste, était le nœud de la question. Louis XIV

avait pour principal dessein d'asseoir sa famille sur le trône d'Espagne. Le peuple espagnol avait accueilli avec joie le prince français comme l'héritier légitime de ses rois. Il n'entendait pas qu'à cause des fautes de Louis XIV on vînt le contraindre à obéir à un autre roi. Sans doute, la force des armes anglaises et portugaises avait donné, en 1706, à l'archiduc Charles, le compétiteur de Philippe V, la capitale, Madrid; sans doute, Philippe V avait été obligé de lever le siège de Barcelone et de faire le tour des Pyrénées par la France pour rentrer en Espagne du côté des Pyrénées occidentales, mais le maréchal de *Berwick* avait rétabli une première fois sa fortune à la journée d'**Almanza** en 1707. Sans doute Philippe V fut encore sur le point de perdre son royaume en 1709. Vaincu à *Almenara*, il se vit forcé de céder une seconde fois sa capitale à l'archiduc Charles et de transférer le siège de son gouvernement à Valladolid; les Espagnols n'en tenaient pas moins à lui : ils demeuraient muets à l'arrivée de son adversaire; leur amour-propre national était froissé de ce que l'Europe, se mêlant de leurs affaires et dédaignant leur sentiment, voulait leur imposer un autre monarque. Le salut pour Louis XIV devait donc venir de l'Espagne.

Philippe V avait, dans la même année 1710, repris l'avantage, et le duc de Vendôme, disgracié depuis la journée d'Oudenarde, envoyé sur ce théâtre lointain des opérations, se trouva par le fait sur le vrai terrain des combats décisifs, et ses qualités militaires concoururent avec l'énergie des Espagnols à relever la cause française. Près de **Villaviciosa** (10 décembre 1710), le duc remporta une brillante victoire et, le soir, put dire à Philippe V fatigué : « Je vais vous faire donner le plus beau lit sur lequel un roi ait couché ! » Il fit apporter les étendards et les drapeaux pris à l'ennemi. La couronne d'Espagne était affermie sur la tête du petit-fils de Louis XIV. Premier résultat, premier changement qui améliorait la position de Louis. Le Portugal, que l'Angleterre avait tourné contre nous, fut frappé par une brillante expédition de Duguay-Trouin, qui s'empara de *Rio-de-Janeiro*, au Brésil.

Changements en Angleterre; disgrâce de Marlborough (1710). — C'était un général anglais, le duc de *Marlborough*, qui, par ses talents, par la combinaison de ses mouvements avec ceux du prince Eugène, général de l'empereur, avait, dans cette grande guerre, déjoué les plans les mieux coordonnés de Villars et infligé de rudes leçons aux collègues médiocres ou incapables de ce brillant capitaine. Le duc de Marlborough avait toute liberté d'action, parce que ses amis les Whigs, acharnés à cette guerre, dominaient alors en Angleterre, et que sa femme, *Sarah Jenning*, gouvernait la reine Anne. Or une intrigue de cour ruina le crédit de la fière et ambitieuse Sarah, qui avait froissé la reine par sa hauteur et ses exigences. Voltaire a dit dans son *Siècle de Louis XIV* : « Quelques paires de gants d'une façon singulière que la duchesse refusa à la reine, une jatte d'eau qu'elle laissa tomber en sa présence, par une méprise affectée, sur la robe de Mme Masham, changèrent la face de l'Europe ». C'est sans doute attribuer à de frivoles incidents plus d'importance qu'ils n'en eurent, car la disgrâce de la favorite n'entraînait pas celle de son mari ni un revirement politique. mais les Tories surent habilement profiter de cette disgrâce pour changer les sentiments de la reine Anne.

L'Angleterre n'avait plus rien à gagner à la continuation de la lutte, puisqu'elle avait pris possession du rocher de **Gibraltar** et s'était assuré une porte toujours ouverte pour pénétrer dans la Méditerranée. Elle avait assez humilié la France, qui, du reste, faisait subir à son commerce, par les courses hardies de ses marins, des pertes considérables. La continuation de la guerre, désormais sans objet, puisque Louis XIV avait compris ses fautes et abaissé son orgueil dans les conférences de la Haye et de Gertruydenberg, ne pouvait qu'aggraver les taxes déjà trop lourdes pour le peuple anglais. Aussi la reine Anne se décida-t-elle à une révolution ministérielle qui surprit l'Europe et déconcerta les alliés. Le comte de Godolphin, grand trésorier, dont le fils avait épousé une fille de Marlborough, fut remplacé dans sa charge, ainsi que Sunderland, secrétaire d'État des affaires étrangères, Sunderland, fils de Godolphin et gendre de

Marlborough. Le Parlement fut dissous, et la nation, sans laquelle, au delà du détroit, un ministère ne pouvait rien entreprendre de considérable, fut appelée à confirmer les choix de la reine. Les Tories l'emportèrent dans les élections (octobre et novembre 1710). L'Angleterre modifiait sa politique et inclinait vers la paix.

Changements en Allemagne: l'archiduc Charles empereur (1711). — Au mois d'avril 1711, la mort de Joseph Ier, empereur d'Allemagne, amena un troisième changement, qui allait brusquer le dénouement. Cette mort assurait les domaines de la maison d'Autriche et la couronne impériale à *Charles*, le compétiteur de Philippe V. Si les alliés, contre toute attente, parvenaient à renverser enfin Philippe V, ce ne pouvait plus être qu'au profit d'un prince héritier d'une vaste monarchie. Ce prince eût ainsi reconstitué l'empire de Charles-Quint. Au lieu d'un péril lointain et peu probable de l'union des deux monarchies de France et d'Espagne, l'Europe se trouvait en présence d'un péril immédiat qu'elle-même aurait créé. L'absurdité d'un pareil résultat d'une guerre si acharnée démontrait la nécessité d'y mettre un terme, et les ministres anglais se félicitèrent de la politique qu'ils avaient adoptée. Aussi des pourparlers secrets furent-ils engagés avec les ministres anglais et aboutirent-ils à la signature de préliminaires de paix à *Londres* (8 octobre 1711). L'Angleterre se retirait de la coalition.

Deuils dans la famille de Louis XIV; victoire de Denain (1712). — Est-ce à dire que tout péril avait disparu? Non certes, et Louis XIV, dont les forces étaient épuisées, avait encore à combattre deux ennemis acharnés, la Hollande et l'Empire. La fortune même accablait encore le roi vaincu et humilié sous le poids des malheurs domestiques. Le dauphin mourait en 1711; le duc de Bourgogne, fils du dauphin, élève de Fénelon, mourait avec sa femme en 1712; puis le duc de Bretagne, leur fils aîné, fut également enlevé par la mort. Louis XIV, qui s'était vu à la tête d'une florissante famille, se trouva presque isolé; il n'avait plus pour héritier qu'un arrière-petit-fils âgé de deux ans. Et à ce moment la France était menacée d'une invasion! Le

prince Eugène assiégeait *Landrecies* : il appelait les lignes qu'il avait étendues jusqu'à *Denain*, le chemin de Paris. Louis XIV donna à Villars sa dernière armée, il lui dit d'un ton pénétré : « Vous voyez mon état, monsieur le maréchal, il y a bien peu d'exemples de ce qui m'arrive et que l'on perde dans la même semaine son petit-fils, sa petite-belle-fille et leur fils, tous de très grande espérance et très tendrement aimés. Dieu me punit : je l'ai bien mérité. » Puis il ajouta : « La confiance que j'ai en vous est bien marquée, puisque je vous remets les forces et le salut de l'État. Je connais votre zèle et la valeur de mes troupes, mais enfin la fortune peut vous être contraire ; s'il arrivait malheur à l'armée que vous commandez, quel serait votre sentiment sur le parti que j'aurais à prendre ? » Villars n'osait répondre, balbutiait. Le roi reprit : « Pour moi, je sais que des armées aussi considérables ne sont jamais assez défaites pour que la plus grande partie de la mienne ne pût se retirer sur la Somme. Je compterais aller à Péronne ou à Saint-Quentin y ramasser tout ce que j'aurais de troupes, faire un dernier effort avec vous et périr ensemble ou sauver l'État. » Noble parole qui en fait oublier d'autres trop égoïstes ; il n'eut pas besoin de la tenir : Villars, avec une heureuse audace, enleva le camp retranché de **Denain** (juillet 1712). Ce fut une victoire complète, qui entraîna la conquête des places surprises par les ennemis. La France était sauvée.

Cette victoire fut le coup décisif qui déconcerta la Hollande, affermit les dispositions pacifiques des Anglais et montra à l'Europe que si elle n'avait pu renverser Philippe V, elle ne pourrait pas non plus abattre Louis XIV.

Traités d'Utrecht et de Rastadt. — La paix ne tarda pas à être signée au congrès d'**Utrecht** (1713), puis, après une courte et brillante campagne de Villars, avec l'empereur d'Allemagne à **Rastadt** (1714).

Philippe V renonçait formellement à ses droits à la couronne de France. A ce prix il gardait l'*Espagne* et ses *colonies*. Mais on lui enlevait les **Pays-Bas**, le **Milanais**, le **royaume de Naples**, qui étaient donnés à la maison d'Autriche.

Il cédait le rocher de **Gibraltar**, c'est-à-dire la porte de la Méditerranée, à l'Angleterre, qui le garde encore.

Il abandonnait la **Sicile** au duc de Savoie, qui prenait le titre de *roi de Sicile* (échangé bientôt contre celui de roi de Sardaigne).

L'électeur de Brandebourg était reconnu **roi de Prusse**.

Louis XIV ne perdait aucune des conquêtes de son règne, mais cédait à l'Angleterre quelques colonies (l'*Acadie*, *Terre-Neuve*) et s'engageait à combler le port de Dunkerque. Il reconnaissait l'ordre de succession établi en Angleterre en faveur de la maison protestante de Hanovre.

Ces concessions sans doute n'étaient pas trop onéreuses eu égard aux désastres éprouvés dans cette guerre. Mais la France perdait surtout par l'agrandissement des puissances rivales. *Les traités d'Utrecht détruisaient l'œuvre des traités de Westphalie.* A la prépondérance de la France succédait celle de l'*Angleterre*, toute-puissante sur mer. De plus, une puissance nouvelle, bientôt redoutable, s'élevait en Allemagne : la *Prusse*.

Le traité de la *barrière* compléta ceux d'Utrecht et de Rastadt en donnant aux Hollandais le droit de tenir garnison dans certaines places des Pays-Bas qui serviraient de barrière contre la France.

III. — Dernières années de Louis XIV.

La seconde partie du règne de Louis XIV. — Louis XIV mérite d'être classé parmi nos grands rois si l'on s'en tient à la première partie de son règne, si l'on regarde ses victoires, ses conquêtes, ses encouragements aux lettres, aux sciences, aux arts, si on le contemple au milieu des magnificences de Versailles et en pleine gloire. Il avait fait de la France la première nation de l'Europe, la plus instruite, la plus policée.

Les résultats de la seconde partie de son règne attristent singulièrement l'historien. Par la longue durée de la compression, Louis XIV avait avili la *noblesse*, enchaînée à la cour; il l'avait poussée au luxe, au jeu; il avait brisé les res-

sorts de cette caste militaire, qui ne garda plus de son antique énergie que la bravoure sur les champs de bataille. Il ruina l'autorité des *parlements*, qui se traîneront misérablement au siècle suivant, sans retrouver leur noble fermeté. Il sépara le gouvernement de la nation en écartant les *États généraux* et en supprimant la plupart des *États provinciaux*.

Police: lettres de cachet. — Louis XIV avait créé une *police* pour assurer une plus régulière répression des crimes et pour aider la justice; en 1667 il avait établi un lieutenant général de police à Paris (Nicolas de la Reynie). Malheureusement ces agents furent surtout employés à rechercher les opinions, surprendre les secrets des lettres (ce qu'on appela plus tard le *cabinet noir*), arrêter tous ceux qui parlaient trop haut des fautes du roi ou des misères du temps. La police devint et resta un rouage gouvernemental. Les *lettres de cachet* multipliés mettaient la liberté des personnes à la discrétion des ministres du roi. Des hommes considérables étaient saisis et enfermés, sans jugement, à la Bastille et, malgré les recherches les plus savantes, on n'a jamais pu établir l'identité du prisonnier qu'on a appelé le *Masque de fer*, et qui vécut rigoureusement séquestré au château de l'île Sainte-Marguerite, puis à la Bastille, le visage couvert d'un masque de velours noir, servi avec déférence par ses geôliers. Dans les provinces, les intendants exerçaient un pouvoir absolu et employaient les troupes pour briser les oppositions : elles hâtaient par la terreur la levée des impôts.

Impôts. — Les taxes devenaient de plus en plus lourdes par suite des guerres ruineuses. Louis XIV sans doute faisait parfois porter sa vaisselle d'or et d'argent à la Monnaie, mais ces sacrifices, nécessaires dès le temps de la ligue d'Augsbourg, ne pouvaient suffire pour entretenir une armée de quatre cent mille hommes. Le roi établit la *capitation*, dont personne, pas même le dauphin, ne fut exempt. Ses produits et ceux des anciens impôts, même accrus et exigés avec la dernière violence, ne purent combler le déficit. Aussi Louis XIV emprunta-t-il à un taux usuraire, augmentant encore les difficultés. L'armée, à la fin du règne, ne recevait plus de solde

régulière, et, dans les dernières années de la guerre d'Espagne, les soldats ne pouvaient vivre que de pillage et de maraude. Louis XIV laissa une dette de près de *trois milliards* de francs, somme qui nous paraît aujourd'hui peu considérable, mais qu'il faut tripler si nous tenons compte de la rareté du numéraire à cette époque. L'État ne payait plus ses créanciers qu'avec un papier déprécié.

Querelles religieuses ; Port-Royal. — Louis XIV avait asservi le clergé et l'avait corrompu en attachant ses faveurs à l'obéissance. Aussi le clergé français n'avait-il plus la force de lutter contre le protestantisme que par l'armée royale. Au lieu des éloquents ouvrages de Bossuet, on employait les dragons. L'Église de France se discréditait aussi par les misérables querelles du *molinisme* et du *jansénisme*. Les Jésuites, tout-puissants, grâce au crédit du P. de la Chaise, confesseur du roi, réussirent à faire prescrire les Jansénistes. Les solitaires de Port-Royal furent dispersés. L'abbaye de *Port-Royal-des-Champs*, cet asile de savants et d'écrivains, fut détruite en 1709 et l'on profana jusqu'aux tombes. Il ne reste plus rien que quelques bâtiments de la ferme. Le jansénisme cependant survécut : il reparut dans un livre du *P. Quesnel*, prêtre de l'Oratoire. Les propositions contenues dans ce livre furent condamnées par le pape, qui publia la bulle *Unigenitus*, elle-même cause de troubles nouveaux.

Souffrances du pays. — Si les querelles religieuses ne s'apaisaient point et si les esprits inquiets s'y enfonçaient, ne pouvant se tourner vers les discussions politiques, les intérêts matériels étaient bien plus en souffrance. L'agriculture, ruinée, avait porté le poids de toutes les guerres et des impôts. Beaucoup de terres demeuraient en friche. L'industrie déclinait, au centre, à l'ouest et dans le midi de la France depuis la révocation de l'édit de Nantes. La misère était grande à la mort de Louis XIV, et les *Mémoire des intendants*, publiés de nos jours, nous révèlent la détresse de la plupart des provinces.

Loin d'être peuplée comme aujourd'hui, la France ne comptait que 19 millions d'âmes. Les guerres, la mortalité résul-

tant des famines et des épidémies tendaient à réduire encore cette population. Dans presque tous les Mémoires reviennent les mêmes plaintes sur le déplorable état des ponts, des chemins, des routes, sur l'élévation des droits et des impôts, les maraudages des soldats. Certaines peintures sont effrayantes. Dans certaines provinces les paysans vivaient quasi à l'état sauvage. Ajoutons que les Mémoires ainsi rédigés et qui ont été analysés par Boulainvilliers dans son *État de la France* ne répondent pas aux dernières années du règne, aux misères horribles de l'hiver de 1709. Dans ce cruel hiver, la faim, l'affreuse faim se fit sentir à Versailles même, où la cour mangea du pain d'avoine, où des troupes d'affamés ébranlèrent les grilles du château.

Dernières années du règne de Louis XIV. — Les dernières années du règne de Louis XIV furent aussi tristes que les premières avaient été brillantes. Aux malheurs nationaux vinrent se joindre de cruelles afflictions domestiques. Louis XIV perdit son fils unique, le grand dauphin (14 avril 1711); le fils du dauphin, le duc de Bourgogne, l'élève de Fénelon, mourut avec sa femme (février 1712). Leur fils aîné, le duc de Bretagne, succomba le 8 mars, et enfin le duc de Berry, fils du grand dauphin, mourut en 1714. De sa nombreuse famille il ne restait à Louis que son petit-fils Philippe V, roi d'Espagne, et son arrière-petit-fils, le duc d'Anjou, alors âgé de cinq ans, qui fut Louis XV. Tant de pertes décidèrent le roi à prendre une mesure qui était un nouvel attentat à la moralité publique : ses fils légitimés, le duc du Maine et le comte de Toulouse, nés de la marquise de Montespan, furent déclarés héritiers de la couronne à défaut de princes du sang. Il les appela par son testament à faire partie du Conseil de régence, dont le duc d'Orléans, son neveu, n'eut que la présidence. Mais ce testament devait avoir le sort des autres et fut annulé après la mort du roi (1er septembre 1715).

RÉSUMÉ

Trois ans après la paix de Ryswick, la succession d'Espagne devint vacante par suite de la mort de *Charles II* (1700). Un testament de ce prince appelait au trône un petit-fils de Louis XIV, le *duc d'Anjou.*

Louis XIV accepta le testament, et son petit-fils fut proclamé roi d'Espagne sous le nom de *Philippe V.*

Bientôt Louis XIV, par ses fautes, provoqua une nouvelle coalition dirigée par trois hommes, ennemis implacables du roi, **Heinsius**, le duc de **Marlborough**, le prince **Eugène**.

Louis XIV soutint la lutte, qui débuta par une période de victoires, **Friedlingen** (1702), **Hochstett** (1703), **Spire** (1703).

Mais, Villars ayant été rappelé en France pour étouffer la révolte des Camisards, nos armées furent défaites en Allemagne, à **Blenheim** (1704). Il fallut sortir d'Allemagne, puis d'Italie, après la bataille de **Turin** (1706). Les défaites de **Ramillies** (1706), **d'Oudenarde** (1708), nous firent perdre les Pays-Bas.

La France fut envahie, **Lille** pris (1708) malgré la défense héroïque de Boufflers, et après l'affreux hiver de 1709, Villars perdit encore la bataille de **Malplaquet** (septembre 1709).

Heureusement Philippe V se maintenait en Espagne grâce aux victoires d'**Almanza** (1707) et de **Villaviciosa** (1710).

Louis XIV, auquel les alliés avaient voulu imposer de trop dures conditions, ne désespérait pas, malgré les deuils de famille qui l'accablaient. L'Angleterre se retira de la lutte (1710), et l'avènement de l'archiduc Charles au trône impérial modifia profondément la situation.

Villars ensuite remporta une brillante victoire à **Denain** (1712) et délivra le nord de la France des troupes impériales. Aussi les coalisés signèrent-ils les traités d'**Utrecht** (1713) et de **Rastadt**, qui terminèrent la lutte (1714).

Guerre de la succession d'Espagne (1701-1714).

DATES	ITALIE	PAYS-BAS	ALLEMAGNE	ESPAGNE
1701	Fautes de Villeroi, pris dans Crémone.		Bataille de **Friedlingen**. Villars va rejoindre l'Electeur de Bavière	Philippe, duc d'Anjou, appelé au trône d'Espagne.
1702	Vendôme le remplace. — Victoire de **Luzzara**.		L'Electeur marche sur Vienne. Bataille d'**Hochstett**. — Villars est rappelé contre les Camisards.	
1703	Défection du duc de Savoie. — Vendôme obligé de le combattre.		Bataille de **Spire** gagnée par Tallard.	
1704			Bataille d'Hochstett ou de **Blenheim**, gagnée par Marlborough et le prince Eugène sur Tallard et Marsin.	Défection du Portugal.—Prise de **Gibraltar** par les Anglais.
1705				L'archiduc Charles prend la Catalogne et l'Aragon.
1706	Siége et bataille de **Turin**. Perte de l'Italie.	Bataille de **Ramillies**, perdue par Villeroi.		L'archiduc prend Madrid.
1707				Victoire d'**Almanza**, gagnée par Berwick.
1708		Défaite d'**Oudenarde**. Siége de **Lille**.		
1709		Bataille de **Malplaquet**. Villars est battu		
1710		Disgrâce de Marlborough.		Bataille de **Villaviciosa**, gagnée par Vendôme.
1711		Défection de l'Angleterre.		Expédition de Duguay-Trouin au Brésil.
1712		Bataille de **Denain**, gagnée par Villars.	Avènement de Charles VI, qui succède à Joseph Ier.	
1713		Traités d'**Utrecht**		

Tableau d'ensemble des guerres de Louis XIV.

	GUERRES	GÉNÉRAUX	BATAILLES ET FAITS PRINCIPAUX	TRAITÉS ET RÉSULTATS
1°	De Dévolution (1667-1668).	Condé et Turenne. Condé.	1667. Prise de Lille. 1668. Conquête de la Franche-Comté.	1668. Traité d'Aix-la-Chapelle Acquisition de la Flandre française.
2°	De Hollande (1672-1678).	Condé et Turenne Condé et Créqui. Turenne. L'amiral Duquesne.	1672. Invasion de la Hollande. 1674. Bataille de Senef Campagne d'Alsace. 1675. Combats de Mulhouse, Colmar, Turkheim. 1676 Succès maritimes. Agousta, Palerme 1677. Bataille de Cassel.	1678. Traités de Nimègue. Acquisition de la Franche-Comté.
3°	De la ligue d'Augsbourg (1688-1697).	 Luxembourg. Catinat L'amiral Tourville. Luxembourg. Id. Catinat.	1689. Dévastation du Palatinat. 1690. Bataille de la Boyne, en Irlande. 1690. Bataille de Fleurus, Pays-Bas. 1690. Bataille de Staffarde, en Italie. 1692. Bataille navale de la Hougue. 1692. Bataille de Steinkerque. 1693. Bataille de Neerwinden, aux Pays-Bas. 1694. Bataille de la Marsaille, en Italie.	1697. Traité de Ryswick. La réunion de Strasbourg à la France est confirmée.
4°	De la succession d'Espagne (1701-1714).	Villars. Villars et Tallard. Marsin La Feuillade. Villeroi Vendôme. Villars. Berwick Vendôme. Villars	1702. Victoire de Friedlingen. 1703. Victoires d'Hochstett et de Spire. 1704. Défaite de Blenheim ou d'Hochstett. 1706. Défaite de Turin. 1706 Défaite de Ramillies 1708. Défaite d'Oudenarde. 1709. Défaite de Malplaquet. En Espagne : 1707. Victoire d'Almanza. 1710. Victoire de Villaviciosa. En France : 1712. Victoire de Denain.	Traités d'Utrecht (1713) et de Rastadt (1714). Un petit-fils de Louis XIV roi d'Espagne.


FRONTIÈRES DU NORD
ET DE L'EST
à la mort
de
LOUIS XIV
Munster
Tholuys
Nimègue
Bréda
Brabant
Bruxelles
Nerwinde
Ramillies
WESTPHALIE
Oudenarde
Steinkerque
Senef
Fleurus
Lille
ARTOIS
Lens
Denain
Malplaquet
Arras
Rocroy
Luxembourg
PICARDIE
FRANCONIE
Mayence
PALATINAT
Philipsbourg
Nordlingen
Blenheim
Hochstedt
Landau
Thionville
PARIS
CHAMPAGNE
Nancy
Strasbourg
Colmar
Turckeim
Fribourg
SOUABE
L. de Constance
Friedlingen
Troyes
Tonnerre
ORLÉANAIS
Auxerre
BERRY
NIVERNAIS
Dijon
Dole
Besançon
Nevers
Moulins
BOURBONNAIS
Châlon
Saône
FRANCHE COMTÉ
L. Leman
Genève
SAVOIE
Dombes
Clermont
LYONNAIS
Lyon
Vienne
Chambéry
Milan
Grenoble
Turin
Staffarde
Embrun
Tallard
G. DE GÊNES
Montpellier
Arles
PROVENCE
Aix
Marseille
Toulon
Narbonne
Perpignan
MER MÉDITERRANÉE
CORSE

CHAPITRE X

LES LETTRES, LES SCIENCES ET LES ARTS SOUS LE RÈGNE DE LOUIS XIV.

SOMMAIRE. — La littérature française au dix-septième siècle; le siècle de Louis XIV avant Louis XIV. — Le siècle de Louis XIV; influence du roi sur les écrivains. — Racine (1639-1699). — Boileau (1636-1711). — Molière (1622-1673). — Bossuet (1627-1704). — Fénelon (1651-1715). — Mme de Sévigné (1626-1696). — La Bruyère (1645-1696). — La Fontaine (1621-1695). — Commencement de l'opposition; Bayle. — Les sciences. — Les arts. — Monuments ; Versailles.
LECTURES. — Louis XIV et les lettres — Le Nôtre.

La littérature française au dix-septième siècle; le siècle de Louis XIV avant Louis XIV. — Le dix-septième siècle a mérité d'être appelé notre grand siècle littéraire, parce que les lettres, expression et image d'une société, arrivèrent à un point de perfection dû précisément à la politesse de la société française. La langue a suivi les mêmes degrés que la nation. Au dix-septième siècle la nation est formée : elle présente un aspect de régularité, d'ordre, qui se reproduit presque aussitôt dans les lettres. La noblesse, calme et soumise, adoucit son ton, discipline ses manières, aiguise son esprit dans les « ruelles » et dans les salons des élégantes marquises. Plus aisée, la bourgeoisie étudie et s'élève. Il y a un public, à la cour comme à la ville, avide des distractions et des plaisirs de l'intelligence. Il y a des juges du goût. Les belles œuvres peuvent se produire, car la langue s'est assouplie comme la société : elle n'a plus la rudesse du seizième siècle : elle en a perdu, il est vrai, l'énergie, les expressions pittoresques ; mais sa fermeté noble est exempte de faiblesse et d'inégalités choquantes.

Aussi le grand siècle commence-t-il avant même que Louis XIV ait pu exercer son influence. Le *Cid* de **Corneille** date de 1636; le *Discours de la méthode* de **Descartes** de 1637, les *Provinciales* de **Pascal**, ce chef-d'œuvre d'esprit et d'éloquence, datent de 1656-1657. La poésie et la prose ont leurs monuments, leurs éternels modèles. Molière même a déjà fait applaudir de vraies comédies. C'est

ce que nous pouvons appeler le siècle de Louis XIV avant Louis XIV. Ce plein épanouissement de la littérature tient donc à l'épanouissement même de la société française, et l'influence personnelle de Louis XIV, bien que sérieuse, ne fait qu'aider l'influence du temps, des mœurs, des circonstances historiques.

Le siècle de Louis XIV : influence du roi sur les écrivains. — La langue de Corneille malgré sa vigueur, celle de Pascal malgré sa vivacité incisive, de Descartes malgré son ampleur et sa vigueur philosophique, choquent encore soit par des inégalités, soit par des longueurs. La langue française n'atteint vraiment son plus haut degré de pureté qu'avec Racine, Boileau, Molière, Bossuet, Fénelon et les écrivains dont la gloire a rejailli sur le règne de Louis XIV.

La protection accordée aux lettres a été sans doute un mérite du roi, mais un mérite qu'il a partagé avec beaucoup d'autres princes[1]. Ce qui lui fait accorder une si grande place dans le mouvement littéraire de son siècle, c'est qu'il a contribué à donner aux œuvres des écrivains leur caractère principal par son gouvernement, ses idées personnelles, ses goûts. Il commande d'une façon absolue à un royaume uni : il ne voit devant lui que des sujets respectueux et soumis. Il veut la règle en tout, dans l'administration, dans l'armée, dans l'étiquette de la cour, dans le faste qu'il déploie, jusque dans les allées de son parc, et fait élaguer les arbres

---

1. **Lecture : *Louis XIV et les lettres.*** — Le roi combla de faveurs *Racine, Boileau, Molière.*

Apprenant qu'à sa cour Molière subissait des avanies parce qu'il était comédien, Louis XIV le fit un jour asseoir à sa table : « Vous me voyez, dit-il aux seigneurs, occupé à faire manger Molière, que mes officiers ne trouvent pas d'assez bonne compagnie pour eux ».

Boileau, dont les satires étaient mordantes, avait cependant le caractère le plus généreux. Apprenant que des nécessités financières avaient fait supprimer la pension du vieux Corneille, il écrivit aussitôt au roi et offrit le sacrifice de sa propre pension. Louis XIV n'accepta pas ce sacrifice, maintint la pension de Corneille et lui envoya en outre 200 louis d'or.

lorsque la liberté de la nature rompt l'alignement, comme il fait courber les têtes qui tenteraient de s'écarter de la soumission universelle. La ligne droite inflexible, la majesté, l'harmonie, les proportions, voilà ce qu'il impose en dehors même de la politique, voilà ce qu'il aime, et, comme tout un peuple ne cherche qu'à lui plaire, les écrivains comme les artistes façonnent leurs œuvres suivant ses désirs. Eux aussi se rangent, se disciplinent et, leur génie aidant, rencontrent les grandes beautés, atteignent à la majesté du style, à l'harmonie du langage, à la perfection littéraire.

Racine (1639-1699). — *Racine* débute à l'époque du mariage du roi par une ode, pour laquelle il est récompensé. C'est un admirateur enthousiaste de Louis XIV, qui dans les deux parties de son œuvre reproduit jusqu'au contraste des deux parties du règne. Profane et passionné dans ses premières tragédies, il parle le langage tendre qui était celui de la cour des premières années : il peint même Louis XIV dans Titus quittant Bérénice, et fait dire par Bérénice à son héros les paroles attribuées à Olympe Mancini délaissée par Louis XIV : « Vous êtes roi, vous pleurez et je pars! » Racine, vieilli comme le roi, a des scrupules, se tient, après sa tragédie de *Phèdre*, éloigné du théâtre et n'y revient que pour écrire, sous l'influence religieuse, les deux chefs-d'œuvre d'*Esther* et d'*Athalie*. Dans ses pièces profanes comme dans ses tragédies sacrées, Racine arrive à l'élégance soutenue, à l'harmonie musicale, à la poésie noble exempte d'enflure, à la douceur exempte de mollesse, à l'expression toujours distinguée, à l'image sobre et juste, à la perfection en un mot. C'est le poète qui reflète avec le plus d'éclat la politesse de la cour de Louis XIV.

Boileau (1636-1711). — Comblé, ainsi que Racine, des faveurs royales, *Boileau Despréaux* n'est ni aussi fleuri ni aussi élégant. Il devait marcher d'un pas plus pesant dans les galeries de Versailles, et ses vers un peu raides manquent de cette grâce délicate qui charme dans Racine et ne lasse jamais. Boileau a bien le style de la mission qu'il s'est donnée, de censeur des mauvais livres, de juge sévère du goût. C'est comme le ministre des lettres. Ses satires tour-

nent en ridicule les écrivains médiocres ou arriérés : il les fustige avec une verve qui n'a pas la vivacité spirituelle du poète latin Horace, son modèle. Il imite encore Horace dans son *Art poétique*, où il traduit en vers les préceptes de la poésie et formule des règles trop sévères où l'on retrouve l'influence des règles politiques du temps. A côté de maximes éternellement vraies, de vers frappés au coin du bon sens, il impose à la poésie des cadres et des formules qui rappellent trop l'inflexible ligne droite, cadres et formules qu'ont brisés les grands génies du dix-neuvième siècle. Boileau voulait rendre la littérature régulière et majestueuse : il ne s'apercevait pas que lui-même montrait dans ses œuvres le défaut de cette sévérité froide : l'ennui.

Molière (1622-1673). — Ce n'est point parce que *Molière* avait la charge, honorifique alors, de valet de chambre tapissier du roi, qu'on le classe parmi les écrivains qui ont subi l'influence personnelle de Louis XIV. Molière a eu des rapports plus dignes avec le roi, qui le protégea contre les préjugés du temps, peu favorables aux comédiens. Notre premier poète comique n'amusait pas seulement le roi, il le servait. D'une main plus vigoureuse que Boileau, il souffletait les précieuses ridicules qui auraient transformé l'élégante société française en société bouffonne, les femmes savantes qui l'auraient changée en classe de pédants, les marquis impertinents dont la fatuité déplaisait au jugement droit de Louis XIV, enivré d'orgueil sans doute, mais non fat. Molière donnait des leçons à cette foule de seigneurs qui riaient souvent d'eux-mêmes en croyant rire des autres. Il contribua à former cet esprit de mesure, cette justesse de paroles et d'expressions, cette correction élégante des manières et du costume qui faisaient de la cour de Louis XIV un modèle de bon ton et d'extrême distinction. Le moraliste doublait le comédien; les vices furent plus durement frappés que les ridicules, et par là Molière est demeuré le poète de tous les temps. Mais là il eut besoin de la protection du roi. C'était une grosse affaire que de mettre au théâtre *Tartuffe* : on voulut intéresser la piété de Louis XIV à l'interdiction de la pièce. Louis XIV jugea lui-même l'œuvre et la fit repré-

senter, car elle démasquait l'hypocrisie, la fausse dévotion. Mais ce que Molière ne doit qu'à lui seul, c'est son esprit, sa langue figurée, poétique, toujours juste, incisive, familière, sans cesser d'être digne, plaisante, salée même de ce bon sel gaulois qui rappelle les vieux auteurs, mais restant toujours la langue épurée, polie du grand siècle. Le règne de Louis XIV et nous pouvons dire les siècles suivants n'ont pas eu de poètes comiques supérieurs à Molière.

Bossuet (1627-1704). — Si les poètes célébraient sur tous les tons la gloire de Louis XIV, il goûta aussi le plaisir de l'entendre proclamer par la voix d'un grand orateur de la chaire, *Bossuet*. L'Aigle de Meaux, comme on appela l'éloquent prédicateur, eut un génie tout à fait approprié au caractère du règne et de l'époque; Bossuet se plaît dans les idées de grandeur. Ses *Oraisons funèbres* se déroulent avec une pompe toujours égale, et l'élévation des pensées concorde avec la beauté des images et la force des expressions. Bossuet est, de tous les écrivains de son siècle, celui qui se trouva le plus en communion d'idées avec le souverain et qui reproduisit le plus fidèlement, par son langage ample, grave, brillant, majestueux, l'éclat royal avec lequel Louis XIV passait dans ses somptueuses galeries au milieu de ses riches courtisans. Bossuet n'admire pas seulement dans Louis XIV cette dignité extérieure qui imposait même à Saint-Simon, réduit à taire ses critiques. Il approuve les maximes, la politique de Louis XIV : il la justifie par l'Écriture sainte. Sans doute il obtient par de timides objections le départ de Mme de Montespan. Mais les objections s'oublient et Mme de Montespan revient. Bossuet n'a pas de mots assez élogieux pour vanter la révocation de l'édit de Nantes. Lorsque en 1682 il se trouve placé entre son dévouement au Saint-Siège et son admiration pour le roi, il lui faut des miracles d'expressions pour déguiser à l'Assemblée du clergé le caractère du véritable schisme que Louis XIV semblait prêt à consommer.

Il n'est pas étonnant donc que Louis XIV ait confié à un homme qui le comprenait si bien l'éducation du dauphin. Cette éducation nous a valu un chef-d'œuvre, le *Discours sur*

l'Histoire universelle, où Bossuet jette sur le monde entier un regard si profond. Il déroule les siècles avec la science d'un érudit, juge les causes de l'élévation et de la chute des empires avec la sûreté d'un politique. Il n'est pas jusqu'au dessin général de l'ouvrage qui ne rappelle les convictions chères à Bossuet et à Louis XIV. Rattachant l'histoire du monde à une idée unique, il met tout l'univers aux pieds de Dieu comme le royaume de France aux pieds de Louis XIV.

Fénelon (1651-1715). — Bossuet rappelait Corneille. *Fénelon* est le Racine de la prose. Son caractère comme sa langue diffèrent de la langue et du caractère de Bossuet. Le Cygne de Cambrai, plein de douceur, s'inclina devant l'Aigle de Meaux. Mais sa grâce souriante, ses œuvres plus accessibles à tout le monde, font qu'il est peut-être de nos jours plus étudié et plus lu que son émule si magistral et si sévère. Il goûtait mieux les Anciens, comme le démontre son *Télémaque* et la *Lettre à l'Académie*. Il avait vécu avec Homère et Sophocle, Virgile et Horace autant qu'avec la Bible. Nous n'avons de lui qu'un très petit nombre de sermons, car il ne les écrivait point; son éloquence coulait de source.

Lui aussi fut remarqué du roi, attiré à la cour. Lui aussi eut une charge importante, l'éducation du fils du grand dauphin, le duc de Bourgogne. Fénelon prit cette tâche à cœur et avec des vues différentes de Bossuet. Celui-ci n'avait cherché qu'à inculquer à son élève les principes de Louis XIV, ceux de la monarchie absolue. Fénelon, dont la douceur était contrariée par ce qu'avaient de dur les maximes du gouvernement absolu, préparait celui que tout le monde espérait voir un jour sur le trône à une politique moins égoïste, plus libérale. Aussi fut-il disgracié pour s'être écarté de l'inflexible ligne monarchique, comme il dut, en religion, faire amende honorable pour s'être, d'une façon un peu mystique, départi de la rigide orthodoxie. Fénelon, après avoir charmé la cour de Louis XIV, finit ses jours dans son diocèse de Cambrai, où il se signala par son inépuisable charité. Il soigna les blessés de Malplaquet et vit de près les malheurs que l'ambition, cette funeste conseil-

lère si blâmée dans son livre le *Télémaque*, avait appelés sur la France.

Mme de Sévigné (1626-1696). — Le don de bien écrire devint si naturel en ce siècle, que **Mme de Sévigné**, par de simples lettres, a mérité de prendre rang parmi les gloires du règne de Louis XIV.

Bien que maussade au début, car elle était amie de Fouquet et plaignait éloquemment son sort, elle ne tarda pas à se laisser attirer par l'éclat de la cour. Son gendre gouvernait la Provence. Sans doute, on ne peut attribuer le mérite des lettres de Mme de Sévigné à l'influence de Louis XIV. Le tableau, il est vrai, ne donne pas plus de brillant au miroir, mais qu'eût servi le miroir brillant sans le tableau? Mme de Sévigné admire Louis XIV, célèbre les grands hommes de l'époque, pleure Turenne. Sans doute, elle ne pleure pas les paysans bretons qui sont pendus parce que l'extrême misère les avait poussés à la révolte. Comme les grandes dames de l'époque, Mme de Sévigné n'est pas tendre pour le peuple. Elle aussi approuve la ligne droite inflexible de la monarchie absolue.

Mais ce point de contact avec les idées du roi, comme elle le fait oublier par sa sollicitude maternelle, son ton vif et enjoué, son esprit toujours alerte, sa plume plus rapide que les courriers! Grâce et sentiment, saillies et émotions, familiarité et noblesse, jugement et abandon, on trouve toutes les qualités réunies dans ces lettres, où les portraits succèdent aux descriptions, où passent tous les contemporains, hommes et femmes, où nous retrouvons Versailles et le bruit des carrosses, le superbe château de Grignan, les batailles, les mariages, les scandales de la ville et de la cour et où nous aimons surtout à suivre l'aimable marquise dans sa chère solitude des Rochers, trop sauvage pour tant d'esprit.

La Bruyère (1645-1696). — *La Bruyère*, par sa vie humble et obscure, échappa à l'influence directe de Louis XIV : il ne le contemplait que de loin, en sa qualité modeste de précepteur attaché à la maison de Condé.

Mais son livre des *Caractères* est, lui aussi, un tableau de la société du temps, tableau si exact qu'on mettait les noms

sur les figures des personnages. Comme Molière, La Bruyère châtie les vices et les ridicules. C'est bien un esprit du temps, quoique sa langue plus alerte semble déjà présager le style plus léger du siècle suivant. La Bruyère porte le costume de l'époque de Louis XIV, mais d'une façon aisée, et sa phrase court, vive, pénétrante, sans se soucier de la majesté qui était alors la règle de la littérature. Toutefois La Bruyère par sa correction, la sévérité de son goût, le ton uniforme de son œuvre, ne s'écarte pas trop de la ligne droite.

La Fontaine (1621-1695). — Mais le bonhomme *La Fontaine* ne s'en soucie nullement et ne le cache point. Aussi Louis XIV ne l'aime-t-il pas, et le génie du fabuliste ne doit rien à l'influence royale. La Fontaine ne se plaît point dans les avenues rectilignes de Versailles, au milieu des buis et des ifs taillés en cônes, en pyramides; il lui faut les vrais bois, les sentiers sinueux, les champs de blé et les prairies. Libre dans ses allures et dans sa vie, dont il abandonne le soin à la sollicitude de quelques grands seigneurs, il ne veut être contrarié ni par les soucis matériels, ni par les conventions de la société au milieu de laquelle pourtant il est l'homme le plus charmant quand il veut. Il n'est point insensible aux grandeurs du règne, mais il n'en est pas ébloui, et, s'il vante la majesté du lion, il ne perd jamais l'occasion de condamner les abus que le lion fait de sa force. Ami fidèle de Fouquet, il reste, non pas opposant, mais boudeur. Son genre d'écrire, d'ailleurs, contraste avec la solennité qui plaît à la cour. La Fontaine veut être libre jusque dans les mètres qu'il emploie. Il se sert de mètres variés qu'il mêle, entremêle suivant la pensée, n'allongeant point le vers pour satisfaire une règle, ne sacrifiant pas un mot à la rime, produisant par ses coupures, ses rejets, l'effet qu'il veut rendre, s'appliquant surtout à saisir la nature sur le vif, nous faisant entendre le bruit des ruisseaux ou de la tempête qui ébranle le chêne orgueilleux.

Son œuvre, si légère en apparence, est aussi grande que le monde, car ce sont les hommes qu'il a peints sous la forme des animaux. Singulier moraliste qui ne prêche jamais et qui ne fut pas toujours édifiant, il nous donne des

leçons par la voix des bêtes auxquelles il prête son esprit. Ses personnages à deux ou quatre pattes sont pour lui mieux que des acteurs qu'il fait mouvoir : il s'y intéresse vivement, il les aime, il croit volontiers que réellement ils parlent et nous le ferait croire. Sous son air indifférent, sous un costume négligé, le bonhomme voit tout, observe tout, juge tout, roi et courtisans. Son ton léger a pu faire illusion à Louis XIV, mais cette naïveté cachait un penseur, un vrai philosophe.

Commencement de l'opposition Bayle. — D'ailleurs, malgré la sévérité du gouvernement, de sérieuses protestations se faisaient entendre, et un esprit nouveau s'annonçait. **Vauban,** ému des souffrances du peuple, avait cherché à remplacer tous les impôts par un impôt unique, la *dîme royale*. Son livre fut condamné et **Vauban** ne dut qu'à ses longs services d'être épargné. **Fénelon** avait été disgracié pour avoir, dans son *Télemaque*, vanté les bienfaits d'un gouvernement tempéré, sage, bienfaisant : son livre avait paru une ironie. **Bayle**, le philosophe (1647-1706), composait son *Dictionnaire historique et critique*, vaste monument d'érudition mais plein d'un esprit de scepticisme tout nouveau pour l'époque. Ses opinions hardies, qui le mettaient en guerre avec les catholiques et avec les protestants, lui attirèrent des persécutions qui le forcèrent à se réfugier en Hollande où, avec beaucoup d'autres exilés, il ne cessa d'exciter les esprits contre Louis XIV.

Les sciences. — Les sciences avaient alors réalisé de sérieux progrès. **Descartes** et **Pascal** avaient développé la *geométrie* et la *physique*, l'abbé **Mariotte** avait découvert une grande loi physique. Denis **Papin**, né à Blois en 1647, mort en 1714, avait pensé à employer la vapeur d'eau comme force motrice. On construisit à Paris l'*Observatoire* pour les travaux de **Cassini. Tournefort** fit faire un grand pas aux *sciences naturelles*, surtout à la *botanique*.

Les arts.—Les temps des grands écrivains fut aussi celui des habiles artistes. **Le Poussin** et **Lesueur** sont à la tête des peintres ; ils disparurent au commencement du règne de Louis XIV, mais on eut après eux **Lebrun, Mignard,** le célèbre paysagiste **Claude le Lorrain, Philippe de Champaigne.**

La sculpture se glorifia de **Puget**, qui savait donner au marbre l'expression et la vie, de **Coysevox**, des deux **Coustou**, de **Girardon**. Les architectes le plus en faveur furent les deux **Mansart** et **Claude Perrault**. Un Florentin, *Lulli*, excella dans la musique et fut, avec *Quinault*, le fondateur de l'opéra en France.

Monuments : Versailles. — Rien n'égale le goût de Louis XIV pour les bâtiments, goût noble mais ruineux, car ses constructions coûtèrent à la France, de 1661 à 1710, 165 millions du temps, qui représentent 350 millions de nos jours. Encore ne parlons-nous que des palais du Louvre, de Versailles, de Marly, de Saint-Germain. Du moins, on s'en peut consoler, puisque la plupart de ces constructions sont les plus éclatants témoignages des progrès de l'architecture.

Les deux frères Claude et Charles Perrault (l'auteur des contes de fées) présentèrent le plan de ce qu'on appelle la *colonnade du Louvre*. Cette œuvre, qui emprunte à l'antique ses grandes lignes architecturales, ses riches colonnes corinthiennes, ses hautes ouvertures, produisit un effet grandiose et magnifique. Louis y trouva la majesté, la régularité et l'imposant des masses qui étaient pour lui tout l'art de bâtir.

Perrault ne put achever le Louvre ; à partir de 1670 toutes les dépenses se portent sur Versailles ; tout y est l'œuvre de Louis XIV, non seulement les monuments, mais la nature même. Versailles était le plus triste et le plus ingrat de tous les lieux, sans vue, sans bois, sans eau, sans terre, un sol formé de sable mouvant ou coupé de marécages. Louis se plut à tyranniser la nature, à la dompter à force d'art et de trésors. Où son père avait fait construire un petit château de briques, simple rendez-vous de chasse, Louis XIV prodigua l'or de la France pour créer une résidence qu'on appela « *un favori sans mérite* ».

Le roi voulut conserver le petit château de Louis XIII, en l'enserrant dans des constructions nouvelles. Celles-ci furent l'œuvre de Jules Hardouin-Mansart, neveu de l'architecte qui, sous la régence, avait bâti le *Val-de-Grâce* pour Anne d'Autriche. Gêné par le peu de hauteur des bâtiments de la cour de Marbre, qui empêchait d'atteindre au grandiose monu-

mental, Hardouin-Mansart prit sa revanche du côté du jardin ; il retrouva l'imposant par l'extrême saillie du bâtiment du milieu et ses vastes ailes, avec colonnades, le développement immense des lignes horizontales, et la prodigieuse terrasse qui domine tout le pays environnant.

Lebrun peupla le palais de ses peintures. « Avec son ampleur imposante, sa science de l'effet théâtral, il jette tout l'Olympe aux pieds du roi de France. Les nations vaincues sont personnifiées : l'Allemagne, la Hollande, l'Espagne, Rome elle-même, y plient humblement les genoux ; mais nulle part n'apparaît la figure de la France : on n'y voit que celle de Louis. Un troisième artiste a complété Mansart et Lebrun : Le Nôtre a créé une campagne pour cette maison. Des fenêtres de son incomparable *galerie des glaces*, Louis ne voit rien qui ne soit lui-même. L'horizon entier est son ouvrage, car son jardin est tout l'horizon. Ces bosquets, ces avenues si droites, ne sont que la prolongation indéfinie du palais ; c'est une architecture végétale qui reproduit et complète l'architecture de pierre. Les arbres ne végètent que sous la règle et l'équerre ; les eaux, amenées à grands frais dans ces lieux arides, ne jaillissent qu'en dessins réguliers. Mille statues de marbre et de bronze sont les tableaux mythologiques de ce château de verdure[1]. » (Demogeot, *Histoire de la littérature française*.)

Près de Versailles, Louis se fit une retraite où il pût quel-

---

1. **Lecture : *Le Nôtre*.** — Un autre artiste compléta l'œuvre de Mansart et de Lebrun : Le Nôtre, qui créa une campagne pour le grandiose palais de Versailles. L'horizon entier fut ordonné, savamment distribué. Les arbres, les bosquets durent subir la règle et l'équerre. Ce fut le triomphe de la ligne droite, que Louis XIV aimait en tout.

Louis XIV se plut toute sa vie à modifier ses jardins et s'y promenait de longues heures avec Le Nôtre. Celui-ci étant arrivé à une extrême vieillesse, le roi le fit mettre un jour dans une chaise que des porteurs roulaient à côté de la sienne, et Le Nôtre disait : « Ah ! mon pauvre père, si tu vivais et que tu pusses voir un pauvre jardinier comme moi, ton fils, se promener en chaise à côté du plus grand roi du monde, rien ne manquerait à ma joie ».

quelfois déposer sa vie théâtrale : Trianon, la miniature du grand château ; mais, y retrouvant bientôt sa vie de représentation, il le déserta pour Marly, qui n'existe plus.

Après Versailles, l'œuvre architecturale la plus importante du règne de Louis XIV est l'*hôtel des Invalides*, asile des vétérans de nos guerres. Commencé par Bruant, qui lui donna un style simple et digne, il fut achevé par Hardouin-Mansart, qui éleva le dôme majestueux de l'église.

RÉSUMÉ

Louis XIV se montra protecteur si éclairé des lettres et des arts, qu'on a groupé autour de son nom tous les hommes de génie de son siècle, même ceux qui vécurent à peine sous son règne. Ainsi on rattache au siècle de Louis XIV **Descartes**, le père de la philosophie, **Corneille**, le créateur de la tragédie française, qui appartiennent plutôt, comme nous l'avons vu, à l'époque de Richelieu.

Blaise **Pascal**, né à Clermont (Puy-de-Dôme) en 1623, mort en 1662. Mathématicien et physicien, il fut surtout un grand écrivain. Il défendit ses maîtres de l'abbaye de Port-Royal, jansénistes, partisans des doctrines de Jansénius sur la grâce, contre les jésuites, par une série de lettres, connues sous le nom de *Lettres provinciales*. Il voulait ensuite écrire un livre sur la religion et en a laissé de magnifiques débris, réunis après sa mort sous le nom de *Pensées*.

Molière, né en 1622, mort en 1673. Il était le fils d'un valet de chambre tapissier du roi, et avait déjà écrit plusieurs comédies à l'avènement de Louis XIV. Il railla les femmes précieuses dans ses comédies des *Précieuses ridicules* et des *Femmes savantes*; il flétrit les avares dans sa pièce de *l'Avare* et démasqua les hypocrites dans son chef-d'œuvre, *le Tartuffe*.

Racine, né à la Ferté-Milon (Aisne) en 1639, mort en 1699, nous a laissé de touchantes tragédies (*Andromaque, Britannicus, Phèdre, Esther, Athalie*).

Le satirique **Boileau**, né à Crosne, près Paris, en 1636, mort en 1711, tourna en ridicule les mauvais écrivains dans ses *Satires*, donna d'utiles conseils dans ses *Épîtres* et précisa les règles des divers genres de poésie dans son *Art poétique*.

LIVRE III

LE DIX-HUITIEME SIÈCLE — LES NOUVELLES PUISSANCES

CHAPITRE XI

L'EUROPE VERS 1715

SOMMAIRE. — Les traités d'Utrecht et de Rastadt. — L'Angleterre ; débuts de sa puissance maritime. — La France. — L'Espagne. — L'Italie. — La Suisse. — L'Allemagne. — Le royaume de Prusse. — La Suède. — Le Danemark. — La Pologne. — La Turquie.

Les traités d'Utrecht et de Rastadt. — L'Europe, telle que l'avaient constituée les traités d'*Utrecht* (1713) et de *Rastadt* (1714), ne ressemblait plus guère à celle de 1660. L'équilibre, maintenu à cette époque, avait été rompu aux dépens de la France, qui avait trop cherché à le renverser à son profit.

L'Angleterre: débuts de sa puissance maritime. — L'Angleterre, unie à l'intérieur depuis la fusion du *Parlement écossais* avec le Parlement anglais (1707) (sous la reine Anne), dotée d'un gouvernement libéral dont le jeu amenait au pouvoir tantôt les Whigs, tantôt les Tories, et se réglait sur les fluctuations de l'opinion, donnait toute son attention à la marine et aux entreprises coloniales. Elle n'avait plus à redouter les vaisseaux espagnols. Les flottes françaises n'osaient plus se mesurer en ligne avec les siennes auxquelles venait s'ajouter la flotte hollandaise. Ses colons peuplaient, cultivaient les côtes de l'*Amérique septentrionale*, où ils faisaient sortir de

terre comme par enchantement les villes et les États. A ces colonies, échelonnées depuis le Canada français jusqu'à la Floride espagnole, les Anglais avaient ajouté *Terre-Neuve* et l'*Acadie*. Ils possédaient les *Bermudes*, les *Lucayes*, la *Jamaïque*, *Saint-Christophe* dans les Antilles. Aux Indes, le comptoir de *Calcutta* (Bengale) venait d'être fondé sur l'Hougly.

Préludant à une politique de prévoyance, les Anglais s'appliquaient déjà à tenir les clefs de toutes les mers. Postés en 1703 sur le rocher de *Gibraltar*, d'où l'on n'a pu les déloger, ils occupaient *Minorque*, une des Baléares, qui fortifiait leur position dans la Méditerranée. Le XVIIIe siècle, qui s'ouvre, verra s'affermir et se développer cet empire maritime et colonial de l'Angleterre.

La France. — La France gardait les limites que lui avait données Louis XIV et qu'elle devait conserver jusqu'en 1789. En dehors de la frontière du nord elle gardait, dans la province belge de Namur, des enclaves, *Marienbourg*, *Philippeville*, postes avancés qui protégeaient la vallée de la Meuse. Elle allait, dans la vallée de la Sarre, jusqu'à *Sarrelouis*; au nord de l'Alsace, l'enclave de *Landau* couvrait Wissembourg et Strasbourg. La Lorraine avait été restituée à son duc; mais, enfermée entre des provinces françaises, traversée au besoin par nos armées qui avaient le droit de passage sur les routes, elle faisait déjà presque partie du territoire. La frontière de l'est suivait le Jura, laissant encore le comté de *Montbéliard* au duc de Wurtemberg. Au sud-est, la *Savoie* nous manquait. Et à l'intérieur le *comtat Venaissin*, avec Avignon, appartenait toujours au pape. Comme nous l'avons dit, la France ne perdait que par rapport aux gains des autres puissances. En outre, les *provinces belges* appartenaient à l'*Autriche*, installée ainsi sur notre frontière du nord.

L'empire colonial, quoique entamé par l'abandon de Terre-Neuve et de l'Acadie, offrait encore un vaste champ à l'activité des émigrants, trop peu nombreux pour peupler les immenses forêts du *Canada* et les savanes de la *Louisiane*. Une partie des *Antilles* et les côtes malsaines de la Guyane complétaient les possessions de la France en Amérique, qui comprenaient en outre en Afrique les comptoirs du *Sénégal*

et l'île *Bourbon* et en Asie les établissements de l'*Inde*. Malheureusement au XVIIIe siècle le gouvernement n'aura pas l'ambition de fortifier et de développer cet empire colonial, qui aurait pu devenir magnifique.

L'Espagne. — La maison de Bourbon sans doute pouvait se dire qu'après tout elle avait donné des rois à l'Espagne. Mais ce pays, dépouillé de ses provinces annexes, ruiné à l'intérieur, se trouvait relégué au moins au troisième rang.

Le roi **Philippe V** (1701-1746) était réduit à la péninsule (moins le Portugal). Plus de marine, plus d'armée, plus d'agriculture, plus d'industrie. L'œuvre de régénération devait absorber toute l'attention du gouvernement espagnol, et à cette heure un ministre ambitieux, *Albéroni*, rêvait au contraire de recouvrer les provinces perdues. Il voulait rattacher des branches à ce tronc qui languissait. Ce qui restait à l'Espagne, c'était son empire colonial ; l'*Amérique du Sud* (moins le Brésil), l'*Amérique centrale*, le *Mexique*, *Cuba*, *Porto-Rico*, la *Floride* dans l'Amérique du Nord ; les *Philippines* et les *Mariannes* en Océanie ; *Oran*, *Ceuta*, les *îles Canaries*, *Fernando-Po*, *Annobon* en Afrique.

L'Italie. — Éternel champ de bataille des puissances rivales, l'Italie demeurait morcelée. Les traités d'Utrecht l'avaient livrée presque tout entière à l'Autriche, qui possédait le *Milanais*, le *Mantouan*, les *Présides* (villes de garnison sur la côte toscane) et le royaume de *Naples*.

La maison de Médicis, qui s'éteignait à *Florence*, celle de Farnèse à *Parme*, ne pouvaient, non plus que le *Saint-Siège*, échapper à cette double étreinte de l'Autriche, maîtresse au nord et au sud. Les petites républiques de *Lucques* et de *Gênes* comptaient à peine, quoique celle-ci eût la Corse. *Venise* ne s'était point relevée, bien qu'elle possédât une partie de l'Istrie et les côtes de la Dalmatie.

Sans qu'on pût encore entrevoir l'avenir, un petit État subsistait sur les deux versants des Alpes et commençait alors à prendre de l'importance : le *Piémont-Savoie*, dont le souverain venait d'obtenir, avec la Sicile (qu'il échangea bientôt contre la Sardaigne), le titre de *roi*. Titre d'abord

sans valeur, qui excita, au lieu de la satisfaire, l'ambition de la maison de Savoie.

La Suisse. — Paisibles dans leurs vallées, que leurs hautes montagnes protégeaient, les Suisses, répartis alors en *treize* cantons, n'avaient pas encore su tirer parti de la fertilité de leur sol et de l'abondance de leurs eaux. Les jeunes gens allaient louer leurs services aux armées étrangères, notamment à la France.

L'Allemagne. — Les guerres de Louis XIV avaient eu pour but l'affaiblissement et pour résultat l'agrandissement de l'Autriche. L'empereur Charles VI tenait déjà *Naples* et les *provinces Belges*. L'Autriche, à l'est, avait gagné dans les guerres contre les Turcs la *Transylvanie* (paix de Carlowitz, 1699). Elle conservait en outre son ascendant sur l'Allemagne, et le *titre impérial* la rendait toujours maîtresse de presque tout le centre de l'Europe.

Les États allemands restaient divisés en électorats (8), margraviats, duchés, principautés, fiefs ecclésiastiques, mais l'électeur de Bohême était roi (c'était l'empereur même), celui de *Saxe* devenait alors roi de Pologne, celui de *Brandebourg* roi de Prusse.

Le royaume de Prusse. — Le dernier surtout devait bien profiter de ce titre acheté au faible Léopold pour prix de l'alliance contre Louis XIV. Le royaume de Prusse est borné sans doute au *Brandebourg*, à la *Prusse ducale*, aux comtés de *Gueldre*, de la *Mark*, de *Ravensberg*, de *Clèves*, de *Juliers*, aux territoires de *Camin*, de *Halberstadt*, de *Magdebourg*; il est composé de morceaux dispersés du Rhin au Niémen, mais l'ambition de recoudre ces morceaux viendra naturellement aux nouveaux rois dans lesquels l'Autriche se préparait, sans le vouloir, de redoutables adversaires, et l'Allemagne de durs maîtres.

La Suède. — Les Suédois, qui au XVIIe siècle s'étaient élancés victorieusement hors de leur péninsule, étaient victimes des folies de Charles XII.

Le Danemark. — Le Danemark (îles et péninsule) se renferme aussi dans sa vie intérieure; il garde néanmoins hors de son territoire la *Norvège*.

La Pologne. — Encore très vaste, toujours brillant par le luxe et la vaillance de sa noblesse, le royaume de *Pologne* semblait un des principaux États de l'Europe. Les Polonais dominaient du Dniester et des Carpathes au Niémen et à la Vistule. Ils avaient rendu d'importants services à l'Europe en combattant l'invasion musulmane. Jusqu'au fond des chaumières, dans les pays chrétiens on se redisait les exploits de **Jean Sobieski** (élu en 1674), roi de Pologne, qui était accouru, avec une générosité chevaleresque pour délivrer Vienne, assiégée et vivement pressée par les Turcs (en 1683). L'ingratitude paya ce dévouement, et au XVIIIe siècle la Pologne n'échappera pas aux convoitises coupables de l'Autriche, complice de la Prusse et de la Russie.

La Turquie. — Depuis la bataille de Lépante, la Turquie avait sans cesse décliné. Quoique ses armées fussent encore redoutables, elles avaient plié devant les efforts des Russes, des Polonais, des Hongrois et des Autrichiens. La grande guerre de 1682 à 1699, que termina la paix de *Carlowitz*, leur arracha presque toute la *Hongrie*.

La paix de *Passarowitz* leur coûta le banat de *Temesvar*, une partie de la *Valachie*, une partie de la *Servie* et *Belgrade*. Les Turcs avaient aussi reculé devant les Russes, mais de ce côté ils conservaient encore tout le littoral de la mer Noire.

RÉSUMÉ

L'Europe de 1715 est bien différente de celle de 1660.

La *France* est agrandie mais épuisée.

L'*Angleterre* est devenue une puissance maritime prépondérante.

L'*Espagne* a reçu des princes français, mais n'en est guère plus forte.

L'*Italie* reste un champ de bataille pour les puissances.

L'*Allemagne* a vu grandir la Prusse. Les divisions vont permettre à cette monarchie nouvelle de se fortifier.

La *Suède* est à la veille de sa ruine.

La *Pologne* se fait toujours remarquer par sa folie chevaleresque mais aussi par son anarchie.

La *Turquie* a opéré un sérieux mouvement de recul et le XVIIIe siècle va lui porter des coups sensibles par l'extension de la Russie.

CHAPITRE XII

CRÉATION DE LA RUSSIE — PIERRE LE GRAND — AFFAIBLISSEMENT DE LA SUÈDE — CHARLES XII

SOMMAIRE. — I. Les origines de la Russie. — La plaine russe. — Les Slaves. — Formation de la Russie. — II. Pierre le Grand; la lutte contre Charles XII. — Pierre Ier le Grand (1689-1725). — Expédition d'Azof (1695-1696); voyages de Pierre le Grand. — La Suède; Charles XII et Pierre le Grand; bataille de Narva (1700). — Charles XII et la Pologne. — Les Russes s'établissent sur la Néva. — Invasion de la Russie par Charles XII. — Hiver de 1709; bataille de Poltava (1709). — Charles XII en Turquie. — Coalition contre la Suède; retour et mort de Charles XII (1718). — Le traité de Nystadt (1721). — III. Les Réformes de Pierre le Grand. — Réformes politiques; le gouvernement, l'administration. — Changement de capitale; fondation de Saint-Pétersbourg (1703). — Réformes sociales; les classes. — Réformes religieuses, le Saint-Synode. — Réformes économiques. — Grandes écoles; académies. — Mort de Pierre le Grand (1725).

LECTURES. — Histoire de la Russie avant Pierre le Grand. — Les voyages de Pierre le Grand. — Charles XII à Bender.

I. — Les origines de la Russie.

La plaine russe. — Au XVIIIe siècle l'horizon politique de l'Europe s'élargit. La civilisation a marché vers l'est, et de vastes contrées sortent de l'ombre : de nouvelles puissances s'affirment, et la première, comme la plus importante, c'est la Russie.

Montagneuse au midi et au centre, l'Europe se compose,

au nord et à l'est, de plaines qui remplissent tout l'espace compris entre l'océan Glacial et la mer Noire, du 45e au 70e degré de latitude nord. Coupées un moment par le long bourrelet de l'Oural, elles reparaissent en Asie pour se prolonger jusqu'au détroit de Béring. Durant des siècles, ces plaines interminables, au cadre indécis, ont été parcourues et habitées par des populations flottantes que rien ne fixait à un sol pauvre. Au nord, le climat n'y permet d'autre végétation que celle des forêts de maigres sapins; au centre, la terre végétale abonde, mais les nomades n'y cherchaient que l'herbe, qui atteint une grande hauteur dans les steppes salées du Midi, fond d'une ancienne mer.

Les invasions passèrent et repassèrent dans ces plaines ouvertes à tous les peuples comme à tous les vents. Les races s'y heurtèrent et s'y mêlèrent, Slaves, Finnois, Tartares, Turcs, etc. Ce n'est que dans les temps modernes que ces peuples se sont réunis sous l'autorité d'une seule race et d'un seul homme, de la race slave et du tsar de toutes les Russies.

Les Slaves. — La famille **slave**, l'une des principales de la race blanche, avait, au Moyen âge, plié sous les masses des Goths, puis des Huns. Les invasions terminées, le torrent écoulé, elle releva la tête. Les tribus slaves formèrent quelques États entre la Dvina (du sud) et le Dniéper, surtout aux bords du lac Ilmen. D'autres se répandirent dans la vallée de la Vistule (Pologne); jusque dans celle du Havel, affluent de l'Elbe (Brandebourg); jusque sur le plateau de Bohême (Tchèques); dans les montagnes de la Moravie, dans la vallée inférieure du Danube (Bulgarie), dans les vallées de la Drave, de la Save, et sur les côtes de l'Adriatique (Serbes, Croates, Dalmates, etc., etc.).

Une partie de ces Slaves fut absorbée par la conquête germanique (Bohême, Brandebourg, Poméranie, Prusse). Ceux de Pologne, convertis à la religion et à la civilisation latines, réussirent à constituer un grand royaume. Ceux du nord et de l'est arrivèrent plus tard à la puissance; mais, devenus les plus forts, ils ont soumis les peuplades qui erraient entre la Baltique et l'Oural, la mer Blanche et la mer Noire,

ont détruit le royaume des Slaves polonais, et s'enfoncent comme un coin dans la Germanie, en même temps qu'ils débordent en Asie. Ils ont créé l'empire russe, dont l'ambition avouée est de réunir ou de diriger tous les peuples slaves.

Grands, robustes autant que les Germains, les Slaves ont une souplesse particulière, une intelligence vive et prompte qui les rend hardis autant que déliés. Longtemps isolés du monde occidental, tenus dans une profonde ignorance, abrutis par l'ivrognerie, et semblables à des bêtes sauvages, ils ne purent mettre en valeur leurs qualités natives; mais depuis deux siècles ils ont été complètement transformés, et l'on n'a jamais vu constitution plus rapide d'un plus vaste empire [1].

---

1. **Lecture : *Histoire de la Russie avant Pierre le Grand.*** — On fait généralement commencer l'histoire russe au neuvième siècle, à l'établissement à Novgorod de chefs *varègues* ou *normands*, Rourik, Sinéous et Trouvor. Ces chefs de bandes scandinaves réveillèrent l'ardeur des Slaves du lac Ilmen et les entraînèrent à de nombreuses expéditions. Le successeur de Rourik, *Oleg*, atteignit même Constantinople (907), montrant ainsi la route que tant de fois devaient reprendre les Russes. La reine *Olga*, veuve d'*Igor*, se convertit au christianisme, mais la conversion du peuple n'eut lieu que sous *Vladimir* (972-1015). Vladimir, prince sauvage et débauché, menace à plusieurs reprises les empereurs de Constantinople et, comme condition de la paix, exige qu'on lui donne en mariage une princesse grecque. Il consent, pour l'obtenir, à se faire baptiser et fait ensuite baptiser son peuple; il brise les idoles qu'il a adorées, et établit ainsi, par autorité, la religion grecque, qui devait en quelque sorte faire le fond du patriotisme russe.

Kiev, sur le Dniéper, devint la première ville sainte : *Iaroslaf* le Grand (1018-1054) en fit sa capitale ; elle eut sa cathédrale de Sainte-Sophie, sa porte d'Or et de nombreux monastères : ce fut la ville aux 400 églises.

Mais les descendants de Rourik avaient constitué des apanages en faveur de leurs enfants; le chiffre des principautés fut d'environ 64, parmi lesquelles on remarquait surtout celles de *Smolensk*, de *Kiev*, de *Tchernigof*, de *Riazan*, de *Sousdalie*, de *Polotsk*, de *Volhynie*, de *Galicie*, et de 1054 à 1224 ce fut une période d'anarchie, de guerre entre les prétendants, et les divisions ruinèrent surtout la prépondérance et la prospérité de Kiew. En même temps les chevaliers Porte-Glaives et

Formation de la Russie. — La tradition rapporte à des chefs *varègues* ou *normans* la première formation au neuvième siècle (862) d'un État sur les bords du lac Ilmen avec l'ancienne ville de *Novgorod* pour point d'appui et, pour élément principal, les Slaves du nord, les *Russes*, nom dont l'origine est inconnue. Cet État, qui eut pour maître **Rourik**, se trouvait placé dans la région du plateau de Valdaï, dominant d'environ trois cents mètres les plaines

---

l'ordre Teutonique occupaient les *provinces baltiques*, ouvertes dès lors aux Allemands. Puis l'invasion mongole, à partir de 1224, ravage toutes ces immenses plaines, qui se trouvèrent balayées comme par un terrible ouragan. L'ouragan passe, mais les sauvages Mongols restèrent, et la *Horde d'Or*, qui eut sa capitale à *Khazan*, domina plusieurs siècles la Russie, qui sembla effacée de la liste des nations. Les grands ducs de Lithuanie profitèrent de cette décadence pour s'étendre aux dépens des Russes : ils soumirent *Grodno*, *Pinsk*, *Polotsk*, *Tchernigof*, la *Volhynie*, et même *Kiev*. Les Russes préféraient les Lithuaniens aux Mongols et les accueillaient comme des libérateurs. Mais la Lithuanie se trouvait de plus en plus entraînée dans le mouvement occidental. *Jagellon* (1377-1434) épousa Edwige, héritière de la Pologne. Les Slaves grecs de la Lithuanie se trouvèrent rivés aux Slaves latins de la Pologne.

Cependant la domination des Mongols s'était régularisée et la vie avait recommencé dans les principautés russes. Celle de *Moscou*, au quatorzième siècle, commença à se faire remarquer sous le fils d'Alexandre Nevski, *Daniel* (mort en 1307). Ce fut le premier prince enseveli dans l'église de Saint-Michel Archange, qui resta jusqu'à Pierre le Grand la sépulture des chefs moscovites.

Ivan III (1462-1505), profitant d'un démembrement de l'empire de la Horde d'Or, s'affranchit du joug tartare (1478-1480), reprit aux Lithuaniens une partie des pays russes, épousa une princesse byzantine, Sophie Paléologue, et sa cour devint le refuge d'un grand nombre d'émigrés de Constantinople, ingénieurs, artistes, savants, qui apportèrent quantité de manuscrits et préparèrent la renaissance des études. Les théories du pouvoir impérial ne pouvaient que plaire à Ivan III et à ses successeurs, qui les appliquèrent. Enhardis par leurs conquêtes, ces souverains maltraitèrent les *boïards*, par lesquels ils étaient naguère insultés. *Vassili Ivanovitch* (1505-1533) réunit *Pskov*, *Riazan* et reprit *Smolensk* ; il entretenait des relations avec les puissances occidentales. *Ivan IV* (1533-1584), qui, plus justement encore qu'Ivan III, mérita le surnom de

russes. Le plateau de Valdaï est le point principal de partage des eaux, et les Slaves de cette contrée, organisés par les Varègues, n'eurent pour ainsi dire qu'à suivre les pentes indiquées par ces eaux, qui s'en vont au lac Ladoga et, par la *Néva*, au golfe de Finlande, par la *Dvina* du sud à la Baltique, par le *Volga* à la mer Caspienne, par le *Dniéper* à la mer Noire. Les descendants de Rourik conduisirent

---

Terrible, prit, en 1547, le titre de *tsar* (en slavon, roi, empereur). Il soumit Khazan au nord, Astrakan au sud, et ses États touchèrent à la Caspienne. Il organisa la milice des *streltsi* ou *strélitz*, et son fils *Féodor Ivanovitch* (1584-1598) attacha le paysan à la glèbe.

Les seigneurs avaient réduit les paysans à l'esclavage. Du reste, chez les Slaves, c'était la commune ou *mir* qui possédait la terre, et non les individus. La commune était responsable de l'impôt, de la corvée et des redevances de toute sorte, et les chefs de commune ne manquaient pas de se montrer exigeants envers les paysans, qui, dans les campagnes, n'avaient pas affaire au seigneur directement. Toutefois les boïards avaient enlevé quantité de paysans à la culture pour s'en faire des serviteurs et attiraient le plus possible les paysans des autres seigneuries. Aussi Féodor, pour empêcher ces émigrations d'une terre à l'autre, publia-t-il un ukase qui interdit aux paysans de quitter leurs terres. Cet ukase favorisait les petits propriétaires, qui se voyaient ruinés par le départ de leurs paysans ; or cette classe des petits propriétaires intéressait d'autant plus le tsar qu'elle composait en majorité l'armée. Ce fut également sous Féodor que fut établi le *patriarcat*, et que l'Église russe fut affranchie de la suprématie du patriarche de Constantinople, soumis aux Turcs.

Mais après le règne de Féodor commença une nouvelle période de troubles et d'anarchie, qui amena l'intervention des Polonais ; ceux-ci arrivèrent même à Moscou. En 1612 un soulèvement national délivra les Russes, et en 1613 l'avènement de la maison de *Romanof* inaugura une ère de régénération et de grandeur. Le règne de *Michel Romanof* (1613-1645) fut un règne réparateur. Ce prince lutta avec succès contre les Kosaks et les Polonais, commença l'organisation militaire, établit des fonderies de canons, appela des étrangers qui développèrent l'industrie et noua des relations commerciales avec les puissances occidentales. Son fils *Alexis Mikaïlovitch* (1645-1676) reprit l'offensive contre les Polonais, recouvra *Smolensk* et *Kiev* et prépara, on peut le dire, le règne de Pierre le Grand, qui, après la mort de son frère *Féodor* (1682), ne tarda pas à écarter son autre frère *Ivan* et sa sœur *Sophie* et se rendit maître du pouvoir en 1689.

dans toutes ces directions leur population remuante et active : on les voit même, laissant aller leurs barques au fil de l'eau du Dniéper, arriver tout de suite, en dépit des sept cataractes de ce fleuve, jusqu'aux bords de la mer Noire et entrer en relations hostiles avec l'empire de Constantinople, dont la religion et la civilisation ne tardèrent pas, en revanche, à s'imposer à eux.

Vladimir convertit les Russes à la *religion grecque*. *Iaroslaf le Grand* établit sa capitale à **Kiev**, et ce duché devint prépondérant, sans réussir toutefois à tenir unies les 64 principautés qui se formèrent par suite des partages multipliés dans la famille de Rourik. Rien ne put triompher de ces divisions, et cette ville, superbe au Moyen âge, déclinait déjà au treizième siècle, lorsque l'invasion des **Mongols** vint étouffer cette première nation russe. Les plaines de l'Europe orientale appartinrent à la *Horde d'Or*, dont le khan résidait à *Khazan*. Les pays qui lui échappèrent passèrent à la **Lithuanie**, bientôt réunie à la **Pologne**, et l'**ordre Teutonique** peupla d'Allemands les *rives de la Baltique*.

Mais, au quinzième siècle, un prince de *Moscou*, **Ivan III**, affranchit cette ville du joug des Tartares (1478-1480) et fit de la *Moscovie* un nouveau centre d'attraction autour duquel, suivant l'expression des vieux historiens, il « rassembla la terre russe ». Faisant un violent effort, il poussa ses conquêtes au nord jusqu'à l'océan Glacial, au sud jusqu'à la mer Caspienne, à l'ouest dans la direction de la mer Baltique. Moscou était située dans la région de la *terre noire*, le *tchernozoum*, où la terre végétale atteint une grande profondeur et qui se continue jusqu'aux steppes méridionales. La population russe se multiplia avec une rapidité dont nous pouvons nous faire une idée par l'accroissement extraordinaire dont nous sommes encore témoins. L'émigration se dirigea vers le sud, et le colon russe avança sans relâche et sans difficulté dans ces plaines qui ne demandaient qu'à être un peu remuées pour devenir des mers de moissons. Les Russes firent reculer les Lithuaniens et les Polonais, qui longtemps les avaient enserrés et qui, liés à une autre religion, ne pouvaient se fondre avec eux. Moscou

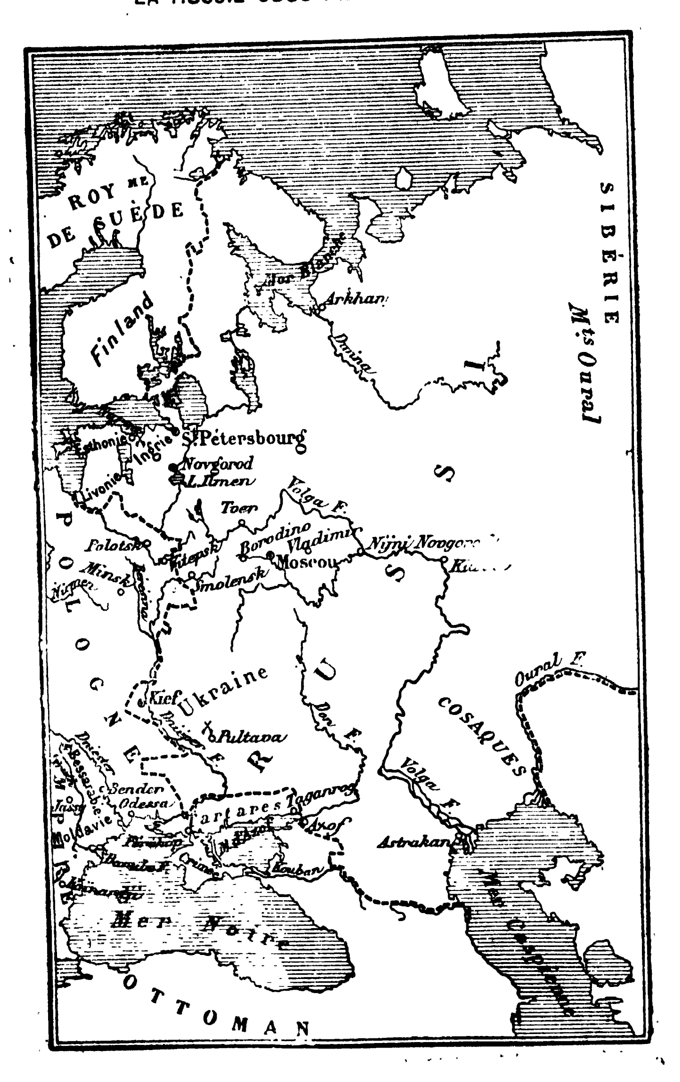
devint une grande cité, métropole de la religion pour les Slaves russes, nouvelle ville sainte, remarquable par ses centaines d'églises aux coupoles dorées, et par sa citadelle-palais, le *Kremlin*, où trônait le *tsar*.

Profitant des théories que les Grecs émigrés de Constantinople avaient apportées avec leurs livres, le prince moscovite avait pu réduire la turbulente noblesse des *boïards*, la seule classe qu'il eût à craindre, car le peuple était esclave. Il s'appliquait à ruiner les vieilles traditions de liberté, et d'ailleurs les relations qui commençaient à se nouer avec l'Occident ne pouvaient que confirmer les doctrines de pouvoir absolu qui triomphaient partout en Europe. Enfin, au début du dix-septième siècle, l'avènement de la maison de **Romanof** (1613) marqua pour la Moscovie une nouvelle ère de conquêtes qui appela sur elle l'attention de l'Occident. Avec Pierre le Grand, petit-fils de Michel Romanof, ce pays se plaça, pour ainsi dire, d'un seul coup au premier rang.

II. — Pierre le Grand; la lutte contre Charles XII.

Pierre Ier le Grand (1689-1725). — Le trône ne devait pas revenir à *Pierre*, car il avait un autre frère, *Ivan*. Mais celui-ci était faible de santé et d'esprit, et la sœur des deux jeunes princes, *Sophie*, intelligente, rusée, ambitieuse, avait pris le pouvoir avec l'aide de la milice des *strélitz*. Pierre était tenu à l'écart : on le laissait vagabonder par les rues, et cette liberté même, si contraire à la reclusion des anciens princes, développa son instruction et ses facultés naturelles. Ses jeux révélaient son caractère et son ardeur. Avec les étrangers dont il s'entourait, il s'amusait à des exercices militaires, à des combats, à des sièges de petites citadelles. Enfin, en 1689, aidé par un parti puissant qui ne pouvait souffrir le gouvernement d'une femme, il se rendit maître de Moscou, relégua Sophie dans un monastère et prit le pouvoir avec une énergie extraordinaire chez un jeune homme de dix-sept ans.

LA RUSSIE SOUS PIERRE LE GRAND



Le Kremlin (état actuel).

Expédition d'Azof (1695-1696) : voyages de Pierre le Grand. — Pierre étouffait dans une Moscovie enfermée, au nord, par une mer glacée et, de tous les autres côtés, par des terres ennemies. Il veut briser le cercle qui l'étreint. Il veut toucher à des mers et à des mers libres. Il reprend tout de suite les expéditions contre les Turcs et court assiéger **Azof.** Il sert comme sous-officier dans sa propre armée, que conduisent des étrangers, Gordon et Le Fort. Il veut apprendre et enseigner ainsi à tous la discipline et l'art militaire. Les Russes avaient toujours échoué contre Azof, faute d'une flottille : Pierre en fait construire une et rassemble jusqu'à vingt-six mille ouvriers. Il est récompensé par la prise de la ville, qui lui vaut, en outre, le grade de capitaine.

Mais Pierre sent ce qui lui manque pour civiliser les populations encore à demi barbares qui lui obéissaient. Il veut se civiliser lui-même et connaître l'Occident[1]. Sans souci de

---

1. **Lecture : *Les voyages de Pierre le Grand*.** — « Il quitta la Russie en 1698, dit Voltaire, et alla en Hollande, déguisé sous un nom vulgaire, comme s'il avait été un domestique de Le Fort, qu'il envoyait ambassadeur extraordinaire auprès des États généraux. Arrivé à Amsterdam, inscrit dans le rôle des charpentiers de l'amirauté des Indes, il y travaillait dans le chantier comme les autres charpentiers. Dans les intervalles de son travail il apprenait les parties des mathématiques qui peuvent être utiles à un prince, les fortifications, la navigation, l'art de lever des plans. Il entrait dans les boutiques des ouvriers, examinait toutes les manufactures; rien n'échappait à ses observations De là il passa en Angleterre, où il se perfectionna dans la science de la construction des vaisseaux; il repassa en Hollande et vit tout ce qui pouvait tourner à l'avantage de son pays. Enfin, après deux ans de voyages et de travaux, auxquels nul autre homme que lui n'eût voulu se soumettre, il reparut en Russie, amenant avec lui les arts de l'Europe Des artisans de toute espèce l'y suivirent en foule. On vit pour la première fois de grands vaisseaux russes sur la mer Noire, dans la Baltique et dans l'Océan. Des bâtiments d'une architecture régulière et noble furent élevés au milieu des huttes moscovites. Il établit des collèges, des académies, des imprimeries, des bibliothèques; les villes furent policées, les habillements et les coutumes changèrent peu à peu, quoique avec difficulté. Les Moscovites connurent par degrés ce que c'est que la société. » (Voltaire, *Histoire de Charles XII.*)

l'opinion de son peuple, scandalisé et inquiet de son départ, il s'en va visiter les provinces baltiques, puis se dirige, par l'Allemagne, vers la Hollande, où il étudie avec une grande application tous les secrets des constructions maritimes, mettant lui-même la main au compas et à la hache, s'initiant à tous les détails, achetant des modèles, recrutant des ouvriers, observant toutes les curiosités des villes et se pénétrant, autant que le pouvait faire cet ours du Nord, des idées de l'Occident. Il se rendit en Angleterre, où il résida trois mois, revint en Hollande et de là passa en Autriche, à Vienne. Il aurait voulu visiter l'Italie, lorsque la nouvelle d'une révolte de strélitz le rappela en Russie.

Quand il arriva, la révolte était réprimée, mais Pierre trouva la répression trop douce, et durant huit jours le supplice d'un millier de victimes terrifia Moscou. Pierre faisait aider les bourreaux par ses officiers et les aida lui-même, travaillant, comme au chantier de Saardam, de sa lourde hache. Les strélitz s'étaient rendus trop redoutables : ils avaient toujours pris part aux révolutions de palais. Pierre abolit cette milice souvent rebelle et qui résistait à la nouvelle discipline importée de l'Occident. Le tsar put ainsi, débarrassé de cet obstacle, organiser ses régiments comme il l'entendait et créer une armée moderne.

La Suède : Charles XII et Pierre le Grand : bataille de Narva (1700). — Pierre cependant n'attendit pas que cette armée fût constituée pour se remettre à ses projets d'agrandissement. Il tenait surtout à se faire jour vers la mer Baltique, à ouvrir aux Russes cette fenêtre par laquelle les Russes pouvaient respirer l'air de l'Occident. Or la Baltique était un lac suédois. La Suède, en effet, possédait sur l'autre rive la *Finlande*, l'*Ingrie*, l'*Esthonie*, la *Livonie* : provinces qui avaient d'ailleurs appartenu jadis aux Russes de Novgorod. Sur la rive allemande de la Baltique, elle gardait la *Poméranie* et l'embouchure de l'Oder. Elle occupait en outre, sur la mer du Nord, l'embouchure de l'Elbe et du Wéser. Elle gênait donc à la fois, en même temps que la Russie, le Danemark, le Brandebourg, la Pologne, à laquelle elle avait arraché quelques-unes de ses provinces maritimes.

A la mort de Charles XI, roi de Suède (1697), le Danemark, la Pologne, gouvernée par un prince de Saxe, et la Russie s'unirent pour rejeter la Suède dans sa péninsule. On comptait triompher aisément de la jeunesse de **Charles XII**[1]. Mais Charles se révéla, à dix-huit ans, un hardi capitaine, et il déploya dans cette lutte une habileté, une valeur, qui attirèrent sur lui tous les regards. « Il n'était point Alexandre, a dit Montesquieu, mais aurait été le premier soldat d'Alexandre. »

Jugeant tout de suite quel est le plus proche et le plus faible de ses ennemis, Charles XII se précipite sur le Danemark, descend dans l'île de Seeland, paraît devant **Copenhague**, élève des redoutes, se préparant à bombarder la ville. La ville capitule. Après une guerre de six semaines, le roi de Danemark signait la paix de **Traventhal** (18 août 1700).

Charles, sans perdre de temps, se retourne contre les Russes qui ravageaient l'Ingrie et assiégeaient **Narva**. Il fallait, pour joindre leur camp retranché, passer sur le corps d'une avant-garde de cinq mille, puis de vingt mille, puis de trente mille hommes. Charles, marchant toujours, sans attendre le reste de ses troupes, arriva avec huit mille hommes. Il attaqua et culbuta successivement les trois armées, qui se replièrent en désordre devant lui et se réunirent aux troupes du camp (30 novembre). Charles enleva les retranchements; les Russes tombèrent en foule, et les Suédois firent tant de prisonniers que Charles les renvoya, ne pouvant les garder. Vainqueur des Russes, le roi de Suède marche contre les Saxons, franchit la Dvina en leur présence et les met en fuite (1701).

Charles XII et la Pologne. — Il a vaincu, mais non réduit ses ennemis. Méprisant trop les Russes pour songer

1. Après la mort de Gustave-Adolphe, sa fille *Christine* avait été proclamée, mais elle abdiqua en 1654 et voyagea en Europe. Elle vint en France, où, ayant reçu l'hospitalité au château de Fontainebleau, elle fit tuer son favori Monaldeschi dans la grande galerie des Cerfs. Elle avait été remplacée sur le trône de Suède par son cousin Charles-Gustave (*Charles X*), dont le fils, *Charles XI*, fut le père du fameux Charles XII.

à les écraser, il s'appliqua dès lors à renverser du trône de Pologne *Auguste de Saxe*, et à le remplacer par un Polonais qui lui fût dévoué, *Stanislas Leczinski*. S'attacher la Pologne, y substituer son influence à l'influence russe, unir la Suède à la Pologne, plus tard à la Turquie, c'était opposer une barrière solide à l'ambition moscovite. Toutefois il ne pouvait prévoir jusqu'où irait cette ambition, et ne songeait point à constituer la triple union qui eût empêché la mort d'une nation. Après cinq ans de guerre il réussit à mettre *Stanislas Leczinski* sur le trône de Pologne (1706). La Pologne s'étendait alors, dans sa plus grande largeur, de Posen au voisinage de Smolensk; dans sa longueur, de la Baltique aux Carpathes et au Dniester.

Les Russes s'établissent sur la Néva. — Pierre le Grand avait mis ce temps à profit pour discipliner, ou plutôt créer son armée. Dès qu'il eut quelques régiments exercés, il s'essaya contre les généraux de Charles XII; il retourna à Narva et à la Néva, car il avait son idée fixe : il voulait tenir la Baltique. Avant même d'être sûr du terrain qu'il venait de conquérir dans l'Ingrie, il jeta avec une confiance et une audace incroyables, dans les marais de la Néva, les fondements de la nouvelle capitale de la Russie.

Charles ne pouvait se laisser ainsi enlever les provinces de la Baltique; mais à ce moment il avait à choisir entre deux théâtres de guerre. L'Europe coalisée luttait contre Louis XIV, et la guerre de la succession d'Espagne se dessinait d'une manière défavorable à la France. Reprendre le rôle de Gustave-Adolphe, se jeter en Allemagne, attaquer par derrière les coalisés, c'était la bonne, la grande, la féconde politique. Il aurait eu ensuite facilement raison de Pierre le Grand. La diplomatie des alliés l'engagea à se jeter sur l'Orient, et Charles XII, plus soucieux d'aventures que de gloire, alla dans cet Orient perdre l'influence que la Suède avait jusqu'alors exercée sur l'Occident.

Invasion de la Russie par Charles XII (1708). — Charles XII, abandonnant la Saxe, traversa la Pologne, franchit le Niémen et arriva en Lithuanie avec 33 000 hommes. Pénétrer jusqu'à Moscou lui était facile. Marcher vers la Néva, où Pierre le

Grand élevait sa capitale nouvelle, était plus sûr encore. Charles ne prit ni l'une ni l'autre route. Il avait sans doute répondu aux propositions du tsar : « Je traiterai dans Moscou ». Mais, pour s'y rendre, il s'engagea dans un grand détour vers le midi.

Toujours impatients du joug moscovite, les Kosaks de l'Ukraine l'appelaient, excités par leur hetman, **Mazeppa**. Mazeppa était un ancien page du roi de Pologne Jean Casimir, qui, dans sa jeunesse, avait été condamné à périr et attaché sur le dos d'un cheval indompté. Par sa course folle le cheval avait entraîné Mazeppa jusque dans les marais de l'Ukraine. Le jeune homme à demi mort fut recueilli, soigné, servit les Kosaks et devint enfin leur chef. Pierre l'avait honoré de son amitié, mais Mazeppa se défiait de ses brutalités et, au fond, entretenait le désir de se rendre indépendant. L'invasion de Charles XII lui parut une occasion favorable de soulever ses Kosaks, mais Charles s'égare dans le marais de Pinsk. Les Kosaks sont écrasés par le général de Pierre, Menchikoff, et Mazeppa ne rejoint qu'avec une poignée d'hommes le roi de Suède, dès lors isolé, car il venait d'être coupé d'une autre armée suédoise qui lui amenait son lieutenant *Lowenhaupt* et qui avait été dispersée par l'armée du tsar.

Hiver de 1709 ; bataille de Poltava. — Survient l'hiver de 1709, si terrible dans toute l'Europe, et l'on peut penser combien il fut horrible dans la glaciale Russie. L'armée suédoise subit d'atroces misères, et Charles XII, insensible à toutes les réclamations, continuait à imposer à ses soldats des marches forcées. Il arriva, au mois de mai, devant **Poltava**, n'ayant plus que 29 000 hommes, harassés, et quatre canons. Le tsar s'approche à la tête d'une solide armée de 70 000 hommes. Malgré des prodiges de valeur, les Suédois sont vaincus (1709). Charles XII, qui, souffrant d'une opération faite à la suite d'une blessure au talon, avait été obligé de diriger en litière la bataille de Poltava, s'enfuit presque seul en Turquie avec Mazeppa. Poltava effaçait Narva ; Pierre le Grand surpassait Charles XII ; la Russie abaissait la Suède.

Charles XII en Turquie. — Charles XII n'entend pas renoncer à la lutte. Il s'efforce d'armer le sultan contre Pierre le Grand. La Russie devient, en effet, de plus en plus la sérieuse, la seule ennemie de la Turquie. Le sultan cède et envoie une armée avec laquelle le grand vizir enveloppe les troupes de Pierre le Grand sur les bords du Pruth. Pierre ou plutôt sa femme, la Livonienne et astucieuse Catherine, négocie. Le vizir laisse échapper sa proie pour la ville d'*Azof*, que Pierre se hâte de rendre, sûr de la ressaisir. Charles XII s'indigne. Pendant trois ans il lutte contre le gouvernement qui l'a accueilli, pour le forcer à renouveler la guerre. Il ne veut point s'en aller et soutient un véritable siège dans sa maison[1].

---

1. **Lecture : *Charles XII à Bender* (1713).** — Charles XII était à Bender, où il ne cessait de provoquer le renouvellement de la guerre. Le sultan voulut le faire amener à Andrinople. Charles XII résista et soutint contre toute une armée un siège fameux que Voltaire a raconté avec son art inimitable : « L'ordre est donné dans le moment : les Turcs marchent aux retranchements ; les Tartares les attendaient déjà, et les canons commençaient à tirer. Les janissaires d'un côté, et les Tartares de l'autre, forcent en un instant ce petit camp. A peine vingt Suédois tirèrent l'épée ; les trois cents soldats furent enveloppés, et faits prisonniers sans résistance. Le roi était alors à cheval, entre sa maison et son camp, avec les généraux Hord, Dahldorf et Sparre ; voyant que tous les soldats s'étaient laissé prendre en sa présence, il dit de sang-froid à ces trois officiers : « Allons défendre la maison ; nous combat-« trons, ajouta-t-il en souriant : *pro aris et focis.* »

« Aussitôt il galope avec eux vers cette maison, où il avait mis environ quarante domestiques en sentinelle, et qu'on avait fortifiée du mieux qu'on avait pu. Ces généraux, tout accoutumés qu'ils étaient à l'opiniâtre intrépidité de leur maître, ne pouvaient se lasser d'admirer qu'il voulût, de sang-froid et en plaisantant, se défendre contre dix canons et toute une armée ; ils le suivirent avec quelques gardes et quelques domestiques, qui faisaient en tout vingt personnes.

« Mais, quand ils furent à la porte, ils la trouvèrent assiégée de janissaires ; déjà même près de deux cents Turcs ou Tartares étaient entrés par une fenêtre, et s'étaient rendus maîtres de tous les appartements, à la réserve d'une grande salle où les domestiques du roi s'étaient retirés. Cette salle était heureusement près de la porte par où le roi vou-

Coalition contre la Suède; retour et mort de Charles XII (1718). — Enfin (1714), apprenant que tous les ennemis de la Suède, le roi de Danemark, le nouveau roi de Pologne Auguste, de Saxe, qui avait renvoyé Stanislas, Pierre le Grand, se sont coalisés et déchirent à qui mieux mieux l'empire suédois, il part presque seul, déguisé, traverse à cheval l'Allemagne ennemie, et arrive, sans avoir été reconnu, à *Stralsund*, dernière ville que la Suède possédât hors de la péninsule.

---

lait entrer avec sa petite troupe de vingt personnes; il s'était jeté en bas de son cheval, le pistolet et l'épée à la main, et sa suite en avait fait autant.

« Les janissaires tombent sur lui de tous côtés; ils étaient animés par la promesse qu'avait faite le bacha de huit ducats d'or à chacun de ceux qui auraient seulement touché son habit, en cas qu'on pût le prendre. Il blessait et il tuait tous ceux qui s'approchaient de sa personne. En même temps ses domestiques, qui étaient enfermés dans la grande salle, en ouvrent la porte : le roi entre comme un trait, suivi de sa petite troupe; on referme la porte dans l'instant, et on la barricade avec tout ce qu'on peut trouver. Voilà Charles XII dans cette salle, enfermé avec toute sa suite, qui consistait en près de soixante hommes, officiers, gardes, secrétaires, valets de chambre, domestiques de toute espèce.

« Les janissaires et les Tartares pillaient le reste de la maison, et remplissaient les appartements. « Allons un peu chasser de chez moi ces barbares », dit-il; et, se mettant à la tête de son monde, il ouvrit lui-même la porte de la salle qui donnait dans son appartement à coucher il entre, et fait feu sur ceux qui pillaient.

« Les Turcs, chargés de butin, épouvantés de la subite apparition de ce roi qu'ils étaient accoutumés à respecter, jettent leurs armes, sautent par la fenêtre, ou se retirent jusque dans les caves; le roi, profitant de leur désordre, et les siens animés par le succès, poursuivent les Turcs de chambre en chambre, tuent ou blessent ceux qui ne fuient point, et en un quart d'heure nettoient la maison d'ennemis.

« Le kan des Tartares et le bacha, qui voulaient prendre le roi en vie, honteux de perdre du monde et d'occuper une armée entière contre soixante personnes, jugèrent à propos de mettre le feu à la maison, pour obliger le roi de se rendre. Il fit lancer sur le toit, contre les portes et contre les fenêtres, des flèches entortillées de mèches allumées : la maison fut en flammes en un moment. Le toit, tout embrasé, était prêt à fondre sur les Suédois. Le roi donna tranquillement ses ordres pour

Danois, Saxons, Prussiens, Russes l'y assiègent. Il se bat comme un lion, mais est réduit à quitter la ville et à capituler (1715). La Suède était épuisée, mais Charles ne se décourage point. La mort seule l'arrêta, au siège d'une petite ville de Norvège, *Frédérickshall* (11 décembre 1718). On ne sait si le coup qui le frappa ne venait point d'un assassin.

Le traité de Nystadt (1721). — Sa sœur *Éléonore* se vit obligée de signer des traités désastreux : cession de

---

éteindre le feu. Trouvant un petit baril plein de liqueur, il prend le baril lui-même, et, aidé de deux Suédois, il le jette à l'endroit où le feu était le plus violent. Il se trouva que ce baril était plein d'eau-de-vie, mais la précipitation, inséparable d'un tel embarras, empêcha d'y penser. L'embrasement redoubla avec plus de rage : l'appartement du roi était consumé : la grande salle, où les Suédois se tenaient, était remplie d'une fumée affreuse mêlée de tourbillons de feu qui entraient par les portes des appartements voisins; la moitié du toit était abîmée dans la maison même, l'autre tombait en dehors en éclatant dans les flammes

« Les Turcs, qui cependant entouraient cette maison tout embrasée, voyaient avec une admiration mêlée d'épouvante que les Suédois n'en sortaient point ; mais leur étonnement fut encore plus grand lorsqu'ils virent ouvrir les portes, et le roi et les siens fondre sur eux en désespérés Charles et ses principaux officiers étaient armés d'épées et de pistolets : chacun tira deux coups à la fois à l'instant que la porte s'ouvrit, et dans le même clin d'œil, jetant leurs pistolets et s'armant de leurs épées, ils firent reculer les Turcs plus de cinquante pas. Mais, le moment d'après, cette petite troupe fut entourée : le roi, qui était en bottes, selon sa coutume, s'embarrassa dans ses éperons et tomba; vingt et un janissaires se jettent aussitôt sur lui ; il jette en l'air son épée, pour s'épargner la douleur de la rendre, les Turcs l'emmènent au quartier du bacha, les uns le tenant sous les jambes, les autres sous les bras, comme on porte un malade que l'on craint d'incommoder.

« Au moment que le roi se vit saisi, la violence de son tempérament et la fureur où un combat si long et si terrible avait dû le mettre, firent place tout à coup à la douceur et à la tranquillité. Il ne lui échappa pas un mot d'impatience, pas un coup d'œil de colère. Il regardait les janissaires en souriant, et ceux-ci le portaient en criant *Allah!* avec une indignation mêlée de respect. Ses officiers furent pris au même temps, et dépouillés par les Turcs et par les Tartares. » (Voltaire, *Charles XII.*)

Vismar dans le Mecklembourg au roi de Pologne Auguste; cession à la Prusse d'une partie de la *Poméranie*, des îles d'*Usedom* et de *Wollin*; avantages au Danemark; enfin abandon à la Russie de tous les pays que baignent les golfes de Finlande et de Riga (*Livonie*, *Esthonie*, *Ingrie*, partie de la *Carélie*, du pays de *Viborg*, de la *Finlande*). Ce traité avec la Russie, dit de **Nystadt** (1721), était entre tous les autres le plus funeste : on peut l'appeler l'abdication de la Suède.

III. — Les réformes de Pierre le Grand.

Réformes politiques; le gouvernement, l'administration. — L'abdication de la Suède, c'était l'avènement de la Russie. Pierre s'appliqua à poursuivre l'œuvre de création que la guerre même n'avait point interrompue. En 1716 il avait entrepris un nouveau voyage en Europe, principalement en France, où il étudia pendant six mois nos arts et nos progrès, en même temps qu'il observa notre décadence politique. Quant aux mœurs, il ne pouvait en être scandalisé. Pierre était débauché autant que barbare; le souverain qui se plaisait dans les festins grossiers ne pouvait guère blâmer les folies des soupers du Régent.

Pierre, dont le tempérament cadrait avec les théories, affirma encore davantage l'autocratie russe. Il organisa sans doute un *Sénat* dirigeant, mais ce grand conseil lui était absolument soumis. Seulement il mit de l'ordre dans le gouvernement central et créa des *collèges*, sorte de ministères, pour les affaires étrangères, la guerre, la marine (amirauté), le trésor (finances), la justice, les manufactures, les mines, le commerce. L'empire fut divisé en *douze* gouvernements et *quarante-trois* provinces. Les villes s'administrèrent elles-mêmes par leurs bourgmestres, qui élisaient un président ou *maire*. Ces corps municipaux (magistrats) demeuraient néanmoins soumis à un magistrat principal pris dans le conseil municipal de Pétersbourg. Le tsar n'avait pas seulement à créer l'administration, mais les mœurs administratives, et il fit une guerre impitoyable à l'ignorance, à la cupidité, à la corruption.

Il introduisit dans la justice l'usage de la *procédure écrite*, et, au-dessus des tribunaux particuliers de provinces et de villes, s'éleva la *Cour suprême*, délégation du Sénat. La police fut fortement centralisée, et, pour triompher de l'opposition que rencontraient les réformes, Pierre créa l'*inquisition d'État*, tribunal secret opérant à l'aide de la torture et dont le souvenir est resté sinistre.

Le tsar avait besoin de beaucoup d'argent : il établit l'impôt de la *capitation*, dont furent exempts le clergé et la noblesse, l'impôt du *papier timbré*, et recourut à de nombreux expédients, à des monopoles et à des taxes, qui frappaient jusqu'aux barbes longues.

L'*armée* dépassa bientôt deux cent mille hommes, grâce à un système de recrutement arbitraire qui rendait très lourdes les charges militaires. En outre, les tribus de *Kosaks* fournissaient de nombreuses troupes irrégulières. Les populations des côtes furent sujettes à la *conscription maritime*, et la Russie eut une flotte de plus de quarante vaisseaux.

Changement de capitale; fondation de Saint-Pétersbourg (1703). — Pour ne pas être gêné dans ses réformes par les vieilles traditions, Pierre changea la capitale et voulut créer une jeune cité pour son nouvel empire. Lorsqu'on choisit une capitale, on la recule le plus loin possible des frontières : Pierre la mit aux frontières mêmes, en face de la Suède, dans un pays à peine conquis et encore sauvage. Il voulait une ville en relations faciles avec l'Europe, et la Baltique était la seule route ouverte. Il traça donc l'emplacement de sa capitale, qui devait être sa ville, **Pétersbourg**, dans les marais que forment les quatorze bras de la Néva, cette courte et large rivière qui déverse dans le golfe de Finlande les eaux du lac de Ladoga. S'installant lui-même dans une petite maison de bois, il surveilla les travaux, faisant enfoncer des pilotis dans les marais, ne regardant point à l'argent, encore moins aux hommes, qui périssaient par milliers, faisant élever des forts, des casernes, des églises, des palais, des maisons et transplanter, pour peupler cette cité qui sortait des eaux, des habitants des provinces voisines. A plusieurs reprises les travaux furent ar-

rêtés par des inondations qui auraient découragé tout autre que Pierre le Grand. Il s'obstina, et Saint-Pétersbourg, en dépit de l'opposition de la noblesse, attachée à Moscou, est restée la capitale : elle est même devenue une des plus remarquables villes de l'Europe.

Réformes sociales; les classes. — Pierre ne changea point le fond de l'organisation sociale. Il maintint la servitude des paysans, se bornant à quelques règlements sur les ventes de serfs et ordonnant de ne point séparer les familles. Il détermina les catégories entre lesquelles étaient répartis les habitants des villes, rangeant dans la première les banquiers, les manufacturiers, les médecins, les pharmaciens, les orfèvres, les riches marchands; dans la seconde, les petits marchands et les maîtres de métiers; dans la troisième, les ouvriers et les journaliers.

La *noblesse* devint surtout une noblesse impériale, recrutée non seulement dans les anciennes familles de boïards, mais aussi dans les fonctionnaires. Ceux-ci, dans l'ordre civil comme dans l'ordre militaire, furent rigoureusement hiérarchisés, et les *quatorze* degrés de grades civils correspondirent aux grades militaires: c'est ce qu'on appelait le *tchin*. Les nobles devinrent donc surtout les serviteurs de l'État ou plutôt du tsar, qui le personnifiait, et les instruments d'un despotisme qu'ils appuyaient tout en souffrant eux-mêmes.

Une des révolutions les plus considérables, ce fut l'émancipation des femmes. Jusqu'alors les Slaves, voisins de l'Asie, avaient gardé les coutumes asiatiques de la reclusion des femmes, qui ne sortaient de la maison (ou *terem*) que voilées (avec le *fata*) et dans des litières fermées. Pierre imposa le costume et les mœurs de l'Occident, fit tenir des assemblées, donna des fêtes où les femmes parurent comme dans les cours européennes et imposa, au besoin par le bâton, les belles manières et la politesse. Il créa ainsi la société russe, qui est devenue une des plus distinguées et des plus élégantes[1].

---

1. Voir pour toutes ces réformes le livre si complet et si intéressant d'Alfred Rambaud, *Histoire de la Russie* (librairie Hachette).

Réformes religieuses; le Saint-Synode. — Pierre le Grand avait régularisé la hiérarchie religieuse comme les autres; mais il lui déplaisait de voir à la tête de cette hiérarchie un patriarche qui, commandant à un clergé nombreux, semblait partager son pouvoir. En 1700 il ne remplaça point le patriarche qui venait de mourir, et confia la direction suprême des affaires religieuses à un conseil d'évêques, ou *Saint-Synode*. Il se trouvait délivré d'une autorité rivale et, sans prendre un titre nouveau, maître du clergé par ce synode qui lui était soumis. Pierre devint en réalité le chef de l'Église russe, et son pouvoir, comme celui de ses successeurs, fut ainsi fortifié par l'autorité religieuse.

Réformes économiques. — Ce qui avait surtout frappé Pierre le Grand dans ses voyages, c'était le développement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce des nations européennes. Il voulut que la Russie les égalât. Mettant en œuvre les ressources de son pays, il encouragea la culture, introduisit des espèces bovines, établit des haras. Il fit établir à Pétersbourg, comme à Moscou, des manufactures de draps, et des Français vinrent même organiser des fabriques de tapisseries. Il unit le Ladoga au Volga par un canal et projeta encore d'autres canaux destinés à relier les magnifiques fleuves de son vaste empire. Il négocia des traités de commerce, et bientôt les relations de la Russie avec l'Occident devinrent très actives, au double profit de l'un et de l'autre.

Grandes écoles; académies. — Nul plus que Pierre n'appréciait la science. Il la voulut répandre en Russie; mais, homme pratique avant tout, il n'encouragea que les études spéciales, positives. Il créa des académies et des écoles pour la marine, les travaux publics, la comptabilité. Il s'appliqua à transporter en bloc toutes les connaissances techniques auxquelles l'Europe occidentale n'était arrivée que par de longs et patients efforts. Il ne songea pas à avoir une littérature et des sciences russes, mais il fit traduire tous les ouvrages importants qui avaient du crédit en Europe et jeta ainsi en Russie une immense quantité de notions littéraires et scientifiques qui la mettaient du premier coup

au niveau des autres pays. Du reste, il s'était surtout entouré d'étrangers, de Hollandais, de Suédois, d'Allemands, de Français, et le plus célèbre de ses auxiliaires fut Le Fort.

Pierre n'entendait point cependant renier sa nationalité. Il maintint la langue slave et même créa l'alphabet civil, distinct de l'alphabet religieux. Des imprimeries furent établies dans la capitale et dans les principales villes, et Pierre fit publier la *Gazette de Saint-Pétersbourg*. Du reste, le tsar, dans les dernières années de son règne, encouragea même les hautes études, fit classer les archives et fonda l'*Académie des Sciences de Saint-Pétersbourg*, qui devait prendre un rang des plus honorables parmi les compagnies savantes de l'Europe.

Mort de Pierre le Grand (1725). — Ce fut donc une œuvre gigantesque que celle de Pierre le Grand, et l'histoire n'offre rien de pareil dans le cours des siècles. Il mesurait son travail à l'immense étendue de son empire et de sa tâche, son opiniâtreté à la ténacité de ses sujets, qui repoussaient une civilisation improvisée, sa cruauté à leur résistance, en un mot sa barbarie à leur attachement pour la barbarie.

Ce prince, que Voltaire appelle « moitié héros et moitié tigre », fit condamner à mort son fils Alexis, qui intriguait avec les mécontents. Alexis succomba dans sa prison, et l'histoire ne saurait protester de l'innocence du tsar (1718). Pierre mourut lui-même en 1725, sa propre victime, épuisé par les débauches. Il avait, dans toutes les directions, agrandi son empire et le rêvait plus vaste encore ; il léguait à ses successeurs un immense héritage d'ambition, non qu'il eût formulé cette ambition dans un *testament*, comme on l'a dit longtemps, mais il l'avait écrite dans tous ses actes et il avait tracé un plan si logique et si clair, que les tsars n'ont pas cessé de le suivre avec une patiente obstination.

RÉSUMÉ.

La Russie, quoique son origine remonte au Moyen âge, ne date véritablement que de **Pierre le Grand** (1689-1725). Pierre, qui, pour son instruction, a visité les principaux pays de l'Europe, veut donner une armée et une marine à la Russie et cherche

ensuite à faire jour à son royaume, qui, nulle part, n'avait vue sur la mer.

La Suède possédait les rives de la Baltique, et cette puissance, si redoutable au temps de Gustave-Adolphe, avait un souverain, **Charles XII** (1697-1718), qui venait de révéler de grands talents militaires.

Dès le début de son règne il avait brisé par des coups rapides une coalition du Danemark, de la Pologne et de la Russie. Il avait remporté sur les troupes russes une victoire signalée à **Narva** (1700). Puis il avait entrepris une guerre qui dura cinq années pour établir sur le trône de Pologne *Stanislas Leczinski* (1701-1706)

Pierre le Grand mit ce temps à profit pour faire des conquêtes sur le littoral de la mer Baltique et s'emparer de l'*Ingrie*. Alors Charles XII envahit la Russie (1708). Mais il s'aventura trop loin dans l'Ukraine ; un hiver terrible survint et l'armée suédoise fut défaite à **Poltava** (1709). Charles XII se vit réduit à s'enfuir presque seul en Turquie.

Là il détermina le sultan à déclarer la guerre aux Russes. Une armée ottomane enveloppa l'armée de Pierre le Grand, mais celui-ci négocia avec le vizir et échappa en s'engageant à rendre Azof.

Pierre alors forme une ligue avec tous les ennemis de la Suède, qui, en l'absence de son roi, est dépouillée de ses provinces extérieures. Lorsque Charles revient, il est trop tard et il meurt au siège d'une petite place de la Norvège (1718).

La Pologne, la Prusse et la Russie se partagent les provinces de la Baltique. Le traité de **Nystadt** (1721) marque la fin de la grandeur de la Suède et donne à la Russie les pays que baignent les golfes de Riga et de Finlande.

Pierre le Grand, dans l'intervalle des guerres, aidé de nombreux étrangers, avait travaillé avec une énergie presque sauvage à organiser, à civiliser la Russie.

Il avait créé un *Sénat*, une *administration provinciale*, des *administrations municipales*, *réformé la justice*, organisé les *finances*, l'*armée*, la *marine*. Il avait fondé, sur la Néva, la ville de **Saint-Pétersbourg**, qui devint sa capitale (1703).

Il avait hiérarchisé les classes, les fonctionnaires, et réduit la noblesse à le servir docilement. Il avait remplacé le patriarche

par un *Saint-Synode* qui lui était soumis (1721) et fortifié l'autorité des tsars de l'autorité religieuse. Enfin il avait partout stimulé le travail, dans les campagnes, dans les villes, fondé des manufactures, de grandes écoles, des académies. Lorsqu'il mourut (1725), la Russie comptait déjà parmi les plus grandes puissances.

CHAPITRE XIII

LOUIS XV — RÉGENCE DU DUC D'ORLÉANS — LE SYSTÈME DE LAW MINISTÈRE DU CARDINAL DE FLEURY GUERRE DE LA SUCCESSION DE POLOGNE

SOMMAIRE. — La régence de Philippe d'Orléans. — Minorité de Louis XV; régence du duc d'Orléans (1715-1723). — La Quadruple Alliance. — Le système de Law; les banques. — La banque de Law. — La Compagnie des Indes. — La banque royale (1718). — L'agiotage. — Catastrophe (1720). — Fin de la régence (1723). — Le duc de Bourbon (1723-1726). — Ministère du cardinal de Fleury (1726-1743). — Guerre de la succession de Pologne (1733-1738). — Les ministres de Louis XV ; d'Agnesseau. — D'Argenson. — Machault.

LECTURES. — La rue Quincampoix. — La peste de Marseille. — Belzunce. — Le cardinal de Fleury. — Le comte de Plélo.

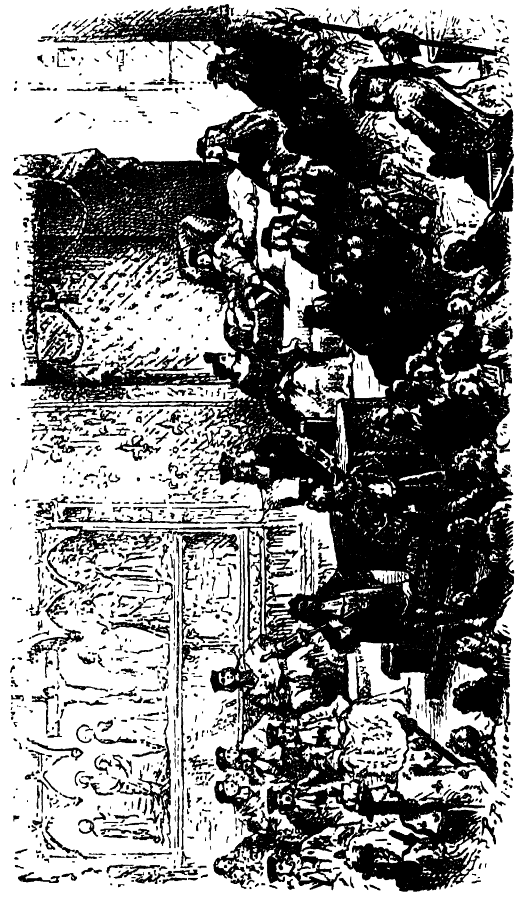
La régence de Philippe d'Orléans.

Minorité de Louis XV; régence du duc d'Orléans (1715-1723). — Tandis que de grands événements s'accomplissaient à l'est de l'Europe et annonçaient une nouvelle puissance, la France déclinait, d'abord durant la minorité, puis durant le long règne de Louis XV (1715-1774).

Une joie bruyante avait accompagné les funérailles de Louis XIV. « J'ai vu, dit Voltaire, de petites tentes dressées sur le chemin de Saint-Denis. On y buvait, on y chantait, on y riait. » La régence commençait, temps resté fameux par la licence à laquelle s'abandonnèrent la cour et la noblesse, invitées au plaisir par le régent lui-même, le duc **Philippe d'Orléans**, neveu de Louis XIV, qui se dégrada au milieu des débauches.

Dans un lit de justice solennel Philippe d'Orléans fit cas-

ser le testament de Louis XIV par le Parlement et se fit donner la régence sans condition ; en retour, il rendit au Parle-


Lit de justice pour la proclamation de la régence du duc d'Orléans.

ment le *droit de remontrances*. Il prit bientôt pour conseiller son ancien précepteur, *Dubois*, homme fourbe et rempli de

vices, qui avait réussi à corrompre le cœur de son élève. Malgré les scandales de sa conduite, Dubois devint premier ministre et, qui plus est, archevêque de Cambrai et cardinal. Dubois était si avide qu'il recevait une pension de l'Angleterre.

La Quadruple Alliance. — La minorité et la santé, en apparence débile, de Louis XV avaient éveillé l'espérance de Philippe V de monter sur le trône de France. Il pensait que les renonciations qu'on lui avait imposées seraient nulles. Il était d'ailleurs excité par un ministre ambitieux, l'Italien *Alberoni*, qui, malgré la faiblesse de l'Espagne, entendait reconstituer l'ancienne monarchie et reprendre les annexes perdues aux traités d'Utrecht. Alberoni intriguait dans toute l'Europe, qu'il voulait bouleverser, et sa politique brouillonne amena précisément une coalition contre l'Espagne.

Le duc d'Orléans, chef de la branche cadette des Bourbons et appelé éventuellement à recueillir la succession de la branche aînée si le jeune Louis XV disparaissait, s'allia avec l'*Angleterre*, la *Hollande*, puis la *maison d'Autriche* pour le maintien des traités d'Utrecht : ce fut ce qu'on appela la *Quadruple Alliance*. Il déjoua une conspiration ourdie en France par l'ambassadeur espagnol *Cellamare* et la duchesse du Maine (1718). Une armée française, conduite par le même maréchal de Berwick qui avait jadis affermi le trône de Philippe V, pénétra en Espagne, s'empara de *Fontarabie* (1719). Les Français incendièrent sur les côtes les arsenaux et les navires en construction, à la grande joie des Anglais, qui, de leur côté, s'étaient emparés du port de *Vigo*. Les Espagnols, qui avaient essayé de reprendre la Sicile, en furent chassés, et Philippe V alors, disgraciant Alberoni, demanda la paix (1720). Par le traité de la Quadruple Alliance, Philippe V, qui renonçait à toutes ses prétentions, recevait la promesse de la succession de *Parme* et de *Plaisance* pour un des fils qu'il avait eus d'Isabelle Farnèse. Le duc de Savoie abandonnait la Sicile à l'empereur et obtenait la *Sardaigne* en gardant le titre de roi. Pendant cette courte guerre, la France avait été visitée par *Pierre le Grand*, qui voulut tout étudier et, négligeant les étalages du luxe, les fêtes et les

frivolités, n'admira que les institutions sérieuses et n'observa que les perfectionnements de l'art militaire et de l'in-



Le régent Philippe d'Orléans.

dustrie. Il fut frappé de la belle création des Invalides et traita de camarades les vieux débris des armées de Louis XIV. A la Sorbonne il manifesta son estime pour le cardinal de

Richelieu, dont il embrassa la statue en disant : « Grand homme, je donnerais une moitié de mes États pour apprendre de toi à gouverner les autres ».

Le système de Law ; les banques. — La grande difficulté était de trouver de l'argent pour payer les dettes de l'État. Le duc d'Orléans accorda sa confiance à un Écossais, **Law** (Lass)[1], qui opéra une révolution financière et commerciale et révéla, au prix d'une catastrophe, les bienfaits du *crédit*.

Les *banques* étaient connues dès le Moyen âge, mais les banquiers lombards n'étaient guère que des changeurs ; ils faisaient surtout le commerce des monnaies ; un simple banc (*banco*) composait tout leur bureau, et, lorsqu'un d'eux manquait à ses engagements, on brisait son banc (*banco rosso* ou *rotto*, de là « banqueroute »). Ce n'était point le crédit. On le vit poindre avec les *lettres de change*, qui supprimaient le transport des métaux précieux. Ce papier, signé, parafé, avait donc déjà une valeur toute de confiance. La découverte de l'Amérique jeta une grande quantité de numéraire dans la circulation ; elle activa aussi les relations commerciales et, les voyages devenant plus lointains, le système des lettres de change, effets de commerce, billets à ordre, se généralisa. Les banquiers devinrent des intermédiaires nécessaires. Les banques d'*Amsterdam* et de *Hambourg* étaient remarquées, au dix-septième siècle, pour leur grand mouvement d'affaires. La *banque d'Angleterre* date de 1694. Ce fut elle qui, la première, se chargea d'acquitter les lettres de change avant leur échéance en retenant une *prime* proportionnée au temps qui restait à courir ; cette prime s'appelait l'*escompte*. En France on citait, en 1543, la banque de Lyon ; en 1549, la banque ou bourse de commerce de Toulouse, celle de Rouen en 1561. Mais, si toutes ces banques aidaient les transactions, elles ne constituaient pas encore le véritable crédit. L'Écossais Law l'entrevit.

1. On prononce à tort Lass, mais l'usage a consacré cette prononciation, qui vient probablement de ce que ce nom anglais frappa le plus souvent les oreilles avec la forme du génitif Law's bank, Law's company

La banque de Law (1716). — En Écosse, les banques s'étaient multipliées et Law s'était familiarisé avec leur mécanisme, tout en cherchant dans le jeu les ressources nécessaires à sa vie de luxe et de plaisirs. A la fin du règne de Louis XIV il avait été écarté de Paris, mais il y avait connu le duc d'Orléans et y reparut lorsque celui-ci fut devenu le maître. Tout en jouant avec le régent et les courtisans, Law exposait les idées hardies que sa vive imagination avait conçues. L'état des finances était déplorable, et le déficit laissé par Louis XIV, de deux milliards. Les financiers du temps se voyaient à court d'expédients. Ils avaient réduit les pensions, les rentes, poursuivi les *traitants*, auxquels une Chambre ardente avait fait rendre gorge. Mais les prodigalités du régent absorbaient les ressources ainsi obtenues. Law éblouit le duc d'Orléans en lui promettant d'acquitter toutes les dettes de l'État si on l'autorisait à appliquer son système. Philippe se laissa gagner et finit par risquer les finances du royaume dans cette tentative.

Law put donc fonder une *banque* (1716) au capital de 6 millions, divisés en 1200 *actions*. Cette banque, d'abord établissement privé, recevait les dépôts d'argent et escomptait les effets de commerce. Mais ce qui était nouveau, c'est que, banque de dépôt et d'escompte, elle devenait aussi banque d'*émission*.

Aux lettres de change, aux billets ou créances infiniment variées qu'on lui apportait et qu'elle escomptait, elle substituait sa propre signature sur des **billets**, méthodiquement coupés, de cent, de cinq cents livres, de mille livres, sans échéance lointaine, et **payables à vue**, si on les présentait à ses caisses. On les pouvait toujours, au premier besoin, transformer en monnaie et, avantage immense pour une époque où les refontes de monnaie étaient continuelles, en *écus de banque*, c'est-à-dire en espèces invariables de poids et de titre. La banque escomptait d'ailleurs à un taux modéré et, par là, délivrait le commerce des usuriers. Tout le monde se disputa ses billets, si utiles pour les grandes transactions et aussi précieux que l'argent, puisqu'on pouvait les échanger à volonté contre du numéraire. L'intérêt de l'ar-

gent baissa; le commerce extérieur, les manufactures se relevèrent. Le crédit était fondé : en voulant l'étendre, Law le ruina.

La Compagnie des Indes. — Il créa une *Compagnie commerciale* (1717) qui devait exploiter d'abord les richesses de la vallée du Mississipi. Les *actions* de cette compagnie, qui, disait-on, rapporteraient des profits considérables, durent être achetées en espèces, mais aussi en *billets d'Etat*, c'est-à-dire en créances de l'État. De cette manière, la *dette* se payait et les créanciers recevaient des actions qui leur faisaient espérer une part des bénéfices de la Compagnie ou qui, vendues immédiatement, leur procuraient des écus.

La banque royale (1718). — Les succès de Law avaient déterminé le Régent, non seulement à soutenir sa banque, mais à l'ériger en *Banque royale*. Ce fut dès lors un établissement public, et son papier devenait une monnaie d'État. Aussi Law ne se gêna-t-il plus pour multiplier ces billets, qui partout étaient reçus dans les caisses des agents du Trésor, et il s'imagina vraiment qu'il augmentait la richesse en jetant dans la circulation ces quantités de papier.

Il rêvait davantage encore. Sa compagnie de commerce devait devenir l'unique compagnie du royaume : elle absorba successivement toutes les autres sociétés coloniales. En outre, il rêva d'en faire l'unique caisse où rentreraient tous les impôts. Il lui fit adjuger la fabrication des *monnaies*, la ferme des *tabacs*, les *fermes* de la plupart des impôts et les *recettes générales*. La compagnie se substituait à des fermiers nombreux et avides, grand avantage pour l'État, mieux servi, et pour le peuple, moins accablé. Il y eut là une tentative sérieuse pour améliorer le mode inique et vexatoire de perception des impôts. Mais c'était vouloir entreprendre trop de choses à la fois, et Law, enivré par le succès, encouragea, excita dans le pays une fièvre de spéculation qui le perdit. Sa folie contagieuse gagna tout le monde.

L'agiotage. — Les actions de la Compagnie, en effet, se vendaient très cher, car Law avait imaginé de ne donner les actions nouvellement émises qu'à ceux qui avaient les anciennes. On appelait les nouvelles actions les *filles*. Pour

avoir des filles, il fallait une *mère*; pour avoir des *petites-filles*, il fallait une mère et des filles. Graduées ainsi, les actions se soutenaient les unes les autres dans leur marche ascendante; on se les disputait; des actions de 500 livres se vendaient dix fois, trente fois leur valeur. La facilité qu'offraient les billets de la banque donnait encore plus d'activité ou pour mieux dire de fureur à ce marché. « Le commerce des actions de la Compagnie des Indes établi dans la rue Quincampoix [1], de laquelle chevaux et carrosses furent bannis, augmenta tellement qu'on s'y portait toute la journée, et qu'il fallut placer des gardes aux deux bouts de cette rue, y mettre des tambours et des cloches pour avertir à sept heures du matin de l'ouverture de ce commerce et de la retraite à la nuit, enfin redoubler les défenses d'y aller les dimanches et les fêtes. On se précipitait à changer terres et maisons en papier, et ce papier faisait que les moindres

---

1. **Lecture : *La rue Quincampoix*.** — Ce n'étaient pas seulement les spéculateurs ordinaires et les créanciers de l'État qu'on voyait dans la rue Quincampoix, c'étaient toutes les classes de la société confondues ensemble, et se repaissant des mêmes illusions. On y voyait des nobles illustrés sur les champs de bataille ou honorés dans la magistrature, des gens d'Église, des commerçants, des bourgeois paisibles, des domestiques enfin, que des fortunes rapides avaient remplis de l'espérance d'égaler leurs maîtres. Toutes les maisons de la rue Quincampoix avaient été transformées en bureaux par les marchands de papier ; les locataires avaient cédé leurs appartements, les marchands leurs boutiques. Des maisons de 700 ou 800 livres de location avaient été divisées en une trentaine de bureaux, et pouvaient rapporter 50 000 ou 60 000 livres. L'agiotage s'exerçait sur les loyers comme sur les papiers. Un savetier qui avait converti son échoppe en bureau, en y plaçant des tabourets, une table et une écritoire, gagnait 200 livres par jour. Les boutiques avaient été changées en cafés et en restaurants; une partie des habitants de Paris avaient transporté leur vie dans ce quartier : ils y venaient dès le matin, ils y déjeunaient, ils y dînaient, et, lorsque l'ardeur des négociations était calmée, ils passaient l'après-midi à jouer aux quadrilles. De nombreux équipages attendant leurs maîtres obstruaient les deux rues Saint-Denis et Saint-Martin, latérales de la rue Quincampoix.

Aux habitants de Paris s'étaient joints beaucoup de provinciaux et

choses étaient devenues hors de prix. Toutes les têtes étaient



La rue Quincampoix

tournées. Les étrangers enviaient notre bonheur et n'ou-

bliaient rien pour y avoir part. Les Anglais mêmes, si habiles et si consommés en banques, en compagnies, en commerce, s'y laissèrent prendre, et s'en repentirent bien depuis. Il y eut des fortunes prodigieuses. » (*Mémoires de Saint-Simon.*)

Les princes du sang, les courtisans ne furent point les derniers à réparer de cette manière les brèches de leur patrimoine. Le Régent, toujours prodigue, répandait autour de lui ce papier merveilleux, que les plus habiles se hâtaient de convertir en beaux écus sonnants. Le luxe, la corruption, se donnèrent libre carrière. Toutes les conditions furent renversées. Des artisans, des laquais devinrent millionnaires et éclipsèrent de grands seigneurs. La société se trouva dans un tel désordre, qu'il y eut des crimes excités par cette folie d'avidité.

Catastrophe (1720). — Cependant la caisse de la Compagnie recevait peu d'espèces, puisqu'elle vendait ses actions

---

d'étrangers. On y comptait surtout des Gascons, des Provençaux, des Dauphinois, des Génois, des Vénitiens, des Genevois, des Juifs allemands, des Hollandais, des Flamands et des Anglais. Les variations étaient si rapides et si importantes, que les agioteurs recevant des actions pour aller les vendre, en les gardant un jour seulement, avaient le temps de faire des profits considérables. On en cite un qui, chargé d'aller vendre les actions, fut deux jours sans reparaître. On crut les actions volées; point du tout : il en rendit fidèlement la valeur, mais il s'était ménagé le temps de gagner un million pour lui. Cette faculté qu'avaient les capitaux de produire des bénéfices si prompts avait amené un trafic particulier. On prêtait des fonds à l'heure, et l'on exigeait un intérêt dont il n'y a pas d'exemple. Les agioteurs trouvaient non seulement à payer l'intérêt exigé, mais encore à recueillir un notable prestige pour eux-mêmes. On pouvait gagner jusqu'à un million par jour. Il n'est donc pas étonnant que des valets devinssent tout à coup aussi riches que des seigneurs. On en citait un qui, rencontrant son maître par un mauvais temps, avait fait arrêter son carrosse pour lui offrir d'y monter.

On appelait la rue Quincampoix « le Mississipi ». Tous les jours des artisans laborieux, de paisibles rentiers, se laissaient arracher à leur travail quotidien, ou à leur paisible médiocrité, pour s'embarquer sur cette mer orageuse. Leur nombre s'accroissait sans cesse, et en novembre on était encore sous le charme des plus folles illusions. (Thiers.)

contre des créances; son commerce ne pouvait lui rapporter de bénéfices que dans l'avenir, et l'on sut bientôt que les prétendues mines d'or de la Louisiane n'existaient pas. Pour satisfaire l'avidité du public, Law avait multiplié indéfiniment les billets de banque. Cela lui était bien commode : il n'avait qu'à faire fonctionner une presse. Il avait fini par considérer son papier comme une richesse réelle, tandis que ce n'était qu'une promesse et que ses billets ne pouvaient avoir de valeur qu'autant qu'ils étaient garantis par des métaux précieux ou des marchandises. Les valeurs de papier dépassèrent dix milliards, alors que le numéraire en France n'allait pas au delà d'un milliard. La confiance s'ébranla, se perdit; on se précipita pour réaliser son papier en espèces. Law eut le tort de réunir la *Compagnie* à la *Banque*, la chimère à l'institution utile (février 1720). Nommé *contrôleur général*, il rendit plus sérieuse la guerre engagée contre l'argent et voulut que les billets devinssent la seule monnaie. « On chercha d'autorité à supprimer tout usage d'or, d'argent, je dis d'argent monnayé. Comme il fut permis à la Compagnie des Indes de faire visite dans toutes les maisons, même royales, d'y confisquer tous les louis d'or et tous les écus qui s'y trouveraient, et de n'y laisser que des pièces de vingt sous et au-dessous, personne ne se laissa persuader, et de là recours à l'autorité de plus en plus, qui ouvrit toutes les maisons des particuliers aux visites et aux délations pour n'y laisser aucun argent et pour punir très sévèrement quiconque en réserverait de caché. Jamais souveraine puissance ne s'était si violemment essayée et n'avait attaqué rien de si sensible ni de si indispensablement nécessaire pour le temporel[1]. » Le Parlement, qui, dès le premier jour, s'était montré hostile aux nouveautés de Law, refusait d'enregistrer les édits rendus pour soutenir le système qui croulait : on l'exila à Pontoise. Mais le système n'en tomba pas moins. L'État déclara (oct. 1720) que les billets, déjà discrédités, ne seraient plus acceptés comme monnaie; ce fut une catastrophe immense. Law s'enfuit du royaume (décembre 1720).

1. Saint-Simon.

Résultats du système de Law. — Sans doute cette catastrophe découragea pour longtemps d'un nouvel essai du crédit, sans doute l'État se reconnut débiteur des créanciers de la Compagnie, et la dette publique fut accrue de 13 millions de rentes annuelles. Mais, durant les années d'abondance, Law, qui présidait aux finances, avait délivré l'agriculture de l'impôt d'un dixième sur les biens-fonds, de l'arriéré dû sur les tailles; il avait supprimé nombre d'offices onéreux, et de plus l'*intérêt de l'argent* avait diminué. Le *commerce* et l'*industrie* avaient pris un tel essor que même la catastrophe ne les arrêta point. On avait joué avec une arme dangereuse : elle avait éclaté dans des mains imprudentes; mais sa force était connue, et cela suffisait pour produire une véritable révolution financière. On avait compris l'utilité, la réalité de la banque, on sentait que le papier pouvait circuler comme monnaie. La vente des actions, qui facilitait pour les Compagnies la réunion de grands capitaux, continua plus sagement. Ce fut l'origine de la spéculation et du marché de la *Bourse*, instituée en 1724.

Le système eut aussi des résultats politiques et sociaux. Il rapprocha les classes dans le tourbillon du jeu et de l'agiotage; il abaissa la noblesse, déconsidérée par la licence effrénée qu'encourageaient ces gains déshonnêtes, et en même temps il accrut l'importance de la bourgeoisie, qui par l'argent devint une puissance. Les distinctions sociales se maintenaient, mais le respect qui les avait protégées s'affaiblit et diminuera davantage à mesure que s'avancera le dix-huitième siècle.

Fin de la régence (1723). — Durant les saturnales que favorisa le système de Law, un terrible fléau, la peste, désola la Provence, où quatre-vingt-cinq mille personnes périrent (1720). L'admirable dévouement, à Marseille[1], de l'évêque

1. **Lecture : *La peste de Marseille. Belzunce.*** — La peste avait été apportée par un navire venu de Syrie et entré à Marseille le 25 mai 1720. En quelques jours elle se déclara avec une violence extrême. Le 31 août déjà, les hôpitaux spécialement consacrés aux pestiférés ne suffirent plus pour recevoir les personnes atteintes par le fléau. « Sitôt que

Belzunce, du chevalier *Rose* et de plusieurs échevins, qui prodiguèrent mille fois leur vie pour sauver celle de leurs concitoyens, consola la France épouvantée de cette calamité.

Louis XV était à peine reconnu majeur, en 1723, que le Régent mourut; son ancien précepteur, Dubois, devenu son ministre trop peu scrupuleux, l'avait précédé au tombeau.

Le duc de Bourbon (1723-1726). — Louis XV n'était point prince à s'imposer le rude travail que s'imposait son aïeul. Il assistait au conseil, mais demeurait muet, froid, impassible. Le plus proche des princes du sang, le duc *de Bourbon*, homme avide et sans mœurs, prit la place de premier ministre.

---

dans une maison, dit un témoin oculaire, une personne se sentait frappée de ce mal, elle devenait à l'instant un objet d'horreur et d'effroi à ceux mêmes qui étaient ses plus proches parents. La nature oubliant les lois de la chair et du sang, on prenait le barbare parti de jeter le pauvre malade hors de la maison ou de s'enfuir, l'abandonnant tout seul, sans secours, en proie à la maladie, à la faim, à la soif, à tout ce qui peut rendre la mort plus cruelle. » Mais bientôt de beaux dévouements firent honte à cet égoïsme de la première heure. Un bourgeois, nommé Bruno, allait de lit en lit, servant les malades, consolant les mourants et emportant les morts, tant et si bien qu'il périt à son tour. Dès le 4 septembre, presque tous les religieux et prêtres qui assistaient les pestiférés avaient succombé. Au début même du mal, on avait pressé l'évêque de sortir de la ville, lui représentant que c'était un devoir pour lui de se conserver au reste de son diocèse. Henri de Belzunce envisageait le devoir d'une autre façon. Il resta. Il parcourait chaque jour tous les quartiers de la ville, allant de maison en maison, entrant dans les logements les plus pauvres et les plus infects, visitant les malades, les exhortant et les consolant, leur donnant des secours de sa propre bourse. Bientôt la famine vint aggraver la situation. Belzunce distribua en aumônes plus de vingt-cinq mille écus en deux mois, et, quand cette somme fut épuisée, il s'ingénia à trouver le moyen d'emprunter pour pouvoir continuer ses largesses.

Des notables de la ville le secondèrent de leur mieux. Conflans et Rémusat fournirent vingt mille charges de blé ; le président de Beauville et les conseillers Ricard et de Labières envoyèrent toute leur récolte ; Martin, Grimaud et Réolan pourvurent au reste de la subsistance. Bientôt les rues furent encombrées de malades, il y en avait sur les

Le duc de Bourbon faillit rejeter une seconde fois le pays dans la guerre, en renvoyant une infante d'Espagne, élevée à la cour et fiancée à Louis XV. On répudiait la politique de Louis XIV et l'on rompait cette union de la France et de l'Espagne qui nous avait coûté tant de batailles et de désastres. Le duc de Bourbon voulait faire épouser au roi une femme qui dût son élévation et sa fortune au ministre, en un mot, qui dépendît de lui. Un roi de Pologne détrôné, Stanislas Leczinski, vivait réfugié en France. Un jour il entra dans la chambre où étaient sa femme et sa fille : « Mettons-nous à genoux, dit-il, et remercions Dieu. — Seriez-vous rappelé au trône de Pologne? lui dit sa fille. — C'est bien mieux, vous êtes reine de France! » La pieuse et douce Marie Leczinska devint en effet la femme de Louis XV, qui, à l'exemple de son aïeul, ne tarda pas à la délaisser pour

---

places publiques, sur le port, partout enfin. Les cadavres s'amoncelaient. Le chevalier Rose découvrit des voûtes souterraines dans un bastion; il y fit porter des cadavres; mais cette fosse improvisée fut bientôt remplie; d'autres fosses, creusées de main d'homme, se crevassaient sous l'influence de la fermentation de la masse des corps qu'elles renfermaient et ramenaient à la lumière le hideux dépôt qu'on leur avait confié. Il fallait remédier sans délai à cet état de choses. L'échevin Estelle se chargea d'y pourvoir. Il amena des paysans, escortés par des soldats; mais les travailleurs reculèrent devant l'horrible tâche. On les menaça sans succès de sévir contre eux : ils aimaient mieux périr par le fer que par la peste. Estelle, indigné, prit la pioche et se mit lui-même à l'œuvre. Cet exemple fit honte aux soldats; ils lui arrachèrent son outil des mains, l'éloignèrent malgré lui et fermèrent les crevasses; mais tous périrent victimes de leur zèle.

Le commandeur Langeron aussi fit son devoir de gouverneur; il seconda de son mieux le dévouement des magistrats, et, quand Belzunce dut quitter son palais envahi, où tous ses fidèles étaient morts autour de lui, il recueillit le prélat dans sa propre demeure. Enfin le fléau céda; il avait duré près de deux ans. Le roi, voulant récompenser le pieux prélat de son dévouement, le nomma à l'évêché de Laon, qui était un *duché-pairie*. Belzunce refusa, pour ne pas se séparer de ceux avec lesquels il avait souffert, et voulut rester à Marseille, où il mourut le 4 juin 1751, après quarante-deux ans de séjour. Le nom de *Langeron* et surtout ceux de *Rose* et de *Belzunce* sont restés légendaires.

des favorites, poussant le scandale bien plus loin que Louis XIV.

Ministère du cardinal de Fleury (1726-1743). — Le duc de Bourbon avait cru se donner un appui. Il n'en tomba pas moins, miné secrètement, puis renversé par **Fleury**, ancien précepteur du roi, évêque de Fréjus et bientôt cardinal (1726).

Fleury était ami de l'économie et de la paix, toutefois il ne put maintenir ni l'une ni l'autre. Il eut, à l'intérieur, à réprimer des agitations religieuses, la folie des *convulsionnaires* qui, de 1727 à 1732, rendirent célèbre le cimetière de l'église Saint-Médard, où se passèrent les scènes les plus bizarres et les plus scandaleuses. Il vit le peuple commencer à crier famine, car depuis 1729 jusqu'à la fin du siècle l'abondance ne reparut jamais dans les marchés. Si

---

1. **Lecture : *Le cardinal de Fleury*.** — « S'il y a jamais eu, dit Voltaire, quelqu'un d'heureux sur la terre, c'était sans doute le cardinal de Fleury. On le regarda comme un homme des plus aimables et de la société la plus délicieuse jusqu'à l'âge de soixante et treize ans ; et, lorsqu'à cet âge où tant de vieillards se retirent du monde, il eut pris en main le gouvernement, il fut regardé comme un des plus sages. Depuis 1726 jusqu'à 1742 tout lui prospéra. Il conserva jusqu'à près de quatre-vingt-dix ans une tête saine, libre et capable d'affaires.

« Ce fut le second précepteur qui gouverna la France : il ne prit point le titre de premier ministre, et se contenta d'être absolu. Son administration fut moins contestée et moins enviée que celle de Richelieu et de Mazarin, dans les temps les plus heureux de leurs ministères. Sa place ne changea rien dans ses mœurs. On fut étonné que le premier ministre fût le plus aimable et le plus désintéressé des courtisans. Le bien de l'État s'accorda longtemps avec sa modération. On avait besoin de cette paix qu'il aimait, et tous les ministres crurent qu'elle ne serait jamais rompue pendant sa vie. Il haïssait tout système, parce que son esprit était heureusement borné, ne comprenant absolument rien à une affaire de finances, exigeant seulement des sous-ministres la plus sévère économie ; incapable d'être commis d'un bureau et capable de gouverner l'État. Il laissa tranquillement la France réparer ses pertes et s'enrichir par un commerce immense, sans faire aucune innovation, traitant l'État comme un corps puissant et robuste qui se rétablit de lui-même. » (Voltaire, *Siècle de Louis XV*.)

Fleury diminua quelques impôts, il négligea l'industrie et surtout la marine, qu'il sacrifia au désir de maintenir la bonne intelligence avec l'Angleterre.

Guerre de la succession de Pologne (1733-1738). — Il fuyait la guerre : elle vint le chercher. Ne pouvant l'éviter, il la fit à demi et l'aggrava. Auguste II, roi de Pologne, était mort. Le trône fut alors réclamé par Stanislas Leczinski[1], beau-père du roi, le candidat de la noblesse polonaise. Stanislas fut élu (1733). Les Russes et les Autrichiens lui

---

1. **Lecture :** ***Le comte de Plélo.*** — Le cardinal de Fleury n'avait envoyé que quinze cents hommes au secours de Stanislas qui se défendait péniblement dans la ville de *Danzig*. Le chef de cette petite troupe, le comte de Lapeyrouse, ne crut pas devoir, avec des forces si disproportionnées, affronter toute une armée russe. Il revint.

En passant par Copenhague, il se rencontra avec l'ambassadeur de France, le *comte de Plélo*. Celui-ci s'indignait de voir qu'on n'avait pas même abordé l'ennemi. Un officier lui ayant répondu qu'il était bien facile, dans la sûreté du cabinet, de commander une chose impossible, Plélo repartit vivement qu'il se chargeait de conduire lui-même l'entreprise.

Une centaine de Français suivirent le comte de Plélo comme volontaires. Le commandant des quinze cents hommes, le comte de Lapeyrouse, ne demandait pas mieux que de courir au danger et à l'honneur. Tous partent et arrivent bientôt à l'embouchure de la Vistule. Le 27 mai 1734 ils marchent contre les lignes russes après avoir donné avis aux assiégés d'essayer une sortie pour leur tendre la main à travers le camp ennemi.

Les Russes, étonnés de cette attaque audacieuse, dirigent presque toutes leurs forces contre cette poignée de braves; mais rien n'arrête les Français, ni les retranchements ni le feu terrible qui les enveloppe : plusieurs quartiers sont forcés; Plélo est au milieu du camp ennemi; encore quelques efforts et il va rejoindre les assiégés, qui combattent de leur côté; mais il tombe criblé de balles. Les Français, privés de leur héroïque chef, hésitent un moment; l'ennemi se rallie, revient sur eux en masses profondes. Lapeyrouse recule sans laisser entamer sa troupe et vient s'appuyer à un fort que les Polonais tenaient encore. Bientôt il n'eut plus avec lui que deux cents hommes valides. L'ennemi cependant ne put les prendre et ils ne capitulèrent qu'aux conditions les plus honorables.

opposèrent **Auguste de Saxe**. C'était à la force de décider. Stanislas se vit bientôt enfermé dans la ville de Danzig et assiégé par les Russes. On ne pouvait laisser ainsi tomber le père d'une reine de France. Fleury céda à l'opinion, mais n'envoya que quinze cents hommes, que le comte de Plélo jeta avec une audace extraordinaire contre toute une armée: héroïsme qui n'eut d'autre résultat que d'apprendre aux Russes à connaître le fier courage français.

Fleury vengea du moins cet échec éprouvé au nord par de brillants succès remportés au midi. Ne pouvant atteindre la Russie, il se vengea sur l'Autriche. D'accord avec la Savoie, à laquelle il promit le Milanais, d'accord avec l'Espagne, à laquelle il promit le royaume de Naples, il envoya une armée sur le Rhin et une autre en Italie. Sur le Rhin le maréchal de Berwick fut tué glorieusement au siège de *Philippsbourg*. En Italie, Villars jeta, suivant son expression, les dernières étincelles de sa vie. Après une brillante entrée en campagne, il mourut à Turin.

Le maréchal de Coigny, qui lui succéda, remporta les victoires de **Parme** (juin 1734) et de **Guastalla** (septembre). Ces deux batailles assurèrent la conquête du Milanais. Le comte de Montemar, à la tête des Espagnols, gagna la victoire de **Bitonto** et le royaume de Naples.

Ces victoires relevèrent notre influence et, au traité de **Vienne** (1738), la France parut l'arbitre de l'Europe. Un *infant d'Espagne*, un Bourbon, obtint le *royaume de Naples*. Deux provinces du Milanais, celle de Novare et celle de Tortone, passèrent au *roi de Sardaigne*. Le gendre de l'empereur Charles VI, *François de Lorraine*, obtint la **Toscane**, mais en retour il céda la **Lorraine** au roi Stanislas Leczinski, et cette province, à la mort de Stanislas, devait revenir à la couronne de France. Nos alliés étaient satisfaits, et la France avait en perspective la réunion d'une province.

Malheureusement Fleury fut obligé en 1741 de s'engager dans la guerre dite de la succession d'Autriche, mais il ne vit que deux années de cette lutte longue et acharnée.

Les ministres de Louis XV ; d'Aguesseau. — Fleury avait confié le poste élevé de garde des sceaux et de chancelier de France à un célèbre magistrat, *François d'Aguesseau* (1668-1751), qui avait été exilé par le régent à cause de son opposition au système de Law. Il demeura chancelier de 1737 à 1750, et, jurisconsulte éminent, fit rendre de savantes ordonnances sur les donations, les testaments, les substitutions. Ce fut une des lumières et une des gloires de la magistrature française, en même temps qu'un orateur dont les *Mercuriales* (discours d'ouverture des sessions du Parlement) étaient écrites en une langue noble, élégante et fine.

D'Argenson. — La famille d'Argenson avait déjà fourni des magistrats et des intendants sous le règne de Louis XIV. *Marc-René d'Argenson* avait même été, de 1677 à 1715, lieutenant général de police : il avait organisé la police politique. Mais ses fils méritèrent une célébrité plus louable. L'aîné, le marquis *Louis d'Argenson* (1694-1757), fut conseiller d'État, intendant, ministre des affaires étrangères de 1744 à 1747. Il dirigea les négociations qui tendaient à isoler et à accabler la maison d'Autriche : c'était un diplomate attaché aux doctrines de la vieille école, mais en littérature et en philosophie il se déclarait l'ami des écrivains les plus hardis : ce fut un ami de Voltaire.

Son frère cadet, le comte *Marc-Pierre d'Argenson* (1696-1764), joua un rôle plus important dans le gouvernement de Louis XV. Chargé du ministère de la guerre en 1743, il s'occupa avec un tel zèle des armées, qu'on lui attribua en partie le mérite des succès de la guerre de la succession d'Autriche. Ce grand seigneur, imbu déjà des idées nouvelles, favorisait l'élévation des officiers roturiers et leur accordait de grands avantages. Il créa en 1751 l'*École militaire*, qui devait assurer l'instruction des officiers. Il ne dépendit pas de lui que la guerre de Sept Ans fût moins malheureuse, mais les commandements étaient donnés à des favoris, et d'Argenson dut se retirer lui-même en 1757, victime de l'animosité de Mme de Pompadour.

Machault. — D'Argenson conduisait la guerre. *Machault* (1701-1795) avait d'abord (1745) dirigé les finances. Il

chercha, dans cette société embarrassée de privilèges, et où bien des sources de revenus se trouvaient fermées pour le trésor royal, à faire peser l'impôt sur un plus grand nombre de terres. Il fit surtout, en 1747, rendre un édit fameux, connu sous le nom d'*édit de mainmorte*, qui « défendait tout nouvel établissement de chapitre, collège, séminaire, maison religieuse, sans une permission expresse du roi ». Cet édit tendait à arrêter le développement des domaines ecclésiastiques.

En 1749, Machault essaya d'accroître le rendement des impôts par la création d'un véritable impôt sur le revenu dit du *vingtième* et portant même sur les classes privilégiées. En 1753, il fit rendre un arrêté pour le libre commerce des grains dans l'intérieur de la France. Mais il se montrait trop hardi, et Louis XV, lui enlevant le contrôle général des finances, le relégua au ministère de la marine.

Là, Machault pouvait donner cours, sans porter ombrage à personne, à son activité et à son initiative. Mais il n'y resta même point. Au moment où l'on aurait eu le plus besoin de ses talents dans la guerre de Sept Ans, il fut disgracié avec le comte d'Argenson (1757). Louis XV se privait de gaieté de cœur de ceux qui pouvaient le mieux le servir, et l'on comprend que ses guerres, un moment heureuses, se soient finalement terminées par des revers.

RÉSUMÉ

Louis XV étant enfant, la Régence appartint **à Philippe d'Orléans**, neveu de Louis XIV, qui se signala par sa légèreté et sa corruption.

Son principal conseiller, *Dubois*, se fit le pensionnaire de l'Angleterre : il forma avec cette puissance, la Hollande, l'empereur d'Allemagne, la **Quadruple Alliance** contre l'Espagne et eut à réprimer une conspiration ourdie en France par l'ambassadeur espagnol *Cellamare*.

Le Régent écouta les propositions d'un Écossais, **Law**, très versé dans les questions de banque, et l'autorisa à fonder une **banque**, devenue bientôt banque royale (1716). Mais Law ne se contenta

pas d'émettre des ***billets de banque***, de répandre en France le papier-monnaie, il voulut encore accaparer le commerce et **la** perception des impôts. Les actions de sa **Compagnie** atteignirent des prix fabuleux, et Law émettait sans cesse des billets pour satisfaire à toutes les demandes. La confiance s'ébranla. On voulut réaliser les billets en espèces, mais Law ne put payer, fit banqueroute et se hâta de quitter le royaume (1720). Il n'en avait pas moins révélé la puissance du **crédit**.

La *Régence*, dont le nom est devenu synonyme d'époque licencieuse, prit fin en 1723, et Philippe d'Orléans mourut quelque temps après. Louis XV choisit alors pour ministre le *duc de Bourbon*, qui lui fit épouser une princesse polonaise, *Marie Leczinska*.

Le duc de Bourbon fut renversé par le **cardinal de Fleury**, qui gouverna avec sagesse de 1726 à 1743, mais fut malheureusement obligé de s'engager dans deux guerres.

La première avait pour but d'aider le roi *Stanislas Leczinski*, beau-père de Louis XV, à remonter sur le trône de Pologne. Le but ne fut pas atteint, mais l'Autriche paya pour la Russie. Les Français gagnèrent en Italie les victoires de **Parme** et de **Guastalla** (1734), les Espagnols celle de **Bitonto**, et le traité de **Vienne** (1738) assura la **Lorraine** à Stanislas Leczinski avec retour à la couronne de France.

Louis XV, dans la première partie de son règne, eut encore des ministres intelligents et capables, *d'Argenson*, *Machault*, mais qui ne présidèrent qu'aux guerres postérieures à celle de la succession de Pologne.

CHAPITRE XIV

CRÉATION DU ROYAUME DE PRUSSE

SOMMAIRE. — I. Le Brandebourg et le duché de Prusse. — Origine et caractère du royaume de Prusse. — La marche de Brandebourg. — Le duché de Prusse. — Réunion de la Prusse et du Brandebourg. — Pays rhénans. — Frédéric-Guillaume, le Grand Électeur (1640-1688); la colonisation intérieure. — II. Le royaume de Prusse. — Frédéric Ier, roi de Prusse (1701). — Frédéric-Guillaume Ier (1713-1740); création de l'armée prussienne.

I. — Le Brandebourg et le duché de Prusse.

Origine et caractère du royaume de Prusse. — Si de longs siècles s'étaient écoulés avant qu'il pût se former dans les plaines de l'Europe orientale un empire et se constituer une nation, les plaines de l'Allemagne du Nord, moins vastes, mais non moins indécises, n'offraient pas non plus de cadre naturel pour un peuple. Les fleuves, le Weser, l'Elbe, l'Oder, la Vistule, y coulent parallèlement, à pleins bords, inondant facilement les campagnes, et l'on ne saurait guère trouver le centre d'un pareil pays. Aussi la création de la Prusse fut-elle encore plus artificielle que celle de la Russie, car ce pays contenait une race prépondérante, la grande famille slave. La Prusse se forma d'une quantité d'éléments divers, comme de territoires morcelés que la politique seule sut réunir en un seul État, germanique et pourtant distinct de la Germanie. Dans l'empire qu'elle a constitué, elle reste un État particulier : si elle a réalisé l'unité allemande, sa puissance militaire seule le maintient.

La Prusse s'est formée par la réunion de trois régions, isolées d'abord l'une de l'autre : 1° le pays des rives de la Sprée et du Havel : la *marche de Brandebourg*; 2° la région baltique au delà de la Vistule, la *Prusse* proprement dite, bordée par le Niémen; 3° une partie de la *vallée du Rhin*.

La marche de Brandebourg. — La *marche* (pays frontière) ou le margraviat de *Brandebourg* devint de bonne

heure, au Moyen âge, un des fiefs importants. Possédée par la maison *ascanienne*[1], dont le plus remarquable représentant fut *Albert l'Ours* (1134-1170), elle s'étendit aux dépens du Mecklembourg, de la Silésie, de la Poméranie. Les margraves de Brandebourg furent compris en 1356 dans le collège électoral de l'Empire, et le pays forma dès lors l'*électorat de Brandebourg*. On voyait déjà s'élever les villes de Potsdam, de Francfort-sur-l'Oder, de Berlin sur la Sprée (affluent du Havel).

La marche de Brandebourg fut vendue au commencement du quinzième siècle à la famille de *Hohenzollern*[2] (1415), qui possédait alors quelques seigneuries dans le pays devenu aujourd'hui bavarois, entre autres Nuremberg, Anspach et Bayreuth. C'est cette famille qui, transplantée dans les sables et les marais du Brandebourg, a si prodigieusement grandi qu'elle a couvert l'Allemagne de son ombre.

En 1473 le margrave *Albert*, surnommé l'*Achille* et l'*Ulysse* du Nord, partageant ses domaines à ses fils, *réserva à l'aîné* la *marche électorale*. Il stipula par une clause de son testament (que l'on appela la *disposition achilléenne*) que tous les domaines présents et futurs attachés à l'électorat ne *pourraient en être démembrés*. A l'âge de dix-huit ans, l'héritier devait signer l'engagement solennel d'obéir à cette loi, qui interdisait en outre tout engagement ou vente d'une fraction quelconque de la marche. L'électorat de Brandebourg put donc grandir sans pouvoir diminuer. Il échappa à ces mille partages qui ruinèrent, en les divisant à l'infini, les grandes maisons de l'Allemagne.

Le duché de Prusse. — Tandis que l'électorat de Brandebourg acquérait une place importante parmi les États de l'Allemagne, l'ordre Teutonique, dans lequel s'était fondu celui des chevaliers Porte-Glaives, avait conquis et colonisé le pays de la Prégel et du Niémen, occupé par les *Borusses* et

---

1. Ce nom venait d'un château, Aschersleben, dont on avait fait en latin *Ascania*.

2. Le château de Hohenzollern existe encore dans la principauté de ce nom, enclave du Wurtemberg.

désigné sous le nom de *Prusse*. Ces moines-chevaliers avaient même étendu leur domination jusqu'au golfe de Finlande. Ils avaient colonisé le pays, et la population germanique remplaça la population slave. *Marienbourg* était devenu la capitale de l'ordre en 1308, et la prospérité de la Prusse avait tellement augmenté que ce pays comptait, au quatorzième siècle, 85 villes et 1400 villages allemands sans compter les villages polonais et prussiens. Les villes de la côte étaient affiliées à la ligue Hanséatique. Mais, au début des temps modernes, l'ordre Teutonique tomba en pleine décadence : les chevaliers n'étant plus soutenus par l'ardeur des croisades, la richesse avait amené la corruption ; ils furent vaincus par la Pologne, qui leur prit le pays à l'ouest de la Vistule, Marienbourg, Elbing, Danzig, et leur imposa sa suzeraineté (traité de Thorn, 1466). Le domaine restreint de l'ordre n'en constituait pas moins une province encore importante, qui passa bientôt à la famille de Brandebourg.

Un prince cadet de cette famille devint en effet le grand maître de l'ordre Teutonique. C'était encore un prince du nom d'*Albert*, ce nom qu'on retrouve toujours dans l'histoire des premières grandeurs de la maison de Brandebourg. Albert se convertit à la religion de Luther en 1525, et garda les biens de l'ordre, qui furent transformés en **duché de Prusse.**

Réunion de la Prusse et du Brandebourg. — Ce duché, en 1618, passa à la branche aînée, et les électeurs de Brandebourg acquirent ainsi la contrée entre la Vistule et le Niémen. La Pologne toutefois séparait le *margraviat* du *duché*. Eux aussi s'étaient, dès les premiers temps, convertis à la doctrine protestante et étaient devenus le plus ferme appui de la Réforme dans l'Allemagne du Nord.

Pays rhénans. — Au dix-septième siècle, la maison de Brandebourg joua un rôle actif dans la guerre de Trente Ans et rallia autour d'elle les princes protestants ligués contre la maison d'Autriche. Aussi, profitant des victoires françaises, gagna-t-elle des domaines sur le Rhin, la moitié du **duché de Clèves**, les comtés de **Mark** et de **Ravensberg.**

La paix de Westphalie (1648) lui valut encore les riches évêchés et territoires de **Cammin** (Oder), **Magdebourg** et **Halberstadt** (Elbe), **Minden** (Weser); c'étaient déjà quelques liens pour les différentes parties des domaines prussiens.

Frédéric-Guillaume, le Grand Électeur (1640-1688) : la colonisation intérieure. — Ainsi, trois tronçons, isolés par d'autres États, mais ne *pouvant être détachés*, constituaient les biens du margrave électeur de Brandebourg, duc de Prusse. La politique de cette maison fut de réunir ces tronçons, sans trop regarder aux moyens. Frédéric-Guillaume (1640-1688), surnommé le *Grand Électeur,* n'accrut pas seulement le territoire du Brandebourg : il s'appliqua à le peupler. Appelant des étrangers, notamment des Hollandais, il ouvrit un asile aux exilés, nombreux alors, car la paix de Westphalie avait laissé aux princes allemands le choix de la religion dans leurs États, et les princes n'entendaient pas laisser ce même choix à leurs sujets; on voyait les protestants chassés des États catholiques, les catholiques bannis des États protestants. Frédéric-Guillaume reçut aussi avec empressement les protestants français après la révocation de l'édit de Nantes : six mille d'entre eux s'établirent à *Berlin* même, dont la population, encore très médiocre, fut doublée et atteignit quatorze mille âmes. A Magdebourg, à Francfort-sur-l'Oder, à Brandebourg, à Kœnigsberg, des réfugiés français fondèrent des manufactures, et quantité d'industries nouvelles furent enseignées aux villes du Brandebourg et de la Prusse. Les carrières libérales étaient aussi largement représentées dans l'émigration française : jurisconsultes, médecins, architectes, peintres, érudits apportèrent au milieu des Allemands, si patients à l'étude, une somme considérable de connaissances et d'idées acquises. L'Électeur eut même deux corps de son armée, grands mousquetaires et grenadiers à cheval, composés en majorité de Français.

Frédéric-Guillaume sut habilement tirer parti de tous ces éléments divers, et, grâce à son administration, l'agriculture et l'industrie se développèrent. Il honorait le travail

des champs, et l'Électrice même avait son étable dont elle prenait soin et un jardin modèle. Les sables de Brandebourg sont favorables à la culture des fleurs, et dans les faubourgs de Berlin des jardiniers français créèrent cette culture qui est restée une des richesses du pays. Les troupes françaises de l'électeur de Brandebourg prirent part à la guerre de la ligue d'Augsbourg, qui commençait au moment où mourut le Grand Électeur.

II. — Le royaume de Prusse.

Frédéric Ier, roi de Prusse (1701). — Son successeur, *Frédéric III* (1688-1713), compléta son œuvre en élevant ses Etats au rang de royaume. Il acheta cette faveur en servant la politique de la maison d'Autriche contre la France, et, à la veille de la guerre de la succession d'Espagne, il reçut de l'empereur Léopold le titre de *roi*, qui devait tant profiter à l'ambition prussienne sans la satisfaire, puisqu'elle convoitera et saisira la couronne impériale elle-même. Ce fut le *duché de Prusse* qu'on transforma en royaume (1701), et Frédéric III se couronna lui-même, à *Kœnigsberg, premier roi de Prusse.* Frédéric III, devenu *Frédéric Ier*, n'eut cependant point la joie de voir son titre reconnu par l'Europe, reconnaissance qui n'eut lieu que l'année de sa mort, en 1713, aux traités d'Utrecht. Frédéric Ier, fier de sa couronne, chercha à tenir état de roi. Il affectait des airs magnifiques et dépensait pour le luxe et l'ostentation des sommes qui n'étaient point en rapport avec les ressources d'un pays qui ne comptait qu'un peu plus de deux millions d'habitants.

Frédéric-Guillaume Ier (1713-1740) ; création de l'armée prussienne. — Le fils de ce premier roi de Prusse, *Frédéric-Guillaume Ier*, au contraire, fut avare. La honteuse pauvreté des envoyés de la cour de Berlin excitait la risée des capitales étrangères ; les princes et les princesses de la maison royale satisfaisaient à peine leur appétit à chacun de leurs repas. Prince bizarre, bourru, pieux jusqu'au mysticisme, familier et dur jusqu'à la cruauté, simple jusqu'à

la grossièreté, intempérant et censeur rigide, jouant du bâton, même avec les juges, Frédéric-Guillaume Ier n'eut qu'une préoccupation : constituer une armée. Était-ce intelligence véritable de la composition si artificielle de ses États dispersés, qui ne pouvaient se maintenir que par une grande force militaire, ou pure passion du métier de la guerre? Quoi qu'il en soit, il sacrifia tout à la formation d'une armée nombreuse, bien équipée, bien disciplinée, qu'il aimait à voir parader. Poussant cette passion jusqu'à la manie, il faisait dépendre la qualité des soldats de leur taille : il lui fallait des géants, et ses embaucheurs parcouraient l'Europe, l'Asie, l'Afrique pour enrôler tous les hommes hauts de six pieds. Il ne reculait pas devant les violences les plus tyranniques, et ses capitaines, chargés chacun d'un district de recrutement, surveillaient la jeunesse et enlevaient de force les plus fiers gaillards. La discipline fut rigoureuse. Les soldats, assouplis, manœuvrèrent comme des machines, avec une précision mathématique dont on se moqua jusqu'au jour où l'on s'efforça de l'imiter.

On aurait pu croire que ce *roi-sergent*, comme on appelait Frédéric-Guillaume, aimait la guerre. Loin de là : il se montra le plus pacifique des princes. Ces soldats si beaux, si parfaitement alignés, marchant avec un tel ensemble et accomplissant tous les mouvements en cadence, le roi en était si épris qu'il craignait de les voir démolir dans une bataille. Ce fut un roi de revues, non un capitaine. Et l'Europe douta de l'excellence du système militaire prussien jusqu'à ce qu'elle le vît mis en œuvre par le fils de Frédéric-Guillaume, qui ne craignit point de faire casser, dans des combats véritables, ces beaux soldats dont son père se servait comme un enfant de soldats de bois précieusement ménagés.

Cette force imposante, qui ne s'éleva pas à moins de quatre-vingt mille hommes, permit pourtant à Frédéric-Guillaume de jouer un rôle dans les coalitions contre Charles XII et d'acquérir, après la mort de ce roi aventurier, si prodigue de la vie des hommes, les îles d'*Usedom* et de *Wollin*, la ville de *Stettin* et toute la **Poméranie** en deçà

de la Peene. Il avait d'ailleurs pratiqué le même système de colonisation que ses prédécesseurs : il accueillit les protestants chassés de l'archevêché de Salzbourg dans le Tyrol et attira beaucoup d'étrangers auxquels il donnait des terres. En 1725, près de dix mille habitants nouveaux avaient été appelés en Prusse et de nombreux artisans développèrent encore l'industrie du pays.

C'est ainsi que par une tolérance habile et intelligente, jointe à une sévère économie, à une administration régulière jusqu'à la minutie, l'État prussien grandit au milieu de l'Allemagne, divisée et mal gouvernée. Il n'y avait point sans doute de nationalité prussienne, mais les électeurs d'abord, les rois ensuite, créèrent un véritable État, qui s'éleva au-dessus des autres par sa force militaire et la prospérité dont jouissaient les pays dont il se composait. On a dit longtemps de l'Italie qu'elle n'était qu'une expression géographique, car l'unité lui manquait. La géographie n'avait point favorisé la Prusse, mais, à défaut de cadre naturel, cet État devint, par la force de son organisation, une *expression politique*, et le génie de Frédéric II en fit un des royaumes les plus importants de l'Europe.

RÉSUMÉ

Le royaume de Prusse s'est formé artificiellement par la réunion de trois tronçons : le *Brandebourg*, le *duché de Prusse*, les *pays rhénans*.

La marche de **Brandebourg** devint, au Moyen âge, une des principautés importantes de l'Allemagne du Nord. Elle fut en 1356 érigée en *électorat*, et passa en 1415 à la maison de **Hohenzollern**. Grâce à une disposition du testament d'Albert-Achille, elle ne pouvait être démembrée (1473).

Un des fils cadets de la maison de Hohenzollern-Brandebourg devint grand maître de l'ordre Teutonique, sécularisa les domaines de l'ordre en 1525 et en fit le **duché de Prusse**. Ce duché passa en 1618 à la branche aînée. Les margraves de Brandebourg devinrent *ducs de Prusse* et obtinrent en outre, à la paix de *Westphalie*, de riches domaines dans la vallée du *Rhin*, du *Weser* et de

l'Elbe (Clèves, comtés de la Mark, Ravensberg, Minden, Magdebourg).

Le Grand Électeur, **Frédéric-Guillaume** (1640-1688), colonisa ses provinces à peine peuplées en accueillant les exilés de tout pays. Son fils **Frédéric III** fit ériger par l'empereur le duché de Prusse en *royaume* et devint (en 1711) **Frédéric Ier**.

Son successeur, **Frédéric-Guillaume Ier**, continua le système de ses prédécesseurs, acquit sur la Suède une partie de la **Poméranie** et, surtout, créa l'**armée prussienne**, qui devait assurer à ce royaume la prépondérance dans l'Allemagne du Nord.

CHAPITRE XV

FRÉDÉRIC II DE PRUSSE — LA GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

SOMMAIRE. — I. GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE; PREMIÈRE PÉRIODE. — La succession d'Autriche (1740-1748). — Frédéric II de Prusse (1740); invasion de la Silésie. — Les Français en Bohême. — Marie-Thérèse et la Hongrie; retraite des Français. — II. DEUXIÈME PÉRIODE DE LA GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE. — Premier changement; guerre générale; danger de l'Alsace et de la Lorraine; Louis XV à Metz. — Les Français dans les Pays-Bas; victoire de Fontenoy. — Succès et nouvelle défection du roi de Prusse. — III. FIN DE LA GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE. — Défection de l'Espagne; nouveau changement de la guerre. — Victoires de Maurice de Saxe à Raucoux (1746), à Lawfeld (1747); traité d'Aix-la-Chapelle.

LECTURES. — La jeunesse de Frédéric II. — Chevert. — Marie-Thérèse et les Hongrois. — Bataille de Fontenoy.

I. — GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE ; PREMIÈRE PÉRIODE.

La succession d'Autriche (**1740-1748**). — La mort de l'empereur d'Allemagne *Charles VI*, en 1740, fournit aux ennemis de la maison d'Autriche une occasion d'affaiblir cette maison toujours puissante en dépit des luttes qu'elle n'avait cessé de soutenir. Charles VI laissait ses nombreux États à sa fille **Marie-Thérèse**, qu'il avait, par une *pragmatique sanction*, déclarée et fait reconnaître d'avance par tous les souverains comme son héritière. Marie-Thérèse

avait épousé *François de Lorraine*, devenu grand-duc de Toscane, et désirait naturellement faire choisir son époux comme empereur par les princes allemands. Non seulement elle n'y réussit pas, mais elle eut encore à défendre ses États héréditaires contre ses voisins, surtout contre le roi de Prusse. Ce fut la guerre dite de la *succession d'Autriche*, qui troubla profondément l'Allemagne et commença la *grandeur de la Prusse*.

Frédéric II de Prusse (1740); invasion de la Silésie. — Le fils de Frédéric-Guillaume, *Frédéric II*, héritait d'un royaume déjà fort et d'une belle armée[1]. Malgré le peu de

1. **Lecture : *La jeunesse de Frédéric II.*** — « Frédéric II, surnommé le Grand, fils de Frédéric-Guillaume, naquit au mois de janvier de l'année 1712. Il était doué d'une intelligence vive, prompte et forte, d'une rare fermeté de caractère, et d'une puissance de volonté remarquable. L'histoire de ses premières années offre un intérêt touchant : jamais enfant ne fut plus malheureux. Frédéric-Guillaume était naturellement dur ; l'habitude d'exercer un pouvoir arbitraire l'avait rendu cruel ; il passait sa vie à gronder et à battre. Quand Sa Majesté prussienne allait à la promenade, tous les êtres humains fuyaient devant lui, comme si un tigre se fût échappé de sa ménagerie. Son fils Frédéric et sa fille Wilhelmina, depuis la margravine de Bayreuth, devinrent dès leur naissance les objets particuliers de son aversion. N'ayant reçu aucune éducation, plein de mépris pour la littérature, il haïssait les incrédules, les papistes, les métaphysiciens, sans guère comprendre les différences qui les séparaient les uns des autres. Dans son opinion, l'espèce humaine ne devait avoir qu'une seule occupation, l'enseignement ou l'étude de la discipline militaire. Le prince royal témoignait peu de sympathie pour les travaux sérieux ou pour les plaisirs de son père. Doué d'une oreille parfaitement juste, il jouait assez bien de la flûte. Ses premiers maîtres de musique, des réfugiés français, lui avaient inspiré une véritable passion pour la littérature et la société française. Frédéric-Guillaume méprisait profondément ces goûts, qu'il traitait d'efféminés ; ses efforts pour les combattre et les détruire ne firent que les développer. Frédéric-Guillaume soupçonna son fils d'être hérétique ou athée, sans bien démêler lequel des deux ; il crut que ses devoirs de chrétien lui imposaient l'obligation d'être plus dur que jamais ; sa conscience, s'il en avait une, servit d'aiguillon à sa haine : tous les instruments de musique furent brisés ; les livres français jetés hors du palais. Quant au prince, il se vit accablé de coups de pied et

goût qu'il avait manifesté dans sa jeunesse orageuse pour l'art militaire, il allait révéler un génie guerrier de premier ordre, et ce prince, dont on connaissait surtout le talent sur la flûte et les ambitions poétiques, allait se placer au rang des plus grands capitaines et des fondateurs d'États. Frédéric II profita de la mort de l'empereur Charles VI pour enlever à l'Autriche une riche et fertile province, la **Silésie**, qui comprenait la vallée supérieure de l'Oder et donnait de la profondeur à son royaume tout en longueur. La bataille de **Molwitz** (près de Breslau) (1741), qu'il gagna, prouva ses qualités militaires et la force de l'armée prussienne. L'électeur de Bavière, de son côté, briguait la couronne impériale. Le cardinal de Fleury, malgré ses dispositions pacifiques, cédait à l'opinion qui réclamait la guerre contre la maison d'Autriche et, traitant à *Nymphenbourg* avec Frédéric, envoya une armée en Allemagne pour soutenir l'électeur de Bavière et le roi de Prusse.


Infanterie française sous Louis XV.

Les Français en Bohême. — Une armée française alla joindre les Bavarois dans la vallée du Danube, envahit l'Au-

---

de coups de bâton. Tantôt son père lui arrachait des poignées de cheveux; tantôt, à table, au milieu du dîner, il lui lançait des assiettes à la tête; quelquefois il le condamnait au pain et à l'eau; souvent même il le forçait de se nourrir de mets si grossiers, si rebutants, que son estomac ne pouvait les digérer. Un jour, il le jeta à terre, le traîna jusqu'à une fenêtre où il se disposait à l'étrangler avec le cordon des rideaux, lorsqu'on l'arracha de ses mains. Le jeune prince s'enfuit : il était officier, le roi le fit juger comme coupable de désertion et condamner à mort; un de ses complices fut exécuté. Frédéric échappa à grand'peine au supplice et demeura longtemps en prison. A 21 ans il parut s'occuper des questions militaires et pratiques; Frédéric-Guillaume s'adoucit et, tout en murmurant, le laissa dans la charmante résidence du Rheinsberg, se livrer à des goûts favoris de littérature, de musique et aussi de débauches. » (Macaulay, *Œuvres diverses*, *Frédéric le Grand*.)

triche et répandit la terreur jusque dans Vienne. Puis elle se rejeta sur la Bohême. Jamais les Français ne s'étaient avancés si loin. Dans cette armée on remarquait un fils naturel de l'électeur de Saxe, *Maurice*, prince aventureux, fougueux, avide de gloire et de plaisirs. Il avait adopté la France pour patrie, et allait mériter qu'elle s'honorât d'un tel fils adoptif. Toujours hardi, il conseille de brusquer l'attaque de la ville de **Prague**, capitale de la Bohême : il la dirige lui-même avec un brave colonel[1], d'obscure origine, un enfant du peuple, *Chevert*, qui s'en empara.

---

1. **Lecture : *Chevert*.** — François Chevert, sans aïeux, sans fortune, sans appui, orphelin dès l'enfance, entra au service à l'âge de onze ans ; il s'éleva, malgré l'envie, à force de mérite, et chaque grade fut le prix d'une action d'éclat. Le seul titre de maréchal de France a manqué, non pas à sa gloire, mais à l'exemple de ceux qui le prendraient pour modèle.

Au siège de Prague, en 1741, il planta une échelle contre la muraille, et, ayant fait venir les sergents de son détachement, il leur dit : « Mes amis, vous êtes des braves, mais il me faut ici un brave à trois poils. Le voilà, ajouta-t-il en désignant l'un d'entre eux. Camarade, tu monteras le premier, je te suivrai. En approchant du rempart, un factionnaire te criera : Qui vive ? tu ne répondras rien. Il criera la même chose une seconde fois ; tu ne répondras rien encore, rien non plus au troisième appel, mais tu avanceras toujours. Il tirera et te manquera ; tu tireras à ton tour et tu le tueras ; je serai là pour te soutenir. » Ce qui fut dit fut fait. Chevert entra le premier dans la ville ; la garde fut égorgée, la garnison mit bas les armes, et la place fut prise.

Lorsque, en 1742, Belle-Isle dut abandonner Prague et faire une admirable retraite que le froid rendit désastreuse, il laissa Chevert dans la place avec cinq mille hommes, dont huit cents tout au plus étaient en état de porter les armes ; le reste se composait des malades ou des blessés qu'on ne pouvait emmener. Le prince Lobkowitz, persuadé que dans une ville aussi vaste, sans munitions, sans canons, cette poignée d'hommes ne pouvait songer à se défendre, fit sommer Chevert de lui remettre la place. « Dites à votre général, répondit-il au parlementaire autrichien, que s'il ne m'accorde pas les honneurs de la guerre, je mets le feu aux quatre coins de Prague et je m'ensevelis sous ses ruines. » Chevert obtint tout ce qu'il demanda pour les siens et stipula de plus qu'aucun des bourgeois qui avaient témoigné de leur sympathie pour son parti ne pourrait être inquiété.

Marie-Thérèse et la Hongrie ; retraite des Français. — Presque abandonnée de tous, dépouillée d'une partie de ses États, Marie-Thérèse fit appel à la générosité des Hongrois, que ses ancêtres avaient opprimés ; mais, animés de sentiments chevaleresques, ils se dévouèrent pour une princesse malheureuse et s'écrièrent, réunis à la diète de Presbourg : « *Mourons pour notre roi Marie-Thérèse!*[1] » La cavalerie hongroise se répandit dans toute la vallée du Danube, et les Français se virent isolés dans la Bohême, puis enfermés dans Prague (1742).

Le maréchal de Belle-Isle fut obligé de quitter avec son armée Prague, où il ne laissa qu'une poignée d'hommes. En

---

1. **Lecture :** ***Marie-Thérèse et les Hongrois.*** — « La noble fille des Césars ne se laissait point abattre. La Hongrie lui appartenait encore en vertu d'un titre incontestable ; bien que les Hongrois se fussent souvent révoltés contre ses ancêtres, elle résolut de se confier à la fidélité de ce peuple grossier, sans doute turbulent, avide d'indépendance, mais brave, généreux et simple. Au milieu de ses plus grands désastres, elle donna le jour à un fils, qui devint par la suite l'empereur Joseph II. A peine put-elle se lever qu'elle courut à Presbourg. Là, en présence d'une innombrable multitude, elle posa sur son front la couronne et revêtit la robe de Saint-Étienne. Quand cette belle jeune mère, encore affaiblie par ses couches, gravit à cheval, selon la coutume de ses pères, le mont du Défi, quand elle tira de son fourreau l'épée de ses aïeux ; quand elle l'agita vers le nord et le midi, l'orient et l'occident ; quand, ses joues pâles, colorées d'une sublime rougeur, elle défia le monde entier de venir lui disputer ses droits et ceux de son fils, tous les assistants versèrent des larmes abondantes. Elle assista à la première séance de la diète, en grand deuil (c'était celui de son père), et dans un noble et pathétique discours elle supplia le peuple de soutenir sa juste cause. Les magnats et les députés ne purent pas résister à ce touchant appel ; ils se levèrent en masse, tirèrent à demi leurs sabres, et lui jurèrent à l'envi de lui sacrifier leur vie et leur fortune. Jusqu'à ce moment sa fermeté ne s'était pas encore démentie un seul instant en public ; mais elle retomba comme évanouie sur son trône, et se mit à fondre en larmes. Peu de temps après, elle reparut de nouveau avec son jeune enfant. L'enthousiasme des Hongrois fut à son comble. De toutes les bouches s'échappa ce cri de guerre qui retentit bientôt dans l'Europe entière : « Mourons pour *notre roi* Marie-Thérèse ! » (Macaulay, ***Œuvres diverses. Frédéric le Grand.***)

huit jours il ne fit que trente-huit lieues, car le froid était horrible et la route était jonchée de nos soldats morts de misère. Un jeune écrivain plein d'avenir, *Vauvenargues*, succomba aux fatigues de cette retraite désastreuse. De plus les Français laissés dans Prague semblaient perdus, sacrifiés. Mais Chevert les commandait et, par son énergique défense, obtint une capitulation honorable (1743).

Ce fut dans ces conjonctures que mourut le cardinal de Fleury. Notre allié l'électeur de Bavière était écrasé. Le roi de Prusse, Frédéric II, qui avait gagné une nouvelle bataille à **Czaslau** (Bohême) (1742), nous abandonnait et traitait avec Marie-Thérèse, qui lui cédait la *Silésie*. L'Angleterre entrait en lice contre nous, avec la Hollande.

II. — Deuxième période de la guerre de la succession d'Autriche.

Premier changement; guerre générale; danger de l'Alsace et de la Lorraine; Louis XV à Metz. — Une première fois cette guerre si ondoyante et si diverse changea de caractère. La vieille lutte de la France contre l'Angleterre et la Hollande se ranima. La guerre devenait générale, à la fois continentale et maritime. Les Français avaient pu se maintenir en Allemagne, où le maréchal de Noailles avait livré contre les Anglais une sanglante mais stérile bataille à **Dettingen** (Bavière, sur le Mein) (1743). Louis XV alors résolut de faire la conquête des Pays-Bas, qui appartenaient à l'Autriche depuis le traité d'Utrecht. Il s'avança dans la Flandre avec **Maurice de Saxe**, créé maréchal de France (1744); mais à ce moment les troupes hongroises et croates, qui avaient traversé l'Allemagne, débordèrent sur l'Alsace, puis sur la Lorraine. Le roi Stanislas dut s'enfuir de Lunéville : c'était une véritable invasion.

Aussitôt Louis XV quitte la Flandre et part avec le maréchal de Noailles pour défendre les provinces de l'Est. Tout à coup il tomba gravement malade à Metz (1744). Le peuple s'émut; on disait du roi, dont l'énergie avait produit une vive impression : « S'il meurt, c'est pour avoir marché à notre secours ». On se répétait aussi le mot que Louis XV

dit au maréchal de Noailles : « Allez et souvenez-vous que, pendant qu'on portait Louis XIII au tombeau, le duc d'Enghien gagnait une bataille ». Le roi se rétablit, et c'est aux démonstrations du peuple qu'il dut le surnom de *Bien-Aimé*. Les alliés n'osèrent affronter l'armée française et se retirèrent. Le roi de Prusse Frédéric II, qui s'était déjà retiré de la lutte, y rentra, se jeta sur la Bohême, et cette utile diversion permit à la France de reprendre l'avantage.

Les Français dans les Pays-Bas; victoire de Fontenoy (1745). — Louis XV retourna alors dans les Pays-Bas, et Maurice de Saxe put marcher en avant. Malade et ne pouvant monter à cheval, il conservait toute son ardeur et disait : « Il ne s'agit pas de vivre, mais de partir ».

On mit le siège devant *Tournai*. Les Anglais et les Hollandais vinrent pour défendre cette place, il fallut se battre à **Fontenoy** (Hainaut, à 7 kil. de Tournai), où le maréchal de Saxe remporta une victoire vivement disputée, mais décisive[1].

La victoire de Fontenoy eut un grand retentissement et de belles conséquences : *Tournai*, *Gand*, *Oudenarde*, *Bruges*,

1. **Lecture : *Bataille de Fontenoy*.** — Les Français étaient retranchés dans d'excellentes positions et appuyés au village de Fontenoy. On s'aborda. Un régiment des gardes anglaises et le royal-écossais parurent les premiers. A cinquante pas de distance, les officiers anglais saluèrent les Francais en ôtant leurs chapeaux. Les officiers des gardes-françaises leur rendirent leur salut. Milord Charles Hay, capitaine aux gardes anglaises, cria : « Messieurs des gardes-françaises, tirez ». Le comte d'Auteroche leur dit à voix haute : « Messieurs, nous ne tirons jamais les premiers; tirez vous-mêmes ». On a trop critiqué cette réponse comme une bravade hors de saison. La vérité est que cette courtoisie affectée se trouvait d'accord avec les règlements militaires (de Louvois), qui commandaient aux troupes d'essuyer le premier feu de l'ennemi. Une troupe qui essuie sans fléchir le premier feu a beaucoup de chances pour vaincre. Ici le feu fut si violent que dix-neuf officiers des gardes tombèrent blessés à cette seule décharge, quatre-vingt-quinze soldats demeurèrent sur la place, deux cent quinze furent blessés, sans compter les ravages faits dans les régiments suisses. Le premier rang abattu, les autres terrifiés se dispersèrent. Le maréchal de Saxe, qui voyait de sang-froid combien l'affaire était périlleuse, et qui était porté dans une

Ostende, capitulèrent, et les Français, en 1746, entrèrent à *Bruxelles*.

Succès et nouvelle défection du roi de Prusse. — Mais Frédéric demeurait isolé. Les Français, au lieu de chercher à le joindre, s'étaient jetés sur les Pays-Bas. L'empereur qu'il soutenait, Charles VII, venait de mourir, laissant un fils qui se réconciliait avec Marie-Thérèse. L'époux de Marie-Thérèse, *François de Lorraine*, était élu empereur d'Allemagne. Frédéric alors ne songea plus qu'à se retirer du conflit. Il avait acquitté, suivant son expression, par les victoires de **Friedberg** (Silésie) et de **Kesseldorf** (Saxe) (1745) la lettre de change que Louis XV avait tirée sur lui à Fontenoy. Il signa avec l'Autriche le traité de **Dresde**, qui lui assurait la possession de la *Silésie* et le comté de *Glatz*. Nous restâmes seuls encore une fois avec l'Espagne contre l'Angleterre et l'Autriche.

III. — Fin de la guerre de la succession d'Autriche.

Défection de l'Espagne; nouveau changement de la guerre. — La France soutenait alors un prétendant, Charles-

---

carriole d'osier, fit dire au roi qu'il le conjurait de se retirer avec le dauphin. « Oh! je suis bien sûr qu'il fera ce qu'il faudra, répondit le roi, mais je resterai où je suis. »

Les Anglais avaient formé une colonne profonde qui s'avançait menaçante. En vain les régiments français cherchèrent à l'entamer. Le maréchal de Saxe en vit un dont les rangs entiers tombaient, et qui ne se dérangeait pas. « Comment se peut-il faire, s'écria-t-il, que de telles troupes ne soient victorieuses? » Si les Hollandais étaient venus donner la main aux Anglais, il n'y aurait plus eu de ressource, plus de retraite même. Le maréchal de Saxe tente une dernière attaque : on braque des pièces de canon, qui font de larges trouées dans l'épaisse colonne anglaise; tous les régiments l'enveloppent, la maison du roi charge avec eux : la colonne s'entr'ouvre, est mise en pièces et la bataille est gagnée.

Le maréchal de Saxe, au milieu de ce triomphe, se fit porter vers le roi; il retrouva un reste de force pour embrasser ses genoux et pour lui dire : « Sire, j'ai vécu : je ne souhaitais de vivre aujourd'hui que pour voir Votre Majesté victorieuse. Vous voyez, ajouta-t-il, à quoi tiennent les batailles. » Le roi le releva et l'embrassa.



Maurice de Saxe.

Édouard, en Angleterre : le prétendant fut vaincu à *Culloden* (1746). Elle envoyait une armée en Italie qui rejoignit les Espagnols, et, par les victoires de *Coni* et de *Bassignano* (Piémont). gagna le comté de Nice et le Milanais. Mais l'impératrice Marie-Thérèse, libre au nord, porta ses armées vers le midi, et, à la journée de **Plaisance** (sur la rive droite du Pô), l'armée franco-espagnole fut vaincue (1746). A ce moment, Philippe V, roi d'Espagne, mourait; l'armée espagnole nous abandonnait. Cette fois nous étions bien seuls à lutter contre tous. La dernière phase de la guerre commençait.

Les Sardes envahissent la *Provence*. Les Anglais tentent un débarquement sur les côtes de Bretagne. On repousse les Anglais et les Sardes, mais au midi il faut une lutte opiniâtre pour défendre notre frontière.

Victoires de Maurice de Saxe à Raucoux (1746), à Lawfeld (1747); traité d'Aix-la-Chapelle (1748). — Au nord seulement nos opérations sont offensives; c'était là qu'il fallait acheter la paix, car on ne luttait que pour l'obtenir. Les Pays-Bas se trouvent en notre puissance, et le maréchal de Saxe gagne une nouvelle victoire, à **Raucoux** (un peu au nord de Liège) (1746). Alors la Hollande s'effraye. Elle rétablit le stathoudérat comme en 1672 et s'unit à l'Angleterre et à l'Autriche. La Russie même se joint à nos ennemis. Nous voilà en face d'une coalition. Nos armées lui tiennent tête. La victoire de **Lawfeld** (province de Limbourg) (1747), la prise de **Berg-op-Zoom** (Brabant), l'investissement de *Maëstricht*, forcent les alliés à demander la paix : elle est signée à **Aix-la-Chapelle** (aujourd'hui Prusse Rhénane) (1748).

La France aurait pu, pour tant de sacrifices, garder les Pays-Bas, puisque ses troupes les tenaient. Un désintéressement absurde présida aux négociations. La Prusse conserva la **Silésie**. Un infant d'Espagne obtint **Parme** et **Plaisance**. ***Gênes*** fut déclarée indépendante; en un mot les alliés de la France, qui pourtant, excepté Gênes, l'avaient abandonnée, étaient satisfaits; et Louis XV, le croirait-on, se contenta de l'honneur. Par un orgueil absurde il voulut « traiter en

roi, non en marchand ». La maison d'Autriche conserva la couronne impériale et sa puissance. L'Angleterre poursuivit son œuvre de la conquête des mers. La lutte qui, aux colonies (voir le chapitre XXVI), avait été fructueuse, se trouva arrêtée, au grand désespoir du conquérant de l'Inde, Dupleix.

RÉSUMÉ

La Prusse, devenue royaume en 1701, voulait s'agrandir aux dépens de l'Autriche, et Frédéric II (1740-1786) profita de la mort de l'empereur *Charles VI* pour enlever à Marie-Thérèse une partie de sa succession. Il s'unit à la France et à la Bavière, et l'Autriche fut menacée de se voir partagée. Frédéric II prit la Silésie et gagna les victoires de **Molwitz** (1741) et de **Czaslau** (1742). Les Français conquirent la Bohême pour l'électeur de Bavière.

Marie-Thérèse fit appel au dévouement des Hongrois, qui la sauvèrent. Il fallut abandonner la Bohême et *Prague*, où Chevert fit une héroïque défense (1742).

Les armées de Marie-Thérèse reprirent l'avantage et menacèrent l'*Alsace* et la *Lorraine*. Louis XV avec le maréchal de Noailles se porta au secours de ces provinces, et tomba malade à *Metz* (1744). Mais l'approche des Français avait déterminé la retraite des troupes autrichiennes.

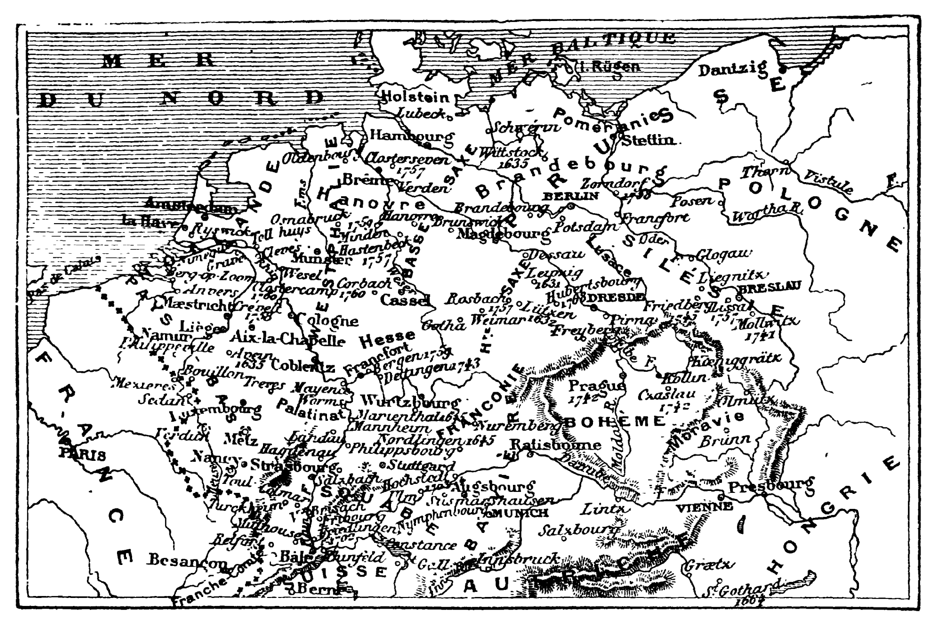
Louis XV, rétabli, va alors faire la conquête des Pays-Bas, avec **Maurice de Saxe**, qui gagna la brillante victoire de **Fontenoy** (1745). Frédéric II, de son côté, était rentré en lice; mais après de nouveaux succès, à **Friedberg** et à **Kesseldorf** (1745), il abandonna de nouveau l'alliance française et fit sa paix séparée avec l'Autriche, qui lui cédait la Silésie. L'Espagne de son côté, après la bataille perdue en Italie à **Plaisance** (1746) et la mort de Philippe V, fit défection.

La France resta seule contre l'Angleterre, la Hollande et l'Autriche. Mais, grâce à l'habileté de Maurice de Saxe, elle remporta de brillantes victoires à **Raucoux** (1746) et à **Lawfeld** (1747). La paix d'**Aix-la-Chapelle** termina cette lutte glorieuse, mais stérile pour nous, car Louis XV rendit toutes ses conquêtes.

Tableau récapitulatif de la guerre de la succession d'Autriche (1740-1748)

PRUSSE, FRANCE, ESPAGNE CONTRE AUTRICHE, ANGLETERRE, HOLLANDE.								
DATES	AUTRICHE	ALLEMAGNE	PRUSSE	FRANCE	ITALIE	ESPAGNE	HOLLANDE	ANGLETERRE ET GUERRE MARITIME
1740	Mort de Charles VI. Marie-Thérèse héritière en vertu de la Pragmatique.	Prétentions de l'électeur de Bavière à la couronne de Bohême et à la couronne impériale.	Prétentions de Frédéric II, qui convoite la Silésie.					
1741	Marie-Thérèse en Hongrie. Enthousiasme des Hongrois.	Traité de Nymphenbourg. L'électeur de Bavière envahit l'Autriche, puis la Bohême.	Invasion de la Silésie. Victoire de **Molwitz**.	Les Français soutiennent les Bavarois et les Prussiens. L'armée française en Bohême. Prise de **Prague**.				
1742	Hongrois et Autrichiens reprennent l'offensive.	L'électeur de Bavière se fait couronner empereur à Francfort sous le nom de *Charles VII*.	Victoire de **Czaslau**. Frédéric II traite avec Marie-Thérèse.	Les Français isolés en Bohême. Retraite de Belle-Isle. Défense de *Prague*. Chevert.				Démission de Robert Walpole. L'Angleterre se prépare à soutenir l'Autriche. Guerre contre les colonies de la France et de l'Espagne.
1743				Mort du cardinal de Fleury. Les Français abandonnent Prague. Bataille de **Dettingen**.	Alliance du roi de Sardaigne avec l'Autriche.			Bataille de *Dettingen* en Allemagne. Les Anglais échappent au maréchal de Noailles.

1744			Nouveau traité avec la France.	Invasion des Pays-Bas autrichiens, par Louis XV. L'Alsace menacée par les Impériaux. Maladie de Louis XV à Metz.	Invasion du Piémont par les Français. Victoire de *Coni*.	Les Espagnols entrent en Piémont avec les Français.		Bataille navale de Toulon. Les Anglais repoussés.
1745	L'époux de Marie-Thérèse, François de Toscane, couronné empereur.	Mort de Charles VII. Son fils Maximilien renonce à ses prétentions.	Victoires de **Friedberg** et de **Kesseldorf**. Traité de *Dresde*.	Les Français aux Pays-Bas. Victoire de **Fontenoy**. Maurice de Saxe. Entrée à Bruxelles.	Occupation de Plaisance et de Parme par les Franco-Espagnols.	Les Espagnols cherchent à conquérir Parme et Plaisance.	Les Hollandais joints aux Anglais sont battus à *Fontenoy*.	Défaite de Fontenoy. Le prétendant Stuart soulève l'Ecosse. Guerre en Amérique. Louisbourg.
1746				Nouvelle victoire de Maurice de Saxe à **Raucoux**. Défaite de **Plaisance**.	Victoire des Autrichiens à *Plaisance*.	Mort de Philippe V. Défection de l'Espagne.		Défaite du prétendant à *Culloden*. Guerre aux Indes. Madras se rend à La Bourdonnais. Les Anglais bloquent les côtes de France.
1747				Les Français dominent la vallée de l'Escaut. Victoire de **Lawfeld**. Prise de **Berg-op-Zoom**.	Lutte pour défendre les Alpes contre les Autrichiens et les Piémontais		Invasion de la Hollande par les Français. Siége et prise de *Berg-op-Zoom*. Rétablissement du stathoudérat.	Les Français battus en deux combats sur les côtes de la Manche.
1748				Investissement de *Maëstricht*. Paix d'*Aix-la-Chapelle* (18 octobre).				



Carte pour suivre les guerres du dix-huitième siècle.

CHAPITRE XVI

LE GOUVERNEMENT PARLEMENTAIRE EN ANGLETERRE
LA GUERRE DE SEPT ANS

SOMMAIRE. — I. Causes et début de la guerre de Sept Ans. — L'Angleterre depuis Guillaume III; Anne Stuart. — George Ier (1714-1727). — George II (1727-1760). — William Pitt. — La presse. — Rivalité avec les Français; commencement de la guerre de Sept Ans. — Lutte dans la Méditerranée; prise de Port-Mahon par les Français (1756). — La Prusse et l'Autriche; renversement des alliances. — II. La guerre en Allemagne. — Les Français en Hanovre; batailles de Hastembeck et de Closter-Seven. — Bataille de Rosbach (1757). — Défaites de Crevelt (1758) et de Minden (1759). — Clostercamp (1760); le chevalier d'Assas. — III. La guerre contre l'Angleterre. — Guerre maritime. — Descente des Anglais en Bretagne; le combat de Saint-Cast (1758). — Le Pacte de famille (1761); intervention de l'Espagne. — IV. La lutte de la Prusse contre la Russie et l'Autriche. — Victoires de Frédéric II. — Russes et Prussiens; revers et situation désespérée de Frédéric II. — Retour de fortune; traité de Hubertsbourg (1763). — Traité de Paris (1763). — V. L'administration de Frédéric II. — Progrès de la Prusse. — Frédéric II et les lettres. — L'État prussien
LECTURE. — Le chevalier d'Assas; le sergent Dubois.

I. — Le gouvernement parlementaire en Angleterre.

L'Angleterre depuis Guillaume III; Anne Stuart. — La guerre de la succession d'Autriche avait déjà prouvé avec quelle vivacité s'était réveillée la vieille rivalité de la France et de l'Angleterre. Cette rivalité allait amener une autre lutte plus acharnée encore et qui, devenue générale comme la première, troubla profondément l'Europe pendant sept ans.

Au XVIIIe siècle, l'Angleterre, sortie des difficultés intérieures, pouvait, avec une entière liberté, poursuivre ses ambitions extérieures. A Guillaume III avait sans doute succédé la fille de Jacques II, *Anne* (1702-1714), mais cette

princesse, protestante, continua l'œuvre de son beau-frère : elle maintint la religion et les libertés de l'Angleterre. Elle avait, en 1707, réalisé l'union définitive avec l'*Ecosse* en fondant ensemble les deux parlements d'Édimbourg et de Londres. L'*unité politique* était complète.

Toutefois les descendants de Jacques II ne désespéraient pas de reprendre la couronne et l'œuvre de ce prince. Aussi les Anglais, pour se garantir contre une réaction qu'ils redoutaient, allèrent-ils, sans se soucier des degrés de parenté, chercher une nouvelle dynastie, rattachée de loin à la famille des Stuarts, mais protestante : la famille de *Brunswick-Hanovre*.

George Ier (1714-1727). — A la mort d'Anne Stuart, la couronne, au lieu de revenir à son frère le prétendant Stuart, toujours exilé, passa à *George* de Brunswick-Lunebourg, arrière-petit-fils de Jacques Ier, par la princesse Sophie, sa mère, électrice douairière de Hanovre. George Ier était protestant et violent ennemi de Louis XIV : c'était un titre suffisant pour les Anglais. Le prétendant Stuart essaya bien de le renverser, et débarqua en Ecosse en 1715, mais la bataille de *Sheriffmuir*, dans le comté de Perth, fit tomber ses espérances. **Walpole**, chef du parti *whig*, et qui gouvernait réellement sous le nom du roi, profita de cette occasion pour fortifier le pouvoir, en faisant déclarer le Parlement *septennal*. George, menacé par le prétendant, se rapprocha du régent de France Philippe d'Orléans, qui avait à craindre Philippe V. Nous avons vu les effets de cette alliance.

Walpole, tombé du pouvoir en 1717, y revint quatre ans plus tard, pour n'en plus sortir qu'en 1742. Au dehors, il s'efforça de maintenir la paix ; au dedans, il s'affermit en achetant la majorité dans le Parlement. Son gouvernement corrupteur n'en continua pas moins d'attacher de plns en plus la nation aux bienfaits de la révolution de 1688 et lança le commerce dans une voie de prospérité où il ne devait plus s'arrêter.

George II (1727-1760). — Le roi George II garda Walpole malgré les scandales de ses marchés avec le Parlement.

Le ministre employa, pour faire taire l'opposition, l'or et les rigueurs. Mais en 1739 il dut déjà faire à l'opinion le sacrifice de son système pacifique, et déclarer la guerre à l'Espagne, qui refusait d'ouvrir ses colonies au commerce anglais. Cette guerre se confondit en 1742 avec la guerre générale de la succession d'Autriche. Walpole ne pouvait plus être ministre de cette politique nouvelle; il tomba. Nous avons vu la part que prit l'Angleterre à la lutte : le roi George II combattit lui-même en Allemagne, où il avait des intérêts comme électeur du Hanovre; il ne se tira d'un mauvais pas à *Dettingen* que par la faute d'un de nos généraux. Le duc de Cumberland, son fils, commandait à *Fontenoy* (1745). Cette même année le prétendant *Charles-Edouard*, petit-fils de Jacques II, appuyé par la France, avait débarqué en Ecosse, battu à *Preston* le général Cope, et pénétré jusqu'à *Derby*, à 178 kilomètres de Londres. Contraint à la retraite, il fut vainqueur à *Falkirk*: mais, défait à *Culloden* (1746), il ne put quitter la Grande-Bretagne qu'après bien des périls. Le sang de ses partisans coula de nouveau sur les échafauds. L'Écosse perdit son système de clans ou de tribus et la juridiction héréditaire, dernier vestige du régime féodal.

A Walpole avaient succédé lord *Carteret* et lord *Newcastle*. Celui-ci jeta l'Angleterre dans la guerre de Sept Ans, au commencement de laquelle arriva au pouvoir le fameux William Pitt.

William Pitt. — Celui qui tient, sinon la plus longue, du moins la plus belle place dans l'histoire de cette époque, c'est *William Pitt*, le grand député des Communes, l'un des premiers qui, dans les temps modernes, s'élevèrent au pouvoir par l'éloquence et joignirent l'action à la parole : l'un de ces hommes dont la race semblait perdue depuis l'antiquité, parce qu'ils ne fleurissent que dans les gouvernements libres. William Pitt (né en 1708, mort en 1778) était le fils d'un simple écuyer. Il entra au Parlement comme député du bourg d'Old Sarum (1735) et se plaça, dès son début, au premier rang des orateurs. Il avait combattu le ministère Walpole et était, après la chute de ce ministre, devenu vice-

trésorier d'Irlande. Il rentra dans l'opposition en 1745, mais arriva au pouvoir en 1756, avec le titre de *secrétaire d'État*, chargé des affaires étrangères. William Pitt ne devint premier ministre qu'en 1757 et imprima à la guerre de Sept Ans une activité, un acharnement qui furent bien funestes à la France.

Son nom reste attaché aux plus éclatants succès de l'Angleterre et l'un des plus glorieux parmi les chefs du parti *wigh*.

Malgré ses succès, William Pitt résigna le pouvoir en 1760 à l'avènement de *George III*, trop favorable aux Tories. Mais il reparut à la tête du gouvernement en 1766 et fut créé *pair*, avec le titre de *lord Chatham* : il entra alors à la chambre haute. Les infirmités néanmoins ne tardèrent pas à l'éloigner du pouvoir (1763). Toutefois, lorsque sa santé le lui permit, il intervint dans les discussions du Parlement, surtout à l'époque de la guerre d'Amérique qu'il déplorait[1], mais qu'il conseillait de pousser avec énergie et dont il ne vit pas la fin.

Un autre orateur, l'Irlandais *Burke* (1730-1797), débutait quand Pitt était près de mourir. Mais Burke avait trop de fougue, trop d'emportement, et son éloquence, abondante comme un torrent, roulait des flots d'invectives, de métaphores, d'allégories bizarres[2].

La presse. — Un des résultats de la révolution de 1688 avait été de faire naître les publications périodiques, la *presse*. *Daniel Defoe*, héritier des vieux puritains, persécuté sous la reine Anne, commença, sous les verrous de la prison de Newgate, une publication périodique qu'il rédigea seul pendant neuf ans; essais critiques, théologie, politique, his-

---

1. Voir Lecture, page 347.

2. Burke (Edmond), né à Dublin, se plaça au premier rang des écrivains anglais par son *Essai sur le sublime et sur le beau* (1757). Il fonda et rédigea avec succès l'*Annual Register*. Il passa presque toute sa vie dans l'opposition, fut un adversaire constant de William Pitt, mais comme le second Pitt il se fit remarquer par ses discours violents contre la Révolution française.

toire, théories économiques, s'y trouvaient mêlés, concou-



Prise de Port-Mahon

rant, par leur variété, à un même but religieux[1]. *Steele*

---

1. Daniel Defoe (1663-1731), publiciste et romancier, était le fils d'un boucher. C'est lui qui, fatigué des polémiques, peu récompensé de ses

publia alors le *Babillard* (*Tattler*, 1709), puis le *Spectateur* (1711), dont *Addison* (1672-1719) fut le principal rédacteur et qui conserva le premier rang dans les publications périodiques aussi bien politiques que littéraires.

L'Angleterre précédait ainsi, par le mécanisme du gouvernement, le jeu des partis politiques, l'organisation de la presse, les autres nations et révélait la forme qu'allaient prendre, au siècle suivant, les gouvernements modernes.

Rivalité avec la France, commencement de la guerre de Sept Ans. — La guerre de la succession d'Autriche n'avait satisfait qu'à moitié le patriotisme des Anglais; la paix d'Aix-la-Chapelle, quoiqu'elle n'eût assuré aucun avantage à la France, les mécontenta. Ils s'irritèrent bien plus lorsqu'ils virent, durant les années qui suivirent cette paix, la France s'enrichir par l'industrie et le commerce, et ses navires marchands faire aux leurs une concurrence sérieuse. Le développement que prenait alors l'empire colonial de la France aux Indes et en Amérique les exaspéra. Aussi, en 1756, sans déclaration de guerre, les amiraux anglais capturèrent, dans toutes les mers, plus de trois cents vaisseaux marchands. Ce fut le commencement de la guerre de Sept Ans.

Lutte dans la Méditerranée; prise de Port-Mahon par les Français (1756). — Cette guerre n'avait pourtant pas débuté d'une façon heureuse pour les Anglais. Une flotte française, commandée par *la Galissonnière*, avait transporté dans l'île de *Minorque* (une des îles Baléares) une armée conduite par le maréchal *de Richelieu*. Une flotte anglaise, conduite par l'amiral *Byng*, arriva trop tard et fut repoussée par la flotte française. A Londres l'irritation fut telle, que le ministère fit traduire devant un conseil de guerre l'amiral Byng, qui fut fusillé sur son propre vaisseau. Les Anglais ne voulaient plus admettre qu'ils pussent être battus sur mer et renouvelèrent les rigueurs de l'ancienne Carthage qui se vengeait sur ses généraux.

L'armée du duc de Richelieu attaqua et enleva, après un brillant assaut, la forteresse de *Port-Mahon*. La France se trouvait

---

efforts par George Ier dont il avait soutenu la dynastie, vécut dans la retraite et composa ce fameux roman qui a popularisé son nom : les *Aventures de Robinson Crusoé*.

maîtresse de la Méditerranée, et cette victoire montrait qu'elle pouvait envisager sans trop de crainte son duel avec l'Angleterre. Mais le gouvernement de Louis XV compliqua cette guerre, pourtant assez sérieuse, par une autre, sur le continent, contre le royaume de Prusse, qui lui devait précisément sa grandeur.

La Prusse et l'Autriche; renversement des alliances. — Le royaume de Prusse prospérait grâce à l'administration de Frédéric II, aussi habile dans les arts de la paix que dans la guerre. Marie-Thérèse, jalouse, ne pouvait, non plus, se consoler de la perte de la Silésie et pleurait, dit-on, à la vue d'un Silésien. Aussi cherchait-elle de tout côté des ennemis au roi de Prusse. Elle flattait les ministres de Louis XV et *Mme de Pompadour*, la favorite, véritable maîtresse de ce gouvernement. Fière d'être traitée à l'égal d'une reine par l'héritière des Césars germains, Mme de Pompadour fit changer la politique de la France, dirigée depuis des siècles contre la maison d'Autriche; elle se porta vers cette puissance avec d'autant plus d'ardeur que sa vanité souffrait des épigrammes du roi-poète, Frédéric II. Les alliances furent renversées : la *France*, naguère unie à la Prusse contre l'Autriche, se retourna du côté de l'*Autriche* contre la Prusse, et l'*Angleterre*, qui avait soutenu dans la guerre précédente la maison d'Autriche, défendit la *Prusse*. Les Anglais au moins restaient fidèles à leur unique préoccupation : l'abaissement de la France. La France se contredisait, à huit ans de distance; après avoir aidé Frédéric II à prendre la Silésie, elle allait aider Marie-Thérèse à la lui enlever. Sans doute, à voir le développement extraordinaire qu'a pris la Prusse, on est tenté de juger moins sévèrement cette contradiction et de savoir quelque gré aux ministres de Louis XV d'avoir essayé d'entraver les progrès d'un royaume dont ils avaient favorisé les accroissements. Mais alors ils avaient eu des torts très graves dans la guerre précédente, et, s'ils entrevirent réellement le danger prussien, ils conduisirent, en tout état de cause, cette guerre avec une impardonnable légèreté.

II. — La guerre en Allemagne.

Les Français en Hanovre; batailles de Hastembeck et de Closter-Seven. — Les Français furent d'abord vainqueurs dans le nord de l'Allemagne, où ils combattaient les Anglais, qui défendaient le *Hanovre*. Le maréchal d'*Estrées* gagna, au mois de juillet, la bataille de **Hastembeck**[1] (1757). On le remplaça sans motif par le maréchal de *Richelieu*. Le vainqueur de Port-Mahon, brillant au feu, mais négligent, fastueux, avide, laissait son armée indisciplinée ravager les pays et s'enrichissait lui-même par ces pillages. On donna le nom de Hanovre à un pavillon qu'il fit plus tard construire, près des remparts de Paris (là où est aujourd'hui le boulevard des Italiens). Le maréchal, néanmoins, par ses manœuvres força, au mois de septembre, une armée anglaise à capituler à **Closter-Seven**[2]: mais Richelieu commit la maladresse de ne point désarmer les troupes prisonnières. William Pitt refusa de ratifier cette capitulation, et l'armée anglaise s'échappa.

Bataille de Rosbach (1757). — Une autre armée française, commandée par le prince de *Soubise*, courtisan qui songeait plus à parader qu'à combattre et qui embarrassait l'armée de ses luxueux équipages, s'était avancée vers la Saxe pour se réunir avec l'armée impériale allemande. Frédéric II se vit pressé de tous les côtés par des ennemis qu'il repoussait, mais qui revenaient sans cesse. Il ne tarda pas cependant à remarquer que, du cercle dessiné autour de lui par les coalisés, le point le plus faible était celui où se trouvait l'armée franco-allemande. Il se porta contre elle avec une vigueur et une rapidité qui déconcertèrent des généraux incapables. Ceux-ci comptaient le tourner : ce fut lui qui les surprit dans cette marche où ils prêtaient le flanc. Les bataillons prussiens attaquèrent les troupes franco-allemandes à **Rosbach** (aujourd'hui Saxe prussienne), les coupèrent,

1. Bourg du Hanovre.
2. Bourg du Hanovre, non loin de Stade.

les dispersèrent avant qu'elles eussent pu se mettre en bataille (novembre 1757)[1]. Les Français étaient chassés du centre de l'Allemagne.

Défaites de Crevelt (1758) et de Minden (1759). — Ils ne furent pas plus heureux en Westphalie, où ils n'avaient pas à combattre Frédéric II lui-même, mais un de ses lieutenants, *Ferdinand, duc de Brunswick*. On avait envoyé de ce côté, pour commander les troupes, un prince du sang, le comte de *Clermont*, qui à ses nombreux domaines joignait l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Ce grand seigneur abbé, « général des Bénédictins », comme on l'appelait[2], s'entendait à la guerre comme un abbé et se fit battre à la journée de **Crevelt**[3] (juin 1758).

Quelques succès remportés par le duc de *Broglie*, vainqueur à **Bergen** (avril 1759)[4], furent annulés par les désastres du maréchal de *Contades* à **Minden** (août 1759)[5].

Succès de Clostercamp (1760) : le chevalier d'Assas. — Il serait pourtant injuste de croire que le sentiment de l'hon-

---

1. En France, où l'on rit de tout, les chansonniers exercèrent leur verve maligne sur le prince de Soubise :

> Soubise dit, la lanterne à la main :
> J'ai beau chercher, où diable est mon armée ?
> Elle était là pourtant hier matin ;
> Me l'a-t-on prise ou l'aurais-je égarée ?
> Ah ! je perds tout, je suis un étourdi,
> Mais attendons au grand jour, à midi.
> Que vois-je, ô ciel, que mon âme est ravie !
> Prodige heureux, la voilà, la voilà !
> Ah ! ventrebleu, qu'est-ce donc que cela ?
> Je me trompais, c'est l'armée ennemie !

2. La chanson disait de Clermont :

> Moitié plumet, moitié rabat,
> Aussi propre à l'un comme à l'autre,
> Clermont se bat comme un apôtre,
> Et sert son Dieu comme il se bat.

3. *Crevelt* ou *Crefeld*, aujourd'hui ville de la régence de Dusseldorf, sur la rive gauche du Rhin (Prusse Rhénane), centre important de manufactures de soieries, ville de 74 000 habitants.

4. *Bergen*, ville de la Hesse (Prusse), près de Francfort.

5. *Minden*, chef-lieu de régence, sur le Weser, en Westphalie (Prusse).

neur militaire, l'idée du devoir, l'esprit de sacrifice, ces principes de la grandeur d'une nation, avaient disparu. Le ministère d'ailleurs était passé en des mains habiles, et le duc de Choiseul, depuis 1758, s'efforçait de rétablir la discipline, veillait aux approvisionnements et surtout au choix des généraux. S'il ne put réparer les désastres qu'on avait éprouvés, du moins réussit-il à en prévenir le retour. Dans les dernières années de la guerre, les armes françaises se relevèrent en Allemagne. En 1760 le duc de Broglie envahit de nouveau la Hesse et le Hanovre. Le marquis de *Castries* remporta un sérieux avantage à **Clostercamp** (aujourd'hui Prusse Rhénane), où se dévouèrent le chevalier d'*Assas*, capitaine au régiment d'Auvergne, et le sergent *Dubois*[1]. Frédéric II était trop pressé de son côté pour venir en aide aux Anglais, et la guerre d'Allemagne traîna languissante jusqu'à la paix de 1763.

---

1. **Lecture : *Le chevalier d'Assas; le sergent Dubois* (1760).** — Nicolas, chevalier d'Assas, né au Vigan, était capitaine au régiment d'Auvergne quand, le 16 octobre 1760, il sauva l'armée française près de Clostercamp, village des États prussiens, situé au nord de Dusseldorf. Voltaire raconte ainsi le fait : « Les braves actions de tant d'officiers et de soldats, dit-il, sont innombrables dans toutes les guerres ; en voici une, par exemple, qui mérite d'être à jamais conservée dans la mémoire des Français. Le prince héréditaire de Brunswick veut surprendre, auprès de Wesel, un corps d'armée commandé par le marquis de Castries. Le général français, qui se doute du dessein du prince, fait coucher son armée sous les armes; il envoie à la découverte, pendant la nuit, M. d'Assas, capitaine au régiment d'Auvergne. A peine a-t-il fait quelques pas, que des grenadiers ennemis en embuscade l'environnent et le saisissent à peu de distance de son régiment; ils lui présentent la baïonnette et lui disent que, s'il fait du bruit, il est mort. M. d'Assas se recueille un moment pour mieux renforcer sa voix; il crie : « A moi, Au-« vergne, voilà les ennemis ! » Il tombe aussitôt percé de coups. Ce dévouement, digne des anciens Romains, aurait été immortalisé par eux. On dressait alors des statues à de pareils hommes; de nos jours, ils sont oubliés.... »

D'après des documents plus certains que ceux que Voltaire a consultés (mémoires de Grimm, de Rochambeau, de Lombard de Langres), il faut modifier cette relation sans qu'il en résulte la moindre atténua-

III. — La guerre contre l'Angleterre.

Guerre maritime. — La guerre d'Allemagne n'avait pu enlever le Hanovre à l'Angleterre et avait absorbé les ressources de la France, au moment où elles auraient été plus utiles pour soutenir la guerre maritime. Le ministre Machault avait fait tous ses efforts pour mettre notre flotte en état de continuer les succès qui avaient marqué le début de la guerre. Il fut disgracié en 1757 avec d'Argenson, qui, comme lui, ne craignait pas de résister à l'influence de la favorite, et Louis XV se priva de deux hommes qui seuls relevaient sa faible administration. La guerre maritime ne tarda pas à devenir désastreuse, et les colonies, privées de tout secours, parce que l'Angleterre interceptait les communications, purent être considérées comme perdues.

Descente des Anglais en Bretagne; le combat de Saint-Cast (1758). — Les Anglais attaquèrent même les côtes de France. Après avoir en vain essayé de détruire *Saint-Malo*, ils incendièrent *Cherbourg*. Ils songèrent ensuite à prendre *Brest*, mais ce port n'est accessible du côté de la mer que par le *goulet*, bien défendu. Alors ils résolurent de l'assaillir par terre en traversant la péninsule de Bretagne. Ils allèrent descendre dans la baie de *Saint-Brieuc*; mais les

---

tion du mérite du chevalier d'Assas. Il était nuit et il faisait du brouillard. D'Assas était placé à l'extrémité de la ligne française. Un officier cria que les soldats tiraient sur leurs propres camarades; le sergent Dubois, placé en serre-file à l'extrémité du front de bataille, s'avança à la découverte. Le capitaine d'Assas le suivit à quelque distance. Dubois se trouva tout à coup au milieu des Anglais, qui le menacèrent s'il poussait un cri. Il répondit à cette menace en criant de toutes ses forces : « *A nous, Auvergne, ce sont les ennemis!* » Et il tomba mort sur-le-champ, percé de coups de baïonnette. A son cri, d'Assas, sans s'occuper de sa propre position, qui le mettait entre deux feux, cria à son tour avec non moins d'héroïsme : « *Tirez, chasseurs, ce sont les ennemis!* » Et il tomba, blessé mortellement par les balles de ses propres soldats. On le ramassa sur le champ de bataille, et avant d'expirer il eut la force de dire à ceux qui louaient son dévouement : « Enfants, ce n'est pas moi qui ai crié, c'est Dubois ».

paysans harcelèrent l'armée anglaise. Une poignée d'hommes dirigée par un hardi Breton, *Rioust de Villaudrens*, l'arrêta au passage d'une rivière et donna le temps au gouverneur de la province, le *duc* d'*Aiguillon*, d'accourir avec les milices. Les Anglais battirent en retraite : ils furent atteints et culbutés à *Saint-Cast*. Les Français les poursuivirent jusque dans les chaloupes, où ils s'embarquèrent, et leur firent essuyer de grandes pertes. Une colonne rappelle encore, à Saint-Cast, cette manifestation du patriotisme breton. Les Anglais pourtant continuèrent de bloquer les côtes de France : ils dispersèrent une flotte du marquis de Conflans et enfermèrent ses vaisseaux dans l'estuaire de la Vilaine et dans celui de la Loire (1759). Ils s'emparèrent ensuite de *Belle-Ile* (1760). L'Inde, le Canada, la Guadeloupe, la Martinique étaient aux mains des Anglais, victorieux sur toutes les mers.

Le Pacte de famille (1761) : intervention de l'Espagne. — L'administration de la marine venait pourtant de passer, comme celle de la guerre, entre les mains du duc de *Choiseul*, qui s'efforçait de réparer toutes les pertes et de reconstruire rapidement un matériel naval. Il négociait en même temps, mais les hauteurs de William Pitt l'obligèrent à continuer la lutte. Alors Choiseul, diplomate autant qu'administrateur, resserra habilement l'alliance de la France avec l'Espagne et y fit entrer le roi de Naples et l'infant duc de Parme. Il réunissait en un faisceau serré tous les princes et toutes les forces de la maison de Bourbon, par ce pacte resté célèbre sous le nom de **Pacte de famille** (15 août 1761).

Malheureusement ce coup de maître venait trop tard. Il intimida d'abord l'Angleterre et amena la chute de William Pitt, qui ne put décider le roi George III à déclarer immédiatement la guerre à l'Espagne. Les tories arrivèrent au pouvoir. Quoique plus modérés, ceux-ci durent encore céder à l'entraînement public et, en 1762, profitèrent de l'intervention de l'Espagne pour se jeter sur ses colonies, les Philippines, Cuba, et pour enlever les galions qui rapportaient l'or du Mexique. La marine espagnole, qui avait commencé à se relever, fut très maltraitée et se trouva en-

veloppée dans notre désastre. Satisfaits de ce résultat, les tories consentirent à négocier avec la France et, malgré Pitt, qui, souffrant, se fit porter à la Chambre des communes, signèrent, dès 1762, les préliminaires de paix.

IV. — La lutte de la Prusse contre la Russie et l'Autriche.

Victoires de Frédéric II. — Pendant que ces événements se passaient à l'ouest de l'Europe, le roi de Prusse se trouvait aux prises avec une coalition formidable dans laquelle, outre la France et l'Autriche, étaient entrées la Suède et la Russie. A peine formé, le royaume prussien se voyait menacé d'une ruine complète. Le génie de Frédéric II le sauva.


Frédéric II.

Toujours le premier prêt, Frédéric attaqua. Il enveloppa les Saxons dans le camp retranché de **Pirna**. Les Autrichiens arrivèrent au secours des Saxons ; Frédéric les refoula à **Lowositz** (Bohême), et cette victoire lui livra le camp de Pirna (1756). Il gagna encore la bataille vivement disputée de **Prague** (1757). Une nouvelle armée autrichienne conduite par le général *Daun*, méthodique et prudent, marcha pour forcer Frédéric à lever le siège de Prague. Frédéric se hâte de se porter à sa rencontre. En vain fit-il des prodiges de valeur à **Kollin** (Bohême), ses troupes plièrent. Le roi de Prusse s'obstinait à continuer la lutte : « Croyez-vous donc toujours vivre? » criait-il à ses soldats. Il fallut battre en retraite et abandonner la Bohême.

Les Suédois, à ce moment, débarquèrent en Poméranie. Les Russes approchaient à l'est. Frédéric, qui ne pouvait espérer

aucun secours des Anglais, cernés à Closter-Seven, se trouvait dans une situation d'autant plus critique, que l'armée franco-allemande s'avançait vers l'ouest pour fermer le cercle d'ennemis dessiné autour de lui. Frédéric alors brise ce cercle par le coup terrible de **Rosbach**. Cette victoire, quoique remportée sur une armée dont la moitié était allemande, fut célébrée par les Prussiens comme une victoire nationale : l'esprit teutonique se réveilla, et déjà les peuples de l'Allemagne, dont beaucoup avaient combattu contre lui, regardaient le vainqueur de Rosbach comme leur chef et le défenseur de la patrie allemande.

Le roi de Prusse se retourna aussitôt contre les Autrichiens, qui avaient envahi la Silésie, et en triompha à **Leuthen** ou **Lissa** (décembre 1757), victoire plus brillante que celle de Rosbach, et qui, au jugement de Napoléon, aurait suffi pour justifier le renom militaire de Frédéric.

Russes et Prussiens; revers et situation désespérée de Frédéric II. — Malgré ces avantages signalés, Frédéric II n'était pas délivré. Au contraire, le danger allait devenir plus menaçant. Les Russes prenaient une part plus active à la guerre : déjà ils avaient remporté, en 1757, un succès à *Jægerndorf* (près de Kœnigsberg) et arrivaient en masse compacte. Frédéric les battit à **Zorndorf** (1758)[1], où il y eut un carnage de 20 000 hommes et où l'on ne fit point de prisonniers, car déjà commençait la lutte entre la race germanique et la race slave. Frédéric a le temps à peine de faire une merveilleuse campagne, en Saxe, contre les Autrichiens, que les Russes reviennent. Une bataille acharnée s'engage à **Kunersdorf**[2]. Malgré son génie militaire et sa bravoure, Frédéric ne peut enfoncer les lignes russes, qu'il détruit sans les rompre. Après avoir eu deux chevaux tués sous lui, son habit criblé de balles, il se retire vaincu et plein de rage (1759). Des deux côtés on fut vivement impressionné de cette sanglante journée. « Que je remporte encore une victoire comme celle-là, écrivait le général russe Soltikoff à la

1. *Zorndorf*, village du Brandebourg.
2. *Kunersdorf*, village du Brandebourg, près de Francfort-sur-l'Oder.

tsarine Élisabeth, et je retournerai seul, un bâton à la main, en porter la nouvelle à Saint-Pétersbourg. » Frédéric, à son tour, se croyait perdu : « C'en était fait des Prussiens, a-t-il dit, si les Russes avaient su profiter de leurs succès ; ils n'avaient qu'à donner le coup de grâce ».

Plusieurs de ses généraux en effet étaient défaits en même temps. Il perdait Dresde. Les Français pénétraient de nouveau dans la Westphalie et dans la Hesse. Sans doute ils sont battus à *Minden*, mais les Autrichiens et les Russes menacent Berlin. Frédéric essaye de négocier : on refuse de l'écouter. Il comprit alors qu'il ne lui restait que deux alliés, suivant son expression : « la valeur et la persévérance ». Pour comble de maux, un hiver rigoureux ajoute à la détresse de la Prusse, déjà meurtrie, et qui ne tient debout que par l'énergie de son roi.

Frédéric ne désespère point, même lorsqu'il voit les Russes camper à **Berlin**. Sa capitale est livrée au pillage, ses villages sont livrés aux flammes, plus d'un sixième de la population a péri victime de la guerre et de la misère. Frédéric combat toujours. « Son royaume n'était plus à ses yeux qu'une ville assiégée. Peu importe la propriété détruite, les liens civils rompus, l'avilissement des monnaies, les fonctionnaires impayés, la destruction complète, en certaines provinces, des rapports administratifs, tant qu'il lui resterait des hommes, des chevaux, du pain de seigle et des pommes de terre, de la poudre et des balles ; tant qu'il pourrait encore nourrir et tuer des soldats, il résolut de continuer la guerre[1]. »

Retour de fortune : traité de Hubertsbourg (1763). — En 1760 la victoire lui revint, et cette campagne compta parmi ses plus fameuses, car, enveloppé de trois armées autrichiennes et d'une armée russe, il leur échappa, remporta sur les Autrichiens une victoire à **Liegnitz**[2], alla délivrer sa capitale, puis, reprenant l'offensive, attaqua l'armée autrichienne du maréchal Daun à **Torgau**[3] et la força à reculer.

---

1. Macaulay.
2. *Liegnitz*, ville de Silésie (Prusse).
3. *Torgau*, ville de Saxe (Prusse).

Mais ses succès mêmes l'épuisent. Il n'a plus qu'une ombre d'armée et une ombre de royaume. L'Angleterre, où Pitt a abandonné le pouvoir, n'envoie plus ses subsides. La ruine de Frédéric II, en dépit de sa persévérance, ne semble plus qu'une question de temps. La mort d'Élisabeth de Russie le sauve (1762). C'est un ami, un admirateur, j'allais dire un adorateur de Frédéric, qui monte sur le trône de Russie, *Pierre III*. La coalition se brise. Pierre envoie des secours à Frédéric, qui contient les armées autrichienne et impériale et traite en maître. La paix de *Hubertsbourg* (près de Dresde) laisse à Frédéric les premières conquêtes de son règne (1763). La *Silésie* demeura irrévocablement prussienne. Frédéric promit d'appuyer l'élection au trône impérial du fils de Marie-Thérèse, *Joseph*.

Traité de Paris (1763). — Presque en même temps avait été signée à *Paris* la paix entre la France, l'Espagne et l'Angleterre : paix onéreuse pour la France, car Louis XV abandonnait le **Canada** et le golfe du Saint-Laurent, puis plusieurs des Antilles : la *Dominique*, *Saint-Vincent*, *Tabago*, enfin les établissements du *Sénégal*. L'Espagne cédait la *Floride*, et la France la dédommageait par l'abandon de la **Louisiane**. Aux Indes nous ne gardions que quelques comptoirs (Chandernagor, Pondichéry, Karikal, Mahé). Cette guerre déplorable et mal conduite coûtait ainsi à la France la plus grande partie de son empire colonial.

V. — L'Administration de Frédéric II.

Progrès de la Prusse. — La Prusse sortait de la guerre de Sept Ans, meurtrie, dépeuplée, vide de soldats et d'artisans. Les campagnes, qui de 1745 à 1756 avaient fleuri sous la sage administration de Frédéric, étaient ruinées par le passage de tant d'armées.

« On ne peut, écrivait le roi, se représenter cet État que sous l'image d'un homme criblé de blessures, affaibli par la perte de son sang et près de succomber sous le poids de ses souffrances. La noblesse était dans l'épuisement, le petit

peuple ruiné, nombre de villages brûlés, beaucoup de villes détruites. Une anarchie complète avait bouleversé tout l'ordre de la police et du gouvernement. En un mot, la désolation était générale. L'armée ne se trouvait pas dans une meilleure situation : dix-sept batailles avaient fait périr la fleur des officiers et des soldats. Les régiments étaient délabrés et composés en partie de déserteurs ou de prisonniers. L'ordre avait disparu et la discipline était relâchée au point que nos vieux corps d'infanterie ne valaient pas mieux qu'une nouvelle milice. »

Frédéric II se remit aussitôt à l'œuvre et répara une seconde fois, avec une merveilleuse intelligence, les désastres de son royaume. La Prusse venait d'acheter chèrement le droit de vivre : il fallait prouver à l'Europe qu'elle pouvait vivre. Elle fit plus : elle prospéra. Frédéric exempta d'impôts la Silésie, répartit les chevaux de l'armée dans les campagnes, ouvrit au public les magasins militaires, reconstruisit les villes, les villages, convertit en hameaux les métairies de la couronne. Un fermier anglais fertilisa les sables du Brandebourg. On y planta des navets qu'on laissait pourrir et qui formaient une couche de terre végétale. Dans la Haute-Silésie on établit des colonies d'étrangers, surtout d'Allemands : on donnait aux colons maison, écurie, grange, jardin et douze à vingt arpents de terre, plus du bétail, l'exemption d'impôt et du service militaire pendant quelques années. Les seigneurs furent invités à imiter le roi, et c'était un ordre. Ils durent former des villages sur leurs domaines. Le roi s'occupait de tout : des méthodes de culture, des qualités du sol, de la construction des maisons, des écoles, des chemins, des canaux.

Frédéric II écrivait à Voltaire : « Je reviens de la Silésie, dont j'ai été très content. L'agriculture y a fait des progrès très sensibles, les manufactures prospèrent. Nous avons débité à l'étranger pour cinq millions de toile et pour un million deux cent mille écus de drap. On a trouvé une mine de cobalt dans les montagnes qui fournit à toute la Silésie. Nous faisons du vitriol aussi bon qu'à l'étranger. Un homme fort industrieux y fait de l'indigo tel que celui des

Indes; on change le fer en acier avec avantage et plus simplement qu'à la façon de Réaumur. Notre population est augmentée, depuis 1756, de 180 000 âmes. Enfin tous les fléaux qui avaient abîmé ce pauvre pays sont comme s'ils n'avaient jamais été, et je vous avoue que je ressens une douce satisfaction à voir une province revenir de si loin. »

Frédéric II et les lettres. — Frédéric n'était pas seulement un grand capitaine, un habile administrateur : lettré et savant, il accueillait et comblait d'honneurs Algarotti, Bastiani, Maupertuis, d'Argens, Euler.

Enfin, il fit venir à sa cour, dans l'intervalle de ses deux grandes guerres (1750), le grand écrivain de l'époque, *Voltaire*. Il le créa chambellan, lui donna la clef d'or, la croix d'un ordre fameux, une pension de 20 000 livres, le logea dans son palais. Toutefois le roi de la littérature et le roi de la Prusse ne purent longtemps vivre en bonne intelligence. Leur orgueil s'égalait. La susceptibilité du poète n'était dépassée que par celle du prince. La satire de Voltaire n'épargna point les familiers du roi. Il y eut rupture, départ. Voltaire emportait un volume inédit des poésies de Frédéric. Celui-ci le fit poursuivre, arrêter à Francfort, et retenir douze jours prisonnier jusqu'à ce que le volume fût rendu. Pendant la guerre de Sept Ans il y eut réconciliation, et la correspondance reprit aussi spirituelle que par le passé.

L'État prussien. — Le résultat du règne de Frédéric II, qui devait encore accroître ses États d'une partie de la Pologne, fut donc considérable. C'est lui qui a vraiment créé la Prusse. Ses prédécesseurs avaient préparé les éléments : lui seul fit la nation prussienne en lui donnant une organisation politique et militaire. Il forma, avec des Allemands et des colons de tous pays, le génie prussien, méthodique, raide, compassé, sévère et bien différent du génie allemand, si rebelle à la règle et à l'unité. Il légua en même temps à son peuple un patrimoine de victoires et son ambition.

RÉSUMÉ

La jalousie qu'excitait en Angleterre le développement des colonies et de la marine française amena la *guerre de Sept Ans*, qui se compliqua presque aussitôt d'une autre, contre la Prusse. Les alliances furent renversées. La France unie à l'Autriche combattait la Prusse unie à l'Angleterre.

Cette guerre débuta brillamment par la prise de **Port-Mahon**, dans l'île de Minorque (1756), par la victoire de **Hastembeck** et la capitulation d'une armée anglaise à **Closter-Seven** (1757).

Mais le désordre des armées amena bientôt les revers : défaite de Soubise à **Rosbach** (1757), défaite du comte de Clermont à **Crevelt** (1758), défaite de Contades à **Minden** (1759).

Les Anglais essayèrent un débarquement en Bretagne, mais furent battus à **Saint-Cast** (1758). La victoire de **Clostercamp** (1760), le dévouement du *chevalier d'Assas*, relevèrent un peu les armes françaises. Mais les colonies étaient perdues.

Le *duc de Choiseul*, appelé aux affaires en 1758, fit conclure le **Pacte de famille** (1761), qui réunissait toutes les branches de la maison de Bourbon. Cette alliance tardive ne put qu'entraîner l'Espagne dans notre ruine.

De son côté Frédéric II avait résisté à la coalition formée contre lui par l'Autriche, la Russie et la Suède. Il triompha d'abord à **Lowositz** (1756), à Prague (1757), fut battu à **Kollin**, mais se releva brillamment par la victoire de **Rosbach**, gagnée sur l'armée franco-allemande, puis par celle de **Leuthen** (ou Lissa) sur les Autrichiens, et par celle de **Zorndorf** (1758), sur la Russie.

Mais ceux-ci reprirent l'avantage à **Kunersdorf** (1759), et Frédéric vit sa capitale occupée par l'ennemi, son royaume ravagé : il se trouva un moment dans une situation désespérée.

Il en sortit cependant grâce à ses succès de **Liegnitz** et de **Torgau** (1760) et à l'avènement de *Pierre III*, qui retira les Russes de la coalition. Le traité de **Hubertsbourg** lui laissa la Silésie. Le traité de Paris, qui termina la guerre de la France et de l'Angleterre, nous fit perdre la plupart de nos colonies.

Frédéric II, aussi habile administrateur que grand capitaine, réorganisa son royaume délabré, et la Prusse ne tarda pas à prospérer. Elle devenait une des principales puissances.

Guerre de Sept Ans (1756-1763).

FRANCE ET AUTRICHE, PUIS ESPAGNE ET RUSSIE CONTRE PRUSSE ET ANGLETERRE			
DATES	FRANCE	PRUSSE	ANGLETERRE ET GUERRE MARITIME
1756	Une flotte part de Toulon. Prise de **Port-Mahon**. Victoire sur l'amiral Byng.	Victoire de Frédéric II à **Pirna** et à **Lowositz**. Il reste maître de la Saxe.	Défaite de la flotte de Byng à la hauteur de Port-Mahon. Jugement et mort de l'amiral Byng.
1757	Victoire de d'Estrées, à **Hastembeck**, sur l'armée anglaise de Hanovre. Richelieu. Capitulation des Anglais à **Closter Seven**. Défaite de Soubise à **Rosbach**.	Victoire de **Prague**. Défaite à **Kollin**. Victoire de **Rosbach** sur les Franco-Allemands. Victoire de **Leuthen** sur les Autrichiens.	Capitulation de *Closter-Seven*. Ministère **William Pitt**. Le colonel Clive dans l'Hindoustan.
1758	Défaite du comte de Clermont à **Crevelt** Ministère de Choiseul. Les Anglais repoussés en Bretagne à **Saint-Cast**.	Victoire de **Zorndorf** sur les Russes.	Succès au Canada : prise du Cap-Breton ; siège de *Madras* aux Indes par Lally-Tollendal.
1759	Défaite de Contades à **Minden**.	Défaite des Prussiens par les Russes à **Kunersdorf**.	Défaite des Français au Canada, près de *Quebec*. Victoire des Anglais sur les flottes françaises près des côtes de France.
1760	Succès à **Clostercamp**.	**Berlin** occupé par les Russes. Frédéric II bat les Autrichiens à **Liegnitz** et à **Torgau**.	Prise de *Montréal*
1761	*Pacte de famille*. Intervention de l'Espagne.		Prise de *Pondichéry* aux Indes. William Pitt quitte le ministère.
1762	Les Anglais prennent les colonies espagnoles.	Avènement de Pierre III. Revirement de la Russie.	Préliminaires de paix avec la France.
1763	Traités de **Paris**.	Traité de **Hubertsbourg**.	

CHAPITRE XVII

LES COLONIES FRANÇAISES AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE

SOMMAIRE. — I. LES FRANÇAIS ET LES ANGLAIS DANS L'HINDOUSTAN. — L'Inde ; démembrement de l'empire mongol. — Dupleix. — Les hostilités dans l'Inde durant la guerre de la succession d'Autriche ; Dupleix et la Bourdonnais. — Dupleix et les protectorats. — La Compagnie anglaise ; lord Clive. — Rappel de Dupleix. — Progrès de la Compagnie anglaise. — La guerre de Sept Ans ; Lally-Tollendal ; perte de Pondichéry (1761). — II. CONQUÊTE DE L'HINDOUSTAN PAR LES ANGLAIS. — La Compagnie anglaise et le gouvernement ; le Regulating Act (1773). — Warren Hastings ; Hayder-Ali et Tippo-Saib. — III. LES COLONIES FRANÇAISES EN AMÉRIQUE. — Le Canada. — Montcalm ; bataille de Québec ; abandon du Canada.
LECTURES. — Le Bengale ; origine de Calcutta. — Montcalm.

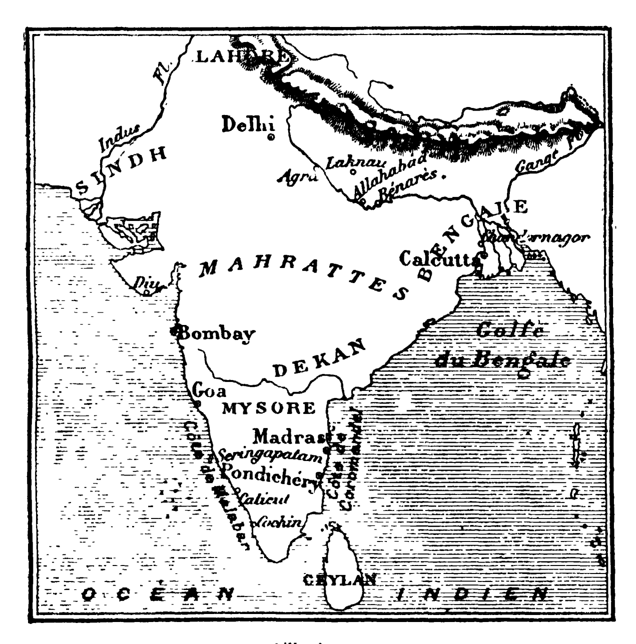
I. — LES FRANÇAIS ET LES ANGLAIS DANS L'HINDOUSTAN.

L'Inde : démembrement de l'empire mongol. — La paix de Paris avait été achetée au prix de notre empire colonial, qui aurait pu devenir immense et qui mérite qu'on s'y arrête. Les Français, sous le règne de Louis XIV, avaient commencé à dominer de vastes espaces en Amérique et établi en Asie des comptoirs qui pouvaient servir de base à de nouvelles acquisitions. L'indifférence du gouvernement de Louis XV amena la ruine de ces entreprises ; nos explorations servirent à d'autres.

Au pied de l'Himalaya, cette chaîne la plus haute du globe, où des cimes dépassant 8000 mètres sont couvertes d'un hiver éternel, s'étend une vallée large et fertile qui jouit d'un éternel été, abritée contre les vents du nord, chauffée par un soleil tropical et arrosée par les eaux abondantes qu'entraîne le Gange. A cette vallée fait suite un plateau triangulaire enveloppé par la mer d'Oman et le golfe du Bengale, plateau fertile, assez élevé au-dessus du niveau de la mer pour que la chaleur y soit moins insupportable que dans la vallée du Gange : le *Dékhan*. L'ensemble de ce pays forme l'*Hindoustan* ou l'*Inde*, renommée dans l'antiquité par ses riches productions et ses nombreuses populations. Pays

neuf fois aussi étendu que la France, couvert d'une luxuriante végétation, abondant en mines, en pierres précieuses. Les Portugais en avaient ouvert la route et révélé les magnificences, mais ni eux ni les Hollandais, qui les avaient suivis, n'avaient songé à s'établir à l'intérieur.

La Compagnie française des Indes, créée par Colbert, ne



L'Hindoustan

s'était non plus préoccupée que du commerce : elle avait fondé *Pondichéry*, sur la côte de Coromandel, mais, englobée dans les désastreuses aventures de Law, elle végétait. Pourtant un des gouverneurs de Pondichéry, l'habile *Dumas*, acquit *Karikal* (1739), et la Compagnie avait en outre fondé des comptoirs à *Chandernagor*, dans la vallée du Gange, à Mahé sur la côte de Malabar. Mais ses vues n'allaient pas plus

loin que le trafic, et ses directeurs timides ne comprenaient point le parti qu'ils auraient pu tirer de leur établissement dans ces terres favorisées du soleil.

Les circonstances étaient pourtant favorables. L'Inde, soumise aux Mongols durant le Moyen Age, tendait à leur échapper. Après la mort de l'empereur *Aureng-Zeb* (1707), qui trônait dans l'opulente cité de *Delhi* (sur la Djemma), les neuf provinces constituant cet empire se rendirent indépendantes. Les *nizams* ou vice-rois et leurs lieutenants, les *soubabs*, les *nababs*, s'approprièrent les pays qu'ils administraient. L'empire mongol se démembrait comme jadis l'empire de Charlemagne. Les rivalités affaiblissaient ces royaumes divers, et les Européens ne se trouvaient plus en présence d'une masse redoutable et difficile à entamer.

Dupleix. — Le fils d'un fermier général, **Dupleix**, né à Landrecies en 1697, avait tout jeune pris goût pour les voyages et les aventures. Dès l'année 1721 il débarqua, comme agent de la Compagnie, dans l'Hindoustan, où il devait rester plus de trente années et arriver à la plus haute fortune. Ce ne fut d'abord qu'un commerçant adroit; mais l'intelligence avec laquelle il fit ses affaires et celles de la Compagnie lui valut le poste de gouverneur de Chandernagor. Là où il n'y avait qu'une bourgade, il bâtit une ville : ses vaisseaux multipliés y apportèrent les produits des pays lointains, même ceux de la Chine. Aussi le nomma-t-on gouverneur de Pondichéry en 1740, puis gouverneur général des possessions françaises. Dupleix était aidé par sa femme, *Jeanne Albert*, fille d'un médecin de Paris et d'une créole portugaise, célèbre dans l'Inde sous le nom de princesse Jeanne. Familière avec tous les dialectes du pays, elle entretenait, pour le compte de son mari, une vaste correspondance diplomatique, et Dupleix étendit le champ de son activité en intervenant dans les querelles des souverains du pays.

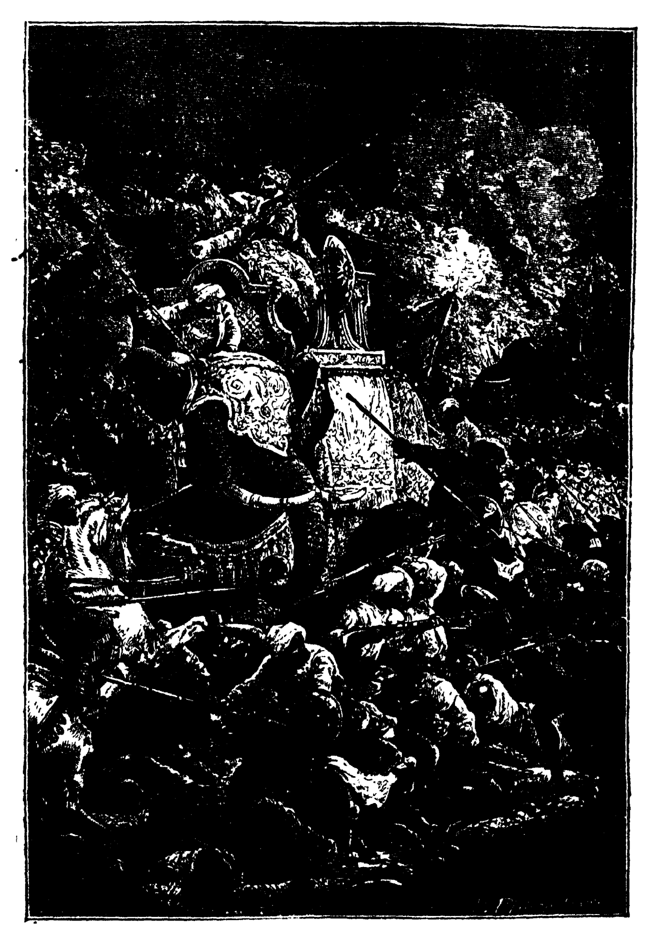
Les hostilités dans l'Inde durant la guerre de la succession d'Autriche; Dupleix et la Bourdonnais. — La guerre vint le détourner de ses plans, tout en lui fournissant l'occasion de s'agrandir aux dépens des Anglais. Ceux-ci en effet

avaient, de leur côté, fondé des comptoirs au Bengale et sur la côte de Coromandel. Ils avaient pour principale ville *Madras*. Dupleix en médita la conquête. Or le gouvernement de Louis XV avait envoyé dans les mers de l'Inde un chef d'escadre, **la Bourdonnais**. L'accord des deux chefs aurait pu produire de brillants résultats : leur rivalité devint funeste.

Mahé de la Bourdonnais avait rendu de grands services comme gouverneur des *îles de France* (Maurice) et *Bourbon* (la Réunion). Il avait, par sa bonne administration, favorisé le développement de ces deux colonies : il y avait introduit la culture de la canne à sucre, établi des raffineries, et son souvenir y est resté populaire. Lors de la guerre de la succession d'Autriche, il balaya les mers des Indes et réussit à jeter une expédition sur la côte de Coromandel. Il avait forcé *Madras* à capituler et s'était montré généreux au sujet des conditions (1746). Dupleix survint, irrité, cassa la capitulation, pilla et incendia Madras. La Bourdonnais, accusé par Dupleix, fut rappelé et enfermé à la Bastille, où il attendit plusieurs années, dans une rigoureuse captivité, un jugement dont il sortit victorieux mais usé par la douleur; il mourut presque au lendemain de sa délivrance.

Dupleix et les protectorats. — La paix d'Aix-la-Chapelle obligea Dupleix à rendre Madras aux Anglais. Alors il songea à se dédommager d'un autre côté. « Un Français, le premier, a dit Macaulay, devina qu'il était possible de fonder une domination européenne sur les ruines de la monarchie mongole; ce fut Dupleix. Son intelligence active, vaste, remuante, novatrice, avait déjà formé ce plan à une époque où les plus habiles de la Compagnie anglaise ne s'occupaient encore que d'affaires commerciales. Et il ne s'était pas seulement proposé ce but sublime : il avait conçu avec une netteté, une justesse de vues qu'on ne saurait trop admirer, les moyens les plus propres à l'y conduire. Il s'était dit que la plus puissante armée dont pussent disposer les princes indiens serait incapable de lutter contre un petit corps discipliné à l'européenne et dirigé selon les lois de la tactique civilisée. Enfin il savait à merveille que, pour exercer dans l'Inde l'autorité suprême, un aventurier d'Europe n'avait rien de mieux à

faire que de s'assurer un ascendant durable sur quelqu'une



Combats des Français dans l'Inde.

de ces vaines idoles honorées du titre de *nizam* ou de

nabab : vrai mannequin dont il dirigerait les mouvements, et par la bouche duquel passeraient ses ordres. En un mot, les artifices guerriers ou politiques qu'employèrent avec tant de succès, quelques années plus tard, les hommes qui menèrent à bien la conquête de l'Inde, furent compris d'abord et pratiqués par ce Français ingénieux, hardi, plein d'ambition. »

En 1748 Dupleix se mêla aux révolutions du pays, et bientôt il eut fait un vice-roi (*nizam*) du Dékhan, un *nabab* de la Carnatique. « Les armes et la politique françaises avaient partout l'ascendant. À Pondichéry l'enthousiasme était au comble. Chaque jour amenait un triomphe nouveau, des fêtes nouvelles. Les batteries tiraient des salves : on chantait le *Te Deum* dans les églises. Le nouveau nizam y vint visiter ses alliés; et la cérémonie de son installation fut célébrée en grande pompe. Dupleix, vêtu comme les musulmans du rang le plus élevé, fit son entrée dans le même palanquin que le nizam, et, dans les solennités qui suivirent, prit le pas sur tous les grands de la cour. Il fut proclamé gouverneur de l'Inde depuis la rivière Kishnah jusqu'au cap Comorin, c'est-à-dire d'une étendue de pays presque égale à la France. Une grande partie des trésors accumulés par les anciens vice-rois du Dékhan passèrent dans les coffres du gouverneur français. Il gouvernait plus de trente millions d'hommes avec une autorité presque absolue. Ses compatriotes se vantaient que, même dans les salles du palais de Delhi, son nom n'était pas prononcé sans une respectueuse terreur. La population indigène contemplait avec stupeur cet aventurier européen qui, dans le court espace de quatre années, avait fait d'immenses pas vers l'assujettissement de l'Asie entière. Et le fastueux Français ne se contentait pas de la réalité du pouvoir. Il aimait à étaler, avec une ostentation arrogante, aux yeux de ses sujets comme à ceux de ses rivaux, sa grandeur si rapidement conquise. Près de l'endroit où son astucieuse politique avait réalisé le plus important de ses triomphes, en renversant Nazir-Jung et en plaçant Mirzapha sur le trône, il résolut d'élever une colonne sur les quatre faces de laquelle quatre inscriptions pompeuses, rédigées en quatre langues différentes, proclameraient sa

gloire à toutes les nations de l'Orient. Des médailles frappées d'emblèmes qui rappelaient ses succès furent enterrées sous les fondations du majestueux édifice, autour duquel se groupèrent les premiers rudiments d'une cité naissante, appelée à porter le nom sonore de Dupleix-Futehabad, c'est-à-dire la « ville de la victoire de Dupleix[1]. »

La Compagnie anglaise; lord Clive. — La Compagnie anglaise ne savait comment arrêter les progrès des Français. Un jeune homme, **Clive**, envoyé aux Indes parce que ses parents n'avaient su qu'en faire en Angleterre, employé comme simple commis, avait déjà montré du goût pour les armes, lorsqu'il proposa de frapper un coup décisif, de renverser le nabab de la Carnatique, créature de Dupleix, et de lui substituer le prétendant soutenu par les Anglais. Il réussit et s'illustra tout d'abord par la prise, puis par la défense de la capitale *Arcote*. La Compagnie le soutint; les victoires se succédèrent. Le major *Lawrence* poursuivit de son côté l'œuvre de Clive, et la Carnatique fut bientôt gouvernée par un fantôme soumis aux Anglais. Dupleix lutta autant qu'il fut en lui, mais il n'avait point de talents militaires. « En fait de troupes, on ne lui expédiait que le rebut des galères. Il persistait cependant, infatigable dans ses intrigues, trouvant toujours de l'or pour corrompre, des promesses pour séduire, prodiguait sa fortune personnelle, épuisait les ressources de son vaste crédit, se procurait à Delhi de nouveaux pouvoirs, de nouveaux diplômes, suscitait au gouvernement de Madras des ennemis qui, de tous côtés abattus, renaissaient de tous côtés; trouvait enfin, même parmi les alliés de la Compagnie anglaise, des traîtres à faire agir contre elle. Mais tout ce travail avortait. Lentement, il est vrai, mais sans s'arrêter jamais, la puissance anglaise continuait à grandir, celle de la France continuait à décroître[2]. »

Rappel de Dupleix. — Ces luttes ne faisaient point l'affaire des marchands de la Compagnie française, qui, ne

1. Macaulay, *Œuvres diverses : Lord Clive.*
2. *Ibid.*

comprenant point l'avantage des plans de Dupleix, ne le soutenait point. Elle voulait du commerce, non des royaumes, comme si ces royaumes ne devaient point lui fournir un immense commerce. Elle voulait des dividendes et non des victoires, comme si notre défaite n'allait pas ruiner tout espoir de dividendes. Le gouvernement, pressé d'ailleurs par le cabinet britannique, devant lequel il plia, rappela Dupleix (1754), qu'il avait d'abord récompensé.

Pour Dupleix, il pleura en quittant cette presqu'île de l'Inde où, depuis plus de trente années, il avait rendu le nom français si imposant. De plus grandes douleurs l'attendaient à Paris, malgré l'accueil enthousiaste qu'il avait reçu des populations depuis Lorient jusqu'à cette ville. Sa femme, sa fille, fiancée au brave Bussi, et que le Grand Mongol avait demandée en mariage, moururent bientôt. Dupleix usa ses dernières années à réclamer treize millions qu'il avait avancés à la Compagnie et qui représentaient sa fortune, celle de ses parents et de ses amis. Trois jours avant sa mort, cet homme publiait un mémoire qu'on ne peut lire sans serrement de cœur : « J'ai sacrifié ma jeunesse, ma fortune, ma vie, à combler d'honneurs et de richesses ma nation en Asie.... De malheureux amis, de trop faibles parents consacrent tous leurs biens pour faire réussir mes projets, ils sont maintenant dans la misère. Je suis dans la plus déplorable indigence. Le peu de bien qui me reste est saisi ; j'ai été obligé d'obtenir des arrêts de surséance pour n'être pas traîné en prison.... » Dupleix mourut dans cette misère en 1763.

Progrès de la Compagnie anglaise. — La Compagnie anglaise ne tarda pas à être amenée à agir dans le nord de l'Hindoustan comme elle avait agi au midi ; à soumettre le *Bengale*[1] comme elle avait soumis la *Carnatique*.

---

1. **Lecture : *Le Bengale ; origine de Calcutta.*** — « Des provinces jadis subjuguées par la race de Tamerlan, le Bengale était sans contredit le plus riche. Aucune portion de l'Inde ne possédait de tels avantages naturels, soit pour l'agriculture, soit pour le commerce. Le Gange, qui par mille et mille canaux se précipite vers la mer, a formé là une vaste plaine de riches alluvions qui, nonobstant l'ardeur du

Le Bengale était gouverné par le plus affreux tyran, *Surajah-Dowlah*. Surajah détestait les Anglais : il s'empara du fort *William* et fit périr plus de cent vingt prisonniers dans un étroit et horrible cachot, appelé le *Trou noir*, où ces malheureux moururent en une nuit, étouffés par la chaleur (1756).

Des troupes furent envoyées de Madras pour venger cette cruauté et renverser Surajah-Dowlah. Clive les commandait. Le nabab, après avoir entamé des négociations, demanda des secours aux Français. Aussitôt Clive se tourne contre Chandernagor et s'en empare. Surajah-Dowlah, privé d'appui, n'en risqua pas moins une bataille à **Plassey** (1757), comptant sur ses forces vingt fois supérieures. Clive, avec mille Anglais et deux mille cipayes, lui infligea une sanglante défaite. Le

---

soleil tropical, rivalise avec la riche verdure des comtés anglais pendant le mois d'avril. Les rizières y donnent des produits d'une abondance partout ailleurs inconnue. Les épices, le sucre, les essences végétales s'y multiplient avec une exubérance merveilleuse. Les fleuves fournissent à la pêche des ressources inépuisables. Le grand cours d'eau qui donne sa fertilité au sol est, en même temps, la voie principale que suit le commerce d'Orient. Sur ses bords et sur ceux de ses tributaires, se trouvent les plus riches marchés, les capitales les plus opulentes, les temples les plus vénérés de l'Inde. Les grandes compagnies commerciales de l'Europe avaient longtemps possédé des forteresses dans le Bengale. Les Français s'étaient établis — ils y sont encore — à Chandernagor sur le Hoogley; un peu plus haut sur le même fleuve, les commerçants hollandais avaient Chinsurah. Les Anglais s'étaient construit le fort William, plus proche de la mer. Une église et d'immenses entrepôts s'élevaient dans le voisinage. Une rangée de spacieuses habitations, appartenant aux principaux facteurs de la Compagnie des Indes orientales, bordaient les rives du fleuve, et dans leur voisinage grandissait une cité indigène, vaste et affairée, où quelques négociants hindous, possesseurs de richesses immenses, avaient fixé leur séjour. En revanche, l'espace maintenant occupé par les splendides palais de Chowringhee n'enfermait encore que quelques misérables huttes recouvertes de chaume. Une jungle marécageuse, abandonnée au gibier aquatique et aux alligators, couvrait le site actuel de la citadelle et le cours qui, chaque soir, au coucher du soleil, voit arriver en foule les plus brillants équipages de Calcutta. » (Macaulay, *Lord Clive.*)

concurrent de Surajah, *Meer-Jafier*, fut proclamé nabab et fit périr son adversaire qu'on avait saisi. « La Compagnie et ses agents virent alors pleuvoir sur eux les dédommagements et récompenses pécuniaires en vue desquels la révolution s'était opérée. Une somme de 800000 livres sterling (20 millions de francs), en espèces d'or et d'argent, fut expédiée au fort William. La flottille chargée de ce trésor était de plus de cent barques; elle accomplit son voyage triomphal, pavillon au vent, musiques sonnantes. » Clive reçut 7 millions. Il fut plus puissant que ne l'avait été Dupleix; la Compagnie le nomma gouverneur de ses possessions au Bengale, et, quand il retourna en Angleterre, le roi le nomma pair d'Irlande.

La guerre de Sept Ans; Lally-Tollendal; perte de Pondichéry (1761). — Toutefois les Français luttaient encore. Le *marquis de Bussi*, gendre de Dupleix, maintenait notre influence dans le Dékhan. On aurait dû lui donner le commandement; on lui préféra l'Irlandais **Lally-Tollendal**, général savant et intrépide, loyal mais irascible, qui avait juré une haine éternelle aux Anglais et voulait les expulser de la péninsule Indienne. Profitant de la guerre de Sept Ans, il leur fit une guerre acharnée, s'empara de Gondelour, du fort Saint-David, et songea à attaquer Madras. Sans troupes, sans argent, mal secondé par les escadres, obligé de lutter contre une administration corrompue et insouciante, il vit toute son audace échouer et fut obligé de lever le siège de *Madras* (1759). Ses hauteurs, ses violences, sa colère trop loyale, lui aliénaient les esprits et l'empêchaient de se créer des ressources. Il ne put que défendre **Pondichéry**, assiégée pendant dix mois par les Anglais (1760-1761). Malgré des prodiges de valeur, il dut rendre la place, qui fut détruite. Le courageux défenseur de nos colonies se vit accusé en France de trahison, de concussions. Prisonnier des Anglais, il demanda à venir se justifier. Une injuste sentence l'envoya à l'échafaud et on le traîna à la Grève, un bâillon à la bouche pour l'empêcher de protester de son innocence (1766). Sa mémoire fut réhabilitée sous Louis XVI, grâce aux instances de son fils Lally-Tollendal; mais cette mort n'en est pas moins une honte pour le gouvernement de Louis XV.

Les Anglais se montrèrent plus justes. Après une nouvelle administration aux Indes (1764-1768), pendant laquelle il réforma vigoureusement les abus, lord Clive se vit à son retour en Angleterre l'objet d'ardentes attaques. On lui fit un procès à la Chambre des communes. Les calomnies s'évanouirent et il ne resta que l'accusation d'avoir, lors de sa première administration, obtenu des sommes considérables des princes qu'il avait dominés. Clive se défendit librement. La Chambre déclara qu'il avait abusé de son pouvoir, mais aussitôt elle vota une autre déclaration, portant que « lord Clive avait rendu à son pays de grands et méritoires services ». Toutefois Clive, depuis longtemps en proie à un sombre chagrin, se suicida (1774).

II. — Conquête de l'Hindoustan par les Anglais.

La Compagnie anglaise et le gouvernement; le Regulating Act (1773). — Les victoires remportées sur les Français délivraient l'Angleterre de ses plus sérieux concurrents aux Indes. La paix de 1763 rendit à la France Pondichéry, Karikal, Chandernagor, mais avec un territoire si limité que ces villes demeurèrent à peine des comptoirs. Clive avait obtenu du Grand Mongol, pour la compagnie, l'autorisation de percevoir les revenus des provinces du *Bengale*, d'*Orissa* et de *Bahar*, premier pas vers la souveraineté définitive. Toutefois les Anglais étaient loin de posséder la péninsule entière de l'Hindoustan et toute la vallée du Gange, comme ils les possèdent aujourd'hui. Ce ne fut qu'au prix d'efforts successifs, en suivant la politique qui leur avait déjà si bien réussi, que peu à peu ils établirent leur domination sur *Bénarès*, la capitale sacrée, le centre religieux des Hindous, puis leur suzeraineté sur le royaume d'*Oude*. Au centre et à l'ouest de la presqu'île, ils rencontrèrent une résistance très vive, acharnée même.

Hayder-Ali, souverain de *Mysore*, se rendit dès l'abord si redoutable qu'il obtint en 1769 un traité avantageux. La compagnie se trouvait alors dans une situation critique. Toutes ces guerres coûtaient cher, et cette association de marchands,

devenue souveraine d'un empire, risquait de faire banqueroute. Le gouvernement vint à son secours, mais en se faisant reconnaître le *droit de surveiller l'administration de l'Inde* (**Regulating Act**, 1773). C'était le premier pas du gouvernement, qui, à chaque embarras de la compagnie, à chaque difficulté suscitée par les incroyables abus et l'impitoyable avidité des agents de la compagnie, étendra son action et finira par attirer à lui la domination directe de l'Inde.

Warren Hastings; Hayder-Ali et Tippo-Saïb. — Lors de la guerre d'Amérique, les hostilités se renouvelèrent entre la France et l'Angleterre (1778). Les Français, dont les comptoirs se trouvèrent de nouveau saisis, s'allièrent avec Hayder-Ali. Le gouverneur **Warren Hastings**, dans les années 1780-1781, déploya une telle activité, une telle énergie, qu'il sauva, on peut le dire, l'empire britannique aux Indes. Hayder-Ali remporta plusieurs victoires, mais le gouverneur sut détacher de son alliance le peuple le plus redoutable, les *Mahrattes*, montagnards farouches, terreur des molles populations de l'Hindoustan. Hayder-Ali se vit forcé de reculer. La France n'avait point d'armée pour le soutenir, et les victoires navales du bailli de Suffren, si brillantes qu'elles fussent, ne le sauvaient pas. Hayder-Ali mourut en 1782. Mais il eut un digne successeur dans son fils *Tippo-Saïb*, qui autant que son père détestait les Anglais. Il continua la lutte; toutefois la France, à la fin de la guerre d'Amérique, l'abandonna. Contente de retrouver ses possessions perdues, elle signa le traité de Versailles (1783), traité inopportun dans l'Inde, où, l'année suivante, Tippo-Saïb se vit obligé d'accepter la paix.

Warren Hastings, quoique si occupé au midi, avait étendu la domination de la compagnie sur des princes de la vallée du Gange. Il ne regarda pas aux moyens. Les directeurs lui demandaient de l'argent, toujours de l'argent. Ne voulant pas opprimer les sujets des provinces conquises, déjà courbées sous un poids accablant, il eut recours à ce qu'il appelait des transactions pécuniaires avec les princes voisins, louant les soldats de l'armée anglaise à des tyrans, prenant part à de fructueuses révolutions, violant les promesses, les

engagements et sachant pressurer les souverains qui dépendaient de lui. Il faut dire que Warren Hastings ne cherchait point, par ces honteux moyens, sa fortune personnelle. S'il se rendit coupable de crimes honteux, ce fut pour les intérêts de la compagnie. Néanmoins il abusa tellement de sa puissance, qu'à son retour en Angleterre la Chambre des communes lui intenta un procès resté fameux, car il ne dura pas moins de huit ans (1788-1795). Warren Hastings fut acquitté.

Quelques années après, le dernier défenseur de l'indépendance du Mysore, Tippo-Saïb, qui avait repris les armes en 1792, périt sur les murs de sa capitale assiégée, *Seringapatam* (1799). Sa mort délivra les Anglais d'un adversaire redoutable. Ils purent dès lors faire de rapides progrès et, pendant les guerres de la République et de l'Empire, gagnèrent de nouveaux territoires.

III. — Les colonies françaises en Amérique.

Le Canada. — En Amérique comme aux Indes, la France, grâce à sa négligence et à son indifférence, avait vu lui échapper tout un empire. On a dit que les Français n'avaient point le génie colonial. C'est une erreur. Partout où ils ont passé, ils ont laissé des traces durables. Mais le gouvernement et, il faut le dire aussi, l'opinion ne portaient point aux choses lointaines l'intérêt que le gouvernement et le public anglais leur ont toujours porté. Le gouvernement français ne laissait point libre champ à l'initiative individuelle et portait ses tracasseries au delà de l'Océan. Si encore ces colons si rigidement surveillés, on les eût protégés, défendus! ils eussent fait des merveilles, car ni la bravoure ni l'intelligence ne leur manquaient.

Le *Canada*, découvert par un Français, Jacques Cartier, colonisé par un Français, Champlain, était semé d'une population française qui se multipliait et qui progressait lentement mais sûrement. En dépit des tracasseries de l'administration de la métropole, qui voulait dans ces pays neufs et immenses appliquer les règles compliquées d'une surveil-

lance étroite, maintenir des monopoles et des taxes onéreuses, le commerce prospérait dans les villes de *Québec* et de *Montréal*, devenues de véritables villes françaises. Le sol fertile était cultivé pendant l'été, et, l'hiver, les Canadiens couraient jusqu'aux grands lacs chercher des fourrures que leur vendaient les Indiens chasseurs et qui s'exportaient avantageusement. Il y avait donc là, sous un climat froid sans doute, mais sain, les éléments d'une magnifique colonie. Les Canadiens, fortement attachés à la France, luttaient avec ardeur contre les Anglais. Adroits, hardis, ils faisaient cent lieues sur la neige pour surprendre les postes anglais. Le marquis de *Vaudreuil*, *Montcalm* dirigeaient avec intrépidité la défense, mais ils ne disposaient que d'une armée trop faible pour couvrir de si vastes espaces et ne recevaient point de renforts. Au contraire les Anglais envoyaient sans cesse des corps de troupes réglées, et, en 1758, 80000 combattants se préparèrent à étouffer sous leur masse la poignée de braves qui portaient si fièrement le drapeau de la France.

Montcalm; bataille de Québec; abandon du Canada. — Montcalm livra devant **Québec** une dernière bataille. Il tomba glorieusement, frappé à mort[1]. La lutte fut si achar-

---

1. **Lecture : *Montcalm*.** — « Nous combattrons, écrivait Montcalm au ministre qui l'abandonnait, et nous nous ensevelirons, s'il le faut, sous les ruines de la colonie. » La population canadienne était digne d'un pareil chef. On décida que tous ceux qui pouvaient porter un fusil feraient campagne, et qu'on laisserait les travaux des champs aux femmes, aux moines, aux enfants, aux vieillards. Les femmes des chefs et des officiers donnèrent l'exemple. Une de celles-ci, Mme de Drucourt, alla même au feu. Enfermée avec son mari dans Louisbourg, dont il était gouverneur, elle passait une partie du jour dans les hôpitaux à panser les blessés, et l'autre sur le rempart, au milieu des boulets, mettant elle-même le feu aux pièces pour animer le soldat. Quand il ne resta plus que douze canons en batterie et un tiers de la garnison sur pied, Louisbourg se rendit. La route de Québec était ouverte : Montcalm la ferma encore une fois par une victoire.

La France, qui alors n'entendait plus guère de *Te Deum*, en dut un à cette petite armée qu'elle oubliait au milieu des neiges de l'Amérique. Mais Montcalm et ses braves troupes ne pouvaient être partout, sur la

née que le général anglais Wolf périt lui-même et que les Anglais payèrent chèrement la victoire. Malgré l'obstination du marquis de Vaudreuil, la France perdit le Canada, cédé à l'Angleterre par le traité de Paris en 1763. L'Espagne,

---

ligne immense des opérations. L'ennemi parut enfin devant Québec; Montcalm prend avec lui ce qu'il a de troupes disponibles, court aux Anglais pour ne point leur laisser le temps de rendre leur position inexpugnable, et se trouve avec 4500 hommes en face de 8000, rangés en carré et décidés à se bien battre, car, en cas de défaite, la retraite leur est impossible; Bougainville, le fameux navigateur, alors colonel, n'était pas loin de là avec 3000 hommes. Montcalm ne l'attend pas; il ne se donne même pas le temps de ranger son armée en deux lignes; il n'établit pas de réserve; il oublie toute sa science au moment où il fallait surtout s'en souvenir. Le général anglais Wolf avait donné l'ordre de ne tirer qu'à vingt pas, et avait fait mettre deux balles dans les fusils. Ce feu meurtrier causa du désordre dans nos rangs. Les Canadiens, excellents comme tirailleurs, valaient moins en ligne; ils se replièrent pour se battre à leur manière, isolément, derrière les arbres. Wolf déploya ses colonnes et chargea à son tour. Déjà blessé au poignet, il se mit à la tête de ses grenadiers : une balle l'atteignit encore et lui traversa la poitrine; on l'emporta sur les derrières de l'armée, tandis que les siens poursuivaient leur succès. « Ils fuient! » s'écrie un de ceux qui accompagnaient le général mourant. Cette parole le ranime. « Qui? demanda-t-il. — Les Français, lui répond-on. — Quoi, déjà! alors je meurs content. »

Montcalm tombait au même moment. Malgré deux blessures, il dirigeait la retraite, lorsqu'un coup de feu dans les reins le jeta à bas de son cheval « Au moins, dit-il, je ne verrai pas les Anglais dans Québec. » Il mourut le lendemain. Ses soldats l'enterrèrent dans un trou de bombe. Trois jours après, Québec capitula. Le chevalier de Levis défendit une année encore le Canada, vengea Montcalm à la seconde bataille d'Abraham, qu'il gagna, et enferma les Anglais dans leur conquête. Qu'une flotte vînt de France, et le Canada était sauvé. Une flotte arriva en effet dans le Saint-Laurent, mais elle était anglaise. Levis n'avait que 3000 soldats, à peine assez de poudre pour une bataille et des vivres pour quinze jours, lorsqu'il fut enveloppé dans Montréal par une armée de 17 000 hommes soutenus d'une artillerie formidable. Il fallut capituler. La Nouvelle France devenait anglaise. Dans l'Inde on avait pu compter quelques grands hommes; au Canada, tout le peuple fut grand. (*Histoire populaire de la France*, t. III.)

alliée de la France, dut céder la *Floride*, pour la dédommager, le gouvernement de Louis XV lui abandonna la Louisiane.

Du même coup, la France renonça à la vallée du Saint-Laurent, à la vallée du Mississipi, qui enfermaient et enveloppaient de toutes parts les colonies anglaises. Si quelque chose peut nous consoler, c'est de penser que par delà les mers, sur les bords du Saint-Laurent, à Québec, à Montréal, on parle encore notre langue, on garde nos vieilles mœurs. Les Canadiens sont restés fidèles au souvenir de la mère patrie et demeurent les soutiens fermes et nobles de notre influence morale.

Les voyages de découvertes.—L'importance des guerres maritimes montre combien on se préoccupait, au XVIIIe siècle, des contrées lointaines. On cherchait à compléter les connaissances géographiques, si augmentées depuis deux siècles.

Dampier, en 1704, visita la côte nord-ouest de l'Australie et découvrit la *Nouvelle-Bretagne*.

Wallis, *Carteret*, *Bougainville*, puis le fameux capitaine anglais *Cook* (1728-1779), révélèrent l'existence de nombreux archipels dans cette partie du monde qu'on appelait l'*Océanie*. Cook reconnut la *Nouvelle-Zélande*, découvrit la *Nouvelle-Calédonie*, les îles de la *Société*, celles des *Amis* et les îles *Sandwich*, où il périt. Il franchit trois fois le cercle polaire antarctique.

Sur ses traces marchèrent les Français *Lapérouse* (1741-1788) et *d'Entrecasteaux* (1740-1793). Lapérouse fit naufrage sur les récifs de l'île Vanikoro.

L'Anglais *Vancouver* (1750-1798) chercha un des premiers une communication au nord de l'Amérique, entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique. Le Danois *Behring* (1680-1741) détermina exactement l'extrémité orientale de l'Asie en reconnaissant le détroit qui a gardé son nom. Le globe se dessinait ainsi tout entier sur les cartes de plus en plus précises.

RÉSUMÉ

Les Français avaient établi des comptoirs importants dans l'Inde : *Pondichéry*, *Karikal*, *Chandernagor*, *Mahé*. Le démembrement de l'empire mongol, au XVIIIe siècle, fournissait une occasion favorable d'agrandissement.

Dupleix le comprit et, devenu gouverneur des possessions de l'Inde, en 1740, les releva et les étendit.

Sa malheureuse rivalité avec **la Bourdonnais**, lors de la paix de *Madras* (1246), empêcha les succès de la France d'être plus décisifs lors de la guerre de la succession d'Autriche. A la prise d'Aix-la-Chapelle, Madras fut rendue aux Anglais.

Dupleix voulut au moins profiter de cette paix pour intervenir dans les révolutions du pays et organiser des *protectorats* sur le **Dékhan** et la **Carnatique**. Il devint un souverain puissant.

Mais le gouvernement de Louis XV eut la faiblesse de céder aux réclamations des Anglais et de le rappeler.

Durant la guerre de Sept Ans, les Anglais se jetèrent sur les villes françaises. **Lally-Tollendal**, mal secondé, fut obligé, malgré une belle défense, de livrer **Pondichéry** (1761).

La paix de *Paris* nous rendit sans doute cette ville et les autres comptoirs, mais, pour ainsi dire, sans territoire. L'Inde était perdue pour nous.

Elle passait aux Anglais, qui, avec lord **Clive**, s'établirent solidement au Bengale, développèrent la ville de *Calcutta* et dominèrent les souverains du pays.

Le gouvernement anglais soutenait la Compagnie et, par le **Regulating Act** (1773), se fit reconnaître un droit de surveillance.

Warren Hastings continua les conquêtes, tout en donnant le triste scandale d'exactions sans nom qui lui valurent, en Angleterre, un procès resté célèbre.

Les Anglais avaient surtout à lutter contre les princes du midi, *Hayder-Ali*, souverain du *Mysore*, et son fils *Tippo-Saïb*. La France, un moment, durant la guerre d'Amérique, soutint Tippo-Saïb,

mais l'abandonna en 1783, et le midi de l'Hindoustan tomba définitivement aux mains des Anglais, qui purent déjà se considérer comme maîtres de cette péninsule, l'une des plus vastes et des plus riches régions de l'Asie.

En Amérique, les Français, qui occupaient les rives du Saint-Laurent et avaient déjà développé la belle colonie du **Canada**, la perdirent, durant les guerres de Sept Ans.

Le marquis de **Vaudreuil et Montcalm**, non secourus, ne purent soutenir l'effort d'armées bien supérieures en nombre, et la bataille de **Québec** (1758), la prise de cette ville, amenèrent la ruine de la domination française. Le Canada devint anglais quoiqu'il restât français de cœur.

CHAPITRE XVIII

LE MINISTÈRE DE CHOISEUL — FIN DU REGNE DE LOUIS XV

SOMMAIRE. — I. Le ministère de Choiseul. — La politique intérieure de Louis XV. — Ministère de Choiseul (1758-1770). — Réorganisation de l'armée et de la marine. — Réunion de la Lorraine à la France (1766). — Acquisition de la Corse (1768). — Choiseul et la Pologne. — Expulsion des Jésuites (1762-1765). — Dissolution du Parlement; dernières années de Louis XV. — Le Parlement de Paris et la royauté. — Disgrâce de Choiseul (1770). — Le Triumvirat; dissolution du Parlement; le parlement Maupeou (1771). — Désordre financier; mort de Louis XV (1774).

I. — Le ministère de Choiseul.

La politique intérieure de Louis XV. — Durant les guerres de la succession d'Autriche et de Sept Ans, le gouvernement de Louis XV n'avait pas même essayé de relever

par une sage politique intérieure son honneur compromis au dehors. C'était en plein dix-huitième siècle, au moment où les philosophes raisonnaient, discutaient et où les classes inférieures, plus instruites, demandaient une administration vigilante et juste, le même despotisme qu'au temps de Louis XIV. Les fêtes et le luxe de la cour contrastaient avec les souffrances du peuple, accablé d'impôts. La guerre incessante faite à la pensée, de plus en plus hardie, les emprisonnements arbitraires en vertu des lettres de cachet, les vexations de toute sorte, commençaient à soulever l'opinion contre une administration à la fois faible et tyrannique. Les grands corps de l'État, le clergé, le Parlement, se discréditaient par leurs querelles incessantes. Les opérations militaires des armées ou l'héroïsme des marins préoccupaient moins l'opinion que les mandements du clergé exigeant, pour les derniers sacrements, des adhésions écrites à la fameuse bulle *Unigenitus*, condamnation des doctrines jansénistes[1]. Les arrêts du Parlement annulaient ces mandements, et les magistrats enlaçaient dans ses procédures l'archevêque de Paris et plusieurs évêques. Le roi frappait de l'exil les magistrats qui cherchaient à renouer l'union entre toutes les cours souveraines pour résister à la royauté. Les esprits s'exaltaient tellement qu'un fanatique, *François Damiens*, attenta à la vie du roi et le blessa avec un canif (1757). Cet imitateur de Ravaillac périt dans les mêmes supplices, qui firent horreur en un siècle où les mœurs s'étaient adoucies. Ce crime n'en épouvanta pas moins les adversaires les plus opiniâtres de la politique royale et permit à Louis XV de terminer les querelles religieuses dont les philosophes se réjouissaient. Enfin, l'avènement de Choiseul au ministère en 1758 donna au moins le pouvoir à un homme habile et soucieux de la dignité du royaume.

Ministère de Choiseul (1758-1770). — Le duc de Choiseul était l'un des hommes qui avaient le mieux conservé,

1. La bulle *Unigenitus* avait été publiée en 1713 par le pape Clément XI, et condamnait cent propositions extraites d'un livre du P. Quesnel, et rappelant les théories jansénistes.

au milieu de la corruption du dix-huitième siècle, l'intelligence et le goût des grandes affaires. Quoiqu'il eût d'abord dû son crédit à l'appui de Mme de Pompadour, et qu'il pût compter parmi les courtisans, il s'inspirait surtout, dans les charges qu'il remplissait, de sentiments nobles et élevés. Son ambassade à Vienne avait révélé ses qualités de diplomate. C'est de Vienne qu'il fut appelé pour prendre, en 1758, la direction des affaires étrangères. Il changea bientôt ce ministère contre celui de la guerre (1760), puis contre celui de la marine (1763), mais en réalité il n'eut autour de lui que des auxiliaires soumis et exerça, sans le titre, un pouvoir aussi étendu que celui du cardinal de Fleury. C'était un premier ministre[1].

Réorganisation de l'armée et de la marine. — Si Choiseul ne put changer tout à fait le cours défavorable de la guerre de Sept Ans, du moins essaya-t-il d'en atténuer les désastres. Esprit ouvert à tous les progrès et rendu attentif par une longue observation des pays voisins, Choiseul sut se rendre compte des changements introduits dans l'art de la guerre par la tactique de Frédéric II : il mit sur un excellent pied les corps de l'*artillerie* et du *génie*. Enfin l'attitude qu'il donna à l'armée, la force qu'il rendit aux alliances naturelles de la France, le *Pacte de famille*, ne contribuèrent pas peu à la conclusion de la paix de Paris.

Les clauses les plus funestes de ce traité étaient relatives à nos colonies, trop vite abandonnées. Ce n'est pas que Choiseul les ait sacrifiées de gaieté de cœur. Au contraire, mais il se rendait compte de la faiblesse de la marine, il estimait que la France serait hors d'état de conserver des colonies lointaines tant qu'elle ne disposerait point de flotte capable de les protéger. Aussi le duc de Choiseul donna-t-il tous ses soins à la réorganisation de la flotte. En sept ans les forces maritimes, naguère anéanties, s'élevèrent à soixante-quatre vaisseaux de ligne et à cinquante frégates ou corvettes. C'est

1. Choiseul est un bourg de la Haute-Marne, qui a donné son nom à une ancienne seigneurie, dont les titulaires se distinguèrent plusieurs fois par leurs services militaires sous Henri IV, Louis XIII, Louis XIV.

un diplomate qui a peut-être fait le plus grand effort pour notre marine depuis Colbert, le fils d'un marchand de draps.

Réunion de la Lorraine à la France (1766). — Choiseul eut cependant l'occasion de mettre à profit encore plus d'une fois son expérience de la politique européenne et son tact diplomatique. A la mort de Stanislas Leczinski, en 1766, la Lorraine devait être, en vertu du traité de Vienne de 1738, réunie à la France, mais il fallait compter avec la jalousie de l'Angleterre et des puissances voisines. Grâce à l'habileté de Choiseul s'opéra, sans effort apparent, *la réunion pacifique de la Lorraine à la France*, et cette province enclavée depuis longtemps dans les provinces françaises rentra dans le cadre naturel de notre pays. Les Lorrains, loin de protester, entrèrent avec joie dans la famille française, tout en conservant un souvenir reconnaissant du roi polonais Stanislas, qui avait décoré *Nancy* de monuments corrects et imposants grâce auxquels cette ville est encore aujourd'hui une des plus belles de France.

Acquisition de la Corse (1768). — En 1768 Choiseul négocia une autre acquisition, celle de l'*île de Corse*, à portée de nos côtes et admirablement située pour fortifier notre influence dans la Méditerranée. La Corse dépendait de la république de Gênes, mais supportait cette domination avec impatience. La république de Gênes, sentant cette île lui échapper, implora l'intervention de la France et conclut une convention qui nous abandonnait ses droits. En dépit des efforts du patriote *Paoli* qui, aidé secrètement par les Anglais, essaya de résister aux troupes françaises, la Corse fut réunie à la France en 1768, juste une année avant que Napoléon Bonaparte y naquît.

Choiseul et la Pologne. — Choiseul, toujours attentif aux questions européennes, s'inquiétait du sort qui menaçait la Pologne. L'intervention ouverte de la Russie et de la Prusse dans les troubles sans cesse renouvelés de ce royaume faisait présager un asservissement prochain. Mais la France était trop loin, et Choiseul, qui envoya aux Polonais quelques officiers isolés, ne pouvait, au lendemain de la guerre de Sept Ans, renouveler une grande lutte européenne.

Le meilleur éloge de la conduite de Choiseul dans ces complications qui tenaient l'Europe en éveil fut fait par Louis XV lui-même, lorsque, ayant appris le partage inique de la Pologne en 1772, il s'écria : « Ah ! si Choiseul eût été là, cela ne serait pas arrivé ! »

Expulsion des Jésuites (1762-1765). — Choiseul en effet, si souple et si habile dans sa politique extérieure, avait trouvé une pierre d'achoppement à l'intérieur, où les passions avaient été vivement excitées par l'expulsion des Jésuites et la lutte des Parlements contre la cour.

L'ordre des *Jésuites*, institué pour combattre le protestantisme, était devenu une milice redoutable qui, depuis plusieurs siècles, servait dans tous les royaumes, avec une obéissance aveugle, les desseins de la papauté. Cet ordre insinuant avait su se rendre maître de l'éducation, des consciences et des cours. Malgré les services qu'ils avaient rendus par le courage de leurs missionnaires répandus en Asie et en Amérique, par la science de leurs professeurs, les travaux de leurs érudits, l'éloquence de leurs prédicateurs, les Jésuites étaient devenus en Europe, à cause de leur puissance, l'objet d'une défiance universelle, même de la part du clergé, qui n'admettait ni leurs doctrines sur certains points de la théologie, ni la morale relâchée de plusieurs de leurs casuistes. En Portugal les Jésuites venaient d'être chassés par le roi Joseph Ier et son ministre, le célèbre marquis de Pombal. En France, malgré la faveur dont ils avaient joui à la cour dans les dernières années du règne de Louis XIV et pendant le règne de Louis XV, ils n'avaient cessé d'être en lutte avec les *Jansénistes* et avec les Parlements.

La faillite du *P. Lavalette*, qui, mêlant le commerce à la religion, avait fondé un établissement de commerce à la Martinique, entraîna un procès à Marseille, puis devant le Parlement (1761). Les magistrats examinèrent alors les statuts de la Compagnie et bientôt condamnèrent l'ordre lui-même, comme étant un corps politique indépendant et usurpant l'autorité (1762). Les collèges des Jésuites furent fermés, et la Chalotais, procureur général au parlement de Rennes, revendiqua pour l'État le droit d'instruire la jeu-

nesse. Les Jésuites cessèrent d'exister en France comme ordre religieux, furent même bannis (1765), et la proscription de cet ordre, devenant générale, s'étendit bientôt aux autres États de l'Europe. En 1773 le pape Clément XIV se vit contraint de supprimer cette milice, qui avait servi si fidèlement la cour de Rome.

II. — Dissolution du Parlement ; dernières années de Louis XV.

Le Parlement de Paris et la royauté. — Le Parlement avait triomphé des Jésuites, mais il soutenait depuis longtemps une autre lutte, dans laquelle il devait succomber. Victime d'une contradiction qui subsistait depuis de longs siècles, il était considéré tantôt comme un corps politique, tantôt comme une cour purement judiciaire, suivant que son intervention était utile ou désagréable à la royauté. En l'absence de toute constitution, à défaut d'États généraux régulièrement convoqués, le Parlement, investi du droit d'enregistrer les édits, s'autorisant aussi de son droit de remontrances, se rendait populaire par son opposition constante aux impôts vexatoires auxquels le roi avait recours pour satisfaire les folles dépenses de son gouvernement corrompu et corrupteur. Les parlements provinciaux se montraient jaloux des privilèges que les traités conclus avec les provinces lors de leur réunion avaient maintenus en leur faveur. Louis XV, imbu des idées de pouvoir absolu, était excédé de ces luttes incessantes. Il craignait toujours une révolution et se rappelait toujours les paroles sinistres de sa favorite lui montrant le portrait de Charles Ier et lui disant : « Ton parlement te fera couper la tête ».

Choiseul était, non moins que les ministres ses prédécesseurs, gardien zélé de l'autorité royale; mais, si dans les nombreux conflits qui s'élevaient entre la magistrature et la royauté il prenait parti pour celle-ci, sa modération le portait à ménager celle-là. S'il se prêtait aux coups d'autorité par lesquels le roi intimidait le Parlement, le ministre se hâtait de rentrer dans la légalité.

Disgrâce de Choiseul (1770). — Choiseul était trop

libéral pour un roi tel que Louis XV, et celui-ci écoutait plutôt les avis du chancelier *Maupeou*, qui allait bientôt le pousser à des mesures extrêmes contre la magistrature. De plus, les Jésuites, chassés, avaient conservé des partisans nombreux. Choiseul, enfin, d'une noble et antique maison, ne voulait pas s'incliner devant le crédit cynique de Mme du Barry, qui avait remplacé la marquise de Pompadour. Il avait cherché un autre appui plus moral en faisant épouser au jeune dauphin (le petit-fils de Louis XV) une archiduchesse d'Autriche, Marie-Antoinette. Mais cette princesse, encore presque une enfant, ne pouvait être d'aucun secours à Choiseul.

La lutte de la royauté avec le Parlement devint plus vive à l'occasion d'un procès intenté par le parlement de Bretagne à l'ancien gouverneur, le *duc d'Aiguillon*. Ce procès fut évoqué au Parlement de Paris, et les magistrats allaient condamner le duc, lorsque le roi, abusant de son autorité, annula la procédure. D'Aiguillon, ennemi de Choiseul, l'emportait; le Parlement était humilié. Choiseul succomba alors sous les efforts réunis de la favorite, de Maupeou, des Jésuites et des ennemis des parlements. Le 24 décembre 1770 il reçut l'ordre de se retirer dans sa terre de Chanteloup, près d'Amboise. Son exil ressembla à un triomphe. Jamais ministre nouveau ne se vit accompagné d'un plus brillant cortège d'amis, courtisans de la disgrâce. Il faut dire toutefois que le ministre renvoyé par Louis XV semblait devoir être, dans un avenir prochain, le ministre tout-puissant de Louis XVI. Les prévisions furent trompées. Les événements marchèrent trop vite pour que Choiseul pût être considéré, quatre ans plus tard, comme le ministre nécessaire. Mais, s'il ne pouvait être l'homme des temps nouveaux, il reste un des plus dignes ministres de l'ancienne monarchie[1].

Le Triumvirat; dissolution du Parlement; le parlement Maupeou (1771). — Louis XV donna le pouvoir aux ennemis de Choiseul, au *duc d'Aiguillon*, à l'abbé *Terray*, contrôleur des finances, et au chancelier *Maupeou* : ce fut

1. Choiseul mourut en 1785.

ce qu'on appela le *Triumvirat*. Maupeou fit une telle guerre au Parlement qu'en 1771 plus de sept cents magistrats étaient exilés de Paris. Le chancelier voulut changer la constitution de ce grand corps et forma un autre parlement, composé d'hommes médiocres qui montrèrent une honteuse vénalité. Ce nouveau corps fut tourné en ridicule sous le nom de *parlement Maupeou* : on disait, en jouant sur les mots, « qu'il commençait à prendre ».

Le Parlement protégeait le trône : il paraissait contrôler le pouvoir. Lui enlever toute influence politique, ruiner ses prétentions, le réduire à l'état de simple cour de justice, sa véritable mission, c'était très logique en théorie, mais, au point de vue de la royauté, souverainement impolitique. Le Parlement tombé, que restera-t-il devant le trône? Rien. Détruire ce corps respecté, c'était presque s'engager à convoquer les États généraux.

Désordre financier; mort de Louis XV (1774). — En même temps les finances étaient gaspillées par l'abbé *Terray*, qui regardait le peuple « comme une éponge qu'il faut pressurer ». Au dehors. le gouvernement, faible et impuissant, laissait partager la Pologne par la Prusse, la Russie et l'Autriche (1772).

Cette honte, ces violences contre une magistrature séculaire, ces désordres, d'effrontées spéculations sur les blés, auxquelles se mêlaient les courtisans, le roi même, dit-on, et qui étaient flétries sous le nom de *Pacte de famine*, tout cela excitait de vives colères. Mais Louis XV, confiant dans la force de son autorité, se rendormait insouciant et disait : « Tout cela durera bien autant que moi », et en répétant avec Mme du Barry : « Après nous le déluge! »

Louis XV mourut en effet en 1774, laissant le trône à son petit-fils Louis XVI, qui devait, quoique meilleur que lui, expier ses fautes.

RÉSUMÉ

Le gouvernement de Louis XV se releva, quelques années durant, avec le ministère de **Choiseul** (1758-1770).

Le duc de Choiseul conclut le *Pacte de famille*, qui réunissait

toutes les branches de la maison de Bourbon. Il termina la guerre de Sept Ans, puis s'appliqua à réorganiser l'armée et la marine. En 1766 il accomplit la réunion de la **Lorraine** à la France, acquit l'île de **Corse** (1768) et s'efforça de protéger la Pologne.

A l'intérieur les différends des *parlements* et des *Jésuites* amenèrent la condamnation de cet ordre célèbre, qui fut banni de France (1762-1765). Mais les parlements étaient eux-mêmes en lutte contre la royauté, et Choiseul les ménageait. Aussi, en butte à la haine de la favorite, Mme du Barry, ne tarda-t-il pas à être disgracié (1770).

Sa retraite précipita la chute du *Parlement*, qui fut dissous (1771). Le chancelier *Maupeou* essaya en vain de le remplacer par un autre, composé de personnages discrédités. Louis XV avait détruit une opposition, mais privé son trône d'un appui. Son gouvernement devenait de plus en plus tyrannique et scandaleux, et sa mort parut un soulagement (1774).

CHAPITRE XIX

LA RUSSIE ET CATHERINE II — PARTAGES DE LA POLOGNE

SOMMAIRE. — I. Catherine II et la Pologne. — La Russie depuis Pierre le Grand; Catherine II (1762-1796). — Causes de la ruine de la Pologne. — Catherine II et Frédéric II; leur complot contre la Pologne. — Le premier partage (1772). — Le deuxième partage (1793). — Le troisième partage (1795). — II. Catherine II et la Turquie. — La Russie et la Turquie: traité de Kaïnardji (1774). — Traité de Jassy (1792). — III. L'administration de Catherine II. — Commission législative; gouvernements; fondation de villes. — Catherine II et les lettres.

LECTURE. — Histoire de la Russie, de Pierre le Grand à Catherine II.

I. — Catherine II et la Pologne.

La Russie depuis Pierre le Grand; Catherine II (1762-1796). — A côté de la Prusse, la Russie continuait de grandir, moins rapidement toutefois que sous le règne de Pierre Ier, dont les successeurs, *Catherine Ire*, *Pierre II*,

Anne de Courlande, *Élisabeth*, n'avaient point le génie. Des rivalités de favoris jetaient le trouble dans le gouvernement. Menschikof, les Dolgorouki, Biren, Munnich, se proscrivirent tour à tour[1].

---

1. **Lecture** : ***Histoire de la Russie, de Pierre le Grand à Catherine II* (1725-1762)**. — La mort de Pierre le Grand eût remis en question ses réformes si sa femme *Catherine* (1725-1727) ne s'était pas fait proclamer tsarine au détriment du fils du malheureux Alexis, d'ailleurs encore très jeune. Elle maintint la capitale à Saint-Pétersbourg, continua les travaux commencés, inaugura l'Academie des Sciences, et en même temps habitua la noblesse russe à obéir à une femme. D'avance elle avait désigné pour son héritier le fils d'Alexis, *Pierre II* (1727-1730), que *Menschikof* garda sous sa tutelle impérieuse. Pierre II se lassa bientôt de cette tutelle, et la disgrâce, l'exil de Menschikof amenèrent au pouvoir les *Dolgorouki*, non moins avides et aussi peu scrupuleux. Pierre II mourut à l'âge de dix-sept ans, et le trône vacant, au lieu de revenir à l'une des filles de Pierre le Grand, fut donné, par une conspiration des nobles, à une de ses nièces, *Anna*, fille d'Ivan V et duchesse de Courlande (1730-1740), Anna avait accepté les conditions qui lui étaient imposées et qui n'allaient à rien moins qu'à établir un contrôle régulier de la noblesse sur le gouvernement. Mais, devenue impératrice, elle ne tarda pas à se dégager de cette sorte de charte qu'elle avait souscrite. Se défiant des Russes, elle s'entoura d'Allemands : *Biren*, son favori, qu'elle nomma duc de Courlande; *Lascy*, *Munnich*, qui dirigèrent les armées. Toutes les hautes charges sont remplies par des Allemands : on dirait une invasion germanique. Anna importait en outre, comme Pierre le Grand, les modes et les coutumes de l'Occident, et sa cour fastueuse imita, non sans une pointe de ridicule, les cours d'Allemagne. Elle intervint dans la guerre de la succession de Pologne en combattant le candidat français, Stanislas Leczinski, que les Russes assiégèrent dans la ville de Danzig. Elle reprit, au midi. les plans de Pierre le Grand. Lascy s'empara d'*Azof* (1736), et Munnich, forçant les lignes de *Pérékop*, pénétra jusqu'au milieu de la Crimée. L'année suivante le même général franchit le Pruth et occupa la capitale de la Moldavie. Toutefois les Russes n'obtinrent que peu d'avantages à la paix de *Belgrade* (1739), par suite des défaites éprouvées par les Autrichiens leurs alliés. A l'intérieur, les révolutions de palais avaient continué, et Biren s'était délivré des Dolgorouki, dont plusieurs subirent le dernier supplice.

La mort d'Anna (1740) amena la chute de Biren, envoyé en Sibérie, et

Après le règne d'Élisabeth, qui fit à la Prusse une guerre acharnée, après le règne de Pierre III, qui sauva au contraire Frédéric II, on eut le long et remarquable règne de *Catherine II* (1762-1796), femme impérieuse et cruelle qui gagna le trône en faisant étrangler son mari. Cette femme fut le-

---

rendit la couronne à la famille de Pierre le Grand. Élisabeth, sa fille, régna et relegua dans une captivité perpétuelle un petit-neveu d'Anna que Biren avait proclamé tsar sous le nom d'*Ivan VI* (1740-1741). Énergique et intelligente, *Élisabeth*, de 1740 à 1762, fit, en quelque sorte, revivre l'ambition de Pierre le Grand. Elle renvoya les Allemands. Ceux qu'ils avaient exilés revinrent, et les favoris d'Anna prirent leur place en Sibérie. Jamais on n'avait tant justifié l'image de la roue de la Fortune élevant et précipitant ceux qui la recherchaient. Plus hardie qu'Anna de Courlande, Élisabeth fit une guerre heureuse contre les Suédois, et c'est sous son règne que l'Europe apprit vraiment à connaître les armées russes. Élisabeth, en effet, soutint une guerre acharnée contre la Prusse, qu'elle regardait comme l'ennemie la plus dangereuse pour la Russie. Elle faillit, comme nous l'avons vu, ruiner ce royaume à peine formé. La guerre de Sept Ans avait fait de la Russie l'alliée de la France. Élisabeth ne cachait point ses sympathies pour les idées et la littérature françaises, elle eut des maîtres français à l'Académie des Beaux-Arts de Saint-Pétersbourg, un théâtre français et un théâtre italien. Meubles, vêtements venaient de France, et de jeunes nobles vont en France compléter leur instruction. Les Russes commencent à s'apercevoir dès lors que l'esprit slave a bien plus d'affinité avec l'esprit français qu'avec l'esprit allemand.

Il y avait une autre fille de Pierre le Grand, Anna, duchesse de Holstein; c'est à son fils, *Pierre III*, que revint la couronne à la mort de la tsarine (1762). Avec lui les Allemands reprirent l'avantage, d'autant plus que la femme de Pierre III était aussi une Allemande, *Catherine* d'Anhalt. Despote, capricieux et bizarre, n'aimant point la religion orthodoxe qu'il lui avait fallu adopter, accroissant tous les jours ses bataillons d'Holsteinois, ami et admirateur de Frédéric II, auquel il paraissait disposé à sacrifier les intérêts de la Russie, Pierre III mécontenta bientôt tout le monde et surtout sa femme Catherine, qui craignit d'être renvoyée. Aussi prit-elle les devants, souleva les troupes, força Pierre III à abdiquer et, quelques jours après, publia la nouvelle de « sa mort subite ». Ses complices l'avaient délivrée de ce mari incommode, et Catherine régna sans remords, montrant en tous ses actes la même décision et le même défaut de sens moral.

vrai successeur de Pierre le Grand; elle en avait l'ambition, l'habileté, la vigueur et les vices.

C'est au détriment de la Suède, de la Turquie, de la Pologne, que la Prusse et la Russie cherchaient à s'agrandir. La Suède, au traité de Nystadt, avait perdu ses provinces continentales, et à l'intérieur un parti russe s'agitait. La Turquie, troublée par une série continuelle de révolutions de sérail, avait bien dégénéré, mais elle avait au moins un gouvernement et tenait bon. La Pologne au contraire, troublée par l'anarchie, offrait une proie à ses cupides voisins.



Catherine II.

Causes de la ruine de la Pologne. — La Pologne était le premier État slave formé dans les plaines de l'Europe orientale. Sans frontières naturelles, sans cadre précis, elle avait atteint la Baltique sans pouvoir atteindre la mer Noire. Pays ouvert de tous côtés, elle prêtait aux retours offensifs des peuples qu'elle avait jadis vaincus, et elle n'était point protégée par les accidents géographiques qui permettent quelquefois à un petit peuple de maintenir sa nationalité contre de nombreuses armées. Ni le Dniéper, ni le Dniester, ni le Boug, ni le Niémen, ni même la Vistule ne pouvaient servir de barrière, et ce pays, situé en quelque sorte le long de la ligne de partage des eaux, se trouvera divisé comme les eaux elles-mêmes, qui s'en vont au nord-est et au sud-ouest.

Ce manque d'*unité géographique* n'aurait pas été une cause déterminante de ruine, puisque les Prussiens comme les Russes y ont suppléé par l'unité politique; mais les Slaves de Pologne, catholiques et latinisés, avaient essayé d'absorber une grande partie des Slaves russes, attachés à

la religion grecque. Ils avaient dominé la Lithuanie, la Petite-Russie, la Russie Rouge, sans avoir pu s'assimiler ces voisins de même sang, mais non plus de même esprit. Tirés vers l'Orient par les populations nombreuses qu'ils avaient soumises, ils voulurent imposer la religion de la minorité à la majorité. En plein dix-huitième siècle, à l'heure où les philosophes prêchaient partout la tolérance, ils partaient en quelque sorte à la croisade et augmentaient ainsi cette antipathie qui les séparait de leurs frères les Slaves d'Orient : les *discordes religieuses* seront la seconde cause de leur ruine.

A vrai dire, le défaut capital de cette nation, pourtant valeureuse, fut la mobilité extrême et la fougueuse indiscipline. La noblesse était tout et perdit tout. Brave, mais tumultueuse, chevaleresque dans un siècle de politique et d'égoïsme, brillante cavalerie lorsque les batailles commençaient à se gagner par l'infanterie, aimant la liberté jusqu'à l'anarchie, tandis que les peuples voisins aimaient l'ordre jusqu'à la servitude, la noblesse polonaise, se déchirant elle-même, compromit son indépendance pour des privilèges, ruina sa nationalité par d'absurdes prétentions. Toujours à cheval, mêlant le combat aux délibérations, elle avait pour principe que dans une diète la résistance d'un député suffisait pour empêcher une décision (**liberum veto**), et que les ennemis d'une loi, réunis en **confédération**, pouvaient opposer le fer à la loi. Monarchie élective ou plutôt république aristocratique entourée de monarchies despotiques, elle devait exciter et faciliter, par son *anarchie*, leurs convoitises.

Les Polonais, d'ailleurs, depuis 1572, ne pouvaient trouver de repos que sous l'autorité de princes venus ou de France, ou de Hongrie, ou de Suède, et surtout de Saxe. Les électeurs de Saxe s'étaient habitués à regarder la Pologne comme un fief quasi héréditaire, et les Polonais à considérer l'Allemagne comme un appui. Le pays était ainsi ouvert d'avance aux étrangers. En rejetant, par de frivoles jalousies, les princes nationaux, une grande partie de la noblesse polonaise semblait renier sa propre nationalité.

Bien qu'il soit pénible d'accabler un peuple vaincu et écrasé, l'histoire impartiale ne saurait omettre, parmi les

causes de la ruine de la Pologne, la profonde *division des classes.* Élégants cavaliers, ardents chasseurs, guerriers enthousiastes, les nobles polonais n'avaient point songé à relever du servage les paysans qu'ils rivaient à la charrue. La misère, l'ignorance, l'ivrognerie dans lesquelles ils les laissaient croupir ne pouvaient leur préparer des soldats au jour du péril, et, quoique les Russes ne fussent non plus guère tendres pour les serfs, ils gagnèrent d'abord les paysans polonais. Ce pays ainsi divisé par la nature, par les races, par les classes, sans qu'il y eût ni centre ni autorité fixe, deviendra aisément la victime des conspirations de deux souverains, vrais auteurs de ce partage scandaleux et inique, Frédéric II, Catherine II.

Catherine II et Frédéric II : leur complot contre la Pologne. — Ce fut surtout la Prusse qui eut l'idée du partage, car, au fond, la Russie eût préféré une conquête totale ; mais Frédéric II, plus pratique et plus mesuré dans sa cupidité, préoccupé surtout de coudre ses États épars du Rhin au Niémen, n'en voulait à la Pologne que parce qu'elle coupait le duché de Prusse du Brandebourg et tenait les embouchures de la Vistule. Le monarque qui n'avait point eu de scrupule à enlever la Silésie à l'Autriche, résolut de saisir les provinces polonaises qui lui convenaient. Pour plus de sûreté, il songea à un partage et amena à cette idée Catherine II. La tsarine était déjà toute-puissante en Pologne, car elle avait fait écarter le candidat saxon et élire roi une de ses créatures, *Stanislas Poniatovski.*

Le premier partage (1772). — Catherine et Frédéric s'entendirent pour maintenir en Pologne la discorde et intervinrent dans les querelles religieuses qui désolaient ce pays. Les catholiques voulaient ramener les Grecs à l'union, avec l'Église romaine : persécutions, supplices même étaient employés pour les convertir, et les Polonais s'aliénèrent par là les sympathies des puissances occidentales. Catherine II, chef de la religion grecque, prit sous sa protection les populations professant sa croyance, força la diète à retirer les lois votées contre elles, et l'ambassadeur russe commanda en maître à Varsovie.

Suivant l'usage traditionnel, les catholiques formèrent des *confédérations*, d'abord celle de **Radom**, puis celle de **Bar**. L'anarchie fut au comble. Catherine et Frédéric II en profitèrent pour faire entrer leurs armées en Pologne; l'Autriche, espérant une part des dépouilles, se fit leur complice. Le reste de l'Europe s'émut, mais n'agit point. La Turquie seule comprit le danger et déclara la guerre à la Russie. Elle fut vaincue. Frédéric, s'alarmant des progrès de Catherine II dans les provinces ottomanes, la rappela aux affaires de la Pologne, et en 1772, malgré le courage des défenseurs de l'indépendance polonaise, Oginski, Paulawski, les Français Dumouriez et Choisy, le premier traité de partage fut conclu (26 septembre 1772).

La Prusse obtint la *Pologne prussienne* (Kulm, Marienbourg), sauf Danzig et Thorn, et une bande de la Grande Pologne, environ 900 000 âmes; l'Autriche eut la *Russie Rouge*, la *Galicie* et la *Lodomérie* avec 2 500 000 habitants. La Russie prit l'ancienne *Russie Blanche*, le *pays au delà de la Dvina, du Dniéper, de la Bérésina*, c'est-à-dire Witepsk, Orcha, Polotsk, Mohilew, avec 1 600 000 habitants. Catherine II s'occupa ensuite d'écraser la Turquie, seul obstacle à ses projets en Pologne, et, lorsqu'elle lui eut imposé deux traités onéreux, elle put songer à de nouveaux partages.

Le deuxième partage (1793). — Cependant l'esprit national s'était réveillé en Pologne. On comprenait que, pour sauver le pays, il fallait réformer la constitution. Les réformateurs, soutenus par le roi de Prusse *Frédéric-Guillaume II*, successeur de Frédéric II (Frédéric était mort en 1786), se mirent à l'œuvre. On abolit le *liberum veto*, on attribua le pouvoir législatif au roi et à la diète; on déclara la royauté héréditaire (1791). Mais ce n'était point le compte de la Russie; bientôt la Prusse elle-même se plaignit de ce qu'elle avait conseillé. La Révolution triomphait à Paris et effrayait tous les souverains, qui songeaient à venir l'étouffer dans notre capitale. La Prusse et la Russie, voulant porter un nouveau coup à la Pologne, traitèrent les Polonais de révolutionnaires, de *jacobins* (nom des plus ardents partisans de la Révolution à Paris). En vain les plus nobles familles

polonaises, parmi lesquelles les *Czartoriski*, s'efforcèrent-elles de conjurer ce nouveau péril; en vain **Kosciusko**, avec huit mille hommes, chercha à soutenir la lutte. Il fut accablé. La Prusse et la Russie signèrent deux nouveaux traités (juillet et septembre 1793) par lesquels elles s'adjugeaient de nouveaux territoires.

La Russie occupa *la moitié de la Lithuanie, de la Podolie,* la *Volhynie,* avec 3 millions d'habitants, etc. La Prusse préleva une nouvelle bande sur la Grande Pologne (avec Posen, Gnesen, Kalisch) et prit *Danzig* et *Thorn*. Elle enlevait encore 1 million et demi d'habitants, fermait l'embouchure de la Vistule, coupait la Pologne de la mer; c'était presque l'étouffer. L'Autriche ne prit point part à cette seconde curée. Les spoliateurs eurent l'audace de faire sanctionner par la diète de Grodno, que bloquaient les grenadiers russes, ce nouveau morcellement.

Le troisième partage (1794-95). — Le troisième démembrement ne se fit point attendre. Indignés de tant d'iniquités, les Polonais, oubliant leurs funestes divisions, se révoltèrent. Le désespoir doubla leur énergie. *Kosciusko* battit douze mille Russes à **Raslawice**. Mais, cette fois, l'Autriche se réunit à la Russie et à la Prusse. Cernés de tous côtés, les Polonais furent écrasés. Vaincu à **Maciejowice** (10 octobre 1794) par le farouche général russe *Souvarov*, Kosciusko tomba blessé et fut fait prisonnier. Il s'était écrié en tombant : « *Finis Poloniæ!* (fin de la Pologne!) » Les Russes marchèrent sur Varsovie. *Praga*, citadelle et boulevard de Varsovie, fut emportée d'assaut, et l'impitoyable Souvarov n'arrêta point le massacre, qui fut affreux. Le roi Poniatowski, qui n'avait régné que par la permission des Russes, dut abdiquer et se retirer en Russie.

La Prusse obtint au dernier partage (1795) la *Pologne orientale*, plus la *province de Varsovie* presque entière. L'Autriche reçut ce qui lui convenait des palatinats de *Cracovie*, de *Sandomir* et de *Lublin*. La Russie *prit le reste de la Lithuanie* : elle s'avança jusqu'au Niémen (Vilna, Kowno, Grodno, etc.) et jusqu'au Boug, affluent oriental de la Vistule.

La Pologne se trouvait rayée du nombre des nations. Et

cependant elle n'était point morte. Ces partages, l'une des plus grandes iniquités du dix-huitième siècle et de l'histoire, l'épée de Napoléon les déchira, mais il n'osa reconstruire la Pologne, et les trois puissances solidaires renouvelèrent, en 1815, ce démembrement dans des proportions plus avantageuses encore à la Russie. La Pologne pourtant n'a cessé, depuis cette époque, de rappeler par de vives palpitations qu'elle n'entendait point mourir.

II. — Catherine II et la Turquie.

La Russie et la Turquie; traité de Kaïnardji (1774). — Tandis qu'à l'ouest la Russie, sous l'énergique impulsion de Catherine II, s'efforçait d'atteindre à la Vistule et d'entrer en relations avec l'Allemagne, elle touchait, au midi, à la mer Noire. La Turquie avait fait les plus honorables efforts pour sauver la Pologne. Elle les paya cher. De 1768 à 1770 ses armées essuyèrent une série de revers, à **Choczim**, à **Azof**, à **Bender**[1]; elles perdirent la Moldavie, la Valachie. Les Russes arrivèrent sur le Danube. Une flotte russe, partie de la Baltique, ayant fait un grand détour par la mer du Nord, l'océan Atlantique, la Méditerranée, alla jusque sur les côtes d'Asie Mineure incendier la flotte ottomane dans la baie de **Tchesmé**, près de *Smyrne*. La Prusse et l'Autriche s'effrayèrent et, pour arrêter les progrès des Russes, poussèrent Catherine à conclure le premier démembrement de la Pologne. Quand elle eut les mains garnies, l'impératrice de Russie recommença néanmoins la lutte contre les Turcs. Ceux-ci défendirent héroïquement **Silistrie**, sur le Danube, mais le grand vizir, battu près de **Kaïnardji**, en Bulgarie, signa dans cette ville (10 juillet 1774) un traité par lequel la Turquie cédait *Kinburn* à l'embouchure du Dniéper, *Azof*, *Iénikalé*, *Taganrog*, c'est-à-dire l'embouchure du Don et la mer d'Azof; ouvrait la *navigation de la mer Noire*; enfin reconnaissait l'*indépendance du Kouban* et des Tartares de la *Crimée*, indépendance illusoire. Le tsar obtint en même temps

1. Choczim et Bender, dans la Bessarabie.

un *droit de protection* sur les Grecs de la *Moldo-Valachie*, premier point de départ d'une politique astucieuse qui cherchait à intervenir, au nom de la religion grecque, dans les affaires intérieures de la Turquie. La Russie désarmait sa proie en attendant de pouvoir la saisir.

La Crimée ne demeura pas longtemps libre. Catherine acheta du khan des Tartares la souveraineté du pays; les troupes russes, d'ailleurs, facilitèrent le marché (1777). Potemkin fonda **Sébastopol** (1786) et commença cette redoutable forteresse qui allait dominer la mer Noire. Le Kouban passa également sous la domination russe, et Catherine fit accepter son protectorat au roi de *Géorgie*, étendant ainsi son empire au delà du Caucase.

Traité de Jassy (1792). — En 1787 Catherine II ne craignit point de dévoiler ses projets dans un voyage fastueux en Crimée. L'ambassadeur d'Angleterre, en considérant les arcs de triomphe dressés partout en l'honneur de l'impératrice, traduisait en riant mais judicieusement les inscriptions prodiguées sur ces arcs de triomphe par ces simples mots : « Chemin de Byzance ». De telles manifestations provoquèrent une nouvelle guerre. Catherine II s'assura contre la Turquie l'appui de l'Autriche, qui ne comprenait point encore ses véritables intérêts. Toutefois cette guerre commença mal. Russes et Autrichiens furent vaincus (1788). Mais ils prirent leur revanche. *Belgrade* tomba entre les mains des Autrichiens, *Bender* entre celles des Russes. Souvarov s'empara **d'Ismaïl** (sur le Danube), où il fit un affreux carnage. Les puissances européennes s'émurent. La Prusse, la Hollande, l'Angleterre arrêtèrent l'empereur Léopold II (1790). La Prusse menaça la Russie de la guerre si elle n'accordait point la paix à la Turquie. Catherine céda.

Le *Dniester* devint la frontière de l'empire russe au midi, et Catherine garda la *Crimée* et le *Kouban* (*traité de* **Jassy**, 1792). Peu satisfaite, malgré ces riches acquisitions, elle se dédommagea, comme nous l'avons vu, en Pologne.

III. — L'ADMINISTRATION DE CATHERINE II.

Commission législative ; gouvernements ; fondation

de villes. — Catherine II, comme les autres souverains qui l'avaient précédée, s'était entourée de favoris, Orlof, Potemkin, etc., mais, du moins, elle avait choisi des généraux capables, des diplomates habiles, et avait repris à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur les vues de Pierre le Grand. Elle se rendait compte de ce qui manquait à la Russie pour tenir sa place parmi les nations civilisées, et, malgré les soucis de ses guerres, avait consacré ses soins à réorganiser l'administration de son empire. Imbue des idées philosophiques du dix-huitième siècle, elle faisait parade, en théorie, d'un libéralisme dont elle s'affranchissait dans la pratique. Elle alla jusqu'à réunir, sous le nom de *commission législative*, une assemblée de plus de six cents membres qu'elle avait chargée de travailler à un nouveau code et qui, agitant toutes les questions, prit un air d'*États généraux*. Mais il ne pouvait venir à sa pensée de régulariser une pareille institution et n'en tira que quelques indications pour améliorer la procédure et les lois. Elle s'efforça de changer les mœurs administratives, où la concussion et le péculat étaient de règle. Les circonscriptions de l'empire, remaniées, furent multipliées jusqu'au nombre de *cinquante*, de façon que leur étendue moindre diminuât l'orgueil des gouverneurs. La tsarine essaya d'introduire dans ces gouvernements une certaine division des pouvoirs et établit une hiérarchie de tribunaux qui aboutissait, par les appels, au Sénat.

Comme Pierre le Grand, elle eut recours à des colonies étrangères pour peupler les espaces déserts, et, à l'exemple de Frédéric II, ouvrit un asile aux proscrits religieux. On lui dut la fondation de plus de deux cents villes. Elle sécularisa les immenses biens de l'Église, ne laissant aux monastères que des allocations proportionnées à leur importance.

Catherine II et les lettres. — Catherine II, disciple et amie des écrivains français, ne pouvait manquer de favoriser les progrès intellectuels. Elle n'entendait pas qu'on instruisît le peuple et voulait maintenir les paysans dans l'ignorance et la servitude. Mais elle voulait une noblesse éclairée et savante. Elle fonda de magnifiques établissements pour l'éducation des filles nobles et bourgeoises.

Jamais la littérature française ne fut plus en honneur que sous son règne. Au courant de tout ce qui se publiait en France, Catherine II s'honorait de correspondre avec Voltaire et faisait venir Diderot à sa cour. Elle avait souscrit à l'*Encyclopédie* et laissait répandre dans son empire des livres que le Parlement de Paris condamnait au feu. Elle fit faire sa statue par un artiste français, Falconet. Néanmoins nul souverain ne fut plus patriote. Elle ordonnait en riant à son médecin de la saigner de sa dernière goutte de sang allemand et cultivait la langue russe avec tant de zèle qu'elle put écrire des drames, des comédies, des satires. Elle fonda une *Académie russe* et fit entreprendre la publication d'un dictionnaire. La littérature russe, encouragée, fit ses débuts par des comédies, des poëmes épiques, des poésies légères, des histoires, et le mouvement littéraire était assez considérable pour assurer le succès de *revues* et de *journaux*.

Catherine II mourut en 1796, à la veille d'intervenir dans les guerres contre la Révolution française : ce qui prouve que les philosophes français avaient été dupes de bien des illusions en croyant cette souveraine acquise à leurs idées. Le vernis brillant qu'elle avait donné à son administration ne saurait dissimuler aux yeux de l'histoire les crimes et les vices de cette impératrice dissolue et ambitieuse. La Russie, sans doute, lui doit une remarquable extension de territoire, une organisation sérieuse et de réels progrès; mais, si ce pays a salué Catherine II du titre de *grande*, nous ne saurions oublier que les succès ne suffisent pas pour le mériter, et qu'il faut aussi la dignité de la vie et la grandeur de l'âme.

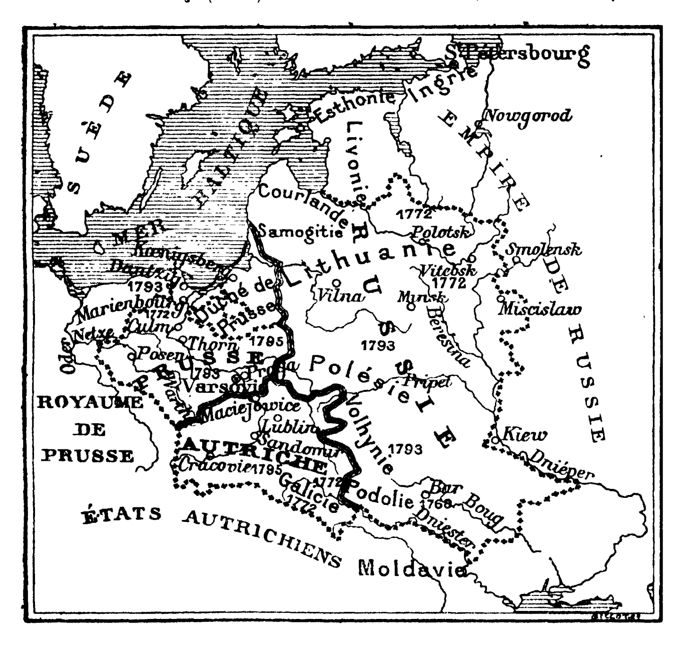
RÉSUMÉ

La Russie arrive aussi, au dix-huitième siècle, à un haut point de grandeur. **Catherine II** (1782-1796) est le véritable successeur de Pierre le Grand. Elle profite de la faiblesse de la Pologne, régie par des princes étrangers et par des diètes tumultueuses dont le *liberum veto* d'un noble peut arrêter les décisions.

Frédéric II et Catherine II s'entendent pour combattre la confédération catholique de **Bar** (1768), et un *premier partage* est conclu en 1772 entre la Prusse, l'Autriche et la Russie.

La Prusse et la Russie profitent seules du *deuxième partage* (1793) ; mais, à la suite d'une dernière défaite des Polonais et de *Kosciusko* à **Maciejowice** (1794), les trois puissances, par un *troisième partage*, consomment le démembrement (1795).

La Turquie seule avait essayé de sauver la Pologne ; mais battue dans les guerres de 1768 à 1770, de 1773 à 1774, elle perdit au traité de **Kaïnardji** (1774) l'embouchure du *Don*, la mer d'*Azof*, la



Carte du partage de la Pologne.

Crimée, le *Kouban*. Catherine II établit son autorité sur la Crimée en 1777.

Une nouvelle guerre de 1788 à 1792, terminée par le traité de **Jassy**, donna le *Dniester* pour frontière à l'empire russe. Le ***protectorat de la Russie sur les provinces danubiennes***, reconnu au traité de Kaïnardji, fut confirmé. Catherine II mourut en 1796, après avoir singulièrement accru le territoire et la prospérité de l'empire.

LIVRE IV

CAUSES ET PRÉLIMINAIRES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

CHAPITRE XX

L'ESPRIT PHILOSOPHIQUE AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE — LETTRES, SCIENCES ET ARTS

SOMMAIRE. — I. Les lettres. L'esprit philosophique. — La littérature du dix-huitième siècle. — Voltaire (1694-1778). — Montesquieu (1689-1755). — Jean-Jacques Rousseau (1712-1778). — Condillac, Helvétius, D'Alembert, Diderot. — Naissance de l'économie politique; Gournay, Quesnay, Adam Smith. — Les littérateurs *secondaires*. — Éclat de la littérature allemande. — La littérature anglaise. — II. Les sciences. — Les sciences mathématiques. — Les sciences physiques. — Les sciences naturelles; la médecine. — Les institutions philanthropiques. — Les découvertes géographiques. — III. Les arts. — L'art au dix-huitième siècle. — L'architecture et la sculpture. — La peinture. — La musique.
LECTURE. — Voltaire.

I. — Les lettres. L'esprit philosophique.

La littérature du dix-huitième siècle. — Au dix-huitième siècle, l'ascendant politique en Europe passe à l'Angleterre, à la Prusse, à la Russie. La France pourtant n'avait décliné qu'en apparence, son gouvernement seul était usé. La nation au contraire, pleine de vie, dominait intellectuellement l'Europe, et les rois courtisaient nos hommes de lettres tout en raillant nos hommes politiques. Les écrivains du dix-septième siècle, auxquels les grands sujets étaient défendus, s'étaient maintenus dans les hautes régions de l'art et du sentiment. Au dix-huitième siècle ils abordèrent toutes les questions, remuèrent une grande quantité d'idées : ce

fut, malgré sa forme légère et spirituelle, une littérature de combat, qui prépara la Révolution française.

Tout d'abord, au début, le dix-huitième siècle parut continuer les traditions du précédent avec l'élégant prédicateur ***Massillon***, le *chancelier* d'*Aguesseau*, le fameux auteur de



Statue de Voltaire par Houdon.

Mémoires, *Saint-Simon*, dont l'œuvre ne fut pas connue de son vivant. Mais déjà, sous Louis XIV même, de nobles esprits avaient tenté de prendre leur essor en liberté : *Vauban*, *Fénelon*, dont le *Télémaque* fut considéré comme un pamphlet. *Bayle*, *Saint-Évremond* faisaient pressentir Voltaire.

Voltaire (1694-1778). — *Voltaire* remplit de sa vie et de

ses œuvres le dix-huitième siècle (1694-1778). Il sema ses tragédies de maximes hardies, que les spectateurs saisissaient au passage et couvraient d'applaudissements. A vingt ans, enfermé à la Bastille, il sentit les inconvénients de cette société brillante aux plaisirs de laquelle il s'était abandonné. En Angleterre il s'éprit d'un vif amour pour la liberté de l'esprit et de la parole. *Poète*, *historien*, *philosophe*, Voltaire excellait dans tous les genres. Il savait s'élever aux plus hautes pensées, et nul n'était plus léger, plus mordant, plus incisif. Défenseur de la *tolérance*, il parla avec éloquence de l'*humanité* à un monde qui trop souvent en foulait aux pieds les droits les plus sacrés[1].

---

1. **Lecture : *Voltaire*.** — Né à Paris, fils d'un ancien notaire, trésorier de la Chambre des comptes, François-Marie-Arouet de Voltaire entra de bonne heure au collège Louis-le-Grand chez les Jésuites. Il ne tarda pas à révéler son esprit Ayant fait de bonne heure connaissance avec la Bastille, où il composa sa *Henriade*, il sentit bientôt les inconvénients de cette société brillante aux plaisirs de laquelle il s'était abandonné tout d'abord. Ses tragédies durent principalement leur succès aux maximes hardies et aux allusions que les spectateurs saisissaient au passage et couvraient d'applaudissements. Il demeura plusieurs années en Angleterre, où, témoin du mouvement et de la vie d'une société libre, il s'éprit d'un vif amour pour la liberté de l'esprit et de la parole. Attiré ensuite en Prusse, il vécut dans l'intimité du roi Frédéric II, e plus grand capitaine de l'époque.

Frédéric combla Voltaire de faveurs Il le créa chambellan, lui donna une pension, le logea dans son palais (1750). Toutefois le roi de la littérature et le roi de la Prusse ne purent longtemps vivre en bonne intelligence, et la rupture exposa le poète aux brutalités des soldats de Frédéric. Il y eut cependant plus tard réconciliation entre le roi et l écrivain.

La hardiesse croissante de Voltaire, qui, dans ses poésies, ses histoires, ses lettres, son dictionnaire philosophique, ne cessait de battre en brèche les anciennes traditions et d'attaquer les abus, lui valut tant d'ennuis qu'il alla se fixer sur les frontières de Genève et de la France, à *Ferney*, prêt à fuir à Genève pour échapper à la persécution. Il se faisait, surtout dans ses écrits, l'apôtre de la tolérance. Voltaire ne fut point un modèle de morale privée; mais, quand il prêche la morale publique, il s'élève à une grande hauteur; il parle avec éloquence de

Montesquieu (1689-1755). — *Montesquieu*, né à la Brède, près de Bordeaux, homme pratique et modéré, sut, par des études immenses, réunir la profondeur à la finesse. Il ne se contenta pas de railler la société de son temps, il songea à l'améliorer. Son livre de l'*Esprit des lois* analysait les différentes formes de gouvernement et les législations diverses; il exaltait surtout le *gouvernement anglais*. Un de ses plus courts mais un de ses meilleurs livres expliquait les causes de la *Grandeur et de la Décadence des Romains*.

Jean-Jacques Rousseau (1712-1778). — Mais le mal, chez nous, n'était pas seulement dans le gouvernement et les lois, il était encore dans la société; *Rousseau* (Jean-Jacques), né à Genève, s'attaqua à la fois au gouvernement et à la société. Étrange dans sa conduite et dans ses écrits, il voulait ramener la société à l'état de nature. C'était une idée fausse, mais qui le conduisit à proclamer quelques vérités trop oubliées. « L'homme est né libre »; tels furent les premiers mots par lesquels il commença le *Contrat social*. Ce livre, l'œuvre de Rousseau, qui exerça la plus grande influence, démontrait les droits du peuple à la souveraineté et proclamait les principes républicains. Dans l'*Émile*, Rousseau traitait la grave question de l'éducation de l'enfance, mais, là comme ailleurs, mêlait les paradoxes aux vérités, le mal au bien, l'utopie à la raison.

Condillac, Helvétius, D'Alembert, Diderot. — La philosophie du dix-huitième siècle s'écartait tout à fait de la

---

l'humanité à une société qui trop souvent en foulait aux pieds les droits les plus sacrés. Quand il revint à Paris, sous le règne de Louis XVI, au moment où ses idées commençaient à triompher, il fut accueilli avec enthousiasme. Mais il mourut à quelques jours de là, à Paris même. Voltaire a été le véritable chef des écrivains du dix-huitième siècle, et il n'a pas peu contribué par son œuvre immense au mouvement d'opinion d'où sortit la révolution de 1789.

Les œuvres de Voltaire qui sont devenues classiques sont les tragédies de *Brutus*, d'*Alzire*, de *Mérope*, de *Zaïre*, son *Histoire de Charles XII, roi de Suède*, et *le Siècle de Louis XIV*.

tradition du dix-septième. *Condillac*[1] prétendait que nos idées naissaient de la *sensation*, et ses doctrines penchaient vers le matérialisme. *Helvétius*[2], tirant les conséquences de cette doctrine, semblait réduire la morale à celle de l'intérêt et du plaisir. *D'Alembert*[3] et *Diderot*[4] dirigèrent la rédaction d'une vaste **encyclopédie** qui embrassait toutes les connaissances humaines, revisées avec un esprit de scepticisme et d'irréligion qui valut à l'ouvrage la persécution d'un gouvernement pourtant fort peu édifiant.

Naissance de l'économie politique; Gournay, Quesnay, Adam Smith. — Le développement considérable des intérêts matériels avait amené la création d'une science qui s'occupait de tracer une voie régulière à l'activité humaine, et de formuler les lois de la richesse publique. Ce fut la science de l'*économie politique*. Au dix-septième siècle on croyait encore une nation d'autant plus riche qu'elle accumulait plus de numéraire, qu'elle achetait moins et vendait davantage; cependant *Bois-Guillebert* avait déjà protesté contre les règlements intérieurs et la protection extérieure. Au dix-huitième siècle, Montesquieu avait deviné quelques principes de la science nouvelle, mais il tombait encore dans bien des erreurs. Deux hommes se distinguèrent entre tous par leurs théories : l'intendant du commerce *Gournay*[5] et le médecin *Quesnay*[6].

L'axiome du premier était : ***Laissez faire et laissez passer***, c'est-à-dire : Tout le monde a le droit de fabriquer ce qu'il veut, de vendre toute sorte de marchandises au prix qui lui convient, à qui il peut. Chacun, en cherchant à améliorer son sort, saura bien mieux qu'une administration indifférente améliorer celui de la société. Encouragez, n'entravez pas.

D'après les principes du second, il fallait surtout songer

---

1. Condillac (1714-1780).
2. Helvétius (1715-1771).
3. D'Alembert (1717-1783)
4. Diderot (1713-1784).
5. Gournay (1712-1759).
6. Quesnay (1694-1774).

à l'accroissement des revenus de la terre plus qu'à l'accroissement de la population. Quesnay se trompait gravement; si l'agriculture est une source incontestable et féconde de richesses, comment soutenir que l'industrie n'ajoute pas une grande valeur à cette valeur première, et que la classe industrielle et commerçante est stérile?

La théorie de l'Écossais *Adam Smith*[1], qui vécut longtemps en France, fut plus générale et plus juste; pour lui la richesse était dans le travail. Il demanda la *liberté* du travail. Une visite dans une manufacture d'épingles lui fit concevoir un autre principe : la *division* du travail. Il montra qu'en confiant les diverses parties d'une épingle à divers ouvriers, on arrive, avec dix ouvriers, à obtenir quarante-huit mille épingles dans un jour, au lieu de quatre à cinq cents. Le premier aussi il établit l'influence de l'*offre* et de la *demande* sur la hausse et la baisse des prix. Son beau livre, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), répondait aux désirs et aux besoins de la société.

Les littérateurs secondaires. — Le dix-huitième siècle fut fécond en talents de tout genre. Mais la poésie se traînait dans l'imitation des formes classiques, et *Jean-Baptiste Rousseau*[2], dans ses *Odes*, essaya vainement de s'élever à l'enthousiasme lyrique. La poésie légère plaisait mieux, celle de *Gresset*[3], de *Gilbert*[4], de *Delille*[5]. Un seul poète fit présager la renaissance de la vraie poésie, *André Chénier*[6], dont le génie fut malheureusement arrêté court par la hache révolutionnaire. La comédie en vers languissait avec *Destouches*[7], mais la comédie en prose donna des modèles raffinés avec *Marivaux*[8], puis, élevant le ton, à la fin du siècle,

---

1. Adam Smith (1723-1790).
2. Jean-Baptiste Rousseau (1670-1741).
3. Gresset (1709-1777).
4. Gilbert (1751 1780).
5. Delille (1738-1813).
6. André Chénier (1762-1794).
7. Destouches (1680-1754).
8. Marivaux (1688-1763).

servit à la lutte contre l'ancien régime, avec *Beaumarchais*[1] à la verve étincelante. Le *roman* devint, avec le spirituel **Le Sage**[2], une satire de la société, mais les autres auteurs restèrent fades et ennuyeux jusqu'à ce que *Bernardin de Saint-Pierre*[3] ranimât, par ses idylles, les sentiments vrais et annonçât une autre époque.

Éclat de la littérature allemande. — L'Allemagne avait déjà, au dix-septième siècle, produit le philosophe et mathématicien *Leibniz*. Au dix-huitième siècle, sa littérature prit une place importante parmi les littératures européennes. Ses fruits étaient tardifs mais remarquables, et dès cette époque on voit paraître **Lessing**, le poète *Klopstock*, le génie quasi universel de **Gœthe**, l'auteur dramatique et historien **Schiller**, le poète *Wieland*, le philosophe **Kant**.

La littérature anglaise. — Les Anglais, qui avaient brillé au dix-septième siècle, ont encore une multitude d'écrivains. C'est le temps d'*Addison*, de *Daniel Defoe*, le temps des *Revues* et des *journaux*. La poésie trouve des accents nouveaux avec *William Cowper*, *Burns*, *Chatterton*, *Macpherson*. La philosophie est représentée par *David Hume*, *Thomas Reid*, et l'histoire par *Hume* et *Gibbon*.

II. — Les Sciences.

Les sciences mathématiques. — Le mouvement scientifique, pour avoir moins appelé l'attention, à cette époque, que le mouvement littéraire, fut pourtant plus remarquable encore. C'est le vrai point de départ de ce beau développement qui s'est continué si brillamment au dix-neuvième siècle.

Les mathématiques, fort cultivées en Angleterre, en Allemagne où se distingue surtout *Euler*[4], eut en France des représentants illustres : **D'Alembert, Clairaut**[5] et **Lagrange**[6].

1. Beaumarchais (1732-1799).
2. Le Sage (1668-1747).
3. Bernardin de Saint-Pierre (1737-1814).
4. Euler (1707-1783).
5. Clairaut (1713-1765).
6. Lagrange (1736-1813).

L'astronomie, à laquelle, au siècle précédent, Newton avait ouvert la voie, poursuivait ses découvertes en Angleterre avec *Bradley* et *Herschel*. En France, *Bouguer*, *la Condamine*, *Maupertuis*[1], *Méchain*[2], *Delambre*[3], faisaient d'admirables travaux pour le tracé des méridiens. *Lalande*[4] dressait une carte astronomique célèbre, et **Laplace**[5], reprenant les calculs de Newton, expliquait avec un rare génie les mouvements des astres.

Les sciences physiques. — L'étude méthodique des phénomènes de la nature préoccupait un grand nombre de savants. *Réaumur*[6] régla le thermomètre qui porte son nom. En Angleterre, *Newcommen* cherchait à appliquer la force de la **vapeur**, et **James Watt** y réussit avec un tel bonheur que les fabriques anglaises furent bientôt munies de machines à vapeur. La théorie de l'**électricité** était formulée par l'abbé *Nollet*, *Romas*, *Dalibard*, *Richmann*, tandis qu'en Amérique **Franklin** faisait des expériences analogues (1752) et imaginait le paratonnerre. En Italie **Galvani** et **Volta** trouvaient l'*électricité* que nous appelons aujourd'hui *dynamique*. La chimie était créée par l'Anglais *Priestley* et les Français **Lavoisier**[7] et *Berthollet*[8]. Vers la fin du siècle les frères *Montgolfier* faisaient (1783) les premières expériences aérostatiques.

Les sciences naturelles ; la médecine. — Les sciences naturelles furent singulièrement avancées par **Buffon**[9], à la fois savant et écrivain, **Daubenton**[10], le Suédois **Linné**[11],

---

1. Maupertuis (1698-1749).
2. Méchain (1744-1805).
3. Delambre (1749-1822).
4. Lalande (1732-1807).
5. Laplace (1749-1827).
6. Réaumur (1683-1757).
7. Lavoisier (1743-1794).
8. Berthollet (1748-1822).
9. Buffon, né à Montbard (Côte-d'Or) (1707-1788).
10. Daubenton (1716-1800).
11. Linné (1707-1778).

Bernard de Jussieu[1]. *Parmentier*[2] étudia les propriétés alimentaires de la pomme de terre, qu'il popularisa.

La médecine dut une de ses belles découvertes à l'Anglais **Jenner**[3], qui, par la vaccination, combattit un des fléaux les plus redoutables, la petite vérole.

Les institutions philanthropiques. — Ce siècle se préoccupait de soulager toutes les infortunes de l'humanité. L'*abbé de l'Épée*[4] instruisait les sourds-muets et leur donnait un langage. *Valentin Haüy*[5] suppléait à la vue qui manquait aux aveugles et remplaçait le sens perdu par le sens du toucher.

Les découvertes géographiques. — Les découvertes du seizième siècle s'étaient poursuivies au dix-septième, où l'Amérique avait achevé de révéler sa forme et ses richesses intérieures. Les Hollandais avaient reconnu une partie des îles innombrables qui peuplent l'océan Pacifique et qui devaient constituer une cinquième partie du monde, l'*Océanie*. Ils avaient aperçu la vaste terre qu'ils appelèrent la *Nouvelle-Hollande*, mais qui devait passer aux Anglais et s'appeler l'*Australie*. Les navigateurs se lançaient, avec une hardiesse croissante, dans les mers inconnues : *Dampier*, *Carteret*, *Bougainville*, puis l'Anglais *Wallis* et l'infatigable *Cook*. On dépassait le cercle polaire; on révélait au monde une foule d'îles de l'Océanie. Le Danois *Bering* fixa l'extrémité orientale de l'Asie en reconnaissant le détroit qui a gardé son nom. *La Pérouse*, sous Louis XVI, allait périr victime de cette ardeur scientifique qui portait les marins à connaître tous les points de notre globe terrestre.

III. — Les Arts.

L'art au dix-huitième siècle. — Mais les arts, si brillants au dix-septième siècle, étaient en décadence au dix-

1. Bernard de Jussieu (1699-1777).
2. Parmentier (1737-1813).
3. Jenner (1749-1823).
4. L'abbé de l'Épée, né à Versailles (1712-1789).
5. Valentin Haüy (1745-1822).

huitième. Époque de raisonnement et de discussion, cet âge n'était point favorable aux conceptions élevées. Le sentiment, affaibli, n'inspirait plus les artistes, qui se traînèrent dans l'imitation ou n'innovèrent que pour satisfaire le caprice des générations aimant trop le joli et le maniéré.

L'architecture et la sculpture. — Les architectes *Louis*, **Gabriel**, **Servandoni**, **Soufflot** imitent les colonnades du temps de Louis XIV et les coupoles italiennes. Ils réussissent principalement dans l'aménagement confortable et élégant des hôtels particuliers.

Sans doute les sculpteurs, comme **Coustou** (*Guillaume*)[1], **Falconet**[2], **Pigalle**[3], montrèrent encore les nobles traditions de l'art, mais *Bouchardon*[4] n'en fit plus qu'une recherche affectée de l'agrément. Et ce qu'il y eut de plus artistique, à cette époque, ce fut le mobilier, pour lequel les ébénistes prodiguèrent les ressources d'une riche imagination.

La peinture. — La peinture française surtout se plia au goût nouveau, et les compositions légères de **Watteau**[5], de **Boucher**[6] suffisent pour caractériser l'art souriant et factice qui ne recherchait que les fleurs, les guirlandes et les amours. La vraie nature ne reparut sur la toile qu'avec les marines de *Joseph Vernet* et les scènes villageoises, les poétiques figures de **Greuze**[7], précurseur du siècle suivant.

La musique. — Un art cultivé depuis longtemps dans le monde, la *musique*, arriva au dix-huitième siècle à un éclat magnifique. Les instruments s'étaient perfectionnés. L'*orgue*, compliqué depuis le quatorzième siècle de tuyaux gigantesques, emplissait les églises de ses graves sonorités. Puis la *harpe*, la basse *viole*, le *violon*, la flûte et ses variétés, devenues le *piano-forte*, mariaient leurs accords et permettaient les combinaisons les plus heureuses.

---

1. Guillaume Coustou (1678-1740).
2. Falconet (1716-1791).
3. Pigalle (1714-1785).
4. Bouchardon (1698-1762).
5. Watteau (1684-1721).
6. Boucher (1703-1770).
7. Greuze (1725-1805).

On eut alors des musiciens qui surent parler à l'âme, **Rameau**, **Gluck**, **Grétry**, et surtout, en Allemagne, **Bach**, **Hændel**, **Haydn**, puis en Autriche, **Mozart**, un de ces génies qui portent les arts à la perfection.

RÉSUMÉ

Le dix-huitième siècle fut une époque remarquable d'activité littéraire et scientifique. L'esprit philosophique animait la littérature. **Voltaire** avait défendu la *tolérance* et parlé avec éloquence de l'humanité dans un temps où l'on en foulait encore aux pieds les droits sacrés. **Montesquieu** avait expliqué les conditions d'un gouvernement libre. **Rousseau** avait démontré les droits du peuple à la souveraineté.

Derrière ces trois chefs marchaient les *Encyclopédistes*, **Diderot**, **D'Alembert**, *Helvétius*, *d'Holbach*, etc.

Une science nouvelle, l'**économie politique**, se créait avec **Gournay**, **Quesnay** et l'Écossais **Adam Smith**.

Les sciences arrivaient à un magnifique développement : les mathématiques avec **Clairaut**, **D'Alembert**, **Lagrange**; l'astronomie avec *Méchain*, *Delambre*, *Maupertuis* et surtout **Laplace** ; les sciences physiques avec **Réaumur**, **Montgolfier**, l'inventeur des ballons, **Franklin**, qui en Amérique dérobait l'électricité au ciel et imaginait le paratonnerre; les Italiens **Galvani**, **Volta**, qui révélaient l'*électricité dynamique* ; les Anglais **Newcommen**, **James Watt**, qui construisaient des *machines à vapeur*; le Français **Lavoisier**, le créateur de la chimie ; les naturalistes **Buffon**, **Linné**, **Laurent de Jussieu**, etc.

L'amour de l'humanité conduisait l'abbé **de l'Épée** à se dévouer à l'instruction des sourds-muets et **Valentin Haüy** à celle des aveugles. **Jenner** faisait faire un grand pas à la médecine en découvrant la **vaccine**.

En même temps les navigateurs achevaient d'explorer le monde et complétaient la carte de l'Océanie. On ne saurait calculer ce que les voyages de **Dampier**, de **Wallis**, de **Cook**, de **Bougainville**, de **La Pérouse** rapportèrent à la science de curieuses observations et de faits intéressants.

Mais l'art s'énervait. Quelques architectes, *Louis*, **Gabriel**,

Servandoni, **Soufflot**, construisirent pourtant des édifices remarquables. **Guillaume Coustou**, **Pigalle** s'illustrèrent comme *sculpteurs*, mais leur art déclina avec *Bouchardon*, et la peinture s'affadit et descendit à l'agréable, au maniéré avec **Boucher** et **Watteau**.

CHAPITRE XXI

LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE AMERICAINE — LES ÉTATS-UNIS

SOMMAIRE. — I. Les colonies anglaises d'Amérique. — La colonisation de l'Amérique du Nord par les Anglais. — Les gouvernements des colonies anglaises. — Prospérité des colonies anglaises d'Amérique. — Développement de l'instruction ; fierté des Américains. — II. La guerre de l'Indépendance. — Soulèvement des États-Unis (1774). — Washington ; Déclaration d'indépendance. — III. Intervention de la France. Guerre maritime. — Intervention de la France (1778). — La neutralité armée (1780). — Capitulation des Anglais à York-Town (1781). — Traité de Versailles (1783). — IV. La constitution des États-Unis. — Indépendance des États-Unis ; constitution fédérale (1787). — Les treize États primitifs. — Les deux présidences de Washington (1789-1797).

LECTURES. — Washington. — Lord Chatham (William Pitt) à la Chambre des lords. — Combat de la frégate la *Belle-Poule* contre l'*Aréthuse*. — La *Surveillante* et le *Québec* (1779) ; du Couëdic. — Le bailli de Suffren. — Washington à Mount-Vernon.

I. — Les colonies anglaises d'Amérique.

La colonisation de l'Amérique du Nord par les Anglais. — L'Europe était déjà fort ébranlée par la propagande des idées libérales, lorsque de l'autre côté de l'Atlantique une guerre éclata, inspirée par ces idées. Jusqu'alors on n'avait eu que des luttes de souverains se disputant les peuples comme des troupeaux. Tout à coup un peuple se soulève par delà des mers et proclame des maximes, traduites sans doute des livres français, mais que le premier il fit passer dans les faits : le peuple américain.

Ces Américains étaient des fils d'Européens émigrés au siècle précédent, victimes des révolutions et assez forts maintenant pour en opérer une à leur profit.

Sur la côte orientale de l'Amérique du Nord, au-dessous du Saint-Laurent, au-dessus du golfe du Mexique, dans l'espace que borne à l'ouest la chaîne des Alleghanys, se fondèrent des colonies anglaises, les unes nées de la géné-

rosité, les autres de la persécution des rois. L'intolérance religieuse de Jacques Ier et de Charles Ier, les troubles de la Révolution, les rigueurs de la Restauration amenèrent des émigrations successives, variées, de Cavaliers et de Têtes rondes, de protestants et de catholiques. Ils venaient, sur ces côtes dont sir Walter Raleigh avait révélé la fertilité, chercher la sécurité de leurs biens et de leur foi, la liberté de leurs opinions, de leurs discussions, de leur conscience, s'étendant à l'aise dans ces vastes contrées, travaillant, priant, dogmatisant et défrichant; gardant au milieu des forêts envahies la discipline, la ferveur religieuse, les sentiments de famille, le génie du travail; mesurant leur activité, sur ce sol vierge, à l'immensité de la tâche; empruntant à cette nature sauvage je ne sais quoi d'âpre et de rude; devenant plus avides à mesure que la terre donnait davantage; puisant dans leur prospérité un légitime orgueil de leur force, et, dans l'aisance de leur vie sur cette terre nouvelle, un amour de la liberté, robuste comme leur foi, violent comme leur caractère.

Sir Walter Raleigh avait colonisé la **Virginie** sous Élisabeth. Des puritains débarquèrent près du cap *Cod* et fondèrent l'État de **Massachusetts** en 1618, qui, organisé définitivement en 1627, donna lui-même naissance, par des persécutions religieuses, aux Etats de **New-Hampshire**, du **Maine**, du **Connecticut**, de **Rhode-Island** (1630-1636). Les émigrants d'Angleterre purent dès lors, sur les rivages américains, choisir les colonies qui convenaient le mieux à leurs croyances.

En 1632 un Irlandais, lord Baltimore, reçut du roi Charles Ier le pays qu'il appela, en l'honneur de la reine Marie, **Maryland**, et dans lequel il établit deux cents gentilshommes catholiques. Sous Cromwell, les Anglais s'emparèrent de la belle ile de la *Jamaïque* et commencèrent à chasser du voisinage de leurs colonies les Hollandais établis sur la rivière Hudson, où ils avaient fondé la Nouvelle-Amsterdam. Sous Charles II, au traité de Bréda (1667), les Hollandais cédèrent leurs établissements, qui devinrent les États de **New-York**, de **New-Jersey**, de **Delaware**. La Nouvelle-

Amsterdam prit le nom du frère de Charles, le duc d'York, et devint cette ville de *New-York* destinée à un si brillant avenir.

Charles II encouragea d'ailleurs le mouvement d'émigration, et donna à huit lords anglais le pays que de son nom ils appelèrent **Caroline**, et qui plus tard fut divisé en **Caroline du Nord** et **Caroline du Sud**. Enfin il céda



Les colonies anglaises; origine des États-Unis.

(1682) à Guillaume *Penn*, un des chefs de la secte bizarre des *quakers*, le pays qui fut la **Pennsylvanie** et où s'éleva la belle ville de *Philadelphie*. La **Georgie** ne fut colonisée qu'en 1732, sous le roi George II. N'oublions pas que, dans la Caroline, des réfugiés français allèrent s'établir, après la révocation de l'édit de Nantes, et se distinguèrent entre tous par leur amour de l'indépendance.

Les gouvernements des colonies anglaises. — « Dans le berceau des colonies anglaises, dit M. Guizot, à côté de leurs libertés, et consacrés par les mêmes chartes, trois pouvoirs différents se rencontraient : la couronne; les propriétaires fondateurs, à qui était faite la concession du territoire, en vertu du principe féodal qui attache à la propriété une part considérable de la souveraineté; la mère patrie, en vertu du principe colonial qui, de tout temps et chez tous les peuples, par une liaison naturelle de faits et d'idées, a attribué à la métropole un grand empire sur les populations sorties de son sein. Dès l'origine et dans les événements comme dans les chartes, la confusion fut extrême entre ces pouvoirs, tour à tour dominants ou abaissés, unis ou divisés, tantôt protégeant l'un contre l'autre les colons et leurs franchises, tantôt les attaquant de concert. Après 1688, lorsque l'Angleterre fut en possession définitive d'un gouvernement libre, ses colonies en ressentirent peu les bienfaits. Les chartes que Charles II et Jacques II avaient abolies ou mutilées ne leur furent qu'incomplètement rendues. La même confusion régna, les mêmes luttes éclatèrent entre les pouvoirs. La plupart des gouverneurs, venus d'Europe, dépositaires passagers des prérogatives et des prétentions royales, les déployaient avec plus de hauteur que de force, dans une administration en général incohérente, tracassière, peu efficace, souvent avide, plus préoccupée de ses propres querelles que des intérêts du pays. Ce n'était plus d'ailleurs à la couronne seule, mais à la couronne et à la métropole réunies, que les colonies avaient affaire. Leur souverain réel n'était plus le roi, mais le roi et le peuple de la Grande-Bretagne, représentés et confondus dans le Parlement. Et le Parlement regardait presque les colonies du même œil, et tenait à leur sujet le même langage qu'affectaient naguère, envers le Parlement lui-même, ces rois qu'il avait vaincus. Un sénat aristocratique est le plus intraitable des maîtres. Tous y possèdent le pouvoir suprême, et nul n'en répond[1]. »

1. Guizot, *Vie de Washington.*

Prospérité des colonies anglaises d'Amérique. — Cependant les colonies croissaient rapidement en population, en richesse. Au lieu de quelques établissements obscurs, uniquement occupés d'eux-mêmes et à peine en état de maintenir leur propre vie, un peuple se formait, dont l'agriculture, le commerce, les entreprises, les relations prenaient place dans le monde.

L'usage des denrées exotiques ou coloniales, telles que sucre, café, cacao, thé, épices, se répandait de plus en plus en Europe. On peut ajouter aussi aux produits nécessairement tirés de l'Amérique les cotons et laines, les diverses sortes de bois précieux, un grand nombre de pelleteries, certaines matières tinctoriales, plusieurs sortes de fruits secs ou confits. La culture du tabac avait été implantée en Virginie en 1616. La culture de la canne à sucre commença dans la Jamaïque en 1660. En 1702 la culture du riz fut importée de Madagascar dans les deux Carolines. En 1720 les Français plantèrent le café à la Martinique, et le café, une source de richesse pour l'Arabie, en devint une aussi pour les Antilles.

Les métropoles persistaient néanmoins dans le commerce exclusif avec leurs colonies. L'Angleterre essaya de tenir ainsi à la chaîne ses colonies américaines, mais celles-ci, dont l'activité était fiévreuse, voulaient se développer librement. L'immense étendue des côtes, le voisinage des colonies françaises et espagnoles, favorisaient la contrebande, qui assurait aux colons de beaux bénéfices : de là de fréquentes querelles avec l'Angleterre. Toutefois la provocation à la révolte ne vint point d'une question commerciale.

Développement de l'instruction ; fierté des Américains. — Si les Américains se livraient avec ardeur à la satisfaction des intérêts matériels, ils ne négligeaient point les intérêts moraux. L'instruction chez eux fit de rapides progrès. Dans le *Massachusetts la loi forçait les villes et les villages à entretenir des écoles*. L'imprimerie y fut portée dès l'année 1638. Les discussions religieuses, les débats politiques des assemblées locales développaient la vie intellectuelle. Les colonies, raisonneuses, se glorifiaient d'être les

filles de l'Angleterre, mais ne voulaient point être ses esclaves. Elles entendaient rester unies à la métropole, mais jouir des mêmes droits que les Anglais et ne point être taxées sans leur consentement. L'Angleterre, au contraire, prétendait que les lois faites par le Parlement étaient applicables aux colonies : de là le soulèvement.

II. — La guerre de l'Indépendance.

Soulèvement des États-Unis (1774). — La guerre de Sept Ans avait grevé les finances britanniques d'une lourde dette. Il fallait de l'argent. Un *bill* de 1765 assujettit les colonies à l'impôt du *timbre* et les força à employer pour les actes, pour les contrats, un papier timbré à Londres. Grande fut l'émotion des Américains, qui protestèrent. On retira la loi. En 1767, des besoins pressants amenèrent l'établissement d'autres impôts, sur le *verre*, le *papier*, le *thé*. Nouvelles protestations, résistance de l'assemblée du Massachusetts, agitation à Boston; les défenseurs du droit constitutionnel s'assemblaient sous un grand orme : on le nomma l'*Arbre de la liberté*. Les délégués de quatre-vingt-seize villes s'assemblèrent à **Boston** et décidèrent qu'on ne recevrait plus de marchandises anglaises. L'Angleterre, voyant diminuer son commerce, supprima les taxes sur le verre et sur le papier, ne maintenant que la taxe sur le thé. Concession inutile. Pour les Américains, il n'y avait point là une question d'argent, mais de principe. « De quoi s'agit-il, écrivait Washington, et sur quoi disputons-nous? Est-ce sur le payement d'une taxe de six sols par livre de thé comme trop lourde? Non, c'est le droit seul que nous contestons. » La révolution américaine est sortie du droit : c'est là sa grandeur.

Le refus de recevoir des marchandises anglaises persista. Une cargaison de thé envoyée par la Compagnie des Indes ayant pénétré dans le port de Boston, les habitants la jetèrent à la mer. Le gouverneur frappa la ville d'interdiction (1774). Le pays soutint la résistance de Boston. Un *congrès*, réuni à **Philadelphie**, formula une déclaration des droits fondée à la

fois sur les lois immuables de la nature, sur les principes de la constitution anglaise et sur les chartes du pays. La guerre commença.

Washington; Déclaration d'indépendance. — Encouragés par un premier succès, près de Boston, à **Lexington** (1775), les Américains formèrent des milices qui, au nombre de trente mille hommes, vinrent assiéger le général Gage dans **Boston.** Mais ces milices ne pouvaient s'appeler une armée. On confia le soin de les organiser et de les commander à **Washington**[1], qui avait déjà acquis une honorable

---

1. **Lecture : *Washington.*** — George Washington était né en 1632 à Bridge-Creek (Virginie). Il avait pris du service comme officier de milice pendant la guerre des Anglais contre les Français du Canada (1754-1760). Il avait été élu en 1774 un des députés de la Virginie au congrès de Boston. Il était planteur, de famille et de goût, et voué à ces intérêts, à ces habitudes, à cette vie agricole qui faisaient la vigueur de la société américaine. Il était de ce tempérament actif et hardi qui se complaît dans les aventures et les périls que suscite à l'homme la nature grande et sauvage, et, avec la force du corps, il avait la persévérance et la présence d'esprit qui en font triompher. A ce naturel, la guerre devait convenir mieux encore que la chasse ou les voyages. En 1754 le roi George II se faisait lire, dit-on, une dépêche qu'avait transmise à Londres le gouverneur de la Virginie, et où le jeune major Washington terminait le récit de son premier combat par cette phrase : « J'ai entendu siffler les boulets; il y a dans ce son quelque chose de charmant. — Il n'en parlerait pas de la sorte, dit le roi, s'il en avait entendu beaucoup. » Washington était de l'avis du roi; car, lorsque le major de la milice virginienne fut devenu le général en chef des États-Unis, quelqu'un lui ayant demandé s'il était vrai qu'il eût tenu ce propos : « Si je l'ai dit, répondit-il, c'est que j'étais bien jeune ».

« Né dans les premiers rangs de la société coloniale, élevé dans les écoles publiques, au milieu de ses compatriotes, il arrivait naturellement à leur tête, car il était à la fois leur supérieur et leur pareil, formé aux mêmes habitudes, habile aux mêmes exercices, étranger, comme eux, à toute instruction élégante, à toute prétention savante, et ne demandant rien pour lui-même, ne déployant que pour le service public cet ascendant qu'un esprit pénétrant et sensé, un caractère énergique et calme, assurent toujours dans une situation désintéressée. » (Guizot, *Vie de Washington.*)

réputation durant la guerre de Sept Ans, et dont la vertu égalait les talents.

Washington, esprit aussi conciliant que ferme, aimant la liberté autant que l'ordre, connaissant les soldats, qu'il forçait à l'obéissance, ménageant ses concitoyens, qu'il protégeait, sachant persuader autant qu'imposer, avait les



Franklin.

talents du général et l'habileté de l'homme d'État. Il triompha de toutes les difficultés sans cependant réussir toujours à la guerre.

Les Américains essayèrent d'entraîner le Canada dans leur parti : ils échouèrent. Les généraux anglais les repoussèrent du pays. Washington répara ces revers en s'emparant de la ville de *Boston* (mars 1776). La lutte devint très vive. Les

colonies anglaises rompirent les derniers liens qui les attachaient à la mère patrie, et un nouveau **congrès de Philadelphie** proclama l'*indépendance des treize colonies* (4 juillet 1776). La **déclaration** votée par le Congrès semblait inspirée des maximes philosophiques répandues par les écri-



La Fayette.

vains français, surtout des maximes du *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau. « Nous regardons comme incontestables, disait-elle, les vérités suivantes : que tous les hommes ont été créés égaux et qu'ils ont été doués par le Créateur de certains droits inaliénables; que parmi ces droits sont la vie, la liberté et la recherche du bonheur; que, pour assurer ces droits, les gouvernements ont été établis par les

hommes et qu'ils tirent leur juste autorité de ceux qui sont gouvernés; que, quand un gouvernement ne tend point à ces fins, le peuple est en droit de le changer. » Le 4 octobre, l'*acte d'union* fut signé.

L'Angleterre n'avait point d'armée permanente : elle recruta des Indiens[1], elle acheta des mercenaires en Allemagne, et indigna ainsi plus profondément les Américains, qui toutefois eurent de la peine à résister aux troupes européennes, disciplinées et aguerries. Washington vit ses milices défaites près de la rivière **Brandywine** (affluent de la Delaware), New-York, Philadelphie occupés par l'ennemi. Il temporisa, harcela les troupes anglaises, raffermit le moral de ses soldats et frappa un coup vigoureux à **German-Town** (Pennsylvanie). Il retenait ainsi le général *Howe* et l'empêchait de joindre une autre armée anglaise qui descendait du Canada, conduite par *Burgoyne*. Burgoyne, enveloppé par les milices de l'Ouest à **Saratoga** (État de New-York), fut obligé de mettre bas les armes (1777)[1].

1. **Lecture :** ***Lord Chatham* (*William Pitt*) *à la Chambre des lords*.** — William Pitt, devenu *lord Chatham*, n'avait pu, en 1766, rester au pouvoir à cause de sa santé et aurait bien voulu empêcher la redoutable guerre dont il prévoyait les conséquences. Lorsque les difficultés de cette guerre se révélèrent, il voulut prendre part aux délibérations de la Chambre des lords et attaqua vivement la politique du gouvernement Il prononça un de ses plus véhéments discours : « Personne, dit-il, n'estime et n'honore plus que moi les troupes anglaises : je connais leurs vertus et leur valeur; je sais qu'elles peuvent achever tout, excepté l'impossible, et je sais que la conquête de l'Amérique est une impossibilité. Vous ne pouvez pas, mylords, vous ne pouvez pas conquérir l'Amérique.

« Si j'étais, ajouta-t-il, Américain comme je suis Anglais, tant que des troupes étrangères seraient campées dans mon pays, je ne mettrais jamais bas les armes, jamais, jamais, jamais! Mais, mylords, quel est l'homme qui, pour ajouter aux disgrâces et aux malheurs de cette guerre, a osé autoriser et associer à nos armes le tomahawk et le couteau à scalpel du sauvage, appeler dans une alliance civilisée les sauvages et inhumains habitants des bois, déléguer à des Indiens sans pitié la défense de droits disputés et déchaîner sur nos frères les horreurs d'une

III. — Intervention de la France. — Guerre maritime.

Intervention de la France (1778). — Cette victoire acheva de décider la France, qui sympathisait avec les Américains, à leur porter secours. *Franklin*, savant illustre et patriote ardent (1706-1790) qui, d'ouvrier imprimeur, s'était élevé à un haut rang dans les sciences physiques, avait, par sa vertu, mérité d'être investi de la confiance de ses

---

guerre barbare ? » Lord Suffolk ayant voulu justifier les moyens employés, lord Chatham se leva de nouveau et protesta contre de pareilles doctrines : « Quoi ! vous attribuez la sanction de Dieu et de la nature à ces massacres des Indiens scalpeurs ! à ces cannibales sauvages qui torturent, meurtrissent, dévorent leurs victimes et boivent leur sang ! De telles notions révoltent le sentiment moral et le sentiment de l'humanité et celui de l'honneur ! Ces abominables principes et leur aveu plus abominable encore excitent la plus vive indignation ! »

Le plan de conciliation qu'avait proposé lord Chatham échoua ; mais plus tard l'intervention de la France changea les dispositions du vieil orateur, qui ne pouvait souffrir le pays qu'il appelait l'ennemi invétéré. Apprenant au mois d'avril 1778 que le ministère, effrayé, songeait alors à abandonner l'Amérique, il se fit, quoique cassé par la maladie, transporter à la Chambre, où il entra appuyé sur son fils William Pitt, qui devait si bien continuer l'illustration de son nom : « J'ai fait, dit-il, aujourd'hui un effort au delà de mes forces pour me rendre au milieu de vous, peut-être pour la dernière fois, afin d'exprimer mon indignation contre la proposition de reconnaître la souveraineté de l'Amérique. Je me réjouis, mylords, de ce que la tombe n'est pas encore fermée sur moi, de ce que je suis encore en vie, pour élever une voix contre le démembrement de cette noble et ancienne monarchie. Faudra-t-il que ce grand royaume qui a survécu tout entier aux déprédations des Danois, aux invasions des Écossais et à la conquête des Normands, qui a résisté à la menaçante invasion de l'Armada espagnole, tombe maintenant prosterné devant la maison de Bourbon ? » Le duc de Richmond lui répliqua et lui demanda quels moyens il entendait proposer. Lord Chatham, vivement agité, voulut se lever pour parler, mais il retomba en proie à un accès convulsif. Il fallut l'emmener, et ce grand homme d'État succomba le 11 mai, ayant pour ainsi dire exhalé en pleine lutte son dernier souffle et donné un rare exemple d'énergie patriotique.

concitoyens. Suivant un vers latin célèbre, « il arracha la foudre au ciel et le sceptre aux tyrans ». Envoyé en France pour demander l'appui de Louis XVI, il fut accueilli avec honneur par les savants, qui admiraient ses travaux sur l'électricité, et par les philosophes, qui saluaient en lui le moraliste. D'ailleurs, en dehors de ses mérites personnels, son titre d'Américain avait déjà gagné sa cause dans l'opinion, vivement émue par les efforts que faisaient les colonies pour secouer le joug anglais. Déjà de jeunes nobles, entre autres le marquis de **la Fayette**, s'étaient embarqués pour aller offrir leur épée à ceux qui combattaient pour une si juste cause. Louis XVI signa enfin un traité avec les États-Unis (février 1778) et reconnut leur indépendance. La guerre s'étendit alors à toutes les mers, et la vieille rivalité de la France et de l'Angleterre recommença[1].

La marine, que Choiseul avait relevée dans les dernières années du règne de Louis XV, soutint la lutte cette fois avec

---

1. **Lecture : *Combat de la frégate la* Belle-Poule *contre l'*Aréthuse.** — Si nous ne pouvons ici raconter les campagnes brillantes des d'*Estaing*, des d'*Orvilliers*, des *la Touche-Tréville*, des *la Motte-Piquet*, des *Suffren*, etc., du moins pouvons-nous rappeler quelques-uns des hauts faits de ces équipages si redoutables aux Anglais et de ces officiers si jaloux de l'honneur de leur pavillon. Ils le promenèrent victorieux sur toutes les mers, ce pavillon qui représentait pour eux ce que représente le drapeau sur le champ de bataille : la patrie.

Le 17 juin 1778, le lieutenant de vaisseau Chaudeau de la Clocheterie commandait la frégate la *Belle-Poule* et avait avec lui le lougre le *Coureur*. Il s'aperçut, dans les eaux de Brest, près d'Ouessant, qu'il était sur le point de tomber dans une escadre anglaise. Alors il fit virer de bord et prit la chasse. Mais il fut poursuivi et atteint par une frégate et un sloop de dix canons. Le sloop questionna en anglais, à l'aide d'un porte-voix, la frégate la *Belle-Poule*. La Clocheterie répondit fièrement qu'on eût à lui parler en français. Survint alors la frégate ennemie l'*Aréthuse*, capitaine Marshall. Le combat s'engagea vers six heures et demie du soir, dans un moment où la faiblesse du vent permettait à peine de gouverner. La lutte, sanglante, acharnée, dura jusqu'à onze heures et demie du soir ; la frégate était encombrée de mourants et de blessés, mais elle tenait bon. La frégate anglaise abandonna la partie et s'enfuit. La Clocheterie rentra à Brest au milieu de

honneur et succès. Une première bataille navale, livrée en vue d'**Ouessant**, par le comte d'Orvilliers, à l'amiral anglais Keppel, révéla l'égalité des forces françaises et de celles de l'Angleterre (juillet). La flotte française du comte d'Estaing alla sur les côtes américaines prendre part aux opérations et soutenir Washington, qui délivra Philadelphie. Liée à notre politique par le *Pacte de famille* et par ses intérêts, l'Espagne joignit sa marine à la nôtre (1779). On projeta une descente en Angleterre, qui se fût probablement accomplie sans une tempête. D'Estaing, dans les Antilles, s'empara de la Grenade, et gagna une victoire sur l'amiral anglais Byron. Les Espagnols mirent le siège devant **Gibraltar**.

L'amiral *Rodney*, retenu à Paris pour ses dettes, se vantait

---

l'enthousiasme général, et ce brillant combat préludait heureusement à la guerre nouvelle.

Lecture : *La Surveillante et le Québec* (1779) ; *du Couëdic*. — Un duel plus dramatique et resté plus populaire, c'est celui de la frégate la *Surveillante* contre la frégate anglaise le *Québec*. Ces deux frégates, chargées chacune de leur côté de surveiller les flottes rivales, se rencontrèrent le 6 octobre 1779. Après avoir échangé de terribles bordées, elles se rapprochèrent. Or on était presque bord à bord; les fusils, les pistolets même portaient coup. Il y avait des moments où les refouloirs à l'aide desquels les artilleurs poussaient la charge au fond de leurs canons, se touchaient et s'embarrassaient d'une frégate à l'autre. Malgré deux blessures à la tête, le commandant de la *Surveillante*, du Couëdic, ne prend pas le temps de se faire panser : il ordonne, il montre à tous ce qu'il faut faire. L'enseigne de vaisseau de Labentinaye a été obligé d'aller se faire amputer le bras droit; il revient sur le pont et ne renonce à la lutte qu'après une nouvelle blessure. Un cri de joie se fait entendre à bord du vaisseau ennemi : un boulet vient de faire tomber à l'eau le pavillon que la *Surveillante* portait en poupe; mais le second pilote, nommé *le Mancq*, saisit un autre pavillon, monte sur les haubans d'artimon, et, debout au milieu de la mitraille, des balles et des boulets, il déploie, il agite dans l'air son étendard français; il ne descendit que lorsqu'il eut vu le pavillon hissé à la poupe de la *Surveillante*. Peu après, les trois mâts de la frégate tombèrent à la fois; cinq minutes après, le *Québec* fut également démâté. Aussitôt du Couëdic ordonne l'abordage; il tombe frappé d'une balle au ventre. Mais lui, reprenant toute son énergie, s'adresse à trois de ses

de mettre un terme à nos succès. De grands seigneurs imprudents, répondant à une bravade par une autre, payèrent ses dettes et le laissèrent libre de tenir sa parole. A la tête d'une flotte anglaise, Rodney ravitailla Gibraltar et s'en alla aux Antilles, où le comte de *Guichen* dut livrer trois combats indécis (1780).

Ces combats avaient opéré une diversion favorable aux Anglais, qui de New-York se portèrent dans le sud, occupèrent **Savannah, Charles-Town,** dominant les Carolines et la Georgie. Les Américains fléchissaient; la misère de l'armée, les divisions intestines, conséquences ordinaires des revers, semblaient compromettre la cause de l'indépendance. Aussi un corps d'armée français, conduit par **Rochambeau,** fut-il accueilli avec transports.

---

neveux, gardes de la marine : « Allons, leur dit-il, à l'abordage; c'est à nous de donner l'exemple; pensez à maintenir l'honneur de la famille. »

Au même moment une épaisse fumée sort du *Québec* : le vaisseau anglais est en feu. Du Couëdic ne songe plus qu'à secourir ses ennemis; unique canot dont il disposait coula bas, et le sauvetage ne put s'opérer. Il fallut même que du Couëdic songeât à sauver son propre navire. Il eut toutes les peines du monde à se détacher du *Québec*, qui ne tarda pas à sauter et à disparaître dans les flots. Cependant la *Surveillante* elle-même brûlait. Mais du Couëdic, malgré ses propres blessures, inspirait une telle énergie à tout le monde, que, chacun s'employant au salut général, l'incendie put être éteint La noble frégate était si abîmée qu'on ne pouvait la ramener au port; elle fut remorquée par des bateaux pêcheurs et rentra à Brest précédée de près de cent chaloupes et canots qui lui formaient une escorte d'honneur.

Les dames voulurent visiter les glorieux débris de la *Surveillante*. La princesse d'Hénin, la duchesse de Lauzun, se rendirent à bord et se faisaient raconter les merveilles de ce combat homérique. L'une d'elles ayant demandé s'il était vrai (ce qui ne l'était point) que les Anglais eussent cloué leur pavillon au mât pendant le combat : « Madame, dit fièrement un matelot français, le nôtre était cloué par l'honneur dans le cœur de notre brave capitaine. » Ce brave capitaine, malheureusement, ne survécut que trois mois à ses blessures. Louis XVI lui fit élever dans Brest un tombeau sur lequel on grava ces mots : « *Jeunes élèves de la marine, admirez et imitez l'exemple du brave du Couëdic* ».

La neutralité armée (1780). — En même temps la guerre maritime prenait un plus grand développement. Lasses de la tyrannie de la Grande-Bretagne sur les mers, indignées des mesures qu'elle prenait pour empêcher la France et l'Espagne de recevoir des munitions navales, les puissances européennes se liguèrent pour défendre les droits des neutres. L'impératrice de Russie, Catherine II, proposa un plan de **neutralité armée** (1780), pour soutenir les droits qu'avaient les puissances non belligérantes de faire librement leur commerce. Leur pavillon couvrait leur marchandise. Elles avaient droit de tout vendre, sauf la contrebande de guerre, poudre, boulets, canons. C'était le principe de *la liberté des mers*, principe pour lequel combattaient la France et l'Espagne, tout en défendant l'Amérique. La Suède, le Danemark, la Prusse, l'Autriche, le Portugal, les Deux-Siciles, la Hollande, accédèrent à la neutralité armée. Furieuse, l'Angleterre se précipita sur la marine hollandaise, qui se trouvait le plus à sa portée.

La guerre embrassa le monde entier. Elle se fit dans la Méditerranée, dans l'Océan, en Amérique, dans l'océan Pacifique, dans les mers de l'Inde, en Océanie. L'amiral Rodney se jeta sur celles des Antilles qui appartenaient aux Hollandais, s'empara des îles de *Saint-Eustache*, *Saint-Martin* et fit des prises qui s'élevèrent à plus de soixante-quinze millions. Heureusement nos flottes en ressaisirent une partie. Le brave *Lamotte-Piquet* se distingua surtout en enlevant ces dépouilles, en vue même des côtes d'Angleterre.

Capitulation des Anglais à York-Town (1781). — Une flotte française, commandée par le *comte de Grasse*, alla arrêter aux Antilles la fortune des Anglais, s'empara de Tabago et aida les opérations militaires qui avaient pour but d'expulser les Anglais des Carolines. Washington, appuyé par Rochambeau et la Fayette, reprenait l'avantage. Le général *Cornwallis*, bloqué dans la péninsule de **York-Town**, serré de près sur terre, ne pouvant recevoir d'approvisionnements par mer, se vit réduit à capituler avec sept mille hommes et plusieurs vaisseaux (11 octobre 1781). C'était un succès décisif. Les Anglais se maintenaient avec peine

à Savannah, à New-York. Ils perdaient l'île de Saint-Eustache et, en Europe, l'île de Minorque. Gibraltar était toujours assiégé. L'Angleterre avait aussi à lutter contre l'Irlande et se voyait obligée de reconnaître l'indépendance du parlement irlandais.

Aux Indes, le souverain du Mysore, Hayder-Ali, menaçait les possessions anglaises, et le bailli *de Suffren* gagnait (février-septembre 1782) quatre victoires navales sur les flottes britanniques, qui avaient perdu leur renom d'invincibles[1].

Traité de Versailles (1783). — En France cependant on s'émut de la bataille des **Saintes**, que le comte de Grasse, attaqué par des forces supérieures, perdit contre l'amiral Rodney (1782). On était mécontent aussi de l'échec essuyé par les troupes franco-espagnoles, qui avaient assiégé vainement le rocher de Gibraltar. Cette forteresse restait à l'Angleterre. Des deux côtés on était las de la guerre, qui, à cette époque

1. **Lecture** : ***Le bailli de Suffren***. — Dans la mer des Indes s'illustrait *Suffren*, bailli de l'ordre de Malte, et pour cela désigné généralement sous le nom de *bailli de Suffren*. Il s'unit à un chef indigène de l'Hindoustan qui luttait avec obstination pour échapper à la domination des Anglais : *Hayder-Ali*. Deux brillantes victoires navales décidèrent l'Indien à se fier à nous : « Avant votre arrivée, dit-il à Suffren, je me croyais un grand homme, un grand général, mais vous m'avez éclipsé, vous seul êtes grand ». Puis, après l'entrevue, oubliant la morgue ordinaire aux souverains d'Asie, il le conduisit jusqu'au delà de sa tente. Les Anglais éprouvèrent deux nouvelles défaites sur mer. Dans la seconde bataille, Suffren courut les plus grands dangers : abandonné au centre du combat avec deux vaisseaux contre cinq ou six, il voit tomber sous une pluie de boulets son grand mât et son pavillon d'amiral. Les Anglais poussent un *hurrah* de triomphe : « Des pavillons, des pavillons blancs, s'écrie l'intrépide Suffren, qu'on en mette tout autour du vaisseau ! » Et, secondé par l'héroïsme de son équipage, il résiste à tous jusqu'à ce que sa flotte vienne le dégager.

A son retour en France, les plus grands honneurs attendaient Suffren. Ses concitoyens le reçurent avec enthousiasme, les États de Provence firent frapper une médaille à son effigie. A Versailles, lorsque le ministre de la marine annonça son arrivée : « Messieurs, c'est M. de Suffren », les gardes du corps se levèrent et lui formèrent un cortège jusqu'à la chambre de Louis XVI, qui le combla d'honneurs.

de piraterie, désolait le commerce. L'indépendance des États-Unis était assurée. L'Angleterre la reconnut au traité de Versailles (1783), traité glorieux pour la France s'il en fut.

La France recouvrait ses possessions aux Indes, et, si la guerre eût continué, elle eût peut-être obtenu davantage. Aux Antilles, *Tabago*, *Sainte-Lucie* lui furent rendues avec les îlots de *Saint-Pierre* et de *Miquelon* et le droit de pêche à Terre-Neuve; elle reprit aussi *Gorée* et le *Sénégal* en Afrique.

L'Espagne recouvra l'île de *Minorque*. La France avait réparé ses pertes de la guerre de Sept Ans, sauf celle du Canada. Elle avait montré que, si elle voulait, elle pouvait, libre du côté de la terre, soutenir avec avantage une lutte maritime.

L'Angleterre se consola en pensant qu'elle était toujours la seule nation qui profiterait du commerce américain. Sans doute, mais aussi il devait venir un jour où d'autres peuples lui disputeraient ce commerce, et de plus il s'élevait en Amérique une puissance maritime désormais sa rivale, qu'elle redoute aujourd'hui et avec laquelle elle a rarement vécu en bonne intelligence.

IV. — La constitution des États-Unis.

Indépendance des États-Unis; constitution fédérale (1787). — Ayant triomphé avec l'appui de la France, n'ayant reculé devant aucun sacrifice pour conquérir leur liberté, les colons anglais considérèrent cette liberté comme leur bien le plus précieux et se montrèrent assez sages pour ne pas la perdre même au milieu de leurs dissensions intérieures. Washington, après la guerre, loin d'abuser de ses services pour usurper une autorité qu'on lui conseillait de prendre, s'inspira des vertus républicaines de l'ancienne Rome et montra un désintéressement qui révèle l'élévation de son caractère. Il employa son influence à ramener la concorde entre les États, qui, à peine unis pour la défense, tendaient à se séparer après la victoire. Il pressa vivement dans le Congrès l'élaboration de l'œuvre constitutionnelle nécessaire pour régler les conditions sous lesquelles les anciennes colonies devaient rester associées. Une Convention qui s'ouvrit à

Philadelphie le 21 février 1787 donna à la constitution fédérale sa forme définitive, et le temps en a prouvé l'excellence.

Confédération d'Etats indépendants liés par le besoin de la défense commune et de la commune prospérité, les États-Unis ne se laissèrent point entraîner par les théories de centralisation, et toutefois n'affaiblirent pas outre mesure le pacte qui rattachait les colonies les unes aux autres. Liberté de l'individu au sein de l'État, liberté des États au sein de l'Union; mais force sérieuse donnée au pouvoir général de l'Union, tels furent les principes sur lesquels s'appuya la constitution de 1787. Ce n'était pas une simple agrégation d'États, mais un grand État qui venait de se former, un grand peuple qui venait de naître.

Le pouvoir législatif appartenait à deux Chambres : une *Chambre des représentants*, élue par le suffrage universel et direct pour deux ans; un *Sénat*, élu par les Chambres des divers États. Les deux Chambres formaient le *Congrès*, qui seul avait l'initiative des lois, votait les taxes et les impôts, contractait les emprunts, autorisait les traités de commerce et les grands travaux publics, enfin avait seul le droit de lever des troupes. Le Sénat avait le droit d'amendement aux bills de la Chambre des représentants et intervenait dans la plupart des actes du président.

Celui-ci, chef du pouvoir exécutif, nommé pour quatre années, par un système d'élection à deux degrés, n'avait pas d'initiative, et ses ministres ne siégeaient pas au Congrès. Il commandait en chef l'armée et la marine de l'Union, mais ne pouvait nommer les ambassadeurs, les ministres, les conseils, les juges de la Cour suprême qu'avec l'agrément du Sénat. Il ne pouvait se trouver en antagonisme avec le Congrès, car il lui était réellement subordonné, et, s'il pouvait faire recommencer la discussion sur une loi, il n'avait point de *veto* absolu.

Chaque État conserva son congrès, sa législation, sa loi d'élection, son gouverneur, ses tribunaux indépendants, son budget. De même que l'Union ne gênait en rien la liberté des États, de même les États ne gênèrent point la liberté des citoyens. Ceux-ci, pour tout ce qui regarde leurs inté-

rêts matériels et moraux, ne demandaient rien à l'État, qui laissait les villes et les communes gérer leurs finances en toute liberté.

Les treize États primitifs. — Neuf États seulement adhérèrent d'abord à cette constitution (Delaware, Pennsylvanie, New-Jersey, Georgie, Connecticut, Massachusetts, Maryland, Caroline du Sud, New-Hampshire). La Virginie, New-York l'acceptèrent ensuite, et bientôt l'adhésion de la Caroline du Nord (1789) et du Rhode-Island (1790) portèrent à *treize* le nombre des États fédérés.

Les deux présidences de Washington (1789-1797). — Une acclamation unanime, lorsqu'il s'agit de nommer le premier président de la République américaine, désigna Washington, qui dut quitter sa retraite de Mount-Vernon[1] (1789). Il eut à mettre en œuvre la nouvelle constitution,

---

1. **Lecture : *Washington à Mount-Vernon*.** — Washington, après avoir conquis à son pays l'indépendance, se retira modestement à Mount-Vernon, son domaine. « La scène est enfin à son terme, écrivait-il au gouverneur Clinton ; la veille de Noël, au soir, les portes de cette maison ont vu entrer un homme plus vieux de neuf ans que je n'étais quand je les ai quittées. Je commence à me sentir à l'aise et libre de tout souci public. J'ai quelque peine à secouer ma coutume, en m'éveillant chaque matin, de méditer sur les soins du jour suivant. J'espère passer le reste de mes jours à cultiver l'affection des gens de bien et à pratiquer les vertus domestiques. La vie d'un agriculteur est, de toutes, la plus délicieuse. Elle est honorable, elle est amusante, et, avec des soins judicieux, elle est profitable. Je ne suis pas seulement retiré des emplois publics, je rentre en moi-même. Je puis promener mes regards dans la solitude, et marcher dans les sentiers de la vie privée avec une vraie satisfaction de cœur. Ne portant envie à personne, je suis décidé à être content de tous, et dans cette disposition je descendrai doucement le fleuve de la vie, jusqu'à ce que je m'endorme avec mes pères. » Toutefois le peuple américain enleva encore Washington à ses paisibles occupations, et le grand homme d'État dut, pendant deux présidences successives et huit années difficiles, travailler à l'affermissement de l'Union qu'il avait fondée. Il aurait pu rester au pouvoir. En 1796 il se retira définitivement à Mount-Vernon, où il termina sa vie pure et honorable, digne d'être toujours citée comme le modèle de l'abnégation unie à la grandeur du patriotisme, du désintéressement.

à faire fonctionner ses rouages, simples sans doute, mais qui ne pouvaient du premier coup rencontrer l'harmonie. Au bout de quatre ans il voulut se retirer, mais, réélu président, il dut faire encore abnégation de ses goûts personnels et eut cette fois à réprimer des troubles intérieurs qui démontraient combien il était difficile de concilier les intérêts souvent opposés des États.

Inaccessible aux entraînements et insensible aux injures, Washington rétablit la paix intérieure, maintint la paix extérieure, et les huit années de sa présidence exercèrent une heureuse influence sur le sort de l'Union qu'il avait fondée et protégée. Aussi, lorsqu'il mourut, le 14 décembre 1799, à Mount-Vernon, le Congrès décréta qu'un marbre serait érigé à sa mémoire, et que les citoyens garderaient le deuil pendant un mois. Même l'Angleterre lui rendit des honneurs funèbres

RÉSUMÉ

Les Anglais, depuis le seizième siècle, surtout au dix-septième, avaient colonisé la côte orientale de l'Amérique du Nord. Des États divers, les uns libres et régis par des assemblées, d'autres ayant des gouverneurs, étaient arrivés à un haut degré de prospérité.

Les Anglais, à la fin du dix-huitième siècle, voulaient maintenir ces colonies sous leur tutelle et leur imposer arbitrairement des taxes. Les colons retournèrent alors contre la mère patrie les principes constitutionnels et ne voulurent plus être imposés sans leur consentement. La guerre de l'Indépendance américaine éclata en 1774. **Washington** en fut le chef. Dès 1776 le **Congrès de Philadelphie** proclama solennellement l'émancipation des colonies.

La défaite d'un général anglais à **Saratoga** (1777) décida la France à intervenir en faveur des Américains. Une grande guerre maritime s'engagea, marquée par la bataille d'**Ouessant** (1778) et par les nombreux combats que livrèrent les amiraux français *d'Orvilliers*, *d'Estaing*, le comte *de Guichen*, le comte *de Grasse*, le bailli de *Suffren*, *Lamotte-Piquet*. L'amiral anglais *Rodney* ralentit mais n'empêcha pas les succès de la France.

L'impératrice de Russie, Catherine II, proposa un plan de **neutralité armée** pour la protection du commerce des neutres et forma une sorte de ligue maritime contre l'Angleterre.

Sur le continent, les Français **Rochambeau** et **la Fayette** aidaient Washington, et le général anglais Cornwallis fut obligé de capituler avec son armée à **York-Town** (1781).

La flotte française cependant subit un échec à la bataille des **Saintes** (1782). Les Français, unis aux Espagnols, n'avaient pu prendre *Gibraltar*, et le traité de **Versailles** (1783) termina la guerre. Il rendait à la France une partie de ses colonies et reconnaissait l'*indépendance des États-Unis.*

CHAPITRE XXII

LE MOUVEMENT DE RÉFORMES EN EUROPE

SOMMAIRE. — Le Portugal ; le marquis de Pombal. — L'Espagne sous la maison de Bourbon ; d'Aranda. — Italie, Tanucci ; Léopold de Toscane ; Firmian. — Allemagne et Autriche ; l'empereur Joseph II. — La Suède, Gustave III. — Le Danemark, les Bernstorff. — La Hollande. — La Suisse. — Caractère de l'Europe de 1789.

I. — LE MOUVEMENT DE RÉFORMES EN EUROPE.

Le Portugal ; le marquis de Pombal. — L'activité des esprits avait été telle au dix-huitième siècle, que la vieille Europe semblait partout prête à se modifier. Un mouvement important de réformes se produisait jusque dans les pays qui avaient paru le plus voués à l'immobilité. Ces réformes étaient dues à l'esprit d'initiative de souverains et de ministres éclairés qui cherchaient avec bonne foi à satisfaire les peuples et comprenaient les obligations de leur rôle.

L'exemple vint d'un petit royaume, le Portugal, qui eut la bonne fortune d'avoir un grand ministre, le marquis de **Pombal**. Ministre du roi Joseph Ier en 1750, le marquis de

Pombal montra un rare esprit de décision joint à une inflexibilité qu'on a comparée à celle du cardinal de Richelieu. Grâce à ses mesures intelligentes, l'agriculture et l'industrie se relevèrent, le commerce se ranima et put braver la concurrence anglaise, si écrasante depuis le traité de sir Methuen (1705), qui avait en réalité fait du Portugal une ferme anglaise. Des malheurs affreux, le tremblement de terre qui renversa Lisbonne en 1755, ne découragèrent point l'imperturbable ministre. Il releva les ruines, répara les désastres, soulagea les infortunes, réprima les brigandages et profita des besoins du Trésor pour établir un impôt de 4 1/2 pour 100 sur toutes les marchandises étrangères, nouvelle brèche au traité avec l'Angleterre.

La noblesse, forcée à l'obéissance, conspira. Pombal fit dresser l'échafaud et abattre les plus hautes têtes. Le clergé trembla à son tour, quand il vit Pompal frapper l'ordre des Jésuites en 1759 et faire transporter en Italie ces religieux naguère si puissants. La lutte avec le Saint-Siège devint si vive qu'on put craindre une séparation de l'Église portugaise; mais le pape Clément XIV céda, comme tout le monde, devant l'impérieux marquis, et Pombal fit décréter qu'à l'avenir nul bref, nulle bulle, nul écrit pontifical ne serait valable sans l'autorisation préalable du gouvernement. Pompal détruisit les anciennes listes de l'Inquisition et chercha à terminer toutes les querelles religieuses. Il encourageait l'imprimerie, la traduction des meilleurs livres français, créait le Collège royal des nobles, instituait des écoles élémentaires et professionnelles au profit du peuple et en établissait 800 gratuites. Jamais peut-être on n'avait appliqué plus d'idées libérales avec une autorité aussi absolue. Philosophe, mais despote, Pombal favorisait parmi les innovations celles-là seules qui lui convenaient; il maintenait la censure royale sur tous les livres, il en fit brûler même. Il chercha à diminuer les privilèges, à améliorer la condition du peuple, et défendit le pouvoir royal avec d'autant plus d'énergie qu'il se défendait lui-même. Le grand marquis, *o gram marquez*, comme disent les Portugais, fut un imitateur du terrible cardinal transporté dans un siècle et dans un pays différents.

Richelieu eut au moins des continuateurs. Pombal, disgracié, exilé, après la mort de Joseph Ier (1777), n'eut pas de successeur. Son œuvre demeura interrompue, ses projets furent abandonnés; le Trésor se vida, la marine dépérit, les abus reparurent comme ces mauvaises plantes qui étouffent les bonnes dès que la main du cultivateur n'est plus là pour les arracher.

L'Espagne sous la maison de Bourbon; d'Aranda. — La maison de Bourbon avait tenté quelques efforts pour relever l'Espagne. Trois princes de cette maison, *Philippe V* (1701-1746), *Ferdinand VI* (1746-1759), *Charles III* (1759-1788), remplissent de leurs longs règnes tout le dix-huitième siècle. Toutefois cette dynastie ne répondit pas aux espérances que son origine avait fait concevoir. Philippe V, mou et incapable, ne gouverna jamais par lui-même et demeura enfermé dans ses palais. Ferdinand VI commença à céder un peu au courant du siècle, sans le suivre hardiment : Charles III seul montra une réelle intelligence des nécessités de l'époque.

L'Italien *Alberoni*, qui fut d'abord le principal ministre de Philippe V, dépensa au dehors le peu de forces qui restaient au royaume et songeait à dominer l'Europe avec un État ruiné. Il tenta cependant à l'intérieur des réformes utiles, rétablit la discipline dans l'armée, ranima la marine, créa une manufucture royale à Guadalaxara, pour laquelle il fit venir cinq cents familles de Hollande. Il appela d'Angleterre de bons teinturiers et établit à Madrid des fabriques de toiles. Il améliora les chemins; les lettres et les arts firent des progrès, et l'Académie royale des beaux-arts, de la langue et de l'histoire, à Madrid, date du règne de Philippe V.

Le règne sage de Ferdinand VI, ses encouragements à l'agriculture, le soin avec lequel il mit l'ordre dans les finances, ramenèrent l'Espagne dans la véritable voie, où elle marcha d'un pas plus rapide sous Charles III.

L'influence française se fit sentir alors au delà des Pyrénées d'une manière plus continue et plus efficace : alliance avec la France, *Pacte de famille*, qui unit les intérêts des Bourbons de France, d'Espagne et d'Italie; appui prêté à la

France dans les dernières années de la guerre de Sept Ans et dans la guerre d'Amérique. La marine espagnole ne figura pas sans honneur dans les guerres, mais Gibraltar ne put être arraché à l'Angleterre, et, aux colonies, l'Espagne, ayant perdu la Floride, reçut de la France, comme compensation, la Louisiane. A l'intérieur, trois ministres habiles, le comte **d'Aranda** (1766), *Florida Blanca* (1777), *Campomanès* (1788), se succédèrent avec des talents variés, mais tous imbus de l'esprit philosophique.

Les publicistes français avaient battu en brèche la puissance des ordres religieux, démontré les inconvénients des propriétés de mainmorte. Nulle part plus qu'en Espagne les ordres religieux n'avaient d'autorité et de richesses. En 1719 on estimait que le clergé, les confréries, les familiers de l'Inquisition, la Sainte-Hermandad formaient plus du quart de la population adulte du royaume. Cette proportion avait diminué dans le cours du dix-huitième siècle, mais était encore considérable. Le comte d'Aranda attaqua principalement la société célèbre des Jésuites, qui avait porté ombrage à tous les gouvernements et qui, chassée du Portugal en 1759, de la Franee en 1762, fut proscrite en Espagne en 1767 et avec plus de violence qu'en aucun autre pays. Enlevés de leurs collèges pendant la nuit, sur tous les points de l'Espagne, 2300 jésuites furent embarqués de force pour être conduits en Italie, et leurs immenses propriétés furent confisquées. Quant aux autres ordres, d'Aranda se contenta de réformer les abus et d'astreindre les moines à la stricte observation de leur règle. D'Aranda ne craignit point de se mettre en hostilité ouverte avec le Saint-Siège, de supprimer le droit d'asile qui faisait des églises un lieu de refuge pour les criminels, de diminuer le nombre des rosarios ou processions, de s'attaquer au tribunal même de l'Inquisition et de restreindre sa juridiction.

Ces hardiesses amenèrent bientôt la chute du comte d'Aranda, envoyé comme ambassadeur en France (1773). Mais les autres réformes qu'il avait entreprises, purement matérielles, furent poursuivies par son rival Florida Blanca, par Capomanès, qui avait publié d'utiles traités sur l'in-

struction élémentaire de la classe pauvre, sur la nécessité de multiplier les manufactures et contre les taxes arbitraires nuisibles à l'industrie. Charles III se sentait plus à l'aise en aidant ses ministres à embellir Madrid, qui fut dès lors éclairé la nuit, à le doter d'une police vigilante, à encourager l'agriculture. Il appela 8 000 laboureurs allemands à Sierra Leone, fit faire des plantations dans les provinces arides et nues de la Manche et de la Castille, reprendre les travaux du canal d'Aragon, établit une fabrique de toiles dans la résidence royale de Saint-Ildefonse, releva l'industrie des armes blanches de Tolède. Des écoles d'artillerie, de cavalerie, de tactique, furent créées, la marine se développa : à la fin de la guerre de Sept Ans, l'Espagne avait 37 vaisseaux de ligne ; en 1788 elle en comptait 80.

Malgré ces réformes, Campomanès et Florida Blanca n'entendaient nullement renoncer aux principes de la monarchie absolue, et le culte de la royauté était encore une religion.

Italie ; Tannucci ; Léopold de Toscane ; Firmian. — Des princes espagnols, c'est-à-dire de la maison de Bourbon, étaient maîtres, en Italie, du royaume de Naples, des duchés de Parme et de Plaisance, mais ces princes étaient des Bourbons, des descendants de Louis XIV. Un Français, Dutillois, régentait, au nom de don Philippe, les duchés de Parme et de Plaisance, et copiait dans ces États en miniature les réformes des vrais États.

Le royaume de Naples avait été d'abord gouverné par Charles VII, qui devint Charles III en Espagne et qui avait donné sa confiance à un ministre libéral, *Tanucci*. Tanucci garda le pouvoir sous Ferdinand IV et, dans un ministère qui dura 42 ans (1735-1777), réalisa une foule d'améliorations. Sans oser détruire la constitution encore féodale du pays, il restreignit au moins les privilèges des barons, leur enleva le droit de justice, abolit les dîmes ecclésiastiques, arrêta l'envahissement des biens de mainmorte et limita l'action du Saint-Siège en exigeant pour la publication des bulles l'autorisation royale. Imitant la cour d'Espagne, il bannit les Jésuites en 1767. Naples vit s'élever dans son sein un ensei-

gnement libre et sérieux, et en 1758 son université s'enrichit d'une chaire d'économie politique.

L'Autriche régnait en Toscane sous le nom d'un descendant des princes lorrains, le grand-duc *Léopold Ier*; mais Léopold mettait en pratique les idées françaises. L'instruction, la justice, la législation, l'administration furent réformées suivant les idées nouvelles. Les universités de Pise et de Sienne refleurirent; beaucoup de juridictions particulières et de privilèges disparurent. Des terres insalubres furent assainies par la culture, de vastes maremmes desséchées. Sans inquiétude sur sa souveraineté, placée sous la protection des grandes puissances, Léopold avait supprimé l'armée et fait de Florence une sorte de Salente où l'on s'énervait dans la mollesse.

Le duché de Milan appartenait à l'Autriche, mais le maître de l'Autriche, à la fin du dix-huitième siècle, c'était le comte de Firmian, formé aux leçons de la philosophie française. Firmian pratiquait les sciences et la philosophie, établissait une chaire d'économie politique pour Beccaria, et rendait son ancien éclat à l'université de Pavie, où bientôt devait briller le grand physicien *Volta*. Le gouverneur s'appliquait à faire oublier la domination étrangère en veillant aux intérêts matériels de la province, en embellissant Milan, en réunissant cette ville par un canal au Tessin et à l'Adda, en dégageant de ses entraves le commerce des grains.

Allemagne et Autriche ; l'empereur Joseph II. — Mais l'homme qui attirait le plus l'attention, c'était le fils de Marie-Thérèse, **Joseph II**, maître des nombreuses possessions autrichiennes et empereur d'Allemagne depuis 1765. Joseph II joua un grand rôle dans l'histoire du dix-huitième siècle, non comme empereur, mais comme prince autrichien.

Ce souverain était si pénétré de l'esprit nouveau du dix-huitième siècle, et ses voyages en Europe, imités de ceux de Pierre le Grand, lui avaient fait concevoir tant de réformes, qu'on le vit, pour ainsi dire, opérer une révolution à lui tout seul. Simple ennemi du faste, Joseph II réduisit le luxe de la cour, imposa les terres de la noblesse et du clergé

pour soulager les habitants des campagnes, chercha, dans des pays habitués à des juridictions particulières, à établir l'unité pour l'administration de la justice. Il fit beaucoup de bien en supprimant une foule d'offices judiciaires et féodaux, les servitudes personnelles, les chasses réservées, les corvées ; mais les États provinciaux disparurent, la volonté absolue de l'empereur dirigea tout, régla tout, et les provinces se plaignirent. Joseph II précéda l'Assemblée Constituante française et l'Assemblée Législative dans la suppression des ordres religieux; il fit fermer plus de deux mille couvents, confisqua leurs biens et se fit l'administrateur suprême du temporel de l'Église; il exerça sur les évêchés une autorité sans limites, en érigea de nouveaux, en réunit d'anciens, distribua comme il l'entendit leurs revenus et, empiétant même sur le domaine liturgique, prohiba les pèlerinages, réduisit le nombre des fêtes, réglementa les ornements des saintes images, les offrandes votives aux églises, les heures où l'on sonnerait les cloches, où l'on ouvrirait les églises, et fit composer un catéchisme politique et moral à l'usage des écoles. Les réformes allèrent si loin, sa lutte avec le pape fut si vive, qu'on a pu dire avec raison : « Sous le règne de Joseph II, l'Autriche sortait du catholicisme, sans entrer dans le protestantisme ». Joseph II, précéda encore la Révolution française en établissant la liberté des cultes par son *Édit de tolérance* du 13 octobre 1781 et l'admission de tous les chrétiens à l'égalité des droits civils; en instituant le mariage civil, en abolissant le droit d'aînesse. Il interdit les sépultures somptueuses et ordonna que riches et pauvres fussent ensevelis de la même manière, dans un sac. Si son beau-frère, Louis XVI, avait réalisé le quart des réformes de Joseph II, même avec son activité un peu brouillonne, il aurait évité les abîmes où s'engloutit sa monarchie. Joseph II encouragea les lettres et favorisa les artistes : il sut si bien s'attacher Mozart que ce grand musicien, malgré les offres les plus brillantes des princes étrangers, refusa de quitter sa cour.

Malgré les bienfaits réels de son règne, Joseph II mourut (le 20 janvier 1790) triste, fatigué par ses guerres avec les

Turcs, par la lutte qu'il soutenait contre la cour de Rome, par les résistances de toute sorte que ses réformes avaient suscitées. Il avait vu commencer l'orage de 1789, dont il suivait la marche avec anxiété et qui devait être si funeste à sa sœur Marie-Antoinette.

La Suède: Gustave III. — L'esprit de réforme avait pénétré jusque dans les États du Nord.

En Suède, Gustave III abolit la torture, interdit la mendicité, fonda des maisons de travail, favorisa l'accroissement de la population en exemptant de l'impôt personnel les familles nombreuses, encouragea le travail, l'industrie, le commerce, favorisa les écrivains, les artistes et eut à sa cour un théâtre français.

Ce prince, cependant, cherchait à relever la Suède au dehors et en 1788, au moment où Catherine II poussait ses armées sur la Crimée, il envahit la Finlande. Mais les rancunes de la noblesse le firent échouer; il avait déclaré la guerre sans consulter les États, l'armée refusa de marcher. Gustave se vit obligé, comme Louis XVI, de convoquer enfin les États, qui se réunirent au mois de février 1789. Une révolution sembla près d'y éclater, mais il s'y passa le contraire de ce qui devait arriver en France : ce fut la noblesse qui se sépara du roi; le clergé, les paysans, les bourgeois soutinrent Gustave, et celui-ci, mêlant les concessions à l'énergie, fit lire et adopter, le 21 février, un acte *d'union et de sûreté*. Cet acte confirmait les prérogatives royales, proclamait l'admission des roturiers dans le tribunal suprême du roi, reconnaissait à toutes les classes des droits égaux, réservait aux nobles les principales dignités et les charges de cour, mais n'admettait pour les autres places que des conditions de capacité et de mérite, soumettait les subsides à la décision des États et confirmait les privilèges de la noblesse, du clergé et des villes. Bien qu'il y eût dans cet acte des principes qui allaient être proclamés par l'Assemblée Constituante, Gustave III était, comme les autres souverains de son temps, trop imbu des maximes féodales pour comprendre la Révolution française.

Le Danemark; les Bernstorff. — Le Danemark n'était

plus cette puissance autrefois souveraine du Nord. Toutefois chaque règne de ces princes avait été marqué à l'intérieur par des progrès sérieux : développement du commerce et de la marine, création de l'industrie danoise, fondation d'écoles dans chaque village, diminution des corvées, amélioration du sort des paysans.

Copenhague tendait à rivaliser avec les autres capitales de l'Europe par le nombre de ses établissements scientifiques, littéraires, artistiques, le caractère monumental de ses établissements hospitaliers. Frédéric V (1746-1766), à qui Copenhague dut la plupart de ses fondations et le Danemark une réelle prospérité, favorisait les écrivains et, à côté d'un théâtre danois, à côté de l'opéra italien, ouvrit un théâtre français. Un ministre, le comte de *Bernstorff*, aida puissamment Frédéric V à donner à l'industrie, aux manufactures, une impulsion qui lui a fait décerner le nom de Colbert du Danemark. Le neveu de ce grand ministre, André Bernstorff, continua plus tard ses traditions.

Au dehors, dans la guerre d'Amérique, appuyé sur une forte marine, il adhéra à la ligue des neutres, sans toutefois rompre avec l'Angleterre. Au dedans, il reprit avec une sage persévérance les réformes commencées, fit modifier le Code criminel, améliora les finances et s'attacha surtout à relever la condition sociale des paysans. Une ordonnance du 20 juin 1788 détruisit le dernier lien qui attachait le paysan à la glèbe, le *sternsband*, qui devait prendre fin au 1er janvier 1800. Aussi les Danois, loin de songer à une révolution, élevèrent-ils à une des entrées de Copenhague la colonne de la Liberté.

La Hollande. — La Hollande ressentait le contre-coup des agitations européennes. Le stathoudérat, rétabli en 1747, était fortement ébranlé par le parti républicain. Le roi de Prusse, prenant la défense du prince d'Orange, qui avait épousé sa sœur, venait d'intervenir en 1787; un corps de 20000 hommes, sous le commandement de ce même duc de Brunswick qui allait bientôt menacer la France, s'était rendu maître d'Amsterdam et avait rétabli le stathouder dans la plénitude de ses droits. Ainsi, dans quelques années,

les soldats de la République française seront-ils accueillis comme des libérateurs.

La Suisse. — Il eût été difficile à la Suisse d'échapper aux idées du dix-huitième siècle, car, à sa porte, la République indépendante de *Genève* en était le plus ardent foyer. De Genève était déjà partie la révolution protestante de Calvin, plus hardie que celle de Luther. De Genève, où les esprits pouvaient plus librement se développer, partit le grand mouvement philosophique. Ferney, où se réfugia Voltaire, n'était qu'à quelques kilomètres de la cité où était né Jean-Jacques Rousseau. Le ministre Necker en sortit pour commencer les réformes qui devaient précéder la Révolution, et arriva dans les conseils de Louis XVI avec les principes qui prévalaient dans la petite république dont il était citoyen.

Caractère de l'Europe de 1789. — Cet esprit de réforme qui travaillait les divers pays et sollicitait les souverains à se préoccuper enfin des besoins de leurs peuples, ne doit pas faire illusion sur les sentiments des ministres et des rois les plus réformateurs. Les princes de l'Europe, même ceux qui paraissaient les mieux intentionnés, seront les ennemis de la Révolution sortie de ce mouvement des esprits. Les améliorations auxquelles ils consentaient n'avaient trait qu'aux questions d'ordre général, d'humanité, aux principes élémentaires, si l'on veut, de toute société organisée. Elles n'altéraient ni la constitution théocratique de l'Espagne, féodale de l'Autriche et de la Prusse, despotique de la Russie. Dans ces deux derniers pays l'influence française n'agit pour ainsi dire qu'à la surface. Frédéric II et Catherine II, comme les autres souverains, voulaient bien réformer tout ce qui était en dehors d'eux, mais non se réformer eux-mêmes. Les princes qui avaient paru le mieux accessibles aux idées libérales se coaliseront contre la Révolution française, car ils n'entendaient point renoncer à leur pouvoir absolu, et, par leur lutte contre la France, transformeront notre Révolution en Révolution européenne. La France, encore cette fois, prouvera qu'au point de vue intellectuel elle est l'initiatrice de tous les mouvements; ses secousses ébranlent le monde.

RÉSUMÉ

En 1789 l'Europe comprenait comme puissances principales (outre la **France**) l'**Angleterre**, la **Russie**, la **Prusse**, l'**Autriche**. L'Angleterre, malgré la perte de ses colonies d'Amérique, avait le plus grand empire colonial et dominait les mers. La Russie avait avancé jusqu'au *Dniester* au midi et avait fortement entamé la Pologne. La Prusse était prépondérante dans l'Allemagne du Nord. L'Autriche gardait ses nombreuses possessions de la vallée du Danube et l'empire d'Allemagne.

Les autres pays, l'**Espagne**, l'**Italie**, la **Suède**, la **Turquie**, avaient singulièrement décliné, et la Pologne allait disparaître.

Grands ou petits, ces États avaient été gagnés par l'esprit réformateur qu'avaient soufflé les philosophes français. Le *marquis de Pombal* avait entrepris de régénérer le **Portugal**; le *comte d'Aranda*, l'Espagne, *Tanucci* le royaume de Naples. En **Suède**, le roi *Gustave III* avait entrepris d'importantes réformes, et le Danemark avait bénéficié de celles de *Bernstorff*. *Catherine II* continuait à civiliser la Russie. Mais ces réformes étaient surtout matérielles et humanitaires. Elles ne touchaient en rien aux traditions de la monarchie absolue, et cette Europe en apparence libérale combattra la Révolution française.

CHAPITRE XXIII

LOUIS XVI

PRÉLUDES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

SOMMAIRE. — I. TENTATIVES DE RÉFORMES. TURGOT. — Louis XVI (1774). — Malesherbes. — Turgot; les finances (1774-1776). — L'agriculture. — L'industrie. — Les idées politiques et la retraite de Turgot (1776). — II. NECKER. LA CONVOCATION DES ÉTATS GÉNÉRAUX. — Premier ministère de Necker (1777-1781); premières assemblées provinciales. — Prodigalités de Calonne (1783-1787). — Assemblée des Notables (1787). — Loménie de Brienne; lutte contre les parlements (1787-1788); convocation des États généraux (8 août 1788). — III. ÉTAT DE LA FRANCE EN 1789. — Opposition entre les idées et les institutions. — État politique; gouvernement; administration. — Justice. — Finances. — Armée. — État social. — Le clergé. — Le tiers état. — Situation économique; servitudes de l'industrie; entraves au commerce; dépérissement de l'agriculture. — Vices d'une société à la fois féodale et moderne.
LECTURE. — Les terreurs d'un paysan.

I. TENTATIVES DE RÉFORMES. — TURGOT.

Louis XVI (1774). — Louis XVI, monté sur le trône de France en 1774, à l'âge de vingt ans, était un prince bon, honnête, mais d'un esprit peu étendu et d'un caractère indécis. Plus fait pour la vie privée, dans laquelle il se complaisait, que pour la vie publique, il avait un vague instinct des nécessités de son époque. Mais la faiblesse de son caractère l'empêcha de réaliser ses excellentes intentions.

Il remit au peuple le don de joyeux avènement, diminua quelques impôts, ramena à la cour la décence, et donna

l'exemple des vertus de famille. Il rappela le Parlement supprimé par Louis XV, et toutes les espérances furent permises quand on le vit faire entrer au ministère deux hommes de bien, *Turgot* et *Malesherbes* ; mais le ministre en faveur était le vieux et frivole *Maurepas.*

Malesherbes. — Lamoignon de Malesherbes était un magistrat éminent, ancien président de la Cour des aides et directeur de la Librairie sous Louis XV, ami des philosophes, qu'il avait protégés. Dès l'année 1771 il avait demandé la convocation des Etats généraux. Nommé ministre de la maison du roi, il rompit avec les traditions absolutistes et proposa des réformes humanitaires. Il voulut rendre aux accusés la faculté d'être défendus, aux protestants la liberté de conscience, aux écrivains la liberté de la presse, à tous les Français la sûreté de leur personne. Il proposa l'abolition de la torture, le rétablissement de l'édit de Nantes, la suppression des lettres de cachet et celle de la censure. Il ne put malheureusement réaliser toutes ses idées et se retira bientôt devant les résistances qu'il rencontrait (1776).

Turgot; les finances (1774-1776). — Turgot, né en 1727, était un disciple des économistes. Nommé par Louis XV intendant du Limousin, l'une des provinces les plus arriérées et les plus pauvres, il l'avait, en treize ans, complètement transformée par son intelligente administration. Il y avait réparé les routes, en avait ouvert de nouvelles, supprimé la corvée et les réquisitions militaires, mieux réparti la taille, relevé l'agriculture, affranchi le commerce, aussi la renommée l'avait-elle en quelque sorte désigné à Louis XV, qui l'appela d'abord au ministère de la marine, puis, au bout de quelques semaines, au contrôle général des finances, le poste le plus important, car il donnait autorité à la fois sur les finances, l'agriculture, le commerce et l'industrie. Turgot, dont Malesherbes disait : « Il a la tête de Bacon et le cœur de l'Hôpital », n'entreprit pas moins que de faire la révolution à lui tout seul, et il lui aurait fallu un prince capable de le comprendre.

Quand il arriva au pouvoir, il formula hardiment son programme financier : « Point de banqueroute, point d'impôts

nouveaux, point d'emprunt ». Il fallait donc, pour établir l'équilibre du budget, recourir aux économies et tailler en grand dans les dépenses de la cour, dans les pensions prodiguées à la noblesse et dans les privilèges.

Turgot s'appliqua à améliorer le système de *perception des impôts*, fit disparaître les croupiers qui attiraient à eux la plus grande partie des sommes arrachées au peuple, et quintupla le revenu du bail des *fermes générales*. Il étendit le système des *régies directes* pour le compte du roi, résilia les marchés frauduleux, diminua le nombre des *offices* qui s'achetaient, supprima les gratifications ou pots-de-vin que les fermiers généraux donnaient aux ministres, aux courtisans, argent qu'ils devaient retirer du produit des impôts, diminua considérablement le nombre des offices de finances, en un mot restreignit les dépenses et augmenta les recettes. En outre, il abaissa l'*intérêt* de l'argent, disant que la baisse de l'intérêt, c'est la mer qui se retire laissant à sec des plages que le travail de l'homme peut féconder.

L'agriculture. — Turgot, par ses réformes financières, en protégeant le contribuable contre l'avidité des traitants, soulageait déjà les campagnes. Il leur apporta un soulagement bien plus grand encore par la suppression de la **corvée** et des *réquisitions militaires* qui pesaient sur les paysans. On les embrigadait de force pour les travaux des routes, on leur prenait chevaux et voitures non seulement pour ces travaux, mais pour les transports des équipages militaires. Turgot substitua à ces vexations une taxe qui permettait à l'État de faire exécuter les travaux nécessaires par des ouvriers qu'on payait.

Enfin, et c'était principalement sur ce remède que comptait Turgot, il fit décréter la **liberté du commerce des grains** à l'intérieur. L'interdiction de ce commerce empêchait les provinces qui avaient du blé d'en envoyer à celles qui en mangeaient. Et les paysans, ne sachant que faire de l'excédent des récoltes, cultivaient le moins possible de terres. Ils n'étaient point stimulés, et, si une mauvaise année survenait, les réserves, vite épuisées, ne suffisaient point pour empêcher la famine.

L'industrie. — Aussi partisan des théories de Gournay que de celles de Quesnay, aussi préoccupé de l'industrie que de l'agriculture, Turgot voulut détruire les entraves qui gênaient le travail. Les corporations avaient pu le protéger au Moyen Age : elles l'arrêtaient au dix-huitième siècle, et les règlements exagérés par Colbert étaient autant de lisières qui enchaînaient les métiers, empêchaient la concurrence et le progrès. Turgot supprima les **jurandes** et les **maîtrises**[1]. Dans le préambule de l'édit par lequel les corporations étaient abolies, il disait : « Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme, et cette propriété est la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes ».

Les idées politiques et la retraite de Turgot (1776). — Pour faire pénétrer la vie politique dans toute la nation, et l'habituer à contrôler son gouvernement, Turgot, sur le modèle des États provinciaux, imagina un vaste système d'**assemblées provinciales** dans lesquelles on ne tiendrait point compte de la distinction des trois ordres. *Ces assemblées devaient être élues*, mais Turgot n'appelait à concourir à l'élection que les propriétaires. C'était toutefois un progrès immense. Les *municipalités* envoyaient des délégués à l'*assemblée de l'arrondissement ;* les assemblées d'arrondissement envoyaient des délégués à l'*assemblée de la province ;* enfin, les délégués des assemblées provinciales auraient formé la *grande municipalité du royaume.* Ce vaste plan, bien exécuté, aurait peut-être amené une décentralisation modérée et une juste liberté. Turgot n'eut pas le temps de la réaliser. Il se brisa contre les résistances que devait vaincre plus tard le mouvement de 1789.

La noblesse et le clergé réclamèrent pour leurs privilèges. Le peuple même, accoutumé à être trompé, et qui,

1. Pour être maître, patron, il fallait passer par une série d'épreuves et payer des droits onéreux ; c'était ce que l'on appelait la *maîtrise.* Les *jurés* avaient la police de la corporation, et leur charge, qui s'achetait aussi, s'appelait *jurande.*

malgré les réformes économiques, souffrait toujours de la disette, se laissa exciter contre le ministre patriote. *Encore des mangeries!* disaient les laboureurs en entendant parler des nouvelles assemblées. Les accapareurs de blés avaient produit sur certains points des famines factices dont on accusait le système de Turgot. On persuadait aux paysans qu'en laissant passer leurs blés dans une autre province, ils s'exposaient à en manquer Des émeutes troublèrent les provinces et les environs de Paris. Des bandes de brigands arrêtaient les convois et les bateaux et amenaient ainsi la cherté du pain. Turgot triompha de ces émeutes, qu'on appela la *guerre des farines;* mais toutes ces clameurs, jointes à celles des privilégiés, ébranlaient l'esprit faible de Louis XVI. Il avait pourtant dit : « Il n'y a que monsieur Turgot et moi qui aimions le peuple ». Bientôt il se trouva ennuyé des longs mémoires philosophiques que lui apportait le ministre réformateur : « Encore un mémoire ! » dit-il un jour. Il l'écouta pourtant, mais quelques heures après il signifiait son congé au ministre qui seul eût pu l'empêcher de courir à sa ruine. Turgot se retira dignement, mais il mourut quelques années après (1781), assez à temps pour ne pas voir sombrer cette monarchie qu'il avait voulu et qu'il aurait pu sauver.

Le comte *de Saint-Germain*, de son côté, avait essayé de réorganiser l'armée « à la prussienne ». Il fut obligé aussi de se retirer, parce qu'il avait dépassé le but et blessé le caractère du soldat français.

II. — Necker. — La convocation des États généraux.

Premier ministère de Necker (1777-1781); premières assemblées provinciales. — Après quelques essais de ministres insuffisants, Louis XVI confia les finances à un banquier genevois, **Necker.** Appelé pour combler le déficit, celui-ci chercha, avec toute l'habileté d'un homme expert en matière de finances, à établir une comptabilité régulière, à transformer le système des impôts, et réussit du moins à donner assez de crédit à l'État pour faire face aux dépenses de la *guerre d'Amérique.* Cette guerre était venue

atténuer l'effet de ses économies, et il tomba avant qu'elle fût terminée. Quoiqu'il n'eût point les vues d'un homme d'État de premier ordre, Necker, bien placé, par sa qualité même d'étranger, pour juger le chaos de l'administration française, essaya de reprendre quelques-uns des plans de Turgot et de Malesherbes. En dehors des améliorations financières, il marqua son premier passage aux affaires par des réformes sociales et philanthropiques (abolition des derniers restes du servage et de la mainmorte dans le domaine royal, abolition de la question préparatoire, amélioration du régime des prisons).

Il essaya le système des *assemblées provinciales* en l'appliquant à des provinces dépourvues d'états particuliers, dans le Berry, dans les généralités de Grenoble, de Montauban, de Moulins. Ce n'était pas une vraie représentation des provinces, car le roi nommait une partie des députés, mais c'était une brèche considérable au pouvoir absolu. Necker n'eut pas le temps de multiplier ces nouvelles assemblées : en éclairant d'une trop vive lumière les abus du gouvernement par la publication de son *Compte rendu* des finances, le premier budget qui ait été porté à la connaissance du pays, il excita parmi les privilégiés une telle clameur, que la faiblesse de Louis XVI s'en alarma. « Avez-vous lu le conte bleu? » disaient en riant et en jouant sur les mots les courtisans. Necker se retira (1781); quand on le rappellera une deuxième fois, il sera trop tard.

Prodigalités de Calonne (1783-1787). — Après avoir, en deux ans, épuisé deux ministres insuffisants, le roi se laissa prendre aux pièges d'un homme qui se montra incapable avec éclat, chercha à éblouir tout le monde par la hardiesse de ses combinaisons, et, en voulant dérober aux yeux le déficit, l'augmenta par une déplorable prodigalité de quatre années. *Calonne*, qui gardait l'argent que le roi lui avait donné pour payer ses dettes, se jouait également des intérêts de l'Etat : ses affirmations, ses promesses, ses libéralités, raffermirent le crédit du Trésor, et ses emprunts lui facilitèrent encore des largesses qui firent pousser des cris d'admiration aux courtisans. Il y eut là quelques années

d'illusions. Marie-Antoinette, qui commençait à exercer une grande influence sur le roi, soutenait Calonne. Loin de pressentir l'orage qui s'approchait, elle se livrait avec insouciance à ses goûts champêtres dans les riants jardins de Trianon. Ses désirs les plus coûteux et ceux des princes étaient satisfaits, et l'on s'extasiait devant le génie financier de Calonne qui semblait avoir découvert un nouveau Pactole.

Mais ce Pactole, c'était le crédit, fleuve qui se tarit bien vite. Calonne fut obligé de révéler au roi la vérité, c'est-à-dire l'accroissement du déficit. Il proposa de le combler en réformant l'État, et reprit les plans de Turgot, les projets de Necker : assemblées provinciales, réforme des impôts, liberté plus grande laissée à l'industrie et au commerce. « Mais c'est du Necker tout pur que vous me donnez là! s'écria Louis XVI. — Sire, répondit-il, dans l'état des choses on ne peut rien vous donner de mieux. » Louis XVI cependant ne renvoya pas Calonne, qui crut tout sauver en demandant non pas les États généraux, dont on parlait déjà, mais une assemblée des notables.

Assemblée des Notables (1787). — Les *Notables* se réunirent à Versailles le 29 janvier 1787[1]. Assemblée de privilégiés et encore fort restreinte, puisqu'elle ne comptait que cent quarante-quatre membres, cette réunion, qui ne pouvait donner d'ombrage à la cour, scandalisait cependant les partisans du pouvoir absolu. Ceux-ci allaient répétant que « le roi donnait sa démission ». Calonne aggrava encore la situation en attaquant lui-même les privilèges et les abus avec une vigueur qu'un Turgot ou un Necker eût modérée par plus de convenance ou au moins justifiée par son honnêteté personnelle. Les Notables convenaient bien qu'il y avait quelque chose à faire, mais se refusaient aux réformes gênantes pour les privilégiés, et ne se reconnaissaient pas assez d'autorité pour entreprendre celles qu'ils trouvaient justes. Une forte opposition contre Calonne, dont les témérités

1. Depuis l'année 1626 il n'y avait eu aucune réunion de ces assemblées, très fréquentes du treizième au seizième siècle et qui avaient souvent dispensé les rois de recourir aux États généraux.

déplaisaient depuis qu'elles ne profitaient plus, se forma dans l'assemblée, et le président des Notables, *Loménie de Brienne*, archevêque de Toulouse, puis de Sens, fut nommé chef du conseil des finances. Calonne avait accru le déficit et amené la convocation des Notables. Loménie de Brienne allait achever de creuser le gouffre, affaiblir l'autorité royale par sa lutte contre les parlements, et rendre inévitable la convocation des États généraux.

Loménie de Brienne ; lutte contre les parlements (1787-88) ; convocation des États généraux (8 août 1788). — Calonne n'avait su ni contenir ni gagner les Notables qu'il avait appelés. La cour s'imagina que Brienne les disciplinerait mieux, puisqu'il s'était appuyé sur eux pour arriver au pouvoir. Brienne n'obtint pourtant aucun résultat : les Notables ne voulurent point assumer la responsabilité de voter des impôts et abdiquèrent en laissant au roi le soin de décider quelles nouvelles contributions aideraient le mieux à subvenir aux nécessités du moment. Mais un grand mot avait été prononcé par le marquis de la Fayette, enthousiaste des libertés qu'il était allé le premier défendre en Amérique : il avait demandé une Assemblée nationale. « Quoi! monsieur, dit le comte d'Artois, vous demandez les États généraux? — Oui, monseigneur, et même mieux que cela. »

Le mouvement était tel, que le Parlement lui-même, qui s'était, durant des siècles, considéré comme le représentant de la nation, refusa d'enregistrer les impôts nouveaux et déclara les États généraux seuls en droit d'octroyer au roi les subsides nécessaires. Sans doute, dans l'esprit des magistrats du Parlement, les États généraux ne pouvaient manquer de définir et d'augmenter les attributions politiques d'une Compagnie qui s'était toujours interposée entre le peuple et le roi. Mais le public, ne tenant compte que du fait, soutint le Parlement dans son opposition. Brienne eut recours à des actes d'autorité qui n'imposaient plus parce qu'on en avait trop abusé. Les lits de justice, les appels à Versailles devenaient fréquents, si bien qu'il était aisé de prévoir un nouveau coup d'État à la Maupeou. Averti, le Parlement rendit un arrêt dont les considérants formaient comme un préambule de

constitution. La cour se résolut aux moyens extrêmes : elle donna l'ordre d'arrêter deux des plus jeunes et des plus fougueux conseillers, Goislard de Montsabert et d'Éprémesnil ; ils se réfugièrent au Parlement, qui se déclara en permanence. Alors eut lieu cette scène fameuse qui n'avait pas eu d'égale dans la Fronde, et où tous les conseillers, couvrant leurs deux collègues de leur solidarité, refusèrent de les désigner au capitaine des gardes françaises et s'écrièrent d'une voix unanime : « Nous sommes tous d'Éprémesnil et Montsabert! » (5 et 6 mai 1788.) Les deux conseillers finirent pourtant par se livrer, et Brienne crut avoir triomphé en déférant l'enregistrement des édits à une *cour plénière*.

Les parlements de province protestèrent à la fois contre la cour plénière et contre une réforme de la juridiction qui tendait à affaiblir leur importance. La Normandie, la Bretagne, s'agitaient pour le maintien de leurs privilèges et de leur quasi-indépendance. En Dauphiné, l'exil du parlement de Grenoble fut le signal de troubles graves (7 juin 1788) ; les états de la province, qu'on ne réunissait plus depuis le règne de Louis XIII, se réunirent d'eux-mêmes. La cour fut forcée d'autoriser cette assemblée, qui siégea au château de *Vizille* et décida le refus de tout impôt nouveau jusqu'aux États généraux (21 juillet 1788).

Brienne, qui avait tout prévu, disait-il, même la guerre civile, semblait ne rien redouter; mais l'ordre même dont il sortait lui porta le dernier coup. L'assemblée du clergé de France présenta aussi des remontrances contre la cour plénière et réclama également les États généraux. Brienne dut céder : il était à bout de ressources; il dut proposer au roi la convocation des États, qui furent annoncés, par un arrêt du Conseil du 8 août, pour le 1er mai 1789. Quelques jours après, le 25 août, Loménie de Brienne, qui avait trouvé le temps de s'enrichir encore en cette époque de crise, se retira du ministère[1], et le peuple manifesta bruyamment sa joie. En réalité la Révolution commençait.

1. Loménie de Brienne prêta plus tard serment à la constitution civile du clergé, mais il fut arrêté en 1793 à Sens et mourut en prison (1794). On crut qu'il s'était empoisonné; les autres membres de sa famille furent traduits devant le tribunal révolutionnaire.

Tableau résumant les sessions des États généraux.

RÈGNES.	DATES.	LIEU DE RÉUNION	OBJET ET RÉSULTATS.
Philippe le Bel. id.	1302 1308	Paris. Tours.	Lutte contre le pape Boniface VIII. Poursuite contre les Templiers.
Philippe le Long	1316	Paris.	Philippe fait reconnaître son droit et déclare que les femmes ne succèdent pas à la couronne.
Jean le Bon. Id. Id.	1351 1355 1356-57	Paris. Paris. Paris.	Questions d'impôts. Subsides pour la guerre contre les Anglais. Les États nomment des receveurs et trésoriers. Étienne Marcel. Commission des trente-six.
Charles VII.	1439	Orléans.	Taille perpétuelle.
Louis XI.	1468	Tours.	Réglement de l'apanage du frère du roi.
Charles VIII.	1484	Tours.	Question de la régence. Anne de Beaujeu. Progrès du Tiers-État.
Louis XII.	1506	Tours.	Annulation des traités de Blois. Louis XII père du peuple.
François II. Charles IX. Henri III.	1560-61 1576 1588	Orléans. Blois. Blois.	Question religieuse. Demandes de réformes. Prépondérance des Ligueurs. Meurtre de Henri de Guise.
Henri IV.	1593	Paris.	Assemblée restreinte, hostile à Henri IV et dévouée à l'Espagne.
Louis XIII.	1614	Paris.	Marie de Médicis et les grands; progrès du Tiers État.
Louis XVI.	1789	Versailles.	La Révolution française.

III. — État de la France en 1789.

Opposition entre les idées et les institutions. — Le mouvement intellectuel était immense : de tous côtés, dans la littérature, dans les sciences, les esprits cherchaient la vérité, l'ordre, la raison de toutes choses. Le peuple, instruit par tant de livres répandus depuis un siècle, avait appris à discuter. Il n'entendait parler que d'égalité des hommes, de liberté, de bonheur; il s'indigna profondément de souffrir de l'inégalité des classes, de l'arbitraire du gouvernement, de l'injustice d'une législation mauvaise, et enfin de la misère qui allait sans cesse en augmentant.

État politique; gouvernement; administration. — La royauté avait fondé l'unité de la France : elle avait soumis la féodalité sans la détruire. Sous un ordre apparent régnait une véritable confusion : les petites souverainetés du Moyen Age avaient toutes laissé des traces de leur existence, et, si les seigneurs courbaient la tête devant le roi, ils la redressaient bien haut hors de Versailles, pesant sur les classes inférieures de tout le poids de leur orgueil et de leurs privilèges. La société, comme le gouvernement, s'était formée au hasard, et il en résultait dans tous deux une grande incertitude ou plutôt un manque absolu de principes.

Pour le gouvernement, point de *constitution écrite*; aussi le maréchal de Villeroi avait-il pu dire à Louis XV, en lui montrant la foule dans le jardin des Tuileries : « Tout ce peuple, tout cela est à vous ». Nourri de maximes absolutistes qui, pour un prince religieux comme Louis XVI, s'élevaient à la hauteur de dogmes, et au maintien desquelles sa conscience même s'intéressait, le descendant de Louis XIV se croyait sincèrement armé d'un droit divin.

Les ministres, le *chancelier* (justice), le ***contrôleur général des finances***, les quatre ***secrétaires d'Etat*** (maison du

1. Nous ne faisons qu'esquisser cette question, reprise au début du Cours de troisième année. Voir le volume suivant : *Hist. Gén. depuis* 1789.

roi, affaires étrangères, guerre, marine) ne se partageaient pas seulement l'administration, mais encore le territoire de la France : de là un assemblage discordant d'attributions.

De plus, autant d'administrations, autant de circonscrip-



La France en 1789.

tions différentes : 35 *généralités et intendances*, 32 *gouvernements de province*, 139 *diocèses ecclésiastiques*, 12 ressorts de *parlements provinciaux*, 100 *présidiaux* ou tribunaux d'appel, puis des tribunaux de *bailliages* et *sénéchaussées*, 20 *universités*, tout cela s'enchevêtrait.

Justice. — Les *Chambres des comptes*, les *Cours des aides*, la *Cour des monnaies*, le *Grand Conseil*, l'*Université*

de Paris, les *capitaineries royales* avaient une juridiction particulière et distincte.

Le clergé avait ses *officialités*. La noblesse ne voulait être jugée que par les *présidiaux* et les *parlements*. La législation n'était point semblable pour elle, et le même délit n'entraînait pas les mêmes peines. Du reste, la justice pouvait être suspendue par des arrêts du Conseil du roi, qui évoquait l'affaire, ou bien on se passait des formes de la justice, en emprisonnant en vertu d'une simple *lettre de cachet*. Les ministres étaient ainsi les maîtres de la liberté de tous.

Devant les tribunaux, point de défenseur pour l'accusé, et, pour sanction de lois inégales et cruelles, des supplices plus cruels encore. La corde et la *roue* fonctionnaient trop souvent[1].

Finances. — Les *impôts*, nombreux et vexatoires (*tailles*, *capitation*, impôts du *dixième*, du *vingtième*, *aides* ou impôts indirects, *gabelles*, monopole du sel), étaient pour la plupart affermés à des *traitants* et perçus par leurs agents : ils donnaient lieu à des bénéfices énormes, que les traitants partageaient avec les courtisans. De nombreux cas d'exemption empêchaient l'égale répartition de la taille. Une paroisse, même si elle se dépeuplait, devait toujours payer la même somme[2].

Armée. — L'armée comptait beaucoup de *régiments étrangers* et se recrutait fort mal, par voie d'*enrôlements*. La *milice* des provinces se formait par le tirage au sort, auquel les populations des campagnes ne pouvaient se rési-

---

1. C'était un supplice des plus barbares. On étendait le condamné les jambes et les bras écartés sur une croix de Saint-André. Le bourreau lui brisait à coups de barre de fer les bras, les cuisses, les jambes et la poitrine. On l'attachait ensuite sur une petite roue de carrosse suspendue en l'air à un poteau, et on le laissait expirer en cet état.

2. Les exigences de la gabelle contribuèrent beaucoup au dépérissement de la Sologne, où la consommation du sel était grande. La Sologne, sous Louis XII, offrait l'image de la richesse et de la prospérité. (Léonce de Lavergne, *Revue des Deux Mondes*, 1er août 1861.)

gner, surtout à cause des nombreuses exemptions qu'obtenaient la faveur et l'intrigue[1].

De plus, les grades s'achetaient : avec de l'argent, un noble acquérait le commandement d'un régiment, et les roturiers ne pouvaient espérer, même avec un réel mérite, les grades supérieurs[2].

Etat social ; la noblesse. — La France alors se considérait comme une nation formant un tout compact, et cependant, en la regardant de près, on s'aperçoit qu'elle n'avait rien moins que cette unité dont elle était fière. Elle était réellement divisée en trois nations : *noblesse*, *clergé*, *tiers état*. Nobles de vieille souche ou d'origine récente, descendants des ducs et des comtes, ou héritiers de titres acquis à prix d'argent, se croyaient presque d'une autre race. De plus, la *noblesse d'épée* dédaignait la *noblesse de robe*. Le *droit d'aînesse* maintenait l'inégalité même dans les familles nobles, et les domaines restaient attachés au titre. Les nobles, qui depuis longtemps s'étaient réconciliés avec la royauté, entendaient ne point renoncer à leurs droits seigneuriaux, qui pesaient sur les roturiers et les habitants des campagnes.

A mesure qu'on supportait plus difficilement les privilèges de la noblesse, la noblesse augmentait[3]; 4000 charges, en 1789, conféraient la noblesse à ceux qui les acquéraient. Le

1. Chaque tirage, disait Turgot, donnait le signal des plus grands désordres et d'une sorte de guerre civile entre les paysans. Les meurtres, les procédures criminelles se multipliaient, et la dépopulation en était la suite.

2. D'après Necker, en 1774, les soldats coûtaient 44 millions de francs et les officiers 46 millions. Les officiers coûtaient plus cher que tous les soldats.

3. Le généalogiste Chérin disait, en 1789, que trois mille familles nobles tout au plus avaient des titres remontant à quatre cents ans, et que quinze cents familles seulement descendaient des possesseurs primitifs des fiefs militaires. La noblesse de huit mille familles n'avait d'autre origine que les charges qu'avaient remplies leurs membres, et ces charges étaient presque toutes vénales. La noblesse de six mille autres avait été achetée à deniers comptants.

droit forçait les cadets à prendre l'épée ou à se jeter dans l'Église. La vocation venait si elle pouvait, mais l'intrigue et le nom suffisaient pour élever bien haut le fils de famille. L'Église était surtout recherchée; elle conduisait à la fortune.

Le clergé. — Au moment où le clergé avait à lutter et contre le protestantisme et contre les philosophes, lorsque les âmes ébranlées se détachaient de la religion, il ne réformait ni sa discipline ni ses mœurs. L'inégalité des diocèses donnait d'immenses revenus à certains titulaires et en réduisait d'autres à la pauvreté. Brienne, archevêque de Toulouse, réalisa jusqu'à 678 000 livres de revenu ou bénéfices ecclésiastiques, pendant que beaucoup de vicaires de campagne mouraient de faim. Le clergé comptait alors 103 000 membres. Il percevait 125 millions de dîmes (206 millions d'aujourd'hui).

Le tiers état. — Les 25 millions d'habitants qui, dans les villes et les campagnes, formaient le troisième ordre ou *tiers état*, demeuraient comme une nation inférieure. La bourgeoisie pourtant avait grandi en savoir et en richesse : elle fournissait un grand nombre d'officiers de justice et de financiers; mais elle était entachée de roture. Les nobles consentaient bien à recourir à sa bourse, mais affectaient toujours de la tenir à l'écart ; sans doute les mœurs avaient bien adouci les anciennes servitudes, mais celles-ci subsistaient en droit et en fait.

Situation économique; servitudes de l'industrie; entraves au commerce; dépérissement de l'agriculture. — A cette époque où l'industrie et le commerce ne demandaient qu'à prendre l'essor, on sentait de plus en plus les inconvénients qui les arrêtaient : *corporations*, *jurandes*, *maîtrises*, qui avaient été rétablies après la disgrâce de Turgot. Des inspecteurs brûlaient les produits des manufactures si les règlements sur la fabrication des étoffes n'avaient pas été ponctuellement observés. La *diversité des poids et mesures*, les *monopoles*, les *douanes intérieures*, les *péages* surtout rendaient le commerce bien difficile.

L'agriculture était en pleine décadence. Sans doute la

division de la propriété avait commencé, mais les servitudes. dont la terre était grevée, le peu de garanties qu'on avait pour la conservation de sa propriété, le mauvais état des routes et des chemins, impraticables huit mois de l'année, décourageaient les paysans. Les grands seigneurs ne s'occupaient nullement de leurs terres[1].

La conséquence de tous ces abus, c'était la profonde misère du peuple. Le pain fut la grande affaire du dix-huitième siècle. C'est en demandant du pain que le peuple se souleva plusieurs fois, et ce cri sinistre : « Du pain ! » fut le premier cri des émeutes terribles de la Révolution.

Quand il y avait disette dans une province, on ne pouvait faire venir du blé d'une autre province. Le marquis d'Argenson écrivait pour l'année 1739 : « J'ai vu, depuis que j'existe, la gradation décroissante de la richesse et de la population. Au moment où je vous écris, en pleine paix, avec les apparences d'une récolte, sinon abondante, du moins passable, les hommes meurent tout autour de nous, comme des mouches, de pauvreté et broutent l'herbe. Les provinces du Maine, Angoumois, Touraine, Haut-Poitou, Périgord, Orléans, Berry, sont le plus maltraitées. Cela gagne les environs de Versailles. Le duc d'Orléans porta dernièrement au Conseil un morceau de pain de fougère. Il le posa sur la table en disant : « Sire, voilà de quoi vos sujets se nourrissent. »

Vices d'une société à la fois féodale et moderne. — Ainsi trois classes, ou plutôt trois nations dans la nation, pouvoirs mal définis du gouvernement, mauvaise organisation administrative et judiciaire, rigueur du code pénal, iniquité de la procédure, perception des contributions publiques onéreuse aux particuliers et onéreuse à l'État, inégalité dans la condition des provinces et dans la condition des personnes, qui ne peuvent toutes arriver aux mêmes dignités, qui ne payent point toutes l'impôt, qui ne sont point sou-

1. « Le prince de Soubise et le duc de Bouillon, dit Arthur Young, sont les deux plus grands propriétaires de France, et les seules marques que j'aie encore vues de leur grandeur sont des jachères, des landes et des déserts. »

mises à la même justice; entraves au commerce et à l'industrie, liberté individuelle et propriété mal garanties, intolérance, misère générale[1], voilà ce qui irritait les esprits au dix-huitième siècle. La société féodale dans sa constitution était moderne par l'esprit et les aspirations. La hardiesse de sa pensée ne connaissait point de bornes. La royauté aurait pu favoriser l'émancipation de cette société avide d'égalité et de liberté. Au lieu de se mettre à la tête du mouvement, elle essaya tantôt de le contenir, tantôt de le diriger, ne sachant point le conduire et n'ayant plus la force de le comprimer. Elle sera emportée par le torrent.

---

1. **Lecture : *Les terreurs d'un paysan*.** — Rousseau, dans un de ses voyages, s'était égaré près de Lyon. « Après plusieurs heures de course inutile, las et mourant de soif et de faim, j'entrai, dit-il, chez un paysan dont la maison n'avait pas belle apparence. Je le priai de me donner à dîner en payant. Il m'offrit du lait écrémé et de gros pain d'orge, en me disant que c'était tout ce qu'il avait. Je buvais ce lait avec délices, et je mangeais ce pain, paille, et tout; mais cela n'était pas fort restaurant pour un homme épuisé de fatigue.

« Ce paysan, qui m'examinait, jugea de la vérité de mon histoire par celle de mon appétit. Après avoir dit qu'il voyait bien que j'étais un bon jeune honnête homme qui n'était pas là pour le vendre, il ouvrit une petite trappe à côté de sa cuisine, descendit et revint un moment après avec un bon pain de pur froment, un jambon très appétissant quoique entamé, et une bouteille de vin dont l'aspect me réjouit le cœur plus que tout le reste. On joignit à cela une omelette assez épaisse et je fis un dîner tel qu'aucun piéton ne connut jamais.

« Quand ce vint à payer, voilà son inquiétude et ses craintes qui le reprennent : il ne voulait point de mon argent, il le repoussait avec un trouble extraordinaire; et ce qu'il y avait de plaisant était que je ne pouvais imaginer de quoi il avait peur. Enfin il prononça en frémissant ces mots terribles de *commis* et de *rats-de-cave*. Il me fit entendre qu'il *cachait son vin à cause des aides*, qu'il *cachait son pain à cause de la taille*, et qu'il serait un homme perdu si l'on pouvait douter qu'il ne mourût pas de faim. Tout ce qu'il me dit à ce sujet et dont je n'avais pas la moindre idée, me fit une impression qui ne s'effacera jamais. Cet homme, quoique aisé, n'osait manger le pain qu'il avait gagné à la sueur de son front et ne pouvait éviter sa ruine qu'en montrant la même misère qui régnait autour de lui. » (Jean-Jacques Rousseau.)

CHAPITRE XXIII.

RÉSUMÉ

Louis XVI monta sur le trône à l'âge de vingt ans (1774) et manifesta ses bonnes intentions en appelant au ministère deux hommes de bien, **Malesherbes** et **Turgot.**

Turgot surtout entreprit d'utiles réformes dans les *finances*. Il voulait rendre *libre* le commerce, l'industrie, diminuer les charges du peuple en supprimant beaucoup d'abus et de privilèges. Mais il fut obligé de se retirer (1776). Lui seul aurait pu prévenir la Révolution.

La guerre d'Amérique (1778-1783), qui assura l'indépendance des colonies anglaises, excita encore la fièvre de liberté.

Mais cette guerre avait coûté cher. Un habile banquier, **Necker,** appelé au ministère, trouva les ressources nécessaires pour les dépenses, puis, quand il voulut parler de réformes, on le renvoya (1781). Un dissipateur, *Calonne*, prit sa place.

Au bout de quelques années le prodigue dut avouer qu'il ne pouvait plus emprunter, et, après le ministère de *Loménie de Brienne*, qui essaya vainement de briser l'opposition du Parlement, il fallut rappeler Necker et convoquer les **États généraux** pour le mois de mai 1789.

La France était vraiment à refaire. Point de *gouvernement défini*, et l'absence de toute constitution favorisait l'arbitraire du pouvoir. L'*administration provinciale* était compliquée et incohérente; les juridictions étaient enchevêtrées; les plus graves inégalités subsistaient quant à l'impôt et à la justice, aux grades de l'armée. La nation demeurait divisée en trois nations ennemies. Les entraves apportées à l'industrie par les *corporations* arrêtaient ses progrès. L'agriculture, écrasée par les droits seigneuriaux, les corvées, les réquisitions, ne pouvait se développer, et des famines fréquentes augmentaient les misères des populations. La déplorable situation économique était le résultat de la situation politique et sociale, et voilà pourquoi on ne pouvait remédier aux misères sans changer et le gouvernement et la société.

CHAPITRE XXIV

GÉOGRAPHIE POLITIQUE DE L'EUROPE EN 1789

SOMMAIRE. — I. Géographie politique de l'Europe. — Angleterre. — Espagne. — Italie. — Allemagne. — Prusse. — Hollande. — Russie. — Turquie. — Pologne — États Scandinaves.

Angleterre. — L'Europe de 1789 ne ressemblait plus à celle du dix-huitième siècle. Des puissances nouvelles s'étaient élevées; d'autres avaient décliné.

L'Angleterre tenait le premier rang. Les deux royaumes d'Écosse et d'Angleterre avaient en 1707 consommé leur réunion politique; il n'y avait plus dans la *Grande-Bretagne* qu'un seul parlement. L'*Irlande* restait toujours une annexe qu'on traitait en pays conquis. Outre leurs possessions aux **Indes**, où ils n'avaient plus d'adversaires sérieux que les Mahrattes et Tippou-Saïb, roi de Mysore, les Anglais gardaient en Amérique la *Nouvelle-Bretagne*, *Terre-Neuve*, les *Bermudes*, les *Lucayes*, plusieurs des Petites Antilles, la *Jamaïque*, et sur la côte d'Afrique les comptoirs de la Gambie, la côte d'Or, *Sainte-Hélène*, l'*Ascension*. La puissance anglaise campait sur le sol allemand depuis l'adjonction du *Hanovre*, et sur le territoire espagnol depuis la prise de *Gibraltar*. Elle venait de fonder *Sydney* (1788), dans la *Nouvelle-Hollande* (l'Australie).

Espagne. — L'Espagne avait cherché à se relever du désastreux traité d'Utrecht, mais elle n'avait pu recouvrer ses anciennes annexes et s'était estimée heureuse de voir passer au moins Naples et Parme à des princes de la famille de Bourbon. Elle gardait les îles *Baléares* et, en Afrique,

Ceuta, *Oran*, les *Canaries*, *Fernando-Po* et *Annobon*; aux Indes et dans l'Océanie, les *Philippines*, les *Mariannes*; en Amérique, *Buenos-Ayres*, le *Chili*, le *Pérou*, la *Nouvelle-Grenade*, *Caracas*, *Guatemala*, le *Mexique*, la *Louisiane*, qu'elle abandonna en 1792, la *Floride*, *Cuba*, *Porto-Rico* et la *partie orientale* de *Saint-Domingue*.

Le *Portugal* maintenait son indépendance et ses limites. De son magnifique empire colonial il ne conservait que *Goa* et *Diu* aux Indes, *Macao* en Chine, et une partie de *Timor* dans l'Océanie; tout autour de l'Afrique, le *Mozambique*, l'*Angola*, le *Congo*, les îles *Saint-Thomas*, du *Prince*, *Cap-Vert*, *Madère*, les *Açores*; enfin, en Amérique, le *Brésil*.

Italie. — L'Italie n'avait ni pu ni cherché à reconstituer son unité. Le royaume de **Sardaigne** s'étendait du lac de Genève et du Rhône au Tessin et au lac Majeur; il comprenait en outre l'île de Sardaigne. A l'est des États sardes, les duchés de **Milan** et de **Mantoue**, avec la principauté de *Castiglione*, appartenaient à l'*Autriche*. Plus loin, à l'est de l'Adda, était la république de **Venise**, avec une partie de la Dalmatie et les îles Ioniennes. Un Bourbon régnait à **Parme**, à *Plaisance* et à *Guastalla*; un autre à **Naples**. *Modène* avait son duc, *Monaco* son prince. *Lucques* et *Gênes* étaient libres. Au centre de la péninsule, la **Toscane** appartenait à la maison de *Lorraine-Autriche* depuis 1737, et les **États de l'Église** s'étendaient entre les deux mers, du Pô au Garigliano, enveloppant la petite république de *Saint-Marin*. Le pape possédait en France le comtat *Venaissin* avec Avignon, et dans le royaume de Naples le duché de *Bénévent*. Un faible lien de dépendance rattachait au royaume des *Deux-Siciles* l'île de *Malte*, occupée par l'ordre religieux de Saint-Jean, qui avait perdu, lui aussi, sa discipline et son esprit militaire.

Allemagne. — Le *saint-empire romain*, qui, suivant le mot de Voltaire, n'était ni saint ni romain, n'existait plus que de nom, l'autorité impériale étant à peu près nulle. Le titre d'empereur d'Allemagne semblait fixé dans la maison d'Autriche.

L'*Autriche*, elle, s'était agrandie aux dépens de l'Espagne

en Italie (*Milanais* et *Mantouan*) et dans les Pays-Bas (*Belgique*). Elle avait compensé, par le démembrement de la Pologne (*Galicie* et *Lodomérie*), la perte de la Silésie, que la Prusse lui avait enlevée.

Prusse. — La *Prusse* s'était accrue, au dix-huitième siècle, de la haute *Gueldre* (1713), de l'*Ostfrise* (1744), de la haute et basse *Silésie* avec la principauté de *Glatz* (1745), de *Stettin* et de la *Poméranie* jusqu'à la Peene, enlevés à la Suède (1772); de la *Prusse royale* ou polonaise, prise à la Pologne (1773). Elle s'étendait donc en 1789, sauf quelques interruptions, depuis la Meuse jusqu'au delà de la Vistule.

Hollande. — Les *Sept Provinces unies*, qui avaient rétabli le stathoudérat en 1747, après Fontenoy, venaient d'essayer de le détruire. Une ligue de la Prusse et de l'Angleterre l'avait maintenu. Leur commerce était toujours florissant, grâce à leurs nombreuses colonies (la *Guyane*, les îles de *Curaçao* et de *Saint-Eustache* en Amérique; des comptoirs à la *côte d'Or* et le cap de *Bonne-Espérance* en Afrique; *Cochin* sur la côte de Malabar, *Ceylan*, *Malacca*, les **îles de la Sonde** : *Sumatra*, *Java*, *Bornéo*, *Célèbes*, *Timor*, les *Moluques* et un comptoir à *Nagasaki* au Japon). Le traité de Versailles (1783) leur avait enlevé Négapatam, cédé aux Anglais.

Russie. — La *Russie* prenait des proportions gigantesques. Par le traité de Nystadt (1721) elle avait reçu de la Suède la *Livonie*, l'*Esthonie* et la *Carélie*, et s'était ouvert la Baltique; par le traité d'Abo (1743) elle acquit la moitié de la *Finlande*. Au nord-ouest elle touchait à la Laponie danoise et enveloppait de ce côté les possessions de la Suède. En 1772 elle pousse ses envahissements en Pologne jusqu'à la Dvina et au Dniéper, qu'elle dépasse même sur plusieurs points. En 1774, par le traité de Kaïnardji, elle obtient les deux *Kabardies* (Caucase) que le Térek arrose, et elle s'ouvre la mer Noire par l'acquisition d'*Azof*, de *Kertch*, de *Iénikalé* dans la Crimée, et par celle du pays entre le Boug et le Dniéper. En 1784 elle asservit les Tartares de la *Crimée* et du *Kouban*. En 1792 elle arriva jusqu'au Dniester. Au sud du Caucase,

la *Géorgie* s'est placée sous sa protection (1783), et au delà de l'Oural s'étend la **Sibérie**, avec les îles *Kouriles* au nord du Japon, et les îles *Aléoutiennes* qui rattachent la Sibérie à l'Amérique Russe.

Turquie. — La *Turquie*, entamée par l'Autriche, reculait devant la Russie. Mais elle dominait encore en Europe toute la péninsule des Balkans, et allait jusqu'au *Dniester*. Elle possédait toute l'Asie Occidentale jusqu'au golfe Persique, l'*Egypte*, *Tripoli*, *Tunis* et *Alger*.

Pologne. — La *Pologne*, réduite par la Prusse, qui s'avance jusque sous les murs de Danzig et de Thorn, par l'Autriche, qui lui a pris la Galicie jusqu'à la haute Vistule, par la Russie, qui s'est établie sur la Dvina et le Dniéper, est sur le point d'être anéantie. Un premier partage invite au second. Il aura lieu en 1793, et en 1795 la Pologne sera effacée de la liste des nations.

États Scandinaves. — La *Suède* possédait la péninsule Scandinave, moins la Norvège et la Laponie danoise, et s'étendait encore en Finlande : elle tenait les îles d'*Aland*. Elle occupait les îles de *Gotland* et d'*Œland* et, en Allemagne, l'*île de Rügen* avec la *Poméranie citérieure* depuis Stralsund jusqu'à la Peene, *Wismar*, plusieurs cantons du *Mecklembourg*.

Le *Danemark* possédait, outre le Jutland, le *Sleswig* et une partie du *Holstein*, les îles de *Fionie*, *Seeland*, *Langeland*, *Laaland*, *Falster*, *Möen* et *Bornholm*, la *Norvège*, la *Laponie* septentrionale, les îles *Féroé*, l'*Islande*, le *Grœnland*, et avait acquis les comptoirs de *Tranquebar*, dans l'Inde, et de *Christianborg* à la côte d'Or en Afrique, et dans les Antilles les îles de *Saint-Thomas*, *Saint-Jean* et *Sainte-Croix*.

Tel était l'état géographique de l'Europe au moment où la Révolution française allait bouleverser les Etats et les alliances.

APPENDICE

SUJETS

D'EXERCICES ET DE DEVOIRS ÉCRITS

— La minorité de Louis XIII.

— La politique intérieure de Richelieu.

— Les causes de la guerre de Trente Ans; les grands capitaines qui s'y distinguèrent.

— Les traités de Westphalie.

— La France et l'Espagne sous Louis XIII et durant la minorité de Louis XIV.

— Le Parlement de Paris et la Fronde.

— Les causes de la Révolution d'Angleterre en 1640; son dénouement.

— Histoire d'Olivier Cromwell.

— La monarchie de Louis XIV; ses principes; son organisation.

— Le ministère de Colbert.

— Les conquêtes de Louis XIV.

— La révocation de l'édit de Nantes et ses conséquences.

— Le maréchal de Luxembourg.

— Expliquer comment la succession d'Espagne fut dévolue à un prince français.

— Le maréchal de Villars.

— Les traités d'Utrecht; les comparer à ceux de Westphalie.

— Les lettres et les arts en France au XVIIIe siècle.

— Histoire de Charles XII.

— Le caractère et les réformes de Pierre le Grand.

— L'origine de la Prusse jusqu'à l'avènement de Frédéric II.

— La minorité de Louis XV; le système de Law.

— Le ministère du cardinal de Fleury.

— Le maréchal de Saxe.

— Les causes de la guerre de Sept Ans; raconter la lutte de l'Angleterre et de la France.

— L'administration de Frédéric II de Prusse.

— Les Français aux Indes; conquêtes et décadence.

— Les Français en Amérique jusqu'en 1763.

— Le ministère de Choiseul.

— Les causes de la décadence de la Pologne; le premier partage.

— Les progrès de la Russie sous Catherine II.

— Les tentatives de réformes en France sous Louis XVI.

— Necker; la convocation des États généraux.

— La formation des colonies anglaises en Amérique jusqu'à la guerre de l'Indépendance.

— Histoire de Washington.

— La marine française pendant la guerre d'Amérique.

— État de la France en 1789.

— Les principales puissances de l'Europe en 1789.

— Le mouvement littéraire et scientifique au XVIIIe siècle.

— Les essais de réformes dans les principaux pays de l'Europe au XVIIIe siècle.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE

DES PRINCIPAUX FAITS DE L'HISTOIRE MODERNE

DATES	FAITS
1610	Mort de Henri IV.
1618	Défenestration de Prague en Allemagne. La guerre de Trente Ans.
1619-1625	Période palatine.
1625-1629	Période danoise.
1629-1635	Période suédoise.
1631	Victoire de Gustave-Adolphe à Leipzig.
1632	Victoire et mort de Gustave-Adolphe à Lutzen.
1628	Richelieu soumet les protestants de France; prise de la Rochelle.
1632	Supplice de Henri de Moontmorency.
1635	Défaite des Suédois à Nordlingen.
	L'Académie française.
1635-1648	Période française de la guerre de Trente Ans.
1638	Réunion de l'Alsace.
1640	Réunion de l'Artois.
	Le Long Parlement en Angleterre.
1642	Réunion du Roussillon
	La guerre civile en Angleterre.
1643	Minorité de Louis XIV. Victoire d'Enghien à Rocroy.
1644	Victoire de Fribourg.
1645	Victoire de Nordlingen.
1648	Victoire de Lens. Traités de Wesphalie. La Fronde.
1649	Mort de Charles Ier en Angleterre, Olivier Cromwell.
1652	L'Acte de Navigation en Angleterre.
1658	Bataille des Dunes en France. Mort de Cromwell en Angleterre.
1659	Paix des Pyrénées.
1660	Restauration des Stuarts en Angleterre.
1661	Gouvernement personnel de Louis XIV en France.
1667	Guerre de dévolution.
1668	Traité d'Aix-la-Chapelle.
1672	Invasion de la Hollande par Louis XIV.
1674	Bataille de Senef.
1675	Mort de Turenne.
1676	Victoires navales de Duquesne.
1678	Traités de Nimègue.
1681	Réunion de Strasbourg.
1685	Révocation de l'édit de Nantes.
1686	Ligue d'Augsbourg.
1688	Révolution de 1688 en Angleterre.
1688	Guerre de la ligue d'Augsbourg
1689	Avènement de Pierre le Grand en Russie.
1690	Victoire de Fleurus.
1692	Désastre de la Hougue; bataille de Steinkerque.
1693	Bataille de Nerwinden.
1697	Paix de Ryswick.
1700	Victoire de Charles XII de Suède sur les Russes à Narwa.

DATES	FAITS
1701	Succession d'Espagne. Le duc d'Anjou roi d'Espagne.
1701	Guerre de la succession d'Espagne.
1703	Victoire des Français à Hochstett.
1704	Défaite des Français à Hochstett.
1706	Batailles de Turin et de Ramillies.
1708	Bataille d'Oudenarde.
1709	Invasion de la Russie par Charles XII; bataille de Pultawa.
1712	Bataille de Denain.
1713	Les traités d'Utrecht.
1715	Mort de Louis XIV.
1718	Mort de Charles XII.
1720	Catastrophe produite par le système de Law.
1725	Mort de Pierre le Grand.
1726	Ministère de Fleury (1726-1743).
1733	Guerre de la succession de Pologne.
1738	Paix de Vienne.
1740	Frédéric II roi de Prusse.
1740	Guerre de la succession d'Autriche.
	Frédéric II en Prusse; conquête de la Silésie.
1745	Victoire de Fontenoy.
1748	Paix d'Aix-la-Chapelle.
1754	Rappel de Dupleix, qui fondait un empire français dans l'Inde
1756	Guerre de Sept Ans.
1757	Batailles de Rosbach et de Lissa.
1758	Bataille de Crevelt; bataille de Québec au Canada; ministère de Choiseul.
1759	Bataille de Minden.
1761	Pacte de famille; perte de Pondichéry par les Français.
1762	Catherine II en Russie.
1763	Traités de Paris et de Hubertsbourg.
1765	Bannissement des Jésuites en France.
1766	Réunion de la Lorraine.
1768	Réunion de la Corse.
1770	Disgrâce de Choiseul.
1772	Premier partage de la Pologne Le second aura lieu en 1792. Le troisième en 1795
1774	Traité de Kaınardji entre les Russes et les Turcs.
	Avènement de Louis XVI; ministère de Turgot.
1776	Soulèvement des Etats-Unis.
1776	Guerre de l'Indépendance américaine.
1780	Neutralité armée.
1781	Capitulation de York-Town.
1783	Paix de Versailles
1789	Convocation des Etats généraux en France. Commencement de la Révolution française.

Liste chronologique des souverains

DES PRINCIPAUX PAYS DE L'EUROPE DEPUIS 1610.

ANGLETERRE.

Stuarts.

Jacques Ier. 1603-1625
Charles Ier. 1625-1649
République. Cromwell.
Charles II 1660-1685
Jacques II 1685-1688
Guillaume III d'Orange. . 1688-1702
Anne Stuart 1702-1714

Maison de Hanovre.

George Ier 1714 1727
George II. 1727-1760
George III 1760-1820

ESPAGNE.

Philippe III. 1598-1621
Philippe IV 1621-1665
Charles II 1665-1700

Maison de Bourbon.

Philippe V 1700-1745
Ferdinand VI. 1745-1759
Charles III. 1759-1788
Charles IV. 1788-1808

AUTRICHE ET ALLEMAGNE.

Mathias 1612-1619
Ferdinand II. 1619-1637
Ferdinand III 1637-1658
Léopold Ier. 1658-1705
Joseph Ier. 1705-1711
Charles VI. 1711-1740
Charles VII. 1740-1745
François Ier de Lorraine,
époux de Marie-Thérèse. 1745-1765
Joseph II. 1765-1790
Léopold II. 1790-1792

FRANCE.

Bourbons.

Henri IV. 1589-1610
Louis XIII 1610-1643
Louis XIV 1643-1715
Louis XV. 1715-1774
Louis XVI 1774-1792

ITALIE.

Rome, Papes.

Paul V. 1605-1621
Grégoire XV 1621-1623
Urbain VIII. 1623-1644
Innocent X. 1644-1655
Alexandre VII. 1655-1667
Clément IX. 1667-1670
Clément X. 1670-1676
Innocent XI 1676-1689
Alexandre VIII 1689-1691
Innocent XII. 1691-1700
Clément XI. 1700-1721
Innocent XIII 1721-1724
Benoit XIII. 1724-1730
Clément XII 1730-1740
Benoit XIV. 1740-1758
Clément XIII. 1758-1769
Clément XIV. 1769-1775
Pie VI. 1775-1800

ITALIE. — NAPLES.

Les rois d'Espagne jusqu'en. 1735

Princes bourbons.

Don Carlos. 1735-1759
Ferdinand III 1759-1825

PRUSSE.

Frédéric Ier. 1701-1713
Frédéric-Guillaume Ier . . 1713-1740
Frédéric II. 1740-1786
Frédéric-Guillaume II . . 1786-1797

RUSSIE.

Maison de Romanof.

Michel. 1613-1645
Alexis 1645-1676
Féodor II 1676-1682
Sophie et Ivan V. 1682-1689
Pierre Ier. 1689-1725
Catherine Ire 1725-1727
Pierre II. 1727-1730
Anne de Courlande. . . . 1730-1740
Ivan VI 1740 1741
Elisabeth. 1741-1762
Pierre III 1762
Catherine II 1762-1796

SUÈDE.

Charles IX	1604-1611
Gustave II Adolphe	1611-1632
Christine	1632-1654
Charles X	1654-1660
Charles XI	1660-1697
Charles XII	1697-1718
Ulrique-Eléonore	1718-1720
Frédéric Ier	1720-1751
Adolphe-Frédéric	1751-1771
Gustave III	1771-1792

POLOGNE.

Sigismond III (de Suède)	1587-1632
Ladislas VII	1632-1648
Jean Casimir	1648-1668
Michel (Polonais)	1668-1674
Jean Sobieski	1674-1697
Auguste II (de Saxe)	1697-1704
Stanislas Leczinski	1704-1709
Auguste II	1709-1733
Auguste III	1733-1764
Stanislas Poniatowski	1764-1795

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN. — LA RÉVOLUTION D'ANGLETERRE

LIVRE II

LE RÈGNE ET LES GUERRES DE LOUIS XIV

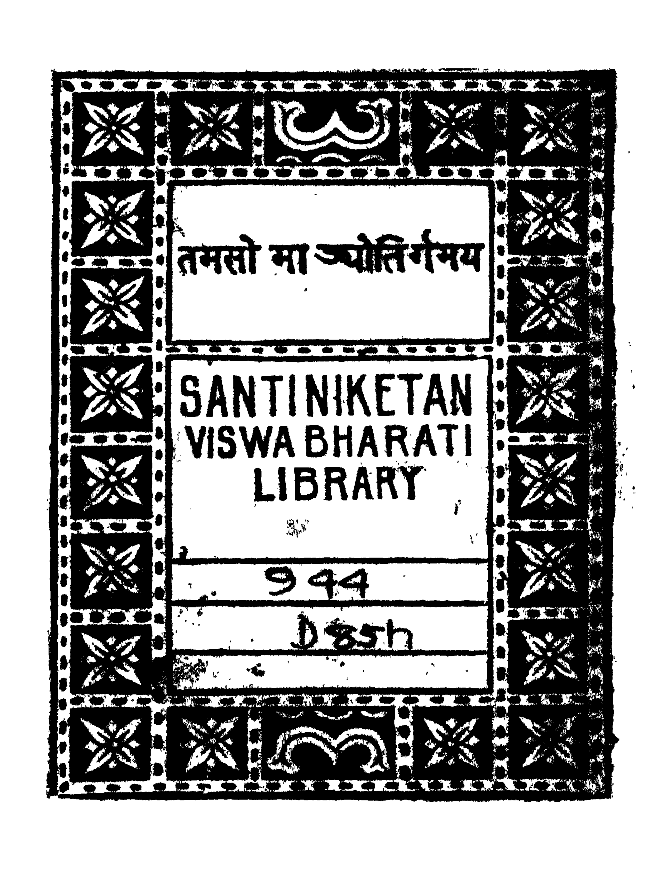
LIVRE III

LE DIX-HUITIÈME SIÈCLE. — LES NOUVELLES PUISSANCES

LIVRE IV

CAUSES ET PRÉLIMINAIRES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

PARIS, IMPRIMERIE GÉNÉRALE LAHURE
9, rue de Fleurus, 9


तमसो मा ज्योतिर्गमय
SANTINIKETAN
VISWA BHARATI
LIBRARY
944
D85h